



Nations unies

Modules de formation spécialisée pour la Police des Nations unies 2021

Guide du formateur

Département des Opérations de Paix des Nations unies

COPYRIGHT/NOTE

Les Modules de Formation Spécialisée des Nations unies (MFS, STM en anglais) pour le personnel de police des Nations unies déployé dans les opérations de paix des Nations unies ont été développés par le Service Intégré de la Formation (SIF/ITS en anglais) et la Division Police du Département des Opérations de Paix des Nations unies, en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), l'Institut des Nations unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) et avec le soutien des États membres et d'autres entités des Nations unies.

Cette version a été publiée pour être utilisée par les États membres dans le cadre de leur formation préalable au déploiement pour les opérations de paix des Nations unies et remplace la version de 2009. La formation s'inscrit dans le cadre des modules de formation de base préalable au déploiement (en anglais, CPTM version 2017) pour tous les casques bleus et doit être dispensée en relation avec ces derniers.

Elle a été approuvée par le Secrétaire général adjoint du Département des Opérations de Paix (DPO) le 12 janvier 2022.

La dernière version des MFS est disponible en ligne sur le site du centre de ressources pour le maintien de la paix : <http://research.un.org/en/peacekeeping-community>. Un lien pour recevoir vos commentaires et recommandations afin d'améliorer le contenu se trouve dans le centre de ressources au même endroit.

Ce document peut être reproduit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Ce document ne doit pas être vendu.

Toutes les photographies proviennent des Nations unies et du domaine public, sauf indication contraire.

MFS (STM en anglais) de la POLNU (Police des NU, UNPOL en anglais) 2021 V1.0 UN 2021

Service Intégré de la Formation du DOP (SIF, ITS en anglais)

Division de la Politique, de l'Évaluation et de la Formation (DPEF, DPET en anglais)

Département des Opérations de Paix Nations unies – New-York, NY, 10017, États-Unis

Remerciements

Le Service Intégré de la Formation (DOP) souhaite remercier les experts en la matière du système des Nations unies, des États membres et d'autres organisations régionales et internationales qui ont soutenu le processus de rédaction et participé aux ateliers de développement et à la formation pilote.

Une liste complète des représentants des États membres et des agences, fonds et programmes des Nations unies qui ont participé activement aux différents groupes d'élaboration des programmes est jointe en annexe.

Personnes à contacter

Pour toute proposition de mise à jour ou d'amélioration de ce programme, ou pour toute question relative aux modules de formation spécialisée pour la police des NU 2021, veuillez contacter l'équipe en charge de la formation police du SIF (ITS) ou écrire à peacekeeping-training@un.org.

Toute mise à jour pertinente sera affichée et expliquée sur le site Web du centre de ressources pour le maintien de la paix (<http://research.un.org/en/peacekeeping-community>). Les instructeurs sont encouragés à consulter régulièrement ce site.

Préface

Contexte

Toutes les formations au maintien de la paix des Nations unies doivent contribuer à la réussite de la mise en œuvre du mandat. Depuis l'élaboration de la première édition des modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies (MFS, STM en anglais) en 2009, des changements significatifs sont intervenus dans les opérations de paix des Nations unies et au sein de la police des Nations unies. Les mandats sont devenus plus complexes et le rôle de la police des Nations unies a considérablement évolué en termes d'ampleur et de portée.

La formation préalable au déploiement est une responsabilité nationale conformément à la résolution 49/37 de l'Assemblée Générale des Nations unies approuvée en 1994 (A/RES/49/37). La formation préalable au déploiement joue un rôle particulièrement important dans la recherche d'une plus grande cohérence. Comme le souligne la Politique générale sur le rôle de la Police des Nations unies (2014.01), la nature multinationale de la Police des Nations unies indique qu'elle représente la communauté mondiale des États plutôt que les intérêts d'une seule nation. Cependant, cette richesse d'expérience qui renforce les composantes Police des Nations unies, a également constitué un défi persistant pour la cohésion et la continuité des efforts, en particulier en ce qui concerne la traduction des normes et standards, des règles et des bonnes pratiques en actions cohérentes par le biais d'une formation pré-déploiement standardisée et systématique.

Afin d'améliorer l'efficacité des plus de 7 000 personnels de la POLNU provenant de 81 pays contributeurs de police grâce à une approche standardisée de la police des Nations unies, le Cadre d'Orientation Stratégique pour la police internationale (COS, SGF en anglais) est entré en vigueur en 2014. Ce cadre d'orientation définit une base commune pour la police des Nations unies et vise à améliorer l'efficacité de la police des Nations unies grâce à des approches plus cohérentes et harmonisées de la sécurité publique, de la réforme de la police et des services de police de du pays hôte.

Objectif

Les modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 (MFS, POLNU 2021) fournissent aux pays contributeurs de forces de police un ensemble de formations standardisées qui préparent leurs personnels aux tâches des opérations de paix des Nations unies, aux aspects liés au C O S (SGF), aux approches de la police des Nations unies, à la protection des civils et aux droits de l'homme avant leur déploiement.

La formation vise à transformer des policiers compétents en Casques bleus compétents, capables de

- Remplir les missions de police requises par les mandats des opérations de paix des Nations unies conformément aux principes et lignes directrices du DOP/DSO et aux normes juridiques internationales qui les sous-tendent.
- Exercer leurs fonctions de police de manière efficace, professionnelle et intégrée ; et
- Démontrer les valeurs fondamentales et les compétences des Nations Unies.

Public cible

Les standards de formation spécialisée préalable au déploiement des Nations unies s'appliquent à tous les policiers individuels (PI, IPO en anglais) sélectionnés par les États membres qui répondent aux critères de sélection fixés par la Division Police (PD en anglais) du Département des Opérations de Paix (DOP).

Les standards de formation pour les unités de police constituées (UPC, FPU en anglais) sont disponibles séparément.

Le Service Intégré de Formation s'est engagé à faire en sorte que le matériel de formation soit "orienté client", facile à utiliser par les formateurs des États membres, et axé sur l'apprentissage des policiers individuels déployés dans le cadre des opérations de paix des Nations unies.

Contenu

| | |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| 1) Aperçu des modules de formation | 6 |
| Matériel pédagogique | 6 |
| Leçons | 6 |
| Activités d'apprentissage | 7 |
| 2) Séquence pédagogique suggérée | 8 |
| 3) Évaluation de l'apprentissage..... | 9 |
| Outils d'évaluation des modules..... | 9 |
| Conseils pour l'évaluation de l'apprentissage | 9 |
| 4) Préparation des participants | 9 |
| 5) Analyse de l'apprenant | 10 |
| 6) Profil de l'instructeur..... | 11 |
| 7) Méthodologie de formation..... | 11 |
| Principes de l'apprentissage des adultes..... | 11 |
| Le modèle BOPPPS | 12 |
| 8) Schéma du programme d'études | 15 |
| 9) Documents de référence..... | 25 |
| 10) Annexe A : Évaluation la formation | 28 |
| Évaluation des connaissances..... | 28 |
| Participation aux cours..... | 28 |
| Évaluation de l'exercice de synthèse (Capstone) | 29 |
| Enquête sur le niveau de confiance en soi | 31 |
| Évaluation des connaissances avant et après la formation (réponses) | 32 |
| 11) Annexe B : Remerciements | 36 |

1) Aperçu des modules de formation

Matériel pédagogique

- **Guide du formateur** – Aperçu de la leçon, des méthodes d'apprentissage et des outils d'évaluation de la formation (en annexe A)
- **Leçons** – fiches de cours formateur, logistique des cours, images des diapositives et instructions pour les activités (une pour chaque leçon)
- **Diapositives** – Concepts clés et graphiques pour améliorer l'apprentissage, certaines diapositives font l'objet d'une animation avec déclenchement au clic (une présentation de plusieurs diapositives pour chaque leçon).
- **Cahier d'activités Carana** – Scénarios et instructions pour les activités Carana, exercice de synthèse, espace de réflexion et enquêtes d'auto-évaluation du niveau de confiance en soi avant et après la formation.
 - Version à l'attention des formateurs contenant les réponses attendues et des notes pour guider les discussions et les activités
 - Version à l'attention des participants
- **Évaluation des connaissances avant et après la formation** - Test de connaissances composé de 17 questions couvrant les 11 leçons des MFS (STM)
 - Version à l'attention des formateurs contenant les bonnes réponses
 - Version à l'attention des participants

Recommandation : Imprimez un cahier d'activités Carana pour chaque participant.

Leçons

La formation contient onze modules :

1. Présentation de la Police des Nations unies (POLNU/UNPOL)
2. Le Commandement de la Police dans le contexte des Nations unies
3. Introduction à l'administration de la Police des Nations unies
4. Politique de Diligence Voulue en matière de Droits de l'Homme (PDVDH)
5. Police Orientée vers la Communauté (POC, COP en anglais)
6. Police Guidée par le Renseignement (PGR, ILP en anglais)
7. Renforcement des Capacités et Développement (RCD, CBD en anglais)
8. Suivi, Mentorat et Conseil (SMC, MMA en anglais)
9. Protection des Civils (PDC, POC en anglais) par la Police des Nations unies
10. Usage de la force et des armes à feu par la Police des Nations unies
11. Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des Nations unies

Chaque leçon suit une structure standard :

- Aperçu de la leçon
 - Objectif
 - Pertinence
 - Objectifs pédagogiques
 - Contenu de la leçon
- Plan de la leçon
- Diapositives, activités et notes à l'attention du formateur
- Résumé des messages clés
- Références

Chaque leçon comprend des notes pédagogiques pour guider les formateurs dans l'enseignement de la leçon.

Activités d'apprentissage

Des activités d'apprentissage proposées de manière efficace sont essentielles au succès de cette formation. Les cours magistraux ont été réduits pour permettre aux participants d'apprendre par le biais d'activités réalistes et pertinentes qui encouragent la pensée critique. Ces activités nécessitent une préparation minutieuse de la part des formateurs afin qu'ils puissent aider les participants à atteindre les résultats d'apprentissage souhaités. Les activités d'apprentissage comprennent des instructions détaillées et les résultats escomptés. Les résultats attendus ne sont pas exhaustifs et servent de base à l'animateur afin de procéder à un débriefing significatif de chaque activité.

Afin de coller le plus possible à la réalité et de permettre aux participants de s'exercer à appliquer les concepts dans des situations concrètes, cette formation utilise la mission fictive des Nations unies au Carana (Mission d'Assistance des Nations unies au Carana, MANUC, UNAC en anglais) comme base de travail. L'exploration de Carana, de sa géographie, de sa population, de sa police et de sa situation en matière de sécurité correspond également aux types d'informations que les participants devront apprendre à gérer lors d'une véritable mission. Ainsi, le pays fictif du Carana est plus qu'un cadre pour les activités, il fournit des concepts clés que les apprenants peuvent appliquer sur le terrain.

Les activités suivantes, basées sur le Carana, sont incluses tout au long de la formation et viennent s'ajouter aux activités intégrées dans les leçons. Les activités renforcent et relient les concepts, en fournissant un contexte du point de vue du policier individuel.

- Activité 1 Carana : Présentation du Carana
- Activité 2 Carana : Perspective de la police orientée vers la communauté
- Activité 3 Carana : Police guidée par le renseignement et rapports
- Activité 4 Carana : Renforcement des capacités et développement, et diligence voulue en matière de droits de l'homme
- Activité 5 Carana : Police guidée par le renseignement et protection des civils

En plus des cinq activités Carana incluses dans la formation, celle-ci se termine par un exercice de synthèse qui aide les formateurs à évaluer l'état de préparation des participants à leur travail en tant que PI. L'exercice de synthèse est simple, mais il englobe des éléments de tous les modules de la formation spécialisée 2021 de la POLNU et donne aux participants l'occasion de démontrer leurs connaissances, leurs compétences et leurs aptitudes, et de réfléchir à ce qu'ils ont appris. Il consiste en quatre scénarios différents et se déroule également au Carana.

Les activités sont généralement organisées autour de sous-groupes. En fonction de leur propre expérience et de leurs capacités, les formateurs sont invités à modifier la taille des groupes et le cadre de travail, le cas échéant.

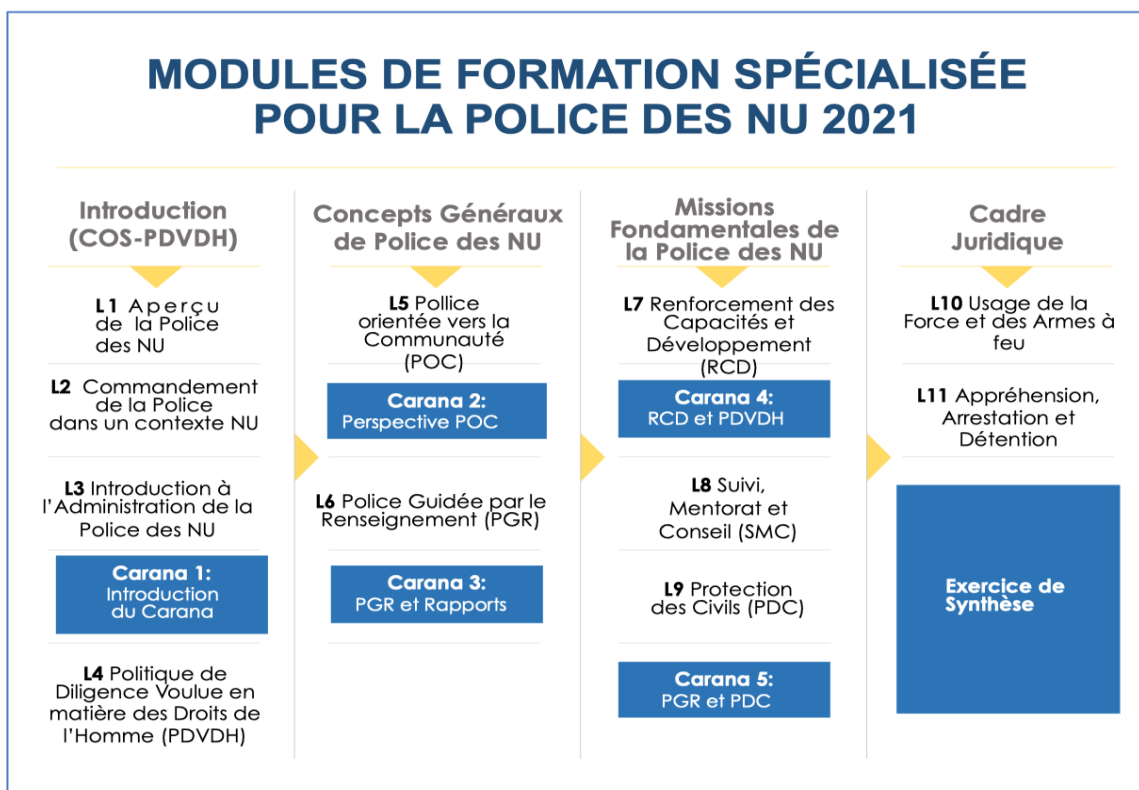
Recommandations : lisez attentivement toutes les instructions de l'activité et les résultats attendus. Ajoutez vos propres réflexions et expériences aux commentaires figurant sur les fiches de cours.

2) Séquence pédagogique suggérée

La séquence pédagogique suggérée se trouve dans le graphique ci-dessous. Les 11 leçons composant les MFS peuvent être regroupées en quatre blocs : Introduction au Cadre d'Orientation Stratégique pour la police internationale (COS) et à la Politique de Diligence Voulue des Nations unies en matière de Droits de l'Homme (PDVDH), Concepts Généraux de la Police, Missions Fondamentales de la POLNU et Cadre Juridique.

Les leçons se suivent de manière chronologique et sont entrecoupées d'exercices « Carana » pour améliorer l'apprentissage. La formation se termine par un exercice de synthèse (Capstone), conçu pour permettre aux stagiaires d'appliquer leurs connaissances et compétences nouvellement acquises dans le cadre de cet exercice de synthèse et d'intégration.

Les directeurs de stage sont tenus de se familiariser avec les modules de formation et de concevoir le programme de formation en conséquence. La formation de la POLNU relative aux MFS 2021 peut être dispensée en une semaine (cinq jours). Les directeurs de stage peuvent en décider autrement. Si la formation se répartit sur plusieurs semaines, elle permettra aux participants de mieux absorber le contenu et de retenir davantage les éléments clés. Les directeurs de stage ou les instructeurs peuvent adapter le programme en fonction des besoins des apprenants, des ressources et de la logistique.



3) Évaluation de l'apprentissage

Outils d'évaluation de la formation

L'évaluation de l'apprentissage fait partie intégrante d'une formation efficace. Elle indique dans quelle mesure les résultats escomptés de l'apprentissage ont été atteints et peut fournir des informations précieuses sur les moyens de renforcer la formation pour les prochaines sessions. La formation comprend les possibilités suivantes d'évaluation de l'apprentissage :

- Évaluation de début de formation (connaissances)
- Enquête sur le niveau de confiance en soi avant le cours
- Activités d'apprentissage (dans le cadre des leçons et des activités Carana)
- Discussions
- Exercice de synthèse (Capstone)
- Évaluation de fin de formation (connaissances)
- Enquête sur le niveau de confiance en soi après le cours

Recommandations : Utilisez le modèle d'évaluation de l'apprentissage dans le cahier d'activités Carana (annexe A) pour aider à documenter les performances des participants à la formation.

Conseils pour l'évaluation de l'apprentissage

1. Prévoir d'évaluer l'apprentissage de manière informelle et plus formelle.
Les moyens informels sont les suivants
 - Observation
 - Échanges
 - Analyse de la participation aux activités d'apprentissage
 - Réflexion sur les réponses dans le cadre des sessions de brainstorming et de discussion de groupe.Les moyens formels sont les tests écrits, les tests oraux et les démonstrations.
2. Utilisez les *activités d'apprentissage* pour évaluer l'apprentissage. Si les participants peuvent répondre aux questions, s'engager dans une discussion, faire rapidement les exercices, répondre aux questions avec précision, c'est qu'ils ont assimilé le contenu.
3. Obtenez un feedback de la part des participants. Invitez les participants à donner fréquemment leur avis.
4. Intégrer des tests réguliers et des « mini-questionnaires » lors de la dispense des cours. À des moments opportuns de la formation, testez les participants. Utilisez le test comme outil de soutien à l'apprentissage et comme outil d'évaluation.
5. Veillez à ce que le programme de formation soit suffisamment souple pour que, si les tests révèlent que les participants n'apprennent pas assez, vous puissiez revoir les contenus et combler les lacunes.

4) Préparation des participants

Les participants doivent effectuer les travaux préparatoires suivants :

- **Les modules de formation de base préalable au déploiement** (MFBP 2017) représentent les connaissances essentielles requises par l'ensemble du personnel de maintien de la paix – militaires, policiers, et civils – pour fonctionner efficacement dans le cadre d'une opération de paix des Nations unies. Les MFBP sont destinés à fournir à l'ensemble du personnel de maintien de la paix une compréhension commune des principes de base, des lignes directrices et des politiques de maintien de la paix des Nations unies afin de s'assurer que les opérations de paix des Nations unies peuvent fonctionner efficacement de manière cohérente. Il est donc recommandé que tous les participants suivent les modules de formation de base préalable au déploiement (MFBP 2017) comme pré-requis avant cette formation ou que les MFS 2021 de la POLNU soient dispensés en combinaison avec les MFBP.

Les MFBP peuvent être téléchargés en cliquant sur ce lien : https://peacekeepingresourcehub.un.org/en/training/pre-deployment/cptm/intro_

- Le **cadre d'orientation stratégique (COS) pour la police internationale** vise à renforcer l'efficacité de la police des Nations unies grâce à des approches plus cohérentes et harmonisées en matière de sécurité publique, de réforme de la police et de soutien aux services de police du pays hôte, et de permettre un recrutement plus élaboré du personnel possédant les qualifications et les compétences spécialisées nécessaires pour répondre aux exigences et aux défis contemporains du maintien de la paix. Ce programme de formation rend le COS opérationnel.

Les documents du COS (SGF) peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : <https://police.un.org/en/strategic-guidance-framework-international-policing>

- **Cahier d'activités Carana et documents d'appui** – Le cahier d'activités Carana et les documents d'appui fournissent une information de base complète sur le Carana et devraient être partagées avec les participants avant la formation. Les activités d'apprentissage auront plus d'impact si les participants ont une bonne compréhension de l'environnement du Carana.

5) Analyse de l'apprenant

Les différents groupes d'apprenants ont des bases d'expérience et de connaissances variées. Ceux qui ont une expérience du maintien de la paix auront encore besoin de s'informer sur les nouveaux développements rencontrés par les missions. Ceux qui n'ont pas d'expérience en matière de maintien de la paix devront couvrir l'ensemble du contenu des MFS. Les personnes peu familiarisées avec le maintien de la paix au niveau international peuvent avoir besoin de faire un travail indépendant, hors programme pour apprendre les contenus essentiels.

Encouragez l'auto-évaluation et l'apprentissage autonome. Incitez les participants à :

- Auto-évaluer leurs connaissances et compétences actuelles dans chaque domaine;
- Contrôler leur propre apprentissage et continuer à assimiler de nouveaux contenus jusqu'à ce qu'ils soient convaincus de les

connaître ;

- Être des apprenants actifs, disciplinés en assumant leur part de responsabilité pour être prêts, aptes à l'emploi.

Recommandation : utilisez l'enquête sur le niveau de confiance en soi et l'évaluation du début de formation (annexe A) pour évaluer le niveau d'expérience et les connaissances des participants sur les thèmes abordés durant la formation.

6) Profil de l'instructeur

Ce kit de formation sera mieux présenté par des instructeurs qui maîtrisent déjà les MFBP 2017 et qui ont une expérience préalable dans une opération de paix des Nations unies, de préférence avec un mandat de protection des civils. Les leçons 4, 10 et 11 seront mieux maîtrisées par un instructeur ayant une formation juridique. En outre, les formateurs doivent bien connaître les techniques et méthodes pédagogiques pour adultes et la conduite d'exercices basés sur des scénarios.

Tous les formateurs sont encouragés à adopter une approche méthodologique/pédagogique qui met l'accent sur l'apprentissage par l'expérience et la collaboration, permettant aux participants de partager leurs connaissances et leurs expériences et de contribuer de manière dynamique au processus d'apprentissage. Cette approche se concentre sur les besoins, les intérêts et les styles d'apprentissage des participants afin de garantir la pertinence et la rétention du contenu et met l'accent sur la participation active des apprenants par le biais d'un apprentissage axé sur la pratique.

Les présentations PowerPoint doivent servir davantage de support que d'élément central à la session de formation. Si cela est possible (et facile), les formateurs devraient utiliser d'autres méthodes et techniques pédagogiques créatives pour améliorer les connaissances des participants et pour faciliter l'interaction entre tous les acteurs impliqués, afin d'aboutir à une réflexion et à des solutions communes.

7) Méthodologie de la formation

Principes de l'apprentissage des adultes

La formation variera selon les unités dans les différents pays contributeurs en forces de police, en fonction des priorités et des ressources. Cependant, certaines caractéristiques fondamentales de la formation doivent être respectées lors de l'organisation d'une formation pré-déploiement :

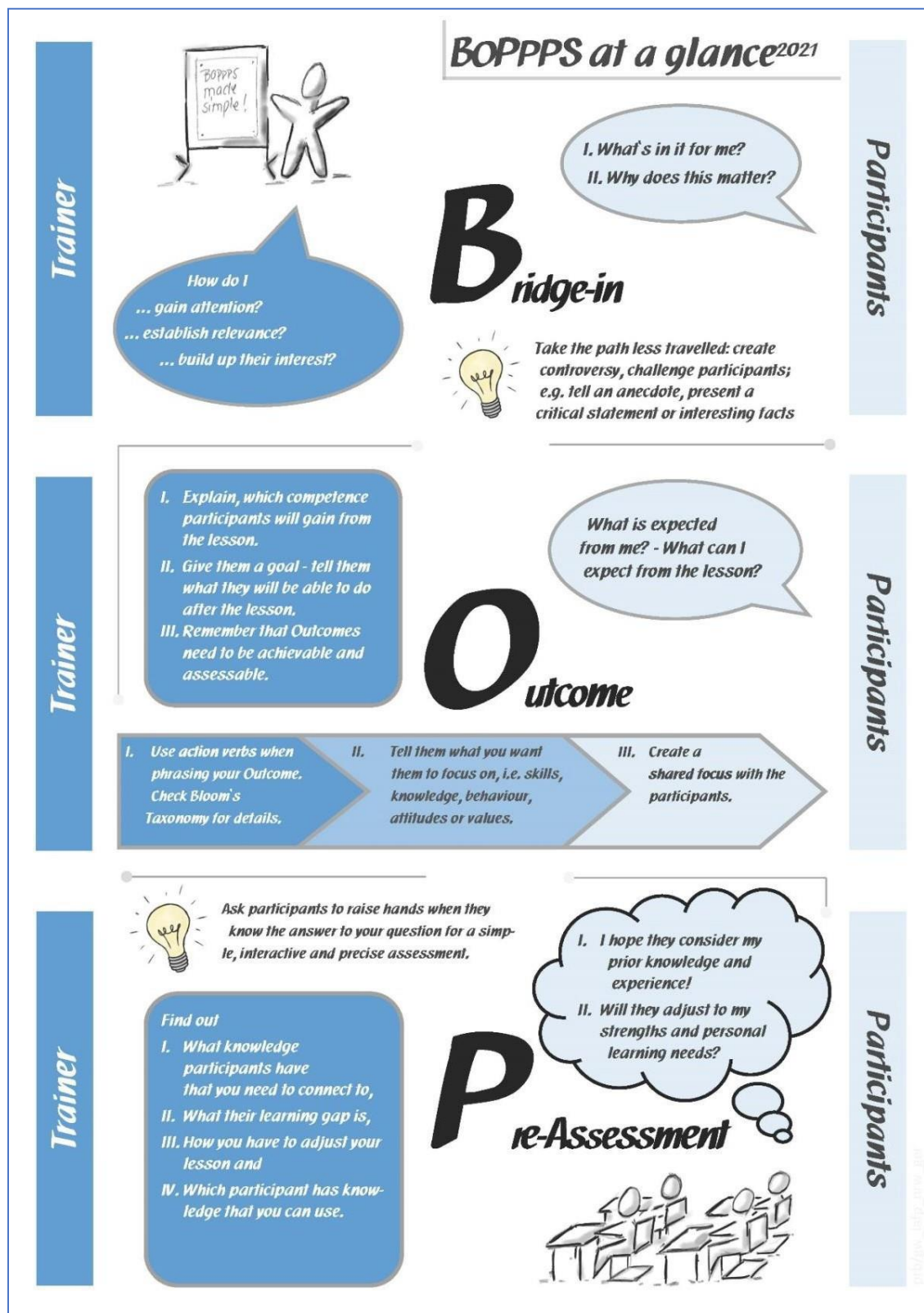
- La formation doit être interactive et encourager la participation des stagiaires.
- La formation doit être spécifique à la mission ; dans la mesure du possible, il est conseillé aux formateurs d'utiliser des exemples tirés de la mission dans laquelle les stagiaires seront déployés.
- La méthodologie de formation doit permettre aux participants d'appliquer ce qu'ils apprennent dans des situations pertinentes et réalistes.

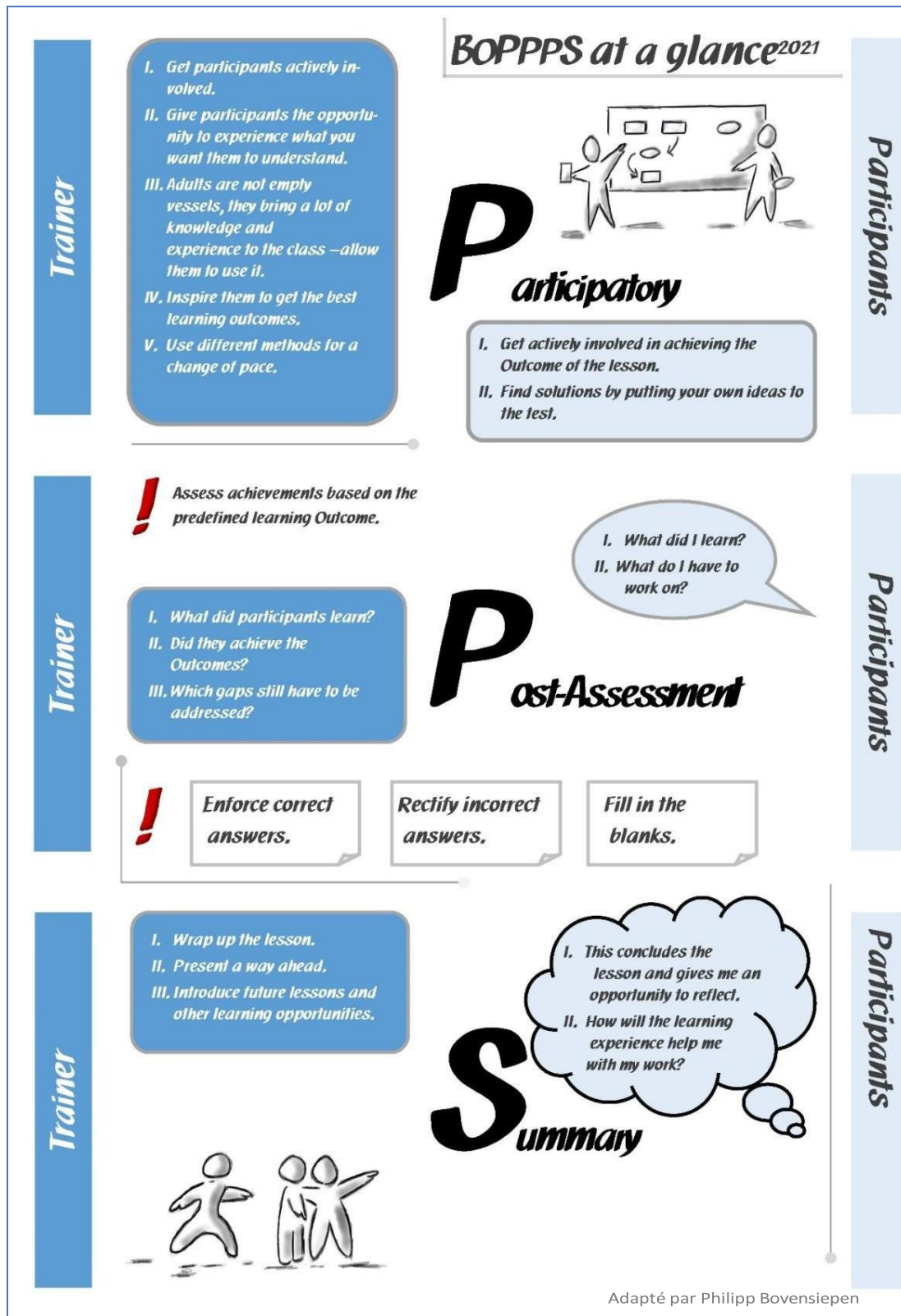
Le modèle BOPPPS

Le modèle BOPPPS est un cadre efficace pour vous aider à planifier et à animer des leçons qui favorisent l'apprentissage. Il comporte six étapes principales dans un cycle de cours standard.

1. Lien avec la leçon précédente « **B**ridge-in en anglais »
2. **O**bjectif/Résultat
3. **P**ré-évaluation
4. Apprentissage **P**articipatif
5. **P**ost-évaluation (fin de formation)
6. **S**ynthèse (résumé)

Reportez-vous au graphique du BOPPS dans les pages suivantes pour savoir comment appliquer le modèle pour animer les leçons des MFS 2021 de la POLNU.





Adapté par Philipp Bovensiepen

8) Schéma du programme d'études

| Leçon/Activité | | Objectif | Objectifs d'apprentissage | Contenu |
|----------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Présentation (aperçu) de la Police des Nations unies (POLNU) | Permettre aux participants de comprendre clairement la mission et le mandat de la Police des Nations unies (POLNU/UNPOL). | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Discuter en quoi le travail de la Police des NU diffère de celui des activités de police au niveau national ▪ Décrire la mission et le mandat de la Police des NU ▪ Identifier les fonctions permanentes essentielles de la Police des NU ▪ Expliquer comment les performances de la Police des NU doivent refléter les principes identifiés dans le cadre d'orientation stratégique pour les activités de police au niveau international (COS/SGF) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Activité pédagogique transitionnelle ▪ Mission et mandat de la POLNU ▪ La POLNU en bref ▪ Cadre d'orientation stratégique (COS/SGF) pour les activités de police au niveau international ▪ Coordination des activités de la POLNU depuis le siège des Nations unies |
| 2 | Le Commandement de la Police dans le contexte des Nations unies | Familiariser les participants avec la structure de commandement de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les sensibiliser au système de responsabilité dans le contexte des Nations unies. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Illustrer l'importance d'un leadership efficace dans l'environnement d'une mission des NU ▪ Décrire les trois niveaux de leadership et d'autorité ▪ Lister les personnes devant lesquelles les policiers des Nations unies sont responsables | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Leadership, gestion, commandement dans le contexte des Nations unies ▪ Niveaux d'autorité et chaîne de commandement ▪ Coopération policière et militaire des Nations unies ▪ Responsabilité et mesures de contrôle |
| 3 | Introduction à l'Administration de la Police des NU | Fournir aux policiers individuels (PI) une vue d'ensemble de la structure générale du pilier administration de la composante police des NU et des tâches principales de ses unités internes, ainsi que du cadre réglementaire en vigueur avec lequel les PI doivent être familiarisés | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expliquez l'approche des trois piliers de la structure de la POLNU ▪ Identifier les principales activités liées à la gestion des ressources humaines concernant le personnel | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Structure interne du pilier Administration de la police ▪ Gestion des ressources humaines ▪ Gestion des connaissances et des dossiers |

| | | | | |
|--|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>de police (PI)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Illustrer pourquoi un mécanisme de gestion des connaissances et des dossiers est mis en place ▪ Expliquer le rôle de l'unité chargée de la formation et du développement. ▪ Énumérer les six unités du pilier Administration de la police | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation et perfectionnement ▪ Logistique de la police ▪ Normes professionnelles ▪ Planification et budget ▪ Hygiène et sécurité, et sécurité au travail |
|--|--|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Leçon/Activité | | Objectif | Objectifs d'apprentissage | Thèmes |
|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Activité 1 Carana : Introduction | | Présenter la mission de Carana et souligner la complexité de l'environnement des missions des Nations unies | Comparez et opposez la situation au Carana avec les services de police dans les pays des participants | |
| 4 | Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH – HRDDP) | Familiariser les PI avec les responsabilités et les perspectives qui découlent de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH des NU – UN HRDDP en anglais) dans le cadre de l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Illustrer les responsabilités en matière de diligence voulue qui incombent à la POLNU lorsqu'elle fournit un appui ▪ Énumérer les principaux éléments de l'évaluation des risques de la PDVDH ▪ Décrire les mesures d'atténuation possibles pour prévenir les violations des droits de l'homme associées aux opérations conjointes ou au soutien opérationnel ▪ Expliquer comment la PDVDH peut servir de levier pour faire avancer l'agenda de la police des NU | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Principes de base de la PDVDH ▪ Champ d'application ▪ Évaluation des risques ▪ Mesures d'atténuation ▪ Contrôle du respect des règles et intervention ▪ Modalités de la mission pour la mise en œuvre de la PDVDH |

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 | La Police Orientée vers la Communauté | Permettre à la police des Nations unies de comprendre la portée et les concepts de base de la philosophie de la police orientée vers la communauté (POC) dans le contexte du maintien et de la consolidation de la paix. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expliquer le concept de la POC ▪ Décrire les avantages de la POC ▪ Expliquer les quatre éléments essentiels de la POC ▪ Illustrer le processus de résolution des problèmes ▪ Identifier les défis de la mise en œuvre de la POC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Qu'est-ce que la police orientée vers la communauté (POC) ? ▪ Principaux documents de référence ▪ Les avantages de la POC ▪ Quatre éléments essentiels de la POC ▪ Résolution des problèmes ▪ Mise en œuvre de la POC ▪ Contraintes, risques et défis |
| Activité 2 Carana : La perspective de la police orientée vers la communauté | | Illustrer les opportunités et les défis potentiels liés à la POC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser la situation au Carana et élaborer des stratégies et opportunités potentielles face aux défis d'un point de vue de la POC | |
| 6 | La Police Guidée par le Renseignement (PGR) | Fournir aux participants une compréhension générale de la portée et des concepts de base de la police guidée par le renseignement (PGR/ILP) dans les opérations de paix et des incidences pour le travail des PI au quotidien | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expliquer le concept et les avantages de la PGR dans le contexte des opérations de paix des NU ▪ Illustrer le lien entre information/renseignement /cycle du renseignement ▪ Décrire les activités quotidiennes liées à la PGR dans les opérations de paix ▪ Illustrer les incidences de la PGR sur le renforcement des capacités et le développement ▪ Identifier les différentes parties d'un rapport des NU | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le rôle de l'information ▪ Contexte et définitions ▪ Objectif et concept du cadre d'orientation stratégique (COS/SGF) ▪ Information/Renseignement/Cycle du renseignement ▪ La relation entre la PGR et la POC ▪ Activités quotidiennes liées à la PGR ▪ Avantages de la PGR ▪ Rapports |

| Leçon/Activité | | Objectif | Objectifs d'apprentissage | Thèmes |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Activité 3 Carana : Police guidée par le renseignement et rapports | | Illustrer l'importance d'une police guidée par le renseignement et d'un signalement adéquat pour protéger les civils, les enfants, les personnes ayant subi des violences sexuelles basées sur le genre (VSBG, SGBV en anglais) ou des violences sexuelles liées au conflit (VSLC, CRSV en anglais), et tout autre groupe vulnérable | Évaluer une situation au Carana et rédiger un rapport succinct identifiant les besoins, les menaces et les solutions potentielles concernant la protection des civils, des enfants, des personnes victimes de violences sexuelles et sexistes ou de violence sexuelles liées au conflit, et des autres groupes vulnérables | |
| 7 | Renforcement des Capacités et Développement | Présenter l'approche de la POLNU en matière de renforcement des capacités et de développement (RCD, CBD en anglais) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identifier les activités de RCD de la POLNU ▪ Expliquer l'impact à long terme du RCD par rapport à l'impact à court terme des opérations de la POLNU ▪ Discuter du lien entre le RCD et l'objectif final visé / stratégie de sortie de la POLNU ▪ Indiquer les différentes phases du processus du RCD ▪ Illustrez les cinq domaines et les cinq dimensions du RCD de la POLNU | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Objectif du renforcement des capacités et du développement de la POLNU ▪ Impact du renforcement des capacités et du développement de la POLNU ▪ Processus de renforcement des capacités et du développement ▪ Analyse du renforcement des capacités et du développement ▪ Outils du renforcement des capacités et du développement |
| Activité 4 Carana : Renforcement des Capacités et Développement – Politique de Diligence Voulu en matière de Droits de l'Homme | | Pour illustrer l'importance d'une approche structurée lors d'une analyse en matière de RCD | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser une situation au Carana du point de vue du RCD ▪ Sur la base de l'analyse, relier les domaines et les dimensions relatifs au RCD à l'aide d'une grille d'analyse | |

| | | | | |
|---|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8 | Suivi, Mentorat et Conseil | Fournir aux participants une compréhension claire des concepts et stratégies de base de la police des NU en ce qui concerne le Suivi, le Mentorat et le Conseil (SMC/MMA), afin de mieux soutenir le personnel et les institutions chargées de l'application de la loi dans un environnement d'après-conflit. | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir le suivi, le mentorat et le conseil (SMC) ▪ Identifier le cadre d'orientation et de politique des NU sur le SMC dans les opérations de paix des NU. ▪ Expliquer le rôle du SMC dans le développement des capacités des institutions nationales chargées de l'application des lois ▪ Expliquer le rôle d'un mentor/conseiller dans les opérations de paix. ▪ Discuter des principes de base du SMC ▪ Décrire le processus SMC ▪ Identifier les défis liés au SMC ▪ Illustrer les approches permettant d'appliquer efficacement le SMC à la mise en œuvre du mandat ▪ Identifier les éléments des rapports et la documentation liés au SMC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Introduction aux notions de suivi, mentorat et conseil ▪ Le concept SMC dans les opérations de paix des NU ▪ Défis liés au SMC ▪ Rapports et documentation liés au SMC |
|---|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| Leçon/Activité | | Objectif | Objectifs d'apprentissage | Thèmes |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9 | Protection des Civils par la Police des NU | Présenter le rôle de la police des Nations unies dans la protection des civils (PDC) tel qu'il est souligné dans les directives liées à la PDC | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Expliquer le rôle de protection de la Police des Nations unies dans le cadre de la PDC ▪ Identifier les activités des PI dans les trois niveaux (tiers ou volets) et dans chacune des quatre phases opérationnelles du concept de PDC ▪ Illustrer l'approche intégrée dans la PDC ▪ Expliquer le mécanisme de coopération dans les opérations liées à la PDC menées conjointement par les composantes civile et militaire | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mission et rôle de la POLNU dans la PDC ▪ L'approche à trois niveaux et le rôle de la POLNU ▪ Les quatre phases opérationnelles et la POLNU ▪ Coopération avec les autres composantes de la mission |
| Activité 5 Carana : Police guidée par le renseignement et protection des civils | | Illustrer l'importance de l'identification et du signalement adéquat des incidents liés à la protection des civils | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser les événements d'une patrouille pour identifier les incidents liés à la PDC ▪ Recommander quelles unités de la mission et quels partenaires devraient recevoir les informations et les types de rapports requis | |
| 10 | Usage de la Force et des Armes à feu par la Police des NU | Faire comprendre les implications en matière de droits de l'homme liées à l'usage de la force par les représentants chargés de l'application des lois | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appliquer les principes relatifs à l'usage de la force sur la base des normes internationales applicables en matière de droits de l'homme ▪ Expliquer dans quelles circonstances et selon quelles procédures le recours à la force et/ou aux armes à feu est autorisé | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définitions ▪ Base juridique du recours à la force par la police des Nations unies ▪ Principes d'usage de la force, y compris des armes à feu ▪ Usage des armes à feu |

| | | | | |
|---------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déterminer quels sont les moyens de recours à la force et/ou aux armes à feu adaptés à différentes situations, typiques des opérations de paix | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsabilités de la POLNU ▪ Conséquences de l'usage de la force |
| 11 | Procédures d'arrestation et de détention | Familiariser les participants avec les normes internationales en matière d'appréhension, d'arrestation et de détention que la police de l'État hôte et la POLNU doivent respecter dans leurs activités | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Décrire les normes internationales en matière de procédure à suivre et de traitement dans des conditions humaines en ce qui concerne l'appréhension, l'arrestation et la détention ▪ Expliquer les procédures d'appréhension, d'arrestation et de détention dans les opérations de paix, ainsi que les rôles et responsabilités du personnel des NU ▪ Décrire les procédures spéciales en cas de détention d'enfants ▪ Respecter les procédures relatives à la libération ou à la remise des détenus au pays hôte | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définitions clés ▪ Procédure à suivre lors d'une arrestation et détention ▪ Traitement dans des conditions humaines en détention ▪ Contrôle des lieux de détention de la police ▪ POP du DOP sur la détention dans les opérations de paix |
| Exercice de synthèse (Capstone) | | Illustrer la complexité du travail d'un PI et l'importance de l'esprit critique et le recours aux orientations des Nations unies pour résoudre les problèmes | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Démontrer les connaissances, les aptitudes et les compétences acquises à travers les 11 leçons de la formation | |

9) Documents de référence

Cadre d'Orientation Stratégique (SGF)

- Lignes directrices du DOMP/DAM sur l'administration de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies 2016.26 (DPKO/DFS Guidelines on Police Administration in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies 2015.15 (DPKO/DFS Guidelines on Police Operations in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur le commandement de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies 2015.14 (DPKO/DFS Guidelines on Police Command in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions)
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement 2015.08 (DPKO/DFS Guidelines on Police Capacity Building and Development)

Manuels de la Police des NU

- Manuel du DOMP/DAM sur le Suivi, le Mentorat et le Conseil de la Police dans les opérations de paix 2017 (DPKO/DFS Manual Police Monitoring, Mentoring and Advising in Peace Operations)
- Manuel du DOMP/DAM sur la Police Orientée vers la Communauté dans les opérations de paix Réf. 2018.04 (Manuel DPKO/DFS "Community-oriented Policing in Peace Operations)
- Manuel du Département des opérations de maintien de la paix sur la planification de la police en fonction de la mission (2017.13)

Politiques et orientations du Département des Opérations de Paix

- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (2014.01)
- DOMP/DP Guidelines for United Nations Police Officers on Assignment with Peacekeeping Operations (DPKO/PD/2006/00135) (révisé prochainement)
- DOMP/DP Guidelines for Formed Police Units on Assignment with Peace Operations (DPKO/PD/2006/00015) (révisé prochainement, en anglais uniquement)
- Directives DOP/DAO (Département de l'Appui Opérationnel) pour les équipes de police spécialisées affectées aux opérations de paix des Nations unies (2019.34)
- Politique du DOP/DAO en matière d'autorité, de commandement et de contrôle dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies (2019.23)
- Politique (révisée) du DOMP/DAM sur les unités de police constituées dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies (2016.10) (révisée à venir)
- Politique du DAP/DOMP/DAM sur la responsabilité en matière de conduite et de discipline dans les missions sur le terrain (2015.10)
- Politique du de diligence voulue en matière de droits de l'homme DOMP/DAM Nations unies (2011.xx)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur l'intégration de la dimension de genre dans le travail de la police des Nations unies dans les missions de maintien de la paix 2008 (DPKO/DFS Guidelines on Integrating Gender Perspectives into the work of United Nations Police in Peacekeeping Missions)
- Politique du DOP sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la

paix des Nations unies (2019.17)

- Politique du DOP-DAPC-SRSG-SVC-BHCDH sur les missions sur le terrain sur la prévention de la violence contre les femmes et les enfants, et répondre aux VSLC (2019.35)
- Politique du DOMP en matière de renseignement pour le maintien de la paix (2019.08)
- Lignes directrices du DOP sur les mécanismes de coordination conjointe des forces militaires et de police dans les opérations de paix (2019.16)
- Politique du DOP/DAPC en matière de gestion des connaissances et d'apprentissage organisationnel (DPO 2020.11 / DPPA 2020.2)
- DOP, DAPC et DSS Procédures opérationnelles permanentes sur le traitement de la détention dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations unies Réf. 2020.13
- Manuel sur les opérations multidimensionnelles de maintien de la paix des Nations unies, (2003, 92.) du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies (DOMP),
- DOMP/DP (Division Police) Directive pour les chefs des composantes de police des OMP (2006.25) (révisée prochainement)
- DOMP-DAM-BHCDH Politique sur les droits de l'homme dans les OP et les PM
- DOMP/DAM/DAPC Politique sur la protection des enfants dans les opérations de paix des Nations unies (2017.11)
- Principes de base sur l'usage de la force et des armes à feu par les services en charge de l'application des lois (1990)

Résolutions du Conseil de sécurité

- Résolutions du Conseil de sécurité : 2185 (2014) et 2382 (2017) sur la Police, et 2447 (2018) sur l'appui des Nations unies dans les secteurs de la police, la justice et l'administration pénitentiaire.
- Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et toutes les résolutions ultérieures sur les femmes, la paix et la sécurité
- Résolutions du Conseil de sécurité 1612 (2005) et toutes les résolutions ultérieures sur les enfants et les conflits armés
- Résolutions du Conseil de sécurité 2378 (2017), 2436 (2018) et résolutions ultérieures sur la performance ; et 2518 (2020) et toutes les autres résolutions sur la sûreté et la sécurité des casques bleus.

Autres ressources

- Politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme, UN Doc A/67/775- S/2013/110, 5 mars 2013.
- Note d'orientation de la PDVDH, <http://hrbportal.org/wp-content/files/Inter-Agency- HRDDP-Guidance-Note-2015.pdf>
- Bulletin du Secrétaire général sur le caractère sensible, la classification et le traitement de l'information (ST/SGB/2007/6)
- Guide de développement des compétences du BGRH des NU (OHRM)
- Manuel de l'ONUDC sur la responsabilité, le contrôle et l'intégrité
- Charte des Nations unies, 1945
- Principes et lignes directrices des opérations de maintien de la paix des Nations unies, également connus sous le nom de "doctrine Capstone", 2008

- Politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes - PDVDH (S/2013/110)
- Boîte à outils des meilleures pratiques standard de la police des Nations unies sur le genre et le maintien de la paix internationale
- Politique des Nations unies en matière d'évaluation et de planification intégrées (2013)
- Code de déontologie pour les personnels en charge de l'application des lois (1979) [<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/code-of-conduct-for-law-enforcement-officials/>]
- OHCHR Training Series N.5, Human Rights and Law Enforcement : manuel de formation aux droits de l'homme pour la police, pages 84-90 [<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/training5en.pdf>]
- Convention relative aux droits de l'enfant (1989) [<https://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/crc.pdf>]
- Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (1988) [<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/body-of-principles-for-the-protection-of-all-persons-under-any-form-of-detention-or-imprisonment/>]
- POP sur la prévention, les enquêtes et les poursuites concernant les crimes graves commis contre le personnel dans le cadre des opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies 2020.18
- Les règles de Nelson Mandela

10) Annexe A : Évaluation de la formation

| | |
|-----------------------|--|
| Nom du participant | |
| Dates de la formation | |
| Lieu de formation | |
| Formateurs | |

Évaluation des connaissances

| | | | |
|-------------------------------------------------|---|-----------------------------------------------|---|
| Résultats de l'évaluation du début de formation | % | Résultats de l'évaluation de fin de formation | % |
|-------------------------------------------------|---|-----------------------------------------------|---|

Participation aux cours

Veuillez cocher la case qui décrit le mieux le niveau de participation du participant aux **discussions et aux activités du cours**. La grille d'évaluation ci-dessous n'est qu'un guide. D'autres critères plus appropriés peuvent être utilisés selon les circonstances.

| Pas de participation | Participation minimale | Participation moyenne | Participation supérieure à la moyenne | Participation exemplaire |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> N'a pas participé aux activités et discussions N'a démontré aucune préparation de ce cours | <ul style="list-style-type: none"> Participation limitée à quelques activités et discussions N'a pas posé de questions N'a démontré aucune préparation de ce cours | <ul style="list-style-type: none"> Participation à certains activités et discussions Questions posées A démontré une forme de préparation de ce cours | <ul style="list-style-type: none"> Participation active dans presque toutes les activités Contribution à plusieurs discussions A posé plusieurs questions A démontré une réelle préparation de ce cours | <ul style="list-style-type: none"> A pris la direction des activités A sollicité l'avis des membres de l'équipe A démontré une grande rigueur dans la préparation de ce cours Contribution aux discussions Questions posées démontrant son esprit critique |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Notes sur la participation :

Évaluation de l'exercice de synthèse (Capstone)

Veuillez cocher la case qui décrit le mieux le niveau des connaissances du participant acquises pendant la formation, tel qu'il l'aura démontré à travers l'exercice de synthèse.

La grille d'évaluation ci-dessous n'est qu'un guide et d'autres critères d'évaluation plus adaptés peuvent être utilisés selon les circonstances.

Nom :

| Capstone | | | | | | 5 |
|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 CoP | Préparer une présentation sur le thème de la sécurité des élections à l'intention des partenaires habituels dans le contexte de la police orientée vers la communauté et sur la manière dont elle les affecte. | <input type="checkbox"/> • N'a pas complété activité • N'a pas fait le lien avec le sujet de POC | <input type="checkbox"/> • Activité en grande partie achevée • Partiellement liée à la thématique POC | <input type="checkbox"/> • A terminé l'activité, • Liée à la thématique POC | En plus du point 3 : a appuyé son travail avec les orientations et les politiques pertinentes des Nations unies | En plus de 4 : A démontré des capacités à « penser en dehors de la boîte » pour trouver des éléments plus nombreux que prévus |
| 2 ILP | Rédiger quatre rapports reprenant les informations pertinentes du briefing effectué | <input type="checkbox"/> A rédigé entre 0-2 rapports | <input type="checkbox"/> • La plupart des informations importantes ne figurent pas dans les rapports établis • Impossible de faire la distinction entre information importante et moins importante | <input type="checkbox"/> • La plupart des informations importantes sont correctement présentées dans trois rapports • A respecté certains des principes de rédaction de la leçon 6 | <input type="checkbox"/> A inclus toutes les informations importantes dans tous ses rapports • A respecté certains des principes de rédaction de la leçon 6 | <input type="checkbox"/> A inclus toutes les informations pertinentes et respecté tous les principes de rédaction d'un rapport de la L6 |

| Capstone | Objectif | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 PDC | Analyser les situations et formuler des recommandations. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | N'a pas réalisé la majeure partie de l'activité | N'a pas reconnu que les deux situations nécessitaient des approches différentes | A reconnu que les situations dans les deux villages varient considérablement, ce qui nécessite des approches différentes | En plus du point 3 : a appuyé son travail de manière pertinente en se référant aux orientations et politiques des Nations unies | En plus de 4 : A démontré des capacités à « penser en dehors de la boîte » pour trouver des éléments plus nombreux que prévus |
| 4 RCD ET PDVDH | Identifier les éléments à prendre en compte au niveau individuel, au niveau organisationnel et de l'environnement (dans lequel travaille la PNC) pour réduire le nombre de violations des droits de l'homme à l'avenir. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | N'a pas terminé l'activité | <ul style="list-style-type: none"> N'a pas démontré la connaissance du niveau individuel, du niveau organisationnel et de l'environnement Suggestions non susceptibles de réduire les violations définies dans la PDVDH à l'avenir | A démontré une connaissance précise des aspects pertinents du RCD et de la PDVDH dans cette situation. | En plus du point 3 : a appuyé son travail de manière pertinente en se référant aux orientations et politiques des Nations unies | En plus de 4 : A démontré des capacités à « penser en dehors de la boîte » pour trouver des éléments plus nombreux que prévus |

Faites la moyenne des quatre notes :

Enquête sur le niveau de confiance en soi

Additionnez l'ensemble des valeurs entourées suite à vos réponses, puis divisez le résultat par 10 pour obtenir une moyenne. Comparez les moyennes obtenues avant et après le cours.

| | | | |
|------------------------------------------------------------|-----|------------------------------------------------------------|-----|
| Niveau de confiance en soi avant la formation Total | /50 | Niveau de confiance en soi après la formation Total | /50 |
| Moyenne avant la formation | | Moyenne après la formation | |

Note : Les enquêtes sur la confiance en soi avant et après le cours se trouvent dans les cahiers d'activités des participants.

Enquête sur le niveau de confiance en soi

Cochez une case (✓) : Avant le cours
Après le cours

Entourez le chiffre qui indique votre niveau de confiance actuel dans l'exécution de chacune des actions suivantes dans un environnement de maintien de la paix :

| | | Le plus bas | | | Le plus élevé | |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---|---|---------------|---|
| 1 | Appliquer les principes de la police orientée vers la communauté | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 2 | Appliquer les principes de la police guidée par le renseignement | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 3 | Appliquer les principes de protection des civils | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 4 | Appliquer les principes sur l'usage de la force et des armes à feu | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 5 | Appliquer des principes en matière d'arrestation et de détention | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 6 | Appliquer les principes en matière de suivi, de mentorat et de conseil | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 7 | Appliquer les principes relatifs au renforcement des capacités et au développement | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 8 | Appliquer les principes de la Charte des Nations unies Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 9 | Identifier la structure de commandement de la POLNU | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 10 | Identifier le cadre réglementaire régissant la POLNU et les policiers individuels | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |

Évaluation des connaissances avant et après la formation (réponses)

MODULES DE FORMATION SPÉCIALISÉE

ÉVALUATION DES CONNAISSANCES – Version formateur

Il n'y a qu'une seule réponse correcte pour chaque question. Les réponses correctes apparaissent en **gras**. L'évaluation des connaissances est fournie sous forme de document à distribuer aux participants (sans les réponses correctes en gras) dans un document séparé.

1. Leçon 1 : Présentation de la police des Nations unies

La POLNU fonctionne conformément au cadre d'orientation stratégique pour la police dans un contexte international (Strategic Guidance Framework for International Policing - SGF). Le cadre d'orientation stratégique fournit des approches standardisées pour la :

- a. **Sécurité publique, réforme de la police et soutien à la police nationale et aux autres services chargés de l'application des lois**
- b. Formation de l'ensemble du personnel de maintien de la paix
- c. Remboursement du personnel militaire et de police (UPC)
- d. Acquisition d'équipements de police

2. Leçon 5 : La police orientée vers la communauté (POC)

Les quatre éléments de la police orientée vers la communauté sont les suivants :

- 1) Consulter les communautés, 2) Répondre aux communautés,
- 3) Mobiliser les communautés et :
- a. Développer la résilience des communautés
- b. Obtenir un soutien pour l'ordre public
- c. Prévenir les conflits
- d. **Résoudre les problèmes récurrents**

3. Leçon 6 : La police fondée sur le renseignement (PGR)

Laquelle des affirmations suivantes est vraie ?

- a. **La police guidée par le renseignement est une stratégie policière globale qui fonctionne en tandem avec la police orientée vers la communauté**
- b. La police guidée par le renseignement fait référence à la collecte clandestine d'informations
- c. La police guidée par le renseignement passe toujours avant la police orientée vers la communauté
- d. Les deux concepts de police orientée vers la communauté et de police guidée par le renseignement n'ont pas grand-chose en commun

4. Leçon 9 : Protection des Civils par la POLNU

Lequel des énoncés suivants est correct en ce qui concerne le rôle de la POLNU dans la protection des civils ?

- a. Les UPC sont les plus susceptibles d'être les principaux interlocuteurs de la police du pays hôte
- b. Les PI (IPO) sont les plus susceptibles d'être armés et d'être en première ligne de la protection
- c. Les équipes de police spécialisées se limitent à mener des enquêtes
- d. **Les PI ont recours au renforcement des capacités et au développement pour mettre en place un environnement protecteur**

5. Leçon 5 : Protection des civils par la police des Nations unies

« La sensibilisation de la police du pays hôte aux normes en matière de droits de l'homme est un exemple d'activités des PI ». Dans laquelle des quatre phases opérationnelles de la réponse pour la protection des civils se retrouve cette activité ?

- a. **Prévention**
- b. Anticipation
- c. Réponse
- d. Consolidation

6. Leçon 10 : Usage de la force et des armes à feu

Laquelle des affirmations suivantes est correcte en ce qui concerne l'usage des armes à feu par la POLNU ? Les armes à feu peuvent être utilisées pour :

- a. Protéger les biens
- b. Empêcher l'évasion ou la fuite de toute personne détenue
- c. **Se défendre contre des menaces graves et imminentes**
- d. Disperser une foule

7. Leçon 8 : Suivi, mentorat et conseil

Le processus de suivi, de mentorat et de conseil (SMC/MMA) comprend quatre étapes. Classez ces étapes en inscrivant le numéro correspondant à la séquence des étapes dans la colonne de gauche.

| Ordre des étapes | Étapes de SMC |
|------------------|--------------------------------|
| 4 | Évaluation et ajustement |
| 2 | Accord sur les objectifs |
| 1 | Identification des besoins |
| 3 | Plan d'action et mise en œuvre |

8. Leçon 8 : Suivi, mentorat et conseil

Le manuel en matière de SMC contient une liste de contrôle pour le suivi et l'établissement de rapports que la POLNU doit remplir :

- a. Rapport sur l'accord sur le statut de la mission (SOMA)
- b. Rapport sur les activités de renforcement des capacités et de développement**
- c. Rapports aux organisations non gouvernementales et autres parties prenantes
- d. Rapport sur les activités de renseignement en matière de criminalité

9. Leçon 7 : Renforcement des capacités et Développement

Un processus réussi de renforcement des capacités et de développement de la POLNU porte sur trois secteurs ciblés, à savoir :

- a. La police, les services correctionnels et le système judiciaire
- b. L'environnement favorable, le niveau organisationnel et le niveau individuel**
- c. Éducation, ressources humaines et administration
- d. Opérations, renseignement et protection des civils

10. Leçon 7 : Renforcement des capacités et Développement

Le renforcement des capacités et le développement...

- a. Doivent être abordés séparément de la réforme du secteur de la sécurité
- b. Offrent des solutions à court terme pour les communautés
- c. S'appuient sur les renseignements sur la criminalité
- d. Misent sur la durabilité grâce à l'appropriation locale**

11. Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme

La politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes (PDVDH/HRDDP) s'applique aux :

- a. Opérations de paix des Nations unies
- b. Missions politiques spéciales des Nations unies
- c. Agences, fonds et programmes des Nations unies
- d. Toutes les réponses ci-dessus**

12. Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme

La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes exige que la police des Nations unies...:

- a. Apporte tout le soutien nécessaire aux efforts de la police du pays hôte pour protéger les civils contre les menaces imminentes de violence physique
- b. Évalue les risques que les services de police bénéficiant de l'appui de la police des Nations unies commettent de graves violations des droits de l'homme et définit dans ce cas des mesures d'atténuation**
- c. Intervient en cas de violation des droits de l'homme par la police du pays hôte
- d. Forme la police du pays hôte au droit international des droits de l'homme

13. Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

Quel type d'appui apporté par les Nations unies est exclu de la PDVDH ?

- a. Soutien opérationnel et logistique
- b. Soutien financier
- c. Évacuations médicales**
- d. Opérations conjointes

14. Leçon 2 : Le commandement de la police dans un contexte des NU

Les responsables hiérarchiques de la police des Nations unies ...

- a. Coopèrent étroitement avec les autres composantes
- b. Coopèrent étroitement avec le pays hôte et les acteurs internationaux
- c. Doivent s'adapter à des systèmes de justice pénale complexes et inconnus
- d. Tout ce qui précède**

15. Leçon 2 : Le commandement de la police dans un contexte des NU

Les trois niveaux d'autorité des NU sont...

- a. Tactique, opérationnel et stratégique**
- b. Au niveau du camp (local), au niveau régional, à l'échelle de la mission
- c. Bureau, division, département
- d. Siège régional, siège de la mission, siège des Nations unies de New York

16. Leçon 3 : Introduction à l'administration de la POLNU

La composante police d'une opération de paix des Nations unies s'articule généralement autour de trois piliers :

Opérations

Administration

Renforcement des capacités et développement

17. Leçon 3 : Introduction à l'administration de la POLNU

Qui supervise le pilier administratif de la POLNU ?

- a. Le chef de la composante police (CCP/HoPC)
- b. Le Directeur du personnel de la police**
- c. Le directeur du soutien à la mission (DSM)
- d. Aucune de ces réponses

11) Annexe B : Remerciements

Le SIF (ITS) tient à remercier les personnes suivantes qui ont participé au processus d'élaboration du programme de formation :

| | |
|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Abdul Qudus Choudhary (Bangladesh) | Juan Andres (Espagne) |
| Ahmed Abdelrahim (CPS) | Luke Cerenasiga (Fidji) |
| Allan Ogallo Sangoroh (UNAOU) | Majed Hachaichi (SPC) |
| Ally Saidi Nyawigu (Union africaine) | Mam Bintou (Gambie) |
| Alptekin Aslantas (Turquie) | Mame Galays (Sénégal) |
| Amod Gurung (Népal) | Marcus Cornelius (USA) |
| Andrii Shevarikhin (Ukraine) | Maria De Benito (CPS) |
| Ann-Kristin Kvilekval (Norvège) | Markus Feilke (Allemagne) |
| | Martijn van Oudheusden |
| Antonio Zambrana Herrero (Espagne) | (Pays-Bas) |
| Aporosa Loganimasi Lutunauga (Fidji) | Mohamed Vall Jeuda (Mauritanie) Baba |
| Adamu (Ghana) | Nassian Wazed (Bangladesh) |
| Badi Al-Khatib (ONUDC) | Nedal Rashdan (CPS) |
| Bashundhara Khadga (CPS) | Offiong Bassey (Nigeria) |
| Breart Antoine (France) | Paolo Banzatti (Italie) |
| Camilla Jensen (Suède) | Paolo Bonanno (France) |
| Catherine Rompato (Belgique) | Pascal Gaudreau (Canada) |
| Dag Dahlen (Norvège) | Pauline W Rasila (Fidji) |
| Dianne Stevens (États-Unis) | Philipp Bovensiepen (Allemagne) |
| Ebenezia Hannah (Namibie) | Polina Antoniuk (Ukraine) |
| Federico Patuzzo (Italie) | Rabnawaz Khan (Pakistan) |
| Feroz Al Mozahid khan (Bangladesh) | Raymond Chiteka (Zimbabwe) |
| Fontana Barberis David (Italie) | Robert Nerud (Allemagne) |
| Glen Crannage (USA) | Roberto Antonio Albino Filpo |
| Giorgio Giaimo (Italie) | Salma Sarin (Tunisie) |
| Hu Jianguo (Chine) | Sanou Diouf (Sénégal) |
| Hussein Hawamdeh (Jordanie) | Siobhan McDermott (Irlande) |
| Jaime Cuenca Gimenez (SPC) | Suzen Katantamalundu (UNAOU) |
| Jan Hessbrügge (HCDH) | Tor Tanke Holm (Norvège) |
| Joel Caburnay (Philippines) | Usman Gondal (SPC) |
| Johannes De Haan (UNOCD) | Yue Xin (Chine) |
| John Moore (Irlande) | Zafer Ersin (SPC) |



Présentation de la Police des Nations unies

Aperçu de la leçon

Objectif

Permettre aux participants de bien comprendre la mission et le mandat de la Police des Nations unies (UNPOL).

Pertinence

Les missions de la police des Nations unies au sein des opérations de paix diffèrent fondamentalement de celles remplies dans un cadre national, car le personnel de la police des Nations unies est déployé dans un environnement peu familier, après un conflit, et travaillent avec d'autres policiers arrivant de nombreux pays différents et ayant des expériences différentes en matière police. Ce contexte particulier exige que les policiers des Nations unies comprennent le rôle de la Police des NU dans le maintien de la paix des Nations unies et les principes directeurs à suivre.

Cette leçon présente la Police des Nations unies, explique sa place dans l'architecture globale de maintien de la paix des Nations unies et clarifie le mandat et la structure de la Police des NU. Elle donne également un aperçu du Cadre d'Orientation Stratégique pour les activités de la police au niveau international (COS/SGF en anglais) et explique le rôle de la Police des NU en tant que prestataire de services à l'échelle du système et point de contact pour les questions de police et d'application des lois au sein du système des Nations unies.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Discuter en quoi le travail de la Police des NU diffère de celui des activités nationales de police
- Décrire la mission et le mandat de la police des Nations unies
- Identifier les fonctions permanentes essentielles de la Police des NU
- Expliquer comment les performances de la Police des NU doivent refléter les principes définis dans le cadre d'orientation stratégique pour les activités de police au niveau international (COS/SGF).

Contenu de la leçon

- Activité pédagogique transitionnelle
- Mission et mandat de la POLNU
- POLNU en bref
- Cadre d'orientation stratégique (COS/SGF) pour les activités de police sur le plan international
- Coordination des activités de la POLNU depuis le siège des Nations unies
- Résumé

| Plan de la leçon | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Activité d'apprentissage : 1.1 Police nationale et police internationale dans un contexte post-conflit | Diapositive 5 |
| Mission et mandat de la Police des NU | Diapositives 6-8 |
| La Police des NU en bref | Diapositives 9-14 |
| Cadre d'orientation stratégique pour les activités de la police au niveau international | Diapositives 15-16 |
| Coordination des activités de la Police des NU depuis le siège des Nations unies | Diapositives 17-20 |

La leçon

Durée de l'examen : 60 minutes au total

30 minutes : activité d'apprentissage

30 minutes : présentation interactive



Commencer la leçon

L'activité d'apprentissage 1.1 permet de démarrer la leçon de manière interactive et de préparer le terrain pour plusieurs sujets importants abordés dans cette leçon, tels que la mission et le mandat de la Police des NU, les tâches principales de la Police des NU sur le terrain ainsi que la raison d'être du cadre d'orientation stratégique (COS).

Avant de commencer l'activité d'apprentissage, présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :

- Objectif
- Pertinence
- Objectifs pédagogiques
- Contenu de la leçon

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas vous être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas ce vocabulaire vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Activité d'apprentissage 1

.1

Police nationale et police internationale dans un contexte post-conflit

INSTRUCTIONS :

- Demandez aux participants de travailler en sous- groupes.
- Demandez aux groupes de discuter des questions suivantes : *Comment les missions de police au niveau national diffèrent-elles de celles de la police au niveau international dans un contexte post-conflit ? Quelles sont les différences en ce qui concerne le contexte, l'autorité, l'expérience professionnelle et la culture ?*
- Demandez aux groupes de présenter leurs conclusions en séance plénière.
- Si nécessaire, complétez la discussion à l'aide des notes instructeurs de la page suivante.


TEMPS : 30 minutes

- Travail en groupe : 15 minutes
- Discussion : 15 minutes

RESSOURCES

- Diapositive avec instructions aux participants.
- Tableaux de conférence et marqueurs.

Activité d'apprentissage : 1.1



Instructions

- Discutez dans vos groupes (10-15 minutes) :
 - *Comment les missions de police au niveau national diffèrent-elles de celles de la police au niveau international dans un contexte post-conflit ?*
 - *En quoi votre travail dans la mission sera différent de celui que vous faites dans votre pays ?*
- Notez vos réponses sur un tableau de papier.
- Présentez vos idées en séance plénière.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021
5



Cette activité pédagogique peut également être animée sous la forme d'une discussion de groupe de type "Fishbowl".

Message clé : Le maintien de la paix par la police des Nations unies diffère fondamentalement la gestion de l'ordre public au niveau national en ce qui concerne le contexte, l'autorité, l'expérience professionnelle et la culture.



Si les participants ne l'ont pas mentionné en plénière, ajoutez les points ci-dessous.

- **Les opérations de paix de la police des Nations unies diffèrent fondamentalement des missions de police au niveau national.** Cette différence découle du contexte de déploiement, à savoir une **situation « post-conflit »** et un environnement fragile souvent caractérisés par des violations généralisées des droits de l'homme, dans lesquels l'autorité, le pouvoir et les règles d'interaction sociale sont instables.
- Dans la plupart des pays, les policiers peuvent considérer que plusieurs aspects de leur fonction sont déjà acquis au sein de leur police : ils sont habilités à faire respecter la loi ; ils représentent l'autorité légitime d'un État et un ensemble clair de lois ; ils comprennent la culture et parlent la langue des communautés qu'ils servent ; et la formation et les fonctions de police de leurs collègues policiers sont similaires aux leurs.
- La police des Nations unies ne peut présumer d'aucun de ces éléments et travaille fréquemment dans des environnements peu familiers et navigue entre les pratiques policières de collègues en provenance de nombreux pays et agences différents.



Avant de présenter la mission et le mandat de la Police des NU, visionnez la vidéo « 60 ans de police des NU » (01:51 min) pour illustrer l'évolution du rôle de la police de l'ONU au fil du temps :

<https://www.youtube.com/watch?v=ms1Gjw9-UEI>

Demandez aux apprenants comment ils caractériseraient le rôle de la Police des NU dans le maintien de la paix.

Diapositive 6

A slide titled 'Mission de la Police des NU' with the UN emblem in the top right corner. The text describes the mission of the UN Police as reinforcing international peace and security by assisting member states in conflict, post-conflict, or other crisis situations to establish an effective, efficient, representative, and responsive police force accountable to the community it serves and protects. It references the 2016 report of the Secretary-General (S/2016/952). The footer indicates it is from the 2021 specialized training modules for UN police, slide 6.

Mission de la Police des NU

La mission de la Police des Nations Unies est de renforcer la paix et la sécurité internationales en aidant les États membres en situation de conflit, d'après-conflit ou dans d'autres situations de crise **à mettre en place une police efficace, efficiente, représentative, répondant aux besoins de la population et responsable devant la collectivité qu'elle sert et protège.**

~2016 Rapport du Secrétaire général sur la police des Nations Unies (S/2016/952)


Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 6

Message clé : La mission de la Police des NU est d'aider les États membres en situation de crise à mettre en place des services de police nationaux efficaces qui servent et protègent la population.

Renforcez les points abordés dans la vidéo en expliquant que la mission de la police des Nations unies est de renforcer la paix et la sécurité internationales en aidant les États membres en situation de conflit, d'après-conflit et d'autres situations de crise à mettre en place des services de police efficaces, efficaces, représentatifs, répondant aux besoins de la population et responsable devant la collectivité qu'elle sert et protège.

Diapositive 7

Mandat de la Police des NU



Renforcer et soutenir la **capacité de la police de l'État hôte à prévenir et à détecter les infractions, à protéger les vies et les biens et à maintenir l'ordre et la sécurité publics** dans le respect de l'État de droit et du droit international en matière de droits de l'homme, ou, le cas échéant, **se substituer en tout ou partie à cette capacité.**

Poursuivre des approches **policieres axées sur la communauté et le renseignement** afin de contribuer à la **protection des civils et des droits de l'homme ; s'attaquer, entre autres, aux violences sexuelles et sexistes, à la violence sexuelle liée au conflit et à la criminalité grave et organisée** ; et mener des enquêtes, des opérations spéciales et la sécurité électorale.

~Politique de 2014 sur la police des Nations Unies

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 7



C'est la première fois que la Politique générale sur le rôle de la Police des Nations unies en date de 2014 est mentionnée dans la présentation. Présenter cette politique comme un document de niveau constitutionnel pour la Police des NU et y faire référence pour expliquer le mandat :

La police des Nations unies met en place ou, dans les opérations de maintien de la paix dotées d'un mandat exécutif, se substitue à la police du pays hôte, une police capable de prévenir et de détecter tout crime, d'assurer la protection des personnes et des biens, et de maintenir l'ordre et la sécurité publics dans le respect de l'État de droit et du droit international relatif aux droits de l'homme.



Demandez aux participants d'expliquer ce qu'est un mandat exécutif et quelle est la différence avec les missions dépourvues d'un tel mandat. En quoi cela affecte-t-il les missions de la Police des NU ? Soulignez que la plupart des missions de l'ONU aujourd'hui n'ont pas de mandat exécutif et que les tâches principales de la Police des NU consistent donc à renforcer et à soutenir les capacités de la police locale.

Les mandats exécutifs impliquent une responsabilité totale dans la gestion de l'ordre public et l'exécution de l'ensemble des activités associées aux fonctions de police, y compris les pouvoirs d'arrestation et de détention, la collecte de preuves, les enquêtes criminelles et l'assistance aux enquêtes criminelles, la sécurité des frontières, la gestion des émeutes et le contrôle des foules, les patrouilles robustes, etc. Avec ce type de mandat, la police des Nations unies fait office de service de police national jusqu'à ce que les capacités nationales soient développées. Les mandats exécutifs ont rarement

été autorisés en raison des sensibilités politiques liées à la souveraineté du pays hôte et des défis opérationnels associés à ce type de mandat pour la police des Nations unies.

En l'absence d'un mandat exécutif intérimaire, l'autorisation de mandats avec des responsabilités opérationnelles ou des pouvoirs spéciaux (comme la MINUSCA en République centrafricaine) peut fournir à la police des Nations unies les outils nécessaires pour apporter des contributions importantes à l'application de la loi et pour surmonter certaines des contraintes associées aux mandats non exécutifs. Toutefois, contrairement aux mandats exécutifs, la coopération du pays hôte pour l'exécution de ces tâches reste une exigence légale.

Diapositive 8



Conformément à la politique générale de 2014, la Police des Nations unies a **deux fonctions principales** :

1. Soutien opérationnel/Direction provisoire des activités de police et autres activités d'application des lois :

Soutien opérationnel et, le cas échéant, mise en œuvre d'une stratégie de prévention, de détection et d'enquêtes efficaces en matière de criminalité, de protection des personnes et des biens, et de maintien de l'ordre public ; et

2. Renforcement des capacités et développement :

Soutien à la réforme, à la restructuration et à la reconstruction de la police du pays hôte, soutien au développement d'une capacité policière efficace dans le pays hôte afin de bénéficier de services de police représentatifs, répondant aux besoins de la collectivité, responsable devant la collectivité et ayant la plus haute qualité professionnelle possible.

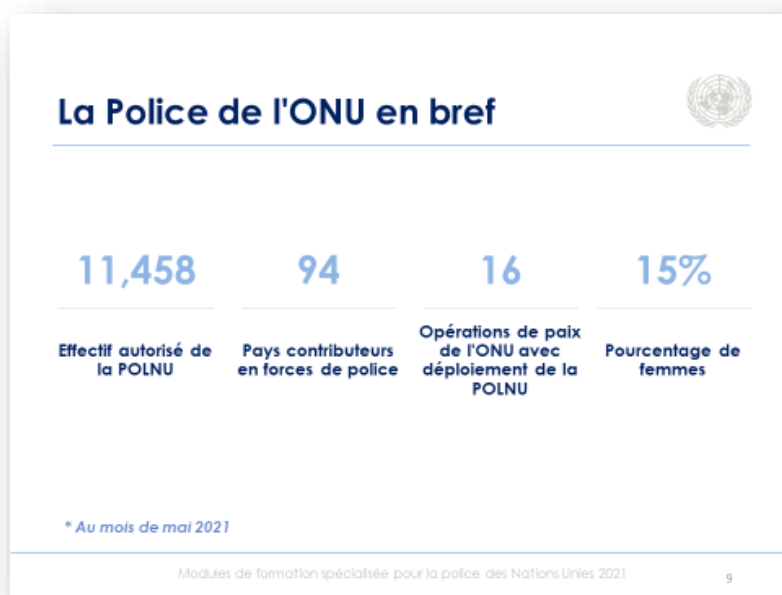
En outre, les composantes policières peuvent être appelées à soutenir les mandats de mission connexes, y compris, mais sans s'y limiter, les mandats avec des dispositions relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme, en particulier ceux des groupes vulnérables, à la promotion de l'État de droit, à l'encouragement de la bonne

gouvernance, de la transparence et de la responsabilité, et à la protection des civils (en particulier les femmes et les enfants).



LA POLICE DES NU en bref. Les diapositives 9 à 14 visent à définir les catégories de personnel de la Police des NU, à expliquer le statut juridique des représentants de la Police des NU, à énumérer les modalités de déploiement et les opérations actuelles sur le terrain, et à souligner l'importance de l'équilibre entre les hommes et les femmes au sein de la composante de la Police des NU. Soulignez que la liste des missions et des effectifs de la Police des NU autorisés reflète l'état des missions et des effectifs en mai 2021 et qu'elle peut être différente au moment où la leçon est dispensée.

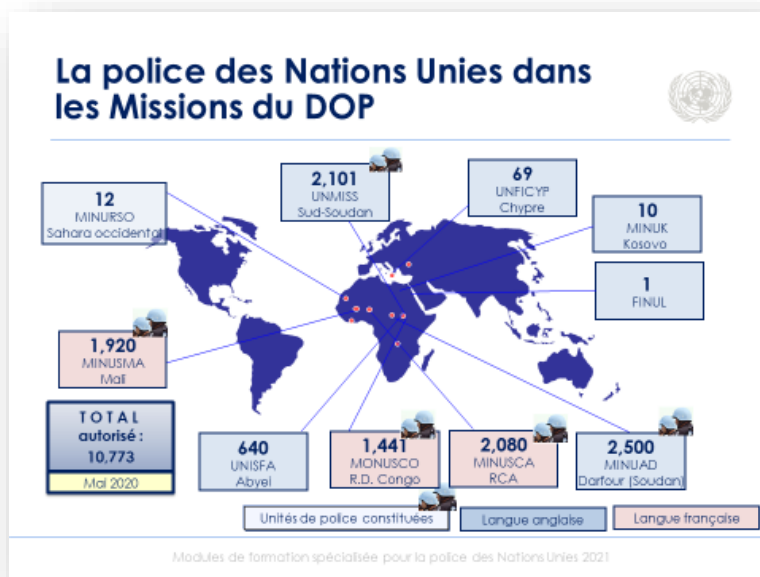
Diapositive 9



En mai 2021, la Police des NU était déployée dans 16 opérations de paix des Nations unies, avec un effectif total autorisé de 11 458 personnels. Le pourcentage de femmes parmi les policiers des NU déployés était de 15 %. Les policiers des NU ont été recrutés parmi 94 pays contributeurs en forces de police.

Les chiffres actuels de déploiement et le nombre de pays contribuant à la police des NU peuvent être consultés sur le site <https://police.un.org/en/police-contributors>.

Diapositive 10



Où est déployée la Police des NU ? La carte ci-dessus indique le nombre de policiers des NU déployés dans les différentes opérations de paix de l'ONU dirigées par le Département des opérations de paix (DOP, DPO en anglais).

Le DOP a pour mission d'aider les États membres et le Secrétaire général dans leurs efforts à maintenir la paix et la sécurité internationales. Il assure la direction politique et exécutive des opérations de paix des Nations unies dans le monde entier et maintient le contact d'une part avec le Conseil de sécurité, les pays contributeurs en forces militaires et de police, et les pays bailleurs de fonds ; et d'autre part avec les parties au conflit dans le cadre de la mise en œuvre des mandats du Conseil de sécurité.



Ne pas oublier de préciser que la liste des missions et des effectifs autorisés de la Police des NU date de mai 2021 et a évolué depuis au moment où la leçon est dispensée. Des informations détaillées sur l'histoire et le mandat de chaque mission sont disponibles sur le site <https://peacekeeping.un.org/en>. Chaque mission dispose d'un site web dédié qui contient les informations les plus récentes. Encouragez les participants à consulter ces sites et à se renseigner sur la mission dans laquelle ils seront déployés.

Diapositive 11

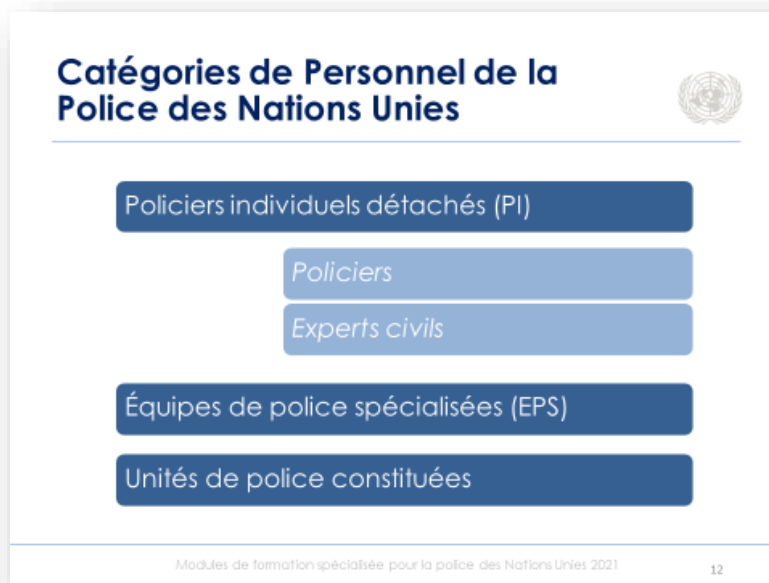


La carte ci-dessus indique le nombre de policiers des NU déployés dans les missions politiques spéciales (MPS) dirigées par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DAPC, DPPA en anglais). Le DAPC gère les MPS engagées dans la prévention des conflits, le rétablissement de la paix et la consolidation de la paix post-conflit dans le monde entier. Ces opérations sur le terrain comprennent des missions spécifiques à chaque pays et des bureaux régionaux. Elles sont dirigées par des représentants de haut niveau du Secrétaire général et constituent une plateforme avancée pour la diplomatie préventive et d'autres activités dans toute une série de disciplines, contribuant à prévenir et à résoudre les conflits et à soutenir des transitions politiques complexes, en coordination avec les acteurs nationaux et les entités humanitaires et de développement des Nations unies sur le terrain. Les tâches et le travail quotidien de la Police des NU dans les missions politiques spéciales peuvent varier des missions du DOP en fonction du mandat spécifique. Aujourd'hui, la Police des NU est de plus en plus impliquée dans les efforts de prévention au-delà du maintien de la paix.



Ne pas oublier de préciser que la liste des missions et des effectifs autorisés de la Police des NU date de mai 2021 et a évolué depuis au moment où la leçon est dispensée. Des informations détaillées sur l'histoire et le mandat de chaque mission sont disponibles sur le site <https://peacekeeping.un.org/en>. Chaque mission dispose d'un site web dédié qui contient les informations les plus récentes. Encouragez les participants à consulter ces sites et à se renseigner sur la mission dans laquelle ils seront déployés.

Diapositive 12



Conformément à la politique générale sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales de 2014, les composantes police des Nations unies se composent de policiers individuels (PI, IPOs en anglais), d'équipes de police spécialisées (EPS, SPTs en anglais) et d'unités de police constituées (UPC, FPU en anglais). Indépendamment de leur catégorie, ces personnels servent tous en qualité d'"experts en mission", ce qui signifie qu'ils bénéficient de privilèges et d'immunités spécifiques pour remplir leurs fonctions en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations unies.

À la date de mai 2021, des PI présentant jusqu'à 55 domaines de compétences différentes sont déployés dans les missions. Les PI peuvent être soit des policiers soit des experts civils dotés de compétences spécialisées. Comme pour les policiers, les experts civils peuvent être recrutés, nommés ou détachés par un État membre ou occuper des postes professionnels.

La police des Nations unies déploie des **équipes de police spécialisées (EPS)** composées de policiers individuels pour soutenir la police du pays hôte en lui apportant une expertise policière spécialisée. En fonction du mandat et des besoins de la mission et de la police du pays hôte, les équipes peuvent assurer le renforcement des capacités policières et/ou le renforcement opérationnel de la police du pays hôte, effectuer des patrouilles préventives ou répondre de manière indépendante à des menaces physiques non militaires contre des civils en recourant à la force. Chaque équipe est composée d'experts d'un (ou d'un nombre limité d') État(s) membre(s), ayant des compétences

particulières dans des domaines tels que les enquêtes, la grande criminalité et la criminalité organisée, les violences sexuelles et sexistes (VSS/VSBG) ou la police orientée vers la communauté. Les EPS peuvent comprendre des experts civils.

La majorité des policiers qui participent aux opérations de maintien de la paix des Nations unies sont déployés au sein des **unités de police constituées (UPC)**. Une UPC se compose d'environ 140 policiers, formés et équipés pour agir en tant qu'unité collective capable d'accomplir des tâches de maintien de l'ordre que des policiers individuels ne pourraient pas accomplir. Les UPCs bien entraînées peuvent opérer même dans des environnements « à haut risque ».

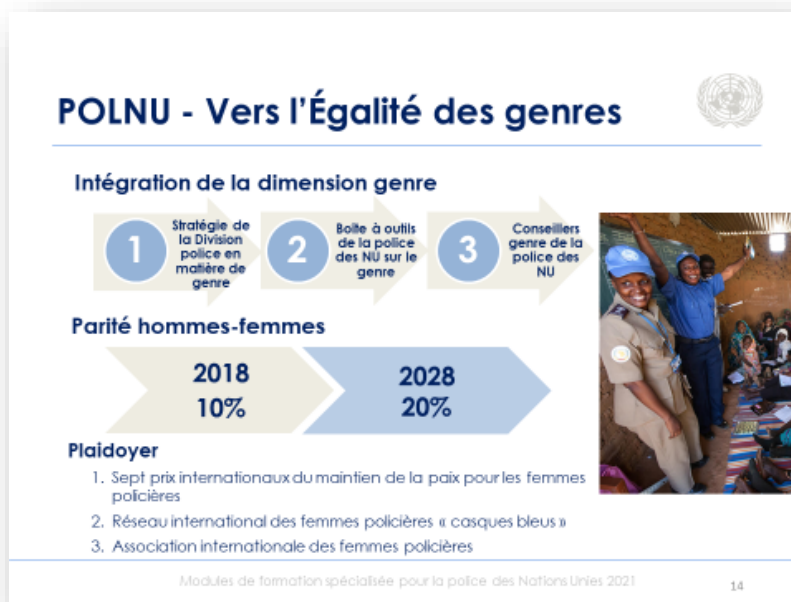
Les UPCs ont trois missions essentielles : la gestion de l'ordre public, la protection du personnel et des installations des Nations unies et le soutien aux opérations de police qui nécessitent une réponse collective. Les UPCs ne répondent pas à des menaces militaires.

Diapositive 13



A la date de mai 2021, le nombre total des effectifs de la police des NU déployés sur le terrain était de 8 868. Parmi eux, on compte 2 185 policiers détachés et 166 policiers bénéficiant d'un contrat avec les NU (PI) ; 6 468 policiers appartiennent aux UPCs, et 49 personnels à sept ESP.

Diapositive 14



Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a lancé la « stratégie sur la parité hommes-femmes à l'échelle du système » en septembre 2017. Cette stratégie comprend des actions recommandées pour atteindre la parité entre les genres d'ici 2028. Elle couvre, entre autres, les objectifs et la responsabilité, les mesures spéciales, l'environnement favorable, les nominations à des postes de haut niveau et le cadre des missions.

La réalisation de la parité hommes-femmes est une priorité urgente, non seulement en tant que droit humain fondamental, mais aussi en tant que composante essentielle de l'efficacité, de l'impact et de la crédibilité des Nations unies. En tant que principale institution normative internationale, les Nations unies ont la responsabilité particulière de montrer l'exemple et de ne laisser personne de côté.

La Division Police des Nations unies a élaboré sa propre stratégie en matière de genre pour la Police des NU, ainsi que des modules de formation sur le genre pour cette même police, et des conseillers en genre de la police des Nations unies sont en poste au siège à NY et dans les missions. La Police des NU s'est fixée d'atteindre 20 % de personnels féminins d'ici 2028. Au niveau de la sensibilisation, la Police des NU décerne chaque année le prix international de la femme policière « casque bleu » et encourage les réseaux et les associations de femmes policières « casques bleus ».

Les Nations unies font de la prise en compte de la dimension de genre une nécessité opérationnelle dans l'ensemble du travail de la Police des Nations unies afin de répondre aux besoins de sécurité différenciés des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

La police des Nations unies intègre les différentes préoccupations et vulnérabilités de ces personnes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de toutes les activités policières.

La participation de femmes policières est essentielle pour l'ensemble des activités de la police des Nations unies, telles que la promotion de l'État de droit, le renseignement, la planification, le commandement, les enquêtes, la gestion de l'ordre public, le renforcement des capacités de la police du pays hôte, la police orientée vers la communauté, la sensibilisation à l'égalité des sexes et l'engagement des communautés.

Les femmes policières servent en outre de modèles en matière d'égalité des sexes, incitant les femmes et les jeunes filles à défendre leurs propres droits et à faire carrière dans les forces de l'ordre. En outre, les femmes policières procurent un plus grand sentiment de sécurité aux femmes et aux enfants et améliorent l'accès et le soutien des services chargés de l'application des lois aux femmes locales. Elles aident également les Nations unies à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels.



Lors d'une discussion plénière, revenez avec les participants sur le mandat et les missions de la Police des NU discutés au début de la session ainsi que la variété des expériences policières à partir desquelles les personnels de la Police des NU sont recrutés. Faites le lien avec la présentation du Cadre d'orientation stratégique (COS) pour les activités de police au niveau international. Demandez aux participants pourquoi ils pensent que le cadre d'orientation stratégique est nécessaire. Insistez sur le fait que le cadre d'orientation stratégique guide la Police des NU sur la manière dont elle doit s'acquitter de ses missions.

Diapositive 15



Message clé : La police des NU opère conformément au cadre d'orientation stratégique pour les activités de police au niveau international (Strategic Guidance Framework for International Policing en anglais- COS/SGF). Le cadre d'orientation stratégique fournit des approches harmonisées en matière de sécurité publique, de réforme de la police et de soutien aux polices des pays hôtes et aux autres services chargés de l'application des lois.

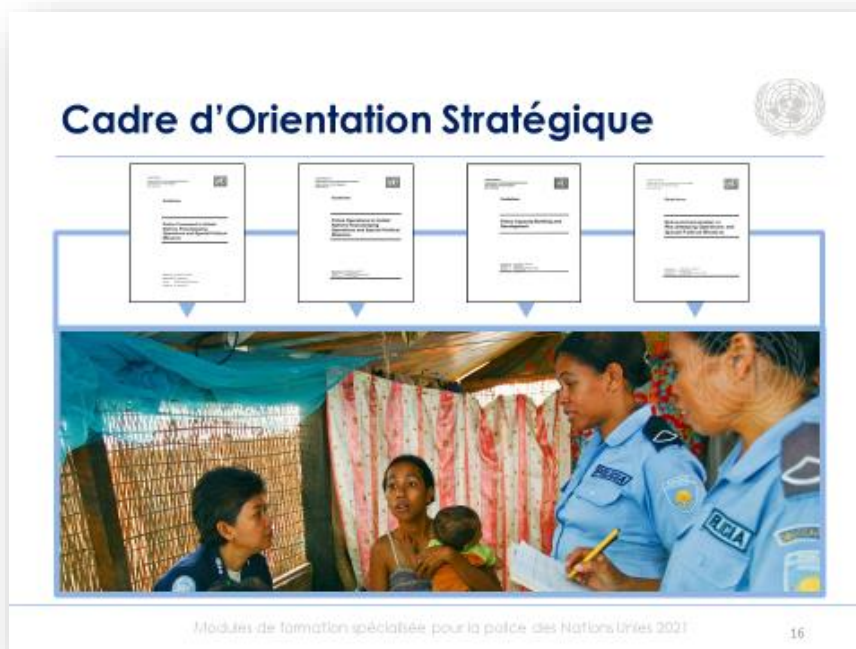
Suite à l'adoption de la politique générale sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de paix en janvier 2014, un ensemble complet de lignes directrices a été élaboré en tant que **Cadre d'orientation stratégique (COS) pour les activités de police au niveau international**. À ce jour (2021), ces lignes directrices couvrent le commandement de la police, les opérations de police, le renforcement des capacités

et le développement de la police, ainsi que l'administration de la police, qui sont les quatre éléments fondamentaux de la politique.

Les orientations du COS/SGF sont destinées non seulement à l'ONU, mais aussi à toute organisation ou État membre qui déploie du personnel de police et d'application des lois dans le cadre d'opérations de paix internationales et multidimensionnelles. Les documents ont été élaborés en consultation avec, entre autres, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), qui s'en sont inspirées pour leurs propres efforts de planification, de développement et de formation.

Le cadre général de référence devrait permettre à tous les personnels de la Police des NU d'avoir la même compréhension. À cette fin, le COS a été utilisé lors de la rédaction des fiches de poste détaillées pour la Police des NU et des programmes de formation standardisés afin de contrôler et d'évaluer la mise en œuvre du mandat.

Diapositive 16



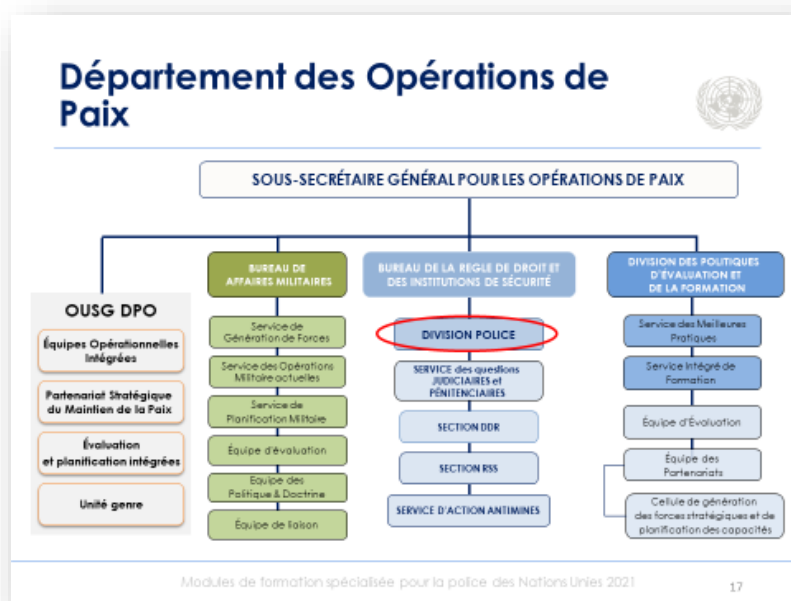
Le **COS/SGF** vise à renforcer l'efficacité de la police des Nations unies par des approches plus cohérentes et harmonisées en matière de sécurité publique, de réforme de la police et de soutien aux polices nationales et aux autres services chargés de l'application des lois.

Les lignes directrices du COS/SGF et les manuels connexes constituent le cadre qui devrait guider tous les personnels de la Police des NU dans leur travail quotidien. Le COS/SGF n'est pas le seul ensemble de documents d'orientation de la Police des NU, mais sert plutôt de passerelle vers d'autres règles et règlements de l'ONU.



Insistez sur le fait que le COS/SGF et les autres directives données à la Police des NU sur le terrain proviennent de la Division Police des NU/DOP au siège de l'ONU à New York. Les diapositives suivantes décrivent les responsabilités de la Division Police de l'ONU.

Diapositive 17



La Division Police des Nations unies fait partie du **Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité (BEDIS, OROLSI en anglais)**, créé au sein du Département des opérations de paix en 2007. Le BEDIS déploie des casques bleus qui, en tant que premiers artisans de la paix, aident les pays touchés par un conflit à rétablir l'État de droit et les institutions de sécurité nécessaires à l'instauration et au maintien de la paix.

Le BEDIS comprend cinq composantes : la division Police, le service de la justice et de l'administration pénitentiaire, la section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, l'unité de réforme du secteur de la sécurité et le service d'action contre les mines des Nations unies.

La Division Police comprend le Bureau du conseiller pour les questions de police, la Section de politique stratégique et du développement, la Section sélection et recrutement, la Section de gestion de la mission et d'appui et la Force de police permanente. La Division Police est dirigée par le Conseiller pour les questions de police des Nations unies (Conseiller Police).

Diapositive 18

Principales Responsabilités de la Division Police



- Planification du déploiement de la police des NU
- Sélection, recrutement, déploiement et rotation du personnel de la police des NU
- Élaboration de politiques et directives
- Soutien opérationnel, conseils et orientations stratégiques aux missions sur le terrain
- Plaidoyer auprès des États membres, création de partenariats et communication stratégique

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

Une partie de la Division Police est située au siège des Nations unies à New York, aux États-Unis, tandis qu'une autre (la force de police permanente, Standing Police Capacity en anglais) est située au sein de la Base de soutien logistique des Nations unies à Brindisi (Italie).

La division Police des Nations unies a pour mission de soutenir les composantes police des Nations unies dans la mise en œuvre des missions qui leur ont été confiées par le biais de :

- La planification du déploiement de la police des Nations unies dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies, ainsi que dans d'autres contextes non liés à une mission, notamment par l'intermédiaire du mécanisme du point focal mondial
- La sélection, le recrutement, le déploiement et la rotation du personnel de la police des Nations unies dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies et dans d'autres contextes
- L'analyse et le développement de la politique et des orientations en matière de maintien de la paix par la police internationale afin d'en assurer la cohérence
- La fourniture d'un soutien opérationnel, de conseils stratégiques et d'orientations aux missions sur le terrain, y compris des évaluations et des appuis
- Le plaidoyer auprès des États membres, la coordination, la création et la consolidation de partenariats et de communications stratégiques

Diapositive 19



La Force de police permanente (FPP, SPC en anglais) de la police des Nations unies est une composante opérationnelle de la division police située à Brindisi, en Italie. Elle est dirigée par « le chef » de la Force qui rend compte au conseiller en matière de police. L'unité est composée de 36 officiers possédant diverses compétences policières et techniques. La FPP a été créée en 2007 pour remplir la mission stratégique de la Police des Nations unies en fournissant une expertise policière et des personnels rapidement déployables, efficaces et cohérents dans les opérations de paix des Nations unies pendant les phases de démarrage, de renforcement et de transition dans les situations d'après-conflit et d'autres situations de crise.

Le FPP a **deux fonctions principales** :

1. Assister à la **capacité à organiser le lancement** des composantes police des nouvelles opérations de paix des Nations unies ; et
2. Fournir des **conseils, l'expertise et l'assistance** dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles en matière de police et d'application de la loi.

La FPP met à disposition des officiers ayant des connaissances et une expérience spécialisées, notamment en matière de réforme et de restructuration de la police, d'ordre public, de criminalité transnationale organisée, de police orientée vers la communauté, d'affaires juridiques, d'analyse, de formation, de planification, de logistique, de gestion du budget et des finances, de ressources humaines, de technologies de l'information et de la communication, d'enquêtes et de conseils en matière d'égalité des genres, ainsi que d'autres expertises. Les experts sont composés de

policiers détachés issus des pays contributeurs en forces de police et de personnels civils professionnels.

Diapositive 20

Coordination des Activités de Police dans les États Hôtes



- La POLNU est le prestataire de services et le point de contact à l'échelle du système pour les questions de police et autres questions relatives à l'application des lois.
- Le dispositif de point focal mondial (PFM) pour les domaines de la police, de la justice et de l'administration pénitentiaire dans le cadre de l'État de droit dans les situations d'après-conflit et autres situations de crise (PFM/GFP) permet aux entités des Nations Unies d'agir en tant qu'intermédiaire et point d'entrée unique entre les différents acteurs.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

20


La Police des NU est le **prestataire de services à l'échelle du système** et le point de contact pour les questions de police et autres questions d'application de la loi, y compris les agences, fonds et programmes des Nations unies, afin de garantir la cohérence de l'expertise et de l'assistance technique en matière de police.

Reconnaissant la nécessité d'assumer des responsabilités complémentaires sous un même toit et d'intégrer les dimensions politiques et de développement de ces efforts, le Secrétaire général a chargé le Département des opérations de paix des Nations unies (DOP) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) de mettre en œuvre un modèle de fonctionnement axé sur le soutien opérationnel conjoint des Nations unies aux pays dans les situations de conflit et de crise.

Depuis 2012, un accord connu sous le nom de **Point focal mondial (PFM)** pour les domaines de la police, de la justice et de l'administration pénitentiaire dans l'État de droit dans les situations post-conflit et autres situations de crise a fourni une solution unifiée pour l'assistance globale de l'ONU dans ces domaines. Cet arrangement permet aux entités des Nations unies de « s'unir », en surmontant la fragmentation systémique du processus et en travaillant ensemble à la poursuite d'un ensemble d'objectifs.

Diapositive 21

Résumé des messages clés



Le maintien de la paix par la police des Nations Unies diffère fondamentalement des missions de police au niveau national en ce qui concerne le contexte, l'autorité, l'expérience professionnelle et la culture.

La mission de la POLNU est d'aider les États membres en situation de crise à mettre en place une police nationale efficace qui sert et protège la population.

La POLNU fonctionne conformément au COS/SGF. Le COS fournit des approches standardisées quant à la fourniture de la sécurité publique, la réforme de la police et le soutien opérationnel à la police locale et aux autres organismes chargés de l'application des lois.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

21



Insistez sur les points clés de cette leçon. Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont chacun de ces points s'appliquera à leur rôle en qualité de policier individuel.

Documents de référence

- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (2014.01)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur l'administration de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (DPKO/DFS – Guidelines on Police Administration in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions en anglais) (2016.26)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations unies (DPKO/DFS – Guidelines on Police Operations in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions en anglais) (2015.15)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur le commandement de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (DPKO/DFS – Guidelines on Police Command in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions (2015.14) ()
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement de la police (DPKO/DFS – Guidelines on Police Capacity Building and Development en anglais) (2015.08)
- DPKO/PD Guidelines for United Nations Police Officers on Assignment with Peacekeeping Operations (DOMP/PD/2006/00135)
- DPKO/PD Guidelines for Formed Police Units on Assignment with Peace Operations (DOMP/PD/2006/00015)
- Directives DOP (DPO en anglais) / DAO (DOS en anglais) pour les équipes de police spécialisées affectées aux opérations de paix des Nations unies (2019.34)
- Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies (DOMP), Manuel sur les opérations multidimensionnelles de maintien de la paix des Nations unies, (2003, 92.)

L e ç o n

2

Le commandement de la police dans le contexte des Nations unies



Aperçu de la leçon

Objectif

L'objectif de cette leçon est de familiariser les participants avec la structure de commandement de la police des Nations unies dans une opération de maintien de la paix et de les sensibiliser au système de responsabilisation dans le contexte des NU.

Pertinence

Tous les policiers individuels (PI, IPOs en anglais) sont concernés par les lignes directrices du COS/SGF sur le commandement dans les opérations de paix, que ce soit en tant que membre d'une unité/section/équipe ou en tant que commandant (potentiel) de la police des Nations unies.

Le personnel de commandement de la police des Nations unies doit être compétent sur le plan opérationnel et avoir la connaissance des pratiques policières des NU, conformément au cadre d'orientation stratégique applicable à la police internationale.

Les lignes directrices comprennent des principes destinés à tout commandant de la police des NU chargé de diriger des officiers de différents pays ayant des pratiques policières très différentes. Elles fournissent des orientations sur les défis uniques que pose cet environnement opérationnel dans le cadre de la collaboration avec les services de police de l'État hôte et d'autres éléments de l'opération.

La responsabilisation joue un rôle fondamental pour les commandants de police et tous les policiers des NU.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Illustrer l'importance d'un leadership efficace dans l'environnement des missions des NU
- Décrire les trois niveaux de leadership et d'autorité
- Lister les personnes devant lesquelles les policiers des NU sont responsables

Contenu de la leçon

La leçon est structurée de la manière suivante :

- Le leadership dans le contexte des Nations unies
- Niveaux d'autorité et chaîne de commandement
- Fonctions de leadership au sein des Nations unies
- Responsabilité et mesures de contrôle

| Plan de la leçon | |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Leadership, gestion, commandement dans le contexte des Nations unies | Diapositives 5 - 7 |
| Niveaux d'autorité et chaîne de commandement | Diapositives 8 - 12 |
| Coopération policière et militaire de l'ONU | Diapositives 13 |
| Responsabilisation et mesures de contrôle | Diapositives 14 - 16 |

La leçon

Durée : 90 minutes au total

50 minutes : présentation interactive

40 minutes : activité d'apprentissage et discussion



Commencer la leçon

Pour un démarrage interactif, envisagez les options suivantes :

- *Demandez aux apprenants s'ils ont déjà été déployés dans le cadre d'opérations de paix. Identifiez leur mission et demandez- leur s'ils occupaient des postes de commandement.*
- *Demandez-leur également s'ils occupent actuellement un poste de commandement au sein de leur service de police national.*
- *Existe-t-il une différence entre les modalités de commandement au sein de la police dans un contexte national et dans un contexte international ou des Nations unies (activité d'apprentissage 2.1) ?*
- *Demandez aux apprenants s'ils sont d'accord avec la déclaration suivante de l'ancien commissaire de police de la MINUL – Libéria. Pourquoi ou pourquoi pas ?*

« On ne peut pas supposer qu'un bon commandant au sein de sa police nationale sera automatiquement couronné de succès lorsqu'il sera confronté aux défis du commandement dans le cadre des opérations de paix des Nations unies. Les défis rencontrés au niveau national sont importants, mais dans la diversité unique et l'environnement multidimensionnel des opérations de maintien de la paix des Nations unies, ils sont amplifiés ».

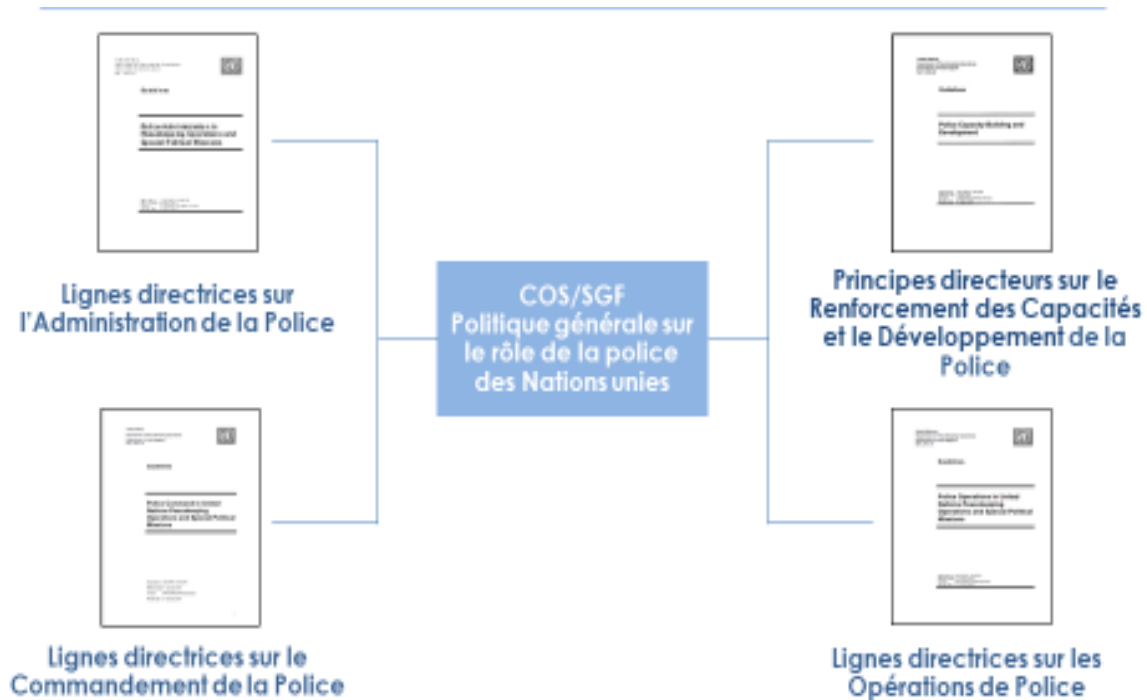
Discutez de la pertinence de cette déclaration et de cette leçon avec les apprenants avant de présenter les objectifs pédagogiques et le plan de la leçon. Vous trouverez des informations générales sur le sujet dans les pages suivantes. Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :

- *Objectif*
- *Pertinence*
- *Objectifs d'apprentissage*
- *Contenu de la leçon*

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas vous être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas ce vocabulaire vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Contexte pour le formateur

Le cadre d'orientation stratégique (COS) vise à renforcer l'efficacité de la police des Nations unies par des approches plus cohérentes et harmonisées de la sécurité publique, de la réforme de la police et du soutien aux services de police nationaux et aux autres services chargés de l'application des lois. Le cadre d'orientation stratégique se compose de quatre lignes directrices différentes, comme le montre le modèle ci-dessous :



Commandement de la police : Assurer la responsabilité globale, fournir une planification et une vision stratégiques et s'engager dans le suivi et l'évaluation. Gestion des ressources, des capacités et des structures nécessaires à la conduite d'une opération de paix complexe et multidimensionnelle.

Renforcement des capacités et développement de la police : Comment préparer au mieux les policiers et les institutions du pays hôte pour assurer la pérennité à long terme.

Opérations de police : Travail quotidien de la police, application des principes de base des stratégies policières axées sur la communauté et sur le renseignement.

Administration de la police : Le système administratif nécessaire à la gestion et à l'efficacité en termes de performance de la composante police.

Le rapport d'évaluation sur les UPCs (2017) : L'évaluation a révélé un manque important de leadership et de compétences de commandement chez certains commandants, personnels et coordinateurs des UPCs, ainsi qu'une méconnaissance du contenu de la politique révisée pour les UPCs (2016). Le manque de leadership s'est également manifesté dans la manière dont les opérations des UPCs ont été planifiées et menées, que ce soit au niveau opérationnel ou tactique (par exemple, absence

d'ordres d'opérations et de plans opérationnels). La coopération policière et militaire est souvent entravée par une mauvaise compréhension du rôle et des missions des UPCs, ainsi que par les défis associés à la garantie de l'indépendance de la composante policière par rapport à la composante militaire. Dans la mesure du possible, les opérations de soutien mutuel/conjointes doivent être menées par la police et les militaires sous la responsabilité de leurs commandants respectifs.

Améliorer la sécurité des casques bleus des Nations unies (Rapport CRUZ sur les décès parmi les casques bleus 2017) : Le rapport identifie le manque de leadership comme un problème majeur empêchant les Nations unies de s'adapter aux nouveaux environnements à haut risque.

Le rapport CRUZ a souligné que la qualité de l'encadrement au niveau opérationnel est essentielle au maintien de la sécurité des casques bleus. Les responsables à ce niveau manquent souvent d'initiative et négligent les règles de base. Il incombe au CCP (HoPC), par le biais de la délégation d'autorité aux commandants de la police, de veiller à ce que l'évaluation des menaces, la préparation des unités, l'inspection et la distribution de l'équipement et la formation soient effectuées avant le déploiement et soient spécifiques à la situation sur le terrain. L'ONU est le plus souvent attaquée en raison de son inaction que de son action.

Le système global d'évaluation des performances des Nations unies (SGEP, Comprehensive performance Assessment System CPAS en anglais) : Dans son rapport 2018 (A/72/19), le Comité spécial des opérations de maintien de la paix (C34) a demandé « l'élaboration d'un cadre intégré de politique de performance pour l'exécution des mandats, fondé sur des normes claires pour l'ensemble du personnel civil et en uniforme concerné qui travaille dans les opérations de maintien de la paix et les soutient au sein du Secrétariat et des missions ». Le SGEP est un outil de prise de décision fondé sur des données probantes qui permet d'évaluer les performances des opérations de paix. Il englobe les composantes civile, militaire et police et permet à l'encadrement supérieur de prendre des décisions stratégiques à intervalles réguliers (par exemple, des activités de changement de direction, la réaffectation des ressources et l'organisation de formations, le cas échéant). Le SGEP sera abordé dans la leçon 3 sur l'administration de la police.

Un leadership efficace au sein de l'ONU se réfère à :

- Un bon leadership est une exigence de la mission.
- En l'absence d'un bon leadership, la mission a peu de chances de réussir.
- Le leadership des NU doit agir dans un environnement nouveau et complexe.
- La sélection des dirigeants des États membres présente un risque élevé et nécessite une formation.
- Les leaders des NU doivent communiquer et influencer les autres efficacement.
- Les leaders des NU doivent être des modèles pour leurs subordonnés.

Cette leçon donne aux participants une vue d'ensemble du commandement de la police dans l'environnement des missions des NU. Le succès de la composante police

dans les missions dépend en grande partie du leadership et du personnel de commandement. Dans cette leçon, les participants réfléchiront à l'importance d'un bon leadership, d'un bon commandement et contrôle, et discuteront de ce qu'est un leadership efficace dans un contexte international.

Diapositive 5



Utilisez le schéma de la diapositive pour souligner l'importance du cadre d'orientation stratégique dans les pratiques policières de l'ONU.

Le cadre d'orientation stratégique (COS) vise à améliorer l'efficacité de la police des Nations unies grâce à des approches plus cohérentes et harmonisées en matière de sécurité publique, de réforme de la police et de soutien aux services de police des pays hôtes et aux autres services chargés de l'application des lois. Le cadre d'orientation stratégique se compose de quatre documents différents appelés « lignes directrices/principes directeurs », comme le montre le schéma ci-dessus.

Activité d'apprentissage

2.1

Leadership au sein de la police des Nations unies

Objectif : Permettre aux participants de discuter des différences entre le leadership dans les services de police au niveau national et au niveau des Nations unies.

INSTRUCTIONS :

- Demandez aux participants de travailler en sous-groupes (4-5 par groupe).
- Utilisez les lignes directrices du COS/SGF sur le commandement dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations unies et des missions politiques spéciales comme source de référence. Les paragraphes 6 et 7 guideront l'exercice.

TEMPS : 20 minutes

- Travail de sous-groupes : 10 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage
- Tableaux de conférence et marqueurs

Activité d'apprentissage 2.1



Instructions

- **Discutez dans vos groupes :** quelles sont les différences entre le leadership dans les forces de police au niveau national et dans les forces de police au niveau international ?

- **Durée :** 20 minutes
- **Discussion :** 10 minutes
- **Feedback :** 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

6



Au cours du débriefing, soulignez les défis que nous rencontrons en tant que responsables de police et la manière dont l'environnement de travail peut influencer la façon dont les responsables de police au niveau international définissent le leadership, la gestion et le commandement. Le commandement de la police dans un contexte international (maintien de la paix de l'ONU) est très différent du commandement dans un contexte national. Utilisez la diapositive suivante pour résumer les principales différences entre le leadership dans les services de police nationaux et dans les services de police de l'ONU.

Diapositive 7



Message clé : Les commandants de la police des Nations unies sont déployés dans des environnements fondamentalement différents de leur contexte policier national. Les commandants servent dans des contextes d'après-conflit ou fragiles, souvent caractérisés par des violations généralisées des droits de l'homme.

Dans la plupart des pays, les commandants de forces de police peuvent considérer qu'un certain nombre de conditions sont acquises dans le cadre de leur rôle au sein de leur police nationale :

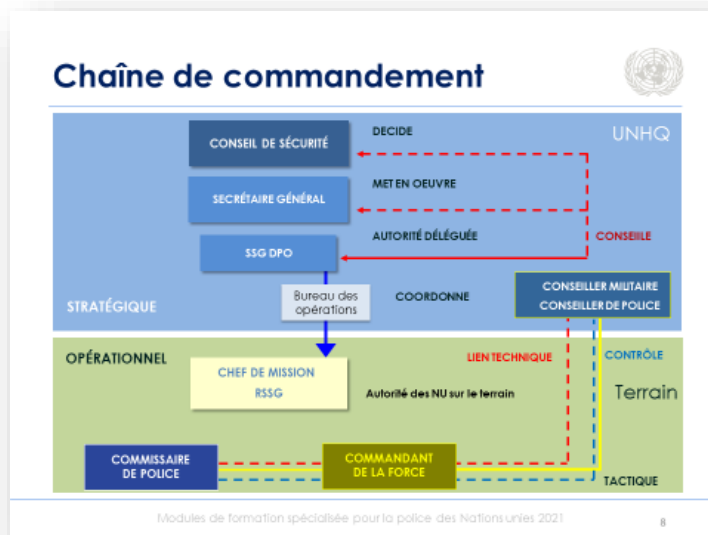
- Ils représentent l'autorité légitime d'un État pour faire respecter un ensemble précis de lois ;
- Ils comprennent la culture et parlent la langue des communautés qu'ils servent ;
- Ils ont accès aux outils techniques et à l'équipement dont ils ont besoin pour exercer leurs fonctions ; et
- La formation et les pratiques de leurs collègues policiers sont similaires aux leurs.

Les commandants de la police des Nations unies ne peuvent présumer d'aucune de ces conditions. Au contraire, ils travaillent souvent dans des environnements peu familiers où la plupart, sinon tous les aspects des activités de police et de l'application des lois peuvent s'être effondrés ou avoir été neutralisés par un conflit, et où ils doivent naviguer entre les pratiques policières de leurs collègues issus de nombreux pays et services de police différents.

Les commandants de la police des Nations unies servent aussi principalement dans le cadre d'opérations de maintien de la paix multidimensionnelles. Dans ce contexte particulier, les commandants de la police des Nations unies doivent établir des relations de coopération étroites avec des éléments avec lesquels ils n'ont pas l'habitude d'être en contact dans leur pays, notamment les composantes politiques,

militaires, humanitaires, les droits de l'homme et d'autres composantes civiles, ainsi que les acteurs du pays hôte et de la communauté internationale. Les commandants de la police des Nations unies doivent s'adapter à des systèmes de justice pénale complexes qui fonctionnent très différemment de ceux de leur pays d'origine.

Diapositive 8



Message clé : Le chef de mission met en place une « équipe de direction de la mission » qui comprend notamment le commissaire de police et le commandant de la force.

Les missions de maintien de la paix des Nations unies varient en importance (taille) et en champ d'application et sont configurées de différentes manières, allant des missions multidimensionnelles qui rassemblent du personnel civil, militaire et policier avec un chef de mission (CDM) civil, aux missions axées sur des tâches militaires, avec le commandant de la force ayant la qualité de CDM (opérations de maintien de la paix traditionnelles).

La structure d'une mission d'opérations de paix doit refléter les exigences, les circonstances et les mandats spécifiques et doit être adaptée à chaque contexte. Les structures d'autorité, de commandement et de contrôle des missions d'opérations de paix des Nations unies sont relativement « linéaires » : Le pouvoir de décision et les responsabilités sont décentralisés au niveau de la mission.

Le chef de mission met en place une équipe de direction de la mission (EDM, MLT en anglais) chargée de définir les stratégies et les priorités politiques et de communiquer les décisions dans l'ensemble de la mission. L'équipe de direction de la mission facilite la coordination et la prise de décision et assure l'orientation, la supervision et le suivi

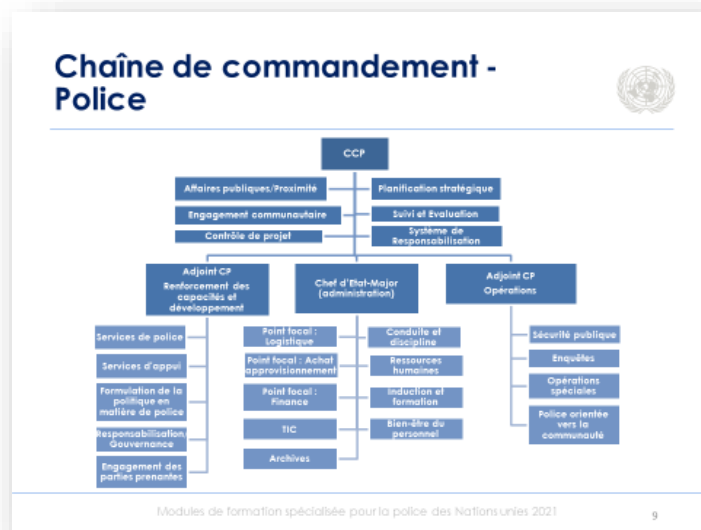
des stratégies sectorielles et thématiques, ou d'autres priorités déterminées par le mandat de la mission.

Afin d'assurer une mise en œuvre efficace et responsable des décisions prises par le Conseil de sécurité concernant des tâches et des fonctions spécifiques liées à la police, les représentants spéciaux du secrétaire général (RSSG) confère des responsabilités et délègue l'autorité et la gestion opérationnelle au chef de la composante police. Ce dernier ne reçoit pas d'ordres ou d'instructions du Conseiller police des Nations unies (DOP/DP/NY) en ce qui concerne les questions opérationnelles, mais il maintient une ligne hiérarchique technique avec ce bureau.



Indiquez qu'il existe trois niveaux d'autorité pour la prise de décision dans les opérations de paix de l'ONU : stratégique, opérationnel et tactique. Ces niveaux sont également appelés niveaux d'autorité, de commandement et de contrôle (AC2).

Diapositive 9



Message clé : Cette diapositive illustre l'organigramme type et la chaîne de commandement d'une composante police des Nations unies pour une opération de maintien de la paix, conformément au cadre d'orientation stratégique (COS).

Les composantes police des Nations unies sont dirigées par des chefs de composantes de police (CCP). Il s'agit normalement d'un commissaire de police (CP) pour les opérations de paix et d'un conseiller principal en matière de police (CPP) pour les missions politiques spéciales. Le CCP est responsable de la mise en œuvre du mandat police de la mission, et notamment de la supervision de toutes les tâches opérationnelles et administratives confiées à la composante de police.

Le CCP exerce son autorité pour diriger, coordonner et contrôler l'ensemble du personnel de la composante police. Ce personnel subordonné comprend le personnel civil, les policiers individuels (PI/IPOs), les unités de police constituées (UPCs) et (lorsqu'ils sont déployés dans le cadre de la mission) les membres de la force de police permanente (FPP/SPC).

Le CCP établit la chaîne de commandement opérationnel de la police comme suit et selon les besoins : CCP, commandement régional, commandement de postes décentralisés (niveau départemental ou local), UPCs et modules d'unité(s). Cette chaîne de commandement opérationnel de la police est publiée sous la forme d'un « cadre de commandement opérationnel ».

Le CCP peut déléguer son autorité aux niveaux subordonnés appropriés, mais il conserve la responsabilité globale. Le CCP (ou son adjoint désigné) a l'autorité pour déployer, redéployer ou employer tout ou partie d'une unité habilitée afin d'accomplir le mandat de la mission, ainsi que l'autorité pour donner des ordres opérationnels au personnel individuel, aux unités et aux modules d'unités dans la zone de la mission.

Cette autorité s'étend à la délégation de responsabilités au niveau subordonné approprié.

Le commandant de forces de police doit être capable de déterminer quand il doit prendre le contrôle ou donner des directives et du soutien, sans limiter l'initiative du personnel. Il doit être perçu par le personnel comme résilient, dirigeant activement, écoutant, prenant en compte les réactions et ouvert aux informations et aux suggestions, mais aussi comme décisif (prise de décision) lorsqu'il s'agit de faire face à des problèmes. Il est important qu'il se préoccupe du bien-être des personnels et pas seulement de la manière dont ils s'acquittent de leurs tâches. Un bon commandant doit créer une culture de travail positive et transparente au sein de la mission, ce qui contribue à favoriser la confiance et la compréhension mutuelle. La capacité à impliquer, influencer et développer les autres en leur fournissant des orientations, des conseils, du soutien et de la motivation est de plus en plus considérée comme une compétence essentielle pour un leadership efficace.

Diapositive 10

Leadership stratégique



- Soutient la vision et la mission des NU et de la police des NU à long terme
- Crée les conditions pour le développement du personnel de police et la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

10

Message clé : Le CCP est chargé d'élaborer un plan stratégique pour la composante police sur la base des missions qui lui sont confiées. Ce plan doit refléter les buts, objectifs et priorités organisationnels à court et à long terme.

Leadership stratégique :

Le concept d'opérations de police (ConOps) codifie l'intention stratégique du Conseiller police de l'ONU et sa relation avec le mandat de la mission. Il définit l'approche générale, les tâches et les responsabilités de la composante police, explique les programmes de mise en œuvre et présente les résultats attendus des opérations de police. Le ConOps identifie et fournit également le contexte pour les activités, les processus et les besoins en ressources qui constituent la base des plans de mission, des procédures opérationnelles permanentes et d'autres documents d'orientation.

Le CCP utilise le ConOps Police, ainsi que les politiques approuvées de la police des Nations unies et d'autres documents d'orientation (par exemple, le COS), comme base pour apporter des contributions en matière de police au concept de la mission. Le concept de la mission peut évoluer au fil du temps en fonction de la mise en œuvre du plan et des changements du mandat. Le ConOps Police doit être révisé en conséquence.

Le CCP maintient un lien de communication et de compte rendu technique avec le conseiller en matière de police du siège des NU. Ce lien NE DOIT PAS contourner la chaîne de commandement directe entre le sous-secrétaire général du DOP, le chef de mission et le CCP, ni s'y substituer. De même, la relation existante liée aux comptes rendus techniques ne doit pas interférer avec les décisions prises par le CDM ou le CCP, conformément à la politique.

Diapositive 11

Leadership opérationnel

- Fournit la structure et les systèmes qui permettent de réaliser la vision et la mission spécifique de l'organisation.
- Le CCP (chef de la composante police) utilise le CONOPS de la police pour élaborer le plan d'opération de la police (OPLAN), essentiel pour la planification et la conduite des activités de la police.



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 11

Message clé : Le ConOps Police comprend l'intention stratégique des conseillers police des Nations unies, établissant l'approche générale, les missions et les responsabilités de la composante police.

Leadership opérationnel :

Le CCP est responsable devant le chef de mission de la gestion de la composante police et doit veiller à la mise en œuvre efficace du mandat, conformément au plan de mission et au cadre politique de l'ensemble des Nations unies.

Les commandants de police doivent être en mesure de gérer les attentes multiples des trois niveaux de commandement. Ils doivent être conscients des nombreuses préoccupations et exigences au niveau tactique, même s'ils travaillent principalement à des niveaux stratégique et opérationnel.

Le ConOps Police doit servir de base à l'élaboration du plan opérationnel de la police (PLANO, OPLAN en anglais) par le CCP. L'OPLAN de la police est essentiel à la planification et à la conduite des opérations de police. Il doit être considéré comme le document de planification le plus important à élaborer par le CCP. Le CCP et la division de la police du siège des Nations unies coordonnent l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan et de toutes les autres politiques, lignes directrices, directives et outils de planification spécifiques à la mission.

Diapositive 12

Leadership tactique

- Le leadership tactique concerne le **ICI et MAINTENANT**, l'accomplissement des objectifs immédiats. Il peut nécessiter une prise de décision fondée sur le risque, en mettant en balance les besoins de la mission et ceux de l'unité.
- Mise en œuvre du **OPLAN de la police**



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

12

Message clé : Le CCP peut mettre du personnel et des unités de police à la disposition d'un commandant subordonné qui exercera alors le « commandement et le contrôle tactique des NU ».

Leadership tactique :

Le CCP peut mettre du personnel et des unités de police à la disposition d'un commandant subordonné qui exercera alors le « commandement et le contrôle tactique des NU ».

Le commandant d'une UPC assure le commandement tactique de l'unité.

Les PI sélectionnés comme chefs de section ou chefs d'équipe assureront le commandement et le contrôle tactiques nécessaires au sein de la section ou de l'unité à laquelle ils sont affectés.

Diapositive 1 3



Message clé : Les composantes police et militaire des opérations de paix des Nations unies ont des responsabilités, une organisation, une structure de commandement et des tactiques différentes et, en règle générale, doivent être séparées.

La relation entre les composantes police et militaire est essentielle au succès des opérations de paix. Il est toutefois important de comprendre les différentes responsabilités fonctionnelles et structures de commandement de ces deux composantes. En règle générale, le transfert du commandement et du contrôle des unités, modules d'unités et personnels en uniforme doit être évité.

Dans des conditions spécifiques (telles que des situations de crise ou des incidents graves), le personnel policier et militaire peut être placé sous le *commandement opérationnel* d'autres composantes en tenue. Dans ce cas, l'unité ou la partie d'unité en tenue conserve le contrôle tactique au sein de la chaîne de commandement. C'est ce qu'on appelle la **force opérationnelle conjointe (ou Joint Task Force, également utilisable en français)**.

A titre d'exemple, la force opérationnelle conjointe police/militaire en République centrafricaine (MINUSCA), connue sous le nom de "Bangui Task Force", où un officier supérieur de la composante militaire des Nations unies dirige les opérations quotidiennes et assure le contrôle opérationnel dans la limite de la zone d'opération (dans ce cas, limitée à Bangui).

La police des Nations unies ne peut jamais être placée sous le commandement et le contrôle tactiques de la police du pays hôte. Toute opération conjointe ou coordonnée doit être conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH, HRDDP en anglais), qui sera étudiée lors de la leçon 4.

Dans les **opérations de soutien mutuel**, les modalités de coopération entre les militaires et la police sont largement décrites dans les **lignes directrices (2015) du DOMP/DAM sur le commandement de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies**. Ces lignes directrices comprennent des dispositions relatives à la prédominance de chaque acteur dans des circonstances différentes, définies de manière générale, telles que des troubles à l'ordre public de nature non militaire ou militaire.

Dans le cadre d'opérations de soutien mutuel/conjointes avec la composante militaire, une zone d'opération tactique de la police et une zone de soutien militaire ayant pour but la sécurisation de l'environnement doivent être établies pour définir les zones de responsabilité tactique respectives.

Les opérations de police sont menées sous le contrôle tactique du commandant de police désigné sur le site. Cette zone d'opération tactique est appelée « boîte bleue » et se situe à l'intérieur de la zone d'opération de la « boîte verte » de la composante militaire. La police ne transfère pas le commandement lors de la résolution d'incidents relevant de l'état de droit à la composante militaire, sauf si la menace atteint un niveau qui, selon le représentant sur place du CCP, dépasse les capacités de la police.

Les unités militaires peuvent être déployées pour soutenir l'opération de police. Les deux zones doivent être définies en termes de temps et d'espace, comme indiqué dans les documents de planification opérationnelle, et le transfert d'autorité doit être planifié à l'avance. Toute composante pénétrant dans la zone de responsabilité de l'autre est placée sous le contrôle tactique du responsable (policier ou militaire) sur le site en charge du commandement. Dans de tels scénarios, il convient d'établir un poste de commandement conjoint/mobile où les représentants de la police et des militaires peuvent suivre et coordonner tactiquement l'opération.

Des procédures opérationnelles standard (permanentes) pour les activités conjointes impliquant les composantes militaire et police doivent être établies dès les premières phases d'une mission d'opérations de paix. Des dispositions relatives à la planification d'urgence ou de crise, à la formation et aux exercices conjoints doivent être organisées et menées régulièrement.

Activité d'apprentissage

2.2

Responsabilisation et mesures de contrôle

Objectif : Permettre aux participants de discuter de la notion de responsabilisation et des raisons pour lesquelles elle est importante pour les responsables de l'application des lois. À qui devons-nous rendre des comptes ?

INSTRUCTIONS :

- Demandez aux participants de travailler en sous-groupes (4-5 par groupe).
- Utilisez les lignes directrices du COS/SGF sur le commandement dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations unies et missions politiques spéciales comme source de référence. Les paragraphes 47, 76 et 77 guideront l'exercice.

TEMPS : 20 minutes

- Travail de sous-groupes : 10 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage
- Tableaux de conférence et marqueurs

Activité d'apprentissage 2.2



Instructions

- **Discutez dans vos groupes :** Que signifie « être responsable » pour vous et pourquoi la responsabilisation est-elle importante pour les personnels chargés de l'application des lois ?

A qui devons-nous rendre des comptes ?

- **Durée :** 20 minutes
- **Discussion :** 10 minutes
- **Restitution :** 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

14



Au cours du débriefing, insistez sur le fait que les institutions chargées de l'application des lois se voient confier un ensemble varié de tâches et de pouvoirs exigeant un haut degré d'intégrité au sein des services de police et des instances chargées de leur contrôle. Dans les environnements d'après-conflit, le niveau de confiance dans la police et les autres services chargés de l'application des lois peut être faible. Un système efficace de la responsabilisation de la police implique de nombreux acteurs représentant les différentes catégories des démocraties modernes, notamment les représentants du gouvernement, le parlement, le pouvoir judiciaire, les acteurs de la société civile tels que les médias et les organes de contrôle indépendants tels que les institutions nationales de défense des droits de l'homme et le médiateur.

Diapositive 15



Responsabilisation et mesures de contrôle



Les contrôles internes et externes garantissent que la performance des missions de police sont exécutées selon les standards les plus élevés et que les agents sont tenus responsables de leurs actions.

- Prévention de l'abus du pouvoir de police
- Renforcer la confiance du public
- Rétablir la légitimité de la police
- Rendre compte de TOUS les incidents
- Parties prenantes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

15

Message clé : L'obligation de rendre compte permet la mise en place d'un système de contrôles et d'équilibres internes et externes visant à garantir que la police s'acquitte au mieux de ses missions et à déterminer les responsabilités si elle ne le fait pas.

Les institutions chargées de l'application des lois se voient confier un ensemble varié de tâches et de pouvoirs qui exigent un haut degré d'intégrité au sein des services de police et des instances chargées de leur contrôle. Lorsque les fonctions de contrôle ne sont pas efficaces, les services chargés de l'application des lois peuvent devenir vulnérables face à des agents susceptibles d'agir illégalement et en dehors de leurs attributions. Les interventions de réforme de la police sont souvent nécessaires dans les sociétés d'après-conflit ainsi que dans de nombreuses situations non conflictuelles. Ces interventions prennent souvent la forme d'une nouvelle sélection et d'une nouvelle formation des policiers, axées sur les principes des droits de l'homme.

Au sein des Nations unies, l'**obligation de rendre compte fait** référence à un système de contrôles internes et externes visant à garantir que la police s'acquitte au mieux de ses fonctions et qu'elle est tenue pour responsable si elle ne s'acquitte pas de ces fonctions. Ce système est mis en place pour empêcher la police d'abuser de ses pouvoirs, pour garantir le respect des droits de l'homme, pour empêcher les autorités politiques d'abuser de leur pouvoir de contrôle sur la police et, surtout, pour renforcer la confiance du public et asseoir la légitimité de la police.

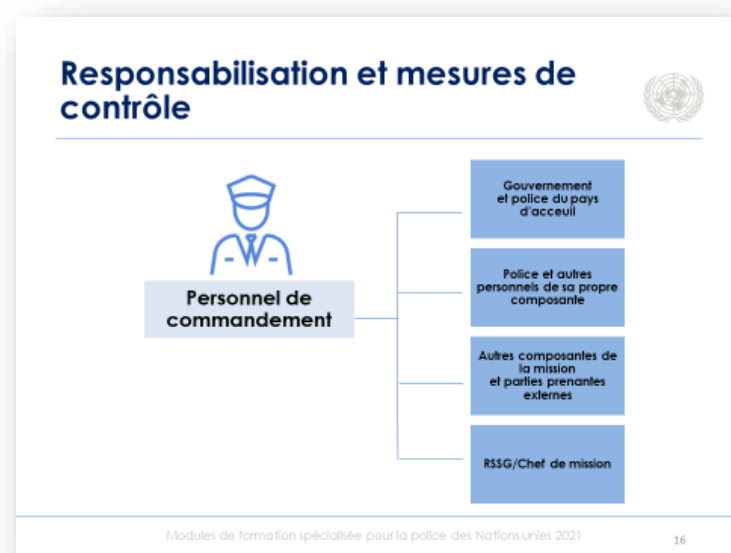
Les commandants de la police des Nations unies, à tous les niveaux, s'engagent, ainsi que leurs subordonnés, à respecter rigoureusement les normes de conduite des Nations unies, y compris les dispositions relatives à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et à la politique de tolérance zéro à l'égard de ces comportements.

Les commandants de la police des Nations unies prennent les mesures appropriées pour s'assurer que leurs subordonnés respectent les normes de conduite des Nations unies et signalent toute violation de ces dernières.

Le commandement de la Police des NU doit être tenu responsable de l'attribution claire des missions et de l'atteinte des résultats escomptés aux niveaux tactique, opérationnel et stratégique. Il incombe en dernier ressort au CCP, de par sa responsabilité de commandement de veiller à ce l'obligation de rendre des comptes soit systématiquement suivie.

La promotion de la responsabilisation et la mise en place de mécanismes de contrôle nationaux constituent également une priorité essentielle du travail d'encadrement, de suivi et de conseil de la Police des NU auprès de la police du pays hôte.

Diapositive 16



Message clé : Une police responsable signifie que la police est responsable devant la loi, comme le sont tous les individus et toutes les institutions de l'État.

Un système efficace de la responsabilisation de la police implique de nombreux acteurs représentant les différentes strates des démocraties modernes, notamment les représentants du gouvernement, le parlement, le pouvoir judiciaire, les acteurs de la société civile tels que les médias et les organes de contrôle indépendants tels que les institutions nationales de défense des droits de l'homme et le médiateur.

Les commandants de la police des Nations unies doivent rendre des comptes à de multiples parties prenantes, comme c'est le cas pour tout dirigeant de police

professionnel. Ils sont responsables devant, et doivent respecter, les normes de conduite des Nations unies, les lois locales, le siège des Nations unies et les autorités du pays hôte, les officiers sous leur commandement et les communautés qu'ils servent.

La police des Nations unies doit respecter les principes d'une police démocratique ; à l'écoute, représentative, responsable, transparente et protectrice des droits de l'homme.

Dans les environnements d'après-conflit, le niveau de confiance dans la police et les autres services chargés de l'application des lois peut être faible. En outre, la population ou certains groupes peuvent avoir été victimes de discrimination ou d'autres formes d'abus de la part de la police. Une démonstration publique et tangible de la mise en œuvre de mécanismes de responsabilisation aidera à surmonter la méfiance de ces groupes et de la population en général à l'égard de la police. Un service de police plus responsable et des mesures de contrôle de meilleure qualité amélioreront la sécurité publique en aidant la police à établir une réputation d'impartialité qui lui permettra de protéger tous les citoyens et de bénéficier de leur coopération.

Diapositive 17

Résumé des messages clés



Il existe trois niveaux d'autorité pour la prise de décision dans le cadre du maintien de la paix des NU : stratégique, opérationnel et tactique. Ces niveaux sont également connus sous le nom de niveaux d'autorité, de commandement et de contrôle (AC2).

Le commandement et le leadership dans un contexte national diffèrent fondamentalement du leadership dans la police des NU.

Les composantes police et militaire des opérations de paix des Nations unies ont des responsabilités, une organisation, une structure de commandement et des tactiques différentes et doivent être séparées.

Le système de responsabilisation fait référence à un système de contrôles et d'équilibres internes et externes visant à garantir que la police exerce ses fonctions selon les standards les plus élevés et qu'elle est tenue pour responsable en cas de manquement.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

17



Insistez sur les points clés de cette leçon. Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont chacun de ces points s'appliquera à leur rôle de policier individuel.

Résumé

- Il existe trois niveaux d'autorité pour la prise de décision dans le cadre du maintien de la paix des Nations unies : stratégique, opérationnel et tactique. Ces niveaux sont également appelés niveaux d'autorité, de commandement et de contrôle (AC2).
- Le commandement et le leadership dans un contexte national diffèrent fondamentalement du leadership dans les services de police de l'ONU.
- Les composantes police et militaire des opérations de paix des Nations unies ont des responsabilités, une organisation, une structure de commandement et des tactiques différentes et doivent être séparées.
- L'obligation de rendre compte fait référence à un système de contrôles internes et externes visant à garantir que la police exerce ses fonctions selon les normes les plus élevées et qu'elle est tenue pour responsable si elle ne le fait pas.

Documents de référence

Vous trouverez ci-dessous des documents qui sont a) référencés dans cette leçon et b) à lire obligatoirement pour les préparations du formateur :

- Politique du DOP (DPO en anglais) /DAO (DOS en anglais) en matière d'autorité, de commandement et de contrôle dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies (2019.23)
- Politique (révisée) du DOMP/DAM sur les unités de police constituées dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies (2016.10)
- Politique du DPA/DOMP/DAM sur la responsabilité en matière de conduite et de discipline dans les missions des Nations unies (2015.10)
- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (2014.01)
- Politique du DOMP/DAM sur le devoir de diligence des Nations unies voulue en matière de droits de l'homme (2013)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur l'administration de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (2016.26)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations unies (2015.15)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur le commandement de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (2015.14)
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement de la police (2015.08)
- DPKO/PD Guidelines for United Nations Police Officers on Assignment with Peacekeeping Operations (DPKO/PD/2006/00135)
- Guide de développement des compétences du Bureau de Gestion des ressources humaines (OHRM) des NU
- Manuel de l'ONUSC sur la responsabilité, le contrôle et l'intégrité.

Leçon 3



Introduction à l'Administration de la Police des NU

Aperçu de la leçon

Objectif

Fournir aux policiers individuels (PI) une vue d'ensemble de la structure générale du pilier administration de la composante police des NU et des tâches principales de ses unités internes, ainsi que du cadre réglementaire en vigueur avec lequel les PI doivent être familiarisés.

Pertinence

Connaître le fonctionnement interne du pilier Administration, ainsi que les politiques, les procédures opérationnelles standard et les manuels qui régissent son travail, permet aux PI de savoir à qui s'adresser pour toute demande et procédure spécifiques.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Expliquer l'approche des trois piliers de la structure de la Police des NU
- Identifier les principales activités liées à la gestion des ressources humaines concernant le personnel de police (PI)
- Illustrer pourquoi un mécanisme de gestion des connaissances et des dossiers est mis en place
- Expliquer le rôle de l'unité chargée de la formation et du développement
- Énumérer les six unités du pilier Administration de la Police des NU

Contenu de la leçon

- Structure interne du pilier Administration de la police
- Gestion des ressources humaines
- Gestion des connaissances et des dossiers
- Formation et perfectionnement
- Logistique de la police
- Normes professionnelles
- Planification et budget
- Hygiène et sécurité, et sécurité au travail

Plan de la leçon

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Organigramme de la Police des NU - Pilier Administration | Diapositives 5-7 |
| Unité chargée de la gestion des ressources humaines | Diapositives 8-15 |
| Connaissances policières et gestion des dossiers/archives | Diapositive 16 |
| Unité chargée de la formation et du perfectionnement de la police | Diapositives 17-20 |
| Unité chargée de la logistique de la police | Diapositive 21 |
| Unité chargée des normes professionnelles de la police | Diapositive 22 |
| Unité chargée de la planification et du budget de la police | Diapositive 23 |
| Unité de l'hygiène et de la sécurité de la Police, de la sécurité au travail et de l'environnement | Diapositive 24 |

La leçon

Durée de l'examen : 45 minutes au total

45 minutes : présentation interactive



Commencer la leçon

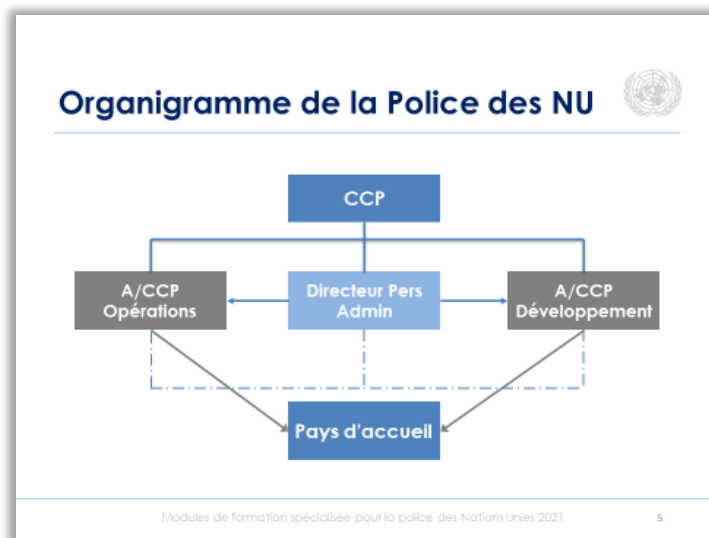
Pour commencer de manière interactive, posez les questions suivantes :

- *Interrogez les participants sur le rôle de l'administration dans une composante police des Nations unies. Pourquoi est-elle nécessaire ? Quel est le lien entre le pilier Administration et les autres piliers de la composante de police ?*
- *Laissez les participants décrire certaines de leurs expériences passées.*
- *Demandez aux participants pourquoi ils pensent que l'administration de la police est importante pour l'accomplissement du mandat de la police des Nations unies.*

Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :

- *Objectif*
- *Pertinence*
- *Objectifs pédagogiques*
- *Contenu de la leçon*

Diapositive 5



Dans une opération de paix, la composante police des Nations unies est organisée selon une structure à trois piliers dirigée par un CCP (chef de la composante police). Le CCP peut déléguer son autorité aux niveaux (piliers) subordonnés appropriés, mais conserve la pleine responsabilité.

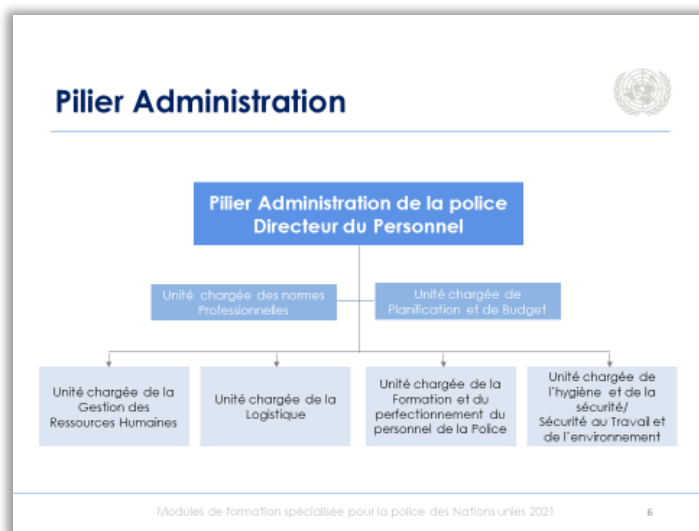
Une composante police chargée à la fois d'opérations et de fonctions de renforcement des capacités et de développement est généralement organisée en trois piliers : opérations, administration et renforcement des capacités et développement.

Les piliers "Opérations" et "Renforcement des capacités et développement" fournissent un soutien direct au pays hôte conformément au mandat de la mission. Le pilier "administration" apporte un soutien aux deux autres piliers afin de faciliter leur travail.

Le CCP, qu'il s'agisse d'un commissaire de police ou d'un conseiller principal en matière de police, est responsable de la mise en œuvre des tâches liées à la police dans le cadre du mandat d'une mission, y compris le contrôle de toutes les tâches opérationnelles et administratives confiées à la composante police.

Le CCP délègue son autorité pour toutes les questions **administratives** au **Directeur du personnel de la police (COS)** et à d'autres cadres du pilier Administration, tout en restant pleinement responsable des actions entreprises dans le cadre de cette délégation d'autorité. Le CCP délègue son autorité pour toutes les questions relatives aux **opérations et au renforcement des capacités** à ses Adjoints (**ACCP**) et aux autres cadres des deux piliers, tout en restant pleinement responsable des actions entreprises dans le cadre de cette délégation d'autorité.

Diapositive 6



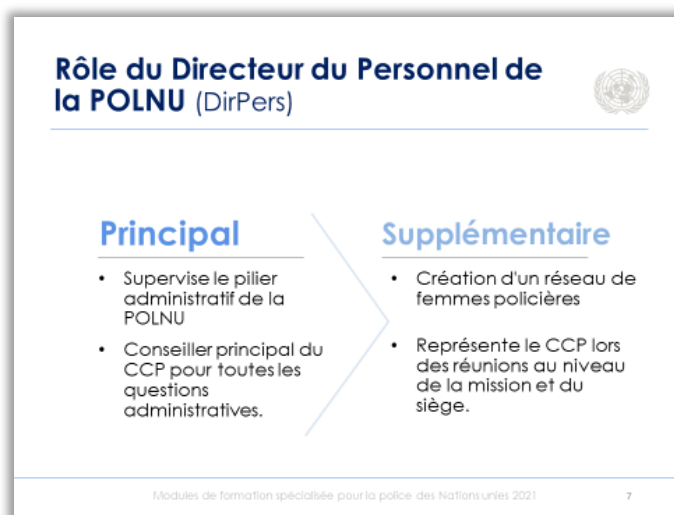
Messages clés :

- Le pilier administratif comprend généralement six unités : Planification et budget ; Normes professionnelles ; Gestion des ressources humaines ; Logistique ; Formation et perfectionnement de la police et, hygiène et sécurité et sécurité au travail.
- Le pilier administratif fournit un soutien aux autres piliers afin de faciliter leur travail.
- Connaître la structure du pilier Administration de la police permet aux policiers individuels de savoir à qui s'adresser pour toute demande et procédure spécifiques.



Laissez les participants étudier l'organigramme du pilier Administration de la police pendant quelques minutes afin d'assimiler les fonctions et les responsabilités qui relèvent de ce pilier.

Diapositive 7



Le Directeur du personnel de la police (DirPers) supervise le pilier Administration de la composante police. Le DirPers est le principal conseiller du CCP pour toutes les questions liées à l'administration et à la gestion de l'ensemble du personnel de la composante police, y compris la gestion et le développement des ressources humaines, le comportement et la discipline, les finances, la planification et le budget, la logistique, les normes professionnelles, la santé et la qualité de vie du personnel, la sécurité, et tout autre aspect pouvant subvenir en fonction du contexte spécifique d'une mission.

Le DirPers apporte un soutien supplémentaire au CCP, qui comprend, mais sans s'y limiter :

- Faciliter la mise en place d'un réseau de femmes policières dans la zone de mission en coordination avec le point focal de la police en charge du genre au sein du secrétariat particulier du CCP ;
- Représenter le CCP lors de réunions au niveau de la mission et du siège, ainsi que lors de visites sur le terrain, en ce qui concerne l'administration, le soutien de la mission, la logistique et la qualité de vie, lorsque cela est nécessaire et autorisé par le CCP ;
- Préparer des orientations supplémentaires (directives, bulletins, règles, instructions ou procédures opérationnelles) pour s'assurer que la composante police respecte les autres politiques et objectifs des Nations unies et de la mission ;
- Veiller à ce que la structure du personnel soit adaptée à la réalisation des activités de soutien (doit régulièrement revoir les besoins en personnel).

Diapositive 8



Avant de montrer la diapositive, demandez aux participants d'expliquer les différents aspects de la gestion des ressources humaines. Trouver des exemples après quelques minutes de brainstorming. Les réponses fourniront des éléments qui permettront de couvrir le contenu suivant.

Message clé : Le pilier « Administration de la police » a une incidence directe sur les policiers individuels et leur permet d'accomplir leur mission sans difficultés.

La gestion des ressources humaines englobe tous les processus internes liés au déploiement du personnel de police vers et dans la zone de la mission, depuis la sélection jusqu'à la fin de la mission ou au rapatriement du personnel de police. Pour faire progresser les activités du mandat, le personnel déployé doit être utilisé au mieux de ses capacités pendant la mission.

Toutes les procédures sont généralement décrites dans les procédures opérationnelles permanentes de la police des Nations unies ainsi que dans les documents propres à la mission, notamment les circulaires d'information publiées par le bureau des ressources humaines de la mission ou le bureau du directeur de l'appui à la mission (DAM, Director or Chief of Mission Support – DMS – en anglais).

Les principaux domaines de la gestion des ressources humaines sont les suivants

- Sélection et intégration
- Arrivée dans la mission
- Sélection interne pour les postes de la composante : déploiements et réaffectations (redéploiements)
- Rotations, tours de service, extensions
- Rapatriements
- Gestion des évaluations et notations

- Questions sociales et de qualité de vie (bien-être)
- Départ de la mission (fin de mission)

L'unité de gestion des ressources humaines de la police (UGRHP, PHRMU en anglais) assure :

- a) La gestion du personnel sur le plan opérationnel**, qui comprend la sélection du personnel, l'identification des compétences requises pour les postes de policiers individuels, les affectations en mission, les déploiements et les rotations, l'évaluation et la notation, la constitution d'un vivier de compétences dans la mission et les questions touchant à la qualité de vie du personnel
- b) La gestion du personnel sur le plan administratif**, notamment les questions portant sur les fiches de présence, les congés, les indemnités et les éventuels litiges

L'unité chargée de la gestion des ressources humaines de la police (UGRHP) facilite l'administration des droits du personnel pour l'ensemble du personnel de la police.

Les droits du policiers individuels sont les suivants :

- Congés annuels accumulés à raison de 2,5 jours par mois de service accompli
- Congés de compensation (CTO en anglais) accumulés à raison de 0,2 jour par jour travaillé dans la mission
- Indemnités payables, y compris l'indemnité de subsistance en mission (ISM) et l'indemnité d'uniforme/de vêtements
- Prise en charge des frais médicaux (y compris l'hospitalisation et les évacuations d'urgence) en cas de maladie ou de blessure imputable à des conditions et à des risques liés au service dans la zone d'affectation.
- Indemnisation en cas de blessure ou de maladie entraînant une perte fonctionnelle permanente ou une invalidité lorsqu'elle est imputable à l'exercice de fonctions officielles.

Diapositive 9



La plus grande force de l'ONU est son personnel. Il est donc essentiel de veiller à ce que les policiers individuels (PI et ceux qui occupent des postes « professionnels ») appropriés soient sélectionnés pour rejoindre la composante police de la mission.

Les compétences clés requises et les profils professionnels souhaités reflètent les besoins spécifiques de la mission et sont diffusés aux États membres et téléchargeables sur le site internet de la division police. Les avis de vacances clairs établissent les normes pour les pays contributeurs de police (PCC) afin de s'assurer que le personnel désigné sait ce que l'on attend de lui. Ces exigences aident les PCC à proposer des candidats qui répondent aux critères de sélection, ce qui permet à la division police de disposer d'un large éventail de candidats parmi lesquels seront sélectionnés les policiers possédant les compétences les mieux adaptées.

Les composantes police demandent généralement des candidats possédant les compétences et les profils suivants pour garantir la réalisation du mandat :

- Profils orientés vers les opérations, avec une expérience en matière d'arrestations et d'enquêtes, d'analyse criminelle, etc.
- Profils axés sur le développement, y compris des formateurs, des spécialistes de la réforme et des profils axés sur la gestion pour les missions ayant un mandat de renforcement des capacités

Les composantes police peuvent également identifier et demander des compétences très particulières, par exemple une expérience en matière de gestion des frontières, de mines, des faits de violences sexuelles, etc. si les exigences spécifiques du pays le justifient.

Diapositive 10



Les processus d'enregistrement à l'arrivée en mission servent à intégrer le personnel de police dans le système administratif de la mission. Les processus de fin de mission permettent de s'assurer que toutes les questions en suspens concernant le personnel de police sont résolues avant que le personnel ne quitte la zone de la mission.

La procédure d'arrivée (check-in en anglais) en mission sert à intégrer le personnel de police dans le système administratif de la mission :

- Inscription à la formation initiale (arrivée)
- Délivrance des cartes d'identité de la mission
- Réception de l'équipement nécessaire à la mission (radios, ordinateurs portables)
- Examen de conduite et délivrance du permis de conduire
- Inscription au système de paie pour permettre la gestion de tous les droits du personnel (congrés, congés compensatoires, paiements)

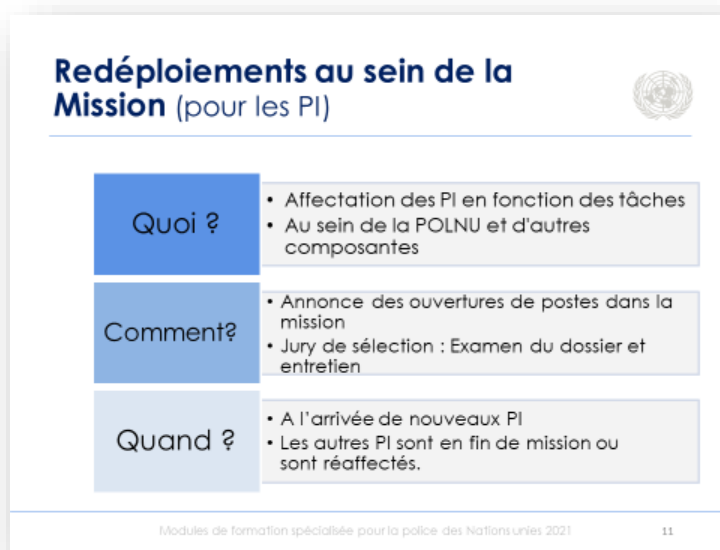
Les procédures d'enregistrement peuvent être menées au sein de la mission ou dans un centre d'appui régional. Outre la procédure décrite ci-dessus, le DirPers de la police doit veiller à ce que tous les nouveaux agents reçoivent les informations dont ils ont besoin dès le début de leur déploiement.

La procédure de départ (fin de mission, check-out en anglais) comprend les points suivants :

- Évaluations et notations dûment complétées par les supérieurs hiérarchiques

- Feuilles de présence remises à la section des finances ou à la section des ressources humaines de la mission
- Réalisation des dispositions nécessaires liées à des enquêtes en cours, que ce soit en qualité de sujet ou de témoin
- Restitution des équipements fournis
- Règlement des frais personnels restant dus (par exemple, frais de téléphone, kilomètres parcourus dans le cadre du « prêt liberté », etc.)

Diapositive 11



Les affectations sur un poste à l'arrivée en mission et en cours de mission sont des aspects essentiels de la gestion de la composante police, car ils garantissent que les PI sont affectés à des rôles/tâches appropriés au sein de la composante (et dans l'ensemble de la zone de mission) et dans d'autres composantes de la mission.

À l'issue de la formation initiale (arrivée) et de toutes les procédures administratives, tous les policiers individuels nouvellement arrivés doivent être affectés à des postes appropriés au sein de la composante ou d'autres sections de la mission où une liaison étroite est nécessaire, notamment :

- Service de soutien à la mission (ex JLOC)
- Centre d'opérations conjoint (COC, JOC en anglais)
- Centre d'analyse conjoint de la mission (CACM, JMAC en anglais)
- Centre intégré de formation aux missions (CIFM, IMTC en anglais)
- Unité des équipements appartenant au contingent (EAC, COE en anglais)

- Unité de réforme du secteur de la sécurité (RSS, SSR en anglais), si le mandat le prévoit.

L'affectation initiale des PI est effectuée par un panel de sélection/déploiement composé de représentants de tous les piliers. Les affectations sont basées sur une étude des profils professionnels des agents, suivie d'entretiens individuels avec les candidats sélectionnés. Les affectations sont finalement approuvées par le CCP. Dans les cas où l'annonce d'un poste ne donne pas lieu à des candidatures correspondantes au profil du poste, le DirPers de la police peut affecter directement un policier sur le poste vacant. L'affectation initiale et la sélection ultérieure des PI pour les postes vacants se feront en fonction de leur formation, de leur expérience et des exigences de la mission et des descriptions de poste, en tenant compte de toute compétence particulière, de la diversité nationale et de l'équilibre entre les hommes et les femmes.

Les affectations des PI dans la zone de mission se font sur la base du plan de déploiement de la Police des NU. En règle générale, un PI ne peut pas demander sa réaffectation dans les 90 jours qui suivent son déploiement initial dans la mission. Les candidats qui souhaitent être réaffectés à un nouveau poste dans la zone de mission doivent passer par la procédure d'ouverture de poste et de sélection pour tout autre poste interne.

Le cas échéant, le DirPers de la police et le chef de l'unité chargée de la gestion des ressources humaines de la police identifieront et désigneront également les membres du personnel de police « profilé » pour représenter la composante dans les équipes spéciales ou groupes de travail constitués pour l'ensemble de la mission. Il peut s'agir, par exemple, d'équipes d'intervention chargées de recueillir et de préserver les preuves en cas d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels.

Diapositive 12

Rotations, Tours de Service, Extensions



Planification anticipée pour minimiser les carences d'effectifs grâce à un plan d'extension/rotation.

PI : 1 an de tour de service (TdS) ; éventuellement jusqu'à 2 ans

(Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021) 12

Afin d'éviter des carences d'effectifs (PI) en fin de périodes de service, la division police au siège de l'ONU tient à jour un plan d'extension/rotation concernant tous les PI et les UPCs par le biais d'une base de données en ligne appelée Field Support Suite (FSS). La Division police prend contact avec les États membres concernés suffisamment à l'avance pour s'assurer qu'ils peuvent identifier et désigner des personnels susceptibles de remplacer ceux qui terminent leur mission. Il est essentiel d'éviter des (longues) carences en matière de personnel, même si le nombre de PI sortants et entrants ne s'aligne pas toujours parfaitement.



Le tour de service (TDS, ToD en anglais) pour les PI est d'un an. Il peut être prolongé d'une année supplémentaire sous réserve que certains critères soient remplis, par exemple après validation disciplinaire et médicale, l'évaluation et la notation avec une appréciation minimale de « entièrement satisfaisant » et l'accord du pays contributeur. Les facteurs pris en compte dans l'examen des demandes d'extension comprennent les exigences liées à la poursuite du service et l'évaluation globale des performances.

Les demandes d'extension doivent être initiées par les supérieurs hiérarchiques via la chaîne de commandement au moins quatre mois avant la fin de la mission du PI. Les pays contributeurs sont tenus d'y répondre au plus tard un mois avant la fin de la mission du PI.

Les demandes exceptionnelles de prolongation de service au-delà de deux ans sont examinées attentivement et approuvées par le conseiller police au siège des NU. Les agents dont les performances sont jugées « insatisfaisantes » ne peuvent pas bénéficier d'une extension.

Diapositive 13

Rapatriements



- Échec à l'évaluation de l'aptitude à l'affectation en mission (AMS) ou du test de conduite effectué au sein de la mission
- Motifs disciplinaires
- Motifs personnels invoqués par l'agent, par exemple, maladie grave, funérailles.
- Raisons médicales
- Décès ou blessures en service
- Raisons personnelles
- À la demande de l'État membre

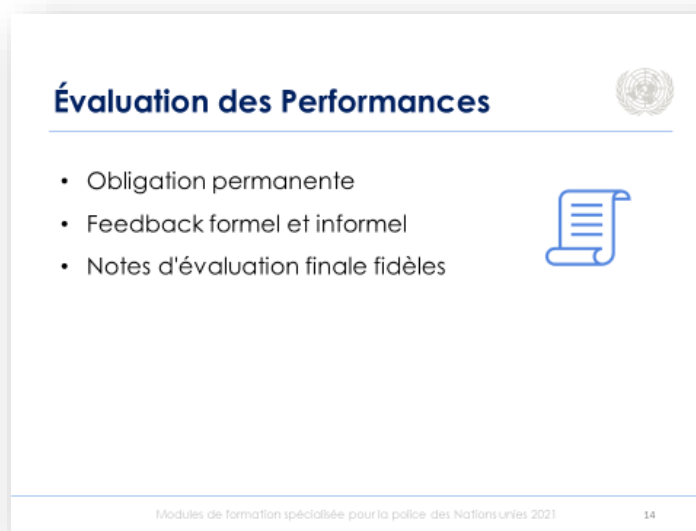
Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

13

Les agents peuvent être rapatriés dans leur pays d'origine avant la fin de leur mandat dans les circonstances suivantes :

- Manquement aux exigences minimales de la mission, tel qu'établi par l'évaluation de l'aptitude à l'affectation en mission effectuée en cours de mission (AMS en anglais) ou par le test de conduite, sauf décision contraire du CCP qui peut approuver l'affectation du PI à un autre poste n'exigeant pas de telles compétences).
- Motifs disciplinaires (comportement et discipline ou/et exploitation et abus sexuels)
- Raisons personnelles invoquées par l'agent, par exemple en cas de maladie ou d'accident grave d'un membre de sa famille proche, ou pour assister à ses funérailles
- Raisons médicales
- Décès ou blessures en service
- Demande officielle d'un agent alléguant de raisons personnelles
- À la demande d'un État membre soumise par l'intermédiaire du commandant du contingent ou de la Division police

Diapositive 14



Évaluation des Performances

- Obligation permanente
- Feedback formel et informel
- Notes d'évaluation finale fidèles

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 14



Demandez aux participants de discuter de l'importance des évaluations des performances dans leurs fonctions antérieures. Faites appel à des participants expérimentés qui ont déjà servi dans des opérations de paix pour expliquer comment le système d'évaluation a été mis en œuvre dans leurs missions. Concentrez-vous sur l'identification des principaux défis et des bonnes pratiques.

Lors du premier déploiement de policiers au sein d'une composante, tous les responsables hiérarchiques doivent remettre à leurs subordonnés leurs dossiers d'information contenant la description des tâches et autres documents pertinents, et s'assurer qu'ils comprennent, ce que l'on attend d'eux sur le plan professionnel dans leurs nouvelles fonctions. Le processus d'évaluation est une obligation permanente qui s'applique pendant toute la durée du tour de service d'un policier des NU. Les responsables de la police doivent donner à leurs subordonnés un feedback informel (positif et négatif) tout au long de leur période de service.

Les évaluations à mi-parcours permettent aux subordonnés d'obtenir un feedback sur leurs performances au cours des six mois précédents et d'identifier les points faibles qui appellent des améliorations. En cas de performances insuffisantes, les supérieurs hiérarchiques et leurs subordonnés doivent élaborer un plan de mise à niveau assorti d'objectifs fixés d'un commun accord, au regard desquels l'agent sera évalué à la fin de sa période de service.

Les hauts responsables de la police doivent évaluer les performances de leurs subordonnés par rapport aux valeurs fondamentales de l'ONU (intégrité,

professionnalisme et respect de la diversité), aux compétences de base (communication, travail d'équipe, planification et organisation, responsabilité, orientation client, créativité, connaissance des technologies et engagement en faveur de l'apprentissage continu) et, le cas échéant, aux compétences managériales (leadership, vision, valorisation des autres, bâtir des relations de confiance, gestion des performances et jugement/prise de décision) et aux compétences spécifiques en fonction du poste.

Les supérieurs hiérarchiques doivent mener à bien le processus d'évaluation de leurs subordonnés avant la fin de leur période de service, au cours de laquelle ils notent les performances globales de leurs subordonnés tout au long de leur période de service.



Demandez aux participants de réfléchir à des activités simples qui peuvent contribuer à renforcer la qualité de vie du personnel. Faites appel aux participants qui ont servi dans des missions de maintien de la paix pour discuter des activités proposées dans leurs anciennes missions.

Diapositive 15

Qualité de vie du Personnel



- Maintien du moral du personnel
- Activités axées sur le bien-être
 - Salles de sport/cours de sport
 - Activités sociales
 - Voyages de bien-être lors des week-ends
 - Vols des NU vers des destinations R&R (repos et récupération)
- Point focal de la police pour la qualité de vie



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

15

Compte tenu des conditions de travail difficiles dans la plupart des missions, il est primordial d'assurer le bien-être physique et mental du personnel de la police des Nations unies par le biais d'activités de bien-être et de loisirs. Il existe de nombreuses façons d'assurer un niveau minimum de services qui contribuent à maintenir le moral et la qualité de vie du personnel :

- Un accès à internet qui permettent de communiquer par le biais de messages électroniques et par des appels vidéo avec les familles
- Des salles de sport pour le personnel
- Cours périodiques, par exemple yoga, tennis, en fonction des disponibilités
- Organisation d'activités sociales, par exemple par le comité de bien-être et de loisirs de la mission (Welfare and Recreation Committee – WReCs – en anglais) ou par le réseau des femmes policières, etc.
- Week-end de détente
- Utilisation des vols des NU vers des destinations autorisées de repos et de récupération (R&R) pour les congés et les pauses de congés de compensation
- Tournois sportifs périodiques (par exemple badminton, football, etc.)

Les composantes police doivent disposer d'un coordonnateur pour la qualité de vie de la police afin de représenter la composante police au niveau du comité chargé des questions de qualité de vie et des loisirs de la mission (WReCs).

Diapositive 16

Gestion des Connaissances et des Dossiers de la Police des NU



- Gestion des connaissances afin de préserver les connaissances institutionnelles, les meilleures pratiques et les enseignements tirés des expériences de la composante police.
- Gestion des dossiers et archives pour préserver les données factuelles sur les opérations, la structure organisationnelle, les politiques ou les procédures
- Normes de sécurité de l'information pour le traitement des informations sensibles



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

16



Demandez aux participants pourquoi ils pensent que la gestion des connaissances et des dossiers est importante dans une opération de paix. Les réponses possibles devraient viser à "éviter de réinventer la roue", à "recueillir les meilleures pratiques et les enseignements tirés" et à "préserver la mémoire institutionnelle pour l'avenir".

Chaque individu conserve une réserve de connaissances, mais l'expérience et l'apprentissage combinés de ces individus peuvent devenir partie intégrante de l'organisation dans son ensemble. La préservation de ces connaissances organisationnelles permet à ces enseignements tirés et aux meilleures pratiques de s'intégrer dans la culture, garantissant que les connaissances et les processus qu'elles sous-tendent se poursuivent même après le départ des individus. La connaissance organisationnelle est une ressource précieuse, peut-être même la ressource la plus importante qu'une organisation puisse posséder. La gestion stratégique de ces connaissances (ou « capital intellectuel ») est donc de la plus haute importance pour toute organisation. Au sein de la composante police, le pilier Administration/unité de gestion des ressources humaines de la police est responsable de la gestion des connaissances et des dossiers.

Gestion des connaissances : Les informations concernant les activités de la composante police sont progressivement collectées, partagées, analysées et diffusées au sein de la composante afin de développer les connaissances institutionnelles de la composante, en particulier les meilleures pratiques et les enseignements tirés.

Un responsable de la politique et des meilleures pratiques de la police (Police Policy and Best Practices Officer – PBPO) travaille avec l'unité d'évaluation interne (IEU en anglais)

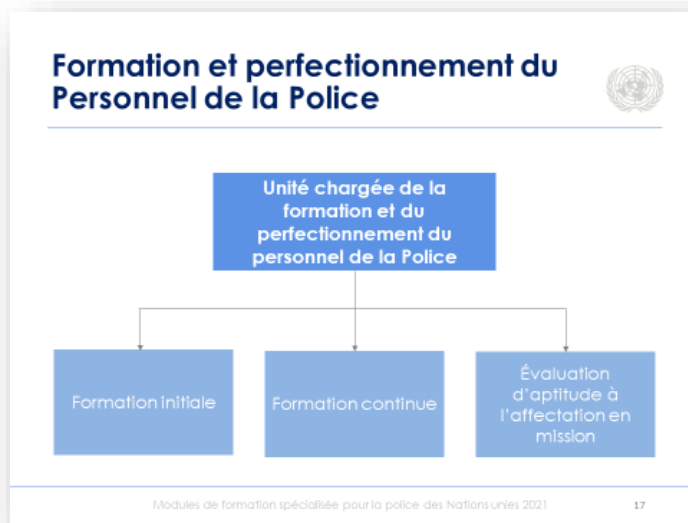
de la composante police et l'unité de la politique et des meilleures pratiques de la mission afin d'utiliser les outils de partage des connaissances disponibles et de diffuser les meilleures pratiques et les enseignements tirés d'autres missions. Cette pratique permet d'éviter les doubles emplois inutiles.

Gestion des dossiers : Les dossiers constituent une ressource très précieuse pour l'organisation des NU. Elles fournissent des données factuelles sur les opérations, la structure organisationnelle, les politiques et les procédures. Elles constituent la base de la mémoire institutionnelle et permettent à l'organisation de fournir des services de manière cohérente et durable. La gestion des archives est fortement réglementée par le secrétariat des Nations unies et régie par des politiques obligatoires.

Les responsables hiérarchiques à tous les niveaux sont responsables de la gestion des archives de police créés et conservés dans leur domaine de responsabilité.

Sécurité de l'information : Tous les membres du personnel de police doivent être familiarisés avec le contenu et les normes énoncées dans la **circulaire du Secrétaire général sur la classification et le maniement des informations sensibles ou confidentielles (ST/SGB/2007/6)**. Tous les documents et dossiers des composantes police contenant des informations sensibles doivent être classés, étiquetés, conservés et exploités conformément aux normes de l'ONU.

Diapositive 17




L'unité chargée de la formation et du perfectionnement de la police (F&P) est structurée comme suit :


- Dans les missions dotées d'un effectif de police important, l'unité en charge de la formation initiale (induction) des personnels de police est physiquement intégrée au centre intégré de formation des personnels aux missions (CIFM). Dans ce cas, le chef de l'unité F&P a une double ligne hiérarchique avec le chef du CIFM et le CCP.
- Dans les missions où la présence policière est moins importante, le CCP peut nommer un PI comme point de contact avec le CIFM pour qu'il s'acquitte des fonctions susmentionnées en plus de ses tâches habituelles.

Diapositive 18

Formation Initiale



- "Passerelle vers la mission"
- Tous les nouveaux policiers de la POLNU doivent suivre une formation initiale qui couvre :
 - Mission et mandat des NU
 - Principales politiques des NU
 - Santé, sûreté et sécurité dans la mission
- Dispensée par la Cellule de Formation Intégrée de la Mission (IMTC) et/ou l'Unité chargée de la formation et du perfectionnement de la police



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

18

L'accès à la mission passe par la formation initiale. Elle doit servir à motiver les policiers et leur permettre d'exécuter leur mandat en faisant preuve d'intégrité, en agissant avec professionnalisme et en respectant la diversité.

L'unité chargée de la formation et du perfectionnement de la police organise des sessions de formation initiale sur les activités de la composante police dans le cadre de la formation initiale intégrée de la mission organisée par le Centre de formation intégrée à la mission (CFIM). Ces sessions de formation sont obligatoires pour tous les policiers des NU et couvrent, par exemple, les questions relatives au personnel et à l'administration, la structure et le cadre opérationnel de la composante police, les rôles de la police dans la zone de mission et les exigences en matière d'établissement de comptes-rendus. Le contenu de la formation initiale est régulièrement mis à jour pour refléter le mandat de la mission et les directives pertinentes des Nations unies.

L'unité F&P de la police est chargée de veiller à ce que tous les nouveaux membres du personnel de police suivent une formation initiale à la mission, afin que tous les membres du personnel de police comprennent :

- La mission et son mandat,
- L'histoire, la culture, les normes sociales, les rôles traditionnellement dévolus aux hommes et aux femmes et le système juridique de la zone de mission,
- Le fonctionnement d'une mission sur le terrain et les politiques des Nations unies à suivre impérativement concernant, entre autres, les rôles et responsabilités en matière de droits de l'homme, la politique de diligence voulue en matière de


droits de l'homme des Nations unies, les normes de conduite (déontologie), l'exploitation et les abus sexuels, la sensibilisation aux questions d'environnement,

- Les questions liées à la santé, à la sûreté et aux problèmes de sécurité spécifiques à la zone de mission.


L'unité F&P de la police doit veiller à ce que tous les policiers soient formés lors de leur intégration, qu'ils reçoivent des copies des principaux documents de politique des Nations unies en anglais ou en français et qu'ils indiquent les avoir reçus et compris en signant un formulaire qui sera conservé au secrétariat du Chef de la composante police

Diapositive 19

Formation Continue



- Renforce l'expertise ou augmente le nombre de PI aux compétences ou capacités spécifiques
- Proposée et/ou organisée par l'Unité F&D de la Police
- Formation de formateurs, sujets relatifs au SMC (MMA), au RCD (CBD) et à la police orientée vers la communauté, autres sujets importants (par exemple, la protection de l'enfance).
- La formation est spécifique au contexte local pour une efficacité et un impact maximums



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

19

Bien que les PI soient sélectionnés pour le service sur la base de leurs compétences, la formation continue (en cours de mission) les renforce ou, le cas échéant, permet d'augmenter le nombre de PI disposant de compétences ou d'aptitudes spécifiques.


L'unité F&P de la police élabore le plan de développement des compétences de la composante, en consultation avec les chefs de pilier, le coordinateur des UPCs et l'unité de planification, qui sont chargés d'identifier les besoins en formation spécialisée du personnel au sein de leurs chaînes de commandement respectives.

L'unité F&P est chargée de dispenser et/ou d'organiser la formation complémentaire pour les PI, en collaboration avec le CFIM, par le biais d'ateliers réguliers tels que des formations axées sur la méthodologie de la formation (cours de formation des formateurs), ainsi que sur des sujets concernant le suivi, le mentorat et le conseil, le renforcement des capacités et la police axée sur la communauté, etc. La formation peut également porter sur des sujets de fond tels que les enquêtes, les violences sexuelles et sexistes, l'intégration de la dimension genre, la protection des enfants ou la protection des civils.

Lorsque cela est jugé utile à la mission, des éléments clés de la Police des NU peuvent être sélectionnés pour participer à des formations qui se déroulent en dehors de la zone de mission. Tous les policiers participant à une formation en dehors de la zone de mission doivent encore avoir au moins six mois de service à accomplir dans la mission.

Diapositive 20

Évaluation de l'Aptitude à l'Affectation en Mission (EAAM/AMS)



- L'unité F&D de la police est responsable de la conduite de l'EAAM dans la zone de mission.
- L'EEAM comprend :
 - Langue
 - Conduite
 - Compétences en matière de tir
 - Compétences informatiques
 - Compétences spécifiques à la mission
 - Connaissance des principes et standards des Nations unies

Les PI qui ne réussissent pas l'évaluation de l'aptitude à l'affectation en mission seront rapatriés.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

20

L'unité F&P de la police est également chargée de procéder à l'évaluation de l'aptitude à l'affectation en mission (EAM) dans la zone de mission pour les PI qui n'ont pas encore fait l'objet d'une telle évaluation avant le déploiement, soit parce qu'ils ont bénéficié d'une autorisation d'absence exceptionnelle, soit parce que, tout en étant déjà dans la zone de la mission des NU, ils changent de commandement. L'EAM porte sur les compétences linguistiques, les aptitudes à la conduite, au maniement des armes à feu et au tir, les compétences informatiques, la connaissance des principes et des normes des Nations unies, les valeurs fondamentales et les compétences spécifiques à la mission.

Les PI doivent être évalués par des instructeurs formés à l'EAM. Ils doivent être certifiés dans la semaine qui suit leur arrivée dans la zone de mission ou après leur réaffectation au sein de la mission des NU. Les PI qui ne réussissent pas l'EAM en cours de mission sont rapatriés aux frais du pays contributeur.

De plus amples informations sur l'EAM sont disponibles dans les procédures opérationnelles permanentes respectives à l'adresse suivante : https://police.un.org/sites/default/files/sop_2019.pdf.

Diapositive 21



L'unité logistique de la police joue un rôle de soutien important au sein de la composante police en identifiant les besoins logistiques de la composante et en répartissant les équipements entre tous les membres du personnel de police (par exemple, les équipements reçus par les PI lors de leur intégration à la mission).

L'unité logistique de la police (ULP) est composée de PI et d'un policier installé au centre des opérations logistiques conjointes (ex-JLOC) de la mission (service d'appui à la mission).

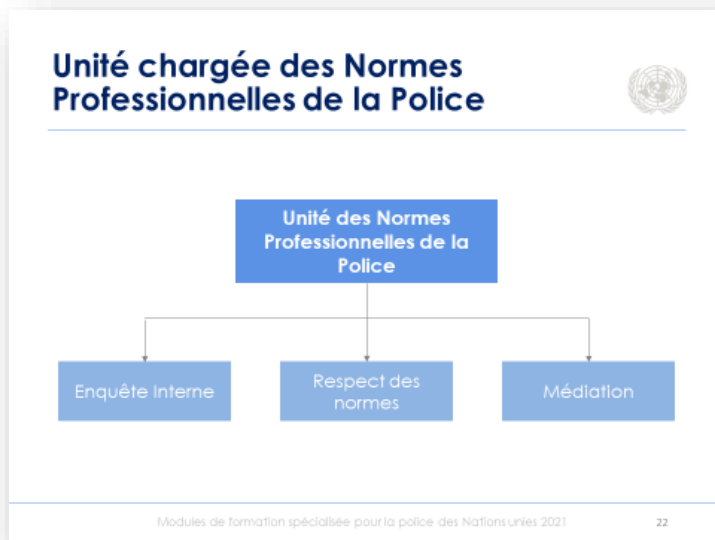
L'ULP est responsable de :

- Identifier les besoins de la police, en consultation avec les chefs des autres piliers de la composante police
- Élaborer un plan annuel de soutien logistique pour la composante police, en tenant compte des plans stratégiques des autres piliers de la composante, tels que le plan de déploiement et le cadre de budgétisation basée sur les résultats (BBR, RBB en anglais)
- Coordonner avec le service d'appui à la mission la sécurisation des équipements et infrastructures clés nécessaires aux besoins opérationnels, qu'ils soient à usage individuel, commun ou partagé (y compris les communications (ordinateurs et radios en particulier), les véhicules/flottes, les photocopieurs, les climatiseurs, les groupes électrogènes, etc.)
- Attribuer les équipements à la Police des NU sur la base des ratios préétablis figurant dans le **manuel 2005 du DOMP sur les ratios de coûts standard**, avec des variations pour tenir compte des priorités et des réalités de la mission

- Assurer la traçabilité et garantir la responsabilité du matériel appartenant aux Nations unies (UNOE) affecté au personnel de police, et veiller à ce que le personnel comprenne et respecte les procédures de gestion des biens de la mission.

Le plan logistique définit les besoins logistiques de la composante police des NU à court et moyen termes (sur une base annuelle) et met en place des politiques et des processus qui permettront à la composante police de rester performante et capable d'accomplir les tâches qui lui ont été confiées. Ce plan est lié au plan de déploiement et doit couvrir les domaines suivants : services informatiques, flotte de véhicules, ingénierie, transport aérien, approvisionnement et autres domaines susceptibles d'affecter l'opérabilité de la composante police des NU.

Diapositive 22



Rappelez aux participants la leçon 3.3 des MBFP (CPTM) « conduite et discipline ». Ils doivent rappeler les sources du code de conduite (déontologie) pour le personnel de maintien de la paix (Charte des Nations unies, droit international des droits de l'homme, droit humanitaire, lois locales), les conséquences d'une mauvaise conduite pour la mission et le personnel et le devoir de signaler toute mauvaise conduite. Liez cette discussion à la présentation de l'Unité des normes professionnelles de la police.

L'unité des normes professionnelles à l'usage de la police (UNPP, PPSU en anglais) veille à ce que la composante police respecte les orientations et les directives des Nations unies, des missions spécifiques et du CCP en matière de normes professionnelles et de respect des normes de conduite des Nations unies. L'unité veille à ce que l'ensemble du personnel de police soit informé de son devoir de signaler tout soupçon de mauvaise conduite et sensibilise la composante et l'ensemble de la communauté sur les moyens disponibles pour déposer plainte et rapporter des allégations concernant le personnel de police.

En outre, les normes professionnelles internes à l'ONU peuvent également affecter les efforts de réforme de la police dans le cadre des tâches mandatées. L'élaboration de normes professionnelles par la police du pays hôte, en tant que partie intégrante des progrès réalisés en matière de réforme de la police, contribuera à renforcer la responsabilité et la légitimité de la police.

L'Unité des normes professionnelles de la police a également d'autres responsabilités importantes :

- Élaboration de modules de formation sur les procédures disciplinaires et la prévention des fautes professionnelles à l'intention de la composante police
- Analyse de l'efficacité de la composante en matière de prévention, d'identification et de réponse aux actes de mauvaise conduite
- Élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation de mécanismes visant à renforcer l'obligation de rendre compte des fautes commises par la Police des NU
- Assurer la coordination avec les responsables disciplinaires de la division police afin de garantir la cohérence et l'homogénéité lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, stratégies, procédures et lignes directrices relatives aux fautes commises par le personnel

Les policiers affectés à l'unité d'enquête interne de la police (UEIP, PIU en anglais) sont normalement autorisés par le commissaire de police à interroger toute personne, à saisir des documents et à demander des rapports et des explications à tout policier des NU (à l'exception du commissaire de police), dans le cadre d'une enquête en cours, indépendamment de leur position et du rang des auteurs présumés de l'infraction dans leur pays d'origine.

Diapositive 23



L'unité de planification et du budget de la police est chargée d'élaborer la planification de la composante et de veiller à ce que les plans de la composante s'intègrent dans le plan global de mise en œuvre de la mission, en étroite collaboration avec les chefs de tous les piliers et, lorsqu'il s'agit des UPCs, avec le coordinateur des UPCs.

Les domaines suivants seront couverts, entre autres, par l'unité « Planification et budget » :

Plan de déploiement

Le plan de déploiement donne un aperçu détaillé du calendrier envisagé pour le déploiement par étapes de l'ensemble du personnel de la police qui doit permettre d'asseoir progressivement la présence de la Police des Nations unies dans le siège d'une composante et dans la région pour soutenir les autorités nationales. Ce plan doit également servir l'objectif de la mission, qui est de doter les institutions nationales garantes de l'état de droit de capacités opérationnelles et de les renforcer en faisant en sorte que les forces de sécurité de l'État hôte accueillent dans leurs locaux, sur tout le territoire, des policiers hors unités constituées pour y jouer le rôle de conseillers sur les questions de police.

Contribution au cadre de budgétisation basée sur les résultats de la mission (BBR, RBB en anglais)

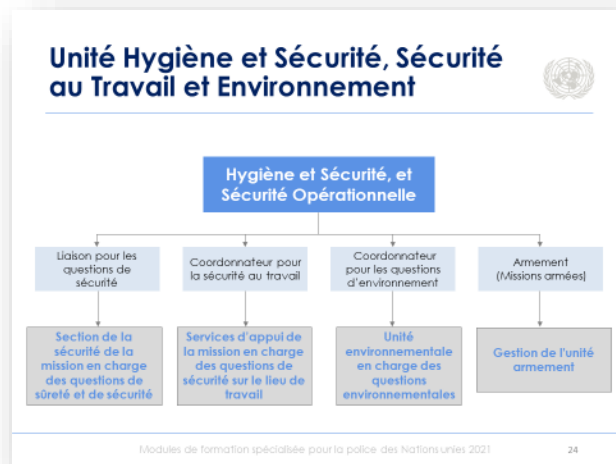
Le BBR de la mission a un double objectif : il s'agit à la fois d'un document financier présentant les grandes lignes du futur projet de budget de la mission et d'un outil de planification stratégique qui met en avant les objectifs concrets, les résultats escomptés et les indicateurs de réussite. Lors de l'élaboration des plans, l'unité de planification et de budgétisation doit veiller à ce que les besoins de financement de la composante police

soient communiqués à la section budget de la mission afin que les crédits soient dûment affectés pour l'atteinte des objectifs propres à la composante (par exemple, pour la formation du personnel de police).

Planification des activités de transition et/ou de la liquidation

Bien avant qu'il ne soit décidé soit de passer à une autre configuration, soit de procéder au retrait de la mission, l'unité de planification et de budget, sous la direction de la division police et en collaboration avec tous les chefs de pilier, doit élaborer un plan de transition pour la composante police.

Diapositive 24



Tous les membres du personnel des Nations unies sont responsables de leur propre sécurité et doivent se conformer aux politiques et procédures de sécurité de l'Organisation et de la mission, telles qu'elles sont détaillées dans le manuel de sécurité des Nations unies sur le terrain (UN Field Security Handbook en anglais).


Un officier de liaison pour les questions de sécurité, le coordonnateur pour l'Hygiène et la sécurité au travail de la police et le coordonnateur pour les questions d'environnement assurent la liaison avec des unités de mission plus larges (par exemple, la section de sécurité de la mission, les services d'appui de la mission et l'unité environnementale, respectivement).

Le personnel de la police doit :

- Se conformer aux normes minimales de sécurité opérationnelle (NMSO, MOSS en anglais) de la mission (relatives à la sécurité sur le lieu de travail et portant sur des questions telles que les véhicules, les contrôles radio, l'entretien des radios VHF/UHF des véhicules, les trousse de premiers secours, l'équipement des véhicules, etc.) ainsi qu'aux mesures de sécurité applicables au domicile (RSM) concernant l'hébergement en toute sécurité dans une zone sous surveillance.
- Recevoir les autorisations de sécurité obligatoires avant d'entreprendre tout voyage officiel en formulant une demande écrite ou en utilisant le programme d'identification des voyages, TRIP « Travel Request Information Process » en anglais (à l'adresse trip.dss.un.org/).
- Se tenir au courant des politiques relatives à la sécurité de la conservation et du port des armes, ainsi que de l'obligation mettre les armes en sécurité dès l'entrée dans les locaux de la mission.
- Respecter les pratiques et procédures de travail sûres lors de la manipulation de machines et d'équipements.

Résumé

Diapositive 25


Résumé des Messages Clés 

Le pilier administration fournit un soutien aux autres piliers afin de faciliter leur travail.

Le pilier Administration de la police concerne directement les PI et leur permet de mener à bien leur mission.

Le pilier Administration comprend généralement six unités : Planification et budget, normes professionnelles, Gestion des ressources humaines, Logistique, Formation et Perfectionnement de la Police (L&P) et Hygiène et Sécurité, et Sécurité au Travail.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

Résumé des messages clés 

La gestion des ressources humaines de la police englobe tous les processus internes liés au déploiement du personnel de police. Le pilier Administration de la police a une incidence directe sur les PI et leur permet de mener à bien leur mission.

Connaître la structure du pilier « Administration de la police » permet aux PI de savoir à qui s'adresser en cas de demandes et procédures spécifiques.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021



Insistez sur les points clés de cette leçon en utilisant les notes ci-dessous. Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont chacun de ces points s'appliquera à leur rôle de PI.

- **Une composante police des Nations unies est généralement organisée en trois piliers** : Opérations, Administration et Renforcement des capacités et développement. Le pilier Administration fournit un soutien aux deux autres piliers afin de faciliter leur travail.
- **Le pilier Administration comprend de manière générale six unités** : Planification et budget ; Normes professionnelles ; Gestion des ressources humaines ; Logistique ;

Formation et perfectionnement de la police (F&P) et hygiène et sécurité et sécurité au travail.

- **La gestion des ressources humaines de la police englobe tous les processus internes liés au déploiement du personnel de police** vers et dans la zone de mission, depuis la sélection jusqu'à la fin de mission ou le rapatriement du personnel de police. Elle affecte directement les PI et leur permet de démarrer leur mission et leur tour de service sans difficultés.
- **Connaître la structure du pilier "Administration" de la police permet aux PI de savoir à qui s'adresser pour toute demande et procédure spécifiques.**
- Lors de leur déploiement dans la mission, les PI se familiariseront avec les différents éléments du pilier "Administration", se soumettront aux procédures d'arrivée (check-in) et suivront une formation initiale (induction).

Documents de référence

Vous trouverez ci-dessous des documents dont la lecture est indispensable à la préparation des formateurs :

- Lignes directrices du DOMP/DAM sur l'administration de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (2016.26)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations unies (2015.15)
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement de la police (2015.08)
- 2006 DOMP/PD Directive pour les chefs des composantes police des OMP
- Circulaire du Secrétaire général sur le caractère sensible, la classification et le maniement de l'information (ST/SGB/2007/6)

Leçon 4

Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme



Aperçu de la leçon

Objectif

Familiariser les policiers des NU avec les responsabilités et les perspectives qui découlent de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH des NU – UN HRDDP en anglais) dans le cadre de l'appui des Nations Unies aux forces de sécurité non onusiennes

Pertinence

La PDVDH des Nations Unies est une politique contraignante établie par le Secrétaire général et approuvée à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'ONU doit préserver sa réputation et ne doit pas devenir moralement ou légalement complice de graves violations des droits de l'homme.

Les Nations Unies utilisent leur soutien en matière de sécurité comme levier pour obtenir des changements positifs.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Illustrer les responsabilités en matière de diligence voulue qui incombent à la police des NU lorsqu'elle fournit un soutien
- Énumérer les principaux éléments de l'évaluation des risques de la PDVDH
- Décrire les mesures d'atténuation possibles pour prévenir les violations des droits de l'homme associées aux opérations conjointes ou au soutien opérationnel
- Expliquer comment la PDVDH peut servir de levier pour faire avancer l'agenda de la police des Nations Unies

Contenu de la leçon

- Principes de base de la PDVDH
- Champ d'application
- Évaluation des risques
- Mesures d'atténuation
- Surveillance du respect des règles et intervention
- Modalités de la mission pour la mise en œuvre de la PDVDH

Plan de la leçon

| | |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|
| Principes de base de la PDVDH | Diapositives 5-6 |
| Champ d'application | Diapositives 7-10 |
| Évaluation des risques | Diapositives 11-12 |
| Mesures d'atténuation | Diapositives 13-17 |
| Surveillance du respect des règles et intervention | Diapositive 18 |
| Modalités de la mission pour la mise en œuvre de la PDVDH | Diapositive 19 |

La leçon

Durée : 90 minutes au total

40 minutes : activité d'apprentissage

50 minutes : présentation interactive



Commencer la leçon

Pour commencer la leçon, demandez aux participants de rappeler le cadre juridique des opérations de paix des NU abordé dans le MFBP (CPTM) 1.4. Les participants doivent être en mesure de rappeler le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit des réfugiés.

*Pour faire le lien avec le sujet de la leçon, demandez aux participants d'expliquer le concept d'**aide et de complicité** dans l'exécution d'un crime par une autre personne. Les éléments suivants doivent être mentionnés : une personne accusée de complicité d'un crime n'est généralement pas présente lorsque le crime lui-même est commis, mais elle a connaissance du crime avant ou après les faits, et peut avoir aidé à le commettre par des conseils, des actions ou un soutien financier.*

Expliquez ensuite que le même principe existe en droit international, et que c'est la raison pour laquelle les Nations Unies disposent d'une politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH, HRDDP en anglais) afin de ne pas aider et encourager les violations commises par d'autres, c'est-à-dire les forces de sécurité non onusiennes qu'elles soutiennent dans le cadre d'une opération de maintien de la paix.

Demandez aux participants comment ils comprennent la signification du terme « Diligence voulue ».

Les réponses possibles sont les suivantes :

- *Les mesures nécessaires prises par une personne (organisation) pour éviter de commettre un préjudice ou une infraction ; ou*
- *Une évaluation complète du partenaire, notamment pour déterminer ses actifs et ses passifs et évaluer les risques éventuels.*

Sur la base des connaissances acquises lors des MFBP (CPTM), discutez avec les participants les raisons pour lesquelles les Nations Unies ont besoin de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH) et de son importance.

Les points suivants doivent être pris en considération :

- *Lors de certaines missions antérieures, les Nations Unies ont constaté que les unités militaires et de police nationales qu'elles soutenaient commettaient de graves violations des droits de l'homme, telles que la torture, le viol ou les exécutions sommaires.*

Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

- Cela a posé un problème majeur pour la réputation des Nations Unies et a également entraîné des problèmes potentiels de responsabilité juridique (dans la mesure où le soutien des Nations Unies pouvait être considéré comme une aide et une assistance à de telles violations).
- C'est la raison pour laquelle le Secrétaire Général a approuvé la PDVDH en tant que politique à l'échelle du système qui s'applique aux opérations de paix et à toute autre activité des Nations Unies. L'expérience pratique montre que la PDVDH peut également être utilisée pour modifier le comportement des partenaires nationaux en général, car ils savent qu'ils ne continueront à recevoir le soutien des Nations Unies que s'ils ne commettent pas ou plus de violations graves.
- À cet égard, les travaux de la PDVDH et de la police des NU visant à réformer les services de police nationaux conformément aux normes internationales se soutiennent mutuellement (liens croisés avec les activités de SMC – MMA – et de RCD – CDB).
- La PDVDH vise principalement à garantir que tout soutien apporté à des forces de sécurité n'appartenant pas aux Nations Unies est compatible avec les objectifs et les principes de l'ONU, et leur responsabilité de respecter, de promouvoir et d'encourager le respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés.

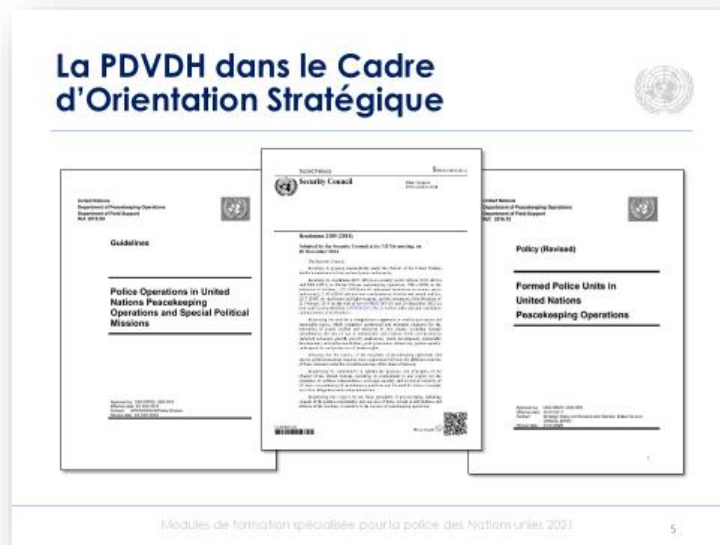
Après la discussion, présentez les éléments suivants (en utilisant les diapositives d'introduction 1 à 4) :

- Objectif
- Pertinence
- Objectifs pédagogiques
- Contenu de la leçon

Discutez de la pertinence de la session avec les participants avant de présenter les objectifs pédagogiques et le plan de la leçon.

Le formateur doit maîtriser le cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU, couvert dans le MFBP 1.4, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit des réfugiés. Les formateurs doivent étudier la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme des Nations Unies (UN Doc A/67/775-S/2013/110, 5 mars 2013) et la note d'orientation de la PDVDH (HRDDP) disponible à l'adresse <http://hrbaportal.org/wp-content/files/Inter-Agency-HRDDP-Guidance-Note-2015.pdf>.

Diapositive 5



Message clé : Comme l'ensemble des Nations Unies, la police des NU doit adhérer à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme.

La politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme (PDVDH (HRDDP))¹ s'applique à toutes les entités des Nations Unies qui apportent un appui aux forces de sécurité n'appartenant pas aux Nations Unies. Elle s'applique donc non seulement aux opérations de paix et aux missions politiques spéciales, mais aussi à tous les bureaux, agences, fonds et programmes des Nations Unies qui s'engagent dans de telles activités.

La PDVDH s'applique à tous les casques bleus, qu'ils soient civils ou en uniforme, y compris les PI et les UPCS en raison de leur mission de protection des civils.

Les responsabilités en matière de PDVDH sont fermement ancrées dans le cadre d'orientation stratégique de la police des NU, y compris la politique relative à la police des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix² et la politique relative aux

¹ Politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme, UN Doc A/67/775-S/2013/110, 5/03/2013
https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/SP/AMeetings/20thsession/IdenticalLetterSG25Feb2013_en.pdf

² DPKO-DFS Guidelines on Police Operations in UN Peacekeeping Operations and Special Political Missions (Lignes directrices sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales de l'ONU), Ref. 2015.15
<https://police.un.org/en/policy-united-nations-police-peacekeeping-operations-and-special-political-missions-2014>

unités de police constituées³ . Rappelons que la résolution 2185 du Conseil de sécurité sur la Police⁴ demande spécifiquement à la police des NU de se conformer également à la PDVDH.

Politique de la police des NU : la police des NU applique la PDVDH, qui exige de :

- **Évaluer les risques** que les services de police bénéficiant du soutien de la police des Nations Unies commettent de graves violations des droits de l'homme,
- Identifier les **mesures d'atténuation**,
- **Observer le comportement** en cas d'appui, et
- **Intervenir auprès des bénéficiaires de l'aide** si des violations graves sont commises.

Politique relative aux unités de police constituées : les principaux domaines de coopération des UPCS avec la police du pays hôte sont la planification et la conduite d'actions ou d'opérations de police **dans le respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme**.

³ Politique relative aux unités de police constituées dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Réf. 2016.10 <https://police.un.org/en/policy-formed-police-units-united-nations-peacekeeping-operations-2016>

⁴ Résolution 2185 (2014) / adoptée par le Conseil de sécurité lors de sa 7317e séance, le 20/11/2014 <https://digitallibrary.un.org/record/783462?ln=en>

Diapositive 6

La PDVDH dans l'appui des NU aux forces de sécurité non onusiennes 

Les Nations unies ne peuvent pas fournir d'appui aux forces de sécurité non onusiennes si :

- Il existe un risque réel que les entités bénéficiaires commettent de graves violations du droit international humanitaire, des droits de l'homme ou du droit des réfugiés
- Les autorités compétentes ne prennent pas les mesures correctives ou d'atténuation nécessaires.

Empêche la responsabilité juridique liée à l'aide aux violations des droits et protège la crédibilité et l'impartialité des Nations unies

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 6

Message clé : La PDVDH (HRDDP) protège les Nations Unies et le personnel de la police des NU contre les responsabilités juridiques et les risques d'atteinte à leur réputation en garantissant qu'aucun appui n'est apporté en cas de violations des droits de l'homme.

La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH, HRDDP en anglais) lie l'ensemble des Nations Unies, et pas seulement les forces de maintien de la paix. Elle a été établie par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité l'a approuvée à plusieurs reprises.

Selon la PDVDH (HRDDP), l'appui aux forces de sécurité non onusiennes ne peut être fourni :

- Lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire qu'il existe un risque réel que les entités qui bénéficient d'un appui commettent des violations graves du droit international humanitaire, des droits de l'homme ou du droit des réfugiés, et
- Lorsque les autorités compétentes ne prennent pas les mesures correctives ou d'atténuation nécessaires.

Toutes les entités des Nations Unies qui prévoient de fournir ou qui fournissent déjà un appui à des forces de sécurité non onusiennes doivent donc procéder à une évaluation des risques liés à la fourniture ou à la non fourniture d'un tel appui avant que tout soutien ne soit apporté. Cette évaluation doit tenir compte du risque que l'entité qui en bénéficie puisse commettre ou commette de graves violations du droit international humanitaire, des droits de l'homme ou du droit des réfugiés. En outre, les Nations Unies doivent

examiner s'il existe des mesures d'atténuation susceptibles de réduire le risque de violations (par exemple, en renforçant la formation ou en excluant du soutien les unités qui posent problèmes ; voir la discussion prévue un plus loin dans la leçon).

La PDVDH (HRDDP) garantit que les Nations Unies ne soutiennent pas ou ne collaborent pas avec des éléments du pays hôte impliqués dans de graves violations des droits de l'homme, du droit humanitaire international ou du droit des réfugiés. Cette politique vise à protéger les Nations Unies et leur personnel de toute responsabilité juridique en cas d'aide involontaire à des violations commises par d'autres. En éloignant les Nations Unies des forces étatiques impliquées dans des violations graves, on protège également la réputation, la crédibilité et l'impartialité perçue des Nations Unies.



Donnez un exemple d'application de la PDVDH en mission. La Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) a assuré le transport des unités de l'armée nationale en République démocratique du Congo. Lorsque les Nations Unies ont constaté que certaines unités de l'armée nationale qui avaient reçu leur soutien violaient les droits de l'homme et le droit humanitaire international, le Conseil de sécurité a subordonné la poursuite du soutien de la MONUC au respect du droit humanitaire international et des droits de l'homme. Distribuez le document « Communiqué de presse » aux participants pour en savoir plus sur l'exemple de la MONUC. Ce document se trouve en annexe du présent document.

La PDVDH (HRDDP) a été créée dans le contexte de la politique de conditionnalité du Conseil de sécurité en RDC. Depuis l'adoption de cette politique en 2011 et en commençant par la République démocratique du Congo, plusieurs opérations de paix ont intégré des procédures opérationnelles de diligence voulue en matière de droits de l'homme.

Diapositive 7

Qui sont les forces non onusiennes ? 

La politique exclut :
Forces de maintien de la paix des NU, sociétés de sécurité privées ou groupes armés non étatiques

| | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  Forces militaires, paramilitaires nationales, services nationaux de police , de renseignements et de contrôle des frontières ... et forces de sécurité similaires |  Les autorités nationales civiles, paramilitaires ou militaires en charge de ces forces (par exemple, le ministère de l'intérieur) |  Les forces de maintien de la paix des organisations internationales régionales (par exemple, les composantes de police de l'UA) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 7

Message clé : La PDVDH s'applique à l'appui apporté aux services de police nationaux et aux ministères qui les supervisent.

La PDVDH (HRDDP) s'applique à tout appui apporté à des forces de sécurité n'appartenant pas aux Nations Unies, y compris :

- La police nationale et autres forces de l'ordre telles que les autorités douanières, les garde-côtes, les patrouilles frontalières ou les gardes nationaux des eaux et forêts
- Les autorités civiles en charge des forces de sécurité, telles que le ministère de l'Intérieur
- Les forces de maintien de la paix des organisations internationales régionales telles que la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Le soutien apporté aux forces des Nations Unies ou aux sociétés de sécurité privées (par exemple, lorsqu'elles sont chargées de sécuriser les locaux des Nations Unies) n'est pas couvert par la PDVDH. Les groupes armés non étatiques ne bénéficient généralement pas du soutien des Nations Unies, même si celles-ci peuvent les inciter à prendre des mesures de sensibilisation afin qu'ils respectent davantage les normes internationales relatives aux armes interdites, aux droits de l'homme ou au droit humanitaire.

Diapositive 8

Qu'est-ce que l'appui des NU ?



Concernés :

- Opérations conjointes
- Formation, mentorat et coopération technique
- Soutien opérationnel et logistique
- Partage de renseignements
- Appui financier

Exclus :

- Médiation
- EVAMED (MEDEVAC et CASEVAC)
- Activités liées aux droits de l'homme

La PDVDH s'applique indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un soutien ad hoc ou systématique.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

Message clé : La PDVDH s'applique à un large éventail de mesures de soutien à la police du pays hôte, y compris le soutien opérationnel, le partage de renseignements et le soutien financier.

Tout appui programmatique ou ad hoc fourni par les Nations Unies aux forces de sécurité non onusiennes doit être conforme à la PDVDH, y compris :

- Opérations conjointes (par exemple, patrouilles conjointes, opérations conjointes de maintien de l'ordre public impliquant des UPCs)
- Formation, mentorat et coopération technique (par exemple, en matière de planification opérationnelle ou de formation à l'utilisation d'équipements à létalité réduite)
- Soutien opérationnel et logistique (par exemple, fourniture de moyens de transport, d'armes ou de communications)
- Échange de renseignements
- Soutien financier (salaires, indemnités et dépenses)

Seul un petit nombre d'activités sont exclues de la PDVDH :

- Soutien à la médiation (par exemple, transport ou protection des participants aux négociations de paix, même s'ils ont été impliqués dans des violations graves)
- Évacuations médicales (sauver des vies est prioritaire)
- Formation, sensibilisation, établissement de normes ou autre engagement visant à promouvoir le respect du droit international des droits de l'homme, du droit humanitaire et du droit des réfugiés (ces activités cherchent à résoudre les problèmes mêmes visés par la PDVDH).

La PDVDH s'applique également lorsque l'aide est fournie sur une base ad hoc sans planification programmatique.

Diapositive 9

Violations graves dans le cadre de la PDVDH



- Crimes de guerre
- Crimes contre l'humanité
- Violations flagrantes des droits de l'homme (exécution sommaire, torture, traitements inhumains, violences sexuelles, réduction en esclavage, etc.)
- Schémas de violations répétées du DIH, des droits de l'homme ou du droit des réfugiés

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

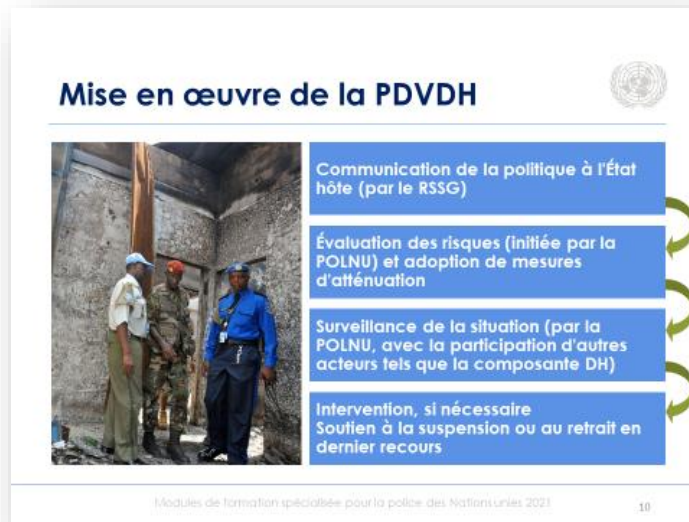
Message clé : La police des NU doit évaluer si la police du pays hôte est impliquée dans des violations graves avant de lui apporter un quelconque soutien.

L'entité apportant le soutien doit évaluer le risque que les unités des forces de sécurité bénéficiaires commettent des :

- **Crimes de guerre** (par exemple, attaque de civils ou torture de prisonniers de guerre/combattants capturés)
- **Crimes contre l'humanité** (actes inhumains systématiques ou généralisés tels que le meurtre, la torture, la réduction en esclavage, le viol ou la détention arbitraire prolongée)
- **Violations flagrantes des droits de l'homme**, notamment exécutions sommaires et extrajudiciaires, actes de torture, disparitions forcées, réduction en esclavage, viols et violences sexuelles d'une gravité comparable, ou décisions de refoulement* en vertu de la législation sur les réfugiés, à moins qu'il ne s'agisse que d'actes isolés ou sporadiques
- **Violations répétées du droit international humanitaire, des droits de l'homme ou du droit des réfugiés** commises par un nombre important de membres de l'unité ou de l'institution dans son ensemble (par exemple, si une école de police exclut les femmes de la formation d'officier, il s'agirait d'un modèle de discrimination fondée sur le genre et donc d'une violation grave au titre de la PDVDH).

* Renvoi ou transfert de personnes, quel que soit leur statut, lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire que la personne renvoyée risque de subir un préjudice irréparable à son retour en raison d'actes de torture, de mauvais traitements ou d'autres violations graves des obligations en matière de droits de l'homme.

Diapositive 10



Message clé : La mise en œuvre de la PDVDH implique : la communication de/sur la politique, l'évaluation et l'atténuation des risques, la surveillance et l'intervention si nécessaire.

La mise en œuvre de la politique au niveau national comporte quatre phases consécutives :

1. **Communication** de la politique aux autorités nationales et aux autres partenaires extérieurs
2. **Évaluation des risques** et, le cas échéant, mesures d'atténuation
3. **Suivi**
4. **Intervention** en cas de violations graves

La PDVDH doit être communiquée au pays hôte par le plus haut fonctionnaire des Nations Unies dans le pays (c'est-à-dire le RSSG dans le cadre d'une mission ou le coordinateur résident lorsqu'il n'y a pas de mission). La police des NU doit assurer le suivi en la communiquant à ses homologues nationaux chargés de l'application des lois.

L'entité qui souhaite fournir un soutien (par exemple, la composante police de la mission) doit procéder à une évaluation des risques avant de fournir un soutien quelconque. Les autres composantes de la mission complètent l'évaluation des risques conformément aux procédures propres à la mission. Si le risque n'est pas acceptable, des mesures

d'atténuation doivent être adoptées et mises en œuvre. L'évaluation des risques doit être un exercice continu ; elle doit être mise à jour régulièrement sur la base de nouvelles circonstances, de nouveaux cas ou de nouvelles mesures prises par les forces de sécurité bénéficiant d'un soutien.

Il incombe à l'entité qui apporte son soutien de mettre en place un système approprié de contrôle de la conduite réelle des forces de sécurité bénéficiaires. Dans la pratique, les composantes des droits de l'homme seront souvent impliquées dans le contrôle. Si le contrôle ne peut être effectué, par exemple parce que l'ONU se voit refuser l'accès aux installations des bénéficiaires, telles que les cellules de détention de la police, cela constitue en soi un facteur de risque considérable et peut exclure l'aide.

Si des violations sont commises, l'entité qui soutient doit s'assurer que la mission intervient au niveau approprié auprès des autorités bénéficiaires pour mettre fin aux violations. Si les violations persistent, l'aide doit être suspendue temporairement ou retirée.


Les PI peuvent également intervenir lorsqu'ils dirigent des projets, notamment des projets à impact rapide, (QIP en anglais) et effectuer un suivi de leurs homologues.

Diapositive 11

Évaluation des risques de la PDVDH

Facteurs à considérer

- Antécédents du bénéficiaire en matière de droits de l'homme (par exemple, recours à une force excessive par le passé)
- Dossiers de poursuites (sanctions disciplinaires/criminelles)
- Mécanismes de prévention (par exemple, mécanisme de surveillance)
- Cadre législatif / réglementaire pour les opérations
- Faisabilité d'un cadre de surveillance par les NU ou par d'autres organismes
- Risques inhérents à une opération particulière et au type d'appui envisagé
- Capacité d'influence des NU et risques de ne pas fournir l'appui



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

11

Message clé : La police des NU doit évaluer un certain nombre de facteurs pour apprécier le risque en matière de droits de l'homme, en commençant par les antécédents de la police qui est soutenue en matière de droits de l'homme.



Présentez à nouveau cette diapositive lors du débriefing de l'activité d'apprentissage de la diapositive 12 ou après.

Bilan en matière de droits de l'homme : tous antécédents du ou des bénéficiaires prétendus, en termes de respect du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit des réfugiés, y compris tout antécédent spécifique de violations graves. Cette analyse des actions passées (conduite antérieure) du bénéficiaire ne doit pas se limiter à la commission éventuelle de violations graves. D'autres types de violations moins sérieuses sont tout aussi pertinentes pour l'évaluation des risques, car elles peuvent conduire à des violations graves. L'entité des Nations Unies qui apporte son soutien décidera de l'étendue de la période prise en considération pour évaluer ce bilan.

Bilan des poursuites : Le bilan des bénéficiaires désignés quant aux mesures effectives prises ou pas pour amener les auteurs de violations à répondre de leurs actes, de manière générale et pour des actes spécifiques de violations. La nature effective des « mesures » doit être évaluée sur la base des standards internationaux pertinents en matière de droits de l'homme (par exemple, une simple procédure disciplinaire n'est pas adéquate pour un acte de torture).

Mécanismes de prévention : adoption de mesures correctives ou de mécanismes, ou mise en place d'institutions, de protocoles ou des procédures pour prévenir la répétition de telles violations. En outre, il convient d'évaluer la capacité de ces mécanismes (y

compris des institutions) pour tenir les futurs auteurs de violations responsables de leurs actes. Cette évaluation doit permettre de déterminer si les forces bénéficiaires sont formées, équipées et dotées du personnel nécessaire pour prévenir les violations.

Cadre législatif / politique : la question de savoir si certaines législations ou réglementations, par exemple la règle dite « tirer pour tuer », peuvent contribuer à accroître le risque de violations graves.

Faisabilité d'un cadre de surveillance : la faisabilité pour les Nations Unies de mettre en place des mécanismes efficaces pour contrôler l'utilisation et l'impact de l'aide fournie. Les difficultés pratiques ne dispensent pas l'entité des Nations Unies de ses obligations de suivi au titre de la politique. Au contraire, dans les situations où l'observation du comportement des bénéficiaires du soutien est pratiquement impossible malgré l'existence d'un risque, l'entité des Nations Unies peut être amenée à reconsidérer l'ensemble de son soutien.

Risques inhérents à l'opération : l'évaluation doit prendre en compte les risques inhérents à l'opération pour laquelle un appui est fourni (le cas échéant). Par exemple, certains types d'opérations militaires ou de sécurité, telles que les opérations de lutte contre le terrorisme dans des zones fortement peuplées, peuvent comporter des risques supplémentaires en raison de leur nature intrinsèque. Ces risques existent indépendamment des antécédents (bilan) des forces de sécurité qui les mènent.

Risques inhérents au type d'appui envisagé : l'évaluation doit également prendre en considération le fait que le type d'appui demandé ou envisagé pourrait potentiellement contribuer ou faciliter la commission de graves violations des droits de l'homme ou que ce soutien pourrait être utilisé de manière à commettre de graves violations des droits de l'homme (par exemple, en cas de fourniture d'armes létales).

Capacité d'influence des Nations Unies et risque de ne pas fournir l'appui : évaluation de la mesure par laquelle le fait de fournir ou de refuser un appui affecterait la capacité des Nations Unies à influencer le comportement de l'entité bénéficiaire. Par exemple, dans les situations où l'appui est essentiel pour le fonctionnement de l'entité bénéficiaire, fournir l'appui va augmenter la capacité des Nations Unies à influencer le bénéficiaire, y compris en matière de respect des standards internationaux. Dans d'autres situations où l'appui des Nations Unies ne représente qu'une partie minime de l'appui reçu, l'influence sur l'entité bénéficiaire peut être réduite.

Activité d'apprentissage

4.1

Étude de cas sur l'évaluation des risques

INSTRUCTIONS :

- Laissez les participants travailler en sous-groupes.
- Demandez aux sous-groupes de lire attentivement l'étude de cas fournie à la page suivante.
- Demandez aux participants d'identifier les facteurs de risque pour le soutien de la police des NU à l'unité de police spéciale Léopard en utilisant les catégories énumérées sur la diapositive précédente.
- Laissez les groupes présenter leurs conclusions en séance plénière.
- Si nécessaire, complétez la discussion à l'aide des notes de compte rendu du formateur de l'activité d'apprentissage fournies.

TEMPS : 20 minutes

- Travail de sous-groupes : 10 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage
- Polycopié avec étude de cas (voir page suivante)
- Tableaux de conférence et marqueurs

Activité d'apprentissage 4.1 : Évaluation des risques



Instructions

- Lisez attentivement l'étude de cas
 - Dans vos groupes :
 - Identifiez les facteurs de risque liés à l'octroi du soutien de la POLNU à l'Unité de police spéciale Léopard.
 - Notez vos réponses sur le tableau conférence (feuilles de papier)
 - Présentez vos idées en séance plénière
-
- **Durée** : 20 minutes
 - **Groupes** : 10 minutes
 - **Discussion** : 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

12

Activité d'apprentissage - Polycopié

4.1

Étude de cas sur l'évaluation des risques

- Le pays hôte demande à la police des NU de former sa nouvelle **unité de police spéciale Léopard**, créée pour lutter contre les gangs violents impliqués dans le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains.
- Les « Léopards » sont composés d'anciens militaires. Ils sont armés d'AK 47 et ont reçu l'ordre de « tirer pour tuer » les membres des gangs, conformément à leurs directives sur l'usage de la force.
- Au cours des six premiers mois de leur mission, les Léopards ont arrêté 80 membres de gangs et en ont tué 35 autres. La police du pays hôte insiste sur le fait que les cas des 35 personnes tuées ont fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme et que le commandant des Léopards n'a pas eu à lever l'immunité spéciale dont bénéficient ses personnels en vertu de la législation nationale contre d'éventuelles poursuites.
- Amnesty International affirme que cinq membres de gangs ont été sommairement exécutés. Les autorités locales ont empêché les familles des victimes de communiquer avec la mission.

Quels sont les facteurs que la police des NU doit prendre en compte pour l'évaluation des risques liés à la défense des droits de l'homme ?

Activité d'apprentissage - Notes de débriefing pour le formateur 4.1

Étude de cas

La discussion doit permettre d'identifier les facteurs de risque, en s'appuyant sur les facteurs décrits dans la diapositive 11. **Pour les apprenants ayant plus de connaissances et d'expérience, le formateur peut modifier l'ordre des diapositives 11 et 12, en les inversant et en se servant de la diapositive 11 pour effectuer le débriefing de l'exercice.**

Utilisez les points suivants pour débriefer l'activité si les participants ne les ont pas nommés :

Bilan du bénéficiaire en matière de droits de l'homme : Une ONG réputée allègue que le bénéficiaire de l'appui s'est livré à des violations flagrantes et répétées (5 exécutions sommaires). En outre, le ratio élevé entre les arrestations et les exécutions, associé aux ordres de « tirer pour tuer », indique que le bénéficiaire fait régulièrement un usage excessif de la force létale, ce qui équivaut à des exécutions extrajudiciaires.

Bilan des poursuites : Personne n'a eu à répondre de ses actes et l'entité bénéficiaire peut empêcher l'obligation de rendre des comptes puisque son commandant se sert de l'immunité contre les poursuites judiciaires.

Mécanisme de prévention : Le mécanisme de contrôle et de responsabilité ne répond pas aux normes internationales. Même en supposant que les enquêtes aient été suffisamment efficaces et indépendantes (le scénario laisse cette question en suspens), c'est la chaîne de commandement qui contrôle en dernier ressort la levée de l'immunité. Le risque est aggravé par le fait que la force est constituée de personnel militaire formé et habitué à engager des combattants utilisant des armes militaires et la force létale.

Cadre législatif / réglementaire : La directive sur l'usage de la force n'est pas conforme aux normes internationales, notamment aux principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu. Les forces de l'ordre ne peuvent « tirer pour tuer » que pour se protéger ou protéger d'autres personnes d'une menace imminente pour leur vie. Elles ne peuvent pas tirer à vue sur des membres de gangs.

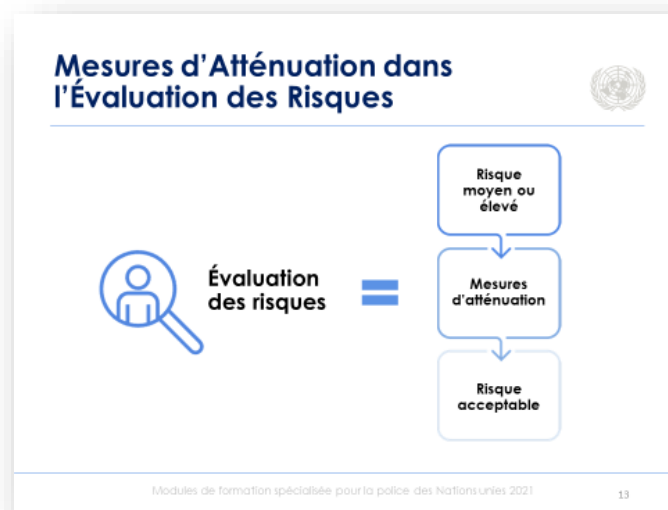
Faisabilité d'un cadre de surveillance : Les autorités empêchent les familles des victimes de s'adresser à la mission, ce qui compromet la capacité de cette dernière à enquêter sur les cas d'homicides.

Risques inhérents à l'opération en question : Les Nations Unies fourniraient une formation opérationnelle pour le type précis d'opérations armées au cours desquelles des violations flagrantes sont commises.

Capacité de l'ONU à influencer le comportement du bénéficiaire et risque de ne pas fournir l'appui : Le degré d'influence des Nations Unies sur le comportement des

bénéficiaires n'est pas clair. Il faut tenir compte du fait que les forces bénéficiaires sont chargées de lutter contre les violations des droits de l'homme (trafic d'êtres humains) et que leur formation peut effectivement contribuer à limiter l'usage excessif de la force de leur part. Toutefois, compte tenu de l'ensemble des facteurs de risque, la mission ne peut s'engager que si des mesures d'atténuation très importantes sont adoptées. Celles-ci peuvent inclure la modification de la directive de l'unité Léopard sur l'usage de la force, la levée des immunités légales, la fourniture aux Léopards d'armes à létalité réduite pour les opérations (par exemple, des grenades assourdissantes) et la formation correspondante.

Diapositive 13



Message clé : Un risque moyen ou élevé n'exclut pas automatiquement l'appui si des mesures adéquates peuvent être prises par les Nations Unies ou si la police du pays hôte soutient le bénéficiaire à atténuer le risque.

L'identification et la mise en œuvre de mesures d'atténuation dans le soutien apporté par les différentes entités des Nations Unies aux forces de sécurité nationales ou régionales constituent un élément très important de la PDVDH (HRDDP). Dans le cadre d'une mission, l'appui apporté à des forces de sécurité nationales nouvellement créées, inexpérimentées ou mal contrôlées comporte souvent un certain risque de violation de la part du bénéficiaire. Cette réalité n'exclut pas automatiquement la fourniture d'un soutien ; au contraire, des mesures d'atténuation peuvent réduire le risque que les forces de sécurité commettent des violations graves. La décision finale concernant l'aide ne doit être prise qu'après avoir examiné toutes les mesures d'atténuation possibles.

L'activité d'apprentissage suivante fournira des exemples de mesures d'atténuation.

Activité d'apprentissage

4.2

Discussion de groupes sur les mesures d'atténuation

INSTRUCTIONS :

- Laissez les participants travailler en sous-groupes.
- Décrivez la situation suivante : « Un État hôte demande à la police des NU et à ses UPCs de fournir un appui à la police nationale en matière de contrôle des foules dans le cadre d'importantes manifestations de l'opposition. Cependant, la police nationale fait souvent un usage excessif de la force lors de ces manifestations ».
- Demandez aux participants de discuter au sein de leur groupe :
 - Quelles mesures d'atténuation recommanderiez-vous pour réduire le risque que les unités de police nationale bénéficiaires aient recours à une force excessive ?
 - Comment les mesures d'atténuation peuvent-elles constituer un levier stratégique pour faire avancer les objectifs de la police des NU ?
- Laissez les sous-groupes présenter leurs conclusions en séance plénière.
- Débriefing avec les diapositives suivantes.

TEMPS : 20 minutes

- Travail en sous-groupes : 10 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Diapositive avec instructions aux participants
- Tableaux de conférence et marqueurs

Activité d'apprentissage 4.2 : Mesures d'atténuation



Instructions

- Un État hôte demande à la POLNU et à ses UPC d'aider la police nationale à contrôler les foules lors de grandes manifestations de l'opposition. Cependant, la police nationale a souvent recours à une force excessive pour gérer ce type de manifestations.
- Discutez-en dans vos groupes :
 - Quelles mesures d'atténuation recommanderiez-vous pour réduire le risque d'un usage excessif de la force par les unités de police nationale bénéficiant d'un soutien ?
 - Comment les mesures d'atténuation peuvent-elles constituer un levier stratégique pour faire avancer les objectifs de la POLNU ?
- Notez vos réponses sur les feuilles papier du tableau conférence
- Présentez vos idées en séance plénière
 - **Durée** : 20 minutes
 - **Groupes** : 10 minutes
 - **Discussion** : 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

14



Les participants devraient se rendre compte que la PDVDH ne limite pas indûment leur capacité à travailler avec les forces de police nationales, mais qu'elle leur offre plutôt un moyen de pression pour insister sur les réformes de la police et d'autres mesures qui devraient de toute façon constituer une priorité pour l'engagement de la police des NU.

Diapositives 15 et 16

Débriefing : Mesures d'Atténuation pour le Soutien au Contrôle des Foules

- Planification conjointe des opérations
- Exclusion des unités nationales qui posent problème des opérations conjointes
- Fourniture d'armes non létales et formation à leur utilisation
- Examen/révision des commandements pour vérifier leur conformité aux normes internationales
- Surveillance conjointe du contrôle des foules par la POLNU et les personnels des droits de l'homme (PDH/HRO)
- Accès des NU aux détenus qui ont été arrêtés lors de l'opération

La PDVDH est un outil de gestion des risques, et non une mesure de conditionnalité brutale.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 15

Débriefing : Mesures d'Atténuation pour le Soutien au Contrôle des Foules

- Formation aux droits de l'homme pour la police
- Engagements à assumer les responsabilités pour les cas antérieurs de force excessive
- Réformes de la police dans le cadre du commandement et du contrôle des opérations et renforcement des mécanismes de contrôle indépendants
- Vérification des états de service des agents posant problème pour les retirer des unités de maintien de l'ordre locales
- Réunions entre la police nationale et la POLNU concernant les leçons tirées de chaque opération

Le HRDDP est une gestion des risques, pas une conditionnalité brutale.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 16

Message clé : Les mesures d'atténuation des risques mènent souvent à un type de réformes et de changements que la police des NU souhaiterait voir mettre en œuvre par la police du pays hôte.



Utilisez ces diapositives pour débriefer et renforcer l'activité d'apprentissage de la diapositive 14.

Une approche du contrôle des foules fondée sur les droits de l'homme contribuera à atténuer les risques liés au comportement négatif antérieur de la police pays hôte.

Certaines mesures d'atténuation doivent être adoptées par le bénéficiaire, d'autres par la mission qui fournit l'appui. Les représentants/services/entités des NU doivent faire preuve de créativité et sortir des sentiers battus en ce qui concerne les mesures d'atténuation. Ces mesures relèvent souvent d'une ou de plusieurs des catégories suivantes :

- **Mesures de renforcement des capacités** telles que la formation aux droits de l'homme pour la police ou la fourniture d'armes à létalité réduite et la formation correspondante
- **Mesures correctives et de responsabilisation**, notamment pour garantir la responsabilité disciplinaire et, le cas échéant, pénale pour les cas antérieurs identifiés de recours excessif à la force ou d'autres violations
- **Mesures de planification** telles que l'insistance sur la planification conjointe, les débriefings techniques communs d'après mission et les réunions sur les leçons apprises
- **Des mesures de surveillance et de communication de l'information**, telles que le déploiement de personnels de mission pour observer les opérations sensibles et insister sur la possibilité d'accéder aux lieux où des violations peuvent se produire, tels que les centres ou cellules de détention
- **Mesures relatives aux changements des règlements, de politique et des législations**, telles que les réformes de la police visant à améliorer le commandement et le contrôle des opérations, les modifications des politiques et des directives sur l'usage de la force
- **Exclusion des unités qui pose problème** sur la base d'un examen approfondi des unités soutenues et de leurs commandants

Diapositive 17

Les Enseignements tirés des Militaires des NU :

Pour atténuer les risques des opérations militaires conjointes :

- Effectuer conjointement la planification et les plans de contingence
- Débriefings techniques d'après-mission
- Utiliser la vérification des antécédents
- Exclure les unités et les commandants qui posent problème
- Insister sur la responsabilité individuelle et la transmission des informations sur les cas particuliers

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 17

Message clé : la police des NU devrait s'efforcer de tirer parti de l'expérience d'autres composantes (par exemple, la composante militaire) lorsqu'elle conçoit des mesures d'atténuation nécessaires.



Utilisez cette diapositive pour débriefier et renforcer l'activité d'apprentissage de la diapositive 14.

Étant donné que toutes les composantes de la mission doivent respecter la PDVDH, les composantes civile, police et militaire peuvent apprendre les unes des autres sur la manière d'identifier et d'appliquer les mesures d'atténuation. Les composantes militaires comme ce fut le cas à la MONUSCO ont acquis une expérience considérable en insistant sur l'adoption de mesures d'atténuation pour contenir le risque inhérent aux opérations militaires conjointes avec les forces locales :

- Planification conjointe, y compris pour les situations d'urgence où les violations deviennent plus probables (par exemple en cas d'escalade inattendue de la violence)
- Débriefings techniques d'après mission
- Vérification des antécédents en vue d'exclure les unités qui posent problèmes
- Insister sur l'obligation de rendre compte des violations commises dans le passé, notamment en veillant à ce que les mécanismes d'enquête et de poursuite compétents soient normalement saisis des affaires et en assurent le suivi

Diapositive 18

Surveillance et intervention



Système de surveillance :

- Responsabilité de l'entité qui assure le soutien
- Coopération avec la composante Droits de l'homme(DH)

Intervention :

- Atténuation des violations et dialogue
- Suspension/ Retrait du soutien

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

18

Message clé : Lorsqu'elle soutient la police du pays hôte, la police des NU doit s'assurer qu'elle surveille le comportement des unités de police soutenues, en coopérant avec les composantes des droits de l'homme si nécessaire.

La surveillance dans le cadre de la PDVDH (ci-après décrit) ne nécessite pas un mandat de suivi des droits de l'homme similaire à celui confié au bureau du HCDH ou découlant des résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité ou du Conseil des droits de l'homme. Le suivi de la PDVDH est spécifiquement lié au soutien fourni par l'entité des Nations Unies. Outre les éléments de suivi des droits de l'homme, le suivi de la PDVDH comporte des éléments des cadres de suivi et d'évaluation programmatiques (S&E) utilisés dans la plupart des projets et programmes des Nations Unies. Les éléments suivants sont recommandés pour établir un cadre de surveillance adéquat :

Identification de la responsabilité de surveillance : Un personnel/une unité de travail spécifique doit être désigné(e) pour cette tâche. Si les composantes de la mission qui fournissent un soutien peuvent demander l'aide d'autres partenaires des Nations Unies pour le suivi de la PDVDH, chaque entité conserve la responsabilité principale de la surveillance du comportement des forces de sécurité qu'elles appuient.

Format de la surveillance : Il est important de disposer d'un format préétabli et convenu pour rassembler et gérer les informations relatives à la surveillance de la PDVDH (carnet de bord ou autre type de document).

Sources d'information : L'entité des Nations Unies peut s'appuyer sur de nombreuses sources, telles que les informations recueillies par la composante droits de l'homme, le

CACM (JMAC) ou la police des NU elle-même, par des ONG locales et internationales ayant une bonne réputation, par les médias, par les diplomates ou par les rapports des mécanismes universels de protection des droits de l'homme.

La présence de l'ONU dans le pays doit définir et coordonner qui va intervenir, à quel stade, avec quel partenaire et à quel moment. Lorsque les interventions de la composante fournissant l'appui ne débouchent pas sur des actions visant à mettre fin aux violations, elle doit renvoyer la situation au RSSG pour qu'il en assure le suivi, y compris, le cas échéant, à la section politique du RSSG.

Les contraintes de capacité empêcheront probablement les responsables de la PDVDH de contrôler largement la mise en œuvre de la politique sur le terrain. Par conséquent, il est essentiel que la direction de la mission donne aux autres responsables du maintien de la paix sur le terrain les moyens d'échanger régulièrement des informations sur la mise en œuvre de la politique avec le secrétariat de la PDVDH (HRDDP), et leur demande de s'y conformer.

Les personnels militaires et de la police des NU peuvent jouer un rôle particulièrement important dans la surveillance des mouvements des troupes et des unités du pays hôte et dans la demande d'informations aux forces de sécurité nationales sur l'utilisation de l'appui de la mission.

Diapositive 19

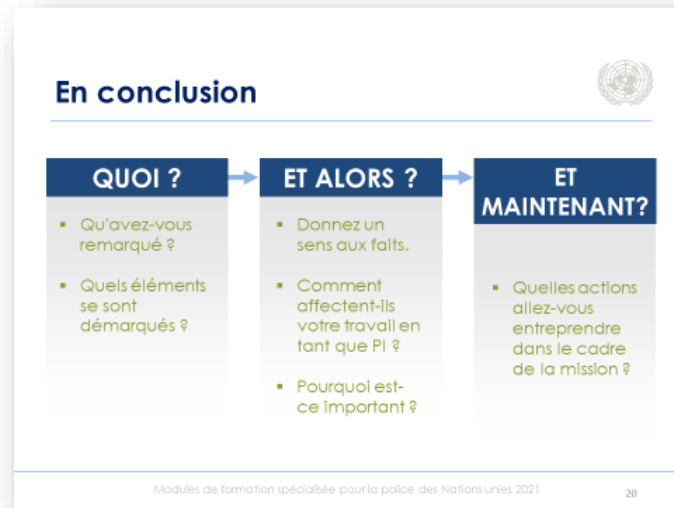
| Mise en œuvre de la PDVDH  | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Comment | Cadre d'application (POP spécifique à la mission sur la PDVDH) |
| Qui | La « Task Force » de la PDVDH opérant au niveau supérieur et au niveau opérationnel |
| Quand | Avant l'octroi du soutien et pendant toute la durée du soutien |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 19

Message clé : la police des NU devrait veiller à mettre en œuvre la PDVDH conformément aux procédures spécifiques de la mission que les opérations de paix auront établies.

En général, les missions les plus importantes auront mis en place des mécanismes, des organes et des procédures pour garantir le respect de la PDVDH. En particulier, les missions auront adopté des directives de mise en œuvre de la PDVDH spécifiques à la mission, telles que des procédures opérationnelles permanentes. De nombreuses missions disposent également d'équipes spéciales ou de groupes de travail, opérant aux niveaux opérationnel et supérieur, pour coordonner la mise en œuvre de la PDVDH et garantir une approche cohérente entre les différentes composantes, ainsi que vis-à-vis de l'équipe pays des Nations Unies. Le personnel de la police des NU, y compris au niveau du commandement, doit se familiariser avec ces procédures et assumer les responsabilités qui lui sont confiées au niveau de la mission. Les chefs de composantes et, en dernier ressort, le RSSG sont responsables de la mise en œuvre de la PDVDH.

Diapositive 20



Pour conclure et résumer les principaux enseignements de cette leçon, posez ces trois questions aux apprenants :

- **Quoi ?** Qu'avez-vous remarqué dans cette leçon ? Quels sont les éléments qui vous ont le plus marqué ?
- **Et alors ?** Donnez un sens aux faits présentés dans cette leçon. Comment affectent-ils votre travail en tant que PI dans la mission ? Pourquoi est-ce important ?
- **Et maintenant ?** Sur la base des deux questions précédentes, quelles actions allez-vous entreprendre en ce qui concerne la PDVDH une fois déployé ?

Donnez aux apprenants quelques minutes pour réfléchir aux questions et laissez-les partager le résultat de leur réflexion. Soulignez les points suivants :

Qu'est-ce que c'est ?

Comme pour l'ensemble des Nations Unies, la police des NU doit appliquer la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme protège les Nations Unies et le personnel de la police des NU de toute responsabilité juridique et de tout risque d'atteinte à la réputation en garantissant que nous ne soutenons pas les violations des droits de l'homme.

La PDVDH s'applique en cas d'appui apporté aux services de police nationaux et aux ministères qui les supervisent. La PDVDH s'applique à un large éventail de mesures d'appui à la police du pays hôte, y compris le soutien opérationnel, l'échange de renseignements et le soutien financier.

Et alors ?

La police des NU doit déterminer si la police du pays hôte qui bénéficie de son soutien est impliquée dans des violations graves avant de lui apporter un quelconque soutien. La mise en œuvre de la PDVDH nécessite : la communication de la politique, l'évaluation et l'atténuation des risques, la surveillance (observation) et l'intervention si nécessaire.

La police des NU doit évaluer plusieurs facteurs pour apprécier le risque en matière de droits de l'homme, en commençant par les antécédents de la police qui bénéficie du soutien en matière de droits de l'homme.

La police des NU doit prendre des mesures adéquates pour limiter les risques. Les mesures d'atténuation des risques sont souvent le type de réformes et de changements que la police des NU souhaiterait voir la police du pays hôte mettre en œuvre de toute façon.

Et maintenant ?

Dès son arrivée dans la mission, le personnel de la police des NU, y compris au niveau du commandement, doit se familiariser avec les procédures de mise en œuvre de la PDVDH propres à la mission et assumer les responsabilités qui lui sont confiées au niveau de la mission. La police des NU doit mettre en œuvre la PDVDH conformément aux procédures spécifiques à la mission que les opérations de paix ont établies.

Résumé

- La PDVDH (HRDDP) est une politique obligatoire qui régit tout le soutien de l'ONU aux forces de sécurité non onusiennes.
- Elle protège les Nations Unies et leur personnel des risques juridiques et d'atteinte à leur réputation, tout en donnant à l'ONU les moyens de changer les comportements, de promouvoir la réforme du secteur de la sécurité et de maintenir le soutien des bailleurs.
- La PDVDH n'est pas un outil de conditionnalité brutal, mais encourage à motiver l'engagement et trouver les solutions par l'adoption de mesures d'atténuation.
- Les missions disposent de mécanismes et de procédures qui doivent être suivis pour garantir une mise en œuvre cohérente et efficace de la politique.

Documents de référence

Vous trouverez ci-dessous des documents dont la lecture est obligatoire pour les préparations des instructeurs :

- Politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme, UN Doc A/67/775-S/2013/110, 5 mars 2013.
- Note d'orientation de la PDVDH, <http://hrbaportal.org/wp-content/files/Inter-Agency-HRDDP-Guidance-Note-2015.pdf>

Annex

Document à distribuer :

Pour publication immédiate

RD Congo : Le prix payé par la population civile pour l'opération militaire est inacceptable

Il faut renforcer de toute urgence la protection des populations civiles durement touchées.

Goma) - L'opération militaire Kimia II menée par le gouvernement congolais dans l'Est du Congo, appuyée par les soldats du maintien de la paix des Nations Unies et visant à contrer les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR, milices hutues rwandaises), a entraîné un coût inacceptable pour la population civile, ont déclaré aujourd'hui 84 groupes d'aide humanitaire et de défense des droits humains constituant la Congo Advocacy Coalition.

La coalition a exhorté les diplomates et représentants de l'ONU, qui doivent se rencontrer à Washington cette semaine pour discuter de la situation dans l'est du Congo et dans toute la région, à prendre des mesures immédiates pour renforcer la protection des civils.

« Les conséquences de l'opération militaire actuelle sur le plan humanitaire et des droits humains sont tout simplement désastreuses », a indiqué Marcel Stoessel, directeur d'Oxfam. « Les soldats du maintien de la paix de l'ONU, qui ont un mandat de protection des civils, doivent de toute urgence travailler avec les forces gouvernementales pour garantir que les civils obtiennent la protection dont ils ont besoin faute de quoi ils doivent cesser leur soutien. »

Depuis le début des opérations militaires contre les milices FDLR en janvier 2009, plus de 1 000 civils ont été tués, 7 000 femmes et filles ont été violées et plus de 6 000 logements ont été détruits par le feu dans les provinces orientales du Nord Kivu et du Sud Kivu. Près de 900 000 personnes ont été forcées d'abandonner leurs maisons et vivent dans des conditions désespérées avec des familles d'accueil, dans des zones forestières ou dans des camps sordides pour personnes déplacées avec un accès limité à la nourriture et aux médicaments.

Les images satellites recueillies par l'American Association for the Advancement of Science (AAAS) apportent la confirmation visuelle des destructions généralisées de maisons et de villages. A Busurungi, l'une des principales villes dans la région de Walualoanda (Nord Kivu) et dans un rayon de cent kilomètres carrés, l'AAAS estime que 1 494 maisons et structures ont été détruites, dont certaines pas plus tard qu'au mois de septembre, portant à environ 80% le taux de destruction (pour une sélection d'images, voir <http://www.hrw.org/en/node/86034>).

Nombre des meurtres ont été commis par les milices FDLR qui ont délibérément pris les civils pour cible en représailles pour la décision prise par leur gouvernement de déclencher des opérations militaires contre leur groupe. Les soldats du gouvernement congolais ont également pris des civils pour cible en commettant des meurtres ainsi que des viols, des pillages, du travail forcé et des arrestations arbitraires de façon systématique.

Selon de froids calculs établis par la coalition, pour chaque combattant rebelle désarmé au cours de l'opération, un civil a été tué, sept femmes et filles ont été violées, six maisons ont été réduites en cendres, et 900 personnes ont été forcées d'abandonner leurs maisons. (Voir le tableau ci-dessous.)

Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

Les violences sexuelles ont été encore plus brutales dans les zones touchées par l'opération Kimia II. « Nous constatons davantage de cas de mutilation, d'extrême violence et de torture dans les violences sexuelles commises contre les femmes et les filles, et un bien plus grand nombre des victimes sont des enfants », a déclaré Immaculée Birhaheka de Promotion et Appui aux Initiatives Féminines (PAIF).

Des personnes qui étaient auparavant déplacées dans les Kivus sont retournées chez elles dans des zones devenues relativement sûres. Mais les opérations militaires en cours ont causé de nouveaux déplacements de civils dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Lubero, Walikale, Kabare, Kalehe, Walungu, Shabunda et Uvira, dans le Nord Kivu et le Sud Kivu, de même que dans la province de Maniema au sud et du Katanga au nord. De nombreux civils qui ont récemment quitté des camps pour personnes déplacées aux environs de Goma et ailleurs ont continué vers des sites de déplacement secondaires car ils ont peur de rentrer chez eux.

La MONUC, mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo, a appuyé l'armée congolaise dans l'opération Kimia II depuis le mois de mars, à la suite d'une opération militaire conjointe rwandaise et congolaise contre les milices FDLR, dont certains des dirigeants ont participé au génocide au Rwanda en 1994. Selon les statistiques de l'ONU, 1 071 combattants des FDLR ont déposé les armes et ont été rapatriés au Rwanda depuis janvier. Les forces du groupe avant que ne commencent les opérations militaires étaient estimées entre 6 000 à 7 000 combattants. De nombreux témoignages signalent que les FDLR ont recruté de nouveaux combattants pour remplacer certains de ceux qui ont été rapatriés.

Les soldats du maintien de la paix de l'ONU fournissent un appui significatif à l'opération Kimia II, à savoir une expertise stratégique, un soutien en matière de transport et d'aviation, ainsi que des rations alimentaires, du carburant et une aide médicale aux soldats de l'armée congolaise, pour un coût évalué à bien plus de 6 millions de dollars américains. En dépit de ce soutien, les soldats du maintien de la paix de l'ONU n'ont pas usé de leur influence pour inciter le gouvernement à empêcher les commandants connus pour leur passé d'atteintes aux droits humains de participer aux opérations.

« Avec un pareil investissement, l'ONU a de l'influence et ne devrait pas garder le silence quand des violations sont commises », a insisté Anneke Van Woudenberg, chercheuse senior à Human Rights Watch. « L'ONU doit affirmer clairement que si le gouvernement congolais souhaite continuer à compter sur le soutien militaire des Casques bleus, l'armée congolaise devra retirer ses soldats ayant commis des exactions de leurs postes de commandement, et mettre fin aux attaques perpétrées par ses soldats contre des civils. »

Les attaques en représailles contre des populations non armées commises par les milices FDLR ont rendu la tâche de protection des civils encore plus complexe pour le gouvernement congolais et les soldats du maintien de la paix de l'ONU. Néanmoins, les 3 000 soldats supplémentaires du maintien de la paix de l'ONU autorisés par le Conseil de sécurité de l'ONU en novembre 2008 commencent à peine à arriver dans l'est du Congo, et les hélicoptères ainsi que le soutien en matière de renseignement demandés par les fonctionnaires de l'ONU ne se sont toujours pas concrétisés.

La coalition a indiqué que le désarmement des milices FDLR devait rester une priorité impérieuse pour le gouvernement congolais et les soldats du maintien de la paix de l'ONU, mais qu'ils devaient agir de toute urgence pour améliorer la protection des civils. La coalition a exhorté les diplomates et représentants de l'ONU lors de leur prochaine rencontre à Washington, DC, au Groupe de contact des Grands Lacs, à :

1. Insister pour une approche globale, multi facettes, en vue du désarmement des milices FDLR qui mette en avant la protection des civils. Cette approche devrait inclure l'arrestation et l'ouverture de procédures judiciaires contre les individus recherchés pour génocide et autres crimes graves plus récents, y compris les dirigeants des FDLR basés en Europe et ailleurs, et la réforme du programme de désarmement et démobilisation, entre autres mesures.

Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

- Insister sur le devoir de rendre des comptes afin de garantir que les auteurs d'atteintes graves aux droits humains, notamment les violences sexuelles, sont traduits en justice quel que soit leur rang. Exhorter l'ONU à faire dépendre son soutien d'une action efficace des autorités militaires pour mettre un frein aux exactions contre les civils.
- Faire pression sur le gouvernement congolais pour qu'il élabore et mette en pratique un plan d'action afin d'empêcher et de faire cesser le recrutement d'enfants dans l'armée congolaise et dans d'autres groupes armés, et insister pour que les commandants coopèrent avec les spécialistes de la protection de l'enfant qui contrôlent les troupes afin d'identifier les enfants se trouvant dans leurs rangs.
- Soutenir des réformes militaires globales menées par le gouvernement congolais, avec des contrôles stricts sur l'utilisation des fonds des donateurs.
- Garantir que les soldats du maintien de la paix de l'ONU disposent des ressources nécessaires de toute urgence pour mener à bien leur mandat de protection des civils.

Résultats des opérations militaires contre les FDLR depuis janvier 2009

| Réussites | Coûts |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 071 combattants FDLR rapatriés[1] | 1 143 civils tués, dont au moins 10 chefs locaux[2] |
| Environ 250 à 300 combattants FDLR tués[3] | 7 000 femmes et filles violées, dont la majorité par les FDLR et les soldats des FARDC déployés lors des opérations militaires.[4] |
| 1 632 personnes dépendant des FDLR sont retournées au Rwanda[5] | Près de 900 000 civils forcés d'abandonner leurs maisons depuis janvier 2009 dans le Nord Kivu et le Sud Kivu[6] |
| 10 949 réfugiés rwandais sont retournés au Rwanda[7] | 6 037 logements détruits par le feu (tant par les FDLR que par les FARDC) [8] |
| Les FDLR partiellement coupés de leurs sources de revenus | 123 attaques des FDLR contre des villages, causant des morts parmi les civils[9] |
| Des dizaines de milliers de personnes déplacées dans le Nord Kivu et le Sud Kivu sont rentrées chez elles[10] La structure militaire des FDLR serait affaiblie, bien que la capacité de s'en prendre aux civils demeure intacte | Des centaines de civils enrôlés pour effectuer du travail forcé temporaire[11] Nouveaux recrutements dans les rangs des FDLR, y compris d'enfants[12] |
| Amélioration dans les relations entre le Rwanda et la RDC. Intégration des CNDP et d'autres groupes armés dans l'armée congolaise, mais cette intégration reste fragile | Plusieurs groupes armés ne sont toujours pas intégrés, maintiennent des structures de commandement parallèles ou menacent d'abandonner le processus d'intégration |

[1] Statistiques du programme de DDRRR de l'ONU de janvier à septembre 2009

Leçon 4 : Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

- [2] Statistiques tirées d'enquêtes faites par Human Rights Watch avec des informations complémentaires issues de rapports internes de la MONUC et de sources locales fiables. Human Rights Watch détient des informations faisant état de 476 autres décès non encore confirmés.
- [3] Estimations données à Human Rights Watch par des experts militaires et autres des FDLR.
- [4] 4 658 nouveaux cas ont été recensés par le FPA de l'ONU au Nord Kivu et au Sud Kivu entre janvier et juin 2009. Les statistiques ne sont pas finalisées pour la période allant de juillet jusqu'à la mi-octobre, mais les rapports préliminaires indiquent que des cas ont été recensés dans une proportion comparable. Dans le Sud Kivu, 2 584 cas ont été recensés pour le premier semestre 2009, contre 2 883 cas recensés pour toute l'année 2008.
- [5] Statistiques du programme de DDRRR de l'ONU allant de janvier à septembre 2009.
- [6] Statistiques d'OCHA de janvier à août 2009.
- [7] Statistiques du HCR, du 1^{er} janvier au 25 septembre 2009.
- [8] Documenté par Human Rights Watch.
- [9] Documenté par Human Rights Watch.
- [10] Les personnes qui sont retournées chez elles sont surtout des déplacés à la suite de vagues de violence précédentes, avant janvier 2009. Les statistiques exactes portant sur les personnes retournées dans leur région d'origine sont inconnues. Nombre des personnes déplacées qui ont récemment quitté les camps pour personnes déplacées des environs de Goma et d'ailleurs se sont rendues sur de nouveaux sites de déplacement secondaires car elles craignent encore de rentrer chez elles.
- [11] Documenté par Human Rights Watch.
- [12] Renseignements sur le recrutement collectés par Human Rights Watch.

Leçon 5



La police orientée vers la communauté

Aperçu de la leçon

Objectif

Permettre à la Police des Nations unies (POLNU) de comprendre la portée et les concepts de base de la philosophie de la police orientée vers la communauté (POC, COP en anglais) dans le contexte du maintien et de la consolidation de la paix.

Pertinence

La Police des Nations unies est un service orienté vers la communauté. Elle est souvent déployée dans des environnements où la légitimité de la police est faible, fragile ou inexistante. L'une des tâches essentielles de la POLNU consiste à rétablir et à entretenir la confiance de la population à l'égard de sa propre police. La POLNU doit promouvoir le concept de police par consentement et encourager le public à devenir un partenaire dans la prévention et la détection de la criminalité au sein de leurs communautés. Nombre de ces tâches requièrent des connaissances, des aptitudes, de l'expérience et des compétences hautement spécialisées.

C'est pourquoi il est impératif que tous les policiers des Nations unies, déployés dans les missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales, comprennent la philosophie ainsi que les aspects stratégiques et opérationnels de la police axée sur la communauté, afin d'aider les composantes police à remplir le rôle de police orientée vers la communauté qui leur a été confié, principalement en apportant un soutien opérationnel et en renforçant les capacités de la police du pays hôte et d'autres services chargés de l'application de la loi, ainsi que chaque fois que la POLNU est chargée de missions de police dans le cadre d'un mandat exécutif et d'autres tâches assurées par les services en charge de l'application des lois.

Cette session présente le concept de police orientée vers la communauté des Nations unies dans les environnements de conflit et d'après-conflit, ses quatre éléments essentiels, ses avantages et ses défis, et identifie les documents d'orientation de la POC.

Objectifs pédagogiques

- Expliquer le concept de POC
- Décrire les avantages de la POC
- Expliquer les quatre éléments essentiels de la POC
- Illustrer le processus de résolution de problèmes
- Identifier les défis liés à la mise en œuvre de la POC

Contenu de la leçon

- Qu'est-ce que la police orientée vers la communauté (POC) ?
- Principaux documents de référence
- Les avantages de la POC
- Quatre éléments essentiels de la POC
- Résolution des problèmes
- Mise en œuvre de la POC
- Contraintes, risques et défis

| Plan de la leçon | |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Qu'est-ce que la police orientée vers la communauté ? | Diapositives 5-10 |
| Principaux documents de référence | Diapositive 11 |
| Activité pédagogique 5.1 : Importance de l'implication de la communauté | Diapositive 12 |
| Les avantages de la POC | Diapositive 13 |
| Activité pédagogique 5.2 : POC vs. Police traditionnelle | Diapositive 14 |
| Quatre éléments essentiels de la POC | Diapositives 15-23 |
| Activité pédagogique 5.3 : Mobiliser les communautés | Diapositive 24 |
| Résolution des problèmes | Diapositives 25-30 |
| Mise en œuvre de la POC | Diapositives 31-34 |
| Contraintes, risques et défis | Diapositive 35 |
| Réflexion finales et conclusion | Diapositive 36 |

La leçon

Durée de la leçon : 120 minutes au total

45 minutes : présentation

75 minutes : échange interactif ou activité



Commencer la leçon

Pour un début de leçon interactif, envisagez les options suivantes :

- *Demandez aux apprenants s'ils ont déjà été déployés dans des opérations de maintien de la paix en tant que policiers des NU [UE, UA, OSCE, etc.]. Identifiez les participants qui peuvent contribuer en tant que personnes ressources. Invitez ceux qui ont de l'expérience à indiquer les missions, la durée du déploiement et le rôle spécifique qu'ils ont eu en mission.*
- *Demandez aux apprenants de :*
 - *Décrire quel type d'environnement on peut rencontrer dans une mission après-conflit du point de vue de la police.*
*Réponses attendues : travail dans des environnements peu familiers, les forces de l'ordre peuvent être défaillantes ou avoir perdu leur capacité d'action, violations généralisées des droits de l'homme, faible protection des civils et augmentation de la criminalité, extrémisme violent et terrorisme, effondrement général de l'État de droit et absence d'autorités publiques, corruption "institutionnalisée" et pratiques frauduleuses, **faible légitimité de la police.***
 - *Citer l'un des principaux objectifs des activités de la police des NU ?*
*Réponses attendues : restaurer ou créer la **confiance du public et la légitimité** pour garantir des services de police efficaces, efficaces, représentatifs, à l'écoute et responsables qui servent et protègent la population*
 - *Expliquer comment cet objectif peut être atteint.*
Réponses attendues : sur la base de la philosophie de la police orientée vers la communauté – être en contact avec le public, impliquer la communauté, répondre aux besoins de la communauté
- *Faites un débriefing pour dresser une liste des faits que le groupe connaît déjà au sujet de la POC. Notez les réponses sur le tableau de conférence pour vous y référer pendant la leçon.*
- *Passez la vidéo OSCE : Police orientée vers la communauté (3'56 minutes) et demandez aux participants si le contenu de la vidéo correspond à leurs connaissances en matière de police orientée vers la communauté. Pourquoi ou pourquoi pas ?*

- <https://www.osce.org/secretariat/107820>
- Remarque : la langue de la vidéo peut être changée en accédant à l'icône des paramètres, puis en sélectionnant sous-titres, traduction automatique, puis en sélectionnant la langue appropriée.

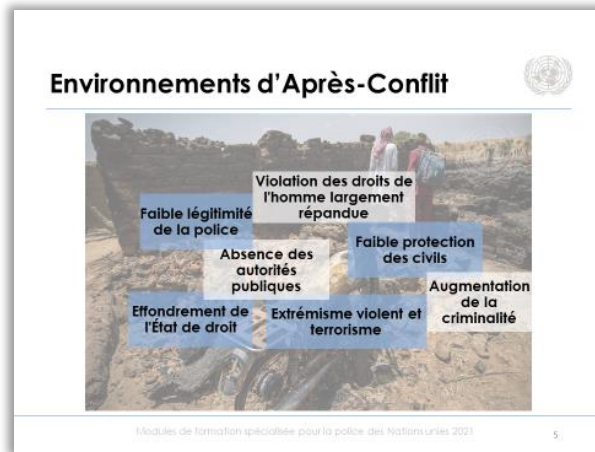
Introduisez les points suivants (en utilisant les diapositives d'introduction) :

- Objectif
- Pertinence
- Objectifs pédagogiques
- Contenu de la leçon

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : "Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre". Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Qu'est-ce que la police orientée vers la communauté ?

Diapositive 5



Message clé : Les environnements de conflit et d'après-conflit sont souvent caractérisés par un effondrement total de l'État de droit, l'absence d'autorités étatiques et une faible légitimité de la police.

Le rôle de la police des Nations unies dans le maintien de la paix diffère fondamentalement de celui que la police assure au niveau national (voir leçon 1 « Présentation de la police des Nations unies »).

Les environnements de conflit et d'après-conflit sont souvent caractérisés par des violations généralisées des droits de l'homme, une faible protection des civils et une augmentation de la criminalité, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Dans ces environnements, l'autorité, le pouvoir et les règles d'interaction sociale sont instables avec un effondrement général de l'état de droit, l'absence d'autorités étatiques et une faible légitimité de la police.

Cette situation, associée à des structures institutionnelles affaiblies, crée souvent un environnement propice à « l'opportunisme » de nature criminelle, à la corruption "institutionnalisée" et aux pratiques frauduleuses, tout en contribuant à la possibilité d'une prévalence de la grande criminalité et de la criminalité organisée, et à la persistance des facteurs souvent identifiés comme des causes profondes de conflit qui ont inévitablement un impact sur la sûreté et la sécurité des communautés et de la population dans son ensemble.

Les environnements d'après-conflit sont caractérisés par une faible légitimité de la police. L'adhésion/le respect est un élément indispensable de la mission de police. Une coopération étroite avec la communauté est la clé d'une police efficace et contribue à améliorer la confiance dans l'État pour assurer la sûreté et la sécurité des personnes.

Diapositive 6



Message clé : La POC est une stratégie visant à encourager le public à agir en tant que partenaire de la police dans la prévention et la gestion de la criminalité ainsi que dans d'autres aspects de la sécurité et de l'ordre public, basée sur les besoins de la communauté.

La police orientée vers la communauté est un effort de collaboration entre la police et la communauté qui identifie les problèmes de criminalité et d'atteintes à l'ordre public et implique tous les membres de la communauté dans la recherche de solutions à ces problèmes.

Le principe de la police orientée vers la communauté est que la police ne peut à elle seule contrôler la criminalité et les atteintes à l'ordre public et améliorer la qualité de vie des habitants.

La police orientée vers la communauté est à la fois une **philosophie** (une façon de penser) et une **stratégie organisationnelle** (une façon de mettre en œuvre cette philosophie).

L'accent n'est pas simplement mis sur la réaction face à un problème, mais sur la prévention de la criminalité et la résolution des problèmes de la communauté. Cette philosophie repose sur la conviction que la police et la communauté doivent travailler ensemble en tant que partenaires pour relever les défis contemporains.

Une police orientée vers la communauté efficace a un impact positif sur la réduction de la criminalité, la diminution de la menace criminelle et l'amélioration de la qualité de vie au sein de la communauté.



Demandez aux participants de définir ou de décrire la communauté. Après la discussion, montrez la diapositive suivante.

Diapositive 7

Définition de la communauté



Un groupe de personnes, vivant souvent au même endroit, qui partagent une culture, une religion, une ethnie, des valeurs, des normes et des préoccupations communes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

7

La communauté est un groupe spécifique de personnes, vivant souvent dans une zone géographique définie, qui partagent une culture, une religion, une ethnie, des valeurs, des normes et des préoccupations communes et qui sont organisées dans une structure sociale en fonction des relations que la communauté a développées au cours d'une période donnée.

Le terme « communauté » comprend les lieux de travail, les écoles, les églises, les agences privées et publiques, les groupes sociaux et les sites de soins médicaux.

Diapositive 8



Conformément à la résolution 2185 (2014) du Conseil de sécurité¹, qui a été la première résolution autonome sur la police des Nations unies, et à la politique du DOMP-DAM sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales², le terme « police orientée vers la communauté » est défini comme suit :

« une stratégie visant à encourager le public à agir en tant que partenaire de la police dans la prévention et la gestion de la criminalité ainsi que dans d'autres aspects de la sécurité et de l'ordre public, basée sur les besoins de la communauté ».

Dans les environnements d'après-conflit, il peut être plus difficile de mettre en œuvre une police orientée vers la communauté. La police peut souffrir d'une faible légitimité, et la confiance est un élément indispensable du maintien de l'ordre. La police des Nations unies – dans toutes ses activités, opérations et interactions avec le public – doit agir sur la base de la philosophie de la police orientée vers la communauté dans son soutien à la police de l'État hôte et aux autres forces de l'ordre. Cette approche aidera la police des Nations unies à se rapprocher du public en renforçant la légitimité de la gouvernance formelle et en améliorant la satisfaction de la communauté à l'égard des services de police. Une plus grande confiance du public dans la police conduit à un

¹ <https://digitallibrary.un.org/record/783462?ln=en>

² DPKO-DFS Lignes directrices sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales de l'ONU, Réf. 2015.15, paragraphe 28
<https://police.un.org/en/policy-united-nations-police-peacekeeping-operations-and-special-political-missions-2014>

meilleur échange d'informations de qualité de la part du public, ce qui à son tour favorise une plus grande efficacité organisationnelle de la police.

La police a besoin du soutien de la communauté car sa capacité à maintenir la sécurité et à gérer la criminalité par l'application de la loi en s'appuyant exclusivement sur ses propres ressources est limitée.

La police orientée vers la communauté élargit le rôle de la police au-delà de la lutte contre la criminalité pour maintenir l'ordre et améliorer les conditions de vie des habitants. Alors que la police traditionnelle se caractérise par des réponses réactives à la criminalité, la police orientée vers la communauté met l'accent sur la résolution proactive des problèmes afin de prévenir et de contrôler la criminalité.

Diapositive 9

Exemple de POC : Bâtir la Confiance



Objectif : Etablir et renforcer la confiance entre les chefs de district et la Police nationale congolaise (PNC) dans le cadre de la protection des civils.

Initiative : La MONUSCO a facilité une réunion entre les chefs de district et les hauts responsables de la PNC à Kalemie, dans la province du Tanganyika.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021



Utilisez cette diapositive pour présenter un exemple de POC dans l'environnement des Nations unies (République Démocratique du Congo). Demandez aux participants d'identifier les éléments de la COP qu'ils voient dans cet exemple.

Afin d'instaurer et de renforcer la confiance entre les acteurs locaux et la Police nationale congolaise (PNC) dans le cadre de la protection des civils, la MONUSCO a facilité, en juin 2020, une réunion entre les chefs de district et les officiers supérieurs de la PNC à Kalemie, dans la province du Tanganyika.

La réunion a encouragé les initiatives locales et a favorisé la création d'un conseil local pour les services de sécurité de proximité. Les participants ont passé en revue les mesures de sécurité et les moyens par lesquels la population locale peut participer à une lutte plus efficace contre l'insécurité dans la ville de Kalemie.

Cette initiative est conforme aux interventions de la police de la MONUSCO, qui a évalué les stratégies de sécurité avec la PNC et les chefs des districts de Kalemie dans le cadre de la stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité à Kalemie (SOLIKA) :

- Effectuer des patrouilles conjointes avec la PNC
- Création de numéros verts (gratuits)
- Installation de lampadaires pour éclairer les postes de police dans les coins reculés de la ville
- Mise en place de conteneurs servant de poste de police afin d'améliorer le professionnalisme et les conditions de travail

Source : <https://police.un.org/en/tanganyika-monusco-encourages-districts-leaders-to-collaborate-with-police-fight-against-insecurity>

Diapositive 10

Approche de la Police Orientée vers la Communauté



- Les problèmes communautaires nécessitent des solutions et un soutien communautaires
- Les questions de genre doivent être intégrées dans toutes les activités de la POC
- Respect et protection des droits de l'homme

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

10

Message clé : Les problèmes de la communauté requièrent des solutions et un soutien de la part de la communauté.

Les problèmes de la communauté nécessitent des solutions et un soutien de la part de la communauté. La police des Nations unies peut être mandatée et engagée dans la création d'un environnement plus sûr où la communauté sera protégée pour assurer une paix durable. Un engagement plus large de la communauté aide la mission à concevoir de meilleures stratégies de protection pour garantir l'amélioration de la qualité de vie des personnes qu'elle est chargée de servir et de protéger. La POC reconnaît que les problèmes de la communauté nécessitent des solutions et un soutien de la part de la communauté.

La police des NU veille à ce que les mandats relatifs à l'égalité des genres et à « Femmes, Paix et Sécurité » soient intégrés dans toutes les activités de la police.

La police des Nations unies utilise l'analyse du genre et intègre les considérations de genre dans les aspects clés des opérations de la police des Nations unies, tels que l'évaluation, la planification, la gestion, la budgétisation et les programmes de développement des capacités pour la réforme de la police.

Elle promeut une représentation non discriminatoire et équitable des femmes qualifiées dans la police de l'État hôte à tous les niveaux et s'emploie activement à faire en sorte que les femmes au sein de la police de l'État hôte bénéficient des mêmes capacités et des mêmes possibilités d'évolution de carrière.

La police des Nations unies veille à ce que les femmes policières participent de manière équitable à la prise de décision dans le cadre du processus de réforme de la police.

Par exemple, les comités consultatifs peuvent être organisés géographiquement, mais ils peuvent également être basés sur des identités sociales, telles que les groupes ethniques et les religions, ou les professions, et doivent promouvoir l'équilibre entre les hommes et les femmes.

Les policiers de proximité doivent veiller à ce que les droits des femmes soient respectés au sein de la communauté dans son ensemble :

- Les femmes et les hommes doivent être invités et avoir la possibilité de participer et de s'exprimer librement.
- Sensibilisation supplémentaire pour accroître la participation des femmes. Des discussions séparées réservées aux femmes peuvent être nécessaires pour s'assurer que les femmes et les filles s'expriment ouvertement.
- Les publications relatives à l'événement (invitations, dépliants, ordre du jour, communiqué de presse, rapports, discours, etc.) doivent tenir compte de l'égalité entre les femmes et les hommes (par exemple, photographies représentant les deux genres).
- Des programmes réguliers de sensibilisation à la violence sexiste et à l'égalité des genres devraient être coordonnés par les responsables de la POC, les bailleurs bilatéraux, les ONG et/ou les agences humanitaires, ainsi que les parties prenantes de la communauté. La formation continue des hommes et des garçons est essentielle pour réduire la criminalité fondée sur le genre.
- Il est essentiel de soutenir ou d'aider à la création d'équipes d'intervention pour la sécurité des victimes ou de centres d'aide aux victimes afin d'apporter un meilleur soutien aux femmes victimes de crime et d'accroître la confiance dans la police.

Le respect et la protection des droits de l'homme constituent l'une des pierres angulaires de la POC.

La POC est guidée par l'obligation de respecter et de protéger les droits de l'homme, les normes, l'éthique et les standards en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale. Tout soutien apporté à la police de l'État hôte doit être conforme à la politique des Nations unies en matière de diligence voulue en matière de droits de l'homme (voir leçon MFS n° 4).

La police des NU veille à ce que ses homologues des pays hôtes respectent pleinement leurs engagements en matière de droits de l'homme :

- Non-discrimination
- Interdiction de la torture
- Dans l'usage de la force, les arrestations et détentions.

Le BHCDH (bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme) a identifié la POC comme une bonne pratique, aidant la police à garantir le respect des obligations en

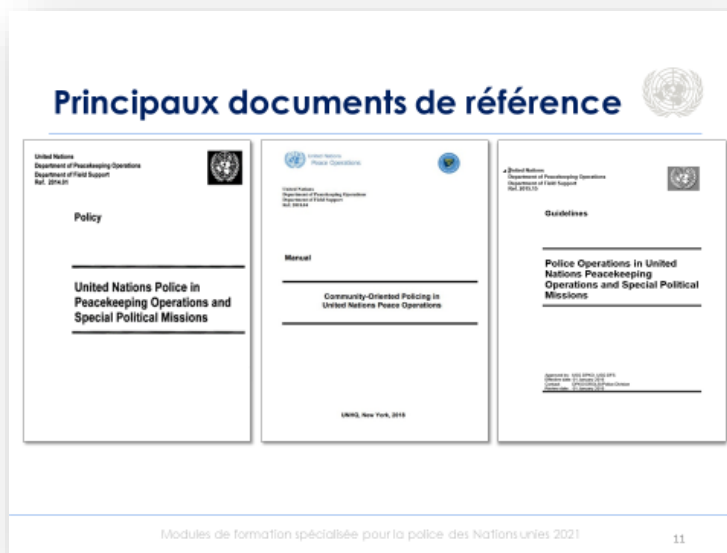
matière de droits de l'homme et à adhérer aux normes internationales dans le domaine de la justice pénale et de la prévention de la criminalité.

Le soutien apporté par les entités des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes doit être compatible avec les buts et principes de l'Organisation énoncés dans la Charte et avec les obligations qui lui incombent en vertu du droit international de respecter, de promouvoir et d'encourager le respect du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés.

L'aide des Nations unies ne peut être fournie lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire qu'il existe un risque réel que les entités bénéficiaires commettent de graves violations du droit international humanitaire, des droits de l'homme ou du droit des réfugiés et que les autorités compétentes ne prennent pas les mesures correctives ou d'atténuation nécessaires.

Principaux documents de référence/d'orientation

Diapositive 11



Message clé : Les principaux documents de référence relatifs à la police orientée vers la communauté de la police des Nations unies sont les suivants :

- SEC ONU RES 1325 (2000)
- UN SEC RES 2185 (2014)
- UN SEC RES 2382 (2017)

- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (Réf. 2014.01)
- Lignes directrices DOMP/DAM sur les opérations de police dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des NU (Réf. 2015.15)
- Manuel DOMP/DAM sur la police orientée vers la communauté dans les opérations de paix (Réf. 2018.04).

Politique générale sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (Réf. 2014.01).

La politique est conçue pour aider les composantes police à promouvoir l'état de droit et la sécurité publique et à assurer la sécurité des policiers déployés par les Nations unies. La politique est le cadre général de la hiérarchie des documents d'orientation et assure la cohésion des différents documents d'orientation.

Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (Réf. 2015.15)

Ces lignes directrices sont conçues pour aider les composantes police à remplir les missions qui leur ont été confiées, notamment le soutien opérationnel à la police du pays hôte et aux autres organes chargés de veiller au respect de la loi, ainsi que les missions de police assurées de manière temporaire et les autres fonctions d'application de la loi, le cas échéant. Sauf indication contraire, les présentes lignes directrices partent du principe que la police des Nations unies a été mandatée pour exercer des fonctions de police de manière temporaire ou exécutives pendant que la police du pays hôte et d'autres services chargés de l'application de la loi se préparent à assumer ces responsabilités. L'objectif est de permettre la fourniture d'orientations sur une gamme complète de tâches que la police des Nations unies peut être amenée à remplir.

Manuel du DOMP/DAM sur la police orientée vers la communauté dans les opérations de paix (Réf. 2018.04.).

Ce manuel est conçu pour aider les composantes police à remplir le rôle de police orientée vers la communauté qui leur a été confié, principalement en fournissant un soutien opérationnel et en renforçant les capacités de la police du pays hôte et aux autres services chargés de l'application de la loi, ainsi que chaque fois que la police des NU est mandatée pour assurer des missions de police de manière temporaire et d'autres missions d'application de la loi. Sauf indication contraire, ce manuel part du principe que la Police des Nations unies a été mandatée pour fournir une assistance au renforcement des capacités de la police du pays hôte et des autres organes chargés de veiller au respect de la loi. L'objectif est de fournir des conseils sur l'ensemble des tâches que la Police des Nations unies peut être amenée à remplir à cet égard.

Activité d'apprentissage 5.1

L'importance d'impliquer la communauté

Objectif : Identifier en quoi impliquer la communauté dans la prévention et le contrôle de la criminalité est important

INSTRUCTIONS :

- Demandez aux participants de travailler en sous-groupes (4-5 par groupe).
- Demandez aux sous-groupes de discuter de l'importance d'impliquer la communauté dans la prévention et le contrôle de la criminalité.
- Demandez aux sous-groupes de résumer le contenu de leurs discussions et de le partager en session plénière avec les autres participants.

TEMPS : 15 minutes

- Discussion en sous-groupes : 5 minutes
- Présentations : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage.
- Tableaux de conférence et marqueurs.

Activité d'apprentissage 5.1



Instructions

Discutez dans vos groupes : Pourquoi est-il important d'impliquer la communauté dans la prévention et le contrôle de la criminalité ?

- **Durée :** 15 minutes
- **Discussion :** 5 minutes
- **Présentation :** 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

12



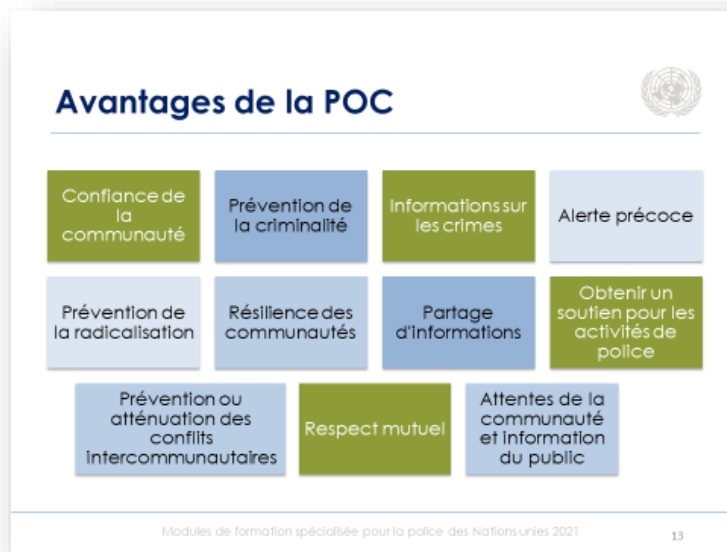
Note à l'attention du formateur : Renforcez les points suivants s'ils n'ont pas été mentionnés par les participants lors de la session plénière :

La police orientée vers la communauté repose sur la reconnaissance du fait que la police s'acquittera beaucoup mieux de sa responsabilité de protection de la société si elle peut compter sur le soutien du public. En s'assurant la coopération du public, la police obtient de meilleures informations sur la criminalité, de nouvelles ressources matérielles, un soutien moral pour ses activités et du respect. La coopération avec le public accroît la fiabilité et le respect de la police et l'aide donc à s'acquitter plus efficacement de ses tâches.

La police orientée vers la communauté reconnaît que la capacité de la police à maintenir la sécurité et à gérer la criminalité par l'application de la loi en se basant exclusivement sur ses propres ressources est limitée. Il n'y a pas assez de policiers pour dissuader efficacement et visiblement la criminalité ou répondre immédiatement en cas d'urgence.

Les avantages de la POC dans les situations de conflit et d'après-conflit

Diapositive 13



Message clé : La POC profite à la fois à la police et à la communauté dans le maintien de la sécurité et la gestion de la criminalité, en particulier dans les environnements de conflit et d'après-conflit. La coopération policière a également un impact vital sur d'autres activités de la police des NU, telles que le renforcement des capacités et le développement, la protection des civils, les opérations, le renseignement, etc.

Le manuel des Nations unies sur la police orientée vers la communauté dans les opérations de paix des Nations unies identifie les avantages de la coopération policière comme suit :

- Confiance de la communauté
- Prévention de la criminalité
- Informations sur les délits
- Alerte précoce
- Prévention de la radicalisation

- Résilience de la communauté
- Partage d'informations
- Obtenir un soutien pour les activités de police
- Prévention ou atténuation des conflits intercommunautaires
- Respect mutuel
- Attentes de la communauté et information du public

La confiance de la communauté. Lorsque la communauté collabore avec la police pour créer un environnement plus sûr, elle renforce la confiance et permet à la communauté de faire davantage confiance à la police et de moins la craindre. La communauté comprendra mieux les forces de l'ordre, ce qui l'aidera à respecter le travail de la police.

Prévention de la criminalité. Lorsqu'une communauté fait confiance à la police, elle est encouragée à identifier et à signaler ses préoccupations, par exemple les facteurs qui peuvent contribuer à troubler la paix ou qui peuvent donner lieu à des activités criminelles.

Informations sur les crimes. Pour dissuader les criminels potentiels en appliquant les lois, la police a besoin d'informations que seul le public peut lui fournir. Très peu de crimes sont traités par la police sans que le public ne fournisse d'informations. Dans la plupart des enquêtes criminelles, l'identité probable du coupable est généralement fournie par la victime ou des témoins – un nom, un lien avec la victime, une adresse, une description détaillée et un numéro d'une plaque d'immatriculation. Ces informations sont le point de départ de la plupart des enquêtes criminelles réussies. Sans elles, la police ne sait pas par où commencer.

Alerte précoce. Le public peut également fournir des informations sur les facteurs qui posent des problèmes à la police, telles que les familles à problèmes, les bars causant des nuisances, les récidivistes, les situations dangereuses, les comportements hostiles et agressifs, etc.

Prévention de la radicalisation. Les gens sont entraînés dans des mouvements radicaux et violents par des processus de manipulation et d'accompagnement (socialisation), souvent facilités par des facteurs personnels, émotionnels ou psychologiques, tels que l'aliénation, la recherche d'identité et de dignité, la vengeance pour des mauvais traitements antérieurs, la rupture de la communication entre les représentants de l'autorité et les jeunes, ainsi que par les « communautés virtuelles » sur les médias sociaux. Empêcher les gens de rejoindre des groupes extrémistes violents nécessite donc une analyse et une réflexion plus approfondies sur les fondements du tissu social des pays menacés par l'extrémisme violent (PNUD 2016).

La résilience de la communauté. La prévention de la criminalité dépend en grande partie de ce que le public fait pour lui-même en améliorant la résilience de sa propre

communauté face aux menaces criminelles. La police ne peut pas être partout, c'est le public qui l'est. La police orientée vers la communauté donne la priorité à l'éducation des gens sur les mesures qu'ils peuvent prendre pour se protéger, comme éviter les zones à forte criminalité, sécuriser leurs voitures, mettre en place des programmes de surveillance de quartier et installer des serrures et des systèmes d'alarme dans leurs maisons.

Partage d'informations. La recherche a montré que la police est plus efficace pour contrôler la criminalité lorsqu'elle dispose d'informations qui lui permettent de concentrer ses ressources sur des personnes ou des lieux particuliers. Grâce à une interaction étroite avec le public, la police apprend à distinguer les honnêtes citoyens des délinquants, et à identifier les zones à forte criminalité.

Obtenir un soutien pour le maintien de l'ordre public et d'autres activités d'application des lois. En consultant les communautés sur leurs besoins et leurs préoccupations, la police obtient un soutien pour les actions de maintien de l'ordre, telles que les contrôles aléatoires de l'alcoolémie des conducteurs de véhicules motorisés, l'interrogation des personnes dans la rue après un délit, accompagner le retour des enfants qui font l'école buissonnière chez leurs parents ou à l'école, les interventions dans les maisons facilitant l'usage de la drogue ou photographier les hommes sollicitant des prostituées dans les quartiers résidentiels.

Prévention ou atténuation des conflits intercommunautaires. La nécessité de prévenir ou d'atténuer les conflits intercommunautaires par la médiation et, en collaboration avec les agences spécialisées de l'équipe pays des Nations unies, de mettre en œuvre des mesures visant à s'attaquer à leurs causes profondes, est une question fréquemment soulevée. La POC peut permettre au sein des communautés en conflit d'exercer un effet de levier sur :

1. **La volonté** des autorités et des chefs traditionnels des communautés de jouer un rôle constructif dans la résolution pacifique des conflits intercommunautaires,
2. **Le renforcement** des mécanismes traditionnels et informels de résolution des conflits et un plus grand respect de ceux-ci,
3. **La volonté** des autorités et des autres parties au conflit d'assumer leurs responsabilités en matière de prévention ou de résolution des conflits intercommunautaires,
4. **L'accès au personnel des Nations unies** pour faciliter les efforts de médiation, ainsi que pour **mettre en œuvre des mesures qui s'attaquent aux causes profondes**, notamment en ce qui concerne les préoccupations en matière de sécurité des communautés,

Respect mutuel. La police orientée vers la communauté permet aux individus de donner leur avis et leur point de vue à la police. Elle permet aux communautés d'exprimer leurs préoccupations concernant certaines pratiques policières ou certains événements, ce qui permet à la fois à la police et à ces communautés d'examiner ces faits afin d'expliquer l'approche adoptée, d'apaiser les préoccupations ou de rechercher des solutions.

Attentes de la communauté et information du public. Les nouvelles initiatives de police orientées vers la communauté peuvent sembler parfois trop courtes pour permettre des résultats significatifs et, à l'occasion, peuvent n'apporter que peu d'avantages tangibles aux communautés. Avec le temps et aucun changement, cette situation est susceptible d'affecter la confiance et le respect de la communauté envers la police et les relations entre la police et la communauté peuvent se détériorer. En répondant aux attentes croissantes de la communauté, la police doit rapidement développer une approche consistant à expliquer ce qu'elle peut et ne peut pas faire et pourquoi.

Activité d'apprentissage

5.2

Police traditionnelle et police orientée vers la communauté

Objectif : Identifier les différences entre la police traditionnelle et la POC

INSTRUCTIONS :


- Demandez aux participants de travailler en sous-groupes (4-5 par groupe).
- Demandez aux sous-groupes de comparer la police traditionnelle à la POC.

DURÉE : 20 minutes

- Travail en sous-groupes : 10 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage.
- Tableaux de conférence et marqueurs.



Activité d'apprentissage 5.2

Instructions

Discutez-en dans vos groupes : comparez les activités de police traditionnelle avec celles de la police orientée vers la communauté

- Durée : 20 minutes
- Discussion : 10 minutes
- Présentation : 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

14



Note pour l'instructeur : Répartissez les participants en sous-groupes.

- 1^{ère} option : Discutez en sous-groupes, en notant les propositions dans la colonne correspondante du tableau de conférence.
- 2^{ème} option : Fournissez aux participants des notes autocollantes ou des fiches cartonnées, invitez les participants à écrire les différences sur ces notes ou fiches et ensuite de les placer dans la colonne correspondante sur la feuille de papier.
- Utilisez les informations suivantes pour débriefer l'activité.

| Question | Police traditionnelle | POC |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Qui est la police ? | Service gouvernemental chargé de l'application de la loi | La police est le public et le public est la police |
| Quel est l'objectif ? | Application de la loi, dissuasion, réaction aux incidents | Renforcement de la communauté, approche de résolution des problèmes, police proactive, prévention de la criminalité |
| Comment l'efficacité de la police est-elle mesurée ? | Par le taux de constatations et d'arrestations, le taux d'élucidations, la réduction du taux de criminalité | Par des taux de satisfaction du public, des rapports plus précis sur la criminalité et des objectifs à long terme de réduction de la criminalité, du désordre et de la menace criminelle. |
| Quelles sont les priorités les plus importantes ? | Les infractions graves (par exemple, les braquages de banque) et violentes | Quels que soient les problèmes qui perturbent le plus la communauté |
| De quoi la police s'occupe-t-elle en particulier ? | Incidents/infractions | Problèmes et préoccupations de la communauté |
| Qu'est-ce que le professionnalisme policier ? | Réponse rapide et efficace aux infractions graves et à la criminalité | Un engagement étroit avec la communauté |
| Structure organisationnelle | Centralisée | Décentralisée au sein de la communauté |
| Où se situent l'importance et la valeur de l'organisation ? | Avec les plus hauts gradés | L'accent est mis sur la valeur du rôle individuel, et non sur le grade |

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Quel est le rôle du service de relations publiques avec les médias ?</i> | <i>Contrôler la diffusion de l'information et fournir des réponses aux médias</i> | <i>Favoriser des relations positives avec les médias et développer un canal de communication essentiel avec la communauté</i> |
| <i>Comment la police considère-t-elle les poursuites ?</i> | <i>Un objectif important</i> | <i>Un outil parmi d'autres</i> |

Diapositive 15



Message clé : Le concept de POC de l'ONU est développé à partir de quatre éléments ou stratégies, conçus pour encourager la communauté à devenir des partenaires dans le contrôle et la prévention de la criminalité. Les quatre éléments essentiels de la POC sont les suivants 1. Consultation des communautés 2. Répondre aux communautés 3. Mobiliser les communautés 4. Résoudre les problèmes récurrents.

Le concept de POC des Nations unies est développé à partir de quatre stratégies principales, conçues pour encourager la communauté à devenir des partenaires dans le contrôle et la prévention de la criminalité. Les quatre éléments essentiels de la POC sont les suivants : 1. Consultation des communautés, 2. Répondre aux communautés, 3. Mobiliser des communautés, 4. Résolution des problèmes récurrents.

Consultation des communautés

Diapositive 16



Message clé : La consultation des communautés est un moyen important de démontrer que la police est au service du public.



Note pour l'instructeur : Pour rendre les diapositives suivantes interactives, divisez les participants en trois sous-groupes. Attribuez à chaque sous-groupe l'une des questions : QUOI ? QUI ? ou COMMENT ? Demandez aux groupes de discuter et de noter leurs résultats. Discutez des résultats en séance plénière. Puis, dans l'ordre, présentez les diapositives 17 à 21 pour les comparer aux résultats des groupes. Durée de l'exercice :

- Discussion en sous-groupes - 5 min
- Présentation en plénière - 5 min

La consultation des communautés est essentielle pour obtenir des informations régulières sur la criminalité, les troubles à l'ordre public et les menaces criminelles. En consultant les communautés, la police montre qu'elle se préoccupe des besoins des citoyens et établit une communication (écoute et échanges réciproques) pour hiérarchiser les problèmes et les approches nécessaires pour les résoudre.

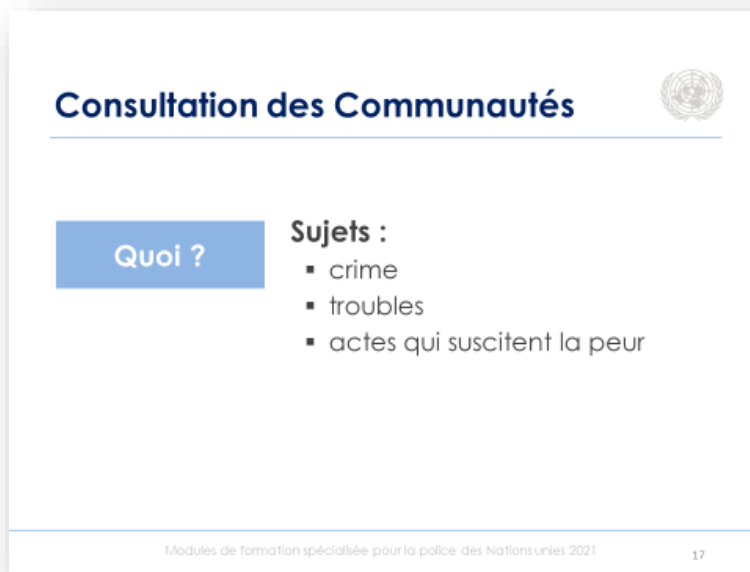
La communauté connaît mieux que la police ses propres préoccupations en matière de criminalité et d'autres problèmes de sécurité publique dans les quartiers, et sa contribution est essentielle pour une utilisation efficace des ressources de la police et des autres services chargés de l'application des lois. De même, il est important de consulter

directement les femmes et les jeunes filles pour évaluer les menaces particulières qu'elles rencontrent ou qui les inquiètent.

Pour garantir l'efficacité des consultations, la police des NU doit avoir une vision claire des trois questions : QUOI ? QUI ? et COMMENT ?

- QUOI : quel est l'objet de la consultation ?
- QUI la police consulte-t-elle ?
- COMMENT se déroule la consultation ?

Diapositives 17



Message clé : La police des NU consulte les communautés sur la criminalité, les troubles à l'ordre public et les menaces.

La police des NU mène des consultations avec les communautés et recueille des informations sur la criminalité, les troubles à l'ordre public et les menaces criminelles ou qui perturbent la communauté. Sur la base des consultations et des informations reçues, la police des NU procède à une analyse et élabore des solutions.

Diapositive 18




Message clé : Pour une approche plus concertée en vue de trouver des solutions, la police des Nations unies recueille des informations et les analyse en consultation avec les parties prenantes.

Pour une approche plus concertée en vue de trouver des solutions, la police des Nations unies recueille des informations et les analyse en consultation avec les partenaires, tels que :

- Les conseils/comités consultatifs locaux,
- Les services de l'État
- La communauté,

Les entités susmentionnées ne sont que quelques exemples de partenaires. Une attention particulière est accordée à la consultation des femmes et des jeunes filles.

Diapositives 19 et 20

Consultation des Communautés 

Qui ?

Principaux groupes citoyens :

- Associations de résidents
- Les acteurs économiques, tels que les banques, les commerçants, les chauffeurs de taxi et les propriétaires d'appartements
- Les prestataires ou organismes de services publics, tels que les hôpitaux, les refuges pour femmes battues, etc.
- Les dirigeants de groupes sociaux/ethniques, tels que les tribus en Afrique, et les immigrants partout dans le monde

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 19

Consultation des Communautés 

Qui ?

Principaux groupes citoyens :

- Organisations de femmes et leurs dirigeantes
- Aînés des villages et des communautés
- Chefs religieux
- Groupes vulnérables - minorités visibles, personnes déplacées en interne, femmes et enfants, LGBTQI, personnes âgées, etc.
- Groupes marginalisés - toxicomanes, migrants
- Autres formations de groupes d'après-conflit possibles

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 20

Les principaux groupes que la police doit consulter peuvent être les suivants :

- Associations de résidents de secteurs, telles que les lotissements et les quartiers
- Acteurs économiques, tels que les banques, les commerçants, les chauffeurs de taxi et les propriétaires d'appartements...
- Représentants ou structures des services publics, tels que les hôpitaux, les refuges pour femmes battues, etc.
- Dirigeants de groupes sociaux/ethniques, tels que les tribus dans plusieurs pays et les immigrants partout dans le monde
- Organisations de femmes et leurs dirigeantes
- « Anciens » du village et de la communauté

- Chefs religieux
- Groupes vulnérables - minorités visibles, personnes déplacées en interne, femmes et enfants, LGBTQI, personnes âgées, personnes handicapées, étrangers, réfugiés, demandeurs d'asile, etc.
- Groupes marginaux - toxicomanes, migrants
- Autres formations communautaires possibles d'après-conflit : communes (par exemple, anciens combattants), association de victimes de conflits, etc.

Bien que le travail avec les communautés puisse être extrêmement bénéfique pour la police, celle-ci doit être attentive à l'impact de ses activités sur les communautés elles-mêmes. Toutes les tranches/catégories des communautés doivent être consultées et impliquées.

Diapositive 21



Message clé : Les parties prenantes participent en fournissant des informations, en collaborant, en coordonnant et en établissant des partenariats avec divers groupes/forums communautaires sur les problèmes communautaires.

Les parties prenantes participent par le biais de :

- L'échange d'informations sur les sujets de préoccupation, y compris la criminalité et les circonstances qui génèrent la criminalité
- La collaboration
- La coordination et partenariat avec divers groupes/forums communautaires sur des problèmes communautaires. Par exemple : Être à l'écoute de la communauté, ce qui implique d'assister à des réunions ou à des événements locaux là où se trouvent les communautés, afin d'identifier les problèmes, les priorités communes et les préoccupations, et de tenir la communauté informée.

Un moyen efficace de mettre en œuvre la police orientée vers la communauté consiste à créer des comités consultatifs, soit

- À différents niveaux de l'organisation policière (local, régional, national, etc.), ou
- Basé sur les identités sociales (tribus, religion, profession, etc.).

Une autre stratégie consiste à désigner des officiers de liaison parmi les :

- Groupes ayant des besoins particuliers (représentants tribaux, femmes, jeunes, minorités ethniques, religieuses et/ou sexuelles, etc.)
- Compagnies privées de sécurité
- Écoles

Il est important de promouvoir l'équilibre entre les genres parmi les participants dans tous les comités consultatifs.

Diapositive 22

Répondre aux Communautés

La police traite le public comme des clients à servir

Proactivité

Visibilité

Accessibilité

Rapidité d'intervention

Efficacité

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 22

Message clé : La police des Nations unies traite le public comme un client à servir. La police des Nations unies doit toujours faire preuve de volonté et de capacité à répondre aux besoins de sécurité des individus et des groupes vivant dans leurs communautés.

La POC doit répondre aux différents besoins de toutes les catégories de la communauté.

Pour obtenir la coopération de la communauté qui est essentielle à la réussite du contrôle et de la prévention de la criminalité, la police doit démontrer qu'elle est disposée et capable de répondre aux besoins de sécurité des individus et des groupes. La police doit montrer qu'elle donne la priorité aux besoins des citoyens. Pour ce faire, elle collecte activement les demandes d'assistance du public et y répond rapidement, avec courtoisie et sympathie. Si elle n'est pas en mesure de fournir ce qui est nécessaire, elle donne des conseils sur les autres possibilités d'aide et d'assistance.

En bref, la police traite le public comme des clients à servir plutôt que comme des problèmes à gérer ou à exploiter.

La « capacité de réponse » comprend les éléments suivants :

- Réponse rapide et efficace aux appels
- Enquêtes approfondies
- Police reposant sur des éléments factuels
- Police proactive/préventive

- Police visible, accessible et connue du public ; par exemple, numéros de téléphone d'urgence ou lignes directes, agents « fortement visibles » sur la voie publique ou dans les postes de police orientée vers la communauté
- Offres de participation à la communauté
- Flexibilité avec obligation de rendre compte de l'atteinte des objectifs communautaires locaux
- Décisions efficaces
- Police sensible aux questions de genre et aux personnes/groupes ayant des besoins de protection particuliers
- Programmes de soutien aux victimes et aux témoins



Demandez aux participants de réfléchir à des moyens d'optimiser les contacts positifs entre les policiers en patrouille et les membres de la communauté. Les réponses peuvent inclure, mais ne sont pas limitées à :

- Accès rapide à l'assistance policière
- Pièces d'accueil dans les commissariats de police
- Installations séparées pour les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre
- Personnel de police formé pour répondre aux exigences de service public
- Emplacement idéal des commissariats de police
- Affectation de policiers dans les limites des quartiers ou de secteurs
- Contacts réguliers avec le public
- Programmes de réhabilitation des victimes
- Programmes d'aide aux victimes et aux témoins
- Satisfaction du public à l'égard de la réponse de la police
- Soutien visible de la police aux citoyens dans le besoin
- Centres d'assistance gouvernementaux
- Traduction des lois dans les langues locales
- Patrouilles pédestres ou à vélo au lieu de patrouilles portées
- Recrutement de policiers issus de certaines origines ethniques capables de mieux comprendre les défis interculturels et qui seront plus efficaces pour les régler avec un haut degré d'adhésion de la communauté.

Diapositive 23



Message clé : La mobilisation fait référence aux activités que la police et les services chargés de l'application des lois entreprennent pour s'assurer que les communautés les aident à protéger les membres de la société et à résoudre les problèmes qui génèrent la criminalité, la violence ou l'insécurité. En d'autres termes, la police associe/organise la communauté pour qu'elle l'aide à contrôler la criminalité.

La police implique la communauté pour qu'elle l'aide à contrôler la criminalité. L'assistance peut prendre de nombreuses formes : fournir des informations sur la criminalité et les criminels, participer bénévolement à des campagnes de prévention de la criminalité, faire don d'installations et d'équipements, adopter des mesures d'autoprotection et jouer le rôle de médiateur dans les conflits locaux. En outre, le public a plus de pouvoir pour influencer les gens à se comporter correctement par le biais d'un contrôle social informel que la police n'en a par le biais de l'application de la loi.

Une stratégie de POC renforce la communauté de manière à lutter contre les différences ethniques, religieuses, culturelles, etc. qui peuvent profondément affecter les groupes marginalisés. Cette stratégie met l'accent sur la nécessité d'établir des relations solides et engage la communauté à promouvoir l'harmonie et la cohésion sociale.

Toutefois, il ne s'agit pas pour la police de céder en bloc ses responsabilités à la communauté. **La police doit toujours conserver l'autorité et le contrôle du maintien de l'ordre/activités de police pour préserver sa légitimité.**

Activité d'apprentissage

5.3

Mobiliser les communautés

Objectif : Identifier les moyens de mobiliser les communautés

INSTRUCTIONS :


- Demandez aux participants de travailler en binômes ou en sous-groupes (4-5 par sous-groupe).
- Demandez aux sous-groupes de discuter de la manière dont la police peut aider à mobiliser les communautés.

TEMPS : 15 minutes

- Travail en sous-groupes : 5 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage.
- Tableaux de conférence et marqueurs.



Activité d'apprentissage 5.3

Instructions

Discutez dans vos groupes : Quelles activités et quels programmes la police peut-elle utiliser pour mobiliser les communautés pour leur propre défense ?

- **Durée :** 15 minutes
- **Discussion :** 5 minutes
- **Présentation :** 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

24



Note pour l'instructeur : Répartissez les participants en binômes ou en sous-groupes et demandez-leur de discuter des activités et des programmes que la police peut utiliser pour mobiliser les communautés pour leur propre défense. Notez les résultats sur le tableau de conférence. Utilisez les notes ci-dessous pour faciliter le débriefing de l'activité.

Principaux moyens de mobiliser les communautés

Selon le manuel de la POC de la police des NU, les activités suivantes sont à minima nécessaires pour que la police des NU mobilise les communautés.

1. Conseiller les individus et les communautés

Pour accomplir sa mission de conseil des individus et des communautés en matière de prévention de la criminalité, la police des Nations unies facilite les occasions et les forums interactifs formels ou informels de communication, tels que les ateliers conjoints police-communauté, les réunions publiques et les journées portes ouvertes de la police, où les communautés peuvent échanger leurs points de vue sur des questions d'intérêt/préoccupations mutuel(les). Une réunion publique régulière, en tant qu'outil pour développer la confiance, permet à la communauté d'exprimer ses préoccupations et d'identifier les priorités qu'elle souhaite aborder. Ces forums publics doivent être ouverts à toutes les catégories de la communauté et des efforts particuliers doivent être organisés de manière à s'assurer que des groupes tels que les minorités ethniques, les femmes et les jeunes participent à ces processus.

2. Faciliter les programmes de renforcement de la confiance

Afin d'améliorer la perception qu'a le public de la sécurité de la communauté, la police des Nations unies met en place un certain nombre de programmes coordonnés visant à renforcer la confiance et à résoudre des problèmes locaux tels que les violences domestiques, la maltraitance des enfants, les abus et l'exploitation sexuels, le VIH/SIDA, le trafic de drogue dans la rue et les délits liés à la drogue dans les quartiers.

3. Motiver les collectivités locales

Le succès à long terme de la POC dans la transformation de la nature/fonction de la police et des services chargés de l'application des lois dépend de la volonté et de l'adhésion des collectivités locales à la poursuite d'une intégration efficace. Les représentants élus et nommés doivent comprendre la stratégie de mise en œuvre de la police et des services chargés de l'application des lois et participer à son développement.

4. Des partenaires dynamiques pour la prévention de la criminalité

La pratique de la POC implique une interaction avec un large éventail d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux au niveau local, en particulier ceux qui sont engagés dans des activités de prévention de la criminalité. Pour atteindre cet objectif, la police des Nations unies, avec la police de l'État hôte et le soutien des bailleurs, organisera activement et régulièrement des séminaires, des ateliers et des conférences.

5. Encourager les acteurs locaux à s'impliquer

La capacité de la police des Nations unies à travailler efficacement dans un environnement de paix dépend de sa compréhension du contexte sociopolitique spécifique de la mission. Dans une approche de partenariat, les principales parties prenantes, c'est-à-dire les dirigeants politiques, les leaders de groupes sociaux, les représentants religieux, etc. doivent être motivées par « ce qu'ils ont à y gagner ». La

stratégie la plus efficace pour gagner leur soutien consiste à leur présenter les avantages de la police orientée vers la communauté en organisant un programme visant à les motiver.

6. Sensibilisation du public à la prévention de la criminalité

Les forums publics permettent de discuter des actions de la police, y compris le partage d'expériences personnelles par les policiers et les membres du public, ainsi que des pratiques de prévention de la criminalité fondées sur des données factuelles, le cas échéant. Ils offrent également la possibilité de partager le choix des priorités et de répondre aux problèmes identifiés/priorisés par la communauté.

7. Développer une stratégie de résolution des conflits

Pour sensibiliser la communauté, tous les personnels en patrouille et les policiers affectés à la police orientée vers la communauté devraient participer à des réunions d'échanges sur la paix, à des programmes de médiation et de réconciliation au sein de la communauté pour résoudre les problèmes locaux, les incidents et les conflits entre individus ou communautés.

8. Les aspects liés au genre dans le programme de mobilisation

Conformément aux dix résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité (1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013), 2122 (2013), 2242 (2015), 2467 (2019) et 2493 (2019)), la police des Nations unies doit souligner la différence d'impact des conflits sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles et, par conséquent, la nécessité d'intégrer la dimension de genre dans les opérations de maintien de la paix.

Principes directeurs du DOMP/DAM sur l'intégration des perspectives de genre au le travail de la police des Nations unies dans les missions de maintien de la paix (Réf. 2008.30) et la boîte à outils de la police des NU sur le genre devraient être utilisées pour veiller à ce que les droits des femmes soient respectés au sein de la communauté dans son ensemble, y compris :

- Dans tous les cas, les femmes et les hommes devraient être invités et avoir la possibilité de participer et de s'exprimer librement.
- Il peut s'avérer nécessaire de mener des actions de sensibilisation pour permettre à un plus grand nombre de femmes d'assister aux événements. Des discussions séparées réservées aux femmes peuvent s'avérer nécessaires pour permettre aux femmes et aux jeunes filles de s'exprimer ouvertement.
- Lors de la planification du temps et du lieu, les différents rôles, responsabilités et besoins doivent être pris en compte.
- Toutes les publications relatives à l'événement (invitations, dépliants, ordre du jour, communiqué de presse, rapports, discours, etc.) doivent mettre en évidence

la perspective genre de l'événement et essayer de le rendre attrayant pour les hommes et les femmes (par exemple, en utilisant des photographies représentant les deux genres).

- *Des programmes réguliers de sensibilisation de la communauté sur les violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'à l'égalité des genres dans le contexte des droits de l'homme et de l'intégration de la dimension de genre, devraient être suffisamment coordonnés, notamment entre, par exemple, la police des NU, la police du pays hôte, d'autres entités des Nations unies, les bailleurs bilatéraux, les ONG et/ou les agences humanitaires, et les parties prenantes de la communauté. Une éducation plus poussée des hommes et des garçons à cet égard peut conduire à une réduction des crimes à caractère sexiste et à un soutien plus large de la communauté à ces initiatives et à d'autres initiatives d'autonomisation des femmes.*
- *Le soutien ou l'aide à la création d'équipes d'intervention pour la sécurité des victimes ou de centres d'aide aux victimes peut assurer aux femmes un meilleur soutien et une plus grande confiance dans la police.*

9. Initiative proactive pour prévenir les conflits futurs

La mise en œuvre de la POC peut jouer un rôle essentiel non seulement en réduisant les souffrances d'après-conflit, mais aussi en prévenant de futurs conflits en engageant activement la communauté à traiter les questions sensibles à l'origine des conflits.

10. Implication de la communauté dans les questions de sécurité

La police des Nations unies peut recruter et former des membres de la communauté pour patrouiller dans les rues ou monter la garde pendant la nuit afin de compléter la présence dissuasive de la police. Une grande visibilité et une réponse efficace contribuent à la sûreté et à la sécurité de la communauté et réduisent le risque de vigilantisme communautaire, qui apparaît souvent lorsque la criminalité ou les perceptions de la criminalité dépassent les capacités de l'État hôte à intervenir, sous contrôle de la police.

11. Jouer un rôle de mise en réseau

La POC peut se coordonner avec d'autres services de l'État, tels que le département de l'assainissement, des services de santé mentale, de la justice et des affaires sociales, pour s'attaquer aux conditions qui génèrent la criminalité et les troubles à l'ordre public. Pour prévenir la criminalité et la violence chez les jeunes, des événements sportifs, des programmes récréatifs, des programmes éducatifs et des initiatives promotionnelles peuvent être organisés au niveau de la communauté avec les services concernés. La POC peut conclure des accords/partenariats avec les entreprises locales afin de fournir des conseils et des possibilités d'emploi aux jeunes.

12. Initiative de réintégration

Avec le soutien de la communauté locale, des secteurs d'activité (entreprises) et d'autres entités des Nations unies, la police des Nations unies peut lancer des programmes de sensibilisation à l'intention des ex-combattants/miliciens et de leur famille afin de les motiver à reprendre une vie normale.

13. Stratégie basée sur l'école

Les activités de sensibilisation permettent à la police et aux communautés scolaires de collaborer plus étroitement et de trouver de nouvelles façons de traiter les problèmes liés à la jeunesse à l'échelle de la communauté, sans se concentrer sur des faits criminels particuliers.

14. Engager les médias locaux

Les médias sont un outil important dans la sensibilisation à la prévention de la criminalité car ils sont les mieux à même de transmettre l'information au public. La Police des Nations unies peut organiser des programmes de discussion sur la prévention de la criminalité et le renforcement de la sécurité publique dans les médias locaux, y compris la radio, les chaînes locales, les réseaux sociaux, etc. et inviter la communauté à participer à ces programmes.

15. Développer des programmes destinés à la promotion (prévention de la criminalité)

La police des Nations unies peut contribuer à l'élaboration de dépliants/affiches destinés aux personnes exposées à différentes formes de criminalité, telles que les vols à l'arraché, les vols, les cambriolages, les problèmes de circulation routière, le trafic de stupéfiants et ses conséquences, la prostitution/le travail sexuel, le harcèlement ou les problèmes liés aux femmes et aux enfants.

16. Surveillance de quartier

Le programme « quartiers vigilants » est sans aucun doute le programme de mobilisation le plus connu. Il organise les gens pour qu'ils informent la police d'une éventuelle activité criminelle et les éduque sur les mesures appropriées de prévention de la criminalité.

17. Fournir du matériel de sécurité

Fournir du matériel de sécurité (serrures, alarmes, etc.) aux résidents et aux entreprises, généralement à prix coûtant, et fournir des techniciens pour les installer.

18. Créer des procédures d'accès spéciales permettant aux citoyens de fournir des informations à la police de manière anonyme (numéros verts et/ou autres programmes particuliers d'alerte).

19. Développer des réseaux de refuges clairement identifiés où les enfants et les autres personnes vulnérables peuvent aller chercher de l'aide s'ils se sentent menacés.

20. **Former les « anciens » ou d'autres responsables locaux** à la résolution des conflits et à la médiation afin d'éviter que les problèmes de voisinage ne débouchent sur des violences ou des dommages matériels graves.
21. **Coordonner avec d'autres agences gouvernementales**, telles que les services d'assainissement ou de santé mentale, les conditions qui génèrent la criminalité et les troubles à l'ordre public.

Résolution de problèmes



Transition par l'instructeur : Expliquer les avantages de la résolution de problèmes pour la police et comment elle est liée à la philosophie de la police orientée vers la communauté, comme suit :

- L'approche de la résolution des problèmes est conçue pour aider la police à utiliser ses ressources de manière plus efficace : plutôt que de répondre encore et encore au même type d'incident au même endroit, impliquant les mêmes personnes, elle tente de trouver un moyen d'éliminer complètement ces incidents. En d'autres termes, l'approche de résolution des problèmes traite la criminalité comme un ensemble de problèmes à résoudre, et non comme des événements distincts au cours desquels une ou plusieurs personnes sont arrêtées et punies.
- La POC se concentre sur la résolution des problèmes d'insécurité locale au fur et à mesure qu'ils se présentent, en cherchant à s'attaquer aux causes de l'insécurité au-delà d'une posture réactive traditionnelle. La police élargit son champ d'action et son efficacité n'est pas seulement mesurée par le nombre d'arrestations, mais aussi par le taux de récurrence des incidents.

Diapositive 25

Définition du problème dans le contexte de la POC



- Un ensemble récurrent d'incidents préjudiciables à une communauté
- Des incidents pour lesquels les membres du public attendent des services de police qu'ils les traitent
- Des incidents (tels que les violences conjugales) qui tendent à être ignorés ou acceptés par certaines communautés

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

25

Message clé : Dans les environnements de conflit/d'après-conflit dans le contexte de la POC, le « problème » peut être défini comme suit :

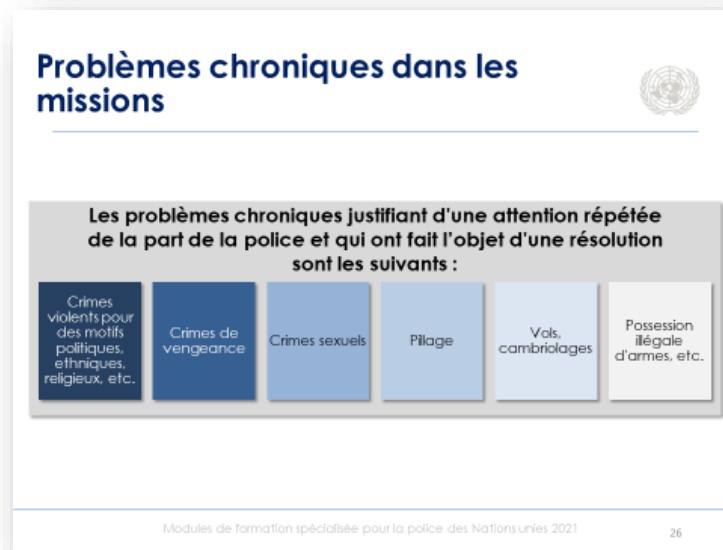
- Ensemble récurrent d'incidents préjudiciables à une communauté
- Des incidents pour lesquels les membres du public attendent des services de police qu'ils les traitent

- Des incidents tels que les violences conjugales qui tendent à être ignorés ou acceptés par certaines communautés



Note au formateur : Avant de montrer la diapositive suivante, demandez aux participants de réfléchir aux problèmes qui pourraient se poser dans le cadre d'une mission en situation de conflit ou d'après-conflit.

Diapositive 26



Message clé : Dans les environnements de conflit ou d'après-conflit, certains problèmes chroniques, qui ont fait l'objet d'une attention répétée de la part de la police et qui ont été résolus, sont les suivants :

- Crimes violents pour des motifs politiques, ethniques, religieux, etc.
- Crimes de vengeance
- Crimes sexuels
- Pillages
- Vols, cambriolages
- Détention illégale d'armes
- etc.

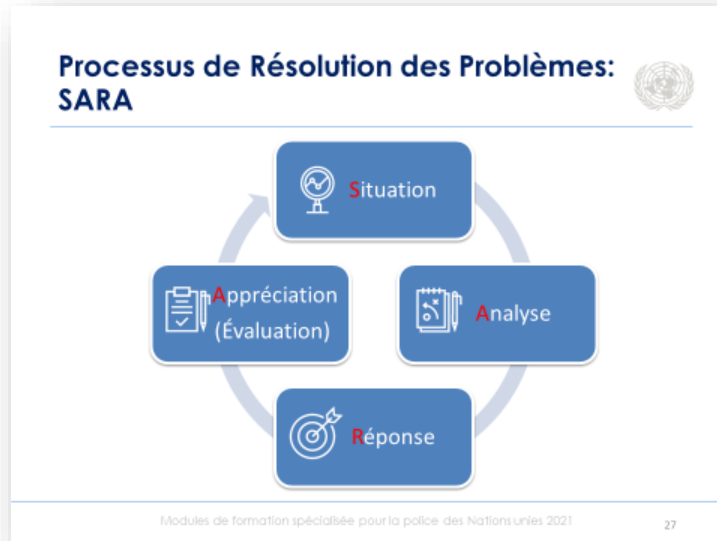


Transition par l'instructeur : Le processus de résolution de problèmes implique quatre étapes :

1. Identifier les problèmes récurrents
2. Analyser les causes de ces problèmes
3. Développer des programmes visant à remédier à la situation qui peuvent être organisés par la police avec l'aide de la communauté et d'autres services de l'État.
4. Évaluer la réussite de ces programmes

La diapositive suivante présente l'une des méthodes de résolution des problèmes qui peut être utilisée pour répondre efficacement aux problèmes qui se posent.

Diapositive 27



Message clé : Le processus de résolution des problèmes implique d'observer la situation, d'analyser, d'y répondre et d'évaluer.

Ce processus est connu sous plusieurs acronymes, le plus célèbre étant **SARA**, pour **SITUATION**, **ANALYSE**, **RÉPONSE** et **APPRÉCIATION** (évaluation), « scan », « analyze », « respond » et « assess » en anglais.

L'approche de résolution des problèmes concerne toutes les phases de la POC – réponse, consultation et mobilisation – sur les situations qui requièrent de manière répétée l'attention de la police et qui ne peuvent être résolues par la police et les autres services chargés de l'application des lois seules.

Modèle de résolution des problèmes (S.A.R.A.)


- **Situation** - consiste à identifier les problèmes de criminalité et de désordre dans les quartiers.
- **Analyse** - permet de comprendre les causes à l'origine des problèmes.
- **Réponse** - élaborer et mettre en œuvre des solutions au problème sur la base de l'analyse.
- **Appréciation (évaluation)** - déterminer l'impact de la réponse sur le problème et, si nécessaire, développer des moyens d'améliorer la réponse.



Transition par le formateur : Les diapositives 28-30 illustrent l'application pratique du modèle SARA.

Diapositive 28

Application du Modèle SARA



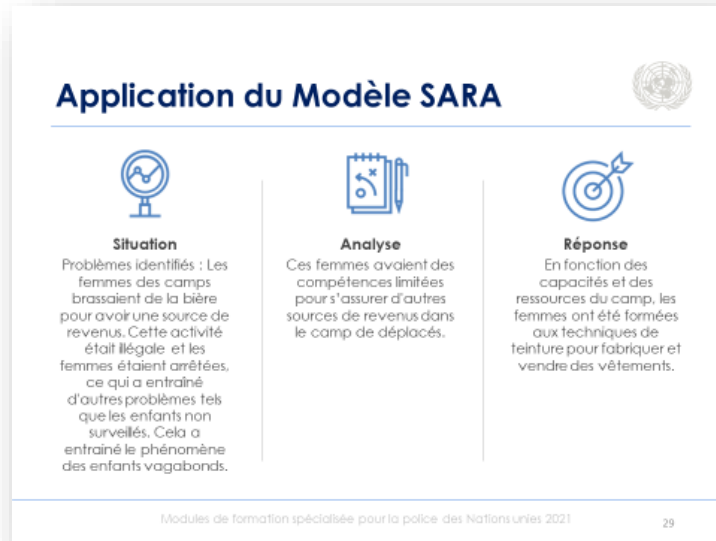
Dans le camp de déplacés en interne de Galasi, au Carana, la POLNU a signalé une augmentation de cas d'enfants vagabonds et de femmes arrêtées.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

28

Dans un camp de personnes déplacées à Galasi, au Carana, la police des NU a signalé une augmentation du nombre d'enfants vagabonds et d'arrestations de femmes.

Diapositive 29




(Évaluation) Des problèmes ont été identifiés lorsqu'il a été constaté que les femmes des camps brassaient de la bière pour se procurer une source de revenus. Cette activité étant illégale, les femmes ont été arrêtées, ce qui a entraîné d'autres problèmes, tels que des enfants laissés sans surveillance, qui en a entraîné d'autres problèmes comme les enfants vagabonds.

(Analyse) Il a été déterminé que ces femmes avaient des compétences limitées pour se procurer d'autres moyens de revenus au sein du camp de déplacés.

(Réponse) En fonction des capacités et des ressources du camp, un programme de formation a été mis en place pour aider les femmes à acquérir des compétences en matière de teinture afin qu'elles puissent fabriquer et vendre des vêtements.

Diapositive 30

**Application du Modèle SARA:
Appréciation (Évaluation)**



- Les cas de femmes poursuivies pour avoir brassé de la bière locale ont été réduits.
- Le nombre d'enfants non surveillés qui causaient des problèmes dus au vagabondage et à l'inactivité a également été réduit, et les enfants ont pu aller à l'école.
- Les relations entre la police de l'État hôte et la communauté des personnes déplacées se sont nettement améliorées.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 30

(Évaluation)

- Les cas de femmes poursuivies pour avoir brassé de la bière locale ont diminué.
- Le nombre d'enfants sans surveillance qui causaient des problèmes de vagabondage et des troubles a également été réduit, et les enfants ont pu aller à l'école.
- Les relations entre la police du pays hôte et la communauté des personnes déplacées se sont considérablement améliorées.

Il s'agit d'une solution très simple mais efficace. Le problème a été abordé à l'aide de techniques qui ne sont normalement pas utilisées par la police. Il s'agit d'une solution efficace en termes de ressources et de coûts, qui fait appel à ce que l'on peut trouver dans l'environnement local.

Plus important encore, les groupes de femmes concernés ont été impliqués tout au long du processus, ce qui leur a permis de se responsabiliser.

Mise en œuvre de la police orientée vers la communauté



Transition par l'instructeur : A l'aide de tableaux de conférence reprenant les résultats des discussions précédentes, rappelez aux participants que la POC est une stratégie visant à :

- Encourager le public à agir en tant que partenaire de la police dans la prévention et la gestion de la criminalité et de l'insécurité en fonction des besoins de la communauté.
- Rétablir la légitimité de la police

Diapositive 31



Message clé : Les objectifs finaux de la mise en œuvre du programme de police orientée vers la communauté des Nations unies sont les suivants :

- Résilience communautaire
- Soutien aux forces de l'ordre/aux services en charge de l'application des lois
- Alerte précoce
- Calmer une société privée de ses droits et contribuer au rétablissement de la paix
- Respect mutuel

Résilience de la communauté. La prévention de la criminalité dépend considérablement de ce que le public fait pour lui-même. Le public est partout, ce qui n'est pas le cas de la police des Nations unies et des autres forces de l'ordre. La police orientée vers la communauté donne la priorité à l'éducation des gens sur les mesures qu'ils peuvent

prendre pour se protéger, par exemple en évitant les zones de forte criminalité et d'instabilité.

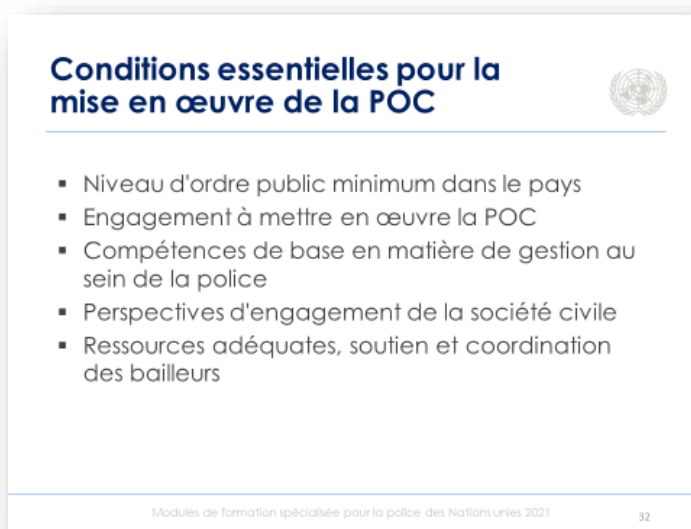
Soutien à l'application de la loi. En consultant les communautés sur leurs besoins et leurs craintes, la Police des Nations unies développe le soutien aux actions de maintien de l'ordre en coopération avec la police locale. Une confiance accrue dans la police encouragera également un plus grand nombre de personnes à signaler les faits criminels et à exprimer leurs préoccupations.

Alerte précoce. Le public peut fournir à la Police des Nations unies des informations sur les causes qui conduisent à des problèmes, tels que les foules causant des troubles, les récidivistes, les situations dangereuses et d'autres informations sur les menaces à la sécurité ou les crimes émergents.

Calmer une société privée de ses droits et contribuer au rétablissement de la paix. La police orientée vers la communauté vise à répondre aux préoccupations locales en adoptant une approche ascendante, c'est-à-dire en répondant aux besoins fondamentaux de la population.

Le respect mutuel. La police orientée vers la communauté offre aux individus et aux groupes la possibilité d'engager un dialogue constructif et critique sur la nécessité pour la police de renforcer les relations.

Diapositive 32

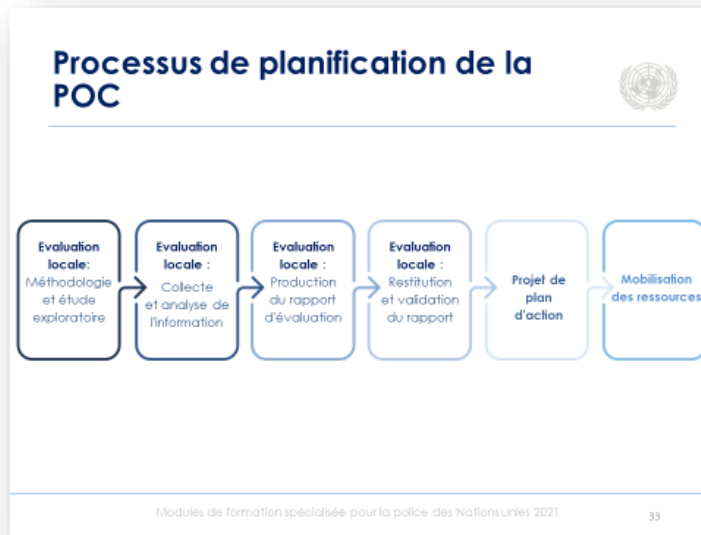


Message clé : Certaines conditions sont nécessaires avant d'entreprendre toute initiative de mise en œuvre de la police orientée vers la communauté.

Les conditions minimales pour la mise en œuvre du POC sont :

- Degré minimum d'ordre public dans le pays
- Engagement à mettre en œuvre la POC
- Compétences de base en matière de commandement au sein de la police
- Possibilités d'engagement de la société civile
- Finances disponibles, soutien et coordination des bailleurs

Diapositive 33



Message clé : Le processus de mise en œuvre (l'élaboration du plan d'action) comprend 6 étapes :

- Évaluation locale : méthodologie
- Évaluation locale : collecte et analyse
- Évaluation locale : rapport d'évaluation
- Évaluation locale : restitution et validation
- Plan d'action
- Mobilisation des ressources (budget)

Évaluations locales (également appelées diagnostics locaux de sécurité) – une étape cruciale de la mise en œuvre de la police orientée sur la communauté consiste à évaluer si les stratégies de base de la police sont en adéquation avec les conditions locales, tant en interne qu'en externe.

1) Évaluation locale : méthodologie.

La première étape consiste à définir la méthodologie, à rassembler un ensemble de données (sans parler de l'analyse), de documents et à identifier les principaux acteurs impliqués dans l'évaluation.

2) Évaluation locale : collecte et analyse.

- Collecte de données qualitatives (entretiens, réunions, groupes de discussion, forums...)
- Collecte de données quantitatives (démographie, statistiques...)
- Auto-évaluation des contreparties
- Analyse et prévention des risques

- Analyse et synthèse des informations (y compris l'analyse de la criminalité et la perception de la communauté)

3) Évaluation locale : rapport d'évaluation – résultat d'un travail global, partenarial et participatif, dans lequel tous les intérêts sont pris en considération.

4) Évaluation locale : restitution et validation.

Les résultats de l'évaluation devraient être partagés et validés par toutes les parties impliquées dans le processus de mise en œuvre de la POC. Cette phase permettra également d'établir une vision commune afin de définir les objectifs du futur plan d'action.

5) Plan d'action :

Élaborer et publier un plan visant à faire de la police orientée vers la communauté la stratégie de base de la police à laquelle les dirigeants de la police et les autres parties prenantes s'engagent formellement. Le plan d'action guidera tous les acteurs dans la mise en œuvre de la police orientée vers la communauté.

6) Mobilisation des ressources (budget).

La police des NU doit avoir une compréhension claire des instruments financiers disponibles pour soutenir son travail de renforcement des capacités et de développement et doit être en mesure d'établir des relations fructueuses avec les bailleurs multilatéraux et bilatéraux et les équipes pays des Nations unies.

Diapositive 34

**Étape initiale : Evaluation Locale
(diagnostic)**



Nature et conditions des communautés locales

Capacité et aptitudes de la police locale

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

34



Utilisez cette diapositive pour renforcer l'importance des diagnostics locaux.

Message clé : Les évaluations locales de sécurité constituent une première étape cruciale dans la mise en œuvre de la police axée sur la communauté en évaluant l'adéquation entre ses stratégies de base et les conditions des communautés locales et de la police locale.

Bien que chaque localité ait des traditions et des capacités différentes, plusieurs d'entre elles sont fondamentalement importantes pour la pratique de la police orientée vers la communauté, où qu'elle soit.

Ces facteurs se répartissent en deux catégories principales :

1. La nature, les sensibilités et les capacités des communautés avec lesquelles la police doit travailler ; et
2. La capacité et les aptitudes de la police à être réactive, à l'écoute, à mobiliser et à résoudre les problèmes.

Contraintes, risques et défis

Diapositive 35



Message clé : La mise en place d'une stratégie de POC dans un environnement d'après-conflit est une tâche difficile. Les principaux défis peuvent se situer à différents niveaux : autorités locales, communauté locale, police locale et police des Nations unies. L'environnement international peut également influencer sur le bon déroulement du processus de mise en œuvre.



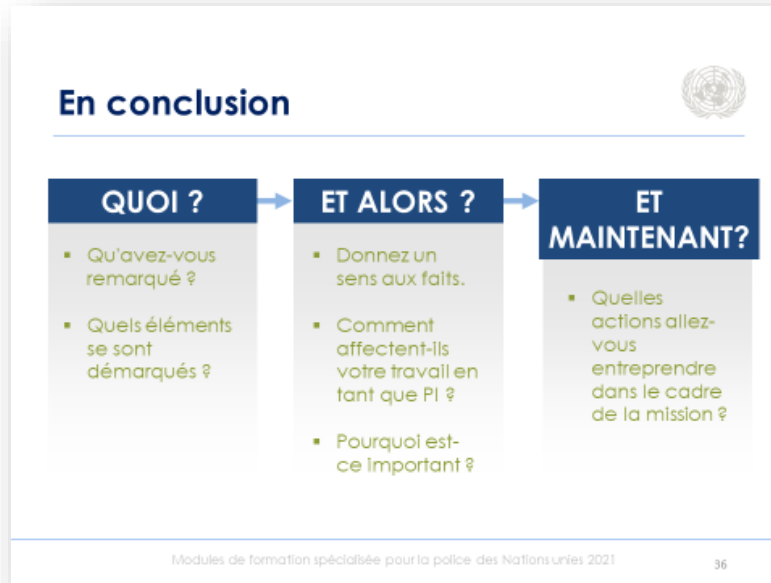
Demandez aux participants d'identifier certains défis liés à la POC. Utilisez les notes ci-dessous pour compléter la discussion.

Les défis et obstacles à la mise en œuvre effective de la POC dépendent des acteurs locaux et des aspects spécifiques liés à la sécurité, à la réglementation, à l'organisation et à l'environnement :

- *Manque de volonté politique et/ou communautaire*
- *Résistance des institutions (les pratiques de corruption engendrent la méfiance)*
- *Violence et menaces pour la sécurité*
- *Profil en termes de genre et d'ethnicité de la police en tenue et des employés civils peut ne pas être représentatif de la population/communauté*
- *La pression exercée par des taux de criminalité élevés dans certaines zones peut réduire l'attention accordée aux « stratégies policières » axées sur les problèmes et fondées sur la prévention, la proximité territoriale et la recherche de solutions à long terme aux facteurs de risque de la criminalité et de la violence*

- *Changement de gouvernement, ou de fonctionnaires au niveau des directions actives, interrompant une dynamique de mise en œuvre d'initiatives concrètes de police orientée vers la communauté*
- *Les structures policières et communautaires ne sont pas suffisamment préparées au changement d'approche*
- *La structure institutionnelle verticale et centralisée des forces de sécurité locales n'est pas favorable.*
- *Absence de plan d'action spécifique précisant les buts, les objectifs, la stratégie de mise en œuvre, les résultats escomptés, les échéances et les indicateurs d'évaluation et de suivi*
- *Absence ou inadéquation de la politique et de la stratégie de communication*
- *Manque de reconnaissance de la POC en tant que « véritable travail de police », qui reste un concept symbolique non mis en œuvre dans la pratique, car il s'agit d'une approche à long terme qui ne permet pas d'obtenir des résultats visibles immédiatement*
- *Taux de rotation élevé des agents dans les postes de police orientée vers la communauté, qui constitue un obstacle au maintien du personnel au sein de la communauté*
- *Compétences limitées en matière de relations interpersonnelles, de communication et de médiation du personnel impliqué dans les activités de POC*
- *Financement – équipements – formation insuffisants ou inexistant*

Diapositive 36



Pour résumer les principaux enseignements de cette leçon, posez ces trois questions aux apprenants :

- **Quoi ?** Qu'avez-vous remarqué dans cette leçon ? Quels sont les éléments qui vous ont le plus marqué ?
- **Et alors ?** Donnez un sens aux faits présentés dans cette leçon. Comment affectent-ils votre travail en tant que PI dans la mission ? Pourquoi est-ce important ?
- **Et maintenant ?** Sur la base des deux questions précédentes, quelles actions allez-vous entreprendre en ce qui concerne la philosophie/approche de la police orientée vers la communauté une fois proposée et mise en œuvre ?

Donnez aux apprenants quelques minutes pour réfléchir aux questions et laissez-les partager leurs résultats. Soulignez les points suivants :

Qu'est-ce que c'est ?

Les approches globales de la POC et de la PGR (Police guidée par le renseignement, ILP en anglais) doivent guider toutes les activités opérationnelles de la police des Nations unies afin d'aider le pays hôte à rétablir et à entretenir le consentement du public à l'égard de sa propre police.

La POC est une stratégie pour :

- Rendre la police plus efficace pour répondre, consulter et mobiliser les communautés ainsi que pour résoudre les problèmes récurrents (voir les quatre éléments essentiels ci-dessous).

- Encourager le public à agir en tant que partenaire de la police dans la prévention et la gestion de la criminalité ainsi que dans d'autres aspects de la sécurité et de l'ordre public, en fonction des besoins de la communauté.
- En renforçant la confiance du public et de la communauté, la police peut jouir d'une plus grande légitimité en tant que gardienne de la paix dans la société.

La POC repose sur les pierres angulaires suivantes :

- Les problèmes de la communauté nécessitent des solutions et un soutien de la part de la communauté,
- Les questions de genre doivent être intégrées dans toutes les activités de la POC,
- Respect et protection des droits de l'homme.

Il est important de comprendre les différences entre la police orientée vers la communauté et la police traditionnelle. La POC donne la priorité au bien-être des citoyens, en adoptant une approche axée sur les problèmes et en agissant avant que la criminalité ne se manifeste, alors que la police traditionnelle se concentre davantage sur l'arrestation des criminels et les enquêtes.

Les principaux documents de référence relatifs à la POC de la police des NU sont les suivants :

- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la Police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (Réf. 2014.01).
- Lignes directrices DOMP/DAM sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (Réf. 2015.)
- Manuel du DOMP/DAM «sur la Police orientée vers la communauté dans les opérations de paix » (Réf. 2018.04).

Et alors ?

Le rôle de la police des Nations unies dans le maintien de la paix diffère fondamentalement de celui de la police au niveau national.

La POC bénéficie à la fois à la police et à la communauté pour le maintien de la sécurité et la gestion de la criminalité, en particulier dans les environnements de conflit et d'après-conflit. La coopération policière a également un impact sur d'autres activités de la police des NU, telles que le renforcement des capacités et le développement, la protection des civils, les opérations, le renseignement et d'autres encore.

Les évaluations locales de sécurité constituent une première étape cruciale dans la mise en œuvre de la police orientée vers la communauté en évaluant l'adéquation entre ses stratégies de base et les conditions des communautés locales et de la police locale.

Et maintenant ?

À leur arrivée dans la mission, les membres du personnel de la police des NU, y compris au niveau du commandement, doivent se familiariser avec les procédures de mise en œuvre du code de conduite (déontologie) propres à la mission et assumer les responsabilités qui leur sont confiées au niveau de la mission.

Éviter d'imposer des solutions « toutes faites » et plutôt identifier et proposer des orientations avec les acteurs locaux, en tenant compte des spécificités locales.

La mise en place d'une stratégie de coopération pour le développement dans un environnement d'après-conflit est une tâche difficile. Les principaux défis peuvent se situer à différents niveaux : autorités locales, communauté locale, police locale et police des Nations unies.

Les quatre éléments essentiels de la POC sont les suivants

- **Consultation des communautés** - La consultation des communautés est un moyen important de démontrer que la police est au service du public.
- **Répondre aux besoins des communautés** - La police des Nations unies traite le public comme des clients à servir. Elle doit toujours faire preuve de volonté et de capacité à répondre aux besoins de sécurité des individus et des groupes vivant dans leurs communautés.
- **Mobilisation des communautés** - La mobilisation fait référence aux activités que la police et les forces de l'ordre locales entreprennent pour s'assurer que les communautés les aident à protéger les membres de la société et à résoudre les problèmes qui engendrent la criminalité, la violence ou l'insécurité.
- **Résoudre les problèmes récurrents** - La police des Nations unies traite la criminalité comme des groupes de problèmes à résoudre, et non comme des événements distincts au cours desquels une ou plusieurs personnes sont arrêtées et punies.

Pour passer à la leçon suivante, la police guidée par le renseignement (PGR, ILP en anglais), expliquez que la POC et la PGR sont les approches globales qui guident toutes les activités opérationnelles de la police de l'ONU pour aider le pays hôte à restaurer et à entretenir la confiance du public à l'égard de sa propre police. Ces deux approches sont synergiques au sein de la police des Nations unies, ce qui signifie qu'elles travaillent ensemble pour produire des résultats.

Documents de référence

Les documents ci-dessous sont a) référencés dans cette leçon, et b) obligatoires pour les préparations du formateur :

- Charte des Nations unies, 1945
- Résolutions du Conseil de sécurité : sur la police 2185 (2014) et 2382 (2017) ; et sur les femmes, la paix et la sécurité : 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013), 2122 (2013) et 2242 (2015).
- Principes et lignes directrices des opérations de maintien de la paix des Nations unies, également connus sous le nom de "doctrine Capstone", 2008
- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (Réf. 2014.01)
- Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme des Nations unies concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes – PDVDH/HRDDP (S/2013/110)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les « Opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies » (Réf. 2015.15)
- Manuel du DOMP/DAM sur la « police orientée vers la communauté dans les opérations de paix » (Réf. 2018.04).
- David H. Bayley, Nations unies, Département de la police civile. 2005. Programme de formation à la police orientée vers la communauté. New York, NY : Nations unies
- Boîte à outils des meilleures pratiques standard de la police des Nations unies sur le genre et le maintien de la paix internationale

Information de l'ONU

- Le site web des opérations de maintien de la paix des Nations unies : <http://www.un.org/en/peacekeeping/>
- Le site web des opérations de maintien de la paix des Nations unies : <https://peacekeeping.un.org/en/unamid-hands-over-equipment-to-community-policing-volunteers-gokar-west-darfur>
- Les Nations unies en bref : <http://www.un.org/en/about-un/index.html>
- Membres actuels du Conseil de sécurité : <https://www.un.org/securitycouncil/content/current-members>
- DOP : <https://peacekeeping.un.org/en/departement-of-peace-operations>
- DSO : <https://operationalsupport.un.org/en>
- DAPC/DPPA : <https://dppa.un.org/en/about-us>

Documentation de l'ONU

Les différents documents de l'ONU peuvent être consultés sur : <http://www.un.org/en/documents/index.html> (Recherche par codification des documents, par exemple A/63/100)

Orientations du DOP et du DSO

La base de données des politiques et des pratiques (<http://ppdb.un.org>), accessible uniquement à partir du réseau de l'ONU, contient toutes les orientations officielles des DOP et des DSO.

Les documents d'orientation/de référence officiels sur le maintien de la paix sont également accessibles via le Centre de ressources sur le maintien de la paix : <http://research.un.org/en/peacekeeping-community>

Les formateurs sont encouragés à consulter les dernières directives.

Ressources de formation supplémentaires

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU : Introduction
<http://portals.unssc.org/course/index.php?categoryid=24>

Films :

Police orientée vers la communauté (3:56 minutes)
<https://www.osce.org/secretariat/107820>

Leçon 6



La police guidée par le renseignement

Aperçu de la leçon

Objectif

Fournir aux participants une compréhension générale de la portée et des concepts de base de la police guidée par le renseignement (PGR/ILP en anglais) dans les opérations de paix et des incidences pour le travail des policiers individuels (PI) au quotidien.

Pertinence

Les approches fondamentales de la police orientée vers la communauté (POC/COP en anglais) et de la police guidée par le renseignement (PGR) doivent guider toutes les activités opérationnelles de la police des Nations unies afin d'aider l'État hôte à rétablir et à entretenir la confiance du public à l'égard de sa propre police.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Expliquer le concept et les avantages de la PGR dans le contexte des opérations de paix des NU
- Illustrer le lien entre information/renseignement/cycle du renseignement
- Décrire les activités quotidiennes liées à la PGR dans les opérations de paix
- Illustrer les incidences de la PGR sur le renforcement des capacités et le développement
- Identifier les différentes parties d'un rapport des NU

| Plan de la leçon | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Discussion : Le rôle de l'information dans la police | Diapositive 5 |
| Contexte et définitions | Diapositives 6-8 |
| Discussion : Avantages de la PGR | Diapositive 9 |
| Renseignement dans le maintien de la paix | Diapositive 10 |
| POC et PGR | Diapositives 11-13 |
| Principaux documents d'orientation/de référence | Diapositive 14 |
| Information/Renseignement/Cycle du renseignement | Diapositive 15 |
| Activité d'apprentissage 6.1 : La police guidée par le renseignement dans les activités quotidiennes du PI | Diapositive 16 |
| Discussion : Importance des rapports | Diapositive 17 |
| Rapports | Diapositives 18-21 |
| Conclusions | Diapositives 22-23 |

La leçon

Durée : 90 minutes au total

15 minutes : activité d'apprentissage

75 minutes : présentation interactive et discussions



Commencer la leçon

Pour un début de leçon interactif, envisagez les options suivantes :

- *Demandez aux apprenants s'ils ont déjà été déployés dans le cadre d'opérations de paix en tant que policiers des NU (ou autres organisations internationales telles que l'UE, l'UA, l'OSCE, etc.). Identifiez les participants qui peuvent contribuer en tant que personnes ressources (si cela n'a pas été fait auparavant). Invitez ceux qui ont de l'expérience à mentionner les missions, la durée du déploiement et le rôle spécifique lorsqu'ils ont été déployés.*
- *Demandez aux apprenants ce qu'ils pensent de l'affirmation suivante : « L'utilisation de l'information (technologie) a fondamentalement changé la façon dont la police gère ses activités ».*

Cette affirmation introduira la nouvelle ère des concepts de police guidée par l'information, par opposition à ceux de la police traditionnelle. Dans la police traditionnelle, la police a un rôle plus réactif (« comme les pompiers »), les attentes de la communauté ne sont pas toujours satisfaites et les ressources ne sont pas toujours utilisées de manière efficace et efficiente.

Cela a changé depuis que les « données massives » (Big Data en anglais) ont fait leur entrée dans le monde de la police. Le terme « big data » désigne un concept général d'intégration de grands ensembles de données provenant de sources multiples dans le but de fournir des informations nouvelles et utiles pour les services de police. Les caractéristiques du big data (volume, vitesse et variété des données), si elles sont utilisées efficacement, peuvent améliorer la qualité des services de police. Les applications notables du big data par la police sont la police prédictive, la localisation des personnels et véhicules de police, la surveillance vidéo et l'évaluation des performances.

Le volume des données est l'ampleur des données que la police collecte et stocke. La **vitesse** est la vitesse de transfert des données. La combinaison des avancées technologiques en matière de stockage économe et de réseaux sans fil à haut débit

*permet de transférer les données à grande vitesse. La capacité de stocker et de transmettre des données volumineuses permet à la police d'accéder à une grande **variété** de nouvelles sources de données.*

- *Proposez une séance de brainstorming pour dresser une liste des éléments que le groupe connaît déjà sur la PGR. Notez les réponses sur le tableau de papier pour vous y référer pendant le module.*

Introduisez les points suivants (en utilisant les diapositives d'introduction) :

- *Objectif*
- *Pertinence*
- *Objectifs pédagogiques*
- *Contenu de la leçon*

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés

Diapositive 5

Discussion : Rôle de l'Information

Quel rôle l'information joue-t-elle dans votre contexte national ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

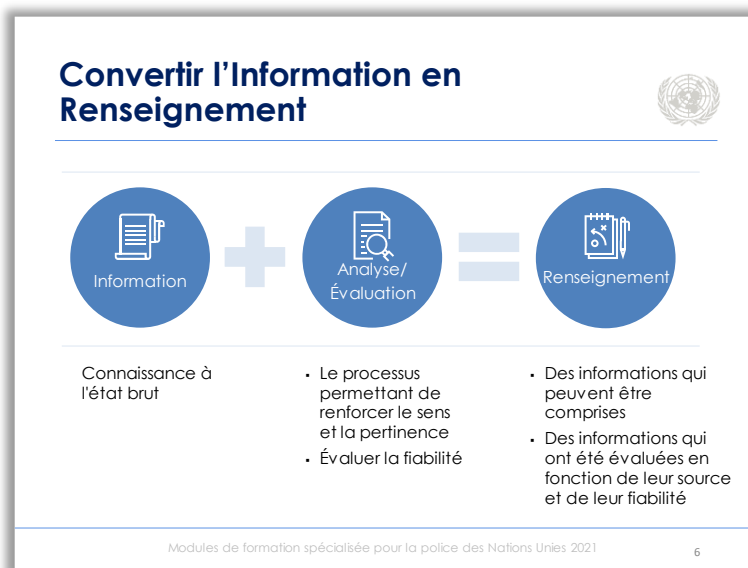
5



Animez une discussion sur le rôle que joue l'information dans le contexte de la police nationale des participants. Réponses attendues :

- Lors du recueil de toutes sortes d'informations/données lors des patrouilles
- Lors de la communication avec la population de manière générale
- Lors de la mission de protection des personnes et des biens
- Pour répondre aux menaces immédiates
- Pour prévenir la criminalité
- Pour enquêter sur des infractions pénales
- Pour traiter les accidents de la circulation
- Pour gérer une scène de crime
- Pour identifier ou recueillir des données (auprès de suspects ou de victimes/témoins)
- Pour observer (avec et sans moyens techniques légaux)
- Pour stocker des données dans des systèmes automatiques, vérifier les antécédents criminels des personnes.
- Rédaction et lecture de rapports (de situation)
- Partage d'informations par communication radio ou transfert de données, etc.
- Caméras corporelles
- Biométrie (empreintes digitales et ADN)
- Les médias sociaux comme source de preuves pour la police prédictive
- Des algorithmes pour l'évaluation des risques aux données ouvertes sur la police

Diapositive 6



Le renseignement en général est la combinaison de l'information et de l'évaluation.

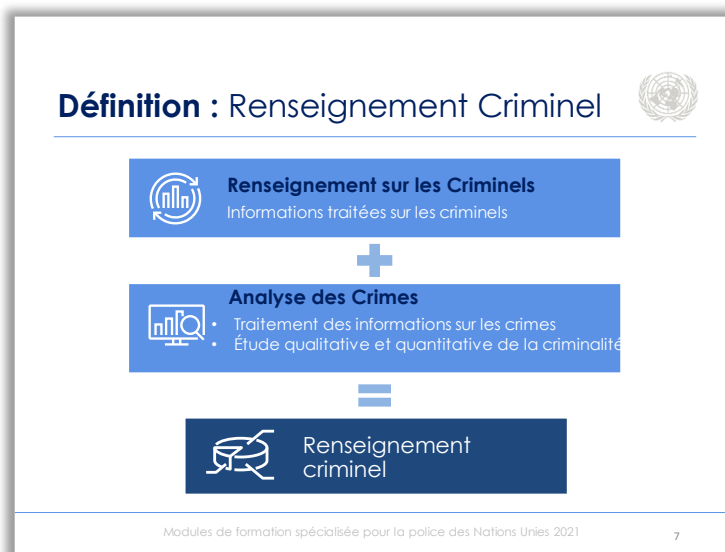
- L'**information** est une donnée brute.
- L'**analyse/évaluation** consiste à clarifier des informations et à remonter à leur source, ainsi qu'à évaluer la fiabilité de l'information.
- Les **renseignements** sont des informations et des connaissances qui ont été évaluées, analysées et présentées dans un format permettant une « prise de décision » à des fins d'action.



Donnez un exemple général de la transformation d'une information en renseignement.

Dans un commissariat de police local, les cambriolages dans les résidences sont enregistrés dans la base de données de la police. Ces enregistrements informatiques sont des données. Lorsqu'un analyste criminel consulte et cartographie les données et identifie une tendance croissante de nouveaux cambriolages dans une zone, on parle alors d'un renseignement. En fait, les données brutes ont été enrichies de suffisamment de sens pour permettre de reconnaître la tendance.

Diapositive 7



Message clé : Dans les opérations de paix, le renseignement criminel est le produit du renseignement sur les criminels et de l'analyse des crimes.

Il est utile de comprendre quelques termes clés liés à la PGR.

Renseignement sur les criminels :

- Les informations traitées concernent-elles les criminels ?
- Concerne les activités d'individus ou de groupes d'individus criminels :
 - Qui représente les menaces ?
 - Qui fait quoi avec qui ?
 - Quel est le mode opératoire de la menace ?
 - Que faut-il pour prévenir la criminalité ?
- Il s'agit d'un produit de connaissance qui soutient la prise de décision en matière d'application de la loi, de prévention et de réduction de la criminalité.


Analyse des crimes :

- Traitement des informations sur les crimes
- Étude qualitative et quantitative de la criminalité – pour appréhender les criminels, prévenir la criminalité et réduire les troubles à l'ordre public
- Tous les types d'analyse, à l'exception de l'analyse des preuves et des autres analyses administratives

Renseignement criminel :

- Le produit combiné de l'analyse des crimes et du renseignement sur les criminels
- Ne se concentre pas uniquement sur certains délinquants, mais également sur l'occurrence de certaines catégories de délits

Diapositive 8

Définition : La Police Guidée par le Renseignement

- L'utilisation d'**informations traitées** comme base fondamentale d'un cadre **décisionnel** objectif
- Pour faciliter la **prévention**, la réduction, la répression et le règlement des **crimes et des problèmes**
- grâce à une **gestion stratégique et à des stratégies efficaces de maintien de l'ordre** ciblant les infractions graves et/ou les principaux délinquants (plus actifs)

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 20218

Message clé : La PGR utilise des informations traitées comme base fondamentale d'un cadre décisionnel objectif qui facilite la prévention, la réduction, la répression et le règlement de la criminalité par le biais d'une gestion stratégique et de stratégies efficaces de maintien de l'ordre ciblant les crimes graves et/ou les délinquants les plus actifs.

La police des NU est un service guidé par le renseignement. Cela signifie que les renseignements informent et influencent la police en l'aidant à décider des priorités, de l'affectation des ressources et des stratégies pour réduire la criminalité de manière plus efficace.

Diapositive 9

Discussion : Avantages de la PGR



Quels sont les avantages de la PGR ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

9



Animez une discussion sur les avantages de la PGR. Utilisez les notes ci-dessous pour soutenir la discussion.

SOULIGNEZ que la PGR permet une approche prospective et proactive de la lutte contre la criminalité.

Les avantages de la PGR


- Permet à la police d'avoir un impact plus important sur la lutte contre la criminalité
- Offre le cadre et les outils nécessaires à l'analyse et à l'évaluation des menaces contre la population
- Intègre des structures d'organisation et de gestion claires
- Prévoit la collecte dirigée et ciblée de données et d'informations pertinentes

SOULIGNEZ que la PGR est une option permettant d'améliorer la disponibilité des ressources et l'efficacité de la police, puisqu'elle offre la logique et les outils nécessaires à l'analyse et à l'évaluation des menaces pesant sur le public. Cela permet de mettre en place des procédures de prise de décision plus détaillées, plus transparentes et plus responsables afin d'affecter les ressources existantes là où elles sont le plus nécessaires.

NOTEZ que la PGR optimise l'allocation des ressources et la concentration des efforts de manière plus structurée afin de faire face à la complexité et à l'agilité opérationnelle accrues des criminels pour perturber l'ordre public.

Diapositive 10

Le Renseignement dans le contexte du Maintien de la Paix



- **Collecte non-clandestine, analyse et diffusion** d'informations par une mission
- dans le cadre d'un **cycle du renseignement de mission** sécurisé et dirigé
- dans le respect de la **Charte des Nations unies et des principes du maintien de la paix**
- pour améliorer la connaissance de la situation et la **sûreté et la sécurité du personnel des Nations unies**
- pour renseigner les opérations liées aux tâches de **protection des civils** figurant dans les mandats du Conseil de sécurité

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

Message clé : Le renseignement dans le cadre du maintien de la paix est le recueil, l'analyse et la diffusion non clandestines d'informations.

Un autre terme clé est le renseignement dans le cadre du maintien de la paix, qui doit être clairement distingué de la PGR. Le renseignement pour le maintien de la paix est défini comme suit :

La collecte, l'analyse et la diffusion non clandestines d'informations par une mission, dans le cadre d'un cycle du renseignement sécurisé et dirigé par la mission. Il est effectué dans le respect de la Charte des Nations unies et des principes du maintien de la paix, afin de mieux comprendre la situation et d'améliorer la sécurité du personnel des Nations unies, et de fournir des informations quant aux opérations liées à la protection des civils (PDC) prévue par les mandats du Conseil de sécurité.

Conformément à la politique du DOP en matière de renseignement dans le cadre du maintien de la paix, l'objectif fondamental du renseignement dans le cadre des opérations de paix des Nations unies est de permettre aux missions de prendre des décisions sur les actions appropriées.

Plus précisément, le renseignement au service du maintien de la paix vise à :

- *Soutenir une image opérationnelle commune :* Des renseignements actualisés et précis dans un contexte de maintien de la paix permettent d'établir et de maintenir une compréhension opérationnelle cohérente, en temps réel, de la zone de la mission, afin de soutenir la planification et les opérations.

- *Donner une alerte précoce/rapide en cas de menace imminente* : Le renseignement dans le cadre du maintien de la paix contribue à l'alerte précoce en cas de menace imminente pour la vie, de destruction importante de biens, de restrictions significatives des mouvements, etc., afin de permettre à la mission d'agir de manière appropriée conformément à son mandat.
- *Identifier les risques et les opportunités* : Le renseignement dans le cadre du maintien de la paix peut permettre au leadership de la mission de mieux comprendre les changements dans le paysage stratégique et opérationnel, ainsi que les risques et les opportunités associés, en ce qui concerne la sûreté et la sécurité du personnel de l'ONU et du personnel associé, ainsi que la protection des civils.

Le renseignement dans le cadre du maintien de la paix est un processus par lequel le renseignement est recueilli, examiné/classé, analysé et diffusé, avec un mécanisme de feedback permettant d'ajuster les besoins et les priorités.

NOTEZ que les activités clandestines ou menées en secret sont incompatibles avec le cadre juridique, les principes, les politiques et les mandats des opérations de paix des Nations unies et ne doivent donc pas être entreprises par les entités qui participent à la mission. Le respect de cette règle sera assuré par une formation et un enseignement réguliers.

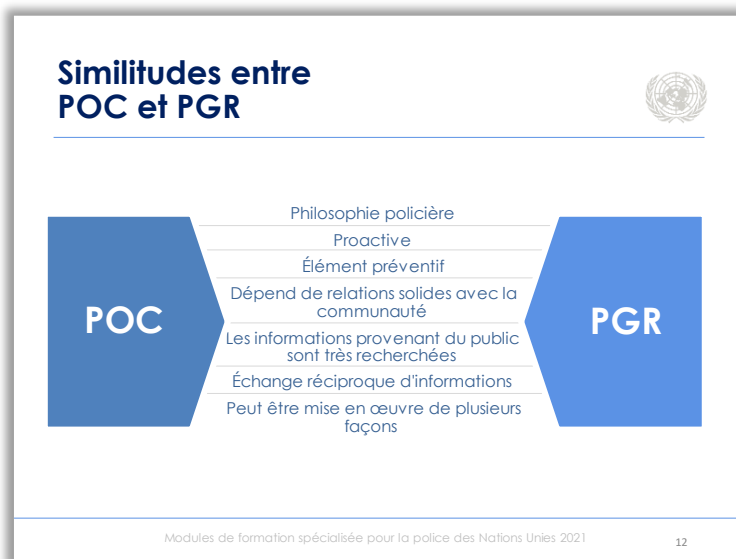
Diapositive 11



Message clé : La police guidée par le renseignement va de pair avec la police orientée vers la communauté. Il s'agit des deux stratégies fondamentales de la police des NU en matière de police.

La PGR et la POC sont les approches fondamentales qui doivent guider toutes les activités opérationnelles de la police des Nations unies.

Diapositive 12

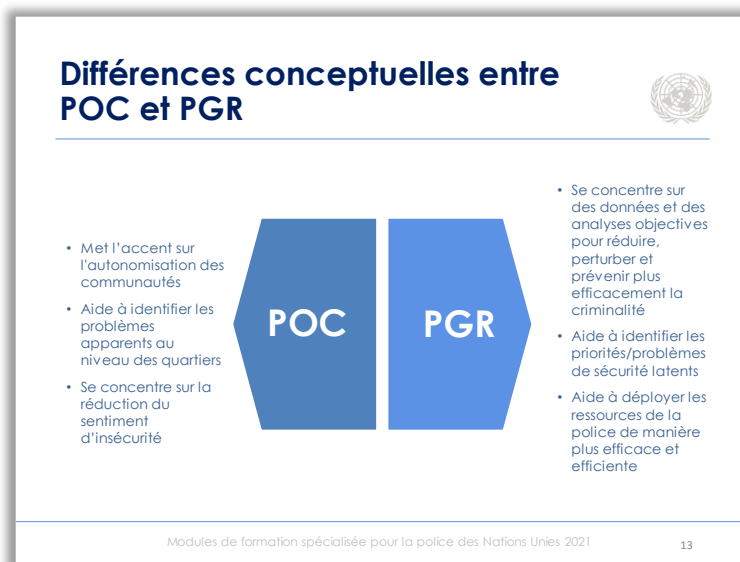


La PGR et la POC sont des stratégies policières complémentaires qui présentent plusieurs similitudes. Elles sont toutes deux :

- Des « philosophies »
- Proactives
- Axées sur la prévention
- Dépendent de relations solides avec la communauté
- Dépendent des informations émanant du public
- S'appuient sur un échange réciproque d'informations
- Misent en œuvre de multiples façons

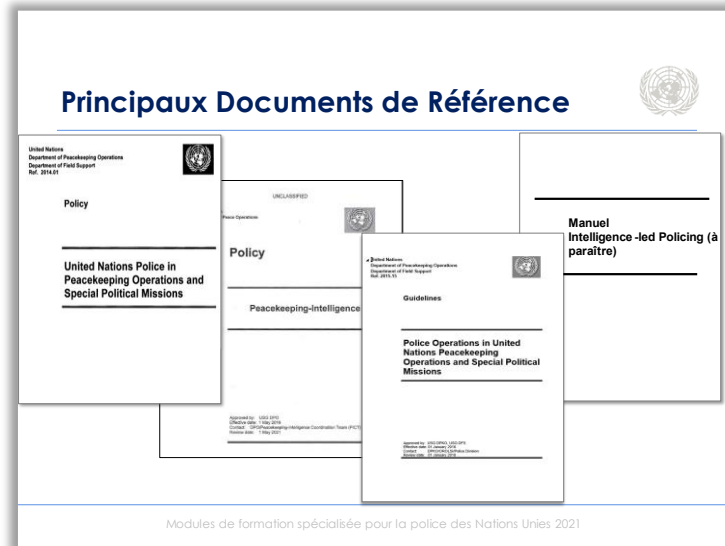
La POC se concentre principalement sur les préoccupations de la communauté et sur les questions de confiance du public dans la police. Elle vise à encourager le public à devenir un partenaire dans la prévention et la détection de la criminalité au sein de ses communautés. Elle est donc complémentaire de la PGR, qui cible les principaux auteurs de troubles et les délinquants les plus actifs et/ou dangereux identifiés comme des menaces par l'analyse des renseignements criminels.

Diapositive 13



La POC et la PGR présentent également des différences conceptuelles. Alors que la POC met l'accent sur l'adaptation de la police aux besoins et aux souhaits de la communauté locale, la PGR utilise des informations traitées, c'est-à-dire l'analyse de données et le renseignement criminel, comme base fondamentale d'un cadre décisionnel objectif qui facilite la prévention, la réduction, la répression et le règlement de la criminalité par le biais d'une gestion stratégique et de stratégies efficaces de maintien de l'ordre ciblant les délits graves et/ou les délinquants les plus actifs. Le renseignement informe et influence la police en l'aidant à décider plus efficacement des priorités, de l'affectation des ressources et des stratégies visant à la réduction de la criminalité.

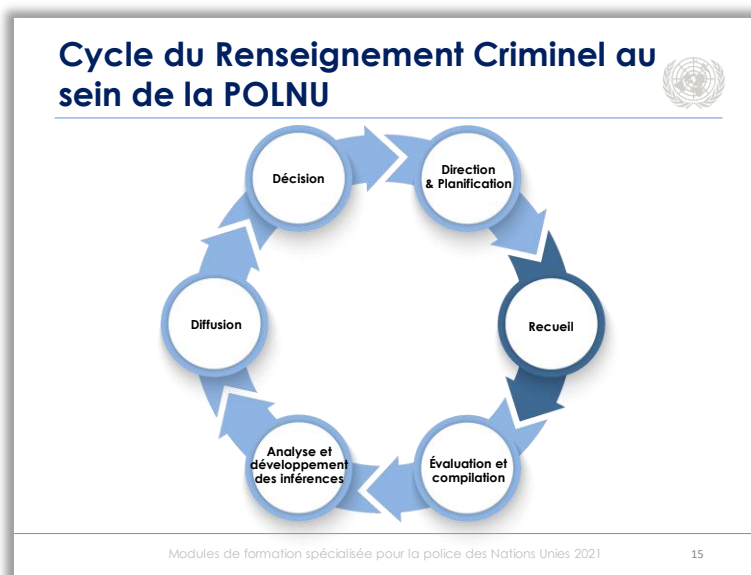
Diapositive 14



LA PGR est décrite dans divers documents des Nations unies. Les principaux documents de référence sont les suivants :

- Lignes directrices du DOMP/DAM pour les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (Réf. 2015.15)
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement (Réf. 2015.08)
- Politique du DOP en matière de maintien de la paix et de renseignement (2019.08)
- Manuel DOP/DP sur la police guidée par le renseignement criminel (à paraître)

Diapositive 15



Message clé : Le cycle du renseignement criminel de la police des NU est conçu pour orienter, recueillir, classer, analyser et diffuser le renseignement criminel aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique.

1. **L'orientation et la planification consistent à** identifier l'objectif et les priorités de la collecte d'informations.
2. **Le recueil ou collecte** est le rassemblement d'informations.
3. **L'évaluation** consiste à déterminer la qualité des informations collectées, et **le classement** consiste à organiser et à placer les informations dans le contexte d'autres informations collectées.
4. **L'analyse et le développement des inférences** consistent à tirer des conclusions sur les informations et comprennent l'élaboration d'inférences et d'hypothèses.
5. **La diffusion** consiste à partager le produit de renseignement criminel, c'est-à-dire les résultats de l'analyse.
6. **La décision** comprend les actions ou les tâches qui découlent du produit du renseignement.

Activité d'apprentissage

6.1

Utilisation de la police guidée par le renseignement dans les activités quotidiennes du PI

INSTRUCTIONS :

- Divisez les participants en sous-groupes.
- Demandez aux sous-groupes de discuter de la manière dont ils utiliseront la PGR dans leurs activités quotidiennes en tant que PI.
- Demandez aux sous-groupes de présenter leurs conclusions en séance plénière.
- Utilisez les notes ci-dessous pour compléter les discussions.

TEMPS : 15 minutes

- Travail en sous-groupes : 5 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'apprentissage d'apprentissage.
- Tableaux de conférence et marqueurs.

Activité d'apprentissage 6.1



Instructions

Brainstorming : En vous appuyant sur votre expérience en matière d'information et de renseignement, comment pouvez-vous utiliser la PGR dans vos activités quotidiennes en tant que policier des NU ?

- **Durée :** 15 minutes
- **Brainstorming :** 5 minutes
- **Discussion :** 10 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

16



Voici quelques-unes des façons dont les PI pourraient utiliser la PGR dans leurs activités quotidiennes :

- *En patrouille : communiquer avec la population, poser des questions dans le cadre de la protection des civils sur les menaces pour la sécurité, les causes profondes, les derniers développements, la présence d'acteurs impliqués dans des actes violents ou criminels ;*
- *En formation, en travaillant avec la police du pays hôte sur des sujets spécifiques, par exemple la grande criminalité et la criminalité organisée. Les informations échangées pendant la formation sur l'évolution de la situation, les phénomènes criminels et les menaces pour la sécurité sont utiles pour établir des rapports et les partager afin d'améliorer la compréhension de la dynamique locale par la mission ;*

- *En colocation, en travaillant quotidiennement avec la police du pays hôte. En fonction du sujet, par exemple les violences sexuelles et basées sur le genre, il est possible de mieux comprendre la traite des êtres humains dans la région et le niveau de menace pour les femmes et les enfants des localités, afin d'élaborer des stratégies de prévention qui peuvent être mises en œuvre par les effectifs de patrouille de la police des NU.*
- *En qualité d'officier de liaison en matière de renseignement criminel / Officier de liaison au CACM (JMAC) : Recueil, traitement et exploitation d'informations relatives à la criminalité organisée et aux activités terroristes, élaboration de mécanismes, de procédures et de lignes directrices concernant le traitement des informations relatives à la criminalité organisée au sein de l'unité de renseignement criminel de la police des NU, liaison avec les points focaux identifiés au sein de la mission et avec les entités compétentes du pays hôte en ce qui concerne les informations relatives à la délinquance grave et la criminalité organisée, renforcement des capacités des forces du pays hôte en ce qui concerne le recueil, le traitement, l'exploitation et la recherche d'informations/renseignements liés aux réseaux criminels complexes et aux groupes armés non étatiques, identification des besoins de formation et contribution à l'élaboration de programmes de formation liés au recueil opérationnel et au traitement de renseignements criminels complexes, en planifiant, en organisant, en menant et en supervisant les enquêtes d'affaires criminelles graves et complexes, en fournissant des conseils politiques sur les questions liées à la PGR, en préparant des rapports statistiques et d'autres produits connexes.*

Les informations sensibles concernant les données personnelles et les enquêtes en cours doivent être traitées avec une attention particulière et des protocoles clairs doivent être mis en place pour guider les PI sur la manière de partager ces informations.

Diapositive 17

Discussion : Les Rapports



Pourquoi les rapports sont-ils **importants** ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

17



Animez une discussion sur l'importance de la rédaction de rapports dans le cadre de la PGR. Les réponses attendues sont les suivantes :

- La rédaction d'un rapport est un moyen de communication par lequel des événements ou des incidents sont portés à la connaissance de la hiérarchie et/ou enregistrés.
- Il est essentiel pour le partage d'informations, la prise de décision et le suivi de l'avancement des activités (PGR, POC et autres).

Insistez sur le fait que la rédaction de rapports est la clé du partage d'informations et de la prise de décision à différents niveaux. Les questions liées à la police dans le cadre du maintien de la paix sont parfois d'une nature si sensible qu'elles ont un impact direct sur la prise de décision. Par conséquent, une communication immédiate et efficace des informations est essentielle pour une prise de décision réfléchie.

Diapositive 18

Exemples de Rapports des NU



- Rapports de fin de patrouille
- Rapport de situation
- Rapport quotidien/ hebdomadaire
- Rapport d'incident
- Rapport thématique
- Rapport flash
- et bien d'autres encore




Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

18


La liste de rapports énumérés sur cette diapositive n'est pas exhaustive. Certains rapports ont des mécanismes spécifiques tels que les VSRC (CRSV en anglais) (RSSG sur les violences sexuelles relatifs aux conflits), PDC (protection des civils), la protection des enfants (RSSG sur les enfants et les conflits armés) et les violations flagrantes des droits de l'homme.

Diapositive 19

Directives de Base : Contenu



- Données personnelles
- Rapporter les données (5Ws et 1 H en anglais)
 - Où
 - Quand
 - Quoi
 - Qui
 - Pourquoi
 - Comment



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

19

Bien qu'il existe différents types de rapports, les principes de rédaction d'un rapport sont similaires. Veillez à inclure

Données personnelles de toutes les personnes concernées.

- Identité du policier (nom, prénom) et matricule (identification carte professionnelle)
- (Pour les autres personnes) Nom de famille (également nom de jeune fille)
- Prénom / Nom de baptême / Nom / Alias
- Date et lieu de naissance (DDN)
- Statut : célibataire-marié-divorcé-veuf-séparé
- Nationalité / Ethnicité / Pays / Citoyenneté
- Carte d'identité (type et numéro)
- Résidence / Adresse / Adresse postale
- Coordonnées localisation
- Téléphone / Téléphone portable
- Profession / métier / emploi / grade
- Nom du père (nom et prénom)
- Nom de la mère (nom et prénom)
- Adresse (rue, village, ville, pays)

Les données du rapport comprennent un résumé de tous les faits et détails importants. La liste suivante n'est pas exhaustive.

QUAND :

- Quand avez-vous reçu l'information (date et heure) ?

- Quand l'incident s'est-il produit ?
- Quand avez-vous contacté les parties concernées ?
- Quand êtes-vous arrivé sur les lieux ?

OÙ :

- Où l'incident s'est-il produit (lieu - coordonnées localisation) ?

QUI :

- Qui a appelé la police ?
- À qui avez-vous parlé ?
- Qui a dit quoi ?
- Qui a fait quoi ?
- Qui a commis le crime/témoins ?

QUOI :

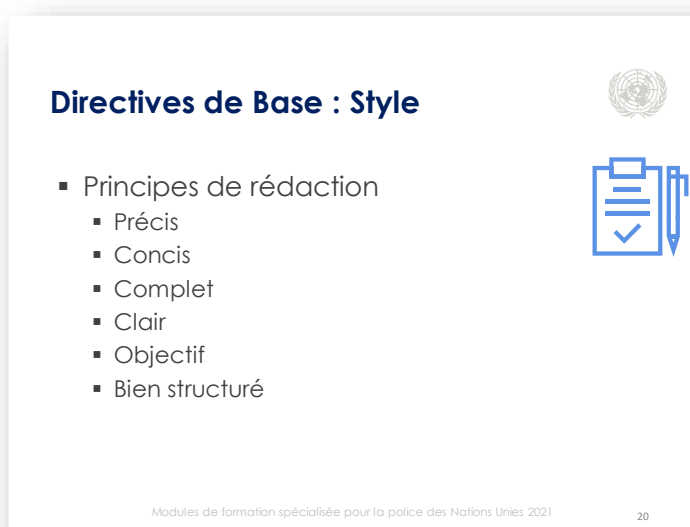
- Que s'est-il passé (incident, accident, crime) ?
- Quel rôle a joué chaque personne ?
- Quelle a été l'action de la police ?
- Quel crime a été commis (le cas échéant) ?

POURQUOI :

- Pourquoi la police a-t-elle agi de la sorte ?
- Pourquoi les gens ont-ils agi comme ils l'ont fait ?
- Pourquoi l'incident/le crime s'est-il produit ?

COMMENT : Comment l'incident/le crime s'est-il produit ?

Diapositive 20



Les policiers sont confrontés à une grande variété d'événements et d'incidents. Le contenu d'un rapport doit refléter l'événement ou l'incident spécifique. Le lecteur ne doit pas avoir de confusion ou de doute sur le contenu du rapport. Si l'information contenue dans le rapport n'est pas claire, elle n'est pas d'une grande utilité. Un bon rapport repose sur six principes. Un bon rapport doit être précis, bref, complet, clair, objectif et respectueux du format.

1. Précis

Utilisez un langage clair, spécifique et précis. Assurez-vous que les faits sont clairs pour vous avant de les décrire dans un rapport. Ne confondez pas les faits avec des rumeurs ou des opinions.

2. Bref

Un rapport doit être bref et concis, mais suffisamment long pour couvrir l'essentiel. Évitez les informations non pertinentes. N'ajoutez des détails que lorsque c'est nécessaire. Un rapport bref et bien rédigé est plus efficace qu'un long rapport.

3. Complet

Des faits partiels peuvent donner une image erronée. Un bon rapport doit inclure tous les faits pertinents pour aboutir à une conclusion logique.

4. Clair

Restez simple et évitez toute ambiguïté dans le rapport afin de transmettre le message voulu. Tous les rapports doivent être formulés avec soin afin que les informations soient claires pour le lecteur. Les faits doivent être présentés dans l'ordre chronologique.

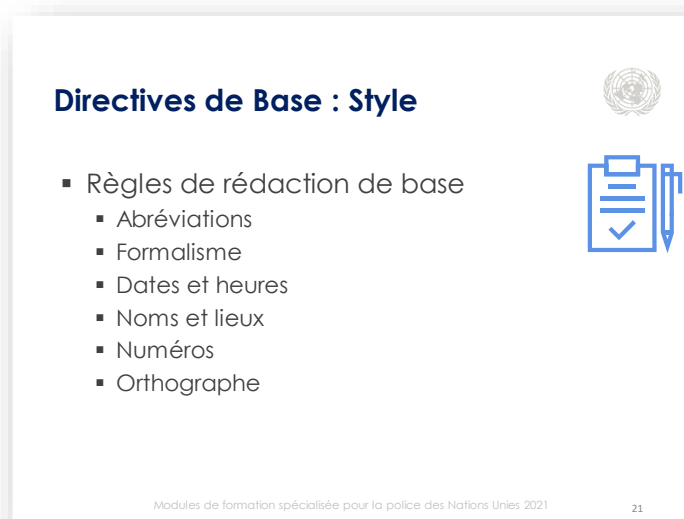
5. Objectif

Le rapport doit rester objectif et impartial en exposant les faits tels qu'ils sont, sans y ajouter d'opinions personnelles. Rapporter tous les faits, même s'ils sont à l'avantage du mis en cause.

6. Respectueux du format

Le format d'un rapport est relativement simple. Commencez par les données personnelles, puis les données du rapport et enfin la conclusion. Les informations contenues dans le rapport doivent être présentées dans un ordre chronologique afin de refléter la séquence des événements/incidents.

Diapositive 21



Les règles de base de l'écriture sont les suivantes :

1. Abréviations :

Les abréviations ou les acronymes doivent être épelés la première fois qu'ils sont utilisés dans un document. Par exemple, Département des opérations de paix (DOP).

2. Format :

Les rapports peuvent comporter un entête et un pied de page avec une classification des Nations unies. Les cartes ou les diagrammes utilisés pour illustrer un point particulier doivent être inclus dans le rapport, si des moyens techniques sont disponibles pour la mise en page et la communication du rapport.

3. Dates et heures :

Les dates doivent toujours être complètes et commencer par le jour, suivi du mois et de l'année, par exemple, 26 avril 2008 (le mois doit être écrit en toutes lettres pour éviter les malentendus). Pour l'heure, utilisez le système d'horloge de 24 heures, par exemple, 07:45 hrs / 23:40 hrs.

4. Noms et lieux :

Lorsqu'on utilise le titre d'une personne, comme M. ou Mme l'inspecteur Kasumo, le titre et les noms doivent être mis en majuscules. Il en va de même pour les noms d'organisations, par exemple le Front de libération Ellassasonien (ELF).

Les noms de lieux et de régions doivent être écrits en lettres capitales, par exemple : MALI, GAO/RDC, KIVU/SOUDAN DU SUD, TORRIT, etc.

5. Les chiffres :

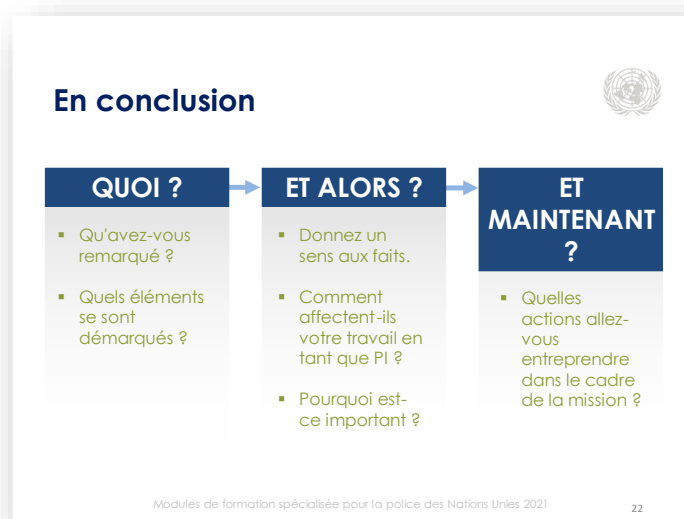
Les nombres de un à neuf sont généralement écrits en toutes lettres, par exemple sept. Les nombres supérieurs à 10 sont généralement exprimés en chiffres, par exemple 42. Évitez qu'un nombre exprimé par un chiffre soit le premier mot d'une phrase.

Exemple : Douze soldats ont été vus.

6. L'orthographe :

Sachez que l'ONU utilise l'anglais britannique/l'anglais international.

Diapositive 22



Pour résumer les principaux enseignements de cette leçon, posez ces trois questions aux apprenants :

- **Quoi ?** Qu'avez-vous remarqué dans cette leçon ? Quels sont les éléments qui vous ont le plus marqué ?
- **Et alors ?** Donnez un sens aux faits présentés dans cette leçon. Comment affectent-ils votre travail en tant que PI dans la mission ? Pourquoi est-ce important ?
- **Et maintenant ?** Sur la base des deux questions précédentes, quelles actions allez-vous entreprendre en ce qui concerne la philosophie/approche de la PGR une fois qu'elle aura été déployée ?

Donnez aux apprenants quelques minutes pour réfléchir aux questions et laissez-les partager le résultat de leur réflexion. Soulignez les points suivants :

Qu'est-ce que c'est ?

Les approches globales de la POC et de la PGR doivent guider toutes les activités opérationnelles de la police des Nations unies afin d'aider l'État hôte à rétablir et à entretenir la confiance du public à l'égard de sa propre police. La PGR est un concept dans lequel le renseignement et les données sont utilisés pour identifier objectivement les menaces criminelles et y répondre efficacement. Ainsi, la police peut agir de manière plus efficace et efficiente, y compris en matière de prévention de la criminalité.

Il est important de comprendre les différences entre la PGR et la police traditionnelle. La PGR suit une approche proactive en utilisant les données/informations/renseignements comme base des activités policières.

Les principaux documents de référence relatifs à la PGR de la police des NU sont les suivants :

- *Politique générale du POMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (Réf. 2014.01).*
- *Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des NU (Réf. 2015.15)*
- *Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement (Réf. 2015.08)*
- *Politique du DOP sur le renseignement dans le cadre du maintien de la paix (2019.08)*
- *Manuel DOP/DP sur la police guidée par le renseignement criminel (à paraître)*

Et alors ?

La PGR bénéficie à la fois à la police des NU (et à toutes les autres composantes de la mission) et à la police du pays hôte. La PGR a un impact sur d'autres activités de la police des NU, telles que le suivi, le mentorat et le conseil, le renforcement des capacités et le développement, ainsi que la protection des civils en maintenant la sécurité et en gérant la criminalité, en particulier dans les environnements de conflit et d'après-conflit. En tant qu'autre exemple de police proactive, la PGR (ainsi que la POC) répond aux attentes de la population locale en s'attaquant à ses principales préoccupations en matière de sécurité.

Et maintenant ?

À leur arrivée dans la mission, les membres du personnel de la police des NU, y compris au niveau du commandement, doivent se familiariser avec les procédures de mise en œuvre de la PGR propres à la mission et assumer les responsabilités qui leur sont confiées au niveau de la mission.

Évitez d'imposer des solutions « clés en main » mais cherchez plutôt à identifier et définir des orientations avec les acteurs locaux, en tenant compte des spécificités locales.

La mise en place de concepts et de mécanismes liés à la PGR dans un environnement d'après-conflit est une tâche difficile, car on peut s'attendre à un manque d'expérience et de connaissances de la part de la police locale, à un manque de bases juridiques et

politiques, d'infrastructures informatiques et de matériels. En l'absence de mécanismes d'échange de l'information, de statistiques criminelles adéquates, d'un système de classement des dossiers bien établi et d'autres structures de soutien, la mise en place et le renforcement de la PGR peuvent s'avérer difficiles. Toutefois, il existe plusieurs manières d'y contribuer :

- En patrouille : en communiquant avec la population, poser des questions dans le cadre de la protection des civils sur les menaces pour la sécurité, les causes profondes, les derniers développements, la présence d'acteurs impliqués dans des actes violents ou criminels ;
- En formation, en travaillant avec la police du pays hôte sur des sujets spécifiques, par exemple la délinquance grave et la criminalité organisée. Les informations échangées pendant la formation sur les développements, les phénomènes criminels et les menaces pour la sécurité sont utiles pour les rapports et le partage d'informations afin d'améliorer la compréhension des dynamiques locales par la mission ;
- En colocation, en travaillant quotidiennement avec la police du pays hôte. En fonction du sujet, par exemple les violences sexuelles et sexistes, il est possible de mieux comprendre la traite des êtres humains.

Les approches globales de la POC et de la PGR doivent guider toutes les activités opérationnelles de la police des Nations unies.

Questions fréquemment posées et mots clés

Mots ou phrases clés pour ce module :

| Mot ou phrase clé | Définition/définition opérationnelle |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Renforcement des capacités | Efforts visant à renforcer les aptitudes, les ressources, les relations et les conditions favorables nécessaires pour agir efficacement en vue d'atteindre un objectif donné. Le renforcement des capacités vise les individus, les institutions et leur environnement favorable. |
| Analyse des crimes | La décomposition méthodique des informations sur les crimes en ses éléments constitutifs ; l'examen de chaque donnée sur les crimes pour trouver des recoupements ; et l'application du raisonnement pour déterminer la signification des informations sur les crimes |
| Renseignement criminel | Le produit combiné de l'analyse des crimes et du renseignement sur les criminels |
| La police guidée par le renseignement | L'utilisation d'informations traitées, c'est-à-dire l'analyse de données et le renseignement criminel, comme base fondamentale d'un cadre décisionnel objectif pour faciliter la prévention, la réduction, la répression et le règlement des crimes et des problèmes par le biais d'une gestion stratégique et de stratégies efficaces de maintien de l'ordre ciblant les crimes graves et/ou les délinquants les plus actifs. Le renseignement informe et influence la police en l'aidant à décider plus efficacement des priorités, de l'affectation des ressources et des stratégies visant à la réduction de la criminalité |
| Renseignement sur les criminels | Les informations traitées sur les criminels sont utilisées pour répondre aux questions suivantes : Qui représente une menace ? (cette réponse identifie et décrit les personnes appartenant à des mouvements ou à des idéologies qui commettent des crimes représentant une menace pour la sécurité de la communauté et des Nations unies) ; qui fait quoi avec qui (cela inclut les identités, les descriptions et |

| | |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | les caractéristiques des instigateurs ou des personnes qui soutiennent les criminels ou les entreprises criminelles) ; et comment l'entreprise criminelle opère-t-elle ? |
| Données | Éléments factuels ou d'informations spécifiques dans leur forme la plus réduite, indépendamment du format ou de la structure du fichier |
| Informations | Toute forme de connaissance qui peut être communiquée ou tout matériel documentaire, quelle que soit sa forme physique ou ses caractéristiques, qui n'est pas traité. |
| Renseignement | Le produit de la collecte, de l'évaluation et de la synthèse systématiques de données brutes sur des individus ou des activités soupçonnés d'être, ou connus pour être, de nature criminelle. Le renseignement est une information qui a été analysée pour en déterminer la signification et la pertinence. |
| Renseignement dans le cadre du maintien de la paix | L'acquisition, l'analyse et la diffusion non clandestines d'informations par une mission, dans le cadre d'un cycle du renseignement sécurisé et dirigé par la mission. Il est effectué dans le respect de la Charte des Nations unies et des principes du maintien de la paix, afin de mieux cerner la situation et d'améliorer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations unies, et d'éclairer les opérations liées à la protection des civils dans le cadre des mandats du Conseil de sécurité. |

Documents de référence

- Lignes directrices du DOMP/DAM sur l'administration de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (2016.26)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations unies (2015.15)
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur le commandement de la police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies (2015.14)
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement de la police (2015.08)
- DPKO/PD Guidelines for United Nations Police Officers on Assignment with Peacekeeping Operations (DPKO/PD/2006/00135) (en anglais)
- DPKO/PD Guidelines for Formed Police Units on Assignment with Peace Operations (DPKO/PD/2006/00015) (en anglais)
- Directives DOP / DAO pour les équipes de police spécialisées affectées aux opérations de paix des Nations unies (2019.34)
- Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies (DOMP), Manuel sur les opérations multidimensionnelles de maintien de la paix des Nations unies, (2003, 92.)
- Politique du DOP en matière de renseignement dans le cadre du maintien de la paix (2019.08)
- Manuel DOP/DP sur la police guidée par le renseignement criminel (à paraître)
- Résolutions du CS des NU 2185 (2014), 2382 (2017)
- Guide de l'OSCE sur la police guidée par le renseignement 2017

Leçon 7



Renforcement des capacités et développement

Aperçu de la leçon

Objectif

Présenter l'approche de la police des Nations unies en matière de renforcement des capacités et de développement (RCD, CBD en anglais)).

Pertinence

Dans le cadre du Cadre d'Orientations Stratégique (COS/SGF en anglais), toute activité de la police des Nations unies peut être affectée à l'une des deux missions fondamentales de la composante police, à savoir les opérations ou le renforcement des capacités et le développement (RCD, CBD en anglais). Le RCD offre des solutions à long terme aux problèmes liés aux conflits ainsi que des moyens de prévention des conflits. Le RCD est étroitement lié aux notions d'appropriation nationale et de durabilité. C'est le RCD qui apportera les changements nécessaires pour parvenir à l'objectif final recherché, à savoir une paix durable. La paix durable elle-même est la condition d'une stratégie de sortie viable de tout engagement de la police des NU.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Expliquer l'impact à long terme du RCD par rapport à l'impact à court terme des opérations de la police des NU
- Discuter du lien entre le RCD et la stratégie de fin/de sortie de la police des NU
- Indiquer les différentes phases du processus de RCD
- Illustrer les cinq domaines et les cinq dimensions du RCD de la police des NU
- Identifier les activités de RCD de la police des NU

Contenu de la leçon

- L'objectif du renforcement des capacités et du développement de la POLNU
- L'impact du renforcement des capacités et du développement de la POLNU
- Le processus de renforcement des capacités et du développement
- Analyse du renforcement des capacités et du développement

| Plan de la leçon | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| L'objectif et l'impact du renforcement des capacités et du développement de la police des NU | Diapositive 5 |
| Le processus de renforcement des capacités et de développement | Diapositives 6 |
| Domaines et dimensions | Diapositives 7-11 |
| Activité d'apprentissage 4 Carana | Diapositive 12 |
| Outils en matière de RCD | Diapositives 13 - 17 |
| Messages clés | Diapositives 18-19 |

La leçon

Durée : 90 minutes au total

30 minutes : présentation

60 minutes : exercice d'analyse



Commencer la leçon

Pour un début de leçon interactif, envisagez les options suivantes :

- *Demandez aux apprenants s'ils sont ou ont été impliqués dans le renforcement des capacités ou d'autres processus de développement dans leurs organisations nationales ou dans un contexte de maintien de la paix.*
- *Faites une déclaration provocatrice sur la durabilité des activités de renforcement des capacités et de développement (RCD) de la police des NU dans les opérations de maintien de la paix passées, par exemple :*
 - a. *« Le renforcement des capacités et le développement de la police des NU ne sont pas assez efficaces et rapides ».*
 - b. *« Il n'existe pas de norme commune en matière de renforcement des capacités et de développement ».*
 - c. *« La police de l'État hôte est trop faible, c'est la police des NU qui devrait s'en charger ».*
 - d. *« Seuls les mandats exécutifs ont prouvé leur efficacité ».*
- *(...)*
- *Demandez aux participants s'ils sont d'accord ou non avec votre affirmation et pourquoi.*
- *Demandez aux participants d'évaluer l'importance du RCD par rapport aux opérations de police des NU.*

Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :

- *Objectif*
- *Pertinence*
- *Objectifs pédagogiques*
- *Contenu de la leçon*

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

L'objectif et l'impact du renforcement des capacités et du développement de la police des NU

Diapositive 5



Messages clés :

- La mise en œuvre du renforcement des capacités et du développement est l'une des deux priorités fondamentales de l'engagement de la police des NU.
- Le RCD offre des solutions à long terme.

La police des NU s'engage généralement dans l'une ou l'autre des deux manières suivantes : le soutien opérationnel et le renforcement des capacités et le développement. Tout mandat donné aux opérations de paix des Nations unies nécessitera des activités de la police des NU qui relèvent soit de l'appui opérationnel, soit du renforcement des capacités et du développement. Cet aspect est également reflété dans la politique de 2014 sur la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales, ainsi que dans le cadre d'orientation stratégique qui comprend quatre séries de lignes directrices/principes directeurs,

- Renforcement des capacités et développement de la police,
- Opérations de police,
- Commandement de la police et
- Administration de la police.

La performance des institutions nationales chargées de l'application des lois joue un rôle crucial dans une société civile démocratique. Ces services sont la branche exécutive de l'administration publique, soulignant au passage l'intention de l'État à détenir le monopole de l'usage de la force. Il est donc impératif que les forces de

l'ordre ne soient pas utilisées à mauvais escient par ceux qui détiennent le pouvoir, mais qu'elles se conforment à leur objectif réel, à savoir servir leur souverain, le peuple.

Les efforts déployés par la police des NU dans le cadre du RCD devraient donc viser à renforcer la capacité des services chargés de l'application des lois du pays hôte à être

- Démocratiques,
- Respectueux de la loi,
- Conformes aux droits de l'homme et
- Sensibles au genre

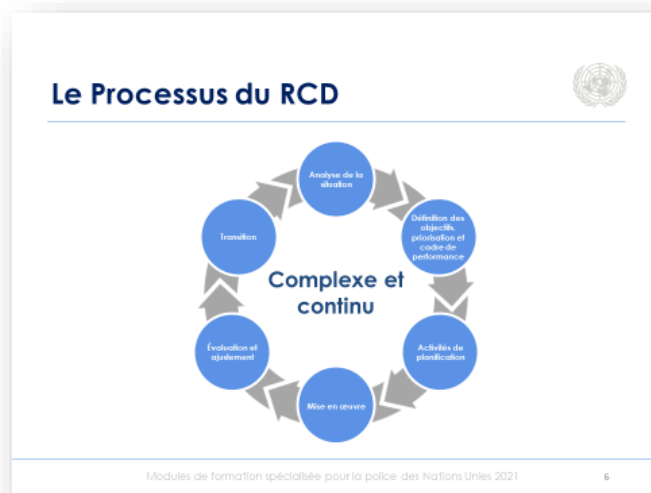
Quand ils adoptent une approche centrée sur les personnes, qui privilégie la sécurité de la personne par rapport à la sécurité de l'État. La sécurité « humaine » est un droit de l'homme ; elle fait référence à la sécurité des personnes et des communautés, par opposition à la sécurité des États. La sécurité humaine reconnaît qu'il existe plusieurs dimensions liées au sentiment de sécurité, telles que l'absence de peur, l'absence de besoin et l'absence du sentiment d'indignité.

Un soutien opérationnel peut s'avérer nécessaire, mais il n'offre généralement qu'un soulagement imminent ou des solutions à court terme à la situation sécuritaire. Le renforcement des capacités et le développement adoptent une approche à long terme qui met l'accent sur la durabilité grâce à l'appropriation locale. C'est donc ce processus qui permettra à la police des NU d'atteindre l'objectif final de son engagement, ce qui permettra à la police des NU de conclure son engagement.

Par conséquent, un processus de renforcement des capacités et de développement réussi est essentiel pour la stratégie de sortie de la police des NU.

Le processus de renforcement des capacités et de développement

Diapositive 6



Message clé : Le processus de renforcement des capacités et de développement est un processus difficile, complexe et continu. Il doit être abordé dans le contexte plus large de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), en particulier en ce qui concerne sa dépendance à l'égard du développement politique.

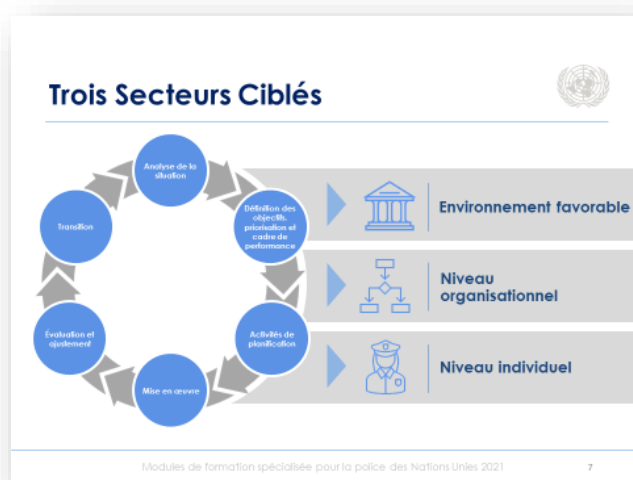
Le processus du RCD suit le modèle générique de la plupart des processus de gestion. Il peut être décomposé en plusieurs sous-processus* :

1. Analyse de la situation
2. Définition des objectifs, établissement des priorités et cadre de performance
3. Plan d'action
4. Mise en œuvre
5. Évaluation et ajustement
6. Transition

*Les sous-processus doivent être considérés comme étant en relation avec les différentes étapes du suivi, du mentorat et de conseil (SMC/MMA en anglais), qui est abordé dans la leçon 8. Le SMC (MMA en anglais) est un outil utilisé pour le RCD et, par conséquent, les sous-processus et les étapes sont similaires ou identiques.

Il est important de comprendre que le processus du RCD est continu et ne cesse pas parce que la police des NU le transmet à ses homologues/partenaires nationaux ou à un autre acteur du développement. Il est également important de comprendre que la complexité et le défi pour les conseillers en matière de RCD découlent des nombreux secteurs, domaines et dimensions ciblés qui doivent être pris en compte en permanence lorsque le RCD est mis en œuvre.

Diapositive 7



Message clé : Un processus de RCD réussi porte sur trois secteurs ciblés, à savoir le contexte favorable, le niveau organisationnel et le niveau individuel.

Tout processus de RCD doit tenir compte du caractère multidimensionnel et de la grande complexité du développement du secteur en charge de l'application des lois dans un contexte de maintien ou de consolidation de la paix. Lorsqu'ils s'engagent dans le RCD, les conseillers doivent garder à l'esprit les trois secteurs ciblés,

- L'environnement favorable,
- Le niveau organisationnel et
- Le niveau individuel.

L'environnement favorable repose sur une vision à 360 degrés de l'environnement dans lequel l'organisation opère. Il comprend le niveau politique et la gouvernance, le cadre juridique, les services administratifs importants tels que les ressources humaines, la formation et le développement du personnel, les achats et la logistique, ainsi que d'autres acteurs intéressés par les tâches et les activités de l'organisation.

Les conseillers de la police des NU doivent être très sensibles au contexte spécifique dans lequel l'organisation opère. Par exemple, les processus de gouvernance dépendent fortement de la structure des services chargés de l'application des lois. Par exemple, ils varient considérablement si l'on compare les « services fédéraux » à ceux qui sont centralisés au niveau national.

Le niveau organisationnel concerne les structures internes, le cadre politique (par exemple, les procédures opérationnelles permanentes), le commandement et le contrôle, les mécanismes de contrôle interne et de responsabilité. Il comprend

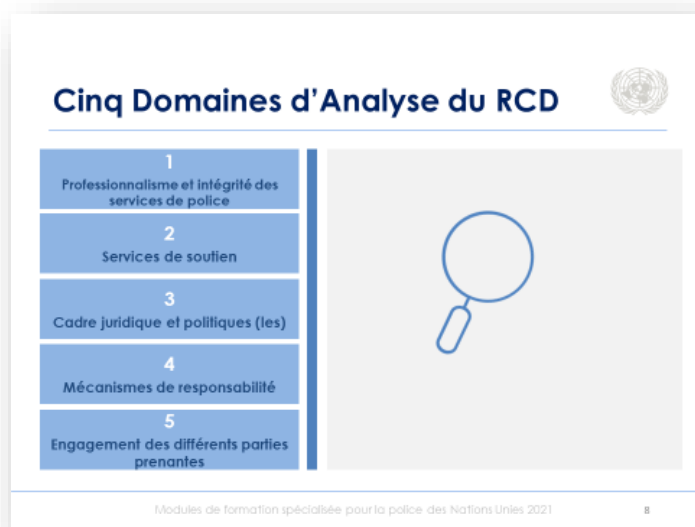
également les processus internes et externes qui impliquent d'autres acteurs du secteur de la sécurité, par exemple le bureau du procureur, les tribunaux et les services correctionnels en ce qui concerne la procédure de poursuites pénales.

Enfin, le **niveau individuel porte sur les compétences personnelles, les capacités de leadership, la motivation, le comportement personnel, les facteurs sociaux et culturels, le changement et les capacités de développement de chaque membre des forces de l'ordre.**

Comme indiqué dans la leçon relative au SMC, les mentors et les conseillers de la police des NU sont engagés au niveau organisationnel et personnel et doivent être très conscients du contexte spécifique dans lequel ils opèrent.

Zones et dimensions

Diapositive 8



Message clé : Les cinq domaines sur lesquels la police des NU en charge du RCD se concentre sont le professionnalisme et l'intégrité, les systèmes administratifs, le cadre juridique et politique, les mécanismes de responsabilité et l'engagement des différents acteurs.

Le processus du RCD, tel qu'il est décrit dans les **lignes directrices du cadre d'orientation stratégique**, **identifie cinq grands domaines que la police des NU doit prendre en considération :**

1. **Professionnalisme et intégrité de la police**
2. **Services de soutien**
3. **Cadre juridique et politiques (les)**
4. **Mécanismes de responsabilité**
5. **Engagement des différentes parties prenantes**

En identifiant ces domaines, le COS (SGF) catégorise les différents aspects qui peuvent être accumulés dans les secteurs ciblés.

Diapositives 9 et 10

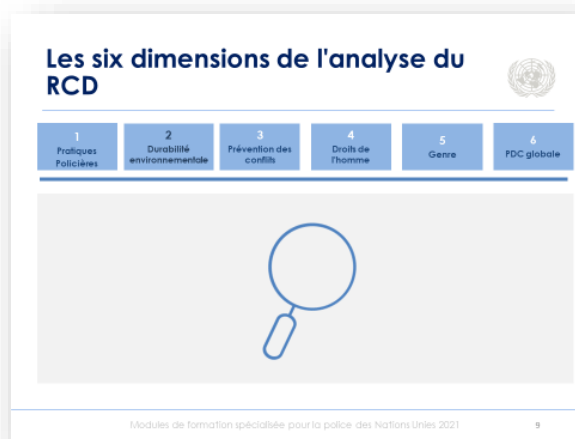


Tableau d'analyses domaines-dimensions

| | 1 Pratiques Policières | 2 Durabilité environnementale | 3 Prévention des conflits | 4 Droits de l'homme | 5 Genre | 6 POC globale |
|------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------------|---------------------------|---------------------|---------|---------------|
| Professionalisme et intégrité des services de police | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Services de soutien | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Cadre juridique et politiques | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Mécanismes de responsabilité | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Engagement des différents parties prenantes | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 10

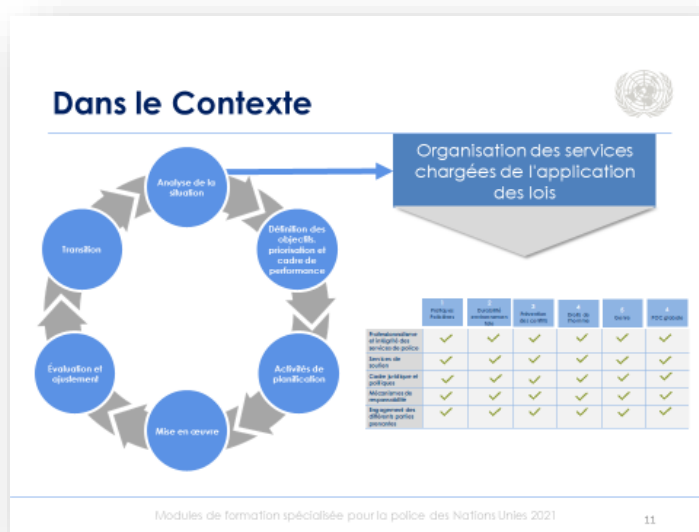
Message clé : Les six dimensions en matière de RCD de la police des NU sont les pratiques policières, la protection environnementale, la prévention des conflits, les droits de l'homme, le genre et la protection des civils d'un point de vue global.

Lorsqu'ils abordent les cinq domaines susmentionnés sous l'angle du RCD, les conseillers en matière de RCD doivent rechercher des liens pertinents avec **six dimensions, à savoir**

1. Pratiques policières,
2. Durabilité/protection environnementale,
3. Prévention des conflits,
4. Droits de l'homme,
5. Genre et
6. Protection des civils dans sa globalité.

L'identification des points de connexion entre les domaines et les dimensions soulèvera des questions qui devront être abordées tout au long du processus du RCD.

Diapositive 11



Ce sous-processus représente également la première étape d'une analyse en matière de RCD de l'organisation nationale chargée de l'application des lois. Au niveau tactique, le conseiller de la police des NU en matière de RCD n'est pas affecté à l'ensemble de l'organisation chargée de l'application des lois, mais plutôt à une seule partie (par exemple, un département ou une unité).

La dimension des pratiques policières¹ comprend les connaissances et les compétences professionnelles sur une base individuelle ainsi que les approches conceptuelles, en particulier la police orientée vers la communauté et la police guidée par le renseignement, telles qu'elles sont mises en exergue dans le COS.

La dimension des droits de l'homme² détermine l'approche fondamentale du travail des services nationaux en charge de l'application des lois, obligés d'agir en toute légalité dans tous les aspects de leurs activités de police et, par conséquent, de respecter la loi en s'efforçant de protéger les droits des citoyens et, en particulier, les droits de l'homme. Par conséquent, les violations des droits de l'homme devraient susciter une attention particulière et un niveau de vigilance important de la part des conseillers de la POLNU en matière de RCD qui doivent finalement comprendre l'obligation claire qu'ils leur incombent d'agir. Le COS reconnaît l'importance du respect des droits de l'homme en soulignant la pertinence du recensement, des vérifications et de la formation des personnels locaux pour prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme. La question des violations des droits de l'homme est également abordée dans la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH/HRDDP), qui fournit des lignes directrices aux Nations unies sur la manière d'apporter leur soutien au pays hôte en fonction de la situation des droits de l'homme.

¹ Il est fait référence à l'objectif de développement durable 16

² Il est fait référence à l'objectif de développement durable n° 10

La dimension du genre³ exige des conseillers en matière de RCD qu'ils tiennent compte des besoins différents des femmes, des hommes, des garçons et des filles lorsqu'ils sont visés par les forces de l'ordre. À titre d'exemple, il pourrait s'agir de reformuler la procédure en matière d'audition, d'arrestation et de détention, de créer des unités spécialisées dans la prise en charge et l'audition des victimes de violences sexuelles, de construire des installations tenant compte des spécificités du genre et de former les personnels tout en les informant de l'importance de la sensibilité au genre.

La protection des civils dans sa globalité fait référence à l'obligation première des forces de sécurité de protéger les civils contre toutes formes d'atteinte, non limitées aux atteintes physiques, en particulier celles provenant du conflit passé ou du conflit en cours. Elle tient également compte des besoins de protection spécifiques des femmes dans le contexte des violences sexuelles et basées sur le genre et des violences sexuelles liées au conflit, des enfants et d'autres groupes particulièrement vulnérables tels que les personnes âgées, les handicapés, les minorités et les réfugiés.

La dimension de la prévention des conflits est étroitement liée à celle-ci et exige des conseillers qu'ils adoptent une approche axée sur la prévention, selon laquelle le RCD joue un rôle essentiel dans la création d'un environnement favorable et d'un cadre durable au sein de l'architecture de la sécurité nationale.


³ Il est fait référence à l'objectif de développement durable n° 5

Activité pédagogique de Carana 4

Analyse du RCD

Diapositive 12

Activité d'Apprentissage 4 Carana



Instructions

- Travaillez en sous-groupes
- Prenez connaissance du scénario du Carana
- Renseignez le tableau d'analyses
- Présentez les travaux en séance plénière

Ressources

- Scénario de Carana
- Tableau d'analyses domaines-dimensions

Durée : 1 heure

Travail en groupe : 45 minutes
Présentation : 15 minutes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

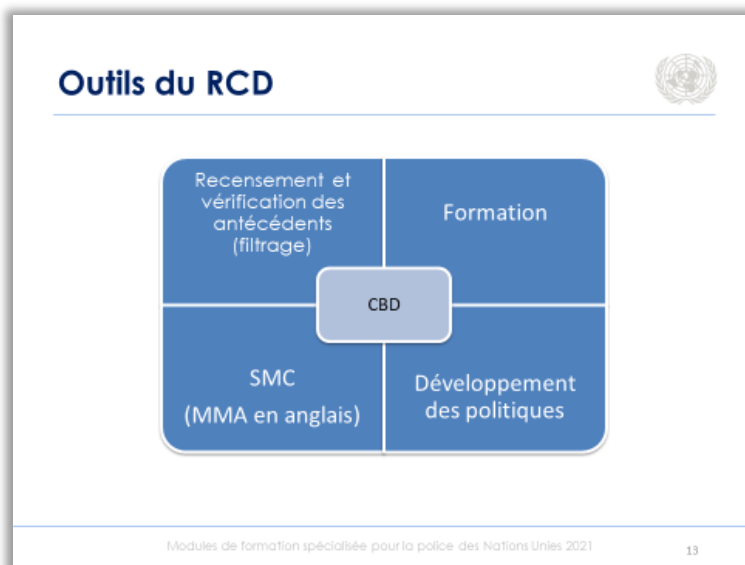
12



Reportez-vous au cahier d'activités Carana, version du formateur, pour obtenir des informations sur la manière de mener l'activité d'apprentissage 4 Carana.

Outils du RCD

Diapositive 13



Message clé : Une fois que les objectifs ont été fixés sur la base de leur analyse, les conseillers en matière de RCD disposent de divers outils, tels que le recensement et la vérification des antécédents, la formation, le suivi, le mentorat et le conseil, ainsi que l'élaboration de politiques/règlements. Les conseillers en matière de RCD doivent être conscients des défis qui accompagnent l'utilisation de ces outils.

Lorsqu'ils planifient leur engagement, les conseillers en matière de RCD disposent de plusieurs outils pour concevoir leurs activités. Parmi ces outils, on peut citer


- Le recensement et la vérification des antécédents,
- La formation,
- Le suivi, le mentorat et le conseil, et
- Le développement des politiques/règlements.

Chacun de ces outils répond à des objectifs différents. Les conseillers en matière de RCD qui souhaitent utiliser ces outils doivent être conscients qu'ils ne peuvent pas être utilisés sur une base « d'essai et d'erreur ». Tout comme les outils d'un artisan peuvent être très impressionnants et requièrent une certaine compétence pour les utiliser, les outils en matière de RCD nécessitent des professionnels compétents pour être efficaces. Lorsqu'ils sont utilisés de manière non professionnelle, ces outils peuvent s'avérer désastreux pour les efforts du RCD et pour la mission, en affectant négativement le processus de développement ainsi que la crédibilité des Nations unies.

Recensement et vérification

Diapositive 14

Recensement et Vérification des Antécédents (filtrage)



- Identifie la catégorie de personnel
- Offre diverses options procédurales
- Dépend de facteurs contextuels
- Est ancré dans les principes fondamentaux
- Outil complexe et très sensible

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

14

Message clé : Le recensement et la vérification des antécédents visent à identifier et à définir la catégorie des personnels des forces de l'ordre concernée.

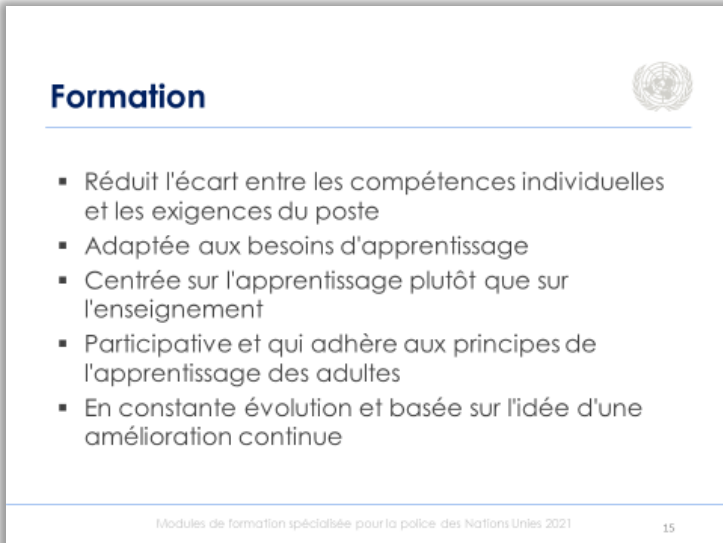
Le recensement et la vérification des antécédents fixent les critères de sélection du personnel des forces de l'ordre concernées. Ce faisant, le personnel non éligible selon les critères pertinents (par exemple, ayant commis des violations des droits de l'homme) est écarté, tandis que les candidats inéligibles se voient interdire l'accès au service. L'objectif est d'éviter que des fautes commises par le passé par le personnel du service n'entachent à l'avenir le processus de réforme et la réputation du service chargé de l'application des lois.

Les programmes de recensement et de vérification dépendent fortement de la volonté politique d'exécuter un tel programme. Le mandat de la mission déterminera si les conseillers en matière de RCD se retrouvent à la manœuvre du programme et le « dirigeant » réellement ou s'ils se contentent de soutenir le processus tout en s'appuyant sur les homologues locaux pour mettre en œuvre le programme. La quantité et le type de violations des droits de l'homme et les ressources disponibles sont également des facteurs importants.

Les programmes de recensement et de vérification peuvent concerner les hauts fonctionnaires, une seule unité, les recrues, le personnel de soutien ou être exécutés dans le cadre d'un programme global. Ces programmes nécessitent une appropriation nationale, doivent être fondés sur la loi, nécessitent une procédure régulière, doivent respecter les droits des individus et impliquent une gestion appropriée des risques ainsi qu'une responsabilité individuelle. En outre, les processus de vérification des antécédents ne peuvent pas être utilisés pour remplacer les poursuites pénales en cas de violations des droits de l'homme.

Formation

Diapositive 15



Formation

- Réduit l'écart entre les compétences individuelles et les exigences du poste
- Adaptée aux besoins d'apprentissage
- Centrée sur l'apprentissage plutôt que sur l'enseignement
- Participative et qui adhère aux principes de l'apprentissage des adultes
- En constante évolution et basée sur l'idée d'une amélioration continue

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

15

Message clé : L'objectif de la formation est de combler ou au moins de réduire l'écart entre les compétences d'un individu et les obligations fixées par la mission qu'il doit accomplir.

La formation peut être utilisée pour améliorer la capacité d'une personne à effectuer une certaine tâche. En tant que telle, elle peut être un outil performant pour améliorer l'aptitude d'une organisation à accomplir ses tâches.

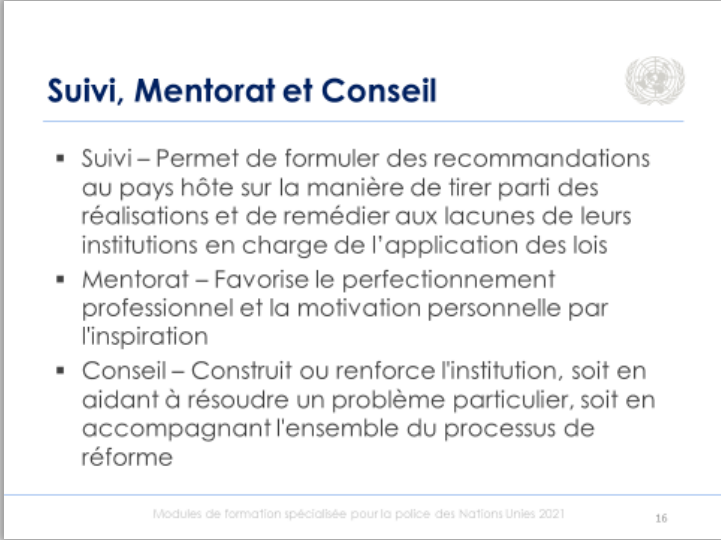
Cependant, la formation est limitée dans sa capacité à compenser une éducation ou un recrutement médiocres. Sans tenir compte de cette limitation, la formation est souvent mal utilisée pour réduire l'impact de ces lacunes.

Censée être simple à mettre en œuvre, elle est couramment utilisée comme une activité universelle dans le cadre des efforts de développement et de réforme. La formation donne les meilleurs résultats lorsqu'elle est adaptée aux besoins spécifiques du public concerné. Outre les besoins de formation, la formation doit également se concentrer sur le processus d'apprentissage du public, sa capacité à apprendre, sa culture d'apprentissage et son intérêt/motivation pour l'apprentissage.

Une analyse de ces facteurs fournira des informations sur le contenu approprié, le niveau de complexité du contenu, la méthodologie de formation, l'approche didactique et les limites de la formation dans une situation donnée – en d'autres termes, la possibilité pour la formation de se prêter à une activité relative au RCD dans un contexte spécifique.

Suivi, mentorat et conseil

Diapositive 16



Suivi, Mentorat et Conseil

- Suivi – Permet de formuler des recommandations au pays hôte sur la manière de tirer parti des réalisations et de remédier aux lacunes de leurs institutions en charge de l'application des lois
- Mentorat – Favorise le perfectionnement professionnel et la motivation personnelle par l'inspiration
- Conseil – Construit ou renforce l'institution, soit en aidant à résoudre un problème particulier, soit en accompagnant l'ensemble du processus de réforme

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

16

Message clé : Le suivi, le mentorat et le conseil constituent un ensemble complémentaire d'activités qui permettent aux acteurs impliqués dans le RCD de soutenir les processus de réforme locaux/nationaux.

Le suivi, le mentorat et le conseil (SMC/MMA) constituent un ensemble complémentaire d'activités permettant aux acteurs impliqués dans le RCD de soutenir les processus de réforme locaux/nationaux.

Le suivi permet aux conseillers en matière de RCD d'avoir et de conserver une vue d'ensemble de leur travail dans un contexte spécifique. Le conseil et le mentorat permettent d'apporter une assistance contextuelle (conseil) et un soutien au développement personnel (mentorat). En tant que tels, le conseil et le mentorat se complètent.

Toutes les activités de SMC requièrent une expertise en la matière, des compétences interpersonnelles et des profils différents de la part des conseillers en matière de RCD. Pour utiliser efficacement le SMC, les conseillers en matière de RCD doivent être conscients de leurs propres capacités et limites et de leur aptitude à répondre à ces exigences. C'est dans le cadre de la colocation que le SMC est le plus efficace.

Développement des politiques/règlements

Diapositive 17

Développement des Politiques



- Fournit une base juridique et normative solide
- Fixe des normes et des repères pour l'orientation des autres activités du RCD
- Peut aider à obtenir un soutien politique
- Permet l'introduction de normes internationales
- Nécessite de diffuser des informations et des formations sur les nouvelles règles et réglementations et de s'y conformer.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

17

Message clé : Un(e) politique/règlement saine et concise est nécessaire pour fournir des directives claires et cohérentes aux processus de développement. Le développement d'une politique est un point d'entrée naturel pour les conseillers en matière de RCD afin de créer une dynamique et une orientation pour le processus du RCD.

L'élaboration d'une politique appropriée offre aux conseillers en matière de RCD la possibilité de fixer des normes et de fournir une orientation opérationnelle, voire stratégique, à un processus de réforme. Le développement d'une politique constitue un excellent point de départ pour l'introduction de normes professionnelles et juridiques internationales pour les services chargés de l'application des lois. Lorsque cela s'avère opportun, elle devrait être liée et coordonnée avec des initiatives au niveau législatif, car elle peut générer un soutien politique supplémentaire pour le processus actuel du RCD.

Une politique nouvelle ou révisée nécessite d'autres actions de mise en œuvre pour produire un effet. La diffusion, les campagnes d'information, la formation spéciale, les initiatives de conseil et le contrôle de la conformité sont des exemples d'activités appropriées pour compléter l'introduction de nouvelles normes juridiques et professionnelles.

Diapositives 18 et 19

Résumé des Messages Clés

Le RCD est l'une des deux priorités fondamentales de l'engagement de la POLNU.

Le RCD offre des solutions à long terme.

Le RCD est un processus difficile, complexe et continu. Il doit être abordé dans le contexte plus large de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), en particulier en ce qui concerne sa dépendance à l'égard du développement politique.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 18

Résumé des Messages Clés

Un processus de RCD réussi porte sur trois secteurs ciblés : le contexte (environnement) favorable, le niveau organisationnel et le niveau individuel.

Les cinq domaines sur lesquels se concentre le RCD de la POLNU sont le professionnalisme et l'intégrité, les systèmes administratifs, le cadre juridique et les politiques, la responsabilité et l'engagement des parties prenantes.

Les six dimensions du RCD de la POLNU sont les pratiques policières, la protection environnementale, les droits de l'homme, le genre, la protection des civils et la prévention des conflits.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 19



Insistez sur les points clés de cette leçon. Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont chacun de ces points s'appliquera à leur rôle de PI.

L'objectif de cette leçon était de fournir une vue d'ensemble de la thématique RCD et de son lien avec les autres tâches de la police des NU. La leçon a permis aux participants de se familiariser avec les étapes pertinentes du processus et leur a donné l'occasion de faire leurs premiers pas dans la mise en place d'une activité de base liée au RCD.

Documents de référence

- 2014 Politique relative à la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement de la police (2015)
- Manuel DOMP/DAM sur le suivi, le mentorat et le conseil de la police dans les opérations de paix (2017)

Questions fréquemment posées et mots clés

Mots ou phrases clés pour cette leçon :

| Mot ou phrase clé | Définition/définition opérationnelle |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Activité | Mesures prises pour transformer les apports en résultats |
| Hypothèse | Hypothèse sur les risques, les influences, les facteurs externes ou les conditions qui pourraient affecter le progrès ou le succès d'un programme/sous-programme. Les hypothèses soulignent les facteurs externes qui sont importants pour la réussite du programme/sous-programme, mais qui échappent en grande partie ou totalement au contrôle du commandement |
| Base de données | Données qui décrivent la situation [actuelle] à laquelle doit répondre un programme, un sous-programme ou un projet et qui servent de point de départ pour mesurer la performance, le statu quo, basés sur le résultat d'une analyse (par opposition à une hypothèse) |
| Indice de référence | Un point de référence ou une norme servant à évaluer (ou comparer) les performances ou les réalisations. Il fait souvent référence à un objectif intermédiaire permettant de mesurer les progrès réalisés au cours d'une période donnée, ainsi que les performances d'autres entités organisationnelles comparables |
| Capacité | Aptitudes, ressources, relations et conditions nécessaires pour agir efficacement en vue d'atteindre un objectif donné (performance, personnel, charge de travail, contrôle, installations, services de soutien, systèmes, structure, rôle). |
| Renforcement des capacités | Les efforts visant à renforcer les capacités – ciblent les individus, les institutions et le contexte, qui doit être rendu favorable |

Leçon 7 : Renforcement des capacités et développement

| | |
|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Plans de contingence / planification | Les plans de contingence sont des plans et stratégies alternatifs au plan de programme initial qui peuvent être mis en œuvre en cas de besoin. Les plans de contingence reposent sur l'hypothèse que les actions alternatives peuvent être développées de manière plus efficace et efficiente si elles sont préparées avant que le risque ou la crise ne se matérialise, plutôt que de manière réactive et sous pression |
| Efficacité | Le degré de réalisation des activités prévues dans le cadre du programme/sous-programme |
| Efficiences (rendement, performance) | Mesure de la manière dont les apports (fonds, expertise, temps, etc.) sont convertis en résultats |
| État final | L'état final de la mission des Nations unies sur le terrain est la situation souhaitée dans le pays à l'issue du mandat du Conseil de sécurité |
| Évaluation | Processus systématique et objectif visant à déterminer la pertinence, l'efficacité et l'impact d'un programme/sous-programme par rapport à ses buts et objectifs |
| Impact | Il s'agit de l'effet global obtenu par la réalisation de résultats spécifiques et, dans certaines situations, il comprend les changements, planifiés ou non, positifs ou négatifs, directs ou indirects, primaires et secondaires, qu'un programme/sous-programme a contribué à provoquer |
| Indicateur | Mesure, de préférence numérique, d'une variable qui fournit une base raisonnablement simple et fiable pour évaluer la réalisation, le changement ou la performance. Unité d'information mesurée dans le temps qui peut aider à montrer les changements d'une condition spécifique |
| Apport | Personnel et autres ressources nécessaires à la production de résultats et à l'accomplissement de réalisations |
| Cadre logique | Outil de gestion... utilisé pour identifier... les éléments d'un programme ou d'un sous-programme (objectif, résultats attendus, indicateurs de réussite, produits et moyens) et leurs relations de cause à effet, ainsi |

Leçon 7 : Renforcement des capacités et développement

| | |
|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | que les hypothèses et les facteurs externes susceptibles d'influer sur le succès ou l'échec. Il facilite la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'un programme [ou d'un sous-programme] ou d'un projet |
| Contrôle/suivi | Activité permanente qui utilise la collecte systématique de données sur des indicateurs spécifiques pour fournir au leadership et aux principaux acteurs d'une intervention en cours des indications sur l'étendue des progrès et la réalisation des objectifs, ainsi que sur les progrès réalisés dans l'utilisation des fonds alloués |
| Objectif | Un objectif fait référence à un résultat global souhaité impliquant un processus de changement qui vise à répondre à certains besoins d'utilisateurs finaux identifiés dans une période de temps donnée |
| Effets | Au Secrétariat des Nations unies, le terme « effets » est utilisé comme synonyme d'accomplissements ou de résultats |
| Produits | Produit final ou livrables d'un programme/sous-programme aux différents acteurs, qu'une activité est censée produire afin d'atteindre ses objectifs. Les produits peuvent être des rapports, des publications, des formations, des réunions, des services de sécurité, etc. |
| Performance | Manière (mesure) dont un programme ou un projet produit des résultats conformément aux objectifs fixés, en temps voulu et de manière efficace, selon des critères et des normes spécifiques |
| Planification | Processus structuré par lequel une mission des Nations unies sur le terrain élabore un plan pour remplir son (ses) mandat(s), en tenant compte de l'environnement/du contexte. La planification comprend des éléments tels que l'accord sur les objectifs, les priorités, les stratégies et les activités, et guide l'acquisition et l'allocation des ressources pour atteindre les objectifs. La planification s'effectue du sommet à la base de la hiérarchie des résultats |

Leçon 7 : Renforcement des capacités et développement

| | |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réforme de la police | Processus de transformation aux niveaux individuel et institutionnel pour accroître les capacités et l'intégrité |
| Données qualitatives | Information qui n'est pas facile à saisir sous forme numérique (bien qu'il soit possible de la quantifier). Les données qualitatives sont généralement constituées de mots et décrivent normalement les opinions, les connaissances, les attitudes ou les comportements des personnes |
| Données quantitatives | Information mesurée ou mesurable par la quantité, ou concernant la quantité, et exprimée sous forme numérique. Les données quantitatives consistent généralement en des nombres |
| Résultat | Réalisation/résultat mesurable (voulu ou non, positif ou négatif) d'un programme/sous-programme. Dans la pratique du Secrétariat, le terme « résultat » est synonyme de réalisation et de produit |
| Budget basé sur les résultats | Processus de budget-programme dans lequel : (a) la formulation du programme s'articule autour d'un ensemble d'objectifs prédéfinis et de résultats attendus ; (b) les résultats attendus justifient les besoins en ressources qui sont dérivés et liés aux produits nécessaires pour atteindre ces résultats ; et, (c) la performance réelle dans la réalisation des résultats est mesurée par des indicateurs de performance objectifs |
| Risque | L'effet de l'incertitude sur les objectifs |
| Secteur de la sécurité | Défense, services chargés de l'application des lois, système pénitentiaire, services et institutions en charge du renseignement, sécurité aux frontières, immigration, douanes, interventions civiles d'urgence, etc., secteur judiciaire et services de l'action publique, acteurs jouant un rôle dans la gestion et la supervision de la conception et de la mise en œuvre de la sécurité, tels que les ministères, les organes législatifs et les groupes de la société civile, acteurs non étatiques pouvant être inclus - autorités coutumières ou informelles et services de sécurité privés |

| | |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réforme du secteur de la sécurité (RSS) | <p>Le processus d'évaluation, de révision et de mise en œuvre ainsi que le suivi et l'évaluation sont menés par les autorités nationales. Objectif : renforcer une sécurité efficace et responsable pour l'État et ses citoyens, sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'État de droit. La RSS est parfois également appelée gouvernance du secteur de la sécurité, transformation du secteur de la sécurité, développement du secteur de la sécurité ou gestion du secteur de la sécurité, ainsi que réforme de la sécurité et de la justice, en fonction du contexte. Pour l'ONU, la RSS doit être envisagée dans le contexte des liens entre l'assistance de l'ONU, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, en prenant également en considération les points de vue des organes et acteurs pertinents de l'ONU (S/PRST/2011/19)</p> |
| SMART | <p>Acronyme souvent utilisé lors de la création d'éléments de planification de programmes et de sous-programmes. Il signifie spécifique, mesurable, atteignable/réalisable, réaliste/pertinent et limité dans le temps.</p> <p>(S) Spécifique : Éléments de planification liés au mandat.</p> <p>(M) Mesurable : Éléments de planification quantifiables qui sont facilement contrôlés et évalués pour le succès et l'avancement du programme/sous-programme, ce qui permet de rendre compte plus facilement des progrès aux différents acteurs.</p> <p>(A) Atteignable/réalisable : Indiqué par les éléments de planification qui peuvent se produire au cours de la période concernée.</p> <p>(R) Réaliste/pertinent : avoir l'ambition de définir des buts et objectifs des programmes/sous-programmes est encouragé ; toutefois, les responsables doivent veiller à ce que les éléments de planification restent réalistes. Ils doivent également veiller à ce que les éléments de planification s'inscrivent dans le cadre des tâches qui leur sont confiées</p> |

Leçon 7 : Renforcement des capacités et développement

| | |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | (T) Limité dans le temps : Les dirigeants doivent s'assurer que les objectifs qu'ils ont créés sont réalisables dans les délais impartis |
| Partie prenante | Agence, organisation, groupe ou individu intéressé par les résultats finaux d'un programme/sous-programme |
| Durabilité/pérennité | La mesure dans laquelle l'impact du programme ou du projet perdurera après son achèvement ; la probabilité de la poursuite des bénéfices à long terme |
| Menace | Tout facteur (action, circonstance ou événement) qui a le potentiel ou la possibilité de causer un préjudice, une perte ou un dommage au système des Nations unies, y compris à son personnel, à ses biens et à ses opérations |
| Fonds fiduciaire | Comptes établis avec un mandat spécifique ou dans le cadre d'accords spécifiques pour enregistrer les recettes et les dépenses des contributions volontaires dans le but de financer entièrement ou partiellement le coût des activités conformes aux objectifs et aux politiques de l'organisation |

Leçon 8



Suivi, mentorat et conseil de la police des Nations unies

Aperçu de la leçon

Objectif

Fournir aux participants une compréhension claire des concepts et des stratégies élémentaires qui régissent le suivi, le mentorat et le conseil de la police des Nations unies (SMC, MMA en anglais) afin de mieux soutenir le personnel et les services chargés de l'application des lois dans un environnement d'après-conflit.

Pertinence

Le suivi, le mentorat et le conseil (SMC) sont des méthodes essentielles au renforcement des capacités et au processus plus large de développement de la police. Ils sont fondamentaux pour la capacité de la Police des Nations unies à inscrire le développement de la police dans une véritable appropriation nationale. Par conséquent, les policiers des NU doivent comprendre comment le SMC contribue à une mise en œuvre réussie du mandat, à quelles directives et politiques des NU se référer et comment gérer les défis liés au concept de SMC.

Contenu de la leçon

- Introduction aux notions de suivi, mentorat et conseil
- Le concept SMC dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies
- Défis liés au SMC
- Rapport et documentation liés au SMC

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Définir le suivi, le mentorat et le conseil (SMC)
- Identifier le cadre d'orientation et les politiques des NU concernant le SMC dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU
- Expliquer le rôle du SMC dans le développement des capacités des services nationaux chargés de l'application des lois
- Expliquer le rôle d'un mentor/conseiller dans les opérations de paix
- Discuter des principes de base du SMC
- Décrire le processus SMC
- Identifier les défis liés au SMC
- Illustrer les approches permettant d'appliquer efficacement le SMC à la mise en œuvre du mandat
- Identifier les éléments des rapports et la documentation relatifs au SMC

Plan de la leçon

| | |
|--------------------------------------------------------------|--------------------|
| Introduction aux notions de suivi, mentorat et conseil | Diapositives 1-14 |
| Le concept SMC dans les opérations de paix des Nations unies | Diapositives 15-25 |
| Défis liés au SMC | Diapositives 26-32 |
| Rapport et documentation relatifs au SMC | Diapositives 33-37 |
| Résumé de la leçon | Diapositive 38 |

La leçon

Durée de l'émission : 180 minutes au total

90 minutes : activité d'apprentissage

90 minutes : présentation interactive



Commencer la leçon

Pour un début interactif de la leçon 8, envisagez les options suivantes :

- *Demandez aux apprenants s'ils sont ou ont été impliqués dans le mentorat, le suivi et le conseil au sein de leur organisation policière nationale ou dans un contexte de maintien de la paix.*
- *Laissez les apprenants décrire une expérience positive et une expérience négative concernant le SMC, que ce soit dans un contexte national ou international.*
- *Demandez si certains parmi eux ont bénéficié d'une expérience de SMC (par exemple, des pays qui ont accueilli des opérations de paix et qui sont maintenant eux-mêmes des contributeurs de police) ?*
- *Demandez aux apprenants pourquoi ils pensent que le SMC est important pour l'accomplissement du mandat de la police des NU.*

Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 3) :

- *Objectif*
- *Pertinence*
- *Contenu de la leçon*

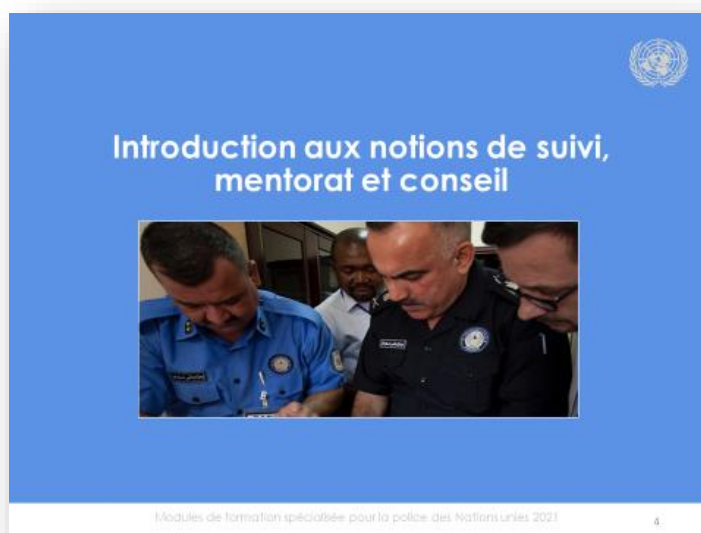
Expliquez que cette leçon est divisée en quatre sections :

- *Introduction aux notions de suivi, au mentorat et au conseil*
- *Le concept SMC dans les opérations de paix des Nations unies*
- *Défis liés au SMC*
- *Rapports et documentation liés au SMC*

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Introduction aux notions de suivi, mentorat et conseil

Diapositives 4 et 5



Message clé : Le suivi, le mentorat et le conseil sont des méthodes clés utilisées dans le renforcement des capacités et le processus plus large de développement de la police. Ils sont fondamentaux pour la capacité de la Police des Nations unies à ancrer véritablement le développement de la police locale dans l'appropriation nationale.

Le mentorat et le conseil sont des méthodes essentielles pour consolider la formation et dépendent, dans une large mesure, des compétences, de l'expérience et de la préparation du mentor ou du conseiller à s'acquitter de ces tâches dans un environnement inconnu et difficile.

Cette section présente le concept du SMC dans les opérations de paix de l'ONU.

Après avoir suivi cette introduction au SMC, les participants seront en mesure de définir le SMC, d'identifier le cadre d'orientation et les politiques des NU relatifs au SMC dans les opérations de paix des NU et d'expliquer le rôle du SMC dans le développement des capacités des services chargées de l'application des lois.

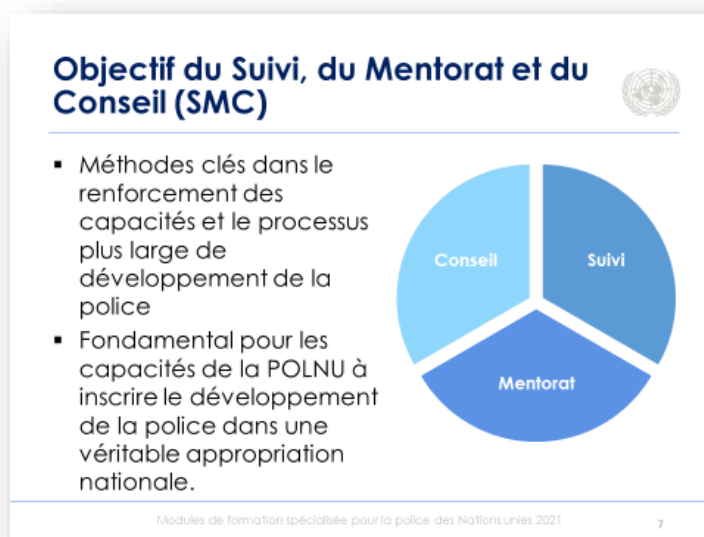
À cette fin, la police des Nations unies renforce les capacités de la police du pays hôte ou, dans les opérations de maintien de la paix dotées d'un mandat exécutif, se substitue à cette police pour remplir des tâches en matière de prévention et de détection de la criminalité, de protection des personnes et des biens et de maintien de l'ordre et de la sécurité publics.



Pour plus d'informations sur l'évolution du maintien de la paix, consultez les liens ci-dessous pour préparer la leçon. Ces liens peuvent également être partagés avec les participants à la formation pour plus d'informations.

- <https://police.un.org/en/united-nations-police-timeline>
- <https://police.un.org/en/our-history>
- <https://peacekeeping.un.org/en/un-peacekeeping-70-years-of-service-sacrifice>
- <https://peacekeeping.un.org/en/our-history>

Diapositive 7



Message clé : L'objectif du SMC est de soutenir le renforcement des capacités de l'État hôte et le processus plus large de développement de la police par le biais d'un processus défini de suivi, de mentorat et de conseil.

Comme indiqué dans la leçon 1 des MFS, les tâches principales de la police des Nations unies sont l'appui opérationnel et le renforcement des capacités et le développement. Le renforcement des capacités et le développement se réfèrent au soutien de la réforme, de la restructuration et de la reconstruction de la police de l'État hôte, en soutenant le développement d'une capacité efficace de la police du pays hôte à fournir des services de police représentatifs, répondant aux besoins de la population et responsables devant la collectivité qu'ils servent et protègent.

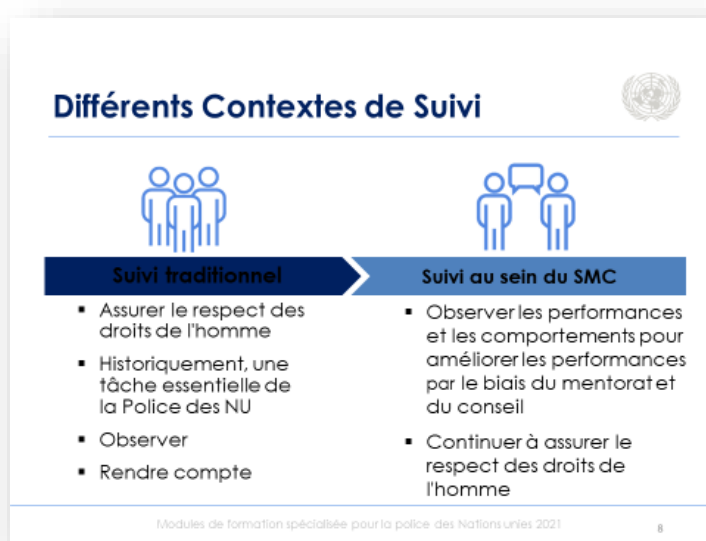
Le suivi, le mentorat et le conseil constituent des méthodes essentielles pour le renforcement des capacités et le processus plus large de développement de la police.

Le processus de SMC comprend une observation continue visant à identifier et à évaluer les besoins en matière de capacités et à formuler des recommandations concernant les activités de mentorat et de conseil destinées à soutenir le renforcement des capacités de l'État hôte et le processus plus large de développement de la police.



Utilisez les diapositives suivantes (8-10) pour donner aux apprenants une définition du suivi, du mentorat et du conseil. Accordez une attention particulière à la façon dont le suivi a évolué avec les changements des tâches mandatées à la police des NU. Expliquez la différence entre le mentorat et le conseil, mais soulignez que ces différences ne sont pas toujours aussi nettes dans un contexte de mission.

Diapositive 8



Message clé : Le suivi est un outil essentiel dans l'exécution du mandat de renforcement des capacités et de développement de la Police des Nations unies. L'activité globale de suivi de la police des Nations unies doit viser à mesurer les progrès réalisés par l'État hôte à devenir une police représentative, répondant aux besoins de la collectivité et responsable devant elle.

Le suivi traditionnel – assurer le respect des droits de l'homme – a toujours été une tâche essentielle de la police des Nations unies. De plus en plus, les missions sont mandatées pour effectuer un autre type de suivi qui soutient essentiellement les activités de développement et de renforcement des capacités de la police. Ce type de suivi se concentre sur l'observation des performances et de la conduite des institutions du pays hôte et des personnels pris individuellement, dans le but de les aider à améliorer leurs performances par le biais du mentorat et du conseil, tout en continuant à contrôler le respect des droits de l'homme.

Le passage au suivi dans le contexte du concept SMC reflète un changement vers les tâches supplémentaires d'amélioration des performances de la police par le biais du mentorat et du conseil. Pour ce faire, il est nécessaire d'observer les performances. Cela ne veut pas dire que le respect des droits de l'homme n'est plus une priorité – il s'agit toujours d'un élément important du contrôle des performances et il n'a pas changé.

Le suivi des performances se concentre sur l'observation, l'évaluation et le rapport :

- Les institutions du pays hôte (par exemple, les processus internes, la budgétisation, les politiques, les règlements permanents, les installations de formation) ;
- L'environnement opérationnel (politique, économique, sociale et autres opportunités et contraintes ayant un impact sur la réforme et le développement de la police) ; et
- Les compétences et la conduite du personnel, y compris les compétences acquises par le biais du mentorat.

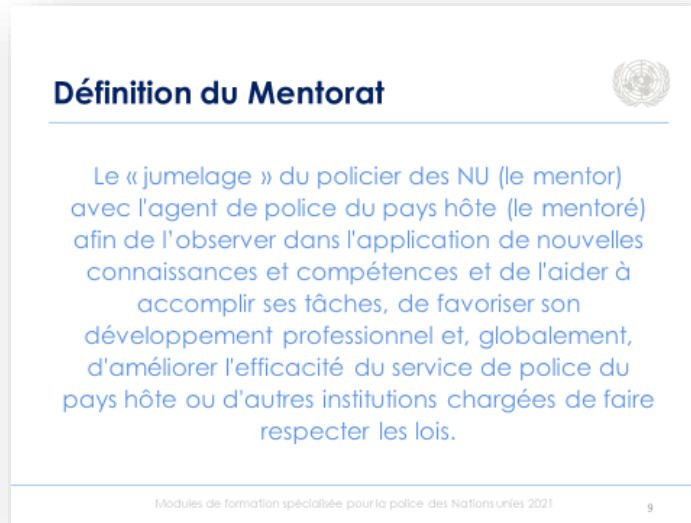
L'objectif final de ce suivi est de formuler des recommandations aux autorités de l'État hôte sur la manière de tirer parti des acquis et de remédier aux lacunes de leur police et des autres services chargés de l'application des lois, et d'intégrer ces recommandations dans l'appui planifié ou en cours des Nations unies.

En tant que tel, ce type de suivi est un outil clé dans l'exécution du mandat de renforcement des capacités et de développement de la Police des Nations unies (le renforcement des capacités et le développement ont été abordés en détail dans la leçon 7). Par exemple, le suivi et le mentorat sont parfois utilisés comme référence de base pour la certification de la police nouvellement habilitée (vérification des antécédents). L'activité globale de suivi de la Police des Nations unies doit viser à mesurer les progrès de l'État hôte à établir une police **représentative, répondant aux besoins de la collectivité et responsable devant elle**.

Le suivi est également utile pendant la transition, lorsque l'ONU doit transférer les tâches qui lui ont été confiées à l'autorité hôte. La Mission des Nations unies au Timor oriental (MINUT) en est un bon exemple : le suivi était un exercice conjoint visant à vérifier le niveau des capacités de la police locale avant le transfert.

Le suivi est une activité qui concerne l'ensemble de la mission. Du chef de la composante police (CCP) au policier individuel (PI) ou à un membre d'une unité de police constituée dans une région éloignée, tous les policiers des Nations unies doivent recueillir, évaluer, analyser et transmettre des informations susceptibles d'aider la mission à remplir son mandat et à transférer les responsabilités en matière de sécurité à l'État hôte. La fonction du pilier renforcement des capacités et développement au sein de la composante police est de rassembler et d'analyser ces informations et de présenter des options pour la prise de décision au CCP et au leadership de la mission.

Diapositive 9



Message clé : Le mentorat est un partenariat de collaboration dans lequel un professionnel expérimenté et compétent d'un pays contributeur (le mentor) en forces de police soutient son ou ses homologues de l'État hôte (le ou les « mentoré(s) ») dans leur développement professionnel et personnel.

Le mentorat est un processus d'accompagnement/de jumelage d'un policier de l'État hôte par un mentor de la police des NU en vue d'observer la mise en œuvre de nouvelles connaissances et compétences par le policier du pays hôte et de l'aider à accomplir des tâches, de promouvoir le développement professionnel et, globalement, d'améliorer l'efficacité des services de police de l'État hôte ou d'autres services chargés de l'application des lois.

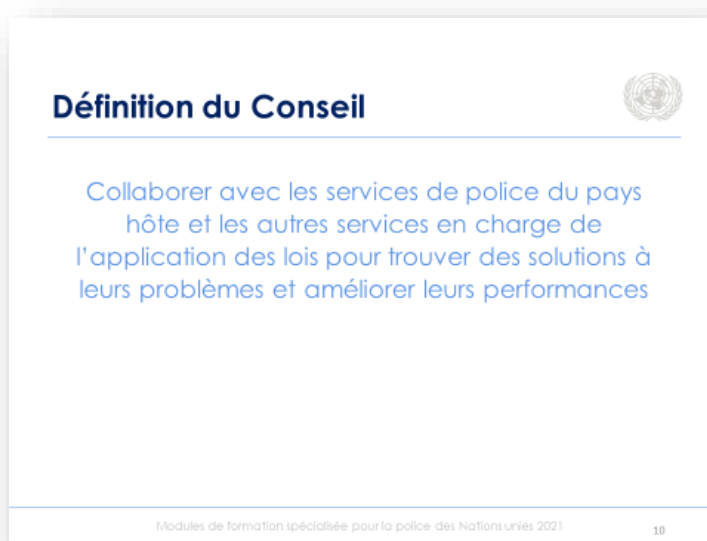
En général, les mentors de la police des NU sont installés dans les mêmes locaux que leurs « mentorés » et les accompagnent lors de missions et d'opérations.

Les objectifs du mentorat de la police des NU sont les suivants :

- a) Promouvoir le développement professionnel par le développement des aptitudes et des compétences individuelles ;
- b) Susciter la motivation personnelle ; et
- c) Améliorer l'efficacité des services de police de l'État hôte ou d'autres services chargés de l'application des lois.

Un mentor de la POLNU est un agent de changement. Le rôle du mentor dans le processus de réforme de la police du pays hôte est essentiel, car il est l'agent de changement en première ligne dans le processus de réforme de la police du pays hôte ou d'un autre service chargé de l'application des lois. Ce rôle ne se limite pas à un simple transfert de compétences techniques. Plus généralement, le mentor est un canal d'information principal et précieux pour le leadership de la composante police sur les progrès de la réforme et du développement de la police.

Diapositive 10



Message clé : Le conseil est le processus de collaboration avec la police du pays hôte et d'autres services chargés de l'application des lois afin de trouver des solutions à leurs problèmes et d'améliorer leurs performances.

Contrairement aux mentors, les conseillers travaillent à un niveau stratégique, intermédiaire ou supérieur, et conseillent une organisation plutôt que des individus. Un conseiller travaille avec ses homologues pour construire ou renforcer l'institution, soit en aidant à résoudre un problème particulier, soit en accompagnant l'ensemble du processus de réforme, tandis qu'un mentor guide une autre personne dans le développement de ses propres idées, de son apprentissage et de ses compétences personnelles et professionnelles.

Tout rôle de conseiller requiert, d'une part, un niveau d'expertise technique dans le domaine concerné et, d'autre part, des compétences personnelles et organisationnelles

pour le processus de transfert de connaissances et/ou de persuasion et d'influence sur les autres.

La différence entre le rôle de mentor et de conseiller dans la mission n'est pas toujours évidente. La plupart des outils relatifs au SMC peuvent être appliqués au mentorat et au conseil.

Activité d'apprentissage

8.1

Analyse du langage du mandat

INSTRUCTIONS :

- Les participants travaillent en sous-groupes. Si possible, répartissez de manière équitable les participants expérimentés et inexpérimentés.
- Demandez aux participants de lire le mandat de la mission qui leur a été assigné dans les documents 8.1 (les documents et le guide de l'animateur se trouvent dans l'annexe de cette section de la leçon 8.1).
- Demandez aux sous-groupes d'identifier et de souligner les tâches mandatées à la police qui peuvent être réalisées par le biais du SMC.
- Demandez aux sous-groupes d'indiquer les tâches pour lesquelles les PI pourraient intervenir en tant qu'observateur, mentor ou conseiller, directement ou indirectement.
- Encadrez activement les sous-groupes.
- Les sous-groupes présentent et expliquent leurs résultats.

DURÉE : 20 minutes

- Travail en sous-groupes : 10 minutes
- Discussion : 10 minutes

RESSOURCES

- Documents 8.1 : Mandats de la MINUSMA, de l'UNSMIL et de l'UNSOM

Activité d'apprentissage 8.1 : Identifier les mandats de SMC



Instructions

- Travailler en petits groupes
- Lire le mandat de la mission assigné et identifier les tâches mandatées à la police qui peuvent être réalisés par le biais du SMC
- Indiquez les tâches pour lesquelles les PI pourraient être impliqués en tant qu'observateur (suivi), mentor ou conseiller (directement ou indirectement)
- Donnez des exemples de la manière dont ces tâches sont concrètement exécutées par un PI
- Présentez vos conclusions en séance plénière

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021


11



Voir les instructions ci-dessus. **Complétez la discussion plénière avec les notes à disposition de l'animateur dans l'annexe 8.1 qui se trouve à la fin de cette leçon.** Utilisez cette activité d'apprentissage comme transition vers la présentation suivante du cadre d'orientation et des politiques du concept SMC. Insistez sur le fait qu'il est important que les participants puissent se référer aux orientations, politiques et mandats de l'ONU.

Diapositive 12

Cadre d'Orientation et Politiques relatifs au SMC



- Manuel 2017 en matière de suivi, de mentorat et de conseil de la police des NU dans les opérations de paix (Manuel MMA)
- Politique générale sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales 2014 (Politique de la police des Nations unies)
- Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes 2014 (PDVDH)
- Concept de la mission/ Concept d'Opérations de la Police des NU
- Résolutions du Conseil de sécurité des NU/mandats des missions

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

Message clé : Le SMC s'appuie sur un cadre d'orientation et des politiques des Nations unies. Il est important que la police des NU puisse se référer aux orientations, politiques et mandats des Nations unies.

Les références suivantes sont applicables lors de la réalisation des activités de SMC :

Manuel 2017 sur le suivi, le mentorat et le conseil en matière de police dans les opérations de paix (Manuel SMC)

Ce manuel fournit des conseils pratiques à la police des NU sur les éléments à observer au sein de la police du pays hôte, sur les domaines d'activité de la police auxquels il convient d'accorder une attention particulière et sur la manière de transformer efficacement les résultats du suivi en un programme d'activités et en réponses et interventions ciblées de l'ONU. Le manuel est l'épine dorsale de ce module.

Politique générale sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des NU 2014 (politique générale)

Ce document énonce les fonctions fondamentales de la police des Nations unies en matière de maintien de la paix et les principes fondamentaux qui guident ses activités. En définissant les fonctions essentielles et les principes fondamentaux, la politique générale sert à guider les processus d'évaluation et de planification. La politique contient une liste de tâches génériques de renforcement des capacités et de développement sur les deux dernières pages du document qui sont utiles lors de la planification des activités de mentorat et de conseil.

Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes 2013 (PDVDH/HRDDP)

Dans le cadre de la PDVDH, les acteurs de l'ONU (tels que les personnels de la police des NU) ne peuvent pas apporter leur soutien à des forces de sécurité non onusiennes (entités de l'État hôte) lorsqu'il existe un risque réel que l'entité bénéficiaire commette de graves violations des droits de l'homme. Si les entités bénéficiaires commettent de telles violations graves, les acteurs de l'ONU qui fournissent l'appui doivent intervenir pour mettre fin aux violations. La PDVDH est abordée dans la leçon 4 des MFS (STM).


Concept de mission/Concept d'opérations de la police

Le concept de mission traduit l'intention politique du mandat en stratégie, plans et orientations pour toutes les composantes. Le concept de mission apporte clarté, cohérence et synergie, y compris dans l'utilisation des ressources de la mission. Il s'agit d'un outil de gestion pour le leadership de la mission. Le concept de mission informe la planification au niveau des composantes – pour les composantes militaire, civile et police.

Mandats de mission

Les mandats des missions sont définis dans les résolutions du Conseil de sécurité et précisent ce que les forces de l'ONU sont chargées et autorisées à accomplir. Ils sont adaptés à la situation particulière du conflit et à l'accord de paix existant. Ils peuvent faire référence à d'autres résolutions du Conseil de sécurité relatives à la protection des femmes, des enfants et des civils dans les conflits armés.

Diapositive 13



Thèmes Transversaux du SMC

Pertinent dans les secteurs de l'État de droit et des institutions de sécurité

- Droits de l'homme
- Femmes, paix et sécurité (SC 1325)
- Égalité des sexes
- Violences sexuelles liées aux conflits (VSLC/CRSV)
- Protection des civils
- Protection de l'enfance

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

13

Message clé : Les mentors et conseillers de la police des Nations unies doivent intégrer les questions transversales dans leur travail et les aborder avec leurs homologues du pays hôte.

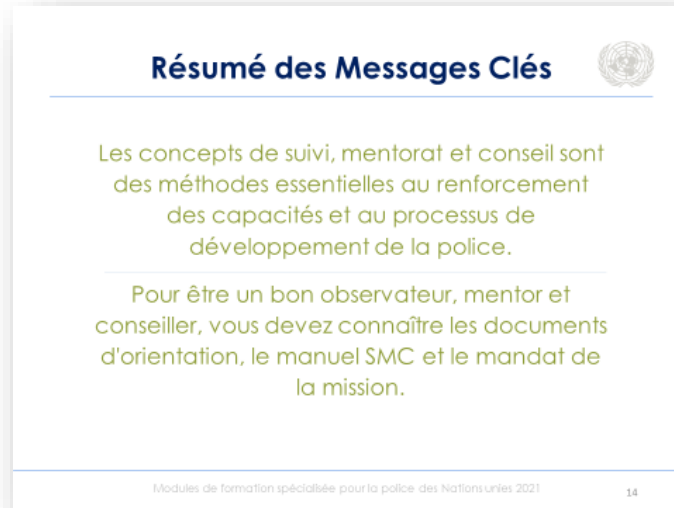
Comme ces sujets concernent tous les secteurs des systèmes judiciaire et policier, leur traitement contribue à garantir une approche globale de la réforme de la police et du renforcement des institutions. Le traitement de ces sujets soutient également les objectifs généraux d'une police représentative, répondant aux besoins de la collectivité et responsable devant elle.

| Sujet | Importance |
|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Droits de l'homme | Le terme « droits de l'homme » a été mentionné sept fois dans la charte fondatrice des Nations unies, faisant de la promotion et de la protection des droits de l'homme un objectif clé et un principe directeur de l'Organisation. En 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme a fait entrer les droits de l'homme dans le domaine du droit international. Depuis lors, l'Organisation protège avec diligence les droits de l'homme par le biais d'instruments juridiques et d'activités sur le terrain. L'approche des Nations unies en matière de maintien de l'ordre met l'accent sur l'obligation pour la police et les responsables chargés de l'application des lois de respecter et de protéger les droits de l'homme, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, tel que réaffirmé dans le Pacte |

| Sujet | Importance |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | international relatif aux droits civils et politiques et dans d'autres documents pertinents. |
| Femmes, paix et sécurité (SC 1325) | <p>En 2000, la résolution 1325 du Conseil de sécurité a été la première résolution sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Le Conseil de sécurité a adopté d'autres résolutions pour guider les engagements de la communauté internationale en faveur des droits des femmes dans les conflits. Ces résolutions reflètent l'impact disproportionné et spécifique des conflits armés sur les femmes et les filles. L'ensemble de ces résolutions constitue le « programme pour les femmes, la paix et la sécurité » du Conseil de sécurité. Ce programme met l'accent sur</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'autonomisation des femmes ▪ La participation des femmes ▪ La protection des femmes ▪ L'égalité entre les hommes et les femmes |
| Égalité des genres | <p>L'égalité des genres implique que les intérêts, les besoins et les priorités des hommes et des femmes soient pris en considération, en reconnaissant la diversité des différents groupes d'hommes et de femmes.</p> <p>L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas une question réservée aux femmes, mais devrait concerner et impliquer pleinement les hommes aussi bien que les femmes. L'égalité entre les femmes et les hommes est considérée à la fois comme une question de droits de l'homme et comme une condition préalable et un indicateur d'un développement durable centré sur les personnes.</p> <p>Source : http://repository.un.org/handle/11176/387374</p> |
| Violences sexuelles liées aux conflits (CRSV) | <p>Le Conseil de sécurité a souligné, dans une série de résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité, que la violence sexuelle, lorsqu'elle est utilisée ou commanditée comme tactique de guerre ou de terrorisme ou dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre des civils, aggrave considérablement les situations de conflit armé et entrave le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales.</p> <p>La définition convenue par les Nations unies des violences liées aux conflits fait référence à des incidents ou à des schémas de violence sexuelle qui se produisent dans des situations de conflit ou d'après-conflit ou dans d'autres situations préoccupantes (par exemple, des conflits politiques). Les violences sexuelles à l'égard des femmes comprennent le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle « grave » à l'égard des femmes, des hommes, des filles ou des garçons. Les violences sexuelles ont un lien direct ou indirect avec le conflit ou les troubles politiques eux-mêmes, c'est-à-dire un lien temporel, géographique et/ou de cause à effet. Ce lien peut être évident dans le profil de l'auteur (souvent affilié à un État ou</p> |

| Sujet | Importance |
|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | à un groupe armé non étatique, y compris une entité ou un réseau terroriste), le profil de la victime (qui est souvent un membre réel ou supposé d'une minorité politique, ethnique ou religieuse persécutée, ou qui est ciblée sur la base d'une orientation sexuelle ou d'une identité de genre réelle ou supposée), le climat d'impunité (qui est généralement associé à l'effondrement de l'État), les conséquences transfrontalières (telles que le déplacement ou la traite des personnes) et/ou les violations des dispositions d'un accord de cessez-le-feu. |
| Protection des civils | Les composantes police sont souvent appelées à soutenir les mandats de mission qui comportent des dispositions relatives à la protection des civils. La protection des civils est une tâche obligatoire qui exige une action concertée de la part de toutes les composantes de la mission. Si la protection est un élément essentiel du concept de police internationale, dans le contexte d'une mission, elle exige que la composante police aligne étroitement ses efforts sur la stratégie globale de protection des civils de la mission. Cela comprend le soutien opérationnel à la protection des civils soumis à des menaces imminentes de violence assurée par la police du pays hôte, tel que des conseils sur la planification et la conduite des opérations et des enquêtes sur les incidents, la formation de la police du pays hôte à l'exécution des fonctions de protection, et l'accent mis sur les mesures préventives telles que le renforcement des relations entre les communautés et la police du pays hôte. |
| Protection des enfants | <p>Depuis 1999, l'engagement systématique du Conseil de sécurité des Nations unies a fermement placé la situation des enfants touchés par les conflits armés parmi les questions touchant à la paix et à la sécurité. Le Conseil de sécurité a créé un cadre solide et fourni au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés (RSSG pour les CAAC en anglais) des outils pour répondre aux violations commises à l'encontre des enfants. Le Conseil de sécurité a adopté des résolutions demandant aux Nations unies de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rassembler et vérifier les informations indiquant où et comment les enfants sont affectés par les conflits armés, • Utiliser ces informations dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés présenté au Conseil de sécurité, • Nommer les parties au conflit qui commettent des violations qui entraînent l'inscription sur la liste, • Engager un dialogue avec les gouvernements et les groupes armés inscrits sur la liste afin d'élaborer des plans d'action visant à mettre un terme et à prévenir les violations commises à l'encontre des enfants. |

Diapositive 14



Résumé des Messages Clés

Les concepts de suivi, mentorat et conseil sont des méthodes essentielles au renforcement des capacités et au processus de développement de la police.

Pour être un bon observateur, mentor et conseiller, vous devez connaître les documents d'orientation, le manuel SMC et le mandat de la mission.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 14



Résumez ou demandez aux participants de résumer cette partie de la leçon.

Résumé des messages clés

Évolution des rôles de la police des Nations unies

- Le maintien de la paix a évolué, passant du maintien de la paix traditionnel des premières années de l'ONU à un modèle de plus en plus complexe et multidimensionnel.
- L'importance croissante accordée à la protection des civils et au renforcement des capacités de la police a fait basculer les activités des Nations unies du suivi traditionnel et de l'établissement de rapports vers le suivi des performances.

Historique des mandats et des tâches de la mission

- A travers les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, les mandats de mission exprimés par les Nations unies, qui autorisent et ordonnent au personnel de maintien de la paix de prendre des mesures spécifiques.
- Les mentors et les conseillers de la police des Nations unies doivent intégrer les questions transversales dans leur travail et les aborder avec leurs homologues du pays hôte.

Le SMC et les lignes directrices des Nations unies

- Le suivi, le mentorat et le conseil sont des méthodes essentielles pour le renforcement des capacités et le processus plus large de développement de la police. Ils sont essentiels à la capacité de la police des NU d'ancrer véritablement le développement de la police locale dans l'appropriation nationale.
- Pour être un observateur, un mentor et un conseiller efficace, la police des NU doit prendre connaissance des documents d'orientation, du manuel relatif au SMC et du mandat de la mission.

Annexe 8.1

Polycopié de l'activité d'apprentissage : MINUSMA

8.1

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

Instructions :

- Travaillez en sous-groupes.
- Lisez le mandat de la mission ci-dessous et identifiez les tâches mandatées à la police qui peuvent rentrer dans le champ d'application du SMC.
- Soulignez les tâches pour lesquelles les PI pourraient intervenir en tant qu'observateur, mentor ou conseiller (directement ou indirectement).
- Donnez des exemples de la manière dont ces tâches peuvent être concrètement remplies par un PI.
- Y a-t-il des tâches mentionnées dans le mandat qui concernent toujours le policier individuel déployé en tant que conseiller SMC même si elles ne sont pas incluses dans son rôle ?
- Présentez vos conclusions en séance plénière.

Résolution 2100 (2013)

Adoptée par le Conseil de sécurité lors de sa 6952^{ème} séance, le 25 avril 2013

Le Conseil de sécurité, (...)

16. *Décide que le mandat de la MINUSMA est le suivant :*

(a) Stabilisation des principaux centres de population et soutien au rétablissement de l'autorité de l'État dans l'ensemble du pays

(i) En soutien aux autorités de transition du Mali, stabiliser les principaux centres de population, en particulier dans le nord du Mali et, dans ce contexte, dissuader les menaces et prendre des mesures actives pour empêcher le retour d'éléments armés dans ces zones ;

(ii) Soutenir les autorités de transition du Mali dans l'extension et le rétablissement de l'administration de l'État sur l'ensemble du territoire ;

(iii) Soutenir les efforts nationaux et internationaux visant à reconstruire le secteur de la sécurité malien, en particulier la police et la gendarmerie, par le biais de programmes d'assistance technique, de renforcement des capacités, de colocation et de mentorat, ainsi que les secteurs de l'État de droit et de la justice, dans la limite de ses capacités et en étroite coordination avec les autres partenaires bilatéraux, donateurs et organisations internationales engagés dans ces domaines, y compris l'UE ;

(iv) Aider les autorités de transition du Mali, par la formation et d'autres formes de soutien, à lutter contre les mines et à gérer les armes et les munitions ;

(v) Aider les autorités de transition du Mali à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants et de démantèlement des milices et des groupes d'autodéfense, conformément aux objectifs de réconciliation et en tenant compte des besoins spécifiques des enfants démobilisés ;

(b) Soutien à la mise en œuvre de la feuille de route de la transition, y compris le dialogue politique national et le processus électoral

(i) Aider les autorités de transition du Mali à mettre rapidement en œuvre la feuille de route de la transition en vue du rétablissement complet de l'ordre constitutionnel, de la gouvernance démocratique et de l'unité nationale au Mali ;

(ii) Exercer ses bons offices, instaurer la confiance et faciliter les choses aux niveaux national et local, y compris par l'intermédiaire de partenaires locaux le cas échéant, afin d'anticiper, de prévenir, d'atténuer et de résoudre les conflits ;

(iii) Aider les autorités de transition du Mali et les communautés du nord du Mali à progresser vers un dialogue national inclusif et un processus de réconciliation, notamment le processus de négociation visé au paragraphe 4 ci-dessus, y compris en renforçant la capacité de négociation et en promouvant la participation de la société civile, et avec entre autres les organisations de femmes ;

(iv) Soutenir l'organisation et la tenue d'élections présidentielles et législatives ouvertes à tous, libres, équitables et transparentes, notamment en fournissant une

assistance logistique et technique appropriée et en mettant en place des dispositifs de sécurité efficaces ;

(c) Protection des civils et du personnel des Nations unies

(i) Protéger, sans préjudice de la responsabilité des autorités de transition du Mali, les civils sous la menace imminente de violences physiques, dans les limites de ses capacités et de ses zones de déploiement ;

(ii) Fournir une protection spécifique aux femmes et aux enfants touchés par les conflits armés, notamment en déployant des conseillers à la protection des enfants et des conseillers à la protection des femmes, et répondre aux besoins des victimes de violences sexuelles et sexistes dans les conflits armés ;

(iii) Protéger le personnel, les installations et le matériel des Nations unies et assurer la sécurité et la liberté de mouvement du personnel des Nations unies et du personnel associé ;

(d) Promotion et protection des droits de l'homme

(i) Surveiller, aider à enquêter et rendre compte au Conseil sur tout abus ou toute violation des droits de l'homme ou du droit humanitaire international commis sur l'ensemble du territoire malien et contribuer aux efforts visant à prévenir de tels abus et violations ;

(ii) Soutenir, en particulier, le déploiement complet des observateurs des droits de l'homme de la MINUSMA dans l'ensemble du pays ;

(iii) Surveiller, aider à enquêter et rendre compte au Conseil spécifiquement sur les violations et les abus commis à l'encontre des enfants ainsi que sur les violations commises à l'encontre des femmes, y compris toutes les formes de violence sexuelle dans les conflits armés ;

(iv) Assister les autorités de transition du Mali dans leurs efforts de promotion et de protection des droits de l'homme ;

(e) Soutien à l'aide humanitaire

En soutien aux autorités de transition du Mali, contribuer à la création d'un environnement sûr pour l'acheminement de l'aide humanitaire par des civils, conformément aux principes humanitaires, et pour le retour volontaire des

personnes déplacées et des réfugiés, en étroite coordination avec les acteurs humanitaires ;

(f) Soutien à la préservation culturelle

Aider les autorités de transition du Mali, selon les besoins et les possibilités, à protéger les sites culturels et historiques du Mali contre les attaques, en collaboration avec l'UNESCO ;

(g) Soutien à la justice nationale et internationale

Soutenir, dans la mesure du possible et selon les besoins, les efforts des autorités de transition du Mali, sans préjudice de leurs responsabilités, pour traduire en justice les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Mali, en tenant compte de la saisine de la Cour pénale internationale par les autorités de transition du Mali sur la situation qui prévaut dans leur pays depuis janvier 2012 ;

Polycopié de l'activité d'apprentissage : MINUSMA

8.1

Guide du formateur

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

La réponse la plus évidente se trouve au point 16.a)iii) « ...en particulier la police et la gendarmerie par le biais de programmes d'assistance technique, de renforcement des capacités, de colocation et de mentorat... ».

- On notera l'utilisation de termes tels que « soutenir » et « assister » en combinaison avec « autorités de transition du Mali », rappelant aux participants les principes d'appropriation nationale, d'impartialité et de vision stratégique en vue d'une solution durable.
- Il convient de noter qu'en fonction de l'évolution du processus de paix, les PI pourraient être impliqués dans la plupart des autres tâches, y compris dans un rôle de suivi, de mentorat ou de conseil, lorsque les forces de sécurité nationales (police/gendarmerie) sont incluses et doivent assumer les connaissances, les responsabilités et les tâches.
- 16.c) « La protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, et du personnel des Nations unies » et 16.d) « La promotion et la protection des droits de l'homme, en surveillant, en aidant à enquêter et en rendant compte par rapport », sont des responsabilités génériques qui s'appliquent à l'ensemble du personnel des Nations unies, et donc pas exclusivement aux PI en charge du SMC.
- 16.c)ii) « Le déploiement de conseillers à la protection de l'enfance et de conseillers à la protection de la femme » : Pensez à des domaines d'expertise tels que les violences domestiques, la maltraitance des enfants, la traite des êtres humains, les camps de réfugiés ou de personnes déplacées, dans lesquels les PI pourraient être impliqués en tant que conseillers SMC.



Le mandat présenté dans cet exercice est celui du déploiement initial de la MINUSMA. Encouragez les participants à examiner les résolutions ultérieures pour comparer et voir le développement de la mission et les réalisations sur le terrain. Consultez le site Internet de la MINUSMA pour plus d'informations et d'exemples :

<https://minusma.unmissions.org/en/police>

Fiche d'activité d'apprentissage 2 : La MANUL

8.1

Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL)

Instructions :

- Travaillez en sous-groupes.
- Lisez le mandat de la mission ci-dessous et identifiez les tâches mandatées à la police qui peuvent être réalisées par le biais du concept SMC.
- Mettez en évidence le langage spécifique qui est pertinent pour l'application du SMC.
- Quelle méthode (suivi, mentorat et/ou conseil) correspondra le mieux à la mise en œuvre du mandat ?
- À quel niveau le SMC sera-t-il appliqué (niveau stratégique / niveau technique) et pourquoi ?
- Présentez vos conclusions en séance plénière.

Résolution 2040 (2012)

Adoptée par le Conseil de sécurité lors de sa 6733rd réunion, le 12 mars 2012

Le Conseil de sécurité, (...)

6. Décide de proroger le mandat de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) pour une nouvelle période de 12 mois, susceptible d'être réexaminée dans un délai de 6 mois, sous la direction d'un représentant spécial du Secrétaire général, et décide en outre que le mandat modifié de la MANUL, en pleine conformité avec les principes de l'appropriation nationale, consistera à aider les autorités libyennes à définir les besoins et priorités nationaux dans l'ensemble de la Libye et à les assortir, le cas échéant, d'offres de conseils stratégiques et techniques, et à soutenir les efforts déployés par la Libye pour :

(a) gérer le processus de transition démocratique, notamment par des conseils et une assistance techniques au processus électoral libyen et au processus d'élaboration et d'établissement d'une nouvelle constitution libyenne, comme le prévoit la feuille de route constitutionnelle du Conseil national de transition, et par une assistance qui améliore la capacité institutionnelle, la transparence et la responsabilité, favorise l'autonomisation et la participation politique des femmes et des minorités et soutient la poursuite du développement de la société civile libyenne ;

(b) promouvoir l'État de droit et surveiller et protéger les droits de l'homme, conformément aux obligations juridiques internationales de la Libye, en particulier ceux des femmes et des personnes appartenant à des groupes vulnérables, tels que les enfants, les minorités et les migrants, notamment en aidant les autorités libyennes à réformer et à mettre en place des systèmes judiciaires et pénitentiaires transparents et responsables, en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie globale en matière de justice transitionnelle, et en apportant une aide à la réconciliation nationale, un soutien pour assurer le traitement adéquat des détenus et la démobilisation de tous les enfants qui restent associés aux brigades révolutionnaires ;

(c) rétablir la sécurité publique, notamment en fournissant au gouvernement libyen des conseils et une assistance stratégiques et techniques appropriés pour mettre en place des institutions compétentes et appliquer une approche nationale cohérente de l'intégration des anciens combattants dans les forces de sécurité nationales libyennes ou de leur démobilisation et de leur réintégration dans la vie civile, y compris en matière d'éducation et d'emploi, et pour mettre en place des institutions de police et de sécurité qui soient compétentes, responsables, respectueuses des droits de l'homme, accessibles aux femmes et aux groupes vulnérables et à leur écoute ;

(d) lutter contre la prolifération illicite de tous les types d'armes et de matériels connexes, en particulier les missiles sol-air portables, éliminer les restes explosifs de guerre, mener des programmes de déminage, sécuriser et gérer les frontières de la Libye et mettre en œuvre les conventions internationales sur les armes et matières chimiques, biologiques et nucléaires, en coordination avec les agences compétentes des Nations unies, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et les organisations internationales et régionales de défense des droits de l'homme, ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales de défense des droits de l'homme.

(e) coordonner l'aide internationale et renforcer les capacités du gouvernement dans tous les secteurs pertinents visés au paragraphe 6, points a) à d), notamment en soutenant le mécanisme de coordination au sein du gouvernement libyen annoncé le 31 janvier 2012, en conseillant le gouvernement libyen pour l'aider à identifier les besoins prioritaires en matière d'aide internationale, en associant les partenaires internationaux au processus le cas échéant, en facilitant l'aide internationale au gouvernement libyen et en établissant une répartition claire des tâches et une communication régulière et fréquente entre tous ceux qui fournissent une aide à la Libye ;

7. Encourage la MANUL à continuer de soutenir les efforts visant à promouvoir la réconciliation nationale, le dialogue politique inclusif et les processus politiques visant à promouvoir des élections libres, équitables et crédibles, la justice transitionnelle et le respect des droits de l'homme dans l'ensemble de la Libye.

Activité d'apprentissage Document 2 : la MANUL

8.1

Guide du formateur

Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL)

Sur la base des conclusions des différents groupes de travail, le facilitateur doit mettre en évidence le soutien possible par le biais du SMC que les paragraphes suivants mettent en exergue :

- a) « gérer le processus de transition démocratique, notamment en fournissant des conseils et une assistance techniques au processus électoral libyen et au processus d'élaboration et d'établissement d'une nouvelle constitution libyenne, ... »

Cette formulation montre clairement la nécessité de fournir des conseils techniques aux homologues nationaux au niveau stratégique et opérationnel en ce qui concerne la sécurité des élections, qui relève de l'entière responsabilité du ministère libyen de l'Intérieur (MIL), avec le soutien d'autres parties prenantes nationales et internationales. Ces conseils techniques peuvent être fournis aux partenaires nationaux auprès du ministère de l'intérieur ou de la Haute Commission électorale. En outre, en ce qui concerne l'établissement de la nouvelle Constitution libyenne, des conseils techniques pourraient être nécessaires pour les articles relatifs à l'ordre et à la sécurité publics. Ces conseils techniques peuvent être fournis soit aux partenaires nationaux du ministère de l'intérieur libyen, soit à la haute commission chargée de rédiger la constitution nationale par l'intermédiaire de la direction du ministère de l'intérieur libyen.

- b) « promouvoir l'État de droit et surveiller et protéger les droits de l'homme, conformément aux obligations juridiques internationales de la Libye, en particulier ceux des femmes et des personnes appartenant à des groupes vulnérables, tels que les enfants, les minorités et les migrants, notamment en aidant les autorités libyennes à réformer et à mettre en place des systèmes judiciaires et correctionnels transparents et responsables, en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie globale en matière de justice transitionnelle et en apportant une aide à la réconciliation nationale, un soutien pour garantir le traitement adéquat des détenus et la démobilisation de tous les enfants qui restent associés aux brigades révolutionnaires ».

Cette formulation montre la possibilité d'un soutien sous la forme de conseils stratégiques et techniques au ministère de l'intérieur libyen sur la manière de promouvoir le rôle de la police dans la chaîne pénale libyenne et de promouvoir les principes des droits de l'homme au sein du ministère de l'intérieur. En outre, le conseiller de la police des NU pourrait aider à jouer un rôle de coordination entre toutes les institutions de l'état de droit libyennes afin de garantir un traitement adéquat aux détenus.

- c) « rétablir la sécurité publique, notamment en fournissant au gouvernement libyen des conseils et une assistance stratégiques et techniques appropriés pour mettre en place des institutions compétentes et mettre en œuvre une approche nationale cohérente de l'intégration des anciens combattants dans les forces de sécurité nationales libyennes ... ».

Cette formulation montre la possibilité d'un soutien sous forme de conseils stratégiques et techniques au ministère de l'intérieur libyen sur la manière d'intégrer les ex-combattants au sein du ministère de l'intérieur tout en respectant la PDVDH. Ce type de conseil technique peut porter sur la manière d'élaborer le processus d'intégration, y compris le processus d'agrément requis, les programmes de formation, le processus de gestion des performances et les plans de déploiement et d'opération correspondants.

Fiche d'activité d'apprentissage Document 3 : MANUSOM**8.1**

Mission d'assistance des Nations unies en Somalie (MANUSOM)

Instructions :

- Travaillez en sous-groupes.
- Lisez le mandat de la mission ci-dessous et identifiez les tâches mandatées à la police qui peuvent être réalisées par le biais du concept SMC.
- Soulignez les tâches pour lesquelles les PI pourraient intervenir en tant qu'observateur, mentor ou conseiller (directement ou indirectement).
- Donnez des exemples de la manière dont ces tâches sont concrètement remplies par un PI.
- Présentez vos conclusions en séance plénière.

Résolution 2102 (2013)**Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 6959^{ème} séance, le 2 mai 2013***Le Conseil de sécurité, (...)*

2. Décide que le mandat de la MANUSOM sera le suivant :

- (a) Assurer les « bons offices » des Nations unies en soutenant le processus de paix et de réconciliation du gouvernement fédéral de Somalie ;
- (b) Soutenir le gouvernement fédéral de Somalie et la MIASOM (mission de l'Union africaine en Somalie), le cas échéant, en fournissant des conseils stratégiques sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, y compris sur les points suivants :
 - (i) la Gouvernance ;
 - (ii) la réforme du secteur de la sécurité, l'État de droit (y compris la police, la justice et l'administration pénitentiaire dans le cadre du point focal mondial des Nations unies), le désengagement des combattants, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la sécurité maritime et la lutte contre les mines ;
 - (iii) le développement d'un système fédéral, le processus de révision constitutionnelle et le référendum sur la constitution qui s'en est suivi, ainsi que les préparatifs des élections de 2016 ;

(c) aider le gouvernement fédéral de Somalie à coordonner l'aide des donateurs internationaux, notamment en ce qui concerne l'assistance au secteur de la sécurité et la sécurité maritime, en collaboration avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux et dans le plein respect de la souveraineté de la Somalie ;

(d) Contribuer à renforcer la capacité du gouvernement fédéral de Somalie à :

- (i) promouvoir le respect des droits de l'homme et l'autonomisation des femmes, notamment par la mise à disposition de conseillers genre et de conseillers en matière de droits de l'homme ;*
 - (ii) promouvoir la protection des enfants et mettre en œuvre les plans d'action pertinents du gouvernement somalien sur les enfants et les conflits armés, notamment par la mise à disposition de conseillers en matière de protection de l'enfance ;*
 - (iii) prévenir les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits, notamment par la mise à disposition de conseillers en protection des femmes ;*
 - (iv) renforcer les institutions judiciaires de la Somalie et contribuer à garantir l'obligation de rendre des comptes, notamment en ce qui concerne les crimes commis à l'encontre des femmes et des enfants ;*
- (e) Contrôler, aider à enquêter et rendre compte au Conseil sur, et aider à prévenir :*
- (i) tout abus ou toute violation des droits de l'homme ou du droit humanitaire international commis en Somalie, y compris par le déploiement d'observateurs des droits de l'homme ;*
 - (ii) toute violation ou abus commis à l'encontre d'enfants en Somalie ;*
 - (iii) toute violation ou abus commis à l'encontre des femmes, y compris toutes les formes de violence sexuelle et sexiste dans les conflits armés ;*

Activité d'apprentissage Document 3 : la MANUSOM

8.1

Guide du formateur

Mission d'assistance des Nations unies en Somalie (MANUSOM)

- La réponse la plus évidente se trouve sous b)ii) « (...)fournir des conseils stratégiques sur la consolidation de la paix et de l'État, y compris sur (...)la réforme du secteur de la sécurité, l'État de droit (y compris la police, la justice et les services pénitentiaires) » et b)iii) « le développement d'un système fédéral ; le processus de révision constitutionnelle et le référendum ultérieur sur la constitution ; et les préparatifs pour les élections de 2016 » qui comprend le développement d'un système de police fédéral.
- Il convient de noter l'utilisation de termes tels que « assister » en combinaison avec « le gouvernement fédéral de Somalie », rappelant aux participants les principes d'appropriation nationale, d'impartialité et de vision stratégique en vue d'une solution durable.
- Il convient de noter qu'en fonction de l'évolution du processus de paix, les PI pourraient être impliqués dans la plupart des autres tâches, y compris dans un rôle de suivi, de mentorat ou de conseil où les forces de sécurité nationales sont incluses et doivent prendre en charge les connaissances, les responsabilités et les tâches.
- D)i) « promouvoir le respect des droits de l'homme et l'autonomisation des femmes », d)ii) « promouvoir la protection des enfants », d)iii) « prévenir les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits » et d)iv) « renforcer les institutions judiciaires somaliennes et contribuer à garantir les poursuites à l'encontre des auteurs de crimes contre les femmes et les enfants en particulier » sont des responsabilités génériques qui s'appliquent à l'ensemble du personnel de l'ONU, et donc pas exclusivement aux PI conseillers en SMC.



Le mandat présenté dans cet exercice est celui du déploiement initial de la MANUSOM. Encouragez les participants à consulter les résolutions ultérieures pour comparer et voir l'évolution de la mission et les réalisations sur le terrain. Consultez le site web de la MANUSOM pour plus d'informations et d'exemples : <https://unsom.unmissions.org>

Le SMC dans les opérations de paix des Nations unies

Diapositives 15 et 16

A white slide with the United Nations logo in the top right corner. The title "Objectifs pédagogiques" is centered in blue text. Below the title is a section titled "Les apprenants seront capables de :" followed by a bulleted list of three objectives. The slide number "16" is in the bottom right corner.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Expliquer le rôle d'un mentor/conseiller dans les opérations de paix.
- Discuter des principes de base du SMC
- Décrire le processus de SMC

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

16

Cette partie de la leçon examine le concept SMC dans la pratique, l'environnement spécifique d'une opération de paix des Nations unies, ainsi que les principes de base et les facteurs de réussite du SMC.

A l'issue de la leçon, les participants seront en mesure d'expliquer les différences entre le rôle d'un mentor ou d'un conseiller dans un contexte national et dans un contexte d'après-conflit. En outre, les participants seront en mesure d'énumérer les principes de base du SMC et décrire les phases du processus de SMC.



Commencez cette section en rappelant l'activité d'apprentissage de la leçon 1 des MFS (STM) et les différences entre les activités de police au niveau national et celles au niveau international dans un contexte d'après-conflit. Qu'est-ce que ces différences signifient pour un mentor ou un conseiller ? Présentez la diapositive 17.

Diapositive 17

| Rôle d'un mentor/conseiller dans les opérations de paix | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| De "Faiseur" | A "Mentor/Conseiller" |
| Pouvoir de décision | Aucune autorité formelle |
| Une réputation bien établie | Possibilité de mauvaise réputation héritée |
| Sélectionné comme mentor/conseiller sur la base de son expérience ou d'une relation de confiance | Assigné à un « mentoré » ou à un candidat à conseiller, sans relation préalable |
| Familiarité avec le contexte et l'environnement professionnels | Pas ou peu de référence culturelle |
| Responsabilité et obligation de rendre compte des performances | Aucune responsabilité formelle ou mesurée en matière d'impact |
| "Faiseur" | Aide, soutien, partenaire, collègue, ressource |
| Parleur/communicateur de messages/résultats | Écoute, identification des problèmes Déclencheur de solutions potentielles |

(Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021)

17

Source : Institut de la paix des États-Unis (USIP) Institut américain de la paix (USIP)



Utilisez ce tableau pour identifier certains problèmes auxquels les mentors et les conseillers sont confrontés en mission lorsqu'ils passent du statut d'« exécutants » dans leur pays d'origine à celui de mentors et de conseillers dans le pays hôte. Les défis seront discutés plus en détail plus loin dans la leçon.



Les participants mentionneront probablement la "colocation" comme l'une des grandes différences entre « la manière de faire la police » dans les pays d'origine et celle dans le pays hôte. En ce qui concerne la police des Nations unies, la colocation consiste à « opérer ensemble à partir du même endroit ». Elle diffère de l'expression « conjointe ou combinée » dans le sens où la colocation nécessite la

transmission de connaissances pour des activités stratégiques à long terme, tandis que l'expression « conjointe ou combinée » implique l'utilisation de leurs connaissances réciproques pour entreprendre ensemble une tâche/un objectif opérationnel ou tactique pendant une courte période de temps. Conformément à la politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des Nations unies dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (2014), « la colocation renforce la capacité des personnels de la police des Nations unies à assurer la formation, le mentorat, le conseil et le transfert de connaissances. La colocation aide également la police des Nations unies à établir une relation de confiance avec ses homologues un pays hôte et facilite la communication. Toute décision relative à la colocation sera prise sur la base d'une étude de faisabilité, évaluant la capacité des institutions de l'État hôte, la situation en matière de sécurité et les risques énumérés dans la politique de diligence voulue du Secrétaire général en matière de droits de l'homme ».

Diapositive 18

Principes du SMC



- Valeurs fondamentales des Nations unies
- Compétences de base des Nations unies
- Appropriation nationale

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

18

Message clé : Les activités liées au SMC doivent toujours être mises en œuvre dans le respect des valeurs et des compétences fondamentales de l'ONU, ainsi que dans le respect de l'appropriation totale par les autorités de l'État hôte.

Le SMC doit être mené sans compromettre les valeurs fondamentales des Nations unies. Les valeurs fondamentales des Nations unies sont des principes et des croyances partagés qui servent de base au travail de l'organisation. Elles guident les actions et les comportements du personnel des Nations unies. Les trois valeurs fondamentales des Nations unies sont l'intégrité, le professionnalisme et le respect de la diversité, qui guident toutes les activités en matière de SMC.

Les compétences de base des Nations unies sont des aptitudes, des attributs et des comportements importants pour l'ensemble du personnel et directement liés à la performance professionnelle. Les huit compétences de base de l'ONU sont les suivantes : La communication, le travail d'équipe, la planification et l'organisation, la responsabilité, l'orientation client, la créativité, l'engagement à la formation continue et la connaissance des technologies.

L'objectif ultime du SMC est d'assurer la transition des connaissances, des compétences et des capacités dans le respect de la pleine appropriation par les autorités de l'État hôte. L'appropriation nationale est étroitement liée au renforcement des capacités et à la durabilité. Une réforme imposée à un pays par une mission extérieure – même avec un accord – est vouée à l'échec à long terme.

Diapositive 19



Message clé : Le succès du SMC repose sur la connaissance de l'environnement de la mission, l'établissement d'une relation de confiance entre le mentor/conseiller et son/ses homologue(s) et la possession de compétences appropriées en matière de SMC, telles que les compétences en matière de communication et de planification.

Les facteurs suivants sont essentiels à la réussite des activités de SMC :

Il est important de comprendre l'environnement de la mission, car le mentorat et le conseil dans un environnement de maintien de la paix posent de nombreux défis, comme nous l'avons vu précédemment. **Il est de la plus haute importance** de comprendre l'environnement politique dans lequel les mentors et les conseillers de la police des NU travaillent, y compris l'évolution des intérêts politiques et les luttes de pouvoir au sein des structures politiques formelles et informelles à tous les niveaux de l'État hôte.

De même, la capacité de la mission à s'adapter à la culture et à l'environnement locaux est un facteur clé de la réussite des activités liées au SMC. La sensibilisation culturelle implique une connaissance de la culture du pays hôte et une sensibilité aux différences culturelles. Pour comprendre la culture, il faut également comprendre les normes sociales et de genre, y compris l'importance de l'ethnicité et de la religion.

Les mentors et les conseillers doivent connaître les lois, les règlements et les procédures administratives locales en vigueur et leurs conseils doivent être fondés sur ces derniers. En outre, ils doivent connaître les structures organisationnelles des autorités avec lesquelles ils travaillent.

Les activités de SMC doivent être menées dans le respect de la culture de l'État hôte, mais sans compromettre les valeurs de l'ONU. L'une des tâches les plus difficiles peut consister à trouver un équilibre entre le respect de l'État hôte et le respect de valeurs telles que l'égalité des sexes ou les droits de l'homme.

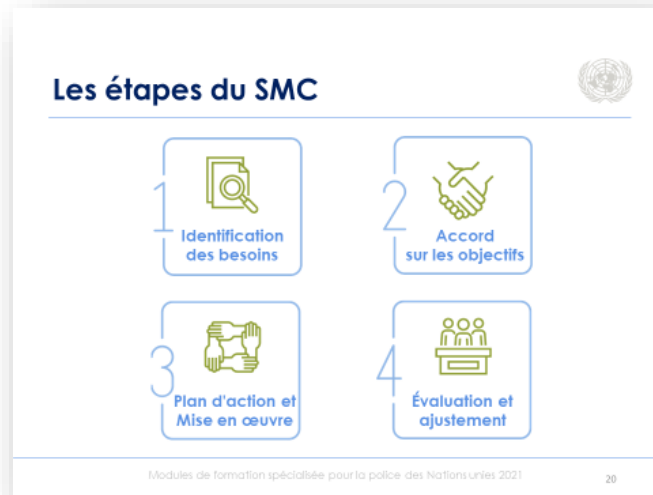
Le concept SMC consiste à influencer et à gérer le changement. Le changement peut être difficile et exigeant et susciter des résistances. Le SMC exige de la patience pour comprendre comment et pourquoi certaines pratiques prévalent, pour discuter des solutions pertinentes au niveau local et pour permettre aux informations d'être absorbées à force de répétition à un rythme qui convient au partenaire.

La relation entre le mentor/conseiller et son homologue local doit être empreinte de confiance. Il faut consacrer du temps à l'établissement de cette relation ; il faut faire preuve de patience, de souplesse et de sensibilité culturelle. La confiance doit se développer au point de permettre aux deux parties d'aborder non seulement les défis mineurs, mais aussi les domaines critiques.

La durabilité/pérennisation ne peut être atteinte qu'avec une approche flexible. L'objectif n'est pas d'imposer un système au pays hôte, mais de lui donner les outils nécessaires pour développer un système qui lui convienne. Un concept bien adapté à un pays hôte peut ne pas fonctionner pour le suivant.

Tout rôle de conseil ou de mentorat requiert, d'une part, un niveau d'expertise technique dans le domaine concerné et, d'autre part, des compétences personnelles et organisationnelles pour le processus de transfert de connaissances et/ou pour persuader et influencer les autres.

Diapositive 20



Message clé : Le processus de SMC peut être divisé en quatre étapes consécutives : 1) identification des besoins, 2) accord sur les objectifs, 3) plan d'action (plan de travail) et mise en œuvre, et 4) évaluation et ajustement.

Ces quatre étapes seront examinées en détail dans les diapositives suivantes.

Diapositive 21

Étape 1 : Identification des Besoins



Basée sur :

- Discussion avec la partie nationale et les autres parties prenantes
- Informations et analyses (par exemple, FFOM/SWOT en anglais)
- Observation personnelle



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

21

La première étape du processus de SMC est l'identification des besoins du partenaire, qui s'effectue avec son étroite collaboration et sur la base des éléments suivants :

- En tenant compte de tout rapport de passation de consignes que le mentor/conseiller de la police des NU a reçu de son prédécesseur. Un rapport de passation de consignes est une exigence de fin de mission obligatoire dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies.
- Cartographie des faiblesses organisationnelles (peut être contenue dans un rapport de passation de consignes, un plan de développement national pour la police ou des rapports d'avancement).
- Observation personnelle et conversations avec le partenaire.
- Analyse de l'environnement avec le partenaire pour déterminer les forces/faiblesses et les opportunités/menaces (analyse FFOM/SWOT en anglais).
- Examen des évaluations de performance antérieures, le cas échéant.

La police des NU peut utiliser plusieurs méthodes pour identifier les besoins d'un partenaire. La discussion avec le partenaire pris individuellement/les représentants de l'organisation est une option. Rappelons les principes de l'apprentissage des adultes, selon lesquels les adultes apprennent mieux lorsqu'ils sont impliqués dans le diagnostic, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de leur propre apprentissage.

Toutes les options ne sont pas forcément à la disposition du mentor/conseiller (par exemple, les rapports de passation de consignes ou les évaluations antérieures des performances), mais toutes les sources d'information disponibles doivent être prises en compte.

Diapositive 22



Étape 2 : Accord sur les Objectifs

2 Accord sur les objectifs

Basé sur :

- Besoins identifiés
- Appropriation nationale
- Objectifs SMART

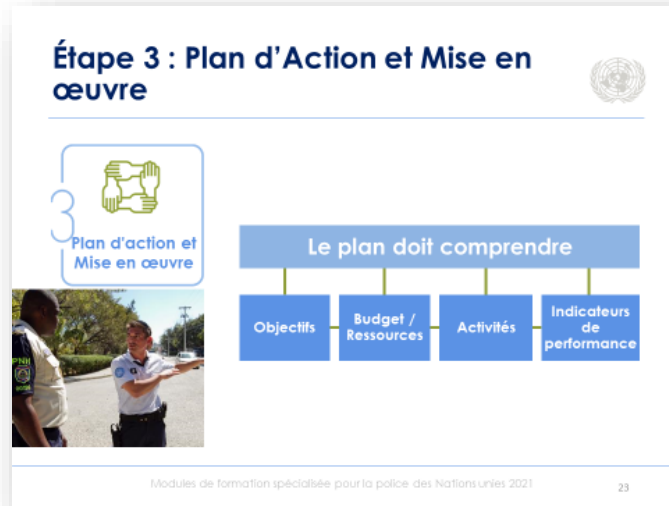
Spécifique
Mesurable
Action (orienté vers...)
Réaliste
Temps (limite de...)

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 22

L'étape 2 du processus de SMC concerne l'accord sur les objectifs du processus SMC. Pour chaque besoin identifié, le mentor/conseiller de la police des NU et le partenaire local développent et listent les principaux objectifs SMART que le mentor/conseiller et le partenaire doivent atteindre ensemble.

Les objectifs SMART sont des objectifs spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et limités dans le temps.

Diapositive 23



L'étape suivante consiste à élaborer un plan d'action pour atteindre les objectifs qui ont été identifiés et à mettre en œuvre ce plan.

Le plan de travail/d'action doit comprendre au moins les éléments suivants :

- Objectifs à atteindre
- Activités pour y répondre
- Indicateurs de performance/de réussite (comment saurez-vous que vous avez réussi ?)
- Implications budgétaires (le cas échéant)
- Ressources (personnel, équipement, temps, etc.)

Là encore, le principe de l'appropriation nationale doit être respecté, et le partenaire devrait dans l'idéal diriger le processus de conception. Le mentor/conseiller de la police des NU doit faire partie du processus, mais pas de la solution. Une approche très structurée à ce stade, – des plans élaborés, des indicateurs précis, des budgets détaillés – s'est rarement avérée efficace dans les environnements d'après-conflit. Le plan doit être compris et devenir la propriété du(des) partenaire(s) du pays hôte. Il est important de s'assurer que le plan s'aligne sur les objectifs de la réforme globale et de développement de la police, qui peuvent être définis dans un plan de développement de la police convenu entre le gouvernement de l'État hôte et la Mission.

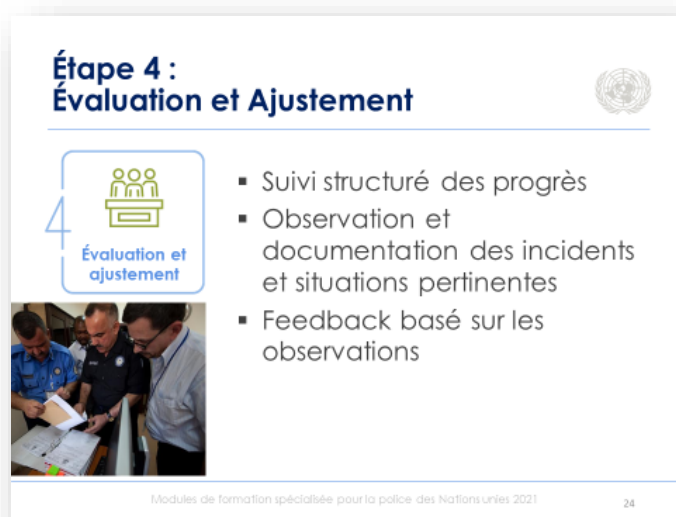
Le mentor/conseiller doit rester disponible pour aider à la mise en œuvre du plan de travail et résoudre les problèmes qui se présentent. En outre, le mentor/conseiller de la police des NU doit s'abstenir de proposer de diriger ou d'orchestrer la mise en œuvre du plan. Les mentors/conseillers de la police des NU doivent insister sur le fait qu'ils sont là

pour aider leur partenaire à surmonter les obstacles qu'il pourrait rencontrer dans la mise en œuvre du plan.

La mise en œuvre du plan de travail peut poser plusieurs défis au mentor/conseiller, tels que le manque de motivation et la résistance du partenaire, les différences culturelles et les problèmes de communication. Ces problèmes seront examinés plus en détail dans la partie 8.3 de la leçon.

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du plan d'action doivent être portées à l'attention du coordinateur en charge du mentorat et du conseil ainsi que de l'adjoint au chef de la composante police, chef du pilier renforcement des capacités et développement.

Diapositive 24



**Étape 4 :
Évaluation et Ajustement**

4 Évaluation et ajustement

- Suivi structuré des progrès
- Observation et documentation des incidents et situations pertinentes
- Feedback basé sur les observations

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 24

La quatrième étape du processus SMC est l'évaluation et l'ajustement. Les plans en matière de conseil et de mentorat doivent faire l'objet d'un suivi continu, d'une évaluation et d'ajustements si nécessaire.

Le mentor/conseiller et son partenaire doivent tous deux consigner leurs observations et partager leur feedback à intervalles réguliers.



Pour conclure la leçon et mettre l'accent sur les facteurs de réussite du SMC, animez le court jeu de rôle suivant qui vise à identifier les compétences nécessaires à un mentor/conseiller au cours des quatre étapes du processus de SMC.

Activité d'apprentissage : Jeu de rôle

Jeu de rôle pour identifier les compétences nécessaires à un mentor/conseiller

INSTRUCTIONS :

L'objectif de ce court jeu de rôle est d'identifier les compétences nécessaires à un mentor/conseiller (et non de les mettre en pratique). Le jeu de rôle doit être réalisé deux fois sur la base d'un même scénario, mais suivant deux options différentes (voir ci-dessous). Les deux fois, le formateur assume le rôle du mentoré/partenaire tandis que les deux apprenants différents volontaires assument le rôle du mentor/conseiller. Chaque option doit être jouée une fois pendant 2 à 3 minutes. Après les deux jeux de rôle, le formateur doit débriefer avec l'ensemble du groupe et lui demander d'identifier les compétences qu'un mentor/conseiller doit posséder.

Mentor/Conseiller : Il s'agit de votre première rencontre avec votre mentoré ou partenaire dans son bureau au Carana. Présentez-vous et expliquez le rôle et le mandat de la police des NU.

Mentoré/partenaire : Vous êtes le mentoré ou le partenaire au Carana. C'est la première fois que vous rencontrez votre mentor/conseiller et vous ne savez pas trop à quoi vous attendre. Vous aimiez beaucoup le dernier mentor.

- Option 1 : Vous êtes heureux d'avoir un nouveau conseiller/mentor et curieux d'en savoir plus sur lui/elle. Vous êtes amical et posez des questions sur le rôle du mentor/conseiller et sur les Nations unies. Vous êtes ouvert à votre perfectionnement professionnel et développement personnel.
- Option 2 : Vous n'êtes pas du tout satisfait. Vous aimiez votre dernier mentor/conseiller et vous n'êtes pas ouvert au changement. Vous êtes réticent et résistez à la discussion.

Débriefing :

Les participants qui ont observé les deux jeux de rôle doivent pouvoir identifier les compétences nécessaires à un mentor/conseiller. L'animateur doit compléter la discussion en s'appuyant sur les propositions figurant dans le tableau ci-dessous si nécessaire.


| Attitudes | Compétences | Connaissances |
|--------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| Collaboratif | Écoute active | Code de conduite |
| Engagé | Communication | ConOps |
| Confiant | Capable de développer les relations | Règles et coutumes culturelles |

| | | |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| Empathique | Donner/recevoir un feedback | Principe humanitaire « Ne pas nuire » (do not harm en anglais) |
| Mature | Leadership | Sécurité des personnes |
| Ouvert d'esprit | Pédagogique (enseignement) | Contexte du mandat/de la mission |
| Optimiste | Réseau professionnel | Plan de mise en œuvre de la mission |
| Patient | Capable de travailler avec des interprètes | |
| Positif | | Lignes directrices en matière de SMC |
| Proactif | Sujets transversaux : | Contexte politique, historique, juridique et administratif |
| Réfléchi | <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilité aux conflits | |
| Résilient | <ul style="list-style-type: none"> • Intégration de la dimension de genre | Règles de sécurité |
| Respectueux | <ul style="list-style-type: none"> • Réflexion | Procédures opérationnelles permanentes |
| Conscience de sa propre valeur | <ul style="list-style-type: none"> • Souci de soi et sécurité | |
| Digne de confiance/fiable | | |

TEMPS : 10 minutes

Diapositive 25

Résumé des Messages Clés



Les principes du SMC sont basés sur : les valeurs fondamentales des Nations unies, les compétences fondamentales des Nations unies et l'appropriation nationale.

Le succès du SMC repose sur : la prise en compte de l'environnement de la mission, l'établissement d'un climat de confiance et la maîtrise des compétences appropriées en matière de SMC.

Le SMC comporte quatre étapes : identification des besoins, accord sur les objectifs, plan d'action et mise en œuvre, et évaluation et ajustement.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 25



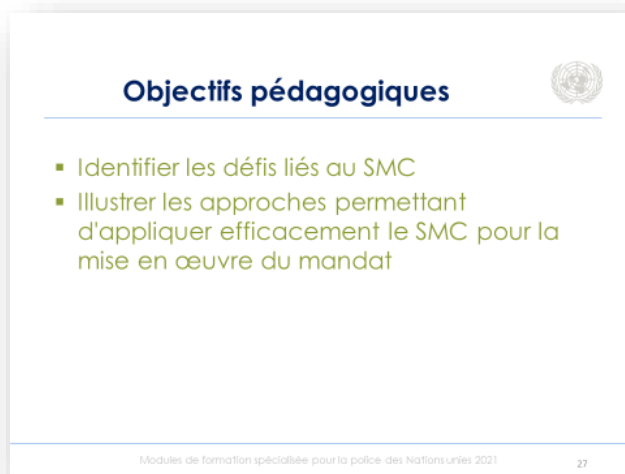
Résumez ou demandez aux participants de résumer cette partie de la leçon.

Résumé des messages clés

- Les activités liées au SMC doivent toujours être mises en œuvre dans le respect des valeurs fondamentales et des compétences essentielles des Nations unies, ainsi que dans le respect de l'appropriation totale par les autorités de l'État hôte.
- Le succès du SMC repose sur la connaissance de l'environnement de la mission, l'établissement d'une relation de confiance entre le mentor/conseiller et son/ses partenaire(s) et la possession des compétences appropriées en matière de SMC, telles que les compétences en matière de communication et de planification.
- Le processus de SMC comporte quatre étapes : Identification des besoins, accord sur les objectifs, plan d'action et de mise en œuvre, évaluation et ajustement.

Défis liés au SMC

Diapositives 26 et 27



Cette section de la leçon présente les principaux défis liés au SMC et les moyens de les surmonter. Durant la session de formation spécifique sur le SMC destiné aux PI qui seront déployés en qualité de mentors ou conseillers, ces sujets feront l'objet d'un développement plus approfondi, cette partie de la leçon ne durant que 45 minutes.

La réforme de la police est un sujet très sensible de politique intérieure. Il s'agit essentiellement de modifier les dynamiques et la redistribution du pouvoir dans un environnement étranger. Le SMC dans le contexte d'une opération de paix des Nations unies pose donc un certain nombre de défis au mentor/conseiller.

Présentez les objectifs d'apprentissage de cette leçon aux participants : à l'issue de la leçon, les participants seront en mesure d'identifier les défis auxquels les mentors/conseillers seront confrontés au cours du processus de SMC et d'illustrer les approches permettant de les contourner et d'appliquer efficacement le SMC. Cette session sera animée sur la base d'une activité d'apprentissage de 45 minutes.

Activité d'apprentissage : Défis et solutions en matière de SMC 8.2

Étude de cas et discussion : Défis et solutions en matière de SMC

INSTRUCTIONS :

- Présentez et expliquez l'activité d'apprentissage aux participants.
- L'objectif est d'identifier des groupes de défis génériques sur la base d'exemples donnés dans le scénario, et non de mettre le doigt sur des exemples spécifiques.
- Se référez aux résultats des activités d'apprentissage des leçons précédentes portant sur des « défis similaires dans un contexte de maintien de la paix ».
- Mentionnez aux participants de garder le concept SMC à l'esprit tout au long de l'activité.
- Laissez les participants travailler en sous-groupes et remettez-leur le scénario (voir l'annexe 8.2 du présent document).
- Lisez le scénario et utilisez les questions pour stimuler les discussions en sous-groupes. Gardez un œil sur le temps, des discussions animées au sein d'un groupe risquant de faire dépasser le temps imparti. Durée approximative : 15 minutes.
- Après la lecture du scénario et les discussions, les sous-groupes doivent noter en quelques

RESSOURCES

- Étude de cas
- Fiches cartonnées et marqueurs
- Épingles pour tableau

Activité d'Apprentissage 8.2 : Défis et solutions liés au SMC



Instructions

- Prenez connaissance du scénario
- Discutez des questions dans vos groupes
 - Identifiez les défis rencontrés lors de la mise en œuvre du SMC et réfléchissez aux solutions possibles
 - Enregistrez les options relatives aux défis et aux solutions sur des feuilles différentes
- Présentez les options en séance plénière
- Organisez un brainstorming en plénière

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

28

mots les défis et les solutions identifiés sur des petites fiches cartonnées.

Durée

approximative : 5-10 minutes.

- Débriefez en plénière avec l'ensemble des participants sur les défis qu'ils ont identifiés et les solutions possibles.
- Laissez les participants, un par un et dans différents groupes, épingler ou scotcher leurs fiches sur un tableau et expliquer leurs réponses. Regroupez les réponses similaires pour faire apparaître les différentes catégories de réponses.

Durée approximative : 20-25 minutes.

DURÉE : 45 minutes



Débriefez après la discussion de groupe. Laissez les participants expliquer leur raisonnement. Demandez aux participants de parler de leur expérience personnelle et d'indiquer quelles pourraient être les solutions aux défis du SMC. Laissez-les épingler ou scotcher leurs propositions sur un tableau. Regroupez les réponses similaires pour faire ressortir les différentes catégories de propositions. À la fin, conservez-le(s) tableau(x) dans la salle de classe pour que tout le monde puisse le(s) voir pendant le reste de la formation. Faites un résumé de la discussion à l'aide des diapositives 29 et 30.

Pour permettre aux participants de visualiser la complexité et les liens, il est recommandé de connecter les défis et les solutions, créant ainsi un tableau de synthèse.

Diapositive 29

Débriefing : Les Défis du SMC



Comprendre et reconnaître les défis concernant:

- Motivation
- Résistance
- Culture
- Communication interculturelle
- Travailler avec un interprète

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

29

Messages clés : La réforme de la police est un sujet très sensible de politique intérieure. Il s'agit essentiellement de changer les dynamiques et la redistribution du pouvoir dans un environnement étranger. Le SMC dans le contexte d'une opération de paix des Nations unies pose donc un certain nombre de problèmes au mentor/conseiller, tels que le manque de motivation et la résistance du partenaire, les différences culturelles et les problèmes de communication.

Motivation

Les motivations des individus peuvent être expliquées par le besoin d'émotions positives spécifiques :

- Besoin de pouvoir : se sentir fort et influent
- Besoin relationnel : se sentir aimé et intégré
- Besoin d'accomplissement : se sentir efficace, curieux, en développement
- Besoin de sécurité : se sentir en sécurité

(Source : www.gunnargarbe.de)

Comprendre les motivations des personnes mentorées ou conseillées permet de les motiver plus facilement.

Résistance

Les observateurs, les mentors et les conseillers sont souvent confrontés à la résistance de leurs partenaires. Il est important de reconnaître les comportements de résistance

lorsqu'ils se manifestent, d'en comprendre les raisons et de disposer de stratégies pour les éviter et les surmonter.

Les réformes et les changements dans le domaine de l'État de droit, de la police ou d'autres secteurs de l'administration publique impliquent inévitablement une remise en question des structures de pouvoir. Même si le concept de ces changements peut être bien accueilli sur le papier, le changement lui-même est souvent perçu comme une menace. Les partenaires peuvent parfois se demander si leur pays a choisi la bonne direction ; ils peuvent rejeter les conseils des Nations unies ; ils peuvent vouloir revenir aux anciennes valeurs et aux anciens styles de gouvernance ou les conserver.

Les partenaires s'opposeront aux mentors et aux conseillers qui n'essaient pas de comprendre la culture et l'environnement locaux et leur impact sur le mentoré. Le mentor doit respecter la culture du pays hôte, mais ne jamais cesser de soutenir les valeurs fondamentales de l'ONU.

Les raisons de la résistance des partenaires sont nombreuses. Par conséquent, les mentors doivent reconnaître la résistance et savoir comment y faire face. La résistance peut prendre de nombreuses formes, dont certaines peuvent ne pas être évidentes pour un observateur occasionnel. Une bonne communication est essentielle pour faire face à la résistance. La résistance est le signe que nous n'avons pas correctement répondu aux besoins de nos mentorés.



Le contenu suivant est commun (transversal) à celui du MFBP (CPTM) 3.2 Respect de la diversité.

Culture

Chaque culture a sa propre façon d'accomplir les tâches quotidiennes requises. Les mentors et les conseillers doivent comprendre que chaque société particulière peut aborder les choses différemment – pas nécessairement de manière inefficace.

La culture a été comparée à un iceberg. Un iceberg a une partie visible au-dessus de l'eau et une partie invisible plus importante sous l'eau, ce qui signifie que la culture a certains aspects observables et d'autres qui ne peuvent être que soupçonnés ou imaginés. Tout comme un iceberg, la partie observable de la culture n'est qu'une petite partie d'un ensemble beaucoup plus vaste.

La seule façon de comprendre une culture est de connaître ses valeurs et ses croyances – la partie cachée de l'iceberg. Les mentors et les conseillers doivent développer une tolérance pour les écarts qui pourraient avoir lieu par rapport aux normes définies. Notre

propre culture influence notre comportement d'innombrables façons, guidant inconsciemment nos actions, nos réactions et nos interactions.

Une fois que vous avez accepté que les gens se comportent comme ils le font pour une raison, quelle que soit l'idée que vous vous en faites, vous pouvez aller au-delà de la simple réaction à ce comportement et comprendre comment le gérer. Connaître l'autre culture est un pas considérable vers des négociations réussies.

Communication interculturelle

En tant que policiers des NU, le succès de notre mission dépend de notre capacité à communiquer clairement en dépit d'éventuels fossés culturels. Au sein des Nations unies, les mentors et les conseillers doivent savoir qu'une communication appropriée/efficace avec des personnes de cultures différentes est la clé d'une collaboration fructueuse avec leurs partenaires.

Certaines études suggèrent que la communication verbale ne représente qu'environ 20 à 30 % de la communication entre deux personnes. Les 70 à 80 % restants sont transmis par le ton de la voix, les expressions faciales, le contact visuel, les gestes, la posture, etc.

La communication non verbale n'a pas la même signification d'une culture à l'autre. Ces différences peuvent entraîner une mauvaise communication entre des personnes de cultures différentes, même si ces personnes ne communiquent pas directement entre elles.

Les mentors et les conseillers doivent reconnaître la présence et l'importance des critères de communication non-verbale, dans leur environnement. Ils doivent notamment comprendre comment les populations locales peuvent interpréter les critères de la communication non verbale du mentor/conseiller. Les gestes quotidiens tels que hocher la tête pour dire « oui » et secouer la tête pour dire « non » ne sont pas universels. De même, « oui » ne signifie pas toujours « je suis d'accord avec vous ».

Travailler avec un interprète

Lorsqu'ils travaillent avec un interprète pour des réunions avec des partenaires, les mentors et les conseillers sont tenus de s'assurer que l'interprète est préparé pour la session et doivent s'occuper de lui pendant la conversation. Il faut notamment tenir compte de la durée de la réunion, de la présence éventuelle d'un deuxième interprète, etc. En outre, le mentor/conseiller doit veiller aux besoins physiques de l'interprète (nourriture, boisson, hébergement et sécurité).

Certaines cultures posent des problèmes d'ordre ethnique/religieux/politique/social pour le choix de l'interprète. Malgré ces problèmes, l'interprète doit être sélectionné sur la base

de ses qualifications (éducation, connaissance du sujet). Le mentor/conseiller doit toujours prendre l'initiative de la conversation.

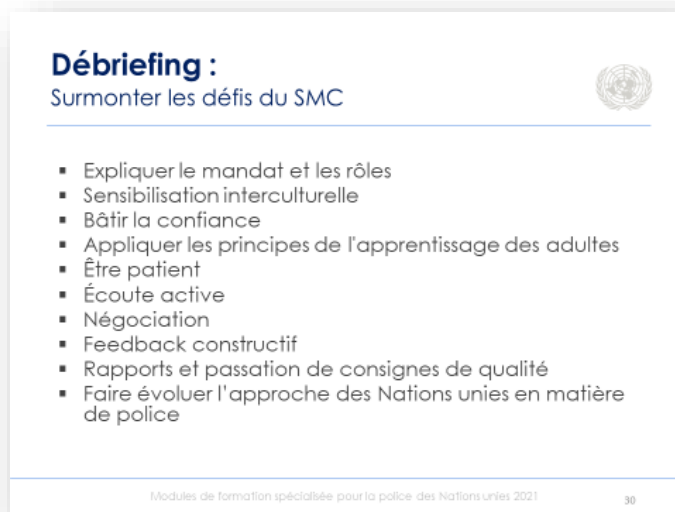
Le mentor/conseiller est responsable du contenu de la conversation, pas l'interprète. La même règle s'applique à tous les autres aspects entourant la conversation, tels que le lieu de la réunion, le moment choisi, etc. N'oubliez cependant pas que l'interprète vient du même pays et de la même culture que les partenaires nationaux, et que ses suggestions et ses points de vue doivent être pris en compte.

Les mentors/conseillers devraient essayer de travailler avec le même interprète, car une plus grande familiarité permettra une meilleure coordination de l'équipe. Cela minimisera la quantité de travail préalable nécessaire et rendra le mentor/conseiller et l'interprète plus efficaces, en particulier dans les situations compliquées. La relation entre le mentor/conseiller et l'interprète doit être basée sur la confiance et le respect.

Les différents rôles de l'interprète :

- **La langue** : Tout d'abord, l'interprète traduit une langue vers une autre.
- **Source d'information** : Les assistants linguistiques, en particulier, sont généralement originaires du pays hôte ainsi que de la région et de la culture où travaillent les mentors/conseillers. Ils peuvent donc être une bonne source d'informations sur le partenaire, la région, la culture, etc.
- **Filtre sur l'attitude, l'environnement et l'humeur** : Il peut être difficile pour le mentor/conseiller de reconnaître l'attitude ou l'humeur de son/ses partenaire(s) car les expressions faciales, le langage corporel, le ton, etc. de son/ses partenaire(s) peuvent être différents de ce à quoi il/elle est habitué(e) dans sa propre culture. L'interprète peut aider à comprendre.
- **Guide culturel** : L'interprète est généralement originaire du pays hôte et connaît bien la culture. Le mentor/conseiller doit l'utiliser comme source d'informations sur la culture.

Diapositive 30



Message clé : Pour devenir un mentor ou un conseiller efficace, vous devez posséder ou développer les compétences nécessaires pour surmonter les défis identifiés.

Expliquer le mandat et les rôles

Vous n'aurez qu'une seule occasion de faire une première bonne impression, lorsque vous rencontrerez votre homologue. Présentez-vous correctement et comportez-vous comme un ambassadeur des Nations unies.

Dans certaines cultures, le mot « mentor » est étroitement lié à enseignant ou superviseur. Dans d'autres cultures, le mot a une connotation négative, car chercher un mentor est soit un signe de faiblesse, soit une relation hiérarchique senior-junior. Les mentors de la police des NU doivent indiquer clairement à leurs mentorés dès le départ que leur rôle est d'être des partenaires d'apprentissage et de soutenir leurs objectifs d'apprentissage tels qu'ils sont définis par eux-mêmes, par la police du pays hôte ou tout autre service chargé de l'application des lois.

La clarté du mandat et des rôles permet d'éviter les malentendus et les attentes irréalistes.

Sensibilisation interculturelle

L'apprentissage des normes culturelles qui influencent le comportement du mentoré peut être l'un des meilleurs investissements que le mentor puisse faire. La culture du mentoré peut avoir des approches différentes en ce qui concerne la gestion du temps et le fait de « dire la vérité aux autorités ». Le mentor ne doit pas s'attendre à ce que le

mentoré adopte les normes culturelles du mentor ; le mentor doit plutôt adapter les siennes. Le mentor ne doit pas transiger sur les valeurs d'inclusion et de non-discrimination des Nations unies, par exemple lorsqu'il s'agit de femmes ou de minorités. Toutefois, il doit faire preuve de créativité pour les faire progresser et provoquer des changements positifs. Par exemple, la communauté majoritaire du pays hôte peut avoir des préjugés profondément ancrés à l'égard d'une communauté minoritaire. Un mentor sensibilisé à la culture peut simplement prendre note de cette situation regrettable et ne rien faire d'autre. Un mentor conscient de sa culture et capable de s'adapter réfléchira de manière créative à la façon de remédier au statu quo – pas nécessairement en défiant directement ses partenaires du pays hôte, mais en faisant appel à leur intérêt personnel et en leur montrant comment l'inclusion des minorités améliorera les relations avec la communauté et les performances de la police.

Bâtir la confiance

Dans la littérature sur le mentorat, il est presque devenu un truisme de dire qu'un mentor doit établir une relation de confiance. Mais quel type de confiance ? Dans certains cas, la confiance peut être gagnée rapidement, mais plus fréquemment dans d'autres cas, il faut beaucoup de temps pour la gagner. En tant que mentor de la police des NU, le type de confiance que l'on cherche à établir est la confiance du mentoré dans l'expertise du mentor et la pertinence de cette expertise pour ses fonctions et missions. L'expérience montre que l'apprentissage des adultes fonctionne mieux lorsque le mentoré perçoit la valeur ajoutée du mentorat pour ses propres performances professionnelles et le développement de sa carrière, c'est-à-dire l'application immédiate des résultats. Un tel niveau de confiance dans les capacités professionnelles du mentor et une compréhension sans ambiguïté de la « valeur ajoutée » que représente le mentor de la police des NU encourageront ses partenaires à partager librement leurs problèmes et leurs préoccupations. La recherche d'un autre « type de confiance » peut être une entreprise naïve, mais cela ne veut pas dire qu'elle est impossible.

Chaque entreprise cherchant à instaurer la confiance peut nécessiter un ensemble différent d'ingrédients, mais il existe des éléments communs que les mentors de la police des NU peuvent utiliser pour atteindre cet objectif :

- Reconnaissez que vous et votre (vos) partenaire(s) avez une expertise technique et des connaissances à offrir l'un à l'autre.
- Sollicitez les conseils et les connaissances de votre partenaire sur la culture locale et l'environnement opérationnel, y compris sur les aspects liés au genre tels que les droits des femmes et les obstacles qui s'y opposent.
- Positionnez-vous comme une ressource pour votre partenaire et comme un expert dans votre domaine – les gens ont tendance à se rapprocher de leurs pairs professionnels.
- Parlez moins, écoutez plus et posez des questions.

Appliquer les principes de l'apprentissage des adultes

Les adultes en formation sont différents des étudiants ou d'autres apprenants plus jeunes. Ils ont besoin de savoir pourquoi, quoi et comment les nouvelles connaissances, aptitudes et compétences pourront leur servir à leur avantage. Ils recherchent de nouvelles connaissances liées à leur vie et centrées sur leurs problèmes. Les principes de l'apprentissage des adultes devraient guider toutes les activités des mentors de la police des NU, à savoir

- Les adultes apprennent mieux lorsqu'ils sont impliqués et peuvent analyser, planifier, mettre en œuvre et évaluer leur propre apprentissage ;
- Les apprenants adultes ont besoin du mentor pour créer et maintenir un environnement d'apprentissage favorable ;
- Les apprenants adultes ont besoin de se mettre en valeur ;
- Chez les adultes, la volonté d'apprendre augmente lorsqu'il existe un besoin spécifique de savoir (par exemple, une directive de la direction de la police du pays hôte pour acquérir de nouvelles compétences) ;
- Les adultes utilisent les expériences de la vie comme principale ressource d'apprentissage ;
- Les apprenants adultes ont un besoin naturel d'application immédiate ;
- Les adultes réagissent mieux à l'apprentissage lorsqu'ils sont eux-mêmes motivés pour apprendre (par exemple, « je veux devenir un meilleur enquêteur » ou « je veux que mon pays oublie son conflit et qu'il ait une meilleure police »).

Être patient

Toute réforme, y compris celle de la police, peut être douloureuse et susciter des résistances. La réforme de la police peut modifier la dynamique du pouvoir et, par conséquent, être perçue comme une menace. Les partenaires de la police des NU peuvent également être sceptiques quant aux changements proposés et peuvent même rejeter les conseils de la police des NU. Ils peuvent être nostalgiques de leurs anciennes méthodes de travail. Le mentor de la police des NU doit être patient et, en s'appuyant sur des exemples locaux/régionaux culturellement acceptables, travailler à un rythme qui convient à son mentoré et à son organisation. Le mentor de la police des NU doit également réfléchir aux raisons pour lesquelles la réforme fait face à une résistance et partager ses réflexions au sein de la composante police afin d'ajuster la stratégie de soutien de la police des NU si nécessaire.

L'écoute active

L'écoute n'est pas un processus passif. En fait, l'auditeur peut, et doit, être au moins aussi engagé dans le processus que l'orateur. L'expression « écoute active » est utilisée pour décrire ce processus d'implication totale.

Si les mentors et les conseillers sont vraiment à l'écoute de leurs partenaires, ils font chacune des choses suivantes :

- Écouter sans interrompre.
- Clarifier et confirmer qu'ils ont bien compris ce que dit leur interlocuteur en le répétant et en posant des questions ; c'est ce qu'on appelle aussi « faire écho » aux propos.
- Regarder son interlocuteur, ne pas se contenter d'écouter ; le langage corporel contribue grandement à la bonne compréhension du message envoyé par l'autre partie.
- Écouter sans juger ce que dit son interlocuteur, ne pas être critique dès le départ.

Négociation

L'objectif des négociations dans une relation de mentorat/conseil est de parvenir à un accord sans élever de barrières à la communication future. La négociation est un processus qui permet d'identifier, d'aborder et de résoudre les désaccords dans le but de trouver un terrain d'entente. Sans négociation de bonne foi, les désaccords peuvent dégénérer en disputes qui font naître un certain malaise. Une fois le malaise ressenti, il devient beaucoup plus difficile de trouver un terrain d'entente.

Le partenaire est un adulte à part entière qui a ses propres opinions et normes de conduite. Il est également un expert du pays et de la culture locale, tandis que le mentor/conseiller est un visiteur dans le pays et est là pour accomplir une tâche spécifique qui exige du partenaire qu'il fasse des changements substantiels. Cette situation conduira invariablement à des désaccords qui devront être négociés.

La négociation interculturelle peut être compliquée par les facteurs suivants :

- Différentes perspectives sur l'objectif de la négociation (résultat ou relation, sauver la face ou obtenir un avantage, etc.)
- Protocole
- Langage/communication non verbale/règles non exprimées fondées sur la culture
- Tolérance au risque (éviter l'incertitude)
- Vision du temps (focalisation sur le passé, le présent ou le futur)
- Différence dans les systèmes de prise de décision (vertical, consensus, etc.)
- Forme d'un éventuel accord

- Différents points de vue sur l'autorité (autorité partagée en opposition à des structures hiérarchiques claires)
- Styles personnels, formels ou informels (attitudes individuelles de part et d'autre de la négociation)

Feedback constructif

En donnant un feedback, vous reflétez votre intention et votre état émotionnel ou cognitif. Montrez votre appréciation. Critiquez un certain comportement et non la personne. Donnez un feedback constructif en donnant des conseils ou en offrant de l'aide en vue d'une amélioration.

Lorsqu'elle reçoit un feedback, la personne doit être attentive, ne pas argumenter ni justifier ses actions, à moins que vous ne souhaitiez clarifier les choses pour mieux les faire comprendre.

Rapports et passation de consignes de qualité

L'apprentissage est l'objectif premier du mentorat. Pour que le mentorat réussisse, le mentor et le mentoré doivent se concentrer sur des objectifs d'apprentissage qui doivent être maintenus tout au long du processus d'apprentissage. Les objectifs respectant le concept SMART sont un excellent outil que le mentor et le mentoré peuvent utiliser pour s'assurer qu'ils atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés pour leur relation. SMART signifie **S**pécifique, **M**esurable, **A**tteignable, **R**éaliste et **T**emporel (dans la limite de temps imparti). Le mentor et le mentoré gagneront à avoir un objectif SMART à l'esprit pour chaque échange dans le cadre du mentorat. Le résultat des objectifs est de combler les lacunes en matière de compétences et de connaissances, ce qui permettra au mentoré d'accomplir son travail plus efficacement.

En outre, un dispositif solide de passation de consignes et de planification de la relève au sein de la composante police contribuera grandement à traiter de manière professionnelle la question des fréquentes rotations.

Proposer l'approche des Nations unies en matière de police

L'une des plaintes les plus fréquemment formulées par les partenaires des pays hôtes de la police des NU est le manque de cohérence dans le transfert de connaissances. Par exemple, un mentor de la police des NU d'un pays donné encourage un mentoré à adopter une méthode particulière de travail de police orientée vers la communauté. Une fois ce mentor parti, un nouveau mentor de la police des NU d'un autre pays proposera des principes différents. Les mentors de la police des NU doivent baser leur mentorat sur les lignes directrices relatives à la police provenant du DOP, en particulier du Cadre d'orientation stratégique. Ils peuvent également utiliser des exemples de leur

propre pays, mais ceux-ci doivent être cohérents et compatibles avec les orientations de la Police des Nations unies.

Diapositive 31



Indicateurs de Référence vers la Mise en œuvre du Mandat

- Conformément aux normes des Nations unies, chaque service de police ou autre service chargé de l'application des lois doit être représentatif des communautés qu'il sert, y répondre et être responsable devant elles.
- **Toute** assistance de la police des Nations unies doit viser à aider le pays hôte à atteindre un tel niveau dans l'exécution des missions de police.

~Manuel du SMC 2017, 4.1.4.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 31

Message clé : Toute l'assistance de la police des Nations unies doit viser à aider l'État hôte à parvenir à un régime de police où chaque service de police ou autre service chargé de l'application des lois est représentatif des communautés qu'il sert, répond à leurs besoins et est responsable devant elles.


Concentrez-vous sur les mots « **toute** l'assistance de la police des Nations unies... » - cela indique la nécessité d'une approche globale de la réforme de la police.

Le suivi est une activité qui concerne l'ensemble de la mission, tant en ce qui concerne les droits de l'homme que les performances de la police. Du chef de la composante police (CPP) au policier individuel ou à un membre d'une unité de police constituée dans une région éloignée, tous les personnels de la police des Nations unies doivent recueillir, évaluer, analyser et transmettre des informations susceptibles d'aider la mission à remplir son mandat et à transférer les responsabilités en matière de sécurité au pays hôte.

Si la police des NU poursuit le renforcement des capacités de manière globale et en se concentrant sur tous les éléments clés (en déployant des mentors et des conseillers couvrant des sujets relevant des cinq éléments fondamentaux des principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement de la police), l'effort de suivi/surveillance doit correspondre à l'approche globale. Une telle approche garantirait la cohérence des données dans le temps et aiderait à mesurer les progrès et à ajuster les priorités si nécessaire.

Diapositive 32

Résumé des Messages clés



Les observateurs, mentors et conseillers doivent comprendre et reconnaître les défis auxquels ils peuvent être confrontés sur le terrain.

Pour devenir un mentor ou un conseiller efficace, vous devez surmonter ces difficultés.

Toute assistance de la police des Nations unies doit viser à aider le pays hôte à atteindre un niveau de performance des missions de police où chaque service de police ou autre service chargé de l'application des lois devrait être représentatif des communautés qu'elle sert, y répondre et être responsable devant elles.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 32



Résumez ou demandez aux participants de résumer cette partie de la leçon.

Résumé des messages clés

- Les mentors et les conseillers doivent comprendre et reconnaître les défis auxquels ils peuvent être confrontés sur le terrain.
- Pour devenir un mentor ou un conseiller efficace, vous devez posséder ou développer les compétences nécessaires pour relever ces défis.
- Toute l'assistance de la police des Nations unies doit viser à aider le pays hôte à parvenir à un régime de police où chaque service de police ou autre service chargé de l'application des lois devrait être représentatif des communautés qu'il sert, répondre à leurs besoins et être responsable devant elles.

Annexe 8.2

Activité d'apprentissage : Défis et solutions en matière de SMC 8.2

Étude de cas et discussion : Défis et solutions en matière de SMC

Vous êtes un policier expérimenté dans votre pays d'origine et c'est votre première mission. Vous êtes en mission au Carana depuis six mois et vous apprenez encore à vous adapter à l'environnement. Le CCP vous a nommé conseiller technique auprès du chef de la police de la région de Galasi. La police nationale de Galasi a une mauvaise réputation en ce qui concerne la violation continue des droits de l'homme et les craintes de la communauté de s'adresser à la police pour signaler des crimes commis contre la population. Les informations peu encourageantes que vous avez reçues de vos collègues sur la personnalité de votre nouveau partenaire national vous stressent, vous empêchent de dormir correctement et vous êtes surchargé de travail. Vous aimeriez montrer à vos collègues, et surtout au CCP, que vous êtes capable de réussir et de répondre à leurs attentes.

Q : *Quels pourraient être vos défis personnels, spécifiquement liés à votre nouvelle fonction de conseiller en matière de SMC, sur la base de ces informations ? Quelles sont les barrières culturelles organisationnelles qui devront être surmontées au sein de la police nationale ? Comment ces défis pourraient-ils être relevés ?*

Aujourd'hui, vous avez votre premier rendez-vous avec le chef de la police nationale de Galasi. Vous souhaitez faire une première impression positive à votre partenaire national, afin d'instaurer un climat de confiance entre vous deux. Malheureusement, le temps qui s'est écoulé entre votre nomination à cette nouvelle fonction et la première rencontre a été trop court pour que vous puissiez recueillir suffisamment d'informations et analyser la situation générale de la police nationale à Galasi ainsi que la personnalité de votre partenaire.

Q : *Comment allez-vous préparer votre réunion ? Quelles sont les questions que vous allez aborder avec le chef de la police de Galasi ? Quels sont les défis à relever dans cette phase ? Et comment peuvent-ils être relevés ?*

Comme on vous a dit que le chef de la police ne préférerait pas parler en français lors de ses réunions avec les représentants des NU, vous devez être accompagné d'un interprète.

Q : *Quels sont les principaux éléments à prendre en compte lors de la sélection de l'interprète ? Quels sont les principes directeurs que vous partagerez avec l'interprète avant la réunion pour garantir une réunion réussie ? Quelles difficultés pourriez-vous rencontrer en travaillant avec un interprète ou un assistant linguistique ?*

Au cours de la réunion, la première interaction n'a pas été encourageante. Le chef de la police nationale a déclaré qu'il ne voyait aucune valeur ajoutée à ce qu'un conseiller de l'ONU lui dise ce qu'il a à faire et ou ne pas faire. De plus, il a ajouté qu'il aurait aimé avoir un officier plus gradé, en provenance de la région et non arrivant d'un autre continent qui ne comprend pas la dynamique globale actuelle au Carana et de Galasi en particulier.

Q : Quelle serait votre réaction face à une telle attitude ? Comment allez-vous faire face à cette situation ?

Grâce à vos compétences, à l'expérience acquise dans des contextes similaires et à la valeur ajoutée que vous pouvez apporter en invitant les principaux donateurs à financer certains projets à Galasi, ainsi qu'au soutien technique que vous pouvez fournir pour promouvoir et développer le niveau des services de police dans la région, vous réussissez à convaincre le chef de la police nationale de vous accepter en tant que conseiller.

Au bout d'un certain temps, vous vous rendez compte que le chef de la police nationale ne prend pas vos conseils au sérieux et qu'il continue d'agir de la même manière. Il y a encore beaucoup de violations des droits de l'homme à l'égard de la communauté, en particulier à l'égard des minorités et des femmes.

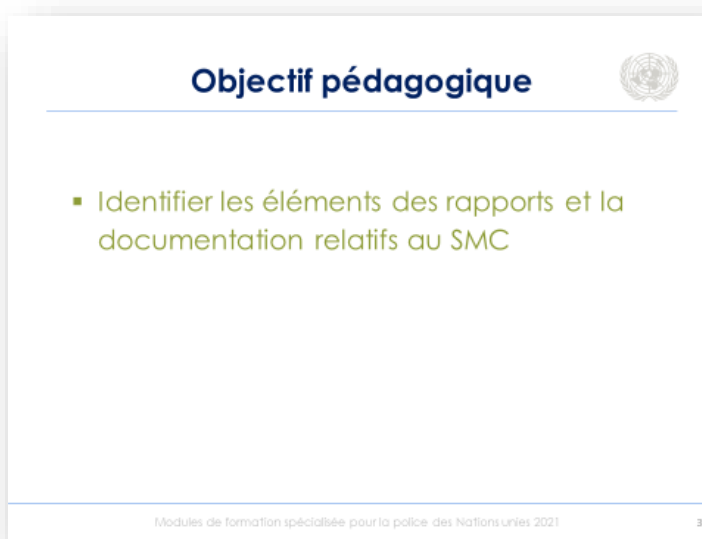
Q : Allez-vous vous confronter à votre partenaire en lui posant des questions et en lui demandant des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles il ne tient pas compte de vos conseils ? Si oui, comment allez-vous procéder et dans quel contexte ? Sinon, que pouvez-vous faire d'autre à cet égard ?

Alors que les choses s'améliorent au travail, notamment dans le cadre des projets de police orientée vers la communauté, la mission des Nations unies au Carana connaît un événement préjudiciable. Les médias locaux ont rapporté que dans un autre district, un casque bleu a eu une relation sexuelle avec une interprète locale. Dans l'interview, la jeune femme affirme être enceinte et accuse le soldat et la direction de la mission de l'ONU de ne pas prendre leurs responsabilités. Apparemment, le PCT (pays contributeur en troupes) a procédé au rapatriement du soldat et attend les résultats du test de paternité, mais cela n'a pas été mentionné dans le journal. Cette nouvelle est le sujet du jour lorsque vous arrivez dans le bureau de votre partenaire, et vous sentez une certaine ambiance pesante à votre arrivée. Les policiers et l'interprète commencent à vous poser des questions et reprochent à l'ONU de protéger ce soldat et de ne pas prendre ses responsabilités.

Q : En quoi cette nouvelle pourrait-elle avoir un impact négatif sur votre travail et celui de la police de Galasi ? Comment allez-vous traiter avec la police nationale ? Et quelle serait la bonne approche vis-à-vis de votre interprète ? Le fait que vous soyez un homme ou une femme et que le chef de la police ou l'interprète soit une femme ou un homme ferait-il une différence ?

Rapports et documentation relatifs au SMC

Diapositives 33 et 34



Utilisez cette diapositive pour introduire la leçon sur les rapports et la documentation. Insistez sur l'importance de conserver et de laisser à son successeur des dossiers complets sur les activités liées au SMC.

À l'issue de la leçon, les participants seront en mesure d'illustrer les éléments des rapports et de la documentation relatifs au SMC.

Activité pédagogique : Documentation

Discussion de groupe Round Robin : Documentation en matière de SMC

INSTRUCTIONS :

Le Round Robin est une technique pédagogique permettant de générer et de développer des idées dans le cadre d'un brainstorming de groupe.

Les participants visitent deux tables/tableaux de conférence et approfondissent leurs connaissances en discutant des questions posées à chaque table.

- Préparez deux tableaux/tableaux de conférence avec les questions suivantes :
Tableau 1 : Pourquoi la documentation est-elle importante ?
Tableau 2 : Qu'est-ce qui doit être documenté dans le processus de SMC ?
- Divisez les apprenants en deux groupes et laissez-les se rendre à l'une des tables.
- Laissez les groupes discuter de leur question et notez leurs idées sur le tableau. Après 5 minutes, les groupes changent de table et discutent de la deuxième question, en ajoutant leurs idées à celles de l'autre groupe.
- Débriefing en plénière.

TEMPS : 10 minutes

RESSOURCES

- Deux tableaux/tableaux de conférence avec les questions relatives à la discussion à venir
- Marqueurs

Discussion de Groupe technique Round Robin : Documentation SMC



Instructions

- Discutez de la question qui vous a été assignée avec votre groupe
- Notez vos idées sur le tableau de conférence
- Après 5 minutes, passez à la question suivante, discutez et ajoutez vos idées sur le tableau de conférence
- Participez à la discussion plénière et débriefez

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

35



Animez une discussion sur l'importance d'une bonne documentation pour le SMC. Si cela n'a pas été mentionné, ajoutez les points ci-dessous :

Documentation

- Décrit la situation de départ
- Définit et décrit les étapes et le statut final
- Fournit une base pour l'évaluation :
 - Permet de comparer les objectifs et la situation actuelle
 - Identifie les progrès réalisés et les faiblesses
- Pour les partenaires, décrit le progrès et le développement
- Démontre la bonne utilisation du budget et des ressources
- Il est essentiel de préparer votre successeur à la passation des consignes
- Assure la continuité et la mémoire institutionnelle.

Conseils pratiques

- Sachez ce qu'il faut évaluer dès le début au lieu d'attendre la fin et de vous rendre compte que vous ne disposez pas des données nécessaires à l'évaluation.
- Les données doivent être qualitatives et quantitatives. Par exemple, décrivez ce à quoi le mentorat/conseil a abouti. Au lieu de dire « j'ai rencontré mon mentoré trois fois par semaine », décrivez l'impact de ces rencontres.
- Même les données négatives doivent être communiquées.
- Les rapports font partie d'un vaste cadre de responsabilité. Veillez à identifier avec votre homologue, dès le départ, les données que vous collectez.
- Vos rapports font partie de la passation des consignes. Veillez à ce qu'ils soient compréhensibles et utiles à cette fin.

Documentation en matière de SMC

Diapositive 36



Message clé : Chaque mentor/conseiller quittant la mission doit, en plus du rapport de fin de mission, préparer un rapport bien structuré à l'intention du coordinateur en charge du mentorat et du conseil, ainsi que des notes de passation de consignes détaillées à l'intention de son successeur.


Outre le rapport obligatoire de fin de mission, les mentors et les conseillers doivent préparer et laisser un rapport bien structuré au coordinateur en charge du mentorat et du conseil, ainsi que des notes de passation de consignes détaillées pour leur successeur.

Cette documentation doit comprendre

- La version actuelle du plan stratégique de renforcement des capacités de la mission
- Versions actuelles de la liste de contrôle du suivi et identification des faiblesses en matière de compétences et d'aptitudes
- Copies de tous les rapports d'avancement sur le mentorat et le conseil fournis au coordinateur de la mission en charge du conseil et du mentorat
- Registres de bord des activités de mentorat et de conseil

Diapositive 38

Résumé des Messages Clés



Chaque mentor/conseiller quittant la mission, en plus du rapport de fin de mission, doit préparer un rapport bien structuré à l'intention du coordinateur en charge du mentorat et conseil, ainsi que des notes de passation de consignes détaillées pour son successeur.

Le manuel sur le SMC (2017) contient une liste de contrôle pour le suivi et l'établissement de rapports. Les composantes police sont tenues d'utiliser cette liste de contrôle pour le suivi des rapports sur les activités de renforcement des capacités et de développement de la police.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 38



Résumez ou demandez aux participants de résumer cette section de la leçon.

Résumé des messages clés

- Chaque mentor/conseiller quittant la mission doit, en plus du rapport de fin de mission, préparer un rapport bien structuré à l'intention du coordinateur du mentorat et du conseil, ainsi que des notes de passation de consignes à l'intention de son successeur.
- Le manuel relatif au SMC (2017) contient une liste de contrôle pour le suivi et l'établissement de rapports. Les composantes police sont tenues d'utiliser cette liste de contrôle pour le suivi des rapports sur les activités de renforcement des capacités et de développement de la police.

Suivi, mentorat et conseil de la police des Nations unies - Synthèse de la leçon

L'objectif de cette leçon était de fournir aux participants une compréhension claire des concepts et des stratégies élémentaires de suivi, de mentorat et de conseil de la police des Nations unies (SMC) afin de mieux soutenir le personnel et les services chargés de l'application des lois dans un environnement d'après-conflit.

Le suivi, le mentorat et le conseil sont des méthodes essentielles pour le renforcement des capacités et le processus plus large de développement de la police. Ils sont fondamentaux pour la capacité de la police des Nations unies à ancrer le développement de la police dans une véritable appropriation nationale.

Rappelez aux participants les **messages clés** suivants :

- Le rôle de la police des Nations unies dans le maintien de la paix a évolué et l'accent a été mis sur le contrôle des performances plutôt que sur le contrôle/observation et l'établissement de rapports traditionnels.
- Pour être un observateur, un mentor et un conseiller efficace, la police des NU doit lire les documents d'orientation, le manuel relatif au SMC et le mandat de la mission.
- Les mentors et les conseillers de la police des Nations unies doivent intégrer les questions transversales dans leur travail et les aborder avec leurs partenaires du pays hôte.
- Les activités liées au SMC doivent toujours être mises en œuvre dans le respect des valeurs fondamentales et des compétences essentielles des Nations unies, ainsi que dans le respect de l'appropriation totale par les autorités de l'État hôte.
- Le succès du SMC repose sur la connaissance de l'environnement de la mission, l'établissement d'une relation de confiance entre le mentor/conseiller et son/ses partenaire(s) et le fait de posséder des compétences en matière de SMC appropriées, telles que les compétences en communication et en planification.
- Le SMC comporte quatre étapes : Identification des besoins, accord sur les objectifs, plan d'action et mise en œuvre, évaluation et ajustement.
- Le SMC dans le contexte d'une opération de paix des Nations unies pose un certain nombre de problèmes au mentor/conseiller, tels que le manque de motivation et la résistance du partenaire, les différences culturelles et les problèmes de communication.
- Pour devenir un mentor ou un conseiller efficace, la police des NU doit posséder ou développer les compétences nécessaires pour surmonter ces difficultés.
- Toute l'assistance de la police des Nations unies doit viser à aider l'État hôte à parvenir à un régime de police, où chaque service de police ou autre service

chargé de l'application des lois devrait être représentatif des communautés qu'il sert, répondre à leurs besoins et être responsable devant elles.

- Chaque mentor/conseiller quittant la mission doit, en plus du rapport de fin de mission, préparer un rapport bien structuré à l'intention du coordinateur en charge du mentorat et du conseil, ainsi que des notes de passation de consignes détaillées à l'intention de son successeur.

Documents de référence

- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement (2015.08)
- Manuel du DOMP/DAM relatif au suivi, mentorat et conseil de la police dans les opérations de paix 2017

Mots clés

Mots ou phrases clés pour cette leçon :

| Mot ou phrase clé | Définition/définition pratique |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Conseils | Le conseil est un processus de collaboration avec la police du pays hôte et d'autres services chargés de l'application des lois afin de trouver des solutions à leurs problèmes et d'améliorer leurs performances. |
| Mentorat | Le mentorat est un processus d'accompagnement/de jumelage entre un policier de l'État hôte et un mentor de la police des NU en vue d'observer l'application de nouvelles connaissances et compétences par le policier du pays hôte et de l'aider à accomplir des tâches, de promouvoir le développement professionnel et, globalement, d'améliorer l'efficacité du service de police du pays hôte ou des autres services chargés de l'application des lois. |
| Suivi | Le suivi est l'observation régulière d'une activité ou d'un domaine lié à des tâches mandatées ou implicites dans le cadre d'une opération de paix des Nations unies, et l'établissement de rapports sur cette activité ou ce domaine. |
| SMART | <p>Acronyme souvent utilisé lors de la création d'éléments de planification de programmes et de sous-programmes. Il signifie spécifique, mesurable, atteignable/réalisable, réaliste/pertinent et limité dans le temps.</p> <p>(S) Spécifique : Éléments de planification liés au mandat.</p> <p>(M) Mesurable : Éléments de planification quantifiables qui sont facilement contrôlés et évalués pour le succès et l'avancement du programme/sous-programme, ce qui permet de rendre compte plus facilement des progrès aux parties prenantes.</p> <p>(A) Atteignable/Réalisable : Indiqué par les éléments de planification qui peuvent se produire au cours de la période concernée.</p> <p>(R) Réaliste/pertinent : Il est recommandé d'être ambitieux dans la définition des buts et objectifs des programmes/sous-programmes ; toutefois, les responsables doivent veiller à ce que les éléments de planification restent réalistes. Ils doivent également</p> |

| | |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>veiller à ce que les éléments de planification s'inscrivent dans le cadre des tâches qui leur sont confiées.</p> <p>(T) Limité dans le temps : Les dirigeants/leaders doivent s'assurer que les objectifs qu'ils ont créés sont réalisables dans les délais impartis.</p> |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



Protection des civils par la police des Nations

Aperçu de la leçon

Objectif

Présenter le rôle de la police des Nations unies dans la protection des civils (PDC, POC en anglais), tel que souligné dans les lignes directrices sur la PDC.

Pertinence

- La RCS 2185 (2014) a souligné le rôle central de la protection des civils dans les activités qui incombent à la Police des Nations unies ;
- La protection est une tâche centrale de la police dans les contextes nationaux, mais les circonstances sont différentes dans le contexte des opérations de paix de l'ONU ;
- Pour être efficace, la PDC doit faire l'objet d'une planification civile, policière et militaire ciblée et conjointe pour toutes les actions de la PDC dans le cadre de la stratégie de la PDC ;
- Les lignes directrices sur la protection des civils sont conçues pour aider la police des Nations unies à mettre en œuvre efficacement les mandats de protection des civils dans le cadre des opérations de paix. Il s'agit d'un élément essentiel de l'approche globale, à l'échelle de la mission, de la protection des civils et de l'approche plus générale du système des Nations unies en matière de protection.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Expliquer le rôle de protection de la police des Nations unies dans le cadre de la PDC
- Identifier les activités de la police des NU dans trois niveaux (tiers) et dans chacune des quatre phases opérationnelles de la réponse
- Illustrer l'approche intégrée dans la PDC
- Expliquer le mécanisme de coopération dans les opérations liées à la PDC menées conjointement par les composantes civiles et militaires

Contenu de la leçon

- Mission et rôle de la POLNU dans la PDC
- L'approche à trois niveaux et le rôle de la POLNU
- Les quatre phases opérationnelles et la POLNU
- Coopération avec les autres composantes de la mission

| Plan de la leçon | |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|
| Mission et rôle de la police des NU dans le cadre de la PDC | Diapositives 5-11 |
| Approche à trois niveaux | Diapositives 12-19 |
| Quatre phases opérationnelles | Diapositives 20-21 |
| Activité d'apprentissage 9.1 | Diapositives 22-26 |
| Coopération avec les autres composantes de la mission | Diapositives 27-32 |
| Activité d'apprentissage 9.2 | Diapositive 33 |

La leçon

Durée : 2 heures

35 minutes : activités d'apprentissage

85 minutes : présentation interactive



Commencer la leçon

Il est recommandé que le formateur soit familiarisé avec la politique du DOP sur « La protection des civils dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies » (Réf. 2019.17) et les lignes directrices sur « Le rôle de la Police des Nations unies dans la protection des civils » (Réf.2017.12) et les lignes directrices du Cadre d'orientation stratégique (COS/SGF).

Le formateur/facilitateur doit garder à l'esprit que la PDC est une tâche obligatoire pour chaque service de police/policier dans son pays respectif et souligner les différences entre la PDC dans les opérations de maintien de la paix et les environnements domestiques.

Pour un début de leçon interactif, le facilitateur peut envisager d'impliquer les participants en leur posant les questions suivantes :

- Demandez aux apprenants s'ils ont déjà eu une expérience de PDC.
- Demandez aux apprenants qui a la responsabilité principale de protéger les civils dans le pays hôte et dans les opérations de maintien de la paix.
- Demandez aux participants d'expliquer pourquoi la protection des civils est essentielle pour les opérations de paix ayant un mandat de protection des civils.

Pour faciliter l'introduction du sujet, vous pouvez visionner la vidéo « Mandatés pour protéger – Protection des Civils dans les Opérations de paix du début » (du début 00 :03 à la minute 04:06). Cette partie du film fournit une bonne introduction sur la protection des civils. La vidéo est disponible sur le lien suivant : https://www.youtube.com/watch?v=y8y8_GaxC3I.


Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :

- Objectif
- Pertinence
- Objectifs pédagogiques
- Contenu de la leçon

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Diapositive 5

Directives de la « Police des Nations Unies pour la Protection des Civils »

| | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  Aider la POLNU à mettre en œuvre les mandats de PDC | 2  S'applique aux composantes police des opérations de paix des Nations Unies ayant un mandat de protection des civils | 3  Reflétées dans <ul style="list-style-type: none">• Les modules de formation pré-déploiement• La formation initiale (à l'arrivée) et continue (en cours de mission) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

5



Expliquez que cette leçon présente la politique 2019 du DOP en matière de protection des civils (la première politique sur la protection des civils a été publiée en 2015), qui représente l'élément central de l'orientation en matière de protection des civils dans le cadre du maintien de la paix de l'ONU. Pour traduire la politique aux niveaux tactique et opérationnel, le DOMP-DAM a également publié les lignes directrices de 2017 sur « Le rôle de la police des Nations unies dans la protection des civils », qui seront discutées plus en détail au cours de la présentation.

Ces lignes directrices doivent être lues conjointement avec la politique du DOP en matière de protection des civils, la politique de protection des enfants du Département des opérations de maintien de la paix, les lignes directrices du Département des opérations de maintien de la paix en matière de protection des civils à l'intention de la police des Nations unies et la politique du BHCDH/DOMP/DAP/DAM en matière de droits de l'homme dans les opérations de paix et les missions politiques des Nations unies. Ces politiques fournissent des orientations opérationnelles sur les rôles et les responsabilités des composantes civile, militaire et police des Nations unies dans la protection des civils contre les menaces de violences physique et sur l'intégration des droits de l'homme dans les activités des missions de maintien de la paix des Nations unies.

Les lignes directrices fournissent des orientations au niveau :

- Niveau stratégique (QGNU)
- Niveau opérationnel (QG de la mission)
- Niveau tactique (unités de police)


Ces lignes directrices sont importantes car elles décrivent la manière dont la police des Nations unies peut contribuer à la paix et à la sécurité dans le cadre des opérations de paix des Nations unies. Elles décrivent également où et comment une collaboration étroite avec les composantes civile et militaire est pertinente.

Les lignes directrices s'appliquent aux composantes police des opérations de paix des Nations unies ayant un mandat de protection des civils. Elles s'appliquent également aux autres membres du personnel de l'ONU déployés dans des missions sur le terrain. En outre, elles peuvent être utiles aux composantes police de toutes les opérations de paix pour les aider à renforcer leurs capacités en matière de prévention, de consolidation et de maintien de la paix.


Le contenu des lignes directrices devrait être inclus dans les cours de formation préalable au déploiement dispensés par les États membres et dans les cours de formation initiale (à l'arrivée en mission) et de formation continue (en cours de mission) dispensés par les missions.

Diapositive 6

Directives de la « Police des Nations Unies pour la Protection des Civils »



- Destinées à
 - CCP (HoPC) et équipe de direction de la mission (SMT)
 - Planificateurs du QG et de la mission
 - Tout le personnel de la POLNU
 - Experts civils

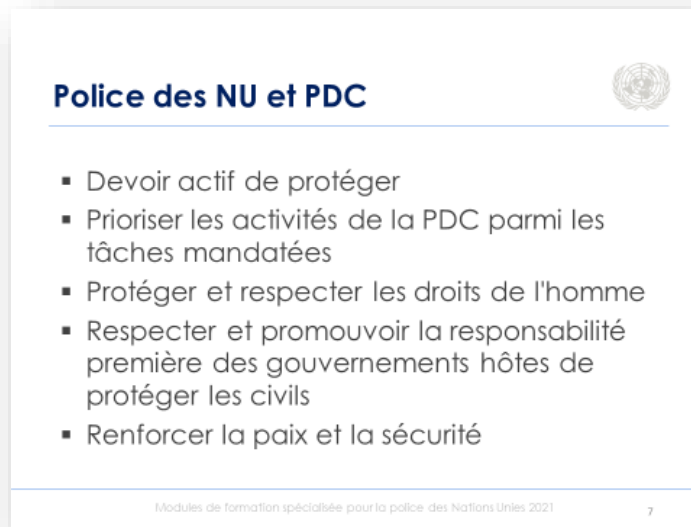


Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

6

Ces lignes directrices s'adressent aux planificateurs des missions et de la police du QG de la mission des Nations unies et à leur équipe de direction, y compris les chefs des composantes de police (CCP), tous les policiers individuels, les unités de police constituées ainsi que les experts civils. Elles se concentrent sur le rôle de la police des Nations unies, en particulier sur la protection physique des civils contre la violence sous toutes ses formes.

Diapositive 7



Message clé : La police des Nations unies a un devoir actif de protection. La police des Nations unies donne la priorité aux activités de PDC parmi les autres tâches qui lui sont confiées.

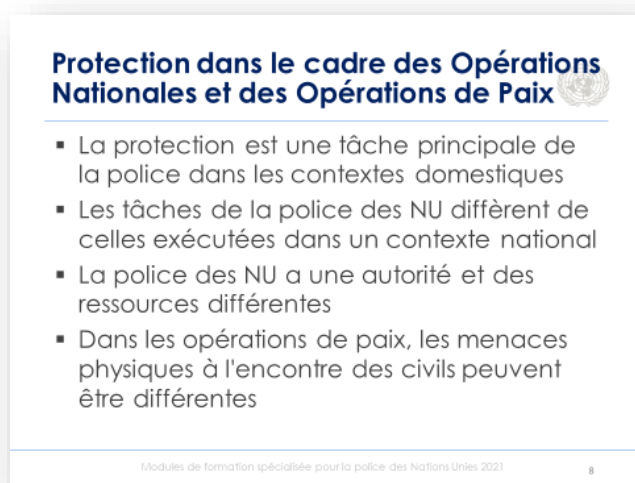
La police des Nations unies a un devoir actif de protection. Bien que l'État hôte soit responsable au premier chef de la protection des civils, dans les cas où le gouvernement n'a pas la capacité, ne veut pas ou ne réussit pas à le faire, la police des Nations unies dans les missions ayant un mandat de protection des civils a à la fois l'autorité et l'obligation d'agir de manière indépendante pour protéger les civils menacés de violences physiques, quelle que soit la source de la menace, y compris en recourant à la force.

La police des Nations unies donne la priorité aux activités de PDC parmi les tâches qui lui sont confiées. La police des Nations unies dispose de ressources limitées et ne peut ni répondre à toutes les situations, ni être présente dans tous les lieux où les civils sont confrontés à la menace de violences. Néanmoins, la priorité doit être donnée à la protection des civils dans les décisions concernant l'allocation des ressources disponibles parmi les autres tâches mandatées.

La police des Nations unies respecte et promeut la responsabilité première des gouvernements hôtes en matière de protection des civils. La police des NU doit soutenir les efforts de protection de ses interlocuteurs au sein de la police du pays hôte, dans le respect total de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (PDVDH/HRDDP). La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme a été examinée plus en détail dans la leçon 4 des MFS (STM).

En soutenant la police de l'État hôte, la police des Nations unies doit **adhérer à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme des Nations unies** et respecter les mesures à prendre par toutes les entités des Nations unies lorsqu'elles apportent un appui à des forces de sécurité non onusiennes. La mission de la police des Nations unies est de **renforcer la paix et la sécurité internationales en aidant les États membres en situation de conflit, d'après-conflit et d'autres situations de crise** à mettre en place des services de police efficaces, efficients, représentatifs, répondant aux besoins de la population et responsables devant elle.

Diapositive 8



Protection dans le cadre des Opérations Nationales et des Opérations de Paix

- La protection est une tâche principale de la police dans les contextes domestiques
- Les tâches de la police des NU diffèrent de celles exécutées dans un contexte national
- La police des NU a une autorité et des ressources différentes
- Dans les opérations de paix, les menaces physiques à l'encontre des civils peuvent être différentes

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

Si la protection est une tâche essentielle de toute police nationale, la police des Nations unies dispose d'une autorité et de ressources différentes dans le cadre d'une opération de paix et peut être confrontée à des menaces physiques différentes pour les civils. Dans le contexte d'une mission, les opérations de PDC exigent que la composante police intègre ses activités dans la stratégie globale de PDC de la mission. Les stratégies de PDC de la mission sont essentielles pour une mise en œuvre efficace du mandat de PDC et précisent les rôles et les interactions entre les composantes civile, militaire et police.

Diapositive 9

Activités Clés de la Police des Nations Unies dans le cadre de la PDC

- Soutenir la police du pays hôte
- Mettre en œuvre la police orientée vers la communauté
- Etablir des mécanismes d'alerte précoce/rapide
- Favoriser l'ordre et la sécurité publique



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

9


Le rôle de la police des Nations unies consiste notamment à conseiller et à soutenir la police du pays hôte, en mettant l'accent sur la prévention. La police des NU a également un rôle essentiel à jouer dans le renforcement des capacités et de la volonté de la police du pays hôte et des autres services chargés de l'application des lois de protéger les civils.

Réf. Lignes directrices « Le rôle de la Police des Nations unies dans la protection des civils » (Réf.2017.12) paragraphe 13.

La police des Nations unies adopte une approche de police orientée vers la communauté. Comme le souligne la politique relative à la PDC 2019 du DOP, un engagement positif avec la population locale est essentiel pour les missions de maintien de la paix et pour une protection efficace. Cet engagement doit être aligné sur une stratégie d'engagement communautaire à l'échelle de la mission et sur d'autres directives émises par le quartier général de la mission. La police des Nations unies dispose ainsi d'un avantage comparatif par rapport à la composante militaire en matière d'engagement communautaire.

Les actions visant à protéger les civils doivent être planifiées en consultation avec la composante militaire, les composantes civiles concernées et les communautés locales, en vue de responsabiliser les communautés et de soutenir les mécanismes de protection déjà établis. Toutefois, cette interaction doit se dérouler dans la sécurité et le respect, en tenant compte de la capacité des femmes, des hommes, des filles et des garçons à partager leurs préoccupations quant aux menaces de leur propre protection et à contribuer à l'identification des réponses à ces menaces. L'engagement communautaire ne doit pas exposer les personnes à des risques ou leur causer du tort, en particulier celles qui sont le plus exposées, notamment les plus vulnérables, les défenseurs des droits de l'homme et/ou les militants de la société civile.

Diapositive 10

Chef de la Composante Police des NU 

- A la responsabilité du commandement
- Contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de PDC
- Élabore et émet les plans opérationnels (OPLAN) et directives
- Assure une compréhension commune de la Directive sur l'Usage de la Force (DUF)
- S'assure que la formation soit dispensée

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 10

Les chefs des composantes police (CCP) ont une responsabilité de commandement. Le CCP a l'obligation de s'assurer que l'ensemble du personnel sous son commandement a une compréhension commune des actions qui peuvent et ne peuvent pas être prises pour protéger les civils sous la menace de violences physiques.

Les responsables hiérarchiques de la police des Nations unies à tous les niveaux et leurs subordonnés sont rigoureusement responsables du respect des normes de comportement et du code de conduite des Nations unies, y compris, mais pas seulement, les dispositions relatives à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et la politique de tolérance zéro.

Le CCP a l'obligation d'exercer l'entière responsabilité du commandement de la composante police des Nations unies, de prendre toutes les mesures nécessaires et d'utiliser tous les moyens nécessaires, y compris en émettant les plans opérationnels nécessaires (OPLAN) et les directives mettant en place toutes les actions nécessaires et autorisées, jusqu'au - et y compris - recours à la force, afin de remplir le mandat de PDC conformément au mandat de la mission, à la directive sur l'usage de la force (DUF) et au droit international des droits de l'homme (DIDH).

Le CCP est chargé de veiller à ce que la stratégie de protection des civils propre à la mission, qui doit comprendre une évaluation de la vulnérabilité et des plans de contingence (d'urgence), intègre pleinement la police des Nations unies et reflète son interaction avec les composantes civile et militaire dans la mise en œuvre d'une

approche commune et convenue pour faire face aux menaces et aux vulnérabilités auxquelles sont confrontés les civils, y compris la prévention (lorsqu'aucune menace spécifique de protection des civils n'a été identifiée), l'anticipation (lorsque des risques accrus de protection des civils sont détectés) et la mobilisation de capacités d'intervention rapide.

Diapositive 11



Les PI sont parmi les principaux interlocuteurs de la police du pays hôte, tandis que les UPCs, en tant qu'unités organiques, contribuent à la protection des civils en apportant une réponse collective aux menaces à l'ordre public ou contre les civils.

Les rôles des différents éléments de la police des Nations unies diffèrent comme suit :

Les PI et les professionnels civils de la police sont souvent les principaux interlocuteurs de la police du pays hôte et ont donc une présence et construit un réseau parmi les policiers du pays hôte et les communautés locales. Dans la plupart des missions actuelles de l'ONU, ils ne sont pas armés. Leur rôle dans les opérations de maintien de la paix consiste à recueillir et à analyser les informations relatives à la sûreté et à la sécurité afin de contribuer aux mécanismes d'alerte précoce à l'échelle de la mission ; à établir des liens entre la police du pays hôte et la population ; à renforcer et à développer les capacités de la police afin d'établir un environnement protecteur ; et à conseiller la police du pays hôte dans les phases d'anticipation et d'intervention.

Les UPCs sont plus susceptibles d'être en première ligne de la protection (y compris de la dissuasion), elles sont armées et peuvent apporter une réponse plus robuste et

collective aux menaces contre les civils. Elles constituent une capacité essentielle et solide pour effectuer ou soutenir les activités de PDC dans des conditions austères ou à haut risque. En outre, les UPCs sont armées et peuvent effectuer des patrouilles à haute visibilité et assurer la protection des patrouilles non armées ou des escortes de convois.

Les équipes spécialisées sont composées d'experts d'un (ou d'un nombre limité d') État(s) membre(s), **possédant des compétences particulières dans des domaines tels que les enquêtes, la grande criminalité et la criminalité organisée, les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) ou la police orientée vers la communauté.** Elles peuvent soutenir le renforcement des capacités de la police, fournir un appui opérationnel à la police du pays hôte, effectuer des patrouilles dissuasives et/ou répondre de manière indépendante à des menaces physiques de nature non militaire contre des civils en recourant à la force.

D'autres unités constituées peuvent être déployées, dotées d'une expertise et de capacités spécialisées diverses, qui peuvent inclure, sans s'y limiter, les unités cynophiles, la protection rapprochée, l'analyse criminelle, la police technique et scientifique, les enquêtes, le maintien de l'ordre public, les unités d'intervention spécialisées (type SWAT), les unités de garde et la police fluviale, conformément aux tâches qui leur ont été confiées.

Diapositive 12



Les opérations de paix des NU mettent en œuvre les activités de PDC par le biais d'une approche à trois niveaux : Niveau I – protection par le dialogue et l'engagement ; Niveau II – fourniture d'une protection physique ; et Niveau III – création d'un environnement protecteur.

Il n'y a pas de hiérarchie ou de séquençement établi(e) entre les niveaux. La police des Nations unies devrait contribuer de manière significative aux trois niveaux.

Niveau I : La police des Nations unies peut participer à l'échange d'informations et d'analyses en appui des processus politiques. La composante police doit soutenir et s'engager au niveau politique, en particulier sur les questions de sécurité publique et de police. Le CCP doit entretenir des relations avec les hauts responsables de la police du pays hôte et des ministères concernés, et avoir accès à ces personnes, ce qui lui permet de soutenir l'action politique de la mission.

Niveau II : La fourniture d'une protection physique englobe les activités des composantes police et militaire en montrant ou faisant usage de la force pour prévenir, dissuader, anticiper et répondre à des situations dans lesquelles des civils sont menacés de violences physiques. Les composantes police, en particulier les UPCs, ont un rôle important à jouer dans la prévention, la dissuasion et la réponse aux menaces de violences à l'encontre des populations civiles dans le cadre du niveau II. Les activités de la police des Nations unies visant à assurer une protection physique sont principalement menées par les UPCs, qui apportent une réponse collective aux menaces à l'ordre public ou aux violences contre les civils.

Niveau III : Le rôle le plus important de la police des Nations unies dans la création d'un environnement protecteur est de renforcer les capacités et la volonté de la police du pays hôte et des autres services chargés de l'application des lois de protéger les civils. Toutes les tâches que la police des Nations unies est chargée d'entreprendre dans le cadre de ses efforts pour réformer, restructurer et reconstruire la police du pays hôte et les autres services chargés de l'application des lois, y compris (le cas échéant) la vérification des antécédents (vetting), la formation, le mentorat et le conseil, ainsi que le renforcement des mécanismes de contrôle et des responsabilités, visent également, de manière inhérente, à établir un environnement protecteur à long terme.

Diapositive 13



La protection par le dialogue et l'engagement comprend le dialogue avec un mis en cause ou un mis en cause potentiel, la résolution de conflits et la médiation entre les parties à un conflit, la persuasion du gouvernement et d'autres acteurs concernés d'intervenir pour protéger les civils ou de s'abstenir de commettre des violations, l'information du public et les rapports sur la protection des civils, ainsi que d'autres initiatives visant à protéger les civils par le dialogue et/ou l'engagement direct.

La police des Nations unies peut participer à l'échange d'informations et d'analyses à l'appui des processus politiques. La composante police doit soutenir et s'engager au niveau politique, en particulier sur les questions de sécurité publique et de police. Le CCP doit entretenir des relations avec les hauts responsables de la police du pays hôte et des ministères concernés, et avoir accès à ces personnes, ce qui lui permet de soutenir l'action politique de la mission. La police des Nations unies a souvent accès aux

communautés locales, ce qui lui permet d'assurer une large présence de la mission. Ces atouts peuvent être mis à profit par les composantes police pour : (a) interagir avec les services de police et d'application des lois du pays hôte à tous les niveaux afin de plaider en faveur de mesures de protection appropriées ; (b) recueillir, enregistrer et partager des informations avec d'autres acteurs de la mission, par exemple sur les violations des droits de l'homme ; (c) soutenir les efforts de la mission en faveur de la résolution des conflits locaux (qui seront probablement menés par les affaires civiles) ; et (d) mener des actions de sensibilisation auprès des communautés à risque.

Diapositive 14

Tiers II -
Fourniture d'une Protection Physique



Activités impliquant de montrer ou utiliser la force pour prévenir, dissuader, anticiper et répondre

Les unités de police constituées jouent un rôle essentiel

Le rôle des UPC dans la PDC doit être reflété dans le ConOps et l'OPLAN (plan d'opération) de la police

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

14

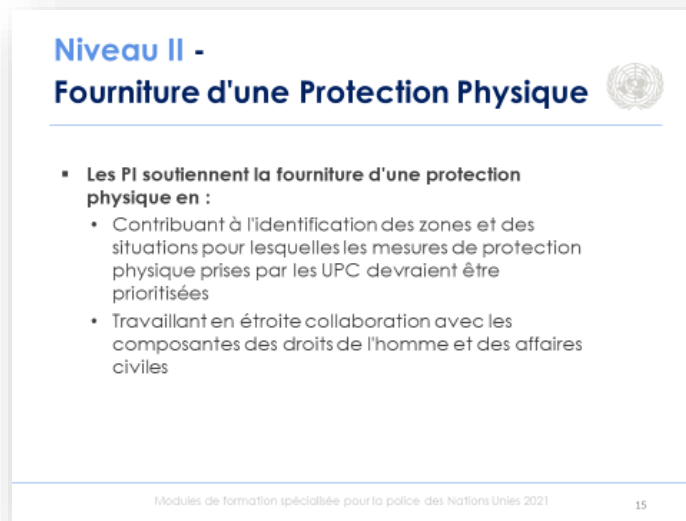
Les composantes police, en particulier les UPCs, ont un rôle important à jouer dans la prévention, la dissuasion et la réponse aux menaces de violences à l'encontre des populations civiles dans le niveau II.

La protection physique englobe les activités des composantes police qui nécessitent de montrer ou user de la force pour prévenir, dissuader, anticiper et répondre à des situations dans lesquelles des civils sont menacés de violences physiques.

Les activités de protection physique de la police des Nations unies sont principalement menées par les UPCs, qui apportent une réponse collective aux menaces à l'ordre public ou aux violences contre les civils. Les UPCs sont armées et peuvent effectuer des patrouilles préventives à haute visibilité et assurer la protection de patrouilles non armées ou d'escortes de convois. Lorsque des UPCs sont déployées, leur rôle de PDC doit être pris en compte dès le départ, idéalement par la mission d'évaluation technique (TAM,


Technical Assessment Mission en anglais) initiale, et certainement lors de l'élaboration du concept de la mission, du ConOps de la police et de la stratégie de PDC de la mission. Les UPCs doivent se voir attribuer des tâches en fonction de leur valeur ajoutée particulière, à savoir leur capacité à agir en tant qu'unité organique (constituée), leur armement et équipements spéciaux, et leur spécialisation dans le maintien de l'ordre public. Les PI jouent également un rôle selon les scénarios décrits ci-dessus dans la section sur l'usage de la force.

Diapositive 15




Les PI peuvent soutenir la fourniture d'une protection physique en travaillant en étroite collaboration avec les composantes « droits de l'homme, affaires civiles, conseillers en PDC et autres entités de la mission » à l'identification des zones et des situations pour lesquelles les mesures de protection physique prises par les UPCs ou la composante militaire devraient être prioritaires.

Diapositives 16 et 17

Niveau II
Exemples d'Activités de la POLNU visant à Assurer la Protection Physique (PI) 

- Observer, rassembler et partager les informations
- Effectuer des évaluations des risques et des menaces en tenant compte des vulnérabilités des civils
- Patrouiller
- Assurer une présence dans les camps de réfugiés et/ou de personnes déplacées en interne
- Veiller au respect des droits de l'homme
- Maintenir une position robuste et/ou une présence visible dans les zones de menace potentielle

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 16

Niveau II
Exemples d'Activités de la POLNU visant à Assurer la Protection Physique (UPC) 

- Se déployer de manière proactive dans les lieux stratégiques pour dissuader les attaques contre les civils
- Tenir des positions de protection défensives autour des établissements civils
- Prévenir, anticiper et répondre aux menaces physiques
- Appréhender et détenir comme prévu dans le mandat et la DUF

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 17

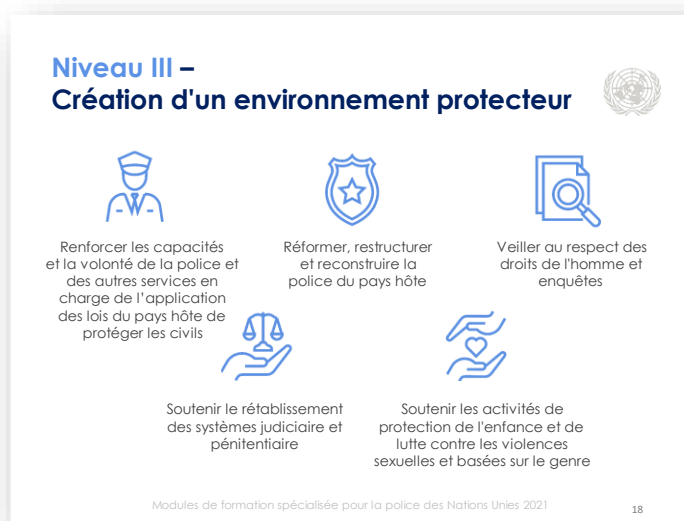
Voici quelques exemples d'**activités de PI visant à assurer une protection physique** :

- Contrôler, rassembler et partager des informations
- Évaluer les risques et les menaces en tenant compte des vulnérabilités des civils
- Patrouilles
- Assurer une présence dans les camps de réfugiés et/ou de personnes déplacées en interne
- Contrôler le respect des droits de l'homme
- Maintenir un dispositif solide et/ou une présence visible dans les zones de menace potentielle

Voici quelques **exemples d'activités des UPCs visant à assurer la protection physique** :

- Se déployer de manière proactive dans des lieux stratégiques pour dissuader les attaques contre les civils
- Tenir des positions défensives de protection autour des zones d'habitation civiles
- Prévenir, anticiper et répondre aux menaces physiques
- Appréhender et détenir une personne comme prévu dans le mandat et la DUF

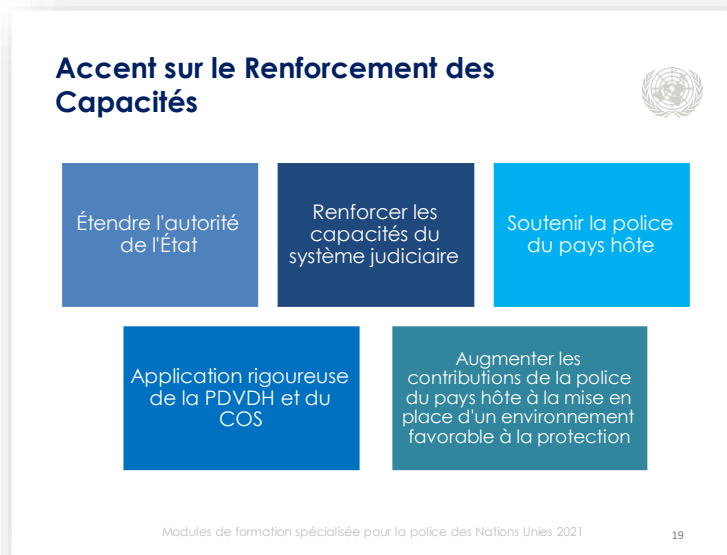
Diapositive 18



La création d'un environnement protecteur fait référence aux activités entreprises pour créer un environnement protecteur pour les civils, y compris la bonne gouvernance, l'adhésion à l'État de droit et les autorités qui promeuvent, protègent et respectent les droits de l'homme.

Le rôle le plus important de la police des Nations unies dans la création d'un environnement protecteur est peut-être de renforcer les capacités et la volonté de la police du pays hôte et des autres services chargés de l'application des lois de protéger les civils. Toutes les tâches que la police des Nations unies est chargée d'entreprendre dans le cadre de ses efforts pour réformer, restructurer et reconstruire la police du pays hôte et les autres services chargés de l'application des lois, y compris (le cas échéant) la vérification des antécédents (vetting), la formation, le mentorat et le conseil, ainsi que le renforcement des mécanismes de contrôle et des responsabilités, visent également, de manière inhérente, à établir un environnement protecteur sur le long terme. La plupart de ces activités sont entreprises parallèlement ou en coordination avec les programmes de l'équipe pays des Nations unies (UNCT) ou de l'équipe humanitaire de pays.

Diapositive 19



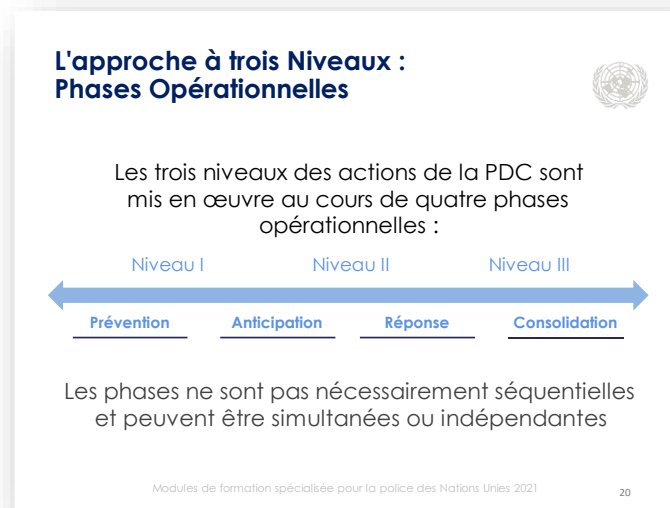
Message clé : Le renforcement des capacités de la police des Nations unies devrait accroître les contributions de la police du pays hôte à la création d'un environnement protecteur.

Lors la mise en œuvre des mandats de renforcement des capacités, l'accent est mis sur :

- Expansion de l'autorité de l'État
- Renforcement des capacités de la chaîne pénale
- Soutien à la police du pays hôte
- Application rigoureuse de la PDVDH et du COS (SGF)
- Contribution croissante de la police du pays hôte à la création d'un environnement protecteur

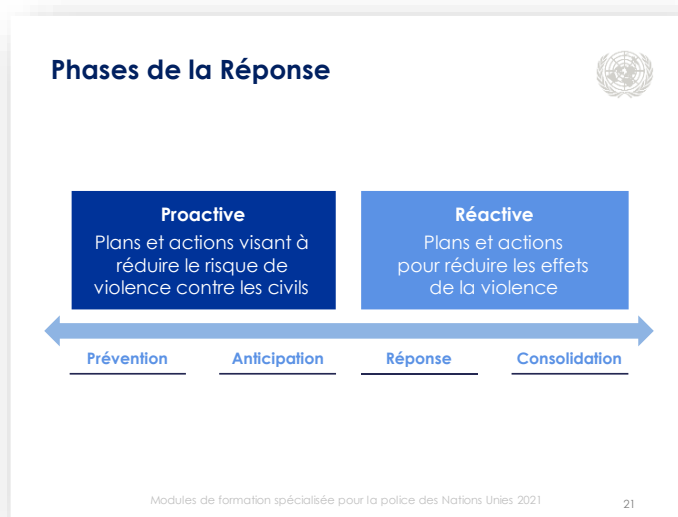
La police des NU appliquera de manière cohérente les mesures prévues dans le cadre de la PDVDH et de l'application du COS.

Diapositive 20



Les trois niveaux des actions de la PDC sont mis en œuvre au cours de quatre phases opérationnelles : (1) phase de prévention, (2) phase d'anticipation, (3) phase de réponse (réaction) et (4) phase de consolidation en vue d'éliminer une menace ou d'atténuer les risques pour les civils associés à la menace.

Diapositive 21



Bien que ces phases ne soient pas nécessairement séquentielles et qu'elles puissent être considérées comme simultanées ou indépendantes, il peut être utile d'envisager les différentes actions de la police des Nations unies à partir des trois niveaux des quatre phases de la réponse opérationnelle.

Activité d'apprentissage

9.1

Phases opérationnelles et tâches de la police des NU

INSTRUCTIONS :

- Demandez aux participants de travailler en sous-groupes.
- Demandez aux sous-groupes d'examiner les quatre phases opérationnelles et d'identifier les tâches potentielles de la police des NU pour chaque phase.
- Les sous-groupes peuvent s'inspirer de l'exemple de tableau figurant sur la diapositive pour organiser leur travail.
- Ensuite, demandez aux participants de répartir les tâches entre les UPCs, les PI et/ou d'autres éléments de la police des NU.
- Demandez aux sous-groupes de faire une brève présentation de leurs résultats en séance plénière.

TEMPS : 20 minutes

- Travail en sous-groupes : 12 minutes
- Discussion : 8 minutes



Complétez le débriefing de cette activité à l'aide des diapositives 23 à 26, en soulignant les points soulevés par les participants et en commentant ceux qui n'y figuraient pas.

RESSOURCES

- Instructions sur l'activité d'apprentissage.
- Tableaux de conférence et marqueurs.

Activité d'apprentissage 9.1



Instructions

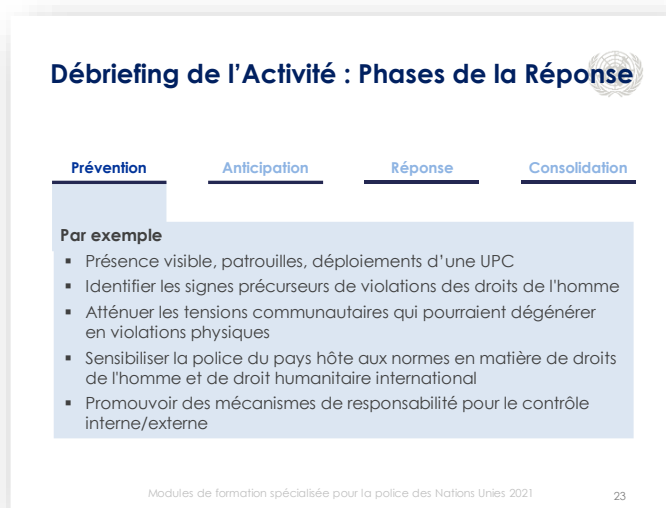
1. Examinez les quatre phases opérationnelles et identifiez les tâches de la POLNU pour chaque phase
2. Ensuite, attribuer les tâches aux UPC, aux PI et/ou aux autres éléments de la POLNU

| Phase de réponse | Tâches de la POLNU | Qui ? |
|------------------|--------------------|-------|
| Prévention | | |
| Anticipation | | |
| Réponse | | |
| Consolidation | | |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

22

Diapositive 23



Expliquez que les civils sont mieux protégés lorsque les menaces de violences à leur encontre font l'objet d'activités de prévention coordonnées de la part de toutes les composantes de la mission. Les mesures de la phase de prévention visent à rassurer la population locale quant à l'intention de la mission de la protéger et à résoudre les tensions potentielles avant qu'une menace ne se développe.

La prévention comprend les activités entreprises lorsqu'aucune menace spécifique n'a été identifiée (menace latente). La police des Nations unies peut apporter sa contribution en :

- Soutenant l'expansion de l'autorité de l'État dans le respect de l'État de droit par le suivi, le mentorat et le conseil. Cela devrait inclure l'identification et l'alerte précoce des violations des droits de l'homme et des efforts pour influencer positivement le changement systémique.
- Assurant une présence visible et rassurant la population sur l'intention de la mission, entamant un dialogue avec les communautés qui peut soutenir l'alerte précoce par les communautés, l'État hôte et les Nations unies.
- Atténuant les conflits communautaires susceptibles de dégénérer en violences physiques, par exemple en coopération avec les affaires civiles ou de justice qui travaillent avec des mécanismes de justice formels et/ou traditionnels.
- Veillant à ce que la police et les autres services chargés de l'application des lois du pays hôte soient sensibilisés aux normes nationales et internationales en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire et qu'ils aient reçu une formation adéquate dans ce domaine, avec des exemples pratiques basés sur des scénarios.
- S'il y a lieu, et en collaboration avec le service d'action contre les mines des NU, s'efforçant de faire en sorte que la police du pays hôte et les autres forces de sécurité soient sensibilisées et reçoivent une formation adéquate sur les lignes directrices

techniques internationales relatives aux munitions afin de garantir la gestion sûre et sécurisée des munitions et des armes.

- Soutenant le renforcement de la chaîne pénale, y compris les enquêtes menées par la police, ainsi que d'autres composantes « État de droit » de la mission gérant les aspects relatifs aux poursuites, au jugement et à la détention/à l'emprisonnement.
- Soutenant l'élaboration et le fonctionnement de mécanismes de responsabilisation pour le contrôle interne et externe, la transparence et la gestion des performances des services de police et chargés de l'application des lois du pays hôte.
- Tirant parti de la PDVDH pour faire progresser la réforme du secteur de la sécurité.

Diapositive 24



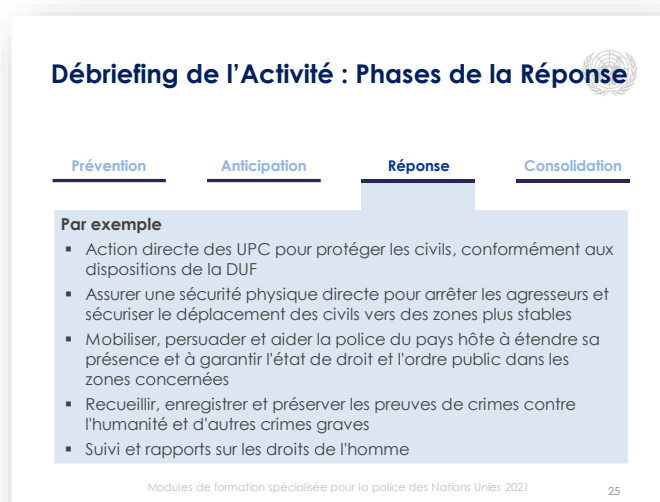
Expliquez que lorsque les activités préventives s'avèrent insuffisantes, ou lorsque des risques accrus sont détectés, des mesures plus actives, d'anticipation (également dites de préemption) peuvent s'avérer nécessaires.

Lorsque des menaces liées à la protection de l'environnement ont été identifiées, des mesures proactives doivent être prises pour atténuer ou éliminer les menaces avant que les violences ne se produisent, soit en dissuadant une ou plusieurs parties ou personnes de commettre des actes hostiles, soit en affectant leur capacité à le faire. La police des Nations unies devrait y contribuer par les moyens suivants :

- Plaider auprès des services de police et chargés de l'application des lois du pays hôte, les persuader, les conseiller et les soutenir afin qu'ils étendent leur présence et garantissent l'État de droit et l'ordre public dans les zones menacées. Il peut s'agir d'un soutien en matière de planification et de conseil et/ou d'un soutien opérationnel à la police du pays hôte.

- Effectuer des patrouilles, soit conjointement avec la police du pays hôte, soit de manière unilatérale (en solo). Dans ce dernier cas, il convient de s'efforcer d'organiser des patrouilles mixtes comprenant des personnels civils, militaires et de police si la sécurité le permet. Ces patrouilles devraient, dans la mesure du possible, interagir avec les communautés et être ciblées (en termes de lieu et de temps) sur la base des informations fournies par les partenaires, les communautés et les autres acteurs de la protection.
- Engagement proactif, plaidoyer et appui aux services de police ou chargés de l'application des lois du pays hôte dont des éléments ont perpétré des actes de violences à l'encontre de civils, par exemple, activités visant à soutenir la sensibilisation et la formation, la responsabilité pénale pour les violations, et le renforcement des mécanismes de contrôle, d'élaboration des rapports, de commandement/contrôle et de responsabilisation.
- Surveillance des droits de l'homme et élaboration de rapports.

Diapositive 25



Expliquez que lorsque la violence physique est matérialisée ou que les comportements violents sont déjà en cours, des mesures plus actives doivent être prises pour mettre fin aux violences physiques contre les civils et contraindre les agresseurs à cesser leurs hostilités. Une action directe des UPCs pour protéger les civils peut s'avérer nécessaire.

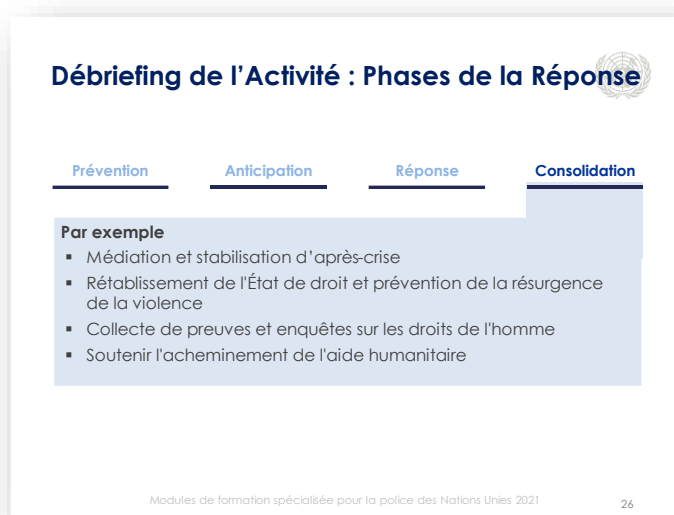
Dans certaines situations, une menace contre la PDC peut ne pas avoir été anticipée ou ne pas avoir pu être évitée en raison d'un manque de capacités appropriées telles que les communications, le renseignement et la mobilité. À ce stade, le comportement violent est déjà en cours et des mesures doivent être prises pour mettre fin aux violences physiques contre les civils et contraindre les agresseurs à cesser leurs hostilités.

Lorsque les violences physiques sont manifestes, l'objectif de la mission est d'arrêter les agresseurs par des moyens politiques, sécuritaires ou juridiques. La police des Nations unies peut :

- Entreprendre des efforts pour mobiliser, persuader et soutenir davantage la police du pays hôte afin qu'elle étende sa présence et garantisse les droits de l'homme, l'État de droit et l'ordre public dans les zones touchées.
- Fournir des conseils sur les priorités de déploiement sur la base de l'analyse de la mission.
- La police des Nations unies devrait disposer d'une forte capacité de plaidoyer, d'encadrement et de conseil à tous les niveaux.
- Agir directement par le biais des UPCs pour protéger les civils, conformément à la DUF.

- Lorsqu'il n'est pas possible d'arrêter les agresseurs, il faut assurer directement la sécurité physique des civils ou accompagner et sécuriser leurs déplacements vers des zones plus stables.
- **Lorsque mandatée**, recueillir, enregistrer et conserver les preuves de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, de génocide et d'autres crimes graves, y compris les violences sexuelles et les violations graves des droits de l'homme, en vue d'enquêtes pénales et de poursuites des auteurs présumés au niveau national ou international. La police des Nations unies devrait bénéficier d'un avantage comparatif certain dans ce domaine.

Diapositive 26



Expliquez que les activités de la phase de consolidation visent à stabiliser une situation d'après-crise. L'objectif est d'aider la population locale et les autorités du pays hôte à revenir à un état de normalité et de créer les conditions permettant d'éviter un retour à une situation de crise.

Les activités de consolidation sont généralement des réponses multidimensionnelles impliquant des activités politiques, humanitaires, militaires et policières. Pour cette raison, les Casques bleus doivent consulter les partenaires humanitaires afin de garantir la complémentarité des actions et le respect des principes humanitaires.

Les activités de cette phase sont généralement les suivantes :

- Stabilisation de l'environnement d'après-crise afin d'aider la population locale et les autorités de l'État hôte à normaliser la situation ;

- Offrir protection et réconfort aux civils et aux autorités locales ; soutenir la fourniture de soins médicaux immédiats, le cas échéant et en consultation avec les partenaires humanitaires ;
- **Le cas échéant**, recueillir des preuves de violations du droit international et informer les experts civils compétents pour mener des enquêtes sur les droits de l'homme et promouvoir l'obligation de rendre compte des violations ; évaluer les mesures correctives et préventives pour contribuer au processus de stabilisation ; rédiger des rapports détaillés pour assurer le suivi avec les autorités compétentes.

Après la fin des violences, la police des Nations unies, en collaboration avec d'autres composantes de la mission et l'équipe pays des Nations unies, soutiendra le retour à la stabilité et à la normalité, notamment par le biais d'activités visant à.. :

- Contribuer à créer les conditions propices au retour volontaire, sécurisé, digne et durable, ou à l'intégration locale ou à la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées en interne, notamment en coordination avec la police du pays hôte en ce qui concerne la sécurité ;
- Soutenir le rétablissement de l'État de droit et empêcher le retour de la violence, notamment en obligeant les auteurs de violations à rendre des comptes et en offrant des mesures de recours efficaces aux victimes, en coordination avec d'autres composantes travaillant sur les droits de l'homme et l'État de droit.

Diapositive 27



Message clé : Une coopération étroite avec les autres composantes de la mission et les autorités locales est essentielle.

Le rôle de la police des Nations unies en matière de protection de l'environnement varie en fonction du mandat spécifique du Conseil de sécurité, du contexte et de l'environnement de sécurité. Il est essentiel que la police des NU planifie ses activités de PDC sur la base d'une évaluation correcte de la menace.

L'évaluation devrait faire partie d'un processus d'évaluation des menaces à l'échelle de la mission intégrant toutes les informations disponibles. Une telle évaluation devrait conduire à l'élaboration d'un cadre opérationnel qui guide et facilite une collaboration étroite entre les composantes police et militaire.

Au niveau opérationnel, la police des NU devrait s'engager dans une planification conjointe civilo-militaro-policière pour toutes les activités de PDC.

La planification de la police des NU tiendra compte des éléments suivants : le niveau de capacité et de volonté de protection de la police du pays hôte et des autres services chargés de l'application des lois ; la localisation, le volume et l'affiliation des communautés vulnérables ; ainsi que la localisation, la capacité et l'intention des auteurs de troubles, des auteurs de troubles potentiels et des autres groupes armés, y compris ceux qui peuvent être impliqués dans la grande criminalité et la criminalité organisée. Les violences qui entraînent des menaces pour les civils peuvent prendre de nombreuses formes, notamment la forme de violences intercommunautaires, d'attaques contre des groupes minoritaires, de tensions liées au retour des réfugiés et des personnes

déplacées, des conflits entre groupes civils, milices armées et/ou forces de sécurité du pays hôte, ou encore des troubles à l'ordre public. Parfois, les affrontements armés entre les forces de sécurité du pays hôte et/ou les milices armées ou les conflits armés transfrontaliers peuvent déborder et menacer les civils. La police des NU peut être amenée à protéger les civils contre des menaces découlant de crimes graves, y compris contre la criminalité ayant des implications politiques, qui peuvent également déclencher une instabilité à grande échelle, ou des violences et des abus ciblés contre des groupes vulnérables, y compris des violences sexuelles liées au conflit (CRSV) et/ou des violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV). Enfin, les menaces peuvent découler de violations flagrantes des droits de l'homme – dans le pire des cas, commises par les forces de sécurité du pays hôte – et du climat d'impunité et d'anarchie qui en résulte.

Diapositive 28

Aperçu de la Coopération entre les composantes Police et Militaire



- Les opérations conjointes police/militaires devraient être une exception
- Des techniques, tactiques et procédures (TTP) différentes peuvent entraîner des difficultés pendant les opérations



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

28

En règle générale, le personnel, les unités et les modules d'unités d'une composante en uniforme ne sont pas placés sous le contrôle tactique d'une autre composante. Dans les cas où la police des Nations unies opère sous commandement militaire, elle ne peut en aucun cas exercer une autorité supérieure à celle déterminée dans la DUF.

Les composantes militaire et police sont les seules à assurer la protection physique dans le cadre d'une mission, et leur coopération est donc essentielle pour les actions de PDC du niveau II. Les forces militaires et de police de maintien de la paix mènent souvent des activités combinées ou conjointes lorsqu'il s'agit de prévenir, de dissuader ou d'anticiper les violences contre les civils, notamment des patrouilles conjointes (à haute visibilité), le recueil d'informations, le déploiement dans des lieux stratégiques, voire l'interpellation des auteurs d'actes de violences.

Il est impératif que la police des Nations unies conserve un profil distinct de celui des militaires afin de contribuer au maintien de l'autorité morale nécessaire à une police efficace.

La confusion des rôles de l'armée et de la police par la mission compromettra les bonnes pratiques que le chantier de renforcement des capacités de la police des Nations unies, ainsi que toute composante de RSS et/ou d'État de droit ou de justice, tente de mettre en œuvre avec les autorités de l'État hôte.

Il peut y avoir des conditions spécifiques dans lesquelles – avec l'approbation du RSSG – le personnel police et militaire peut servir dans le cadre d'une structure unifiée et centralisée commandée par un officier supérieur de la police des NU désigné par le CCP ou par un officier militaire désigné par le chef de la composante militaire (CCM).

Diapositive 29

Facteurs Clés pour des Opérations conjointes



Comprendre et respecter pour chaque composante :

- La mission
- Le rôle indépendant
- Les moyens et capacités

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

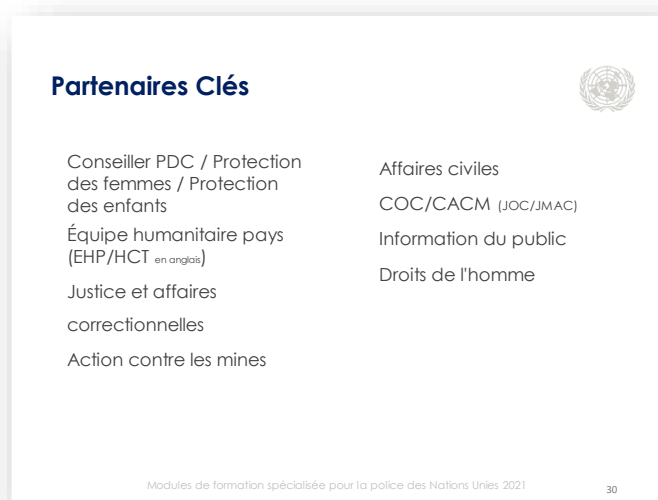
29

Dans le cas d'opérations conjointes avec la composante militaire, des secteurs d'opération tactiques respectifs doivent être établis. La réussite de la mise en œuvre des mandats de PDC repose sur une forte coordination et une approche globale de la part de toutes les composantes de la mission.

Chaque mission dotée d'un mandat de PDC devrait élaborer des lignes directrices opérationnelles conjointes spécifiques, des lignes de communication et de compte rendu détaillées, ainsi qu'une délimitation des responsabilités et des tâches.

Les modalités de coopération entre les militaires et la police sont décrites dans les grandes lignes dans la politique du DOP/DSO (2019) sur l'autorité, le commandement et le contrôle dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies et dans les lignes directrices du COS sur le commandement de la police, y compris des dispositions sur la primauté de chaque acteur dans différentes circonstances définies de manière générale.

Diapositive 30



La réussite de la mise en œuvre des mandats de PDC repose sur une forte coordination et une approche globale de la part de toutes les composantes de la mission. Les partenaires clés de la police des NU dans le cadre des opérations de maintien de la paix sont mis en évidence dans la diapositive.

Conseiller en matière de PDC : Son rôle est de fournir des conseils sur la mise en œuvre globale du mandat de la mission en matière de protection des civils, d'aider le leadership de la mission à veiller à ce que les préoccupations en matière de protection des civils soient dûment prises en compte et de diriger l'élaboration de la politique de la mission en matière de protection des civils. Il peut apporter des contributions à la composante police sur sa planification générale en matière de PDC (ConOps, OPLAN) ainsi que sur la planification de contingence ou les réponses spécifiques aux menaces physiques contre les civils, y compris dans les cas de déplacement forcé ou d'autres circonstances extrêmes. En outre, le conseiller en matière de protection des civils doit être en mesure de fournir des conseils sur la priorisation des efforts de renforcement des capacités susceptibles d'avoir le plus grand impact sur la protection des civils.

L'équipe humanitaire pays (HCT) : La mise en œuvre de la stratégie de la mission en matière de PDC nécessite une coordination étroite avec l'équipe humanitaire (qui comprend à la fois des organisations humanitaires des Nations unies et d'autres organisations) et le groupe de protection de l'équipe humanitaire pays en particulier, qui peut avoir une stratégie de protection complémentaire mais distincte. Le groupe de protection peut être une source de métadonnées concernant les zones qui pourraient bénéficier de patrouilles ciblées, ainsi que d'informations sur les principales préoccupations et tendances en matière de protection. En outre, la police des NU peut

contribuer à une protection centrée sur les « survivants », qui est assurée par des voies d'orientation multisectorielles entre les prestataires de services médicaux, psychosociaux et juridiques, entre autres, au sein du « sous-cluster sur les violences basées sur le genre » et du « sous-cluster sur la protection de l'enfance » du cluster protection.

Justice et système pénitentiaire : Étant donné qu'une justice pénale opérationnelle est essentielle à la protection à long terme des civils, une coopération étroite avec les composantes judiciaire et pénitentiaire est indispensable pour soutenir le développement des institutions de l'État hôte et de renforcer leur capacité à assurer une protection non discriminatoire et à assumer leur part de responsabilité. Les domaines spécifiques de coopération peuvent inclure des initiatives qui renforcent la coopération entre la police, les procureurs et les tribunaux afin d'améliorer la capacité nationale à enquêter, à poursuivre et à juger les crimes atroces.

Les activités de lutte contre les mines entreprises dans les missions et coordonnées par le service d'action antimines des Nations unies (UNMAS en anglais) soutiennent des stratégies plus larges de protection de l'environnement, notamment en créant un environnement protecteur (niveau 3) et en assurant une protection contre les violences physiques (niveau 2). L'action antimines comprend non seulement la détection, l'étude et le déminage des dangers explosifs, tels que les mines terrestres, les restes explosifs de guerre ou les engins explosifs improvisés, mais aussi des initiatives communautaires clés liées à la sensibilisation aux risques et au renforcement de la confiance dans les institutions nationales chargées de l'application des lois, en particulier en ce qui concerne la gestion des armes et des munitions.

Affaires civiles : Étant donné l'accent mis sur l'engagement communautaire et les approches de protection non armées, la police des NU devrait établir des relations étroites avec la composante des affaires civiles, qui peut donner des conseils sur le cadre stratégique et politique des opérations et la liaison avec les communautés, contribuant ainsi à assurer la cohésion et la cohérence entre les acteurs de la mission au niveau local.

Les CACM (JMAC)/COC (JOC) contribuent à la connaissance et à la compréhension intégrées de la situation et des prévisions, dans les situations normales et de crise. Alors que le COC se concentre sur la connaissance de la situation au jour le jour, notamment en fournissant des rapports intégrés quotidiens, des rapports d'incidents et en facilitant la réponse aux crises, le CACM produit des analyses intégrées et des évaluations prévisionnelles à moyen et à long terme. Le CACM et le COC contribuent et bénéficient tous deux du recueil, du classement et de l'analyse des informations en matière de PDC. Il est vivement conseillé d'établir des contacts réguliers entre le CCP et les chefs du COC et du CACM.

L'information du public est un élément important de la mission avec lequel la police des Nations unies doit travailler en matière de communication stratégique et de gestion des attentes, surtout si l'on considère l'interaction de la police des Nations unies avec les communautés. L'information du public – par le biais des médias, de plaidoyers et de la sensibilisation – est essentielle pour expliquer à toutes les parties prenantes le mandat de protection des civils et gérer les attentes sur ce que les missions peuvent réalistiquement faire pour protéger les civils. L'information du public est également un outil utile pour rappeler aux autorités, à l'armée et aux autres groupes armés leurs obligations en matière de protection des civils.

Droits de l'homme : Des liens étroits avec la composante « droits de l'homme » sont particulièrement importants, car elle peut collaborer avec la police des Nations unies en matière de signalement, de formation et d'enquêtes. La police des Nations unies a également besoin d'un échange continu avec la composante droits de l'homme dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. La police des NU doit enregistrer toutes les allégations de violations des droits de l'homme ou les signes de détérioration ou de violences imminentes observés lors de patrouilles, d'actions de proximité et/ou d'engagements (opérationnels et communautaires), et les signaler rapidement à la composante « droits de l'homme », conformément aux procédures opérationnelles permanentes que chaque mission est tenue d'établir. Le CCP doit coopérer étroitement avec le chef de la composante « droits de l'homme » pour anticiper, planifier et se préparer à d'éventuelles crises, escalades de la violence et recrudescences des violations des droits de l'homme, dans les limites de ses capacités et de son mandat.



Demandez aux participants s'ils pensent à d'autres partenaires avec lesquels les PI pourraient coopérer. Les réponses attendues sont les suivantes :

- *Conseiller en matière de genre*
- *Affaires politiques*
- *État de droit/Affaires judiciaires*
- *RSS*
- *DDR*
- *Soutien à la mission*
- *RSSG adjoint/CR/CH (coordonnateur résident/coordonnateur humanitaire)*
- *Bureau du RSSG*
- *Gouvernements des États hôtes*
- *Communautés locales*
- *Comité international de la Croix-Rouge*
- *Forces militaires non-onusiennes*
- *Organisations non gouvernementales, organisations de la société civile (nationales et internationales)*

Activité d'apprentissage

9.2

Domaines de coopération

INSTRUCTIONS :

- Demandez aux participants de travailler en sous-groupes.
- Demandez aux sous-groupes d'identifier les domaines de coopération entre les différentes composantes de la mission.

TEMPS : 15 minutes

- Travail en sous-groupes : 9 minutes
- Discussion : 6 minutes

RESSOURCES

- Instructions pour l'activité d'apprentissage.
- Tableaux de conférence et marqueurs.

Activité d'apprentissage 9.2




Instructions

1. Travaillez en groupe.
2. Identifiez les domaines de coopération entre les différentes composantes de la mission

Durée : 15 minutes

1. Brainstorming : 9 minutes
2. Discussions : 6 minutes

Diapositive 34

Résumé des Messages Clés 

La police des NU donne la priorité aux activités de la PDC parmi les autres tâches qui lui incombent.

Les directives relatives à la PDC pour la police des NU fournissent des conseils détaillés aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique.

La police des NU a un devoir actif de protéger.

Une coopération étroite avec les autres composantes de la mission et les autorités locales est essentielle.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 32



Insistez sur les points clés de cette leçon. Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont chacun de ces points s'appliquera à leur rôle en tant que PI.

Documents de référence

- Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies (DOMP), Manuel sur les opérations multidimensionnelles de maintien de la paix des Nations unies, (2003, 92.)
- Politique du DOP en matière de protection des civils 2019
- Mise en œuvre des lignes directrices sur la protection des civils par la composante Police DOMP-DAM 2017
- Lignes directrices « Le rôle de la police des Nations unies dans la protection des civils » (Ref.2017.12
- DOMP-DAM-BHCDH Politique sur les droits de l'homme dans les OP et les MP
- Politique DOMP-DAM sur la protection de l'enfance 2017
- Résolution 2185 du Conseil de sécurité (2014)
- Résolution 2382 du Conseil de sécurité (2017)
- Politique de protection de l'enfance du DOMP-DAM 2017
- Politique révisée relative aux unités de police constituées dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations unies (Réf. 2016.10)
- Politique générale du DOMP/DAM sur le rôle de la police des NU dans les OMP et MPS des NU 2014
- Principes directeurs du DOMP/DAM sur le renforcement des capacités et le développement (2015.8).

Leçon 10



Usage de la force et des armes à feu par la police des NU

Aperçu de la leçon

Objectif

Faire comprendre les implications en matière de droits de l'homme liées à l'usage de la force par les responsables chargés de l'application des lois.

La leçon permettra également aux participants de se familiariser avec les procédures à suivre lorsque des violations des droits de l'homme résultant d'un recours à la force ont été détectées, ainsi qu'avec les mesures à prendre pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Pertinence

En tant que policier des NU, vous devez :

- Avoir une compréhension claire des normes des droits de l'homme relatives à l'usage de la force qui :
 - doivent être suivies par la police des NU dans ses opérations, et
 - guident les activités de suivi, de mentorat et de conseil de la police des NU à l'intention de la police du pays hôte
- Prendre des mesures pour prévenir les abus et violations
- Appliquer les procédures en cas d'usage de la force

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Appliquer les principes relatifs à l'usage de la force sur la base des normes internationales applicables en matière de droits de l'homme
- Expliquer dans quelles circonstances et selon quelles procédures le recours à la force et/ou aux armes à feu est autorisé
- Déterminer quels sont les moyens de recours à la force et/ou aux armes à feu adaptés à différentes situations, typiques des opérations de paix

Contenu de la leçon

- Définitions
- Principes relatifs à l'usage de la force, y compris des armes à feu
- Usage des armes à feu
- Responsabilités de la police des NU
- Conséquences de l'usage de la force
- Activité d'apprentissage

Plan de la leçon

| | |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Introduction | Diapositives 1-5 |
| Scénario 1 | Diapositives 6-7 |
| Définition de la force | Diapositive 8 |
| Scénario 2 | Diapositives 9-10 |
| Base juridique du recours à la force par la police des Nations unies | Diapositive 11 |
| Principes du recours à la force, y compris le scénario 3 | Diapositives 12-24 |
| Usage des armes à feu, y compris le scénario 4 | Diapositives 25-28 |
| Responsabilités de la police des NU | Diapositives 29-30 |
| Discussion : Implications du recours à la force | Diapositive 31 |
| Conclusions et questions | Diapositives 32-33 |

La leçon

Durée : 90 minutes au total

30 minutes : présentation interactive

60 minutes : discussions basées sur des scénarios

Le formateur doit avoir une connaissance du cadre légal du maintien de la paix de l'ONU, couvert par le MFBP (CPTM) 1.4, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit des réfugiés.

Il est préférable que cette leçon soit présentée par un instructeur ayant une expérience de la législation et de la pratique en matière de droits de l'homme internationaux, qui pourrait partager son expérience avec le groupe.

Pour obtenir des conseils supplémentaires sur la mise en œuvre des normes par la police et des suggestions de discussions et d'exercices, les formateurs qui dispensent la leçon sont également encouragés à se référer aux documents pertinents :

- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations unies Réf. 2015.15, 01 janvier 2016 [https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/4._rule_of_law_-_8_police_operations.pdf]
- Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables chargés de l'application des lois (1990) [http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/h_comp43.htm].
- Code de conduite pour les responsables chargés de l'application des lois (1979) [<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/code-of-conduct-for-law-enforcement-officials/>].
- Bureau du HCDH, ONUDC Ressources sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables chargés de l'application des lois (2017) [<https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789213630945>].
- Bureau du HCDH Séries N.5 Formation, Droits de l'homme et application de la loi : Manuel pour la formation de la Police en matière de droits de l'homme, pages 84-90 [<http://www.ohchr.org/Documents/Publications/training5en.pdf>].



Commencer la leçon

Pour faire le lien avec le thème de la leçon, demandez aux participants qui ont été déployés dans le cadre d'opérations de paix s'ils ont rencontré des situations difficiles à gérer pour lesquelles la force a été utilisée – que ce soit dans le cadre des opérations de la police des NU ou lors d'interventions de la police du pays hôte.

Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :

- Objectif
- Pertinence
- Objectifs pédagogiques
- Contenu de la leçon

Expliquez qu'une application efficace de la loi permet non seulement de rétablir l'ordre public, mais aussi de rétablir la confiance de la population dans la capacité de l'État à gouverner et à assurer la sûreté et la sécurité. Pour rétablir la confiance dans l'État de droit, la police des Nations unies a la lourde responsabilité de veiller à ce que l'application de la loi se fasse de manière légale et efficace.

Voici deux raisons pour lesquelles le personnel de la police des NU doit bien connaître les principes relatifs à l'usage de la force :


- *La police des NU peut elle-même recourir à la force (généralement par les UPCs, mais parfois aussi par les PI).*
- *La police des NU doit mettre l'accent sur les principes de recours à la force dans son travail de mentorat, de suivi et de conseil, qui est principalement effectué par les PI.*

Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Introduction

Diapositive 5

Introduction



- L'usage de la force par la POLNU est basée sur le mandat du Conseil de sécurité et l'accord sur le statut des forces (SOFA)
- Le concept d'opérations de la police (ConOps) et les directives relatives à la détention, à la fouille et à l'usage de la force (DUF) définissent les conditions requises pour recourir à la force
- La POLNU doit respecter les exigences internationales en matière de droits de l'homme et de justice pénale conformément au cadre d'orientation stratégique et à la DUF de la mission
- La POLNU n'agit que dans le paradigme de l'application de la loi

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

Message clé : Le mandat est la véritable source de l'autorité en matière d'usage de la force. Les normes internationales sur le recours à la force sont intégrées dans les règlements et les orientations de la police des NU et doivent être mises en œuvre dans le cadre de ses activités quotidiennes.

La police des Nations unies, y compris les PI et les UPCs, doit exercer ses pouvoirs dans le strict respect de la ou des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et des autres textes officiels applicables à la mission à laquelle elle est affectée. Ils doivent également exercer leurs fonctions dans le strict respect des droits de l'homme internationaux, des règles et normes des Nations unies en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale, et des standards internationaux en matière de police. Ces normes sont intégrées dans le cadre d'orientation stratégique de la police des NU (COS/SGF) qui s'applique à toutes les missions, ainsi que dans le concept d'opérations (ConOps) et la directive sur l'usage de la force (DUF) propres à chaque mission.


La police des NU agit systématiquement dans le cadre de l'application de la loi. Il existe donc des différences significatives avec les règles d'engagement (RdE, RoE en anglais) des composantes militaires. Il n'en reste pas moins que certaines UPCs peuvent être issues de forces de gendarmerie « à caractère militaire » qui, dans leur pays d'origine, disposent de pouvoirs très étendus en matière d'usage de la force.

La DUF impose généralement des normes plus strictes en matière d'usage de la force que les RdE de la composante militaire (paradigme de l'application de la loi par rapport au DIH). La DUF continue de s'appliquer et à restreindre la force employée par la police des NU, même lorsque les UPCs sont exceptionnellement placées sous le

commandement tactique de la composante militaire. Pour sa propre protection, la police des NU ne doit pas participer directement aux hostilités militaires. La police des NU n'utilisera jamais la force à un niveau militaire et, par conséquent, les règles plus permissives du droit international humanitaire sur les hostilités ne s'appliqueront jamais dans ses activités.

Dans leur travail de suivi, de mentorat et de conseil (MMA), les PI doivent également insister sur le fait que la police du pays hôte doit opérer dans un paradigme de respect des droits de l'homme et d'application de la loi. Les exceptions ne peuvent s'appliquer que si des forces de police « paramilitaires » de type gendarmerie sont exceptionnellement utilisées dans le cadre d'opérations militaires, et uniquement pour la durée de ces opérations. Dans le cas contraire, la police du pays hôte doit respecter les normes internationales plus restrictives en matière de droits de l'homme et de justice pénale concernant l'usage de la force.

Diapositives 6 et 7



Scénario 1


Une voiture de patrouille de la police nationale du Carana (PNC) s'arrête sur le côté de la rue près d'une intersection dans les environs d'Akkabar. Les policiers sortent de la voiture et déplient une carte sur le capot de la voiture et commencent à chercher à localiser un endroit. Les autres voitures qui s'approchent du carrefour se rendent compte de la présence de la voiture de patrouille et des policiers. Certains conducteurs décident de ralentir avant de franchir l'intersection, craignant d'être arrêtés pour avoir roulé trop vite.

Question 1

Le comportement des policiers constitue-t-il un usage de la force ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

6



Scénario 1

Question 2

Imaginons que les policiers arrêtent une voiture en excès de vitesse à l'approche de l'intersection en usant des gestes réglementaires et en lui ordonnant de ralentir en usant de sommations verbales, de s'approcher et de s'arrêter sur le côté de la route. Cela constitue-t-il un usage de la force ?

Question 3

Votre évaluation change-t-elle si les policiers sortent de leur voiture pour observer la circulation à l'intersection ainsi que les piétons et les passants ? Rappelez-vous que les voitures qui s'approchent du carrefour se rendent compte de la présence de la voiture de patrouille et des agents. Certains conducteurs décident de ralentir avant de franchir l'intersection.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

7



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant les questions qui suivent. Le scénario est conçu pour introduire le sujet et susciter une discussion sur la signification du recours à la force. Les réponses attendues sont les suivantes :

Réponse à la question 1 : Non, il ne s'agit pas d'un recours à la force. Il n'y a pas d'action de la part de la PNC, ni visible ni intentionnelle, dirigée vers une autre personne.

Réponse à la question 2 : Oui, il s'agit d'actions directes visant à influencer les décisions prises par le conducteur.

Réponse à la question 3 : L'observation est dirigée vers les conducteurs, les piétons, etc. Cependant, il n'y a pas d'intention d'intervenir ou de contrôler la situation, d'où l'absence de recours à la force.

Diapositive 8

Définition de la Force dans le Cadre « Application de la Loi »





- Tout ordre verbal ou action physique pour obtenir le contrôle du sujet
- Niveau d'effort requis par la police pour contraindre une personne réticente à se conformer à la loi

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

8

Message clé : Les termes « force » et « usage de la force » couvrent un large éventail d'actions, et pas seulement l'usage des armes à feu.




Avant de montrer la diapositive, les instructeurs peuvent brièvement inviter les participants à réfléchir à la définition de la force avant de compléter leurs propositions par les éléments suivants.

Il n'existe pas de concept de « force » défini au niveau international et les définitions que l'on trouve dans les principaux dictionnaires font généralement référence à une variété de termes tels que « force physique », « pouvoir », « violence ». Quelqu'un peut être opposé à l'usage de la force d'une manière militaire, mais déterminé à utiliser la force pour éviter qu'une personne n'en blesse une autre. La police elle-même est souvent appelée « force de police », ce qui met l'accent sur l'aspect « pouvoir » de la politique institutionnelle.

Le personnel de la police des Nations unies est souvent familier avec la définition du terme « force » à travers ses propres lois et codes nationaux, ce qui constitue certainement un bon point de départ pour les discussions.

L'« usage de la force » fait principalement référence à l'utilisation de moyens physiques susceptibles de blesser une personne ou de causer des dommages à des biens. Les moyens physiques comprennent l'utilisation des mains et du corps par les forces de l'ordre, l'utilisation de tout moyen, armes ou équipements, tels que les bâtons de défense, les irritants chimiques tels que le gaz lacrymogène, les moyens d'entrave tels que les menottes, les chiens et les armes à feu. Le recours effectif à la force est susceptible d'infliger des dommages, de causer des blessures (graves) et peut être mortel dans certains cas.

Diapositives 9 et 10


Scénario 2 

Deux policiers de la PNC reviennent d'une réunion avec une organisation non gouvernementale (ONG) locale. Alors qu'ils retournent à leur poste, ils rencontrent un jeune homme et une femme dans une rue adjacente. L'homme menace la femme avec un couteau, lui criant de lui donner l'argent qu'elle vient de gagner en vendant des légumes au marché. Les policiers décident d'intervenir.

Question 1
Les agents sont-ils autorisés à faire usage de la force lors de leur intervention ?

Question 2
Quelle serait la base juridique d'une telle intervention ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 9

Scénario 2 

Imaginez que les officiers ne soient pas de la PNC, mais des PI de la MANUC.

Question 3
Comment doivent-ils agir ?

Question 4
Serait-il légal pour eux d'utiliser la force non létale en cas d'intervention ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 10



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant les questions qui suivent. Le scénario est conçu pour introduire le sujet et susciter une discussion sur la base juridique et les principes du recours à la force. Les réponses attendues sont les suivantes :

Réponse à la question 1 : Oui, dans l'intention d'éviter que la femme ne subisse d'autres violences.

Réponse à la question 2 : L'intervention pourrait être fondée sur l'intention d'empêcher que la femme ne subisse d'autres violences (action préventive) et pourrait, par conséquent, provenir des règlements de la police du Carana. L'intervention pourrait


également être fondée sur le code de procédure pénale, avec l'intention d'arrêter un suspect et de le soumettre à des poursuites pénales (procédure de flagrant délit).



Réponse à la question 3 : Intervenir pour empêcher que la femme ne subisse d'autres violences, tout en veillant à leur propre sécurité. L'appréhension du mis en cause n'est pas la priorité et ne peut être menée que sur la base des règles applicables aux PI au Carana.

Réponse à la question 4 : Cela doit être déterminé par la DUF – la DUF de la MANUC, paragraphe 26, détermine les conditions d'usage de la force létale. Sur la base des dispositions définies dans le paragraphe 26 Sec- et conformément au principe de proportionnalité.

Diapositive 11

Base Juridique pour l'Usage de la Force par la POLNU



|  Autorité (quand) |  Limites (comment) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Mandat du Conseil de sécurité▪ Accord sur le statut des forces (SOFA)▪ Législation du pays hôte▪ Elaborée par le ConOps & la DUF spécifique à la mission | <ul style="list-style-type: none">▪ Droits de l'homme internationaux▪ Normes internationales de justice pénale (notamment les principes de base des NU sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu)▪ Plus détaillées dans le COS de la POLNU et la DUF de la mission |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

Les PI doivent être en mesure de distinguer quand la police des NU ou du pays hôte peut faire usage de la force (autorisation de recourir à la force) et comment elle peut le faire (limites du recours à la force).

Le pouvoir de recourir à la force (« **QUAND** »)

Mandat du Conseil de sécurité

Le pouvoir de la police des Nations unies de recourir directement à la force et/ou d'exercer d'autres fonctions telles que le mentorat et le conseil découlera, dans chaque situation spécifique, du mandat établi par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Accord sur le statut des forces (SOFA)

Les déploiements et les activités de la police des Nations unies doivent se fonder sur un cadre juridique. Avant le déploiement d'une opération de maintien de la paix, un

accord sur le statut des forces (ASSF, SOFA en anglais) est conclu avec le gouvernement de l'État hôte pour réglementer la présence de l'opération des NU. L'accord sur le statut des forces (SOFA) décrit les procédures générales et les tactiques à employer dans le cadre des dispositions et de l'autorité du mandat.¹

Directive sur l'usage de la force (DUF)

La DUF de chaque mission est élaborée par la division police en consultation avec les bureaux des opérations (Office of Operations en anglais) et des affaires juridiques (Office of Legal Affairs) des Nations unies afin de définir et d'expliquer la politique, les principes et les responsabilités relatifs à l'usage de la force, y compris les limites et les circonstances dans lesquelles la force pourrait être utilisée en cas de légitime défense ou de défense du mandat, y compris pour la protection des civils.

Les DUF spécifiques sont des documents confidentiels de la mission et seront fournis à l'arrivée du personnel de la police des NU dans la mission. Dès son arrivée dans la mission, chaque policier des NU doit se familiariser avec la DUF.

Bien que l'expression « règles d'engagement » ne doive être utilisée que pour les composantes militaires (l'engagement étant lié aux hostilités militaires), certaines missions plus anciennes peuvent encore utiliser l'expression « règles d'engagement » pour les documents de référence sur l'usage de la force par la police des NU.

Lois du pays hôte

Au début de la mission et conformément au mandat, le chef de la mission et le chef de la composante police – avec les bureaux des affaires juridiques et judiciaires et des droits de l'homme de la mission – doivent déterminer le cadre juridique qui guidera les activités de la police des Nations unies. S'il est décidé d'appliquer le cadre juridique de l'État hôte, la mission doit vérifier s'il est conforme aux normes internationales en matière de justice pénale et de prévention de la criminalité, de droits de l'homme et de droit humanitaire.

Dans certaines opérations de soutien à la police du pays hôte, la police des Nations unies peut suivre le droit de l'État hôte, dans la mesure où ce droit est lui-même conforme aux normes internationales. En cas de divergence entre le droit national et les normes internationales, la police des Nations unies devra respecter le droit international (sauf, bien entendu, si le droit national assure une meilleure protection des droits de l'homme).

¹ DPKO-DFS Guidelines on Police Operations in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions, Ref. 2015.15, 01 janvier 2016
[https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/4_rule_of_law_-_8_police_operations.pdf]

En cas de contradictions apparentes, la police des Nations unies doit demander conseil à sa hiérarchie.

Pour observer, encadrer et conseiller la police locale, la police des NU doit se familiariser avec le cadre juridique de l'État hôte en matière de maintien de l'ordre. Lorsque la législation nationale n'est pas conforme aux normes internationales, la police des NU (conjointement avec d'autres composantes de la mission telles que les composantes « droits de l'homme » et « État de droit ») travaillera avec les autorités de l'État hôte pour aligner les lois et les règlements de la police du pays hôte sur les normes internationales.

Limites du recours à la force (« Comment »)

Droit international des droits de l'homme

Les instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants contiennent des limites contraignantes à l'usage de la force par les services de police (qu'il s'agisse de la police des NU ou de la police du pays hôte). Il existe également des instruments régionaux (Charte africaine, Convention interaméricaine, Convention européenne) qui réglementent le respect des droits de l'homme mis en péril par le recours à la force.

Normes internationales en matière de justice pénale

Le contenu de ces dispositions relatives aux droits de l'homme est précisé par les résolutions de l'Assemblée générale et d'autres documents internationaux adoptés par les États membres. Les principales normes non conventionnelles relatives au travail des responsables de l'application des lois comprennent les Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois² et le Code de conduite des Nations unies pour les responsables de l'application des lois³.

Ces documents fournissent des lignes directrices détaillées pour la conduite des fonctions de police, couvrant des questions telles que l'usage de la force et des armes à feu, l'arrestation et la détention, les règles spéciales pour les femmes et les enfants. Le cadre d'orientation stratégique de la police des NU exige que la police des Nations unies se conforme aux principes de base et aux autres normes internationales pertinentes.

² Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990) [http://www.unhcr.ch/html/menu3/b/h_comp43.htm].

³ Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (1979) [<http://www2.ohchr.org/english/law/codeofconduct.htm>]

Le leadership de la police des Nations unies doit s'assurer que la DUF et toute autre directive spécifique à la mission concernant le recours à la force sont conformes au droit international applicable et que la formation correspondante est dispensée à l'ensemble du personnel de la police des NU.

La police des NU doit également fonder ses activités de suivi, de mentorat et de conseil à la police du pays hôte sur ces normes et contribuer à faire en sorte que ces normes soient comprises et respectées par la police locale.

Diapositive 12

Principes: Usage de la Force dans le cadre de l' « application de la loi » 



- Légalité
- Nécessité
- Proportionnalité
- Non-discrimination
- Précaution (Organisation)
- Responsabilité

HCDH, livre de ressources de l'ONUDC sur le recours à la force et aux armes à feu dans le cadre de l'application de la loi (2017).

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 12



Cette diapositive présente les grands principes du recours à la force, y compris le concept de précaution qui sera expliqué plus en détail dans les diapositives suivantes.

Tout recours à la force dans le cadre de l'application de la loi (que ce soit par la police des NU ou par la police du pays hôte) doit être fondé sur les principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité, de non-discrimination, de précaution et de responsabilité.

^{4, 5}

⁴ DPKO-DFS Guidelines on Police Operations in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions, section D6.87, Ref. 2015.15, 01 janvier 2016
[https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/4_rule_of_law_-_8_police_operations.pdf]

⁵ OHCHR, UNODC Resource book on the use of force and firearms in law enforcement (2017)
[<https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789213630945>]

Diapositive 13



Le principe de légalité comporte trois éléments :


1. Il doit exister une base juridique clairement définie autorisant le recours à la force par la police. Pour la police du pays hôte, cette base se trouve dans le droit local et dans les règlements de police qui s'en inspirent. Pour la police des NU elle-même, la base juridique du recours à la force est généralement le mandat, tel qu'il est défini dans le SOFA, le ConOps et la DUF.

Pour éviter les abus, la législation nationale doit définir quand les forces de l'ordre peuvent recourir à la force et dans quel but. Pour éviter les interprétations arbitraires et les abus, les dispositions doivent être claires et sans ambiguïté, de sorte qu'elles soient prévisibles à la fois pour ceux qui les appliquent et pour ceux qui seront affectés par leur application, c'est-à-dire à la fois pour les responsables chargés de l'application des lois et pour la population.

2. La base juridique doit être conforme au droit international.
3. L'usage de la force ne peut être justifié que lorsqu'il est utilisé dans le but d'atteindre un objectif légal d'application de la loi. Par conséquent, tout recours à la force dans un autre but, tel que l'obtention d'un gain personnel ou une punition ad hoc, ne serait pas conforme au principe de légalité.

Diapositive 14

Scénario 3.a



Après avoir arrêté un taxi dans un quartier très peuplé d'Akkabar, les policiers de la PNC s'aperçoivent que le chauffeur semble très nerveux. Il a les yeux rouges et a des difficultés d'élocution. Les policiers lui demandent de sortir du véhicule mais il refuse. Un agent ouvre la porte du conducteur, le tire hors de la voiture et le plaque sur le capot. L'autre agent est témoin de la situation. Ne sachant que faire, il décide de menotter le conducteur afin de s'assurer qu'il ne résistera pas aux initiatives de son collègue.

Question 1

L'action des officiers est-elle légale ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

14



Engagez la discussion en présentant le scénario puis en posant la question suivante. Le scénario est conçu pour explorer les principes qui guident le recours à la force. La réponse attendue est la suivante :

Réponse à la question 1 : *Le principe de nécessité n'est pas apparent. Tirer la personne hors de la voiture et la frapper sur le capot n'est pas proportionnel.*

La nécessité de menotter la personne est discutable. Abordez cette question au cours de la discussion. Toutefois, étant donné que l'intervention initiale du premier agent est considérée comme illégale, les interventions ultérieures qui y sont liées doivent également être considérées comme illégales, en particulier si le menottage peut servir à faciliter d'autres abus en recourant à une force excessive.

Diapositive 15



Message clé : L'usage de la force est le dernier recours ; les représentants des forces de l'ordre doivent utiliser autant que possible des moyens non violents avant de recourir à la force et aux armes à feu. La police doit chercher à désamorcer de manière proactive les situations potentiellement violentes.

Deux étapes peuvent être suivies pour déterminer si l'usage de la force était nécessaire :

1. Pas de force si des moyens non coercitifs peuvent être utilisés. Par exemple, si la police peut négocier une reddition volontaire d'un mis en cause qui s'est barricadé, aucune force n'est nécessaire pour arrêter cette personne.
2. L'usage de la force doit être strictement nécessaire et minimal. Par exemple, si le mis en cause peut être maîtrisé et arrêté de manière sûre et efficace par la seule force physique, il n'est pas nécessaire d'utiliser un pistolet à impulsion électrique type Taser ou une autre arme à létalité réduite.

« Les responsables chargés de l'application des lois ne peuvent faire usage de la force que lorsque cela est strictement nécessaire [et dans la mesure requise] pour l'accomplissement de leur devoir⁶ ». Ce principe est réitéré dans le principe 4 des Principes de base : « Dans l'exercice de leurs fonctions, les responsables de l'application des lois doivent, dans la mesure du possible, recourir à des moyens non violents avant

⁶ Article 3 du Code de conduite des Nations unies pour les responsables de l'application des lois (1979)
<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/code-of-conduct-for-law-enforcement-officials/>

d'utiliser la force et les armes à feu. Ils ne peuvent recourir à la force et aux armes à feu que si les autres moyens sont jugés inefficaces ou ne permettent pas atteindre le résultat escompté »⁷ .

La police des NU, tout comme la police du pays hôte, ne devrait recourir à la force que lorsque cela est absolument nécessaire pour atteindre un objectif de police légal et légitime. En outre, le type et le niveau de la force utilisée doivent également permettre d'atteindre l'objectif de police poursuivi. Ainsi, avant de recourir à la force, la police des NU, y compris les UPCs, devrait toujours se poser la question suivante : est-il possible d'atteindre le même objectif sans recourir à la force ? Par exemple, est-il possible de demander à quelqu'un de coopérer plutôt que de le contraindre ? Est-il possible de négocier ou d'entamer une médiation ? Dans la mesure du possible, il convient d'essayer et d'épuiser toute solution non violente avant de recourir à la force. En outre, la police des NU ne doit recourir à une mesure de contrainte donnée que si cette mesure permet d'atténuer la menace posée.

Lorsqu'elle recourt à la force, la police des NU doit utiliser le minimum de force nécessaire pour atteindre l'objectif de l'opération de police en question. Le recours à la force au-delà du minimum requis serait considéré comme un usage excessif de la force et constituerait donc une violation du droit international. En outre, le principe de nécessité comprend également une composante de temps, ce qui signifie que la force ne peut être utilisée légalement que jusqu'à ce que l'objectif de police soit atteint ou puisse l'être. Une fois que l'objectif a été atteint ou qu'il devient clair qu'il ne peut plus l'être, le recours à la force devient inutile et doit cesser.

Le cadre d'orientation stratégique pour la police internationale (voir également la politique relative aux UPCs)⁸ est très clair sur la nécessité de donner la priorité aux mesures de désescalade dans les opérations de la police des NU. Les PI devraient également insister, dans leur travail relatif au SMC, sur le fait que la police du pays hôte doit désamorcer les situations critiques afin de minimiser le recours à la force et les risques qui en résultent pour les personnes mises en cause, les civils innocents et les policiers eux-mêmes. En se concentrant sur la désescalade, les policiers peuvent rendre leur propre travail plus facile et plus sûr.


⁷ Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990) [http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/h_comp43.htm].

⁸ Politique relative aux unités de police constituées dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies (2016)

<https://police.un.org/en/policy-formed-police-units-united-nations-peacekeeping-operations-2016>

Diapositive 16

Scénario 3.b



Imaginez que le chauffeur de taxi refuse de sortir de la voiture. Au lieu de cela, il verrouille les portes et sort un petit manche en bois du compartiment situé entre les sièges avant. Tout en gesticulant fortement, il baisse la vitre, jette la clé de la voiture mais refuse toujours de sortir de la voiture. Les deux policiers saisissent leurs armes (fusils) tout en sommant l'individu de lâcher son bâton. L'un des agents décide de passer à l'action et tire sur la voiture, éclatant un pneu.

Question 2
L'action des officiers est-elle légale ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

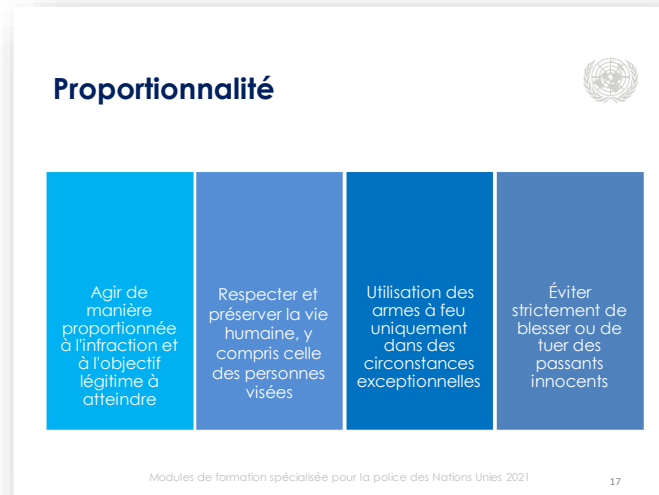
16



Continuez la discussion en poursuivant avec le scénario puis en posant la question suivante. Le scénario est conçu pour explorer les principes qui guident le recours à la force. La réponse attendue est la suivante :

Réponse à la question 2 : Non, il n'était pas nécessaire d'utiliser l'arme à feu contre le véhicule afin d'empêcher le conducteur de s'échapper, notamment parce que le conducteur ne pouvait pas démarrer le véhicule sans sa clé. Par ailleurs, en ce qui concerne l'utilisation des armes à feu, les conditions d'emploi sont généralement très encadrées et doivent être respectées tant par la police du pays hôte que par la police des NU. Dans ce scénario, les policiers auraient dû s'efforcer de désamorcer la situation, par exemple en calmant verbalement le conducteur, en lui donnant le temps de le faire et de déposer son arme.

Diapositive 17



Message clé :

- Lorsque le recours légal à la force est inévitable, la police des NU agit proportionnellement à la gravité de l'infraction ou de la menace et à l'objectif légitime à atteindre.
- Les dommages et les blessures doivent être réduits au minimum.
- Une gamme de moyens permettant un usage différencié de la force doit être mise à disposition.

Le principe de proportionnalité sert à maintenir un bon équilibre entre les dommages (préjudice) causés par le recours à la force et les avantages qui en découlent. Le principe 5 des Principes de base stipule que « Lorsque l'usage légal de la force et des armes à feu est inévitable, les responsables de l'application des lois doivent faire preuve de retenue dans cet usage et agir proportionnellement à la gravité de l'infraction et à l'objectif légitime à atteindre »⁹.

Tout représentant des forces de l'ordre (y compris les PI et les UPCs) qui envisage de recourir à la force doit tenir compte de l'équilibre entre le type et le niveau de la force utilisée et le préjudice qu'elle peut causer à la personne par rapport à la menace qu'elle représente. L'objectif de police poursuivi est lié au niveau de menace que représente le mis en cause visé par l'action de police. Par conséquent, le niveau de menace pour la vie et les biens est un élément important à prendre en compte lorsque la réponse proportionnelle est apportée. Lorsque le préjudice causé par le recours à la force

⁹ Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990) [http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/h_comp43.htm].

dépasse les avantages de son utilisation (la réalisation de l'objectif de police), le recours à la force devient disproportionné. Dans ce cas, la police des NU peut être amenée à interrompre l'opération. Par exemple, si l'arrestation d'un petit voleur nécessite l'utilisation d'armes à feu (c'est-à-dire une force potentiellement létale), les représentants des forces de l'ordre doivent s'abstenir d'utiliser cette force, même si cela signifie que le voleur réussit à s'échapper¹⁰. Dans le cadre de ses activités de SMC, la police des NU doit insister sur le fait que la législation nationale garantit que le principe de proportionnalité est dûment pris en compte dans l'application de la loi et que les personnels n'encourent aucune poursuite/sanction lorsqu'ils interrompent leurs actions/opérations dans de tels cas. Si les réglementations du pays hôte sont trop permissives, la police des NU, en coopération avec les composantes « État de droit » et « Droits de l'homme », devrait plaider en faveur d'une réforme, tout en conseillant aux partenaires du pays hôte d'exécuter ces réglementations avec prudence, conformément au droit international.

Il est important de préciser que la proportionnalité dans le contexte du maintien de l'ordre a une signification totalement différente de celle du droit international humanitaire (DIH) applicable aux composantes militaires.

Premièrement, la proportionnalité exige de mettre en balance les blessures infligées au mis en cause et l'objectif légitime (alors que dans le droit international humanitaire, seuls les « spectateurs innocents », c'est-à-dire les civils, sont pris en compte dans cette équation).

Deuxièmement, contrairement aux militaires, qui peuvent accepter certaines pertes civiles (« dommages collatéraux ») dans les conflits armés, la police ne peut pas accepter de pertes civiles dans ses opérations (contrairement aux militaires, la police ne peut pas, par exemple, bombarder une maison où se trouvent les personnes ciblées si elle sait que des personnes innocentes, tels que des otages, s'y trouvent et mourront dans l'opération – alors que les militaires engagés dans un conflit armé peuvent bombarder l'endroit tant qu'il n'y a pas de pertes disproportionnées parmi les civils).

Il est important de reconnaître que les considérations de proportionnalité sont basées sur ce qu'un agent « responsable » savait ou aurait pu savoir à ce moment-là, tout en prenant en considération qu'il se trouvait dans le « feu de l'action ». Les considérations de nécessité et de proportionnalité ne sont pas fondées sur la connaissance parfaite que l'agent peut avoir a posteriori. Exemple : Une personne pointe une arme vers l'agent et menace de lui tirer dessus. L'agent peut estimer qu'il est confronté à une menace mortelle, même s'il s'avère plus tard que l'arme de la personne n'était pas chargée.

¹⁰ OHCHR, UNODC Resource book on the use of force and firearms in law enforcement (2017) [<https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789213630945>]

Diapositive 18

| Un Éventail de Moyens pour une Réponse graduée | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Situation | Niveau de menace | Approche/réponse type (si nécessaire) |
| Situation régulière, neutre ou passive, comme lors de rassemblements autorisés et pacifiques | Normale | Présence, dialogue, information et désescalade |
| Situation anormale, de résistance ou d'évitement qui présente une menace non mortelle, comme lors de rassemblements illégaux mais non violents | Sérieuse | Le recours à la force et, lorsque tous les autres moyens de désescalade pacifiques ont échoué, le recours à la force de manière raisonnable et proportionnelle, en utilisant uniquement des moyens et des armes à létalité réduite |
| La situation s'est aggravée au point de présenter une menace mortelle imminente ou des lésions corporelles graves aux agents de police ou aux passants. | Imminente | Application d'un usage proportionnel et raisonnable des armes à feu, la force létale intentionnelle n'étant utilisée que lorsqu'elle est strictement nécessaire pour protéger la vie |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

18

Message clé : Le type et l'évolution de la situation déterminent quelle approche est proportionnelle.

La gradation du niveau de réponse et un engagement précoce afin d'éviter une éventuelle escalade de la situation sont la norme. Le dialogue et la médiation doivent être appliqués dans la mesure du possible. Conformément aux principes de base, l'escalade dans l'usage de la force ne doit avoir lieu que si les mesures précédentes se sont révélées inefficaces ou ne permettent pas d'atteindre l'objectif autorisé. Les moyens basés sur la force ne doivent être introduits que lorsqu'ils sont strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, à la protection des personnes et des biens et à la prévention d'une détérioration grave de la situation en matière de sécurité.¹¹

Dans une situation normale, neutre ou passive, comme lors de rassemblements autorisés et pacifiques, l'approche doit être basée sur la présence, le dialogue, l'information et la désescalade.

Lorsque les individus ciblés n'obtempèrent pas, résistent ou se dérobent, il est possible de recourir à la force strictement nécessaire et proportionnelle, y compris à des moyens et des armes uniquement à létalité réduite.

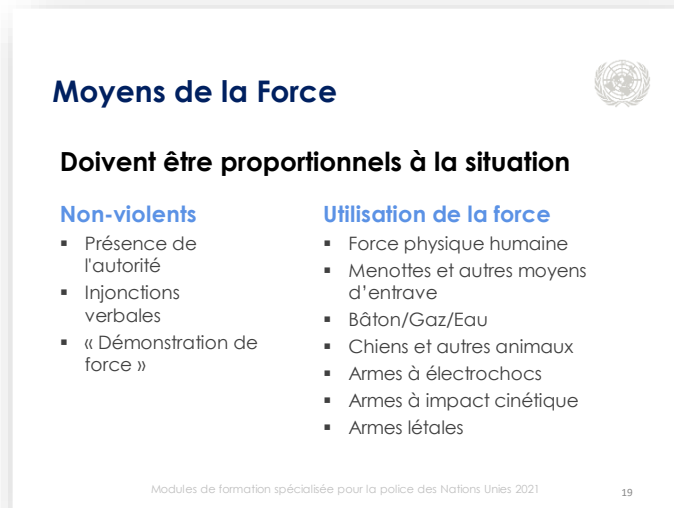
Lorsque la situation s'est aggravée au point de présenter une menace mortelle imminente ou des lésions corporelles graves pour les policiers, la force, même létale

¹¹ DPKO-DFS Guidelines on Police Operations in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions, Ref. 2015.15, 01 janvier 2016

[https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/4_rule_of_law_-_8_police_operations.pdf]

quand elle est nécessaire, peut être appliquée (la règle « tirer pour tuer » n'étant utilisée qu'en cas d'absolue nécessité pour protéger la vie).

Diapositive 19



Moyens de la Force

Doivent être proportionnels à la situation

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Non-violents | Utilisation de la force |
| <ul style="list-style-type: none">▪ Présence de l'autorité▪ Injonctions verbales▪ « Démonstration de force » | <ul style="list-style-type: none">▪ Force physique humaine▪ Menottes et autres moyens d'entrave▪ Bâton/Gaz/Eau▪ Chiens et autres animaux▪ Armes à électrochocs▪ Armes à impact cinétique▪ Armes létales |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 19

Message clé : Pour donner un sens aux principes de nécessité et de proportionnalité, la police des NU devrait pouvoir choisir parmi une gamme de moyens et de techniques d'emploi de la force afin d'opter pour le moins agressif et le plus proportionnel selon les circonstances pour atteindre l'objectif légitime de maintien de l'ordre.



Activité d'apprentissage possible avant l'explication : Sur la base de cette diapositive présentant les différents moyens d'emploi de la force, demandez aux participants comment ils appliqueraient ces moyens dans leur propre contexte national et s'il serait possible de les utiliser dans les missions des NU. Cette activité vise à sensibiliser les participants aux normes de l'ONU. Durée : 5-7 min.

La gradation dans l'usage de la force, ou le « continuum » dans l'emploi de la force, ne doit pas être compris comme signifiant que la police des NU doit utiliser un à un les moyens listés en fonction de la résistance rencontrée, en partant du bas vers le haut.

En effet, les PI/UPCS n'essaieront pas (et ne devraient pas essayer) tous les moyens à leur disposition un par un, mais choisiront, sur la base de leur évaluation, conformément au cadre juridique et aux politiques en vigueur, ce qu'ils estiment être la réponse la plus appropriée à une situation donnée.

En outre, la police des NU devrait être en mesure de choisir entre différents moyens et types de force, ce qui lui permettrait de monter en puissance ou d'opter pour la désescalade en fonction de la situation. Pour ce faire, ils doivent être équipés et formés à l'utilisation de divers moyens et techniques d'emploi de la force, afin qu'ils soient conscients de l'impact potentiel de ces moyens et qu'ils puissent décider en connaissance de cause lequel serait le plus approprié dans une situation donnée.

Voici un aperçu des types et moyens d'emploi de la force les plus couramment utilisés par les forces de l'ordre :

1. Sans utilisation d'instruments :

- Techniques à mains nues, comme se mettre en garde ou repousser quelqu'un avec la paume de la main ;
- Techniques des points de pression ;
- Impact corporel (poussée) ;
- Autres techniques à mains nues, telles que la clé de bras dans le dos ;
- Techniques de boxe

2. Utilisation d'instruments :

- Bâtons, matraques ;
- Utilisation de boucliers pour repousser les gens ;
- Menottes et autres moyens d'entrave ;
- Les gaz irritants, tels que le gaz lacrymogène ;
- Canon à eau ;
- Chiens et autres animaux ;
- Les armes type électrochocs de défense, y compris les pistolets paralysants, les matraques et les pistolets à impulsion électrique (Taser) ;
- Les armes à faible impact cinétique, telles que les munitions pour lanceurs de balles ou les balles en caoutchouc ;
- Armes à feu.

Cette liste n'est pas exhaustive, car il existe de nombreux autres moyens d'emploi de la force, et de nouveaux sont régulièrement mis au point. Dans la pratique, la plupart des cas d'usage de la force dans le domaine du maintien de l'ordre n'impliquent pas l'utilisation de moyens spécifiques, mais plutôt l'utilisation des mains, des bras et du corps des personnels pour pousser ou tirer les manifestants afin de les contrôler.

Diapositive 20



Message clé : La non-discrimination est une obligation fondamentale pour respecter, protéger et mettre en œuvre les droits de l'homme, car elle est essentielle pour une police éthique, légale et démocratique.

Conformément aux Principes de base internationaux sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois dans l'exercice de leurs fonctions, la police des NU respecte et protège la dignité humaine et maintient et fait respecter les droits de l'homme de toutes les personnes¹².

Cela signifie que les PI/UPCs ont le devoir de respecter et de protéger les droits de l'homme de toute personne, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou tout autre statut.


Par exemple, il serait illégal d'introduire un profilage racial aux points de contrôle en ne fouillant que les personnes d'une ethnie ou d'un groupe linguistique particulier, même si les membres de cette communauté tendent à être les plus impliqués dans les activités criminelles.

Le principe de non-discrimination doit également être intégré dans l'évaluation de la nécessité et de la proportionnalité du recours à la force afin d'éviter qu'une force excessive ou arbitraire ne soit utilisée contre une personne en raison de préjugés ou dans une intention discriminatoire.

¹² OHCHR, UNODC Resource book on the use of force and firearms in law enforcement (2017) [<https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789213630945>]

Diapositive 21

**Précaution
(Obligations Organisationnelles)**



Une planification appropriée

• Une bonne planification et organisation garantissent que les policiers ne se retrouvent pas dans des situations où ils doivent utiliser une force non nécessaire ou disproportionnée.

Commandement et contrôle adaptés pendant les opérations

Équipement adéquat

Personnel compétent et formé

Prise en compte totale des groupes vulnérables

Garantir les mesures de précaution est une responsabilité du commandement

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

21

Message clé : Les policiers des NU, à tous les niveaux, doivent prendre des précautions pour éviter ou minimiser le recours à la force. Cela nécessite avant tout une planification efficace avant les opérations de maintien de l'ordre.

La précaution exige que la police des NU planifie ses opérations en tenant compte des éléments suivants :

- L'équipement disponible avec une formation adéquate ;
- Le personnel engagé et les ordres qui lui sont donnés ;
- Les dispositions en matière de commandement et de contrôle ;
- La prise en compte des groupes particulièrement vulnérables (enfants, personnes âgées, etc.).

La planification doit permettre de s'assurer que les forces de l'ordre présentes sur les lieux (qu'il s'agisse de la police des NU ou de la police du pays hôte) ne sont pas placées dans une situation où elles doivent recourir à une force excessive ou non proportionnelle.

Exemples négatifs de non-respect du principe de précaution :

- La police des NU doit faire usage d'armes à feu contre une foule violente, parce qu'elle a été déployée en trop petit nombre ou sans équipement/armement à létalité réduite.
- La police du pays hôte n'a pas recueilli suffisamment de renseignements sur un individu potentiellement violent et a donc supposé à tort qu'il utiliserait un moyen de force létale (alors qu'il n'était en réalité pas armé).
- Un spectateur innocent est pris entre deux feux lors d'un raid policier planifié contre un gang criminel et se vide de son sang parce que la police n'a pas planifié le déploiement d'une équipe médicale.

Diapositive 22

Équipement en cas d'Emploi de la Force

- La POLNU doit disposer d'un équipement de protection adéquat
- Equipement autorisé détaillé dans la DUF
- La sûreté et la sécurité de la police des NU sont une priorité
- La police doit être protégée pour protéger les civils



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

22

Message clé : La police des NU doit disposer de l'équipement approprié et d'une formation adéquate pour pouvoir remplir efficacement ses fonctions et se protéger elle-même et les autres.

Le protocole d'accord (PdA – MoU, Memorandum of Understanding en anglais) – accord entre le pays contributeur en forces de police (PCC) et les Nations unies – détaille les équipements que les PI ou UPCs déployés doivent emporter en mission. La DUF précise en outre quels types d'équipements sont autorisés et lesquels ne le sont pas (par exemple, les UPCs ne sont pas autorisées à utiliser des cartouches métalliques recouvertes de caoutchouc lors d'opérations de maintien de l'ordre public).

Le respect des dispositions relatives à l'équipement est obligatoire. Les manquements peuvent violer le principe de précaution (voir ci-dessus) et mettre en danger des civils innocents, les mis en cause et la police des NU.

Plus les policiers sont exposés et sans protection, plus ils sont susceptibles de recourir à un niveau de force élevé et potentiellement excessif. Il est donc important, par exemple, que les efforts visant à fournir à la police du pays hôte des équipements à létalité réduite et la formation correspondante incluent également des équipements de protection tels que des boucliers de maintien de l'ordre.

Diapositive 23

Responsabilité



- Tout incident entraînant l'usage d'armes à feu, une blessure ou un décès doit être signalé à la hiérarchie
- Tout incident entraînant une blessure grave, un décès ou l'usage d'armes à feu nécessite une enquête suffisamment indépendante, impartiale, rapide et efficace
- L'utilisation arbitraire ou abusive de la force et des armes à feu doit être sanctionnée comme une infraction pénale prévue par la loi
- Les commandants peuvent être responsables des abus commis par leurs subordonnés s'ils n'ont pas pris les mesures appropriées pour prévenir ou répondre à ces abus

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

23

Message clé : Les personnels de police feront l'objet d'une enquête, seront soumis à une procédure régulière et seront sanctionnés pour tout usage excessif, arbitraire ou abusif de la force et/ou des armes à feu.

Les incidents impliquant un recours à la force par la police, en particulier l'utilisation d'armes à feu, doivent être signalés et examinés selon les procédures qui sont détaillées dans les principes de base des Nations unies sur l'usage de la force et l'utilisation des armes à feu et dans le code de conduite des Nations unies pour les responsables chargés de l'application des lois.

Tout incident impliquant l'utilisation d'armes à feu, entraînant des blessures ou un décès doit être immédiatement signalé au supérieur hiérarchique du policier ou des agents concernés. Par exemple, si une UPC a été impliquée dans une opération ou une action nécessitant l'usage de la force, les rapports d'incident doivent être rédigés et soumis – en premier lieu – à l'adjoint au chef des opérations (coordinateur des UPCs). D'autres procédures et dispositions en matière de rapports doivent être définies dans le respect des orientations spécifiques à la mission.

Dans les cas d'utilisation d'armes à feu, de blessures graves ou de décès, la police doit rapidement et d'office (c'est-à-dire indépendamment d'une plainte de la personne visée) ouvrir une enquête conformément aux orientations spécifiques à chaque mission.

Si l'enquête révèle que les policiers ont fait un usage excessif ou abusif de la force, les mesures disciplinaires et pénales nécessaires doivent être prises et les policiers impliqués doivent être punis. Ces incidents peuvent également engager la responsabilité des

supérieurs hiérarchiques qui étaient au courant ou auraient dû être au courant des abus, mais qui n'ont pas pris les mesures appropriées pour les prévenir ou y répondre.

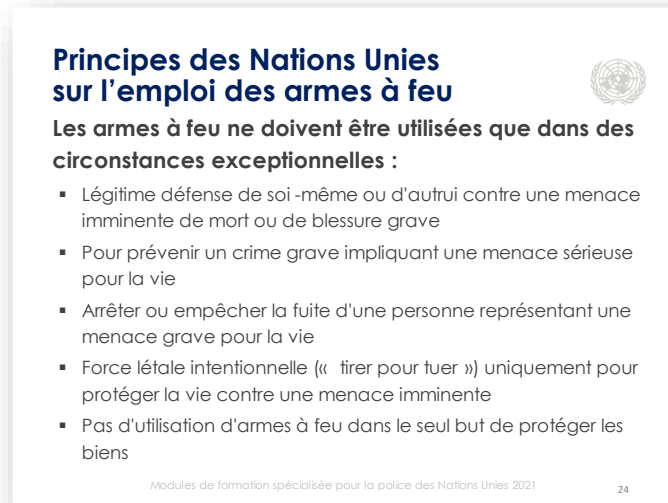
La police des NU suivra régulièrement la police du pays hôte, l'encadrera et la conseillera sur la manière d'enquêter sur les incidents liés à l'usage de la force par cette dernière, conformément aux normes internationales. Les PI peuvent être chargés de fournir des conseils et une assistance techniques aux services de contrôle de l'État hôte et de les aider à devenir professionnels et efficaces.

Les responsables hiérarchiques aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique devraient être tenus responsables de tout recours à la force.

Le leadership de la police doit veiller à ce que des instructions adéquates soient en place pour guider les actions de la police des NU lorsqu'elle est confrontée à des violations des droits de l'homme dans l'exercice de ses fonctions.

Il incombe au commandant de signaler, conformément aux procédures, tous cas d'usage de la force immédiatement après l'opération via la chaîne de commandement en place et de faciliter l'enquête ou l'examen qui s'en suit. Les commandants seront tenus responsables de tout usage excessif de la force par les policiers sous leur commandement, qu'ils aient ou non ordonné l'usage de la force.

Diapositive 24



Messages clés :

- Les armes à feu sont toujours la dernière option et ne peuvent être utilisées que lorsque l'emploi des moyens « moins extrêmes » sont insuffisants pour répondre à la situation.
- La règle « tirer pour tuer » ne peut être utilisée que pour protéger contre une menace imminente d'atteinte à la vie.
- Les armes à feu ne doivent jamais être utilisées dans le seul but de protéger des biens.

L'utilisation d'armes à feu est toujours potentiellement mortelle, et la police des NU doit respecter les normes de diligence les plus élevées lorsqu'elle y a recours. En outre, l'emploi d'armes à feu peut blesser des tiers présents sur les lieux de l'opération. En effet, pour protéger le droit à la vie, les policiers des NU doivent faire tous les efforts raisonnables pour éviter l'utilisation d'armes à feu.

Le principe 9 des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois stipule qu'un représentant chargé de l'application des lois ne doit pas utiliser d'armes à feu contre des personnes, sauf dans les situations suivantes :

- En cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui contre une menace imminente de mort ou de blessure grave ;
- Prévenir la perpétration d'un crime particulièrement grave mettant sérieusement en danger la vie d'autrui ;
- Pour arrêter une personne présentant une telle menace (mort ou blessure grave) et résistant à leur autorité, ou pour empêcher sa fuite, et

- Uniquement lorsque l'emploi des moyens moins extrêmes sont insuffisants pour atteindre ces objectifs.

Les armes à feu ne doivent donc pas être utilisées :

- pour procéder à une arrestation ou empêcher une évasion,
- disperser ou contrôler une foule,

à moins que ces personnes ne constituent une menace imminente ou continue de mort ou de blessure grave.

Il s'ensuit que dès qu'il n'y a plus de menace pour la vie ou l'intégrité physique, les armes à feu ne peuvent pas être utilisées de manière légale.

Les armes à feu ne devant être utilisées que pour protéger la vie humaine ou contre des blessures graves, il s'ensuit qu'une simple menace contre des biens ne peut justifier l'utilisation d'armes à feu contre une personne.

Les armes à feu ne doivent pas être utilisées pour empêcher un vol ou pour protéger d'autres intérêts tels que des biens (y compris des biens publics, tels que des bâtiments gouvernementaux), sauf si l'un de ces incidents s'accompagne d'une menace imminente de mort ou de blessure grave. Par exemple, des menaces imminentes et crédibles de destruction d'une installation nucléaire, d'un barrage ou d'un avion peuvent constituer des exemples où la force létale est nécessaire.

Au contraire, un voleur en fuite qui ne présente pas de danger immédiat ne doit jamais être abattu, même si cela signifie que le voleur s'échappera. De même, une personne qui franchit un barrage routier, mais qui ne présente par ailleurs aucun danger immédiat apparent, ne doit pas être tuée ou être visée par des tirs.

Utilisation intentionnelle d'armes à feu à des fins létales

Le principe 9 des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois limite l'utilisation des armes à feu aux situations où il y a une menace pour la vie ou des blessures graves. La force utilisée doit viser à mettre fin à la menace. Mais dans de rares cas, le seul moyen d'atteindre cet objectif est de tuer la personne qui représente la menace. Dans ces situations, les policiers des NU peuvent recourir à « l'usage légal intentionnel d'armes à feu ».

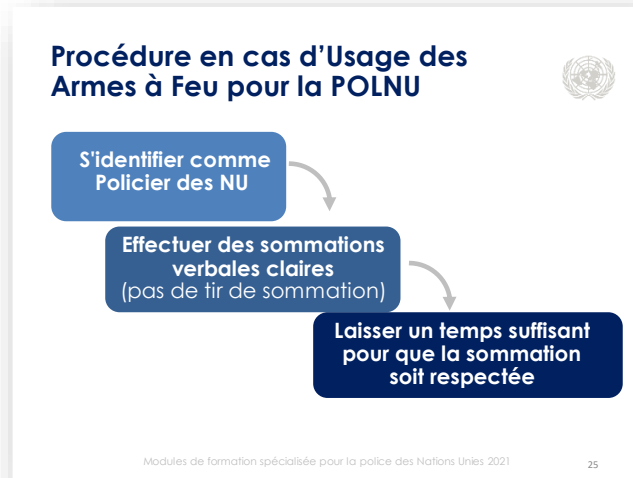
Dans cette situation, l'utilisation intentionnelle d'armes à feu à des fins létales n'est possible que lorsqu'elle est strictement inévitable pour protéger la vie. Ce seuil est plus élevé que celui de l'utilisation de la force potentiellement létale, qui est également autorisée pour protéger des blessures graves.

Il est important de faire la distinction entre les ordres visant à tirer pour tuer lors d'opérations en cours et les politiques de tirer pour tuer. L'utilisation intentionnelle d'armes à feu ne peut être légale que lorsqu'elle est strictement inévitable pour protéger la vie dans une situation particulière ; toute autre raison entraînant un homicide intentionnel équivaldrait à un usage arbitraire de la force, voire à une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire, ce qui constitue une violation flagrante des droits de l'homme.

Toute politique ou tout ordre qui autorise l'utilisation intentionnelle d'une arme à feu à des fins létales dans un but autre que la protection de la vie est toujours en violation du principe 9.

Cependant, au cours d'une opération particulière, lorsqu'une cible identifiée représente une menace immédiate pour la vie et seulement lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens disponibles pour réduire la menace, un ordre visant à « tirer pour tuer » peut être donné, par exemple dans le cas d'un kamikaze prêt à faire exploser son engin ou dans un scénario de « tireur en action » où le ou les suspects ont déjà fait usage d'une force létale ou potentiellement létale, ont démontré leur intention de continuer à utiliser cette force et représentent ainsi une menace pour d'autres personnes.

Diapositive 25



Message clé : L'utilisation d'armes à feu doit suivre une procédure comprenant une sommation claire.

Avant d'utiliser des armes à feu, la police des NU doit suivre cette procédure :


- L'agent doit s'identifier en tant que représentant de police.
- L'agent doit faire une sommation (verbale) claire (pas un tir de sommation en raison du risque encouru).
- L'agent doit laisser suffisamment de temps à la personne pour qu'elle obtempère à la sommation.

Aucune sommation n'est nécessaire si le retard qui en résulte met les représentants de la loi ou d'autres personnes en danger de mort ou d'atteinte grave à d'autres personnes, ou si elle est manifestement inappropriée ou inutile dans les circonstances. Par exemple, si un mis en cause sort une arme et qu'il semble qu'il soit sur le point de tirer sur un agent, l'agent peut tirer immédiatement sans sommation préalable.

L'obligation de procéder à des sommations doit également être respectée par la police du pays hôte. Les tirs de sommation sont autorisés par certaines forces de police nationales. Les policiers des NU devraient conseiller aux policiers de ne pas utiliser les tirs de sommation dans les cas où ils mettent en danger la vie de civils innocents (par exemple, en effectuant des tirs de sommation avec des munitions à balles réelles dans des endroits densément peuplés).

Diapositives 26 et 27

Scénario 4




Deux PI de la MANUC sont impliqués dans un accident de circulation. Le conducteur de l'autre voiture est très énervé par l'accident. Il sort de la voiture et sort un couteau en criant et en demandant aux PI de lui donner de l'argent pour les dommages causés à sa voiture et pour les blessures qu'il a subi. Craignant que l'homme ne les poignarde, un des deux policiers sort son arme de poing et le met hors état de nuire en lui tirant une balle dans la jambe.

Question 1
Le policier a-t-il agi conformément aux procédures de la POLNU en matière d'emploi des armes à feu ? Si non, quelle aurait été la conduite à suivre ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

26

Scénario 4



Le conducteur victime du tir a été grièvement blessé à la jambe.

Question 2
Quelles sont les prochaines étapes à suivre par les PI ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

27



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant les questions qui suivent. Le scénario est conçu afin d'étudier les procédures d'usage des armes à feu. Les réponses attendues sont les suivantes :

Réponse à la question 1 : Non, le PI ne s'est pas identifié, n'a pas effectué de sommation, etc. – Les participants peuvent argumenter et conclure qu'il n'y avait pas le temps pour suivre cette procédure. ATTENTION : Les participants doivent tenir compte des circonstances : l'homme vient d'être impliqué dans un accident de voiture et peut agir sous l'effet du choc et d'un niveau de stress élevé.

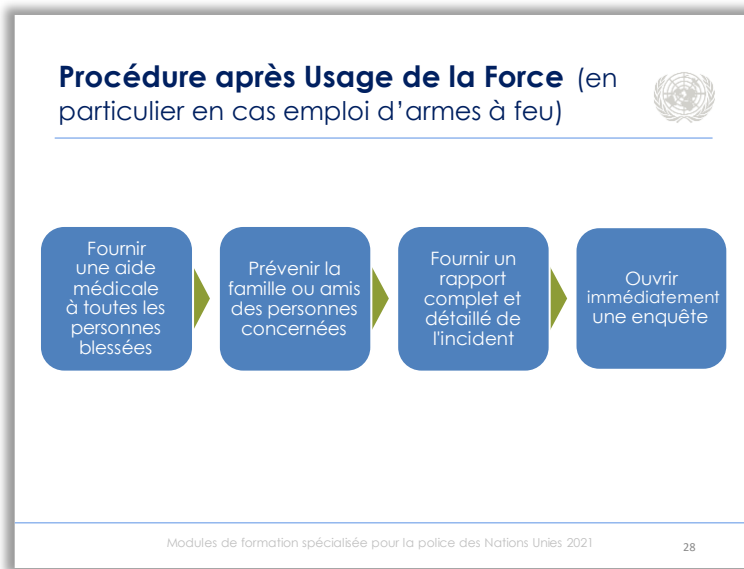
La conduite à tenir : sortir l'arme – pour se défendre, car l'homme peut à tout moment attaquer les PI avec son couteau. Prendre une distance de sécurité et essayer éventuellement de placer un obstacle entre les PI et l'auteur, comme se positionner derrière une voiture. Ensuite, suivre les étapes de la diapositive 25 dans le but d'amener l'auteur de des menaces à déposer son arme.

Demandez aux participants de réfléchir à ce que cette situation signifie pour la sécurité personnelle du PI à ce moment précis.

Réponse à la question 2 : *Passez à la diapositive 28 après avoir répondu à la deuxième question en plénière. Les procédures appropriées sont les suivantes :*

- *Fournir une aide médicale à toute personne blessée*
- *Informers les parents ou les proches des personnes concernées*
- *Fournir un rapport complet et détaillé de l'incident*
- *Ouvrir rapidement une enquête*

Diapositive 28



Message clé : Les personnels de la police des NU doivent veiller à ce que toute personne blessée au cours d'une opération de police reçoive rapidement une assistance médicale appropriée ou les premiers secours, et à ce que les parents et proches des personnes concernées soient informés.

Après tout recours à la force, la police des NU doit veiller à ce qu'une assistance médicale ou les premiers secours soient rapidement apportés à toutes les personnes blessées (civils, mis en cause et policiers). Cette règle s'applique quel que soit l'auteur des blessures.


En outre, la police doit veiller à ce que les parents ou les amis proches de la personne blessée ou affectée soient informés le plus tôt possible.

Ces exigences viennent s'ajouter aux exigences en matière de rapports et d'enquêtes décrites dans la diapositive précédente.

Diapositive 29

Responsabilités de la Police des NU

La Police du Pays Hôte fait un Usage Excessif de la Force



Si la POLNU est témoin, découvre ou est informée de toute autre manière d'un emploi excessif de la force par la police de l'État hôte ou d'une autre violation des droits de l'homme, la POLNU doit :

- Mettre fin à la violation et/ou prévenir d'autres violations conformément au mandat et dans la limite de ses capacités ;
- Fournir une assistance à la ou aux victimes si nécessaire ;
- Encadrer et conseiller les autorités d'accueil en conséquence ;
- Enregistrer les informations pertinentes et la violation pour le supérieur hiérarchique direct ;
- Signaler la violation à la composante droits de l'homme de la mission et se concerter sur les mesures à prendre ; et
- Maintenir la confidentialité des informations sur les victimes et les témoins.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021

29

Message clé : La police des NU doit réagir à tout usage excessif de la force de la part de la police du pays hôte.

Les opérations de paix contemporaines sont généralement des missions non exécutives, dans le cadre desquelles les pouvoirs généraux de police, y compris le droit de recourir à la force pour faire respecter la loi, restent la prérogative de la police du pays hôte. Dans le cadre de ces missions, la police des NU ne peut recourir à la force que dans un nombre limité de circonstances, notamment à des fins de légitime défense d'elle-même ou d'autrui.

Dans le cadre d'une mission non exécutive, la police des Nations unies a la responsabilité de veiller à ce que la police du pays hôte utilise la force et les armes à feu dans le plein respect des normes internationales en matière de droits de l'homme. Lorsqu'elle est témoin ou informée d'une violation des droits de l'homme liée à l'usage de la force et des armes à feu, la police des Nations unies doit :


- Intervenir auprès de la police locale ou d'autres agents de l'État afin de mettre un terme à la violation des droits de l'homme (le type et le niveau d'engagement dépendront de la situation spécifique, des capacités et du mandat de la police des NU). Cela peut impliquer un plaidoyer sur place pour faire cesser la violation. Si la mission a un mandat de protection des civils et la capacité de le mettre en œuvre dans ces circonstances, la police des NU peut décider d'une intervention physique pour protéger les civils, même si la menace vient des policiers du pays hôte ;

- Fournir une assistance à la victime si nécessaire (la personne peut être blessée et avoir besoin d'une assistance médicale ou chercher de l'aide pour déposer une plainte en vue d'obtenir des réparations). Lorsqu'ils prennent leurs fonctions, les membres de la police des NU doivent s'informer des procédures en place pour les différents types de victimes (par exemple, les victimes de violences sexuelles).
- Déterminer sur quoi et comment encadrer/conseiller la police locale afin d'éviter de nouvelles violations. En appliquant les normes internationales en matière de mentorat, de conseil et de formation de la police du pays hôte, la police des Nations unies peut limiter les violations futures. Dans de nombreux cas, la police des NU assurera également le suivi avec les services d'enquête internes de l'État hôte (par exemple, l'inspecteur général de la police) pour veiller à ce que les allégations de recours excessif à la force fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme et à ce que les auteurs identifiés soient poursuivis en justice. Avoir à rendre des comptes de ses actes est un moyen de dissuasion efficace contre les violations futures des droits de l'homme.
- Consigner correctement les informations pertinentes concernant la violation, les fonctionnaires impliqués, les victimes et les témoins.
- Partager rapidement les informations avec les composantes droits de l'homme de la mission par le biais de procédures opérationnelles permanentes appropriées (en général, la mission dispose d'une procédure opérationnelle permanente sur le partage d'informations). Les informations relatives à des violations commises à l'encontre d'enfants ou impliquant des violences sexuelles liées au conflit doivent être partagées avec les conseillers à la protection de l'enfance et les conseillers à la protection des femmes de la mission.
- Les informations personnelles concernant les victimes et les témoins doivent rester strictement confidentielles et n'être communiquées au sein de la mission que sur la base du « besoin d'en connaître », afin d'éviter toute fuite entraînant des représailles. En particulier, les noms de certaines victimes et de certains témoins ne doivent pas figurer dans les rapports hebdomadaires et autres documents largement diffusés au sein de la mission.

Diapositive 30

Responsabilités de la Police des NU

Usage de la Force par la POLNU



Exceptionnellement, la POLNU peut recourir à la force dans le cadre d'un mandat non-exécutif :

- En cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui ;
- Pour la défense du mandat (par exemple, pour assurer la liberté de mouvement) ;
- Si elle est mandatée pour protéger les civils de la violence.

Tout recours à la force par la POLNU doit être effectué conformément à la législation en vigueur du pays hôte et/ou à toute réglementation des NU qui l'aurait remplacée, et dans le plein respect des normes internationales en matière de droits de l'homme et de justice pénale.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies 2021 30

Message clé : La police des NU doit respecter les normes internationales en matière d'usage de la force lorsqu'elle opère dans le cadre d'un mandat exécutif ou qu'elle est autorisée à recourir à la force d'une autre manière.

Par le passé (par exemple, l'ATNUTO au Timor oriental ou la MINUK au Kosovo), les Nations unies ont été chargées d'assumer la responsabilité du maintien de l'ordre public dans le cadre d'un mandat exécutif. Dans le cadre d'un mandat exécutif, la police des NU peut fonder son travail de police sur les règles et réglementation spécifiques des NU ou sur la législation préexistante de l'État hôte. Dans tous les cas, l'usage de la force doit se faire dans le plein respect des normes internationales en matière de droits de l'homme et de justice pénale.

Exceptionnellement, la police des NU peut également recourir à la force dans le cadre d'un mandat non exécutif, par exemple en cas de légitime défense ou pour protéger des civils.

Actuellement, six missions ont un mandat explicite en matière de PDC : MINUSMA (Mali, résolution du conseil de sécurité mettant fin au mandat de la mission en date de juin 2023)), MINUSCA (République centrafricaine), UNISFA (Abiye/Soudan du Sud), FINUL (Liban), MINUSS (Soudan du Sud) et MONUSCO (République démocratique du Congo).

Dans certains cas, une mission peut également recevoir des mandats spéciaux autorisant le recours à la force pour soutenir les autorités de l'État hôte. La MINUSCA a notamment été mandatée pour adopter, à la demande des autorités de l'État hôte, des mesures temporaires urgentes d'arrestation et de détention afin de maintenir l'ordre

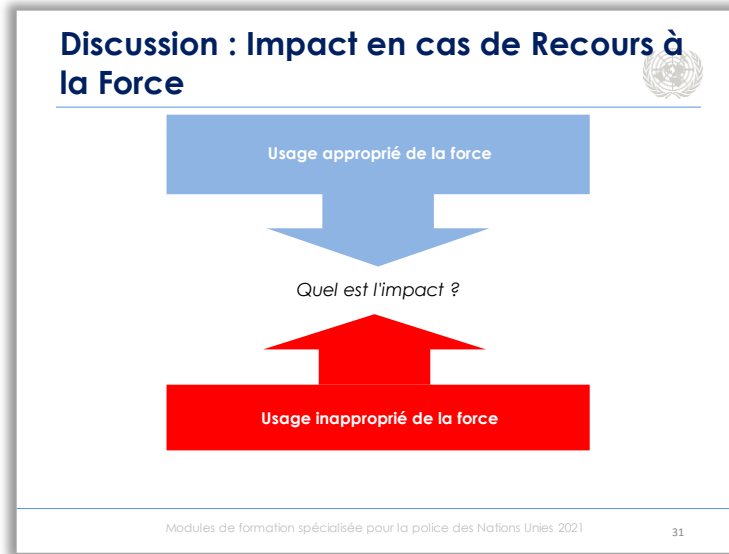
public et de lutter contre l'impunité. Dans ces situations, la force doit être utilisée conformément à la DUF, qui intégrera les normes internationales.

Dans l'exercice de ses fonctions de police, la police des Nations unies doit respecter la législation en vigueur dans le pays hôte, dans la mesure où elle n'est pas en contradiction avec les normes et standards des Nations unies en matière de droits de l'homme ou avec les règles, règlements et autres textes des Nations unies.

Lorsque la police des Nations unies fait directement usage de la force et des armes à feu, elle est tenue de respecter pleinement les droits de l'homme. Les abus d'autorité, le recours excessif à la force et les autres fautes graves éventuellement commises par la police des Nations unies doivent être signalés au chef de mission, qui ouvrira une enquête préliminaire.

Soulignez que, outre le mandat, il existe des « directives sur l'usage de la force et l'utilisation des armes à feu » (DUF) spécifiques à la mission, qui sont confidentielles et seront fournies une fois que les policiers des NU arriveront dans leur mission. Lors du déploiement dans la mission, il incombe aux policiers des NU de se familiariser avec ce document.

Diapositive 31



Message clé : Le respect par la police des NU des normes internationales en matière de recours à la force a des conséquences directes sur la mise en œuvre de son mandat et sur la mission dans son ensemble.

La police des NU doit soigneusement planifier ses opérations afin d'utiliser suffisamment de force pour remplir efficacement son mandat, sans pour autant faire un usage excessif de la force. Le recours à la force doit être limité et mûrement réfléchi.



Utilisez les notes ci-dessous pour engager la discussion avec les participants sur l'impact d'un usage inapproprié de la force et d'un usage approprié de la force. Demandez à un participant de noter les réponses sur un tableau de conférence.

Usage inapproprié de la force

Le recours abusif ou excessif à la force n'a pas seulement des conséquences négatives sur les droits de l'homme, mais aussi sur la légitimité de la mission, la coopération qu'elle reçoit de la population locale et l'exemple qu'elle donne aux autorités du pays hôte.

Elle nuit également à la légitimité, à la capacité opérationnelle et à la réputation de la mission des Nations unies, compromet la mise en œuvre du mandat de la mission et met en péril la sûreté et la sécurité du personnel des Nations unies.

Les policiers des NU doivent tenir compte de ces impacts dans leurs propres opérations. En outre, lors des activités de SMC, la police des NU doit alerter les autorités de l'État hôte sur le fait qu'un recours excessif à la force porte atteinte à sa légitimité et à son efficacité.

Il existe un risque d'escalade de la violence, et notamment à l'encontre des policiers. Par exemple, si les policiers font inutilement usage d'armes à feu – alors qu'ils auraient pu gérer la situation avec un niveau de force moindre, il y a un risque que les personnes ciblées résistent encore plus et que les policiers eux-mêmes se retrouvent sous le feu de l'ennemi.

Un service de police qui recourt à une force excessive perd également le soutien de la population locale, ce qui est essentiel pour le modèle de police orientée vers la communauté et guidée par le renseignement qu'utilise la POLNU. D'autant plus qu'un recours excessif à la force implique également un risque accru pour les civils qui peuvent se retrouver au milieu d'un échange de tirs.

Utilisation appropriée de la force

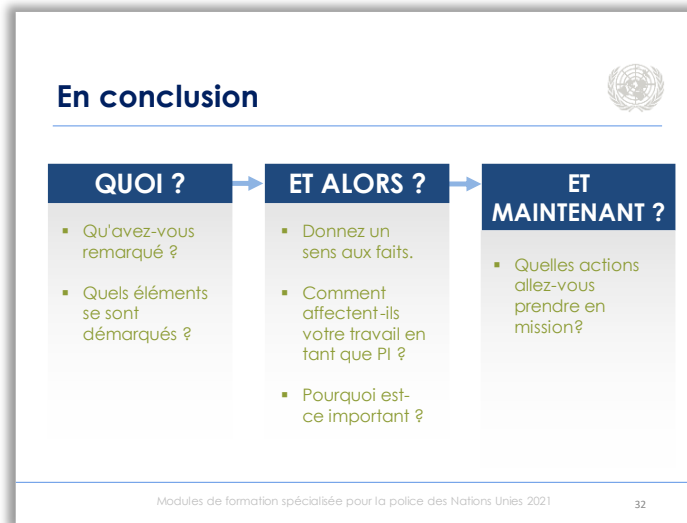
Dans le même temps, lorsque la police des NU utilise la force de manière précise, opportune, nécessaire et proportionnelle pour remplir le mandat de la mission, notamment pour protéger les civils de la violence ou pour défendre le personnel de la mission, cela a un impact positif sur la mission et sur les Nations unies dans leur ensemble.

Le fait de ne pas recourir à la force lorsque le mandat l'exige peut également entraîner une responsabilité disciplinaire ou pénale, notamment lorsque les personnels de la police des NU refusent d'obéir à un ordre légal d'emploi de la force qu'ils ont reçu de leur hiérarchie.

Le non-recours à la force a également un impact négatif important sur la mission, tout comme l'usage abusif ou excessif de la force.

Cette considération est d'autant plus pertinente que certains membres de la police des Nations unies peuvent avoir tellement peur de violer les normes d'usage de la force qu'ils n'agissent pas du tout, ou qu'ils utilisent la crainte supposée de violer les normes comme prétexte pour ne pas se mettre en danger.

Diapositive 32



Pour résumer les principaux enseignements de cette leçon, posez les trois questions suivantes aux apprenants :



1. **Quoi ?** Qu'avez-vous remarqué dans cette leçon ? Quels sont les éléments qui vous ont le plus marqué ?
2. **Et alors ?** Donnez un sens aux faits présentés dans cette leçon. Comment affectent-ils votre travail en tant que PI dans la mission ? Pourquoi est-ce important ?
3. **Et maintenant, quoi ?** Sur la base des deux questions précédentes, quelles mesures allez-vous prendre pour garantir le bon usage de la force et/ou des armes à feu une fois que vous serez déployés ?

Donnez aux apprenants quelques minutes pour réfléchir aux questions et laissez-les partager le résultat de leur réflexion. Les points suivants devraient être soulevés :

Quoi ?

- Il existe un ensemble de normes et de principes internationalement reconnus en matière d'usage de la force et des armes à feu.
- La police des NU n'agit que dans le domaine de l'application de la loi.
- La base juridique du recours à la force par la police des NU est le mandat du Conseil de sécurité, l'accord sur le statut des forces (SOFA), le CONOPS et la DUF, ainsi que la législation du pays hôte, le cas échéant.
- La police des NU doit appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme et de justice pénale en ce qui concerne le recours à la force et aux armes à feu.
- Les activités de suivi, de mentorat et de conseil de la police des NU à l'égard de la police du pays hôte sont guidées par les mêmes normes internationales que celles qui régissent son propre travail.

Et alors ?

- Les principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité, de non-discrimination, de précaution et de responsabilité dans l'usage de la force doivent toujours être respectés.
- La police des NU doit toujours :
 - Réagir de manière appropriée lorsque la police du pays hôte fait usage de la force en violation des droits de l'homme
 - Planifier correctement les opérations de police
 - Suivre les procédures établies et se conformer aux normes en matière de recours à la force et/ou aux armes à feu
 - Montrer l'exemple

Et maintenant ?

À leur arrivée dans la mission, les membres du personnel de la police des NU, y compris du commandement, doivent se familiariser avec la directive sur l'usage de la force et des armes à feu propre à la mission (DUF) et assumer les responsabilités qui leur sont confiées au niveau de la mission. La police des NU doit veiller à l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme et de justice pénale, conformément aux procédures propres à la mission, lorsqu'elle mène des activités de SMC ou en cas de recours à la force.

Documents de référence

Vous trouverez ci-dessous des documents dont la lecture est obligatoire pour les préparations des formateurs :

- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies, (Réf. 2015.15, 01 janvier 2016)
- Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990)
- Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (1979)
- Bureau du HCDH, ONUDC Ressources sur le recours à la force et des armes à feu par les représentants de l'application des loi (2017)
- Bureau du HCDH Série N.5 de la formation, Droits de l'homme et application de la loi : Manuel de formation aux droits de l'homme pour la police, pages 84-90

Leçon

11



Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix de l'ONU

Aperçu de la leçon

Objectif

Familiariser les participants avec les normes internationales en matière d'arrestation, d'appréhension et de détention que la police du pays hôte et la police des NU (POLNU, UNPOL en anglais) doivent respecter dans leurs activités.

Pertinence

Appréhender, arrêter et détenir des personnes sont des actions de police fondamentales soumises à des garanties détaillées de procédure. Les personnes arrêtées et détenues étant vulnérables aux abus de pouvoir, le droit international (ainsi que la quasi-totalité des systèmes juridiques nationaux) prévoit des garanties détaillées en matière de respect des procédures et de traitement dans des conditions humaines. Les membres de la police des NU qui font le suivi, le mentorat et qui conseillent la police du pays hôte en matière d'appréhension, d'arrestation et de détention doivent fonder leur travail sur les normes internationales en matière de droits de l'homme.

Dans le cadre de ses mandats, la police des NU peut appréhender et détenir des personnes conformément aux directives sur la détention, les fouilles et l'usage de la force (DUF) et aux instructions permanentes (SOP en anglais) qui appliquent les normes internationales dans les opérations de paix des Nations unies.

Objectifs pédagogiques

Les apprenants seront capables de :

- Décrire les normes internationales en matière de procédure équitable à suivre et de traitement dans des conditions humaines en ce qui concerne l'appréhension, l'arrestation et la détention
- Expliquer les procédures d'appréhension, d'arrestation et de détention dans les opérations de paix, ainsi que les rôles et responsabilités du personnel des Nations unies
- Décrire les procédures spéciales en cas de détention d'enfants
- Respecter les procédures relatives à la libération ou à la remise des personnes en détention au pays hôte

Contenu de la leçon

- Définitions clés
- Procédure à suivre lors d'une arrestation et détention
- Traitement dans des conditions humaines en détention
- Contrôle des lieux de détention de la police
- POP du DOP sur la détention dans les opérations de paix

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix
des NU

Plan de la leçon

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Introduction | Diapositives 1-4 |
| Définitions clés | Diapositive 5 |
| Droits de l'homme en cas d'appréhension/arrestation et de détention | Diapositive 6 |
| Respect des droits procéduraux et droit à un traitement dans des conditions humaines en cas d'arrestation et de détention | Diapositives 7-18 |
| Instructions permanentes sur le traitement de la détention dans les OMP et les MPS des NU | Diapositives 19-27 |
| Conclusions et questions | Diapositives 28-29 |

La leçon

Durée : 90 minutes au total

70 minutes : présentation interactive

20 minutes : Activité d'apprentissage - discussion sur une étude de cas



Commencer la leçon

Pour un début interactif de la leçon 11, envisagez les options suivantes :

Demandez aux apprenants s'ils ont déjà été déployés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Demandez-leur s'ils ont participé à des opérations de la police des NU donnant lieu à une arrestation et/ou à une détention ou à des activités de suivi, de mentorat et de conseil (SMC/MMA) ? Quelles préoccupations communes ont-ils observées au sujet de l'arrestation et de la détention (que ce soit par la police du pays hôte ou par la police des NU elle-même) ?

Présentez les éléments suivants (à l'aide des diapositives 1 à 4) :


- Objectif
- Pertinence
- Objectifs pédagogiques
- Contenu de la leçon




Notez le vocabulaire particulier de l'ONU. La formation comportera des mots, des termes et des phrases qui peuvent ne pas être familiers et/ou sembler bizarres. Note à l'apprenant : « Ne laissez pas le vocabulaire particulier vous empêcher d'apprendre ». Tout au long de la formation, passez en revue les définitions des mots et expressions clés.

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

Diapositive 5

Définitions Clés



| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Arrestation L'acte d'appréhender une personne pour la commission présumée d'une infraction ou par l'action d'une autorité |  |
| Personne détenue Personne privée de sa liberté personnelle sauf en cas de condamnation pour une infraction |  |
| Appréhension L'acte par lequel un individu est placé sous le contrôle ou la garde effective du personnel des Nations unies. Les missions des NU dépourvues de mandat exécutif procèdent à des <u>appréhensions</u> dans le cadre de la légitime défense ou de leur mandat de protection des civils. |  |

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021



Assurez-vous que les participants comprennent la distinction entre l'arrestation et l'appréhension avant de poursuivre.

Message clé : Dans les missions de l'ONU, la police des NU, au cours de ses activités de SMC, s'intéressera principalement aux questions de l'arrestation et de la détention de personnes par la police du pays hôte. Dans les missions non exécutives, la police des NU peut procéder à des appréhensions dans le cadre de la légitime défense ou de son mandat de protection des civils.

Dans la terminologie des Nations unies, une arrestation est une action menée uniquement par l'État hôte. La police des Nations unies procède à l'appréhension de personnes.

Instruction permanente sur la gestion de la détention dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies¹ :

« L'appréhension » est l'acte par lequel un individu est placé sous le contrôle ou la garde effective du personnel des Nations unies. (Même si les appréhensions ressemblent beaucoup à des arrestations dans la pratique, les Nations unies utilisent ce terme pour préciser qu'elles n'agissent généralement pas dans le cadre d'une procédure pénale en

Commented [GM1]: I think we can quote to the French translation of the SOP.

¹ [2020.13 Handling of Detention in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions \(SOP\) \(French\).pdf](#) ;

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

utilisant les pouvoirs d'un État souverain, mais dans le cadre de l'exécution de leur mandat de protection des civils, de la légitime défense ou autres mandats).

Ensemble de principes des Nations unies pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention² :

(a) « Arrestation » : l'acte d'appréhender une personne pour la commission présumée d'une infraction ou par le fait d'une autorité quelconque ;

(b) « personne détenue » : toute personne privée de sa liberté individuelle, sauf en cas de condamnation pour infraction ;

(c) « personne emprisonnée » : toute personne privée de sa liberté individuelle à la suite d'une condamnation pour infraction ;

(d) « Détention » : la condition des personnes détenues telle que définie ci-dessus ;

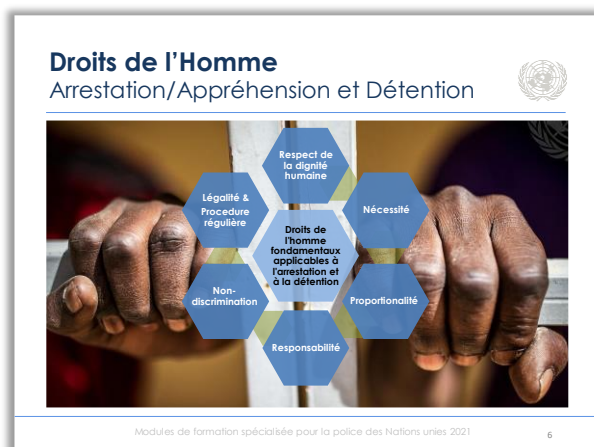
(e) « Emprisonnement/incarcération » : la condition des personnes emprisonnées telle que définie ci-dessus ;

(f) Les termes « une autorité judiciaire ou autre » désignent une autorité judiciaire ou autre autorité habilitée par la loi, dont le statut et le mandat doivent offrir les garanties les plus solides possibles de compétence, d'impartialité et d'indépendance.

² Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (1988)

[<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/body-of-principles-for-the-protection-of-all-persons-under-any-form-of-detention-or-imprisonment/>]

Diapositive 6



Message clé : Les personnes détenues continuent de jouir des droits de l'homme et doivent être traités selon une procédure régulière, sans discrimination et dans le respect de leur dignité humaine.

Les principes fondamentaux des droits de l'homme continuent de s'appliquer aux personnes arrêtées/appréhendées et détenues.

Dignité humaine : La police des NU et les autres forces de l'ordre doivent veiller à ce que toutes les arrestations/appréhensions soient effectuées dans le respect de la dignité de la personne. Cela s'applique à la manière dont une arrestation est effectuée, ainsi qu'aux conditions dans lesquelles une personne est détenue.

Nécessité et proportionnalité : Compte tenu de l'impact sur le droit à la liberté, toute arrestation/appréhension et détention doit être nécessaire et proportionnelle. Par exemple, il n'est généralement pas nécessaire de maintenir en garde à vue un individu arrêté pour un vol à l'étalage, car il est peu probable que cette personne tente de s'échapper avant le procès. En tout état de cause, une telle mesure serait disproportionnée compte tenu de la nature de l'infraction. La détention provisoire n'est généralement justifiée que s'il existe un risque réel que le suspect cherche à échapper à la justice ou à altérer les preuves ou à influencer les témoins (y compris en les menaçant).

Légalité et régularité de la procédure : L'arrestation doit reposer sur une base juridique existante dans le droit national (ou dans la DUF pour les appréhensions effectuées par la police des NU). En règle générale, il doit y avoir une procédure de mandat d'arrêt avec des contrôles et des poursuites judiciaires. Les cas dans lesquels la police peut procéder

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU


à une arrestation sans mandat (par exemple, une personne surprise en flagrant délit) doivent être clairement réglementés par le droit national. Lors de l'arrestation, plusieurs droits à une procédure régulière s'appliquent, qui sont détaillés dans les diapositives suivantes.

Non-discrimination : Les décisions d'arrestation, d'appréhension et de détention ne doivent pas être influencées par la race, l'appartenance ethnique, la religion, le sexe ou d'autres caractéristiques de la personne. Par exemple, si la police arrête des personnes appartenant à une minorité ethnique (les privant de leur liberté) mais qu'elle n'applique pas des mesures privatives identiques à des membres de la majorité ethnique pour le(s) même(s) délit/faits, la confiance du public dans les forces de l'ordre s'érodera rapidement.

Responsabilité : Les agents chargés de l'application de la loi, y compris la police des NU, doivent être tenus pour responsables (mesures disciplinaires et pénales, le cas échéant) s'ils procèdent à des arrestations/appréhensions arbitraires. Les lois et règlements doivent garantir un traitement dans des conditions humaines et une procédure respectant la forme légale aux personnes détenues. La responsabilité doit s'étendre aux responsables hiérarchiques qui savent ou ont des raisons de savoir que des violations ont été commises par leurs subordonnés, mais qui ne prennent aucune mesure pour les prévenir ou y répondre.

Diapositive 7

Scénario 1



Un vendredi soir, tard dans la nuit, le poste de la PNC d'Akkabar reçoit un appel faisant état d'une bagarre dans le quartier chaud de la ville. Lorsque les policiers de la PNC arrivent sur les lieux, ils sont face à deux groupes qui s'affrontent devant un bar. Les policiers de la PNC constatent que les deux groupes se battent, certains à mains nues, d'autres avec des chaises et d'autres objets qu'ils ont ramassés dans le bar. La foule se disperse rapidement en voyant l'arrivée de la police nationale. Les policiers nationaux parviennent à arrêter deux hommes et une femme qui ont participé à la bagarre. Tous trois souffrent de blessures légères, d'ecchymoses et de petites coupures.

Question 1

Quelles sont les étapes à suivre par la PNC lors de l'arrestation ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

7



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant la question qui suit. Le scénario est conçu pour présenter le thème des normes internationales en matière d'arrestation, d'appréhension et de détention. Les réponses attendues sont les suivantes :

- Informer les personnes arrêtées du motif (légal) de l'arrestation
- Informer les personnes arrêtées de leurs droits
- S'assurer que les points 1 et 2 sont compris par les personnes.
- S'assurer que l'arrestation est correctement enregistrée
- Soigner les blessures de la personne arrêtée si nécessaire

Diapositive 8



Message clé : Les personnes arrêtées doivent être rapidement informées des raisons de leur arrestation et de leurs droits. Toute mesure d'arrestation et de détention doit être dûment enregistrée.

Droit d'être informé du motif de l'arrestation : Toute personne arrêtée doit être informée, au moment de son arrestation, du motif de celle-ci. Cette information doit être donnée dans un langage non technique que la personne arrêtée peut facilement comprendre. L'agent ayant procédé à l'arrestation n'est pas tenu de remplir cette obligation si la personne arrêtée rend la chose impossible au moment de l'arrestation. Dans ce cas, l'agent ayant procédé à l'arrestation informe la personne du motif de son arrestation dans les plus brefs délais. Rapidement après l'arrestation, la personne arrêtée a le droit d'être informée des charges qui seront retenues contre elle. Ce droit peut, dans certaines circonstances, inclure le conseiller juridique (avocat) de l'accusé.

Droit d'être informé de ses droits : Les personnes détenues doivent être informées de leurs droits et en savoir assez sur la manière de les faire valoir. Bien que le contenu spécifique des droits à communiquer à la personne détenue puisse varier en fonction de la législation nationale, toutes les personnes privées de liberté doivent, au minimum, être informées des droits suivants

- Traitement dans des conditions humaines et absence de torture et d'autres mauvais traitements ;
- Le droit à un avocat de leur choix ou à l'aide juridictionnelle ;

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

- Le droit à un examen médical et à des soins médicaux ;
- Le droit de garder le silence et de ne pas faire de déclarations auto-incriminantes ;
- Le droit d'informer une personne de leur choix de la privation de liberté ; et
- Le droit de contester leur détention, d'engager une procédure devant un tribunal.

L'agent qui donne les informations doit vérifier que la personne détenue a compris ce qui lui a été dit. En cas de doute, il doit demander à la personne détenue d'expliquer le contenu et la signification de ses droits, en utilisant ses propres mots. Il doit également être prêt à apporter des éclaircissements, à répondre aux questions du détenu et à étayer les informations fournies par des conseils pratiques et un soutien. Les autorités responsables devraient consigner le fait que les informations ont été fournies.

Registres de garde à vue : Dès qu'une personne arrive au lieu de détention initial, sa détention doit être consignée dans un registre officiel et un registre de garde à vue doit être renseigné de manière appropriée. Tous les registres doivent être conservés sous une forme permanente, comme un cahier d'enregistrement dont les pages sont numérotées en ordre séquentiel et signées, ou une base de données électronique. Toutes les entrées d'informations dans le registre de garde à vue doivent être signées, et comporter en outre l'heure et la date de la garde à vue (voir ci-dessous).

Les registres de détention doivent comprendre

- Données personnelles sur la personne arrêtée (nom, adresse, âge, sexe, description, etc.)
- Noms des policiers ayant procédé à l'arrestation
- Motif de l'arrestation
- Date/heure de l'arrestation
- Lieu d'arrestation
- Date/heure du transfert vers le lieu de détention
- Agent en charge de la détention recevant la personne arrêtée
- Informations précises sur le lieu de détention
- Détails de l'audition
- Heure de comparution devant le juge
- Détails de la comparution devant l'autorité judiciaire (qui, où)
- Informations sur tous les autres agents impliqués

Des procédures similaires ont été établies pour une appréhension effectuée par la police des NU dans le cadre de ses propres opérations et doivent être respectées.³

³ DPO, DPPA et DSS Procédure opérationnelle standard sur le traitement de la détention dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies, Réf. 2020.13

Diapositive 9

Scénario 2

Les deux hommes et la femme qui ont été arrêtés sont conduits au poste de police. L'un d'eux a 16 ans. Selon la loi caranaise, il est considéré comme un enfant.

Question 1
Quelle procédure doit suivre la PNC pour se conformer aux normes internationales en matière d'appréhension, d'arrestation et de détention ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 9



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant la question qui suit. Le scénario est conçu pour renforcer le concept de normes internationales en matière d'arrestation, d'appréhension et de détention. Les réponses attendues sont les suivantes :

- Les femmes, les hommes, les garçons et les filles doivent être détenus séparément. Dans ce cas, la PNC a besoin de trois cellules de détention distinctes.
- Les normes internationales relatives à la détention des enfants sont énoncées dans les « Règles des Nations unies pour la protection des mineurs privés de liberté » (Règles de La Havane) de 1990.
- La PNC doit respecter les droits civils généraux (par exemple, représentation légale, etc.) ainsi que les besoins essentiels tels que la nourriture, l'hygiène, l'assistance médicale, etc.
- Selon la Convention relative aux droits de l'enfant, un enfant est défini comme toute personne âgée de moins de 18 ans. Les protections spéciales pour les enfants – telles que la séparation des adultes et des enfants en détention – doivent s'appliquer à toute personne de moins de 18 ans, même si le pays hôte a fixé l'âge de la responsabilité pénale (des mineurs) à moins de 18 ans.

Diapositive 10

Droit aux Soins Médicaux et à un Traitement Digne



- Accès à un médecin
- Droit de ne pas être soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Alimentation, eau et hygiène, exercice, vêtements, literie

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 10

Message clé : Les personnes détenues ont le droit d'avoir accès à un médecin, de ne pas être soumises à la torture et à des traitements dégradants et d'être détenues dans des conditions humaines.

Droit à l'examen médical : Les autorités sont tenues d'assurer la pleine protection de la santé de toutes les personnes placées sous leur garde, notamment en leur fournissant un accès rapide et régulier à des soins médicaux. Toute personne privée de liberté a le droit de bénéficier d'un examen médical indépendant au moment de son arrestation (c'est-à-dire à son entrée dans le premier lieu de détention) et à intervalles réguliers par la suite, y compris après le transfert vers un nouveau lieu de détention et immédiatement si le détenu se plaint ou s'il y a des soupçons de torture ou de mauvais traitements.

Interdiction de la torture et des mauvais traitements : Les personnes détenues ne doivent jamais être soumises à la torture ou à d'autres abus physiques ou psychologiques. Les actes qui humilient, suscitent la peur ou un sentiment d'infériorité, ou qui visent à briser la résistance physique ou psychologique de la personne interrogée ou sont susceptibles de le faire, peuvent être assimilés à la torture ou à d'autres mauvais traitements. Sont également interdites les méthodes et techniques d'interrogatoire coercitives qui visent à obtenir des aveux par la contrainte ou la menace, en altérant la capacité de décision de la personne interrogée. Le recours à la force contre les personnes détenues n'est autorisé que s'il est non discriminatoire et strictement nécessaire et proportionné à un objectif légitime, tel que la légitime défense, la prévention d'une évasion, ou en cas de résistance physique à un ordre légal. Les moyens et techniques d'entrave pendant la

détention ne peuvent être utilisés qu'en dernier recours et ne doivent jamais servir de punition. L'utilisation de chaînes, de fers et de ceintures électriques paralysantes est intrinsèquement douloureuse et dégradante et est donc interdite.

Détention dans des conditions humaines : Les conditions de détention qui ne répondent pas aux normes prescrites pour la garde à vue, la détention provisoire ou la détention administrative peuvent constituer un mauvais traitement. Les États doivent, au minimum, respecter les normes de traitement énoncées dans les **Règles Nelson Mandela** (adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies sans qu'aucun État n'ait voté contre). Les conditions minimales de détention, qui s'appliquent à la fois à la garde à vue et à d'autres formes de détention avant ou pendant le procès, sont les suivantes : la fourniture de services et de conditions non discriminatoires ; des mesures qui répondent aux besoins particuliers des détenus ; la séparation des différentes catégories de détenus (voir ci-dessous) ; un lieu de détention adéquat (y compris une surface minimale, l'éclairage, le chauffage et la ventilation), des installations sanitaires, des vêtements et de la literie, de la nourriture et des services de soins de santé ; des contacts avec le monde extérieur ; des lieux de prière (y compris des produits sanitaires pour les femmes et la prise en compte des besoins des personnes enceintes, qui allaitent ou qui s'occupent principalement d'enfants) ; l'intimité dans les toilettes ; l'accès à des ouvrages de lecture ; et la liberté de culte et les installations nécessaires pour respecter les pratiques religieuses.

Diapositive 11

Droit à un avocat et notification à la famille



- **Accès à un avocat** sans délai, consultation en toute confidentialité
- **Notification à la famille** ou à d'autres personnes de son choix, y compris à la mission diplomatique (ressortissants étrangers)

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

Message clé : Les personnes détenues ont le droit de contacter un avocat, de prévenir leur famille et (pour les ressortissants étrangers) leur consulat. Le non-respect des droits d'accès aux personnes extérieures équivaut à une détention secrète, interdite.

Accès à un avocat : Toutes les personnes détenues doivent avoir la possibilité de contacter un avocat. Toutes les personnes détenues ont droit à une assistance juridique dès le début de la privation de liberté, et de manière catégorique avant tout interrogatoire par les autorités. Cela inclut les personnes détenues en tant que suspects d'infractions pénales et les personnes placées en détention administrative (par exemple, les migrants faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion).

Les personnes détenues peuvent choisir l'avocat de leur choix ou, s'ils n'ont pas d'avocat ou n'ont pas les moyens d'en payer un, un avocat doit être commis d'office, gratuitement, si l'intérêt de la justice l'exige. Si un détenu souhaite exercer son droit à l'accès à un avocat, tous les entretiens et auditions doivent être retardés jusqu'à l'arrivée de l'avocat. Les conversations entre les personnes détenues et leurs avocats ne doivent pas être écoutées ou enregistrées, bien que des mesures de sécurité puissent être mises en place. En pratique, cela signifie que, dans la mesure du possible, les conversations devraient avoir lieu dans un environnement permettant une présence physique directe (c'est-à-dire sans barrières), et que les autorités devraient désigner des locaux réservés aux réunions entre les personnes détenues et leurs avocats dans les commissariats de police.

Notification à la famille : Les personnes détenues ont le droit d'informer un membre de leur famille, un ami ou toute autre personne de leur choix du motif et des circonstances de leur détention, et ce dès le début de la détention. Ce droit n'est pas absolu et est limité notamment si le suspect souhaite appeler d'autres personnes susceptibles d'être directement associées au crime présumé. Les autorités doivent tenir un registre clair et accessible des personnes qui ont été informées et de la date à laquelle l'information a été donnée. Dans la mesure du possible, les autorités devraient permettre à la personne privée de liberté d'effectuer elle-même l'appel directement par téléphone. Cela permettrait au détenu de maintenir un lien avec le monde extérieur et d'y avoir accès d'une certaine manière.

Contact avec le consulat : Les ressortissants étrangers privés de liberté ont le droit de communiquer avec les représentants diplomatiques et consulaires de l'État auquel ils appartiennent (les réfugiés ont le droit de contacter le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés – HCR).

La personne détenue choisit d'exercer ou non son droit d'informer d'autres personnes. La police ne peut pas choisir d'informer le consulat ou la famille contre la volonté du détenu (sauf dans le cas des enfants).

Diapositive 12



Message clé : Les différentes catégories de personnes détenues doivent être séparées, y compris lors de la garde à vue.



Activité d'apprentissage possible avant l'explication : Sur la base de cette diapositive présentant les normes internationales, demandez aux participants quelles sont les normes de séparation existant dans leur propre contexte national, comment elles s'appliquent et s'il est possible de les utiliser dans les missions des NU. Cette discussion permet de sensibiliser les participants aux normes de l'ONU. Durée : 5 minutes.

En raison de la présomption d'innocence, les personnes mises en examen et les personnes condamnées doivent être séparées. Les personnes en détention administrative (migrants) doivent être séparées des deux catégories précédentes.

Les femmes arrêtées ou détenues ne doivent pas subir de discrimination et doivent être protégées contre toutes formes de violence, y compris le harcèlement, les abus, l'exploitation sexuelle et les traitements humiliants ou dégradants. Le viol et les autres formes de violences sexuelles sont une forme de torture. Les femmes doivent être détenues séparément des hommes et disposer d'installations sanitaires distinctes.

Lors de l'arrestation et pendant la détention, l'âge de la personne doit être immédiatement enregistré. Si la police a des doutes sur l'âge exact d'un adolescent, la personne arrêtée/détenue en question doit être traitée comme un enfant. La détention ou l'emprisonnement d'enfants doit être une mesure extrême de dernier recours, et la

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

détention doit être la plus courte possible. Les enfants doivent être séparés des adultes (sauf si cela n'est pas dans l'intérêt supérieur de l'enfant, par exemple lorsque les enfants et les parents sont tous deux détenus).

Les détenus « ordinaires » doivent être protégés et séparés des détenus dangereux. Les personnes âgées, les migrants et les réfugiés, les membres de minorités et les personnes autochtones peuvent également nécessiter des mesures spéciales pour les protéger, y compris des autres détenus.

Les personnes handicapées ou ayant des besoins médicaux devraient être rapidement transférées dans des établissements leur fournissant des soins adéquats.

Dans de nombreux contextes de maintien de la paix, la police locale peut ne disposer que d'une ou deux cellules de détention. La police des NU peut fournir des conseils « créatifs » pour veiller à ce que les exigences de séparation soient respectées dans la mesure du possible (par exemple, en proposant qu'un enfant soit gardé dans un bureau plutôt qu'avec des adultes).

Diapositive 13

Droit de Comparaitre devant un Juge pour Contrôler la Légalité de la Détention

- Présenter rapidement la personne devant l'autorité judiciaire
- Maximum 48h (24h pour les enfants), sinon remise en liberté.



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 202113

Message clé : Une personne détenue doit pouvoir rapidement comparaître face à un juge qui contrôlera la légalité de la détention.

Toute personne détenue a le droit d'être rapidement présentée devant une autorité judiciaire compétente, indépendante et impartiale et d'être entendue par elle, aux fins de :

- Déterminer la légalité de l'arrestation et de la détention ;
- Examiner le traitement et les conditions de détention, et remédier aux irrégularités constatées ; et
- Si la détention ou l'arrestation initiale était légale, déterminer si la personne doit être libérée et si des conditions préalables à sa remise en liberté (par exemple une caution) doivent être imposées dans l'attente du procès.

La « comparution devant un juge » doit avoir lieu dans les 48 heures suivant l'arrestation/appréhension ; dans le cas des enfants, au plus tard dans les 24 heures.

Même lorsque des circonstances exceptionnelles existent (y compris des situations de conflit armé) et que les lois nationales autorisent des retards, le contrôle par l'autorité judiciaire doit avoir lieu dans un délai raisonnable. Les personnes détenues doivent comparaître en personne devant les représentants de justice et doivent être vues et entendues pour pouvoir statuer sur la légalité et la nécessité de la détention. L'autorité judiciaire doit enquêter de manière proactive sur toute allégation de mauvais traitement et y donner suite.


Toute personne détenue dispose d'un droit supplémentaire distinct de saisir un tribunal pour contester la légalité de sa détention (par le biais de l'habeas corpus, de l'amparo –

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

mécanisme juridique qui permet aux particuliers d'exercer une requête directe en contrôle de constitutionnalité – ou d'une procédure similaire), qui est distinct de l'obligation initiale de présenter rapidement toutes les personnes arrêtées ou détenues devant un juge.

Diapositive 14

Scénario 3



Le policier responsable des locaux de détention du poste de police d'Akkabar n'est pas sûr de ce qu'il doit faire avec les détenus. Les visites régulières de la POLNU au poste lui donnent un sentiment d'insécurité. Vous sentez qu'il n'est pas à l'aise avec les procédures à suivre et le cadre juridique.

Question 1
Que doit savoir le policier en ce qui concerne :

- la légalité de la détention,
- le traitement en détention et
- les procédures de base à suivre dans les centres de détention ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 14



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant la question suivante. Le scénario est conçu pour introduire les concepts de procédure régulière (légale à suivre) et de traitement dans des conditions humaines. Les réponses attendues incluent les points des diapositives 15 à 17 :

- **Légalité de la détention**
 - Motif valable de l'arrestation
 - Droit à une procédure régulière (légale) en cas d'arrestation
 - Droit de recours juridictionnel
 - Détention secrète
 - Enregistrement correct / Interdiction de la détention secrète
- **Traitement en détention**
 - Conditions humaines (nourriture, eau, soins médicaux, etc.)
 - Interdiction de la torture et des mauvais traitements
 - Séparation des détenus
 - Détenus ayant des besoins particuliers ou vulnérables
- **Procédures de base**
 - Vérifier le registre des détenus pour s'assurer qu'il n'y a pas d'anomalies et qu'il est correctement renseigné.
 - Visite périodique de l'ensemble des locaux de détention de la police

Commented [GM2]: Ceci est une traduction littérale de l'Anglais mais je propose d'enlever ce point qui repete ce qui vient juste apres.


Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix
des NU


- *Insister sur la nécessité d'entretiens confidentiels avec les personnes détenues*
- *Protéger les personnes détenues contre les représailles*
- *Encadrer et conseiller la police du pays hôte, le cas échéant*
- *Enregistrer les préoccupations et les partager avec la composante « droits de l'homme »*

Diapositive 15

Arrestation et Garde à Vue

Axes principaux d'intervention





Légalité de la détention

- Motif valable de l'arrestation
- Droit à une procédure légale lors de l'arrestation
- Droit au contrôle juridictionnel
- Détention secrète
- Enregistrement en bonne et due forme / Détention au secret

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

15

Message clé : Les policiers des NU engagés dans le SMC doivent veiller à ce que la police du pays hôte respecte les garanties d'une procédure régulière afin de s'assurer de la légalité de la détention.

Les domaines sur lesquels il convient de se concentrer en ce qui concerne la légalité de la détention sont les suivants :

- Les personnes détenues peuvent avoir été arrêtées sans raison valable, par exemple pour réprimer une activité politique ou pour un comportement qui n'est pas réellement un crime (par exemple, des relations extraconjugales ou des dettes).
- Les garanties d'une procédure régulière au moment de l'arrestation n'ont pas été respectées ou les personnes détenues n'ont pas été informées de leurs droits.
- Les personnes détenues n'ont pas été présentées à un juge dans les délais légaux (généralement 48 heures).
- Les personnes détenues n'avaient pas la possibilité de contacter leur avocat, leur famille ou leur consulat. Leur garde à vue n'était pas correctement enregistrée ou pouvait même ne pas être connue de l'extérieur (détention secrète interdite).

Diapositive 16

Arrestation et Garde à Vue

Axes principaux d'intervention



- **Traitement en détention**
 - Conditions humaines (nourriture, eau, santé, etc.)
 - Interdiction de torturer et faire subir des mauvais traitements aux détenus
 - Séparation des détenus
 - Détenus ayant des besoins particuliers ou vulnérables



Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

16

Message clé : Dans le cadre de leur travail de SMC, les membres de la police des NU doivent également veiller à ce que la police du pays hôte respecte les normes internationales en matière de droits de l'homme et de justice pénale en ce qui concerne le traitement en détention.



Les domaines sur lesquels il convient de se concentrer en ce qui concerne le traitement en détention sont les suivants :

- Des conditions humaines, surtout si les postes de police ne reçoivent pas le budget ou n'ont pas les installations nécessaires pour assurer la détention dans de bonnes conditions.
- Les personnes détenues courent le plus grand risque d'être torturées et maltraitées immédiatement après leur arrestation, lorsque la police souhaite obtenir des informations de leur part et qu'ils n'ont pas encore pu prendre contact avec d'autres personnes, telles que leur avocat ou leur famille.
- La séparation des détenus est souvent un problème dans les petits locaux de garde à vue (voir ci-dessus).
- Les personnes détenues particulièrement vulnérables, y compris les enfants, risquent de ne pas être traitées de manière adéquate.

Diapositive 17

Locaux de Détention

Procédures de base



- Vérifier le registre des détenus pour s'assurer qu'il n'y a pas d'anomalies et qu'il est correctement tenu
- Visite périodique de l'ensemble des locaux de détention de la police
- Insister sur la nécessité d'entretiens confidentiels avec les détenus
- Protéger les détenus contre les représailles
- Encadrer et conseiller la police du pays hôte, le cas échéant
- Enregistrer les problèmes relevés et les partager avec la composante droits de l'homme

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

Message clé : Les procédures de base pour le contrôle de la garde à vue comprennent les vérifications de routine du registre des détenus, l'inspection de l'ensemble des locaux, les entretiens confidentiels, la protection contre les représailles et un suivi immédiat.

La police des NU devrait consulter régulièrement le registre de garde à vue lors de ses visites dans les postes de police locaux. Ils doivent vérifier que la situation de toute personne détenue est correctement enregistrée et rechercher toute anomalie (en se basant sur la liste de contrôle de la diapositive précédente).

Ils doivent également demander à inspecter régulièrement l'ensemble des installations, y compris les installations de cuisine et de lavage, afin de s'assurer que la détention dans des conditions humaines soit garantie.

La police des NU devrait s'entretenir régulièrement et individuellement avec des détenus au sujet de leur situation, en particulier s'il existe des doutes quant au respect des procédures régulières et des normes de traitement dans des conditions humaines. Pour obtenir des informations complètes et prévenir les représailles, elle doit insister sur le fait que les entretiens doivent avoir lieu avec un seul détenu à la fois et qu'ils doivent être confidentiels – ni les gardiens ni les autres détenus ne doivent pouvoir entendre ce que les personnes détenues interrogées partagent avec la police des NU (les gardiens peuvent toutefois rester à vue si des considérations de sécurité l'exigent).

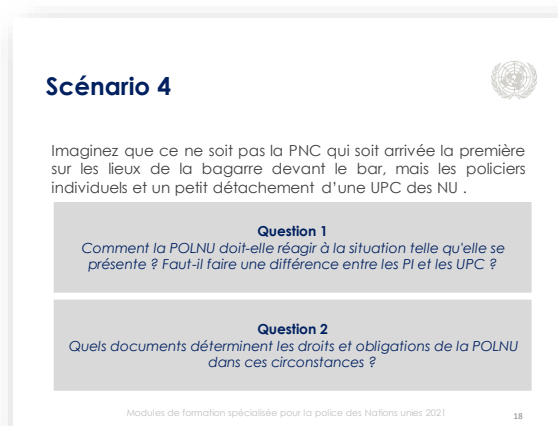
La police des NU a la responsabilité d'atténuer tout risque de représailles à l'égard des détenus avec lesquels elle est en contact. Ils doivent vérifier régulièrement l'état des détenus avec lesquels ils ont eu des contacts, préserver la confidentialité des

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

informations sensibles liées aux personnes et ne pas les partager sans leur consentement, signaler immédiatement les représailles présumées à leur hiérarchie pour qu'elles soient suivies d'effets en urgence à un niveau approprié et laisser les coordonnées des détenus afin qu'ils puissent signaler les représailles par le biais d'intermédiaires ou au moment de leur libération.

Lorsqu'ils rencontrent des problèmes liés à d'autres détenus ou à la police du pays hôte, ils doivent en faire part à la police du pays hôte au niveau approprié (dans le respect de la confidentialité et des risques potentiels de représailles). En outre, ils doivent être rapidement communiqués à la composante « droits de l'homme ».

Diapositive 18



Scénario 4

Imaginez que ce ne soit pas la PNC qui soit arrivée la première sur les lieux de la bagarre devant le bar, mais les policiers individuels et un petit détachement d'une UPC des NU.

Question 1
Comment la POLNU doit-elle réagir à la situation telle qu'elle se présente ? Faut-il faire une différence entre les PI et les UPC ?

Question 2
Quels documents déterminent les droits et obligations de la POLNU dans ces circonstances ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 18



Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant les questions qui suivent. Le scénario est conçu pour décrire comment les instructions permanentes sont appliquées dans les opérations de paix des Nations unies. Les réponses attendues sont les suivantes :


Réponse à la question 1 : Les PI et les UPC doivent agir conformément au mandat et à la DUF. Les réglementations relatives à l'usage de la force, à l'arrestation et à la détention peuvent être (seront probablement) différentes pour les PI et les UPCs.

Réponse à la question 2 : Le mandat, le SOFA, la DUF, les instructions permanentes sur le traitement de la détention dans les opérations de paix et les autres politiques des NU (générales et spécifiques à la mission).

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

Diapositives 19 et 20

Base légale

Appréhension et détention par la POLNU 

- Autorisées UNIQUEMENT dans les circonstances où le recours à la force est autorisé par le **mandat de la mission** et énoncé dans la **directive sur l'usage de la force (DUF)** de la mission.
- **POP** (ou standard POS) établies pour transposer les normes internationales aux opérations de paix des Nations unies

Cadre d'orientation stratégique de la POLNU : « La POLNU doit se conformer strictement aux instructions permanentes sur la détention dans le cadre des opérations de paix des Nations unies. »

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 19

Champ d'Application et Applicabilité des POP



- **Ne confèrent pas de** pouvoirs d'appréhension / d'arrestation
- **S'appliquent** lorsque la personne appréhendée est sous le **contrôle effectif de la mission sur le terrain** (même brièvement)
- **Définissent la procédure** d'appréhension, de transfert, de détention, de remise à l'autorité locale ou de remise en liberté
- **Fournissent une vue d'ensemble détaillée des rôles et des responsabilités** des acteurs des NU impliqués dans la procédure

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 20

Message clé : Les instructions permanentes (SOP en anglais) sur la détention dans les opérations de paix s'appliquent dans toutes les situations où la police des NU appréhende et place un ou plusieurs individus sous le contrôle effectif de la mission des NU sur le terrain (même brièvement).

Les instructions permanentes :

- N'accordent pas de pouvoirs d'appréhension/d'arrestation ;

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

- Définissent les procédures d'appréhension, de transfert, de détention et de remise aux autorités locales ou remise en liberté ;
- Attribuent des rôles et des responsabilités spécifiques et
- Fournissent une vue d'ensemble détaillée des rôles et des responsabilités des acteurs des Nations unies impliqués.

Même si l'opération des NU n'a pas de mandat exécutif, la police des NU peut appréhender et détenir temporairement des personnes dans certaines occasions, par exemple lorsqu'elle se défend ou pour protéger des civils. L'autorité de ces opérations découle du mandat du Conseil de sécurité et de la DUF.

La procédure internationale régulière et le traitement dans des conditions humaines décrits dans la première partie de cette leçon s'appliquent également à la police des NU. Toutefois, les opérations des NU ne disposent pas des mêmes moyens que les autorités de l'État hôte (par exemple, l'ONU ne dispose pas de ses propres juges pour contrôler la détention).

Le DOP, le DAPC (DPPA) et le DSS ont établi des instructions permanentes juridiquement contraignantes sur le traitement de la détention dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations unies et des missions politiques spéciales, qui sont précisées par des procédures de détention spécifiques à chaque mission.

Les instructions permanentes définissent une norme pour les Nations unies qui détiennent temporairement des personnes en vue de les remettre aux autorités de l'État hôte ou de les libérer, selon le cas.

Il incombe à la police des NU de se familiariser avec les instructions permanentes et les règles spécifiques à la mission et de s'y conformer.

Les instructions permanentes s'appliquent dès que les Nations unies ont le contrôle effectif des personnes mises en cause, même pour de très courtes périodes. Cela s'applique même si certains policiers locaux accompagnent la police des Nations unies pendant les opérations, si la police des Nations unies procède effectivement à l'appréhension. Le respect des instructions permanentes ne peut être éludé par l'introduction de concepts évasifs tels que la « détention temporaire » ou d'autres concepts similaires.

Une fois que la police des NU a le contrôle effectif d'une personne, les instructions permanentes donnent des indications détaillées sur la manière de procéder. Elle doit alors informer la personne détenue du motif de sa détention, dresser un inventaire des

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

objets qui lui ont été temporairement enlevés ou saisis et lui donner la possibilité d'informer sa famille ou des tiers.

Diapositive 21



Message clé : Les instructions permanentes établissent les responsabilités spécifiques de l'agent ayant procédé à l'appréhension, du commandant de l'unité qui assure la détention, du centre opérationnel conjoint (COC/JOC en anglais) ou du bureau désigné, du point focal détention (PFD/DFP en anglais), de la composante « droits de l'homme », de la composante justice et administration pénitentiaire, du conseiller pour la protection de l'enfance, du chef de mission et d'autres acteurs des NU.

Les instructions permanentes établissent les responsabilités spécifiques de :

- L'agent qui procède à l'appréhension – l'agent qui participe à l'appréhension d'un individu ;
- Le commandant de l'unité de l'agent – l'officier en charge de l'unité qui assure la détention ;
- Le centre d'opérations conjoint (COC/JOC) ;
- Le point focal détention (PFD), désigné par le chef de mission ;
- Le chef de mission ;
- La composante « droits de l'homme » ;
- La composante « Justice et administration pénitentiaire » ;
- Le personnel médical des NU ;
- Le conseiller genre ou le responsable de la protection des femmes ;
- Le conseiller en protection de l'enfance / le point focal.

L'agent ayant procédé à l'appréhension informe la personne du motif de sa détention, procède à une fouille initiale, identifie la personne, conserve les objets saisis et enregistre les informations, organise le transport/transfert de la personne détenue vers un lieu de détention désigné, fournit un rapport écrit sur l'appréhension mentionnant tous les faits importants, y compris la raison et les circonstances de l'appréhension, etc.

Le commandant d'unité prend la décision initiale de libérer ou de maintenir la personne en détention ; il informe le COC et l'informe régulièrement de la situation ; il informe la personne détenue du motif de sa détention ; avec le consentement de la personne détenue, il informe un membre de sa famille ou toute autre personne ; il tient à jour les registres et établit des rapports sur tous les aspects de la détention ; il veille à ce que les conditions de détention soient appropriées et à ce que le détenu soit traité correctement, etc.

Le Centre d'opérations conjoint (COC) ou bureau désigné lorsqu'il n'existe pas de COC, est chargé de veiller à ce que les informations concernant la détention d'une personne soient diffusées pendant toute la durée de sa détention.

Chaque mission désigne un **point focal détention (PFD)**, extérieur à la police des NU ou à la composante militaire, qui coordonne, au nom du chef de mission, les efforts déployés à l'échelle de la mission pour mettre en œuvre les instructions permanentes, contrôle le respect des instructions permanentes sous la responsabilité générale du chef de mission et peut fournir des conseils en cas de besoin.

En outre, le PFD, après avoir été avisé par le COC d'une appréhension/détention, doit informer le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)⁴, qui a le droit d'accéder aux détenus et de mener des entretiens confidentiels avec eux. Les ressortissants étrangers peuvent exiger que leur consulat soit avisé (le choix appartient au détenu). Le PFD assure également la liaison avec les autorités de l'État hôte à des fins de communication et de notification.

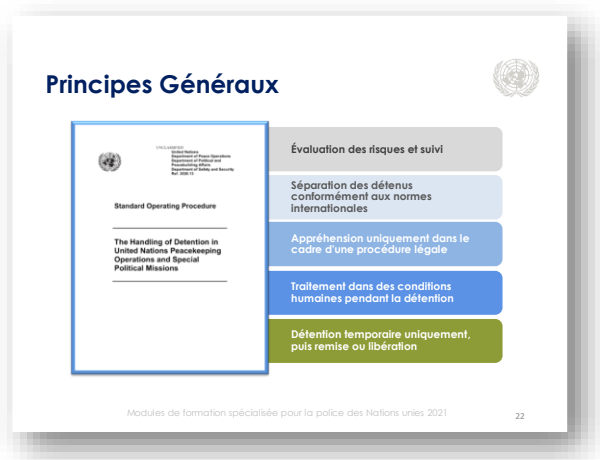
Le **chef de mission** est responsable en dernier ressort du respect des instructions permanentes et de la décision finale concernant la libération, la remise aux autorités locales ou la prolongation de la détention d'une personne détenue dans un lieu de

⁴ Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est une organisation impartiale, neutre et indépendante dont la mission exclusivement humanitaire est de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance en promouvant et en renforçant le droit humanitaire et les principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Il dirige et coordonne les activités internationales menées par le Mouvement dans les conflits armés et autres situations de violence.

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

détention désigné. Le chef de mission est également chargé de collaborer avec les autorités de l'État hôte après la remise de la personne.

Diapositive 22



Message clé : Les instructions permanentes sur la détention définissent les procédures de détention dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies.

Les principes généraux énoncés dans les instructions permanentes sont les suivants :

- **Séparation des détenus** conformément aux normes internationales.
- **L'appréhension seulement dans le cadre d'une procédure régulière** : Informer la personne appréhendée du motif de sa détention, l'informer rapidement de ses droits, dresser l'inventaire des objets retirés au détenu, informer sa famille, tenir des registres détaillés des appréhensions et des gardes à vue, etc.
- **Les personnes détenues doivent être traitées dans des conditions humaines**. Elles ne peuvent être remises aux autorités de l'État que s'il n'y a pas de risque réel qu'ils soient victimes de graves violations des droits de l'homme. Toute personne détenue par une mission sur le terrain doit être remise aux autorités de l'État hôte ou libérée dans les 96 heures (48 heures pour les enfants) suivant son arrestation.
 - La mission se doit de traiter les détenus dans des conditions humaines et de leur fournir eau, nourriture, hygiène, soins médicaux, etc.
 - **Les règles Nelson Mandela** donnent des orientations sur tous les aspects de la gestion des prisons, de l'admission et du traitement du détenu jusqu'à

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

l'interdiction de la torture et aux limites de l'isolement cellulaire. Elles contiennent des orientations sur les soins de santé, le recrutement et la formation du personnel pénitentiaire, ainsi que sur les sanctions disciplinaires. L'annexe A des instructions permanentes des Nations unies en matière de détention traduit les règles Mandela en règles de mission détaillées.

- Si la police des NU reçoit des allégations selon lesquelles des détenus sont soumis à la torture ou à des mauvais traitements, ces faits doivent être immédiatement transmis au point focal détention et à l'équipe conduite et discipline de la mission.
- **Détention temporaire** – 96 heures seulement – 48 heures pour les enfants ; puis remise aux autorités de l'État hôte ou libération si aucune remise n'est possible. Dans chaque cas, la mission doit procéder à une évaluation des risques avant la remise.


Exceptionnellement, une remise à un état tiers présent dans le pays peut être effectuée. Le délai de détention sera alors doublé (deux fois 48 heures) – à la différence de celui accordé aux services de police du pays hôte qui doivent présenter le détenu à un juge – afin de tenir compte des besoins logistiques du maintien de la paix dans les régions reculées et de permettre une évaluation correcte des risques liés à la remise du détenu.

- Interdiction de refoulement : la mission ne doit pas procéder à la remise s'il existe un risque réel de persécution, de torture ou de mauvais traitements, de disparition, d'exécution sommaire ou, conformément à la politique générale des Nations unies, d'exécution d'une peine de mort.
- La mission doit disposer d'un accord légal de remise (et transfert) avec le gouvernement hôte, assorti de garanties de non-refoulement.
- La mission doit assurer le suivi des personnes transférées.

Commented [GM3]: Le para. 39 de l'instruction permanente sur la détention (FR) parle de transfert et non de remise.

Diapositive 23

Scénario 5



La police des NU décide d'appréhender les mêmes personnes que dans le scénario 1. Elles sont menottées et placées dans les véhicules de police.

Question 1
Où les personnes appréhendées doivent-elles être amenées ?

Question 2
Les trois personnes doivent-elles être traitées selon les mêmes règles ?

Question 3
Y a-t-il une exception à la réponse à la question 1 ?

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

23



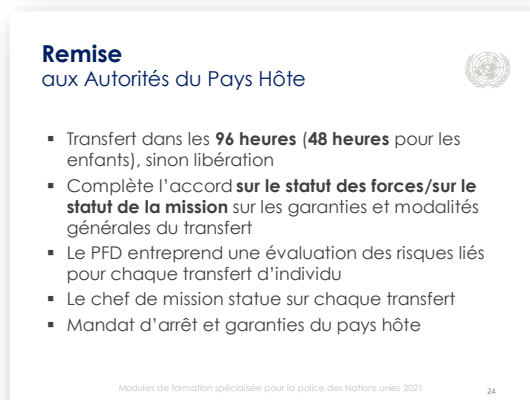
Engagez la discussion en présentant le scénario et en posant les questions qui suivent. Le scénario est conçu pour décrire comment les instructions permanentes sont appliquées. Les réponses attendues sont les suivantes :

Réponse à la question 1 : Détention temporaire par la mission en vue de remettre les personnes détenues à l'État hôte dès que possible – mais seulement après une évaluation des risques si remise envisagée.

Réponse à la question 2 : Oui, mais les règles varient selon qu'il s'agit d'adultes ou d'enfants. Pour les enfants, les règles spéciales de l'annexe des instructions permanentes doivent être respectées.

Réponse à la question 3 : Oui, s'il existe un risque évalué que les personnes remises à l'État hôte soient soumises à des violations des droits de l'homme, telles que la torture, les violences sexuelles ou un procès inéquitable.

Diapositive 24



Message clé : La remise doit avoir lieu dans les 96 heures (48 heures pour les enfants), sinon la personne doit être libérée. Le chef de mission prend les décisions concernant les remises individuelles. La remise d'une personne détenue à l'autorité de l'État hôte n'est possible que s'il existe un mandat de l'État hôte et des garanties que la personne ne sera pas persécutée, torturée ou maltraitée, qu'elle ne disparaîtra pas ou qu'elle ne sera pas exécutée sommairement.

Pour mettre en œuvre ces garanties de non-remise, chaque mission doit conclure un accord juridique général sur les conditions de la remise et les garanties connexes avec le gouvernement hôte. Il s'agit généralement d'un supplément au SOFA/SOMA.

En outre, la mission doit procéder à une évaluation des risques de remise pour chaque cas individuel et à un suivi ultérieur du sort des personnes qui ont été remises.

La remise se fait dans un lieu convenu par la mission et le gouvernement.

Si les autorités de l'État hôte n'acceptent pas la remise ou ne fournissent pas les garanties et le traitement effectif requis, le point focal détention en informe immédiatement le chef de mission, qui prend alors sans délai une décision de libération de la personne détenue.

La composante « droits de l'homme » formulera des recommandations pertinentes au point focal détention sur les risques liés à la remise et participera au suivi après la remise.

Diapositive 25



Les Nations unies n'ont pas le droit de remettre la personne détenue à une autorité quelconque s'il existe des motifs sérieux de croire qu'il y a un risque réel que la personne soit sujette à :

- La privation (arbitraire) du droit à la vie ;
- La torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- Viol ou d'autres formes de violence sexuelle ;
- Des menaces contre sa vie, son intégrité physique ou sa liberté en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;
- L'exécution d'une sentence de peine de mort ;
- Une disparition forcée ;
- Un refoulement (y compris le refoulement secondaire) – le fait de forcer un réfugié ou un demandeur d'asile à retourner dans un pays ou un territoire où il risque d'être persécuté ou de subir de mauvais traitements ;
- Des procédures manifestement inéquitables ;
- Une détention arbitraire prolongée ;
- Recrutement ou participation directe ou indirecte aux hostilités, s'il s'agit d'un enfant.

Diapositive 26

Suivi après transfert



- La mission fait un suivi de chaque personne transférée
- Visites régulières de la composante droits de l'homme (ou présence dans le pays)
- Suivi du procès (dans la limite des ressources)
- Le chef de mission fait part de toute préoccupation au pays hôte

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021 26

Message clé : La composante « droits de l'homme » de la mission veille au bon traitement de toutes les personnes détenues remises aux autorités de l'État hôte. Le chef de mission fait part de ses préoccupations à l'État hôte si nécessaire.

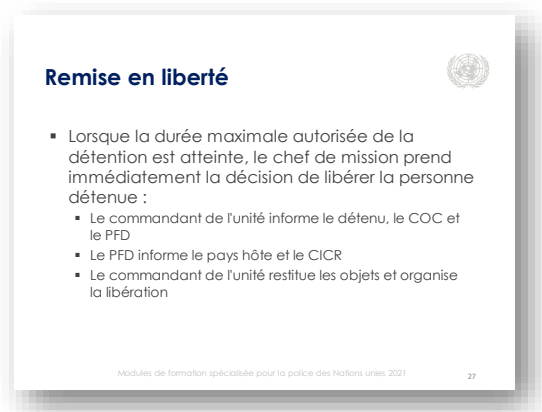
La mission suit la situation d'une personne qui a été remise aux autorités de l'État hôte. Toute information reçue par la police des NU doit être transmise à la composante « droits de l'homme » et au point focal détention.

Le point focal détention se tient informé du lieu où une personne remise aux autorités de l'État hôte est détenue. Ces informations sont enregistrées et tenues à jour.

Si une personne remise aux autorités de l'État hôte n'est pas traitée correctement, la composante « droits de l'homme » de la mission demande officiellement aux autorités de l'État hôte de prendre des mesures correctives immédiates.

Le chef de mission peut s'adresser directement aux autorités de l'État hôte et leur demander de prendre des mesures correctives effectives, y compris de transférer la personne concernée dans un autre lieu de détention approprié.

Diapositive 27



Message clé : Si la durée maximale autorisée de la détention est sur le point d'être atteinte, la personne détenue doit être libérée sur décision du chef de mission, selon une procédure de libération définie.

Lorsque la durée maximale autorisée de la détention est sur le point d'être atteinte (96 heures ou 48 heures pour les enfants), le point focal détention en informe le chef de mission. Le chef de mission transmet alors immédiatement au commandant de l'unité la décision de libérer la personne détenue.

- Le commandant de l'unité fournit des informations actualisées sur le statut de la personne détenue au centre d'opérations conjoint et au point focal détention.
- Le COC conseille tous les acteurs des Nations unies impliqués, énumérés dans les diapositives précédentes.
- Le PFD informe les autorités de l'État hôte et le Comité international de la Croix-Rouge.
- Le commandant d'unité informe la personne détenue de sa libération et des détails de celle-ci (date, heure et lieu) et, si nécessaire, en informe la famille du détenu ou une ou plusieurs autres personnes ; il restitue les objets saisis à la personne détenue ; il assure et supervise le transport de la personne libérée vers le lieu d'appréhension, à condition que ce lieu offre des garanties suffisantes pour la sûreté et la sécurité de la personne détenue. Le transfert est effectué dans des conditions humaines et en tenant dûment compte de la sécurité du personnel des Nations unies et de la personne détenue.

La personne détenue est considérée comme libérée dès qu'elle quitte le lieu de détention désigné.

Leçon 11 : Appréhension, arrestation et détention dans le cadre des opérations de paix des NU

Diapositive 28

Résumé des Messages Clés

La POLNU peut appréhender et détenir des personnes dans les limites du mandat de la mission et de la DUF (par exemple, pour protéger les civils d'une menace).

La POLNU doit connaître les règles applicables aux détenus en ce qui concerne leurs différents besoins.

La POLNU doit se conformer aux instructions permanentes sur le traitement de la détention dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies.

Modules de formation spécialisée pour la police des Nations unies 2021

28



Insistez sur les points clés de cette leçon. Ou demandez aux participants de résumer et d'expliquer chaque message clé. Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont chacun de ces points s'appliquera à leur rôle de PI.

Documents de référence

Vous trouverez ci-dessous des documents dont la lecture est obligatoire pour les préparations de l'instructeur :

- Convention relative aux droits de l'enfant (1989)
[<https://www.ohchr.org/Documents/ProfessionalInterest/crc.pdf>]
- Lignes directrices du DOMP/DAM sur les opérations de police dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies, (Réf. 2015.15, 01 janvier 2016)
[https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/4_rule_of_law_-_8_police_operations.pdf]
- Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (1979)
[<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/code-of-conduct-for-law-enforcement-officials/>].
- Procédure opérationnelle permanente DOP, DAPC et DSS sur le traitement de la détention dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations unies, (Réf. 2020.13)
[<https://peacekeeping.un.org/en/standard-operating-procedure-handling-of-detention-united-nations-peacekeeping-operations-and>]
- Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (1988)
[<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/body-of-principles-for-the-protection-of-all-persons-under-any-form-of-detention-or-imprisonment/>]
- Les règles de Nelson Mandela
[https://www.un.org/en/events/mandeladay/mandela_rules.shtml]

**Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies
2021**

Cahier d'activités Carana



Version pour formateur

Scénario, activités et résultats attendus

Le contenu de ce cahier d'exercices est essentiel à la réussite des activités et au transfert global de l'apprentissage tout au long de la formation. La mission des NU au Carana servira de base à de nombreuses activités d'apprentissage durant la formation.

Les instructions pour les activités se trouvent dans ce livret. Elles comprennent également des informations sur les résultats attendus pour chaque activité, c'est-à-dire les résultats que les participants sont censés produire. Les résultats escomptés ne représentent pas « l'étalon-or » ou la solution unique pour chaque exercice. Il est très probable que le travail et les propositions des participants ne comprennent pas tous les aspects décrits dans les résultats escomptés.

Les formateurs ne doivent pas être trop indulgents lorsqu'ils évaluent les résultats réels de chaque exercice par rapport aux résultats attendus. Si les résultats des participants atteignent environ 60 % ou plus des résultats attendus décrits dans le présent document, ils pourront être considérés comme de bons résultats. Toutefois, les résultats qui n'atteignent qu'un faible pourcentage des résultats décrits doivent être observés et évalués plus attentivement, car ils peuvent indiquer un manque de compréhension clair des différents sujets abordés dans l'activité en question.

Contenu

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Scénario, activités et résultats attendus | 1 |
| CARANA - Extrait de l'étude de pays..... | 3 |
| Fiche d'information sur Carana | 4 |
| Personnes et culture | 6 |
| Administration | 6 |
| Système économique | 7 |
| Les médias..... | 7 |
| Organisation judiciaire et police | 7 |
| Système juridique..... | 7 |
| Police et sécurité civile..... | 8 |
| Situation humanitaire | 10 |
| Activité 1 de Carana : Introduction à Carana | 11 |
| Activité 2 de Carana : la perspective de la CdP | 12 |
| Activité 3 de la Carana : Police et rapports fondés sur le renseignement..... | 17 |
| Activité 4 de Carana : Renforcement des capacités et développement et PDRH..... | 19 |
| Activité 5 de Carana : Police fondée sur le renseignement et protection des civils..... | 27 |
| Exercice Capstone | 30 |
| Instructions pour l'animateur Capstone | 31 |
| Capstone 1 (50 minutes) : Police axée sur la communauté - sécurité électorale | 32 |
| Capstone 2 (50 minutes) : Police fondée sur le renseignement - Criminalité environnementale | 34 |
| Capstone 3 (50 minutes) : Protection des civils..... | 37 |
| Capstone 4 (50 minutes) : Renforcement des capacités et développement - violations des droits de l'homme | 39 |
| Annexe A : Évaluation de l'apprentissage | 41 |
| Évaluation des connaissances | 41 |
| Participation aux cours | 41 |
| Évaluation du projet Capstone | 43 |
| Enquête sur le niveau de confiance en soi..... | 44 |

La Mission multidimensionnelle d'Assistance des Nations Unies au Carana (MANUC)

Après une longue guerre civile ayant fait des milliers de victimes et entraîné le déplacement de plus de 700 000 citoyens caranais, les factions belligérantes de la guerre civile au Carana, le gouvernement du Carana et deux groupes rebelles, ont finalement accepté d'entamer des négociations de paix. L'accord de paix de Kalari a été signé le 1^{er} août 20XX par les parties au conflit.

Compte tenu du consentement du pays hôte pour une mission de maintien de la paix des Nations Unies sur le territoire du Carana, du plan détaillé sur la manière de s'engager dans une transition pacifique et du consentement des parties au conflit à déposer les armes, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1544 (20XX) et autorisé une mission de maintien de la paix des Nations Unies au Carana.

Le CS des Nations Unies a décidé d'établir la Mission multidimensionnelle d'Assistance des Nations Unies au Carana (MANUC) pour une période initiale de 12 mois. Le mandat fixe l'effectif des unités militaires de la MANUC à 13 135 membres, 182 observateurs militaires, 40 officiers de liaison et 300 officiers d'état-major, et jusqu'à 1 882 membres celui de la police des NU, y compris les unités de police constituées.

La MANUC s'est vue confier le mandat suivant (voir le polycopié de la résolution 1544 du Conseil de sécurité) :

- a) Soutien à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu
- b) Soutien au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion
- c) Protection des civils et du personnel, des installations et des civils des Nations unies
- d) Promotion et protection des droits de l'homme
- e) Soutien à l'aide humanitaire
- f) Soutien à la réforme du secteur de la sécurité
- g) Soutien à la mise en œuvre du processus de paix

Sous f), la composante Police de la MANUC est chargée d'aider le nouveau gouvernement de transition du Carana à surveiller et à restructurer les forces de police du Carana, conformément aux standards internationaux et aux pratiques policières démocratiques, de développer un programme de formation de la police et d'aider à la formation de la police en coopération avec les organisations et les États intéressés.

CARANA - Extrait de l'étude de pays

Fiche d'information sur Carana

| République du Carana | |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom du pays : | République du Carana (appellation conventionnelle) ; Carana (appellation courte) |
| Capital : | Galasi (1,28 million d'habitants enregistrés) |
| Système juridique : | Basé sur la constitution nationale et un code pénal de 2013. Le droit coutumier est également observé sur la base de pratiques traditionnelles non écrites pour le secteur indigène. |
| Climat | La plupart du temps, le climat est doux, sauf dans les régions montagneuses du nord-ouest. Le nord a un climat plus doux. |
| Population | |
| Population : | ~17 millions (recensement de 2015) ; croissance annuelle de 3,6 |
| Handicaps | On estime à 300 000 le nombre de personnes souffrant de handicaps physiques et mentaux, notamment de blessures liées aux conflits et aux mines/UXO (munitions explosives non explosées) |
| Langues : | Plus de 20 langues originales ou dialectes tribaux sont parlés. La langue officielle et administrative est le français. |
| Principaux groupes ethniques : | Falin 60 %, Kori 20 %, Tatsi 15 %. |
| Principales religions : | Catholiques romains (40 %), protestants luthériens ou baptistes (35 %), musulmans (20 %), beaucoup d'entre eux ayant des influences indigènes (45%) |
| Alphabétisation : | 40 % de la population adulte sait lire et écrire (77,5 % chez les hommes, 62 % pour les femmes) ; 20 % des jeunes savent lire et écrire (moins de 18 ans). |
| Économie et infrastructures | |
| PIB (en 2015) : | 14,05 milliards d'euros ; 174 ^{ème} rang au classement mondial |
| Communication : | S'appuie sur la télégraphie, le téléphone et de faibles connexions radio (peu fiables). |
| Chemins de fer : | Deux voies ferrées exploitées par Carana Rail (CR), l'une de Galasi à Akkabar et l'autre de Maldosa à Mia. |
| Autoroutes : | Plusieurs routes et autoroutes bitumées sont restées intactes. Il existe un certain nombre de routes et de chemins non bitumés |

| | |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | assez robustes. La voiture et l'autocar sont les moyens de transport prédominants. |
| Télécommunications | Le système de téléphonie fixe couvre moins de 20 % du pays et n'est pas fiable. La couverture de la téléphonie cellulaire se développe et couvre généralement les principales villes et routes du pays. |

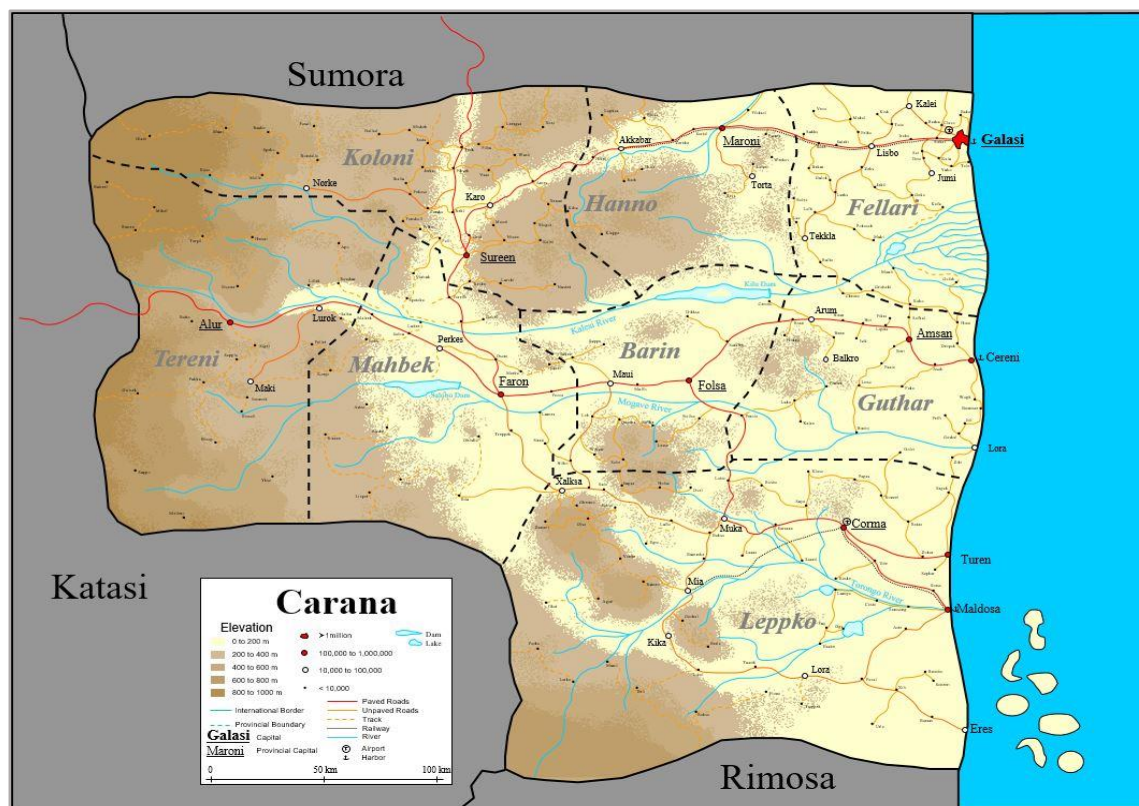
Personnes et culture

Le développement humain au Carana a été façonné par les différences entre les zones climatiques, créant une société divisée avec des structures sociales disparates organisées autour de différents modes de subsistance.

Le clivage le plus marquant se situe entre les éleveurs semi-nomades qui habitent les pâturages du sud-ouest et les agriculteurs et mineurs largement sédentaires de l'est.

Les trois principaux groupes ethniques, les falins, les koris et les tatsis, représentent 95 % de la population.

- Les koris (20%) vivent à l'ouest et constituent le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et Koloni.
- Les falins (60 %) constituent la majorité ethnique du pays et vivent principalement dans l'est et le centre du Carana.
- Les tatsis (15%) vivent dans le sud et sont majoritaires dans la province de Leppko.



Administration

L'État du Carana est divisé, selon le modèle français, en huit provinces (Tereni, Koloni, Mahbek, Hanno, Barin, Fellari, Guthar et Leppko) et une capitale à statut spécial, Galasi.

Le système administratif du Carana est basé sur le schéma d'une administration centralisée. Le gouvernement central est intervenu en particulier dans les provinces de

Hanno, Barin et Leppko pour assurer la sélection des chefs de district locaux, principalement au sein du groupe Falin, qui sont souvent des étrangers.

Système économique

Le Carana est riche en ressources naturelles. L'exploitation du charbon, des diamants et du cuivre contribue de manière importante au PIB. Le district de Hanno possède plusieurs mines de charbon à Akkabar et Maroni. À la fin du siècle dernier, l'industrie minière était contrôlée par des entreprises privées, mais depuis lors, le gouvernement a progressivement pris le contrôle de l'industrie. L'exploitation illégale des ressources naturelles et l'exportation par des entreprises privées vers les pays voisins sont monnaie-courante et les groupes armés ainsi que les éléments malhonnêtes des forces de sécurité sont fortement impliqués.

Les médias

Le pays compte une vingtaine de quotidiens, deux stations de radio et deux chaînes de télévision. Les stations de radio sont exploitées par des coopératives d'État, tandis que la plupart des journaux sont privés.

- En principe, le ministère de l'information contrôle tous les médias.
- La censure est limitée dans le cas des petits médias locaux, mais presque absolue dans le cas des stations de radio officielles et des principaux journaux.
- Une grande partie de la population est très active sur les réseaux sociaux, auxquels elle peut accéder par le biais des téléphones portables. Les réseaux sociaux sont utilisés comme outil de sensibilisation et de mobilisation démocratique, mais aussi pour diffuser des discours de haine et inciter à la violence ethnique.

Organisation judiciaire et police

Système judiciaire

En théorie, la Constitution et l'organisation judiciaire (juridique) du Carana sont basés sur des principes démocratiques modernes comprenant trois niveaux de tribunaux : La Cour suprême, les tribunaux provinciaux et les tribunaux d'arrondissements.

De facto, le secteur judiciaire manque de capacités institutionnelles et de ressources depuis des années et souffre d'une couverture territoriale limitée, sans présence réelle dans certains arrondissements, et d'une corruption endémique.

- Les outils administratifs de base font défaut.
- Les décisions de justice sont extrêmement longues. Cette situation a entraîné une surpopulation des prisons, d'où les condamnés parviennent régulièrement à s'évader.
- Les salaires du personnel judiciaire restent souvent impayés pendant des mois, ce qui favorise l'absentéisme et la corruption.

- La législation reste obsolète et souvent discriminatoire à l'égard des femmes, des minorités ethniques et d'autres groupes vulnérables.
- Les poursuites et autres mesures répressives prises par les acteurs judiciaires et les forces de l'ordre sont fondées sur un code pénal et un code de procédure pénale. Les forces de l'ordre fondent en outre leurs actions préventives sur la réglementation de la police du Carana.

Police et sécurité civile

Avant le conflit, la police caranaise était organisée sous l'égide du ministère de l'Intérieur. En général, et en particulier dans les zones urbaines, la police était suffisamment formée et équipée et fonctionnait selon des principes de maintien de l'ordre relativement modernes. En raison du conflit et de la prédominance des affrontements de nature militaire, toutes les parties au conflit ont négligé les forces de police du Carana.

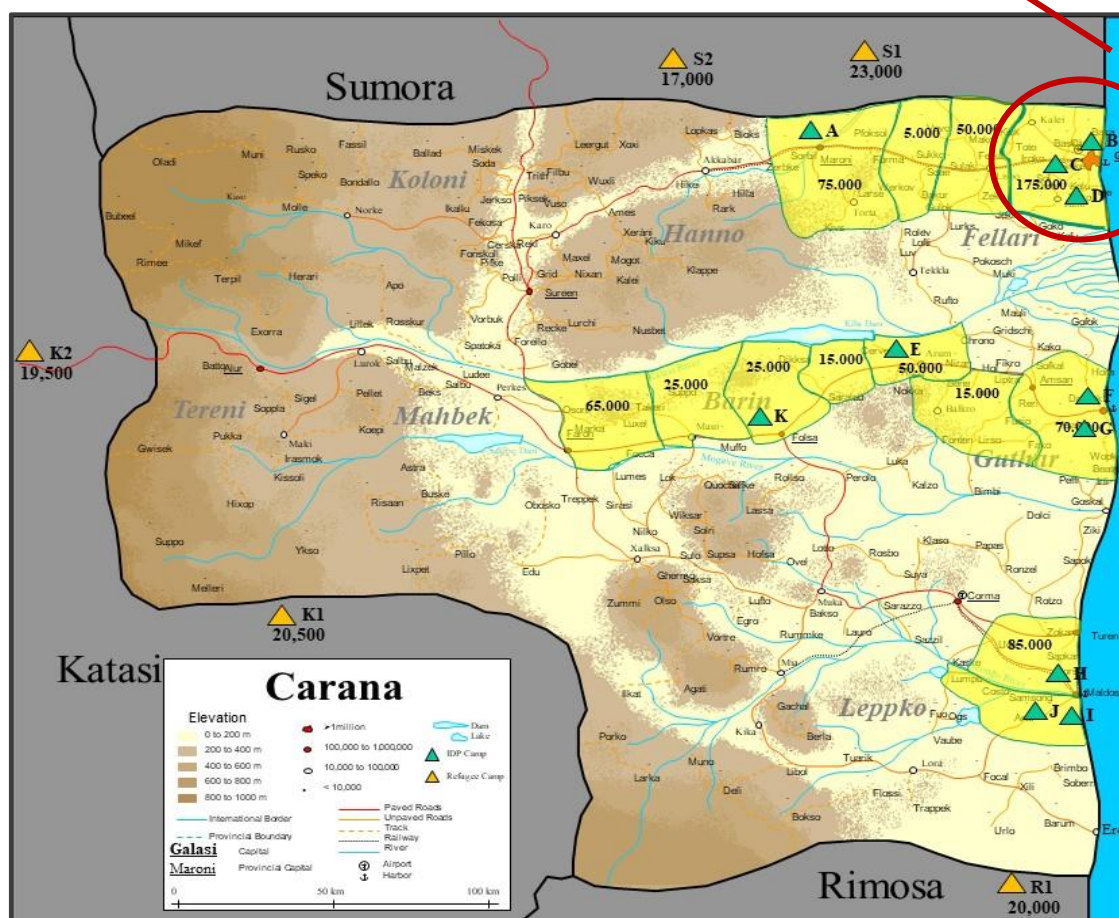
- Les forces de l'ordre du Carana se répartissent entre la police nationale du Carana (PNC) et la gendarmerie. La PNC se trouve dans les centres de population urbains et est contrôlée par le ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de l'administration provinciale. La gendarmerie, qui fait partie du ministère de la défense, assure la présence policière dans les zones rurales et est responsable de la sécurité des frontières.
- Ces dernières années, la PNC et la gendarmerie ont souffert d'une grave pénurie de personnel qualifié, d'une baisse de moral due à des salaires impayés, d'un manque de ressources logistiques et financières et d'un manque de formation.
- La corruption de la police est un problème grave dans la plupart des zones contrôlées par le gouvernement.
- Les postes de police sont peu ou pas équipés.
- Dans les zones contrôlées par le gouvernement, la présence de la police nationale est visible mais n'est pas en mesure de lutter efficacement contre le niveau élevé de criminalité.
- Les locaux de détention de la police sont surpeuplés. En outre, ils sont en proie à une forte politisation, à la corruption et à une mauvaise gestion.
- La présence policière au Carana est très faible. Le nombre estimé d'agents de la PNC et de la gendarmerie s'élève à 10 000 agents, soit un agent pour 1 400 citoyens. Sur ce nombre, seulement 5 % sont des femmes et elles occupent principalement des fonctions administratives.
- La majorité des policiers sont issus de l'ethnie Falin, y compris dans les régions peuplées principalement de minorités.
- La police des frontières terrestres et maritimes, l'immigration, les douanes, les autorités portuaires et d'autres secteurs connexes de la sécurité intérieure ont cessé de fonctionner. Ces derniers mois, les preuves d'activités criminelles organisées, en particulier le trafic de drogue et d'êtres humains, se sont multipliées.

- Les taux de criminalité sont élevés, en particulier dans les centres de population urbains, et de nombreux rapports font état de violations des droits de l'homme et de pillages perpétrés par les forces de l'ordre.
- Seul un petit nombre d'agents signalent les violations des droits de l'homme. Cette inefficacité et l'érosion des normes professionnelles ont entraîné une perte généralisée de leur crédibilité et de leur confiance au sein de la population.

Situation humanitaire

En raison des combats, de nombreux habitants du Carana ont fui leur pays, mais la plupart sont restés dans le pays. On estime que 100 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins du Sumora (environ 40 000 réfugiés), du Katasi (environ 40 000 réfugiés) et du Rimosa (environ 20 000 réfugiés).

700 000 autres se sont installées dans des camps de déplacés autour des villes portuaires, où elles sont maintenant regroupées dans des camps de fortune et des bidonvilles à l'intérieur ou à proximité des zones urbaines. La plupart des personnes déplacées internes (PDI) vivent actuellement dans les camps situés autour de Galasi.



La nouvelle de l'arrivée possible d'une mission des Nations unies a renforcé l'espoir des quelque 900 000 réfugiés et personnes déplacées de rentrer chez eux.

Les conditions sanitaires, d'assainissement et d'hygiène dans ces zones sont dangereusement inadéquates et constituent de plus en plus un terrain propice au mécontentement des extrémistes. La situation dans les camps de personnes déplacées est mauvaise et s'est considérablement détériorée au cours des derniers mois.

Pendant le conflit, les mines terrestres ont été utilisées par toutes les parties comme moyen de terreur et de dissuasion et pour empêcher l'accès à certaines zones.

Activité 1 Carana : Présentation du Carana

Directions :

1. Travailler en sous-groupes.
2. Complétez l'activité.

Durée : 45 minutes (30 minutes de discussion, 15 minutes de débriefing)

Activité :

Sur la base de votre connaissance du Carana et de la brève introduction, comparez la situation du pays et de la PNC avec les services de police de votre propre pays. Discutez-en et identifiez :

1. Les différences
2. Les similitudes
3. Quelle partie de votre expertise en tant que policier pouvez-vous adapter et utiliser au Carana ?
4. Ce que vous ne pouvez pas apporter dans le cadre de la MANUC ?
5. Que vous manque-t-il ?

Résultats attendus :

- Tâches des autorités chargées de l'application des lois (forces de l'ordre)
- Système juridique
- Niveau de formation
- Aspects organisationnels, tant au niveau national que local
- Moyens disponibles pour le maintien de l'ordre
- Situation en matière de sécurité
- Questions relatives aux droits de l'homme
- Égalité entre les hommes et les femmes
- Relations avec la population civile

Activité 2 Carana : la perspective de la police orientée vers la communauté (POC)

Directions :

1. Travail en sous-groupes
2. Lire la situation et l'introduction sur la région d'Akkabar.
3. Complétez l'activité.

Durée : 90 minutes (60 minutes d'activités, 30 minutes de présentations)

Situation

Vous êtes déployé dans la région de Hanno, à Akkabar, où la MANUC possède une base opérationnelle de la POLNU. Votre poste est celui d'un officier de police orienté vers la communauté (POC). En arrivant sur votre poste, vous rencontrez deux collègues de la POLNU qui travaillent également au sein de la base. Trois postes sont actuellement vacants car deux policiers individuels ont quitté la mission à la fin de leur déploiement et deux autres ont été réaffectés à d'autres postes au sein de la MANUC. Vous êtes le premier à arriver dans un groupe de quatre remplaçants. L'un des collègues qui est déjà déployé à Akkabar a rejoint la MANUC il y a 3 mois et sera bientôt affecté à un autre poste au sein du COC (centre d'opérations conjoint) de la mission. La collègue restante occupe son poste de policière de proximité depuis 6 mois. Elle semble être accessible et disposée à vous soutenir dans votre installation.

Après deux mois passés sur le secteur de la base, vous commencez à comprendre la situation à Akkabar. Vos premières réunions avec vos homologues de la PNC à Akkabar, les discussions avec vos collègues de la MANUC sur site et quelques rares interactions avec les habitants lors de vos visites au marché local ont permis de dresser un tableau incomplet, mais complexe, de la situation dans la ville :

Présentation de la région d'Akkabar

Akkabar se présente comme une communauté minière rude et basée sur l'industrie minière. Pour la plupart, les rues et les bâtiments ont connu des jours meilleurs. Akkabar était et est toujours d'une importance stratégique nationale en raison de ses riches gisements de charbon. Akkabar peut être décrit comme la partie droite du cœur du Carana, car lorsque la production baisse dans les mines de charbon, c'est l'ensemble du Carana qui le ressent. C'est pourquoi le maintien de la productivité au niveau requis a toujours été la priorité absolue des compagnies minières et de l'administration locale. Les conditions de travail semblent très dures, car une grande partie du travail difficile est encore effectuée manuellement et la sécurité au travail ne semble pas avoir beaucoup d'importance. On ne peut qu'imaginer que les violations des droits de l'homme sont courantes dans les mines. Par le passé, l'administration locale et les forces de l'ordre ont

fermé les yeux sur les accidents dans les mines, les violations de la réglementation du travail et les mauvais traitements infligés aux travailleurs, mais ont lourdement sanctionné les activités minières illégales dès qu'elles en ont eu connaissance. En conséquence, Akkabar a connu son lot d'émeutes de travailleurs, avec des incendies criminels, des pillages et parfois même des lynchages.

Le conflit au niveau national a également été très perturbant à Hanno et a gravement affecté l'activité minière à Akkabar. En définitive, il a également eu pour effet de ralentir considérablement la course incessante à la productivité et aux profits. Les entrepreneurs miniers ont perdu leur emprise sur la ville, mais conservent une certaine influence. La fluctuation de la production de charbon a entraîné une pression du gouvernement national sur l'administration locale, qui a vu sa position fortement affaiblie. En contrepartie, la découverte récente de réserves de cobalt et de métaux rares dans la région a ravivé le moral des entreprises et des travailleurs locaux, qui entrevoient de nouvelles possibilités de s'enrichir et de rétablir les anciennes structures de pouvoir.

Akkabar donne l'impression d'une communauté très divisée, et pas seulement sur le plan économique. La population est essentiellement composée de falins. Il y a un fort afflux de koris en provenance de la province occidentale de Koloni, à l'origine, car les gens venaient chercher du travail dans les mines. Récemment, ce flux de personnes est passé de travailleurs à des personnes déplacées qui ont été chassées de leurs villes et villages par le conflit. Les agents de la PNC affirment que la population d'Akkabar est passée de 40 000 à 50 000, voire 60 000 personnes, car les personnes déplacées qui étaient en route vers les camps de déplacés à l'est d'Akkabar ont décidé de rester et de trouver du travail à Akkabar. Près de 70 % des personnes déplacées qui restent seraient des femmes et plus de 60 % seraient âgées de moins de 16 ans. Des personnes traversent également la frontière pour se rendre au Sumora et en revenir, car la frontière ne correspond pas aux « frontières » ethniques. Un grand nombre de passages non enregistrés de la frontière se produisent régulièrement, ce qui entraîne une rotation importante de la population dans la ville.

Aucun des nouveaux arrivants ne s'inscrit auprès des autorités locales, de sorte que les registres officiels de la population d'Akkabar doivent être considérés comme incomplets ou du moins dépassés. Le centre social de la région d'Akkabar est le marché local où des commerçants d'origines diverses proposent de la nourriture, du bétail, des produits provenant des mines et d'autres produits de base. La population souffre d'une situation sanitaire déplorable. Les gens meurent à un âge relativement jeune. La mortalité infantile est élevée. Apparemment, les hommes sont plus touchés que les femmes. Aucune mesure n'a été prise pour gérer ou même contenir la pandémie de COVID-19 en cours (masques, vaccinations, éloignement, restrictions de mouvement).

Des manifestations violentes ont déjà eu lieu, la population exigeant le remplacement des responsables locaux. En réponse, l'administration locale a lancé une campagne

médiatique, indiquant qu'elle menait une enquête et que les responsables seraient tenus de rendre des comptes. Elle a ajouté que les réseaux d'assainissement et de distribution d'eau étaient en mauvais état car le conflit a éclaté il y a plus de dix ans et que les analyses d'eau avaient été négligées. On raconte dans la ville que les sources, qui fournissent l'eau à la communauté, ont été maudites par la sorcellerie kori par un homme qui travaillait comme contremaître dans une mine de cobalt locale il y a quelques années, en guise de riposte pour avoir été blâmé par ses supérieurs falins pour un accident minier, qui a coûté la vie à 4 mineurs.

La présence de la PNC à Akkabar est relativement stable depuis avant le conflit, car il s'agissait d'une priorité nationale d'assurer une forte présence des forces de l'ordre dans la ville. Le poste de police local compte 30 à 40 agents de la PNC, qui travaillent 24 heures sur 24. Les pratiques policières se sont légèrement adaptées à la situation actuelle. La PNC maintient une forte présence au poste de police. Ses activités régulières se concentrent sur le marché. Depuis que l'administration locale a reçu beaucoup moins de taxes et d'avantages de la part du conseil des entrepreneurs, la taxe de marché est devenue plus importante. Le trésorier a demandé à la PNC de protéger les fonctionnaires locaux lorsqu'ils collectent les taxes, car il souhaite éviter des explosions de violence comme celles qui se sont produites à Arum, une ville voisine. Avec les patrouilles effectuées à la gare locale, les tâches sur le marché et au commissariat de police occupent la majeure partie des capacités en personnel de la PNC.

Le rôle de la PNC a toujours été de faire respecter les intérêts des autorités locales et du conseil des entrepreneurs. La PNC a largement rempli ce rôle de manière solitaire, sans s'appuyer sur la coopération avec des partenaires, et elle continue dans cette voie. Une autre conséquence du conflit a été l'affaiblissement de l'influence des entrepreneurs privés sur le PNC et la gendarmerie. Certains des entrepreneurs les plus importants ont disparu ou ont été tués dans des circonstances indéterminées. La présence de la communauté internationale, des organisations gouvernementales et des ONG, a également affaibli les liens entre les acteurs privés et les fonctionnaires, ces derniers craignant de devenir des exemples à suivre pour d'autres personnes exerçant des fonctions publiques. La PNC locale s'en tient encore pour l'essentiel à ses anciennes pratiques, se contentant de recevoir les ordres. À mesure que les entrepreneurs perdent de l'influence, il est probable que la corruption et d'autres pratiques criminelles comblent encore davantage le vide.

Au cours de votre séjour sur le site de la base, la PNC a demandé à plusieurs reprises à la POLNU de l'aider à préparer les prochaines élections. Plus précisément, elle a demandé à recevoir une formation et du matériel, 10 kits électoraux mobiles composés d'un ordinateur portable et d'un téléphone portable chacun, qui sont nécessaires pour gérer les mesures de sécurité de l'élection. Jusqu'à présent, ces demandes n'ont pas été traitées.

Les agriculteurs locaux et les propriétaires de petites entreprises sont inquiets de la situation sécuritaire. Avec la croissance rapide de la ville, l'énorme fluctuation de la population et le manque de contrôle administratif, leur sentiment de sécurité en pâtit. La petite délinquance a connu une évolution en dents de scie. Pendant la saison des pluies, les routes de la région ont tendance à se dégrader rapidement, car le sol n'est pas en mesure d'absorber l'eau. Les travaux routiers prennent généralement beaucoup de temps, rendant les routes inutilisables pour le transport des produits miniers, des matériels et des travailleurs. Dans certaines mines, le processus d'extraction devient également trop dangereux car le sol est instable. Récemment, les compagnies minières ont commencé à réagir à ces conditions et à licencier des travailleurs, qui ont à leur tour perdu leurs revenus et ont dû trouver d'autres moyens de joindre les deux bouts. Outre le vol et les emplois dans les bars tristement célèbres d'Akkabar et dans les quartiers chauds, certains rejoignent également les contrebandiers et les trafiquants qui ont toujours besoin de porteurs pour leurs marchandises, qu'il s'agisse d'équipements techniques et de pièces détachées, de drogues illicites, de produits médicaux, d'armes ou d'êtres humains.

Au cours de vos entretiens avec certains agriculteurs sur le marché local, vous avez également découvert que le sentiment d'insécurité s'étendait au-delà de la ville et à la zone située au nord d'Akkabar. Les éleveurs de bétail évitent la région, car de nombreux garçons qui avaient conduit leur bétail dans cette zone ne sont pas revenus, tandis que les animaux ont été retrouvés dispersés ou n'ont pas été retrouvés du tout.

Activité :

Les nouveaux arrivants sur le site de la base vous demandent de les informer de la situation à Akkabar d'un point de vue police de proximité. Ils veulent en savoir plus sur la communauté et sur les problèmes récurrents.

Ils vous demandent de proposer une activité d'engagement communautaire sur laquelle vous pouvez tous travailler ensemble.

1. Identifier les défis potentiels liés à l'engagement communautaire. Comment pourraient-ils être surmontés ?
2. Utilisez les outils de la POC que vous connaissez et préparez un bref briefing (8-10 minutes) pour vos collègues policiers individuels (PI), qui inclut tous les aspects mentionnés par les nouveaux arrivants.

Résultats attendus :

- Utiliser l'outil de résolution des problèmes SARA (ou un outil comparable)
- Réponses :
 - Problème : Situation économique
 - Intérêt stratégique : exploitation du charbon
 - Droits de l'homme : Conditions de travail
 - Infractions pénales : accidents dans les mines
 - Infractions pénales : Exploitation minière illégale
 - Sécurité : instable, émeutes, justice arbitraire
 - Opportunité : les entrepreneurs ont perdu une partie de leur influence
 - Opportunité : découverte d'un plus grand nombre de ressources naturelles
 - Problème : l'extraction du cobalt pose un problème de santé
 - Problème : clivage ethnique, allégations de sorcellerie.
 - Problème : afflux important de personnes déplacées, augmentation rapide de la population
 - Genre/Protection enfance (PE) : grand nombre de femmes et d'enfants
 - Pertinence stratégique : frontière
 - Problème : les autorités locales ne fonctionnent pas correctement
 - Problème : situation sanitaire
 - Police : Le personnel de la PNC n'est pas suffisant, il n'y a pas de patrouille
 - Police : corruption – impôts, marché, demande des autorités locales et négligence potentielle des devoirs de la PNC
 - Opportunité : présence de la communauté internationale
 - Sécurité : le sentiment de sécurité est faible
 - Activités criminelles : contrebande
 - Sécurité : zone au nord d'Akkabar
- Activité
 - Appui pour les élections – qui peut être lié à la POC
 - Demande d'équipement – bonne idée ?
- Défis : financement, durabilité, concept plus large, les élections seront confrontées à une multitude de défis.

Activité 3 Carana : La police guidée sur le renseignement et rapports

Directions :

1. Travail en sous-groupes
2. Complétez l'activité.

Durée : 90 minutes (60 minutes d'activité, 30 minutes de débriefing)

Activité :

1. Les points focaux de la composante police de la MANUC pour (1) la protection de l'enfance (2) le genre et (3) la protection des civils (PDC) ont demandé des rapports d'évaluation à toutes les équipes de terrain dans leur domaine de responsabilité. En vous basant sur ce que vous avez appris sur les normes internationales et sur les concepts de la POLNU en matière de
 - a. Protection de l'enfance,
 - b. VSBG (violences sexuelles et basées sur le genre), VSRC (violences sexuelles relatives au conflit) et
 - c. PDC,

Il vous est demandé d'évaluer la situation spécifique d'Akkabar décrite dans l'exercice de la POC et de préparer un rapport général. Veillez à aborder les points suivants

- la vulnérabilité des enfants,
- la situation générale des femmes et
- les vulnérabilités de tous les autres groupes concernés.

Résultats attendus

Le rapport devrait/pourrait inclure les aspects/sujets suivants :

- PDC
 - Conflit général – PDI
- PE
 - Élevage de bovins – zone non sécurisée
 - Exploitation potentielle – dans les mines
 - Incertitude : statut des écoles, accès à l'aide humanitaire
 - Soulever la vulnérabilité générale dans les environnements fragiles
- VSBG/VSRC
 - Quartier chaud – prostitution ?
 - Forces de l'ordre et administration locale instables
 - Situation sanitaire

- Approvisionnement en eau et en nourriture – en quoi ces questions touchent-elles davantage les femmes que les hommes ?
- Autres groupes vulnérables :
 - Groupe ethnique : Kori
 - PDI et réfugiés (de l'autre côté de la frontière)
 - Mineurs

Identifier les besoins/menaces et les solutions potentielles

Activité 4 Carana : Renforcement des capacités et développement et PDRH

Directions :

1. Travailler en sous-groupes.
2. Prenez connaissance de l'activité et de la situation.
3. Complétez l'activité à l'aide de la grille d'analyse (matrice).

Conseils pour compléter la grille :

- Concentrez-vous sur les trois domaines :
 1. l'environnement favorable,
 2. le niveau organisationnel et
 3. le niveau individuel
- Remplir la grille avec les thèmes (mots, pas les numéros des paragraphes).
- Notez que la grille a été ramenée de 6 à 4 dimensions pour réduire la complexité.
- Il convient de noter que les paragraphes 1 à 17 contiennent les informations recueillies lors de leurs conversations avec les parties prenantes, dans divers rapports et dans l'enquête décrite au paragraphe 3. Les informations recueillies sur le terrain ne sont jamais présentées aux PI avec une « étiquette mentionnant la meilleure méthode à appliquer ». Ces informations proviennent plutôt d'observations.
- Dites aux participants que cet exercice les fera probablement sortir de leur zone de confort.
- Essayez d'abord d'attribuer les thèmes à la protection de l'environnement, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme ; si aucune de ces dimensions ne convient, elles doivent être attribuées à la pratique policière.
- Il s'est avéré utile d'utiliser les paragraphes 2 à 4 comme exemples pour la population figurant dans la grille d'analyse. Passez en revue les paragraphes 2 à 4 avec l'ensemble des participants avant de leur demander de débiter l'activité.
- NE PAS diviser l'exercice en plusieurs sections. Tous les participants doivent travailler sur les 17 paragraphes de l'exercice.
- NE PAS montrer le résultat attendu aux participants lors du débriefing de l'exercice !
- Lors du débriefing, envisagez de poser la question suivante aux participants : « Que nous apporte cet exercice ? » Réponse : Il permet aux participants d'identifier des questions qui pourront être abordées ultérieurement au cours du processus du renforcement des capacités et de développement (RCD). Il offre un aperçu d'un environnement complexe où des problèmes doivent être prises en compte à différents niveaux.

- Si les participants ne se sentent pas à l'aise avec la grille d'analyse, ils peuvent utiliser un simple graphique à la place. Les participants peuvent également choisir d'utiliser d'autres méthodes de représentation telles que les diagrammes à barres, les diagrammes en réseau, les cartes thermographiques, les diagrammes à bandes, etc. s'ils sont plus familiers avec leur utilisation.

Durée : 60 minutes (45 minutes d'activité, 15 minutes de débriefing)

Activité

Effectuez une analyse en matière de RCD des services d'enquêtes criminelles (SEC) de Galasi, les unités dont vous êtes responsable, sur la base de la situation décrite ci-dessous. Préparez un document structuré qui met en évidence (par des points) les questions pertinentes identifiées au cours de l'analyse.

Lorsque vous utilisez la grille qui vous a été fournie (annexe 1), considérez que chaque problème que vous identifiez est lié à au moins un domaine et une dimension. Ajoutez les problèmes à la grille dans la cellule où se croisent le domaine et la dimension concernés.

Situation

- 1 Vous avez été désigné comme conseiller de la composante police des NU chargé des questions de RCD auprès du service d'enquête criminelle (SEC) de Galasi. Vous avez des connaissances de base sur la police nationale du Carana (PNC) et sur la police de la capitale.
- 2 Le SEC est chargé de tâches d'investigations/d'enquêtes. Ces enquêtes concernent les infractions pénales telles que le vol, l'extrémisme violent, les cambriolages, les incendies criminels, les homicides et les cas de violence sexuelle et sexiste, ainsi que les infractions civiles. Les infractions environnementales sont généralement négligées. Le SEC est également chargé de coopérer avec d'autres organismes nationaux et internationaux chargés de l'application des lois. Les SEC du Carana sont très décentralisés. Il y a peu d'appui spécialisé pour les enquêtes de la part d'une agence centralisée. Il en va de même pour le SEC de Galasi. À l'exception des affaires liées à l'extrémisme violent, il n'existe pas de division structurée en unités spécialisées. L'attribution des affaires se fait en fonction de la disponibilité et des préférences personnelles.
- 3 Au début de votre mission en tant que conseiller en matière de RCD, vous avez l'intention d'améliorer votre base de connaissances sur le SEC de Galasi. Vous vous entretenez avec plusieurs personnes et parties prenantes dont les contacts vous ont été fournis par vos collègues de la MANUC. Vous recevez également divers rapports

sur la police de Galasi ainsi qu'une récente enquête sur la perception de la communauté. Au fur et à mesure que vous consultez vos nouvelles sources et que vous lisez les documents, vous recueillez de nombreuses informations :

- 4 La passation des marchés est centralisée au sein du service du personnel chargé des finances. Le SEC de Galasi n'a aucune influence sur le processus d'acquisition. En règle générale, les achats ne répondent pas aux exigences définies par le SEC.
- 5 Les plaintes relatives aux droits de l'homme, lorsqu'elles parviennent au SEC, ne font pas l'objet d'un suivi systématique, mais seulement lorsqu'il existe une pression extérieure suffisante, notamment de la part de la communauté internationale.
- 6 Le PDC (protection des civils) est considéré comme une prérogative des militaires, la PNC ne dispose pas de ses propres politiques en la matière, mais adapte les concepts et procédures militaires pour faire face aux situations de PDC.
- 7 Le SEC ne fait pas appel aux médias pour s'adresser aux communautés. Le SEC ne dispose pas de son propre service de communication avec les médias.
- 8 La police de Galasi n'a pas de politique concernant les informateurs.
- 9 Les capacités médico-légales du SEC sont très limitées. Il n'y a pas de laboratoire certifié pour les tests sérologiques, pas de personnel spécialisé pour les tâches de surveillance et pas d'équipements de surveillance classique et de surveillance électronique. La surveillance électronique est effectuée de manière irrégulière par d'autres entités gouvernementales pour des raisons inconnues. Il n'existe pas de procédures standardisées pour ce type d'enquête.
- 10 Le SEC a une fonction d'enquête sur l'ensemble de la police de Galasi afin de lutter contre l'impunité. Il n'existe ni de pratiques standards pour cette tâche, ni d'agents spécialisés. Les rapports sur ces enquêtes passent par la chaîne de commandement habituelle.
- 11 Au sein des SEC, les registres existent au sein de chaque unité, indépendamment. Il n'existe pas de base de données centralisée ni d'interface avec des bases de données extérieures à la police de Galasi (par exemple, d'autres bases de données de la police, des informations sur les véhicules, des bases de données internationales telles qu'INTERPOL).
- 12 Le SEC est largement déconnecté de la police en uniforme de Galasi, qui est en contact avec les communautés locales au quotidien. Cette pratique ne permet pas

d'obtenir un grand nombre d'informations sur le degré d'efficacité des stratégies de prévention de la criminalité et des activités de prévention de la PDC, ni sur les outils disponibles tels que les mécanismes d'alerte précoce, la coopération avec les services sociaux et les entités privées qui offrent un soutien aux groupes/minorités menacés.

- 13 Des émeutes provoquées par la criminalité ont lieu à Galasi et tendent à se transformer en conflits ethniques, ciblant les minorités de Galasi (pillages, passages à tabac, meurtres dans les cas extrêmes). Ces situations sont considérées comme des problèmes de gestion de l'ordre public. Le SEC ne s'engage pas régulièrement dans des opérations de lutte contre les émeutes et n'ouvre pas d'enquêtes sur les crimes commis, estimant qu'il s'agit d'un gaspillage de ressources en raison des chances minimales d'identifier les auteurs sur une base individuelle.
- 14 Le SEC rejette la coopération avec les journalistes, les percevant comme des fouineurs et des perturbateurs dans son travail, tout en redirigeant les demandes et les requêtes vers le chef d'état-major de la police de Galasi.
- 15 La police de Galasi ne dispose pas de capacités de gestion des équipements et des infrastructures ni d'expression des besoins. Il n'y a donc pas de gestion de l'impact de la passation de marchés à court, moyen et long terme. Il est certain que la passation de marchés (fourniture des biens et des services) ne tient pas compte de l'aspect de la sensibilité au genre.
- 16 Les statistiques criminelles ne sont pas produites de manière régulière. Les données sont collectées de manière spécifique, à la demande de la direction du PNC ou du niveau politique. La collecte des données est effectuée manuellement, à l'aide d'un stylo et de papier. Les données ne sont généralement pas ventilées par sexe, âge, etc. Il n'y a pas de collecte de données sur l'utilisation de la force par la PNC, les arrestations et les actions de police comparables.
- 17 Un groupe d'États membres des Nations unies, sous l'égide d'Interpol, a lancé un projet multilatéral intitulé « Soutien à la Police de Galasi » à l'intention de la police de Galasi, avec de multiples initiatives, notamment une formation aux droits de l'homme, axée sur la prévention des violations des droits de l'homme, des ateliers visant à examiner le cadre juridique et les textes réglementaires, à introduire les meilleures pratiques du monde entier et, enfin, des projets de procédures opérationnelles permanentes concernant l'approche de la police de Galasi en matière d'intégration des droits de l'homme et de la perspective de genre dans ses pratiques policières. L'accueil réservé à cette initiative par les dirigeants de la police de Galasi a été très variable. La direction du SEC s'est montrée très réceptive, tandis

que celle des autres départements s'est montrée très réservée, allant même jusqu'à saper le processus. Les réactions pourraient être liées à l'histoire personnelle et à l'impact potentiel sur les carrières et les aspirations individuelles.

18 [...]

Activité 4 Carana : Grille d'analyse des domaines et dimensions du RCD de la police des NU

| | | | Dimensions | | | |
|----------|---|---------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------------|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | | Pratique policière | Protection environnementale | Prévention des conflits | Droits de l'homme |
| Domaines | 1 | Professionnalisme et intégrité de la police | Connaissances et compétences | | | |
| | | | Commandement et contrôle | | | |
| | 2 | Systèmes Administratifs | Ressources humaines | | | |
| | | | Budgétisation | | | |
| | | | Logistique | | | |
| | 3 | Cadre juridique et politique | Loi/acte sur la police | | | |
| | | | Politique de la police | | | |
| | 4 | Mécanismes de responsabilisation | Contrôle interne | | | |
| | | | Contrôle externe | | | |
| | | | Code de conduite et mesures disciplinaires | | | |
| | 5 | Gestion des parties prenantes | Engagement | | | |
| | | | Coordination | | | |
| | | | Gestion des donateurs | | | |

Activité 4 de Carana - Guide de l'animateur et résultats attendus

Les numéros de la matrice (page suivante) renvoient aux paragraphes du texte de l'exercice présenté aux participants. Le contenu de chaque paragraphe est pertinent pour au moins un domaine/dimension.

Il est important que les participants comprennent que chaque question décrite dans un paragraphe ne peut pas nécessairement être attribuée à un seul domaine ou à une seule dimension, mais qu'elle peut être pertinente pour plusieurs domaines et/ou dimensions.

De manière réaliste, les participants ne sont pas censés attribuer tous les aspects aux carrés/rayons respectifs de leur matrice. Toutefois, la description de la situation devrait permettre aux participants d'identifier de nombreux aspects pertinents.

Conseils pour l'animation de l'activité

- En général, les groupes de travail auront tendance à commencer par une vue d'ensemble de l'exercice. Cependant, le temps alloué à cet exercice ne permet pas aux groupes de travail de lire l'ensemble de l'exercice en détail ; les facilitateurs doivent rester conscients de la gestion du temps.
- Les animateurs doivent veiller à ce qu'une discussion ait lieu entre les membres du groupe ; elle doit être inclusive et tous les membres du groupe sont invités à y participer.
- Certains groupes de travail peuvent être amenés à discuter en profondeur de certains paragraphes de l'exercice ; il est important de tenir compte du temps alloué à l'exercice ; toutefois, le dialogue et l'échange d'opinions favorisent la compréhension du processus d'analyse et des domaines/catégories de la CDB.
- Il peut être utile que les groupes désignent un chef de file ou un médiateur pour les cas où le groupe ne parvient pas à une décision unanime.
- Les participants retournent en séance plénière et un groupe présente son analyse dans son intégralité (~5 minutes) ; les facilitateurs doivent fournir un retour d'information si des corrections et des modifications sont nécessaires en fonction du résultat escompté.
- Les groupes suivants ne présentent que les informations supplémentaires/différentes de leur analyse (~3 groupes supplémentaires ; ~5 minutes) ; les animateurs fournissent un retour d'information par groupe juste après chaque présentation.

Grille d'analyse des domaines et dimensions du RCD de la police des NU

Résultats escomptés

Dimensions

| | | | 1 | 2 | 3 | 4 |
|----------|---|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|----------------------|
| | | | Pratique policière | Protection environnementale | Prévention des conflits | Droits de l'homme |
| Domaines | 1 | Professionnalisme et intégrité de la police | Connaissances et compétences | | | 9, 13 |
| | | | Commandement et contrôle | 2, 15 | 12 | 12, 13, 17 |
| | 2 | Systèmes Administratifs | Ressources humaines | | | |
| | | | Budgétisation | 4 | | |
| | | | Logistique | 11, 15 | 15 | |
| | 3 | Cadre juridique et politique | Loi/acte sur la police | | | 17 |
| | | | Politique de la police | 2, 5, 8, 9 | | 6 |
| | 4 | Mécanismes de responsabilisation | Contrôle interne | 16 | 15 | 15 |
| | | | Contrôle externe | | | 5 |
| | | | Code de conduite et mesures disciplinaires | 5, 8, 10, 16 | | |
| | 5 | Gestion des parties prenantes | Engagement | 7, 11, 14 | 7 | |
| | | | Coordination | | 12 | 12 |
| | | | Gestion des donateurs | 17 | | |

Activité 5 Carana : Police guidée par le renseignement et protection des civils

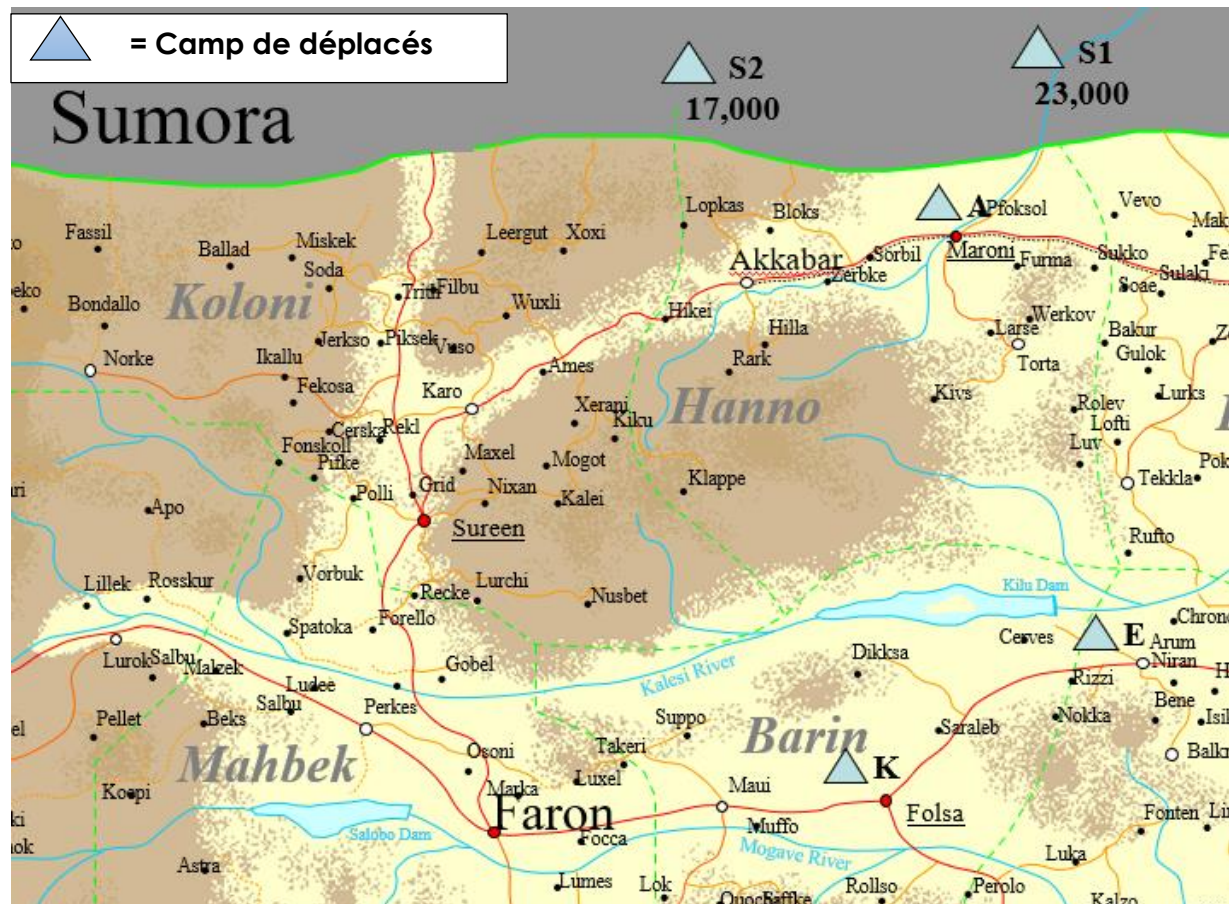
Directions :

1. Travaillez en binôme.
2. Lire la situation.
3. Complétez l'activité.

Durée : 60 minutes (40 minutes d'activité, 20 minutes de débriefing)

Situation

Deux semaines après avoir envoyé vos rapports au QG de la MANUC, vous participez à des patrouilles conjointes dans la région d'Akkabar avec un autre collègue de la POLNU et une équipe de l'UPC (FPU en anglais). Une journée de patrouille s'est particulièrement distinguée.



Arrêt 1

Pour le premier arrêt, vous visitez les principales zones minières au sud-est et au nord-est d'Akkabar. Vous découvrez les grandes mines de charbon qui ont fait d'Akkabar l'un des principaux centres miniers du Carana. Les attentes que vous aviez en vous basant sur les descriptions du marché local se concrétisent. Les conditions de travail semblent extrêmement dures, impitoyables même, sans discrimination de sexe, d'âge ou de handicap physique pour ceux qui tirent leur subsistance du sol. Vous êtes sûrs d'avoir vu de nombreux mineurs, dont certains n'ont probablement pas plus de 8 ou 9 ans, effectuer des travaux pour les hommes et les quelques femmes qui s'occupent de l'extraction proprement dite du charbon. Vous apprenez que les travailleurs koris des mines du sud-est ont l'intention de protester contre les conditions de travail et la rémunération inégale de leur travail. Jusqu'à présent, ils se sont toutefois abstenus d'organiser une grève. Une milice locale Falin, qui fait la navette entre Sumora, Hanno et Koloni, a averti les contremaîtres, qui sont également les porte-parole des travailleurs, qu'elle mettrait fin par la force à toute manifestation visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs koris, qui occupent des emplois de falins. Le soutien affiché de la milice aux travailleurs falins a déjà alimenté les tensions entre les travailleurs falins et koris et a conduit à de violentes confrontations. Les travailleurs koris craignent que si la milice n'est pas rappelée à l'ordre, elle ne se servira d'aucun prétexte pour attaquer les travailleurs et les chasser des mines, en violant et en tuant ceux qui résistent.

Arrêt 2

Le deuxième arrêt vous conduit dans une petite communauté agricole au nord d'Akkabar, car vous aviez l'intention de faire la lumière sur la disparition de jeunes bergers dans les collines. L'une des femmes du village raconte à votre collègue de la POLNU le sort qui a été réservé à ses deux fils aînés. Votre collègue constate que le frère cadet a volontairement rejoint un groupe criminel qui utilise les postes-frontières isolés de la région pour faire passer en contrebande toutes sortes de marchandises, et notamment des stupéfiants, pour le compte de certains criminels et milices locaux. Le frère aîné est devenu la cible d'un acte de vengeance. Un petit troupeau de moutons appartenant à l'un des fermiers de la communauté voisine a été retrouvé mort dans une mare située entre les deux villages. Apparemment, l'homme avait une vieille rancune contre les fermiers que vous visitiez et prétendait que le fils aîné avait effrayé le troupeau, l'avait conduit dans l'eau et l'avait laissé se noyer dans le lit boueux du lac. Le jeune homme, craignant la vengeance de la communauté voisine, a été recueilli par un groupe armé qui se livre à diverses activités criminelles, mais qui a également combattu le MPC pendant le conflit.

Retour

De retour à la base, votre collègue entame une discussion animée sur les nouvelles informations que vous avez recueillies. Vous êtes interrompus par les remarques du sous-

officier de l'UPC qui vous accompagne dans la voiture. Il montre du doigt des campements épars, des tentes rudimentaires et quelques huttes montées à la hâte qui bordent la route de terre en direction d'Akkabar. Le sous-officier note que les personnes qui squattent ici sont pour la plupart des déplacés internes qui ont quitté Koloni lorsque le Mouvement patriotique du Carana (MPC) a mené sa dernière grande offensive pendant le conflit. Les occupants ne bénéficient d'aucune protection et sont victimes de violences, de vols et d'agressions sexuelles de la part de groupes criminels, qui s'en prennent à ceux qui vivent dans les camps. De retour à Akkabar, votre collègue vous demande votre aide pour rendre compte des résultats de la patrouille du jour.

Activité

1. Identifier toutes les situations qui doivent être signalées.
 2. Déterminer quelles unités de la mission et quels partenaires seraient intéressés par ces informations et pour quelles raisons.
 3. Déterminez le type de rapport qui convient à chaque situation au fur et à mesure que vous et votre collègue rédigez les rapports.
-

Résultats attendus :

- Mineurs travaillant dans les mines – DH/PE/équipe pays des Nations unies/ONG en raison du travail des enfants
- Activité des milices locales – CACM/COC/composante militaire
- Tensions ethniques – CACM/COC/composante policière/militaire
- Risques d'actes de violences sexuelles et mortelles – rapport de situation CACM/COC/DH/Genre
- Enfant rejoignant un groupe criminel – PE/ CACM/COC en raison du travail des enfants
- Enfants recrutés par les milices – DH/PE/équipe pays de l'ONU/ONG en raison du recrutement d'enfants mineurs (mécanisme de MRM)
- Trafic de stupéfiants – CACM, ONUDC/CTNU
- PDI squattant – DH/Genre/PE/ équipe pays de l'ONU /ONGs

Types d'états à attribuer :

- Quotidien/hebdomadaire
- Situation
- Incident
- Thématique
- Flash

Exercice de synthèse (Capstone)

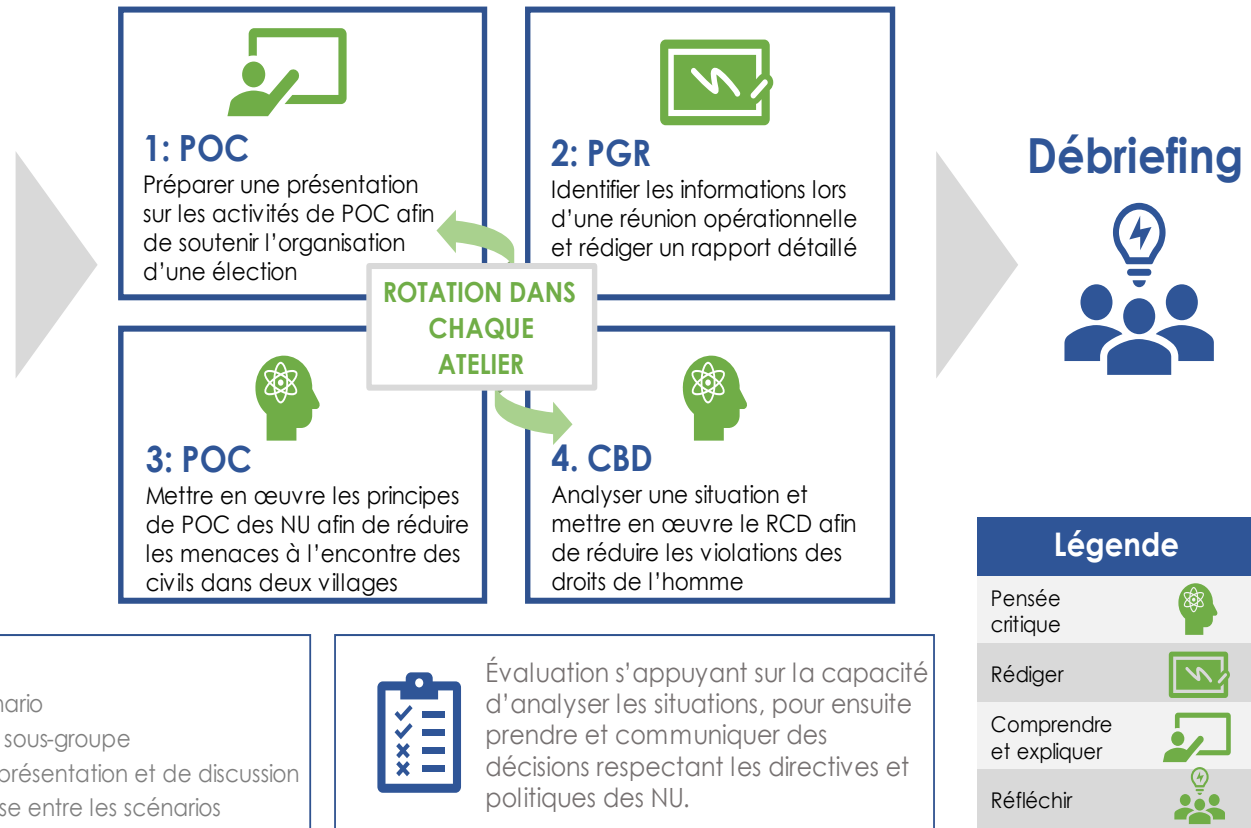
Aperçu des besoins logistiques pour l'exercice de synthèse

Description :

Quatre scénarios, à réaliser par rotation. Les scénarios englobent des éléments de toutes les leçons des MFS (STM), ce qui vous permet de démontrer vos connaissances, vos compétences et vos aptitudes et de refléter ce que vous avez appris.

Objectif :

Cet exercice de synthèse vous permet de vous situer sur votre capacité à exercer votre travail en qualité de PI.



Exercice de synthèse 1 (50 minutes) : Police orientée vers la communauté – Sécurité électorale

Scénario

Des élections nationales sont prévues au Carana dans 9 mois. Vous avez récemment été déployé à FARON en tant qu'agent de police de proximité.

Activité

Vous avez été chargé par le chef de votre unité de préparer une courte présentation (8 à 10 minutes), qui couvre les activités potentielles que vous et vos collègues de l'unité POC de FARON pourriez mettre en place afin de soutenir les élections nationales.

Résultats attendus

Les participants ne sont pas censés avoir une connaissance approfondie des activités d'appui au processus électoral. Toutefois, ils doivent être en mesure de faire le lien entre le processus électoral et leurs partenaires habituels dans le contexte de la police de proximité et la manière dont il les affecte. À titre d'exemple, les participants pourraient aborder les sujets suivants :

1. Police nationale de Carana (PNC) :
Sécurité électorale
 - Trois phases – pré-électorale, jour(s) des élections, post-électorale
 - Protection des bulletins de vote, des urnes, de l'encre et/ou des entreprises qui les produisent/fournissent
 - Protection des bureaux de vote
 - Soutien/protection des candidats qui se présentent aux élections
 - Protection des événements publics qui se déroulent dans le cadre de la campagne électorale
 - Préparation/planification pour les célébrations, manifestations et autres rassemblements de masse qui auront lieu après les élections
 - Tout type de soutien demandé par l'autorité en charge du processus électoral, par exemple la commission électorale
2. Représentants de la société civile :
discuter et coordonner les rôles, les attentes et les préoccupations avec les chefs traditionnels, les groupes de défense des droits de l'homme, les groupes de défense des droits des femmes, les associations professionnelles, d'autres acteurs internationaux tels que l'équipe pays des Nations Unies (par exemple, la division de l'assistance électorale des Nations unies (DAENU, UNEAD en anglais), le HCDH, le Programme des Nations Unies pour le développement, ONU Femmes), l'Union africaine, l'Union européenne, etc.
3. Population générale :

- Campagnes d'information
 - Pour les élections en tant qu'outil démocratique, les droits des électeurs, etc.
 - Pour les exigences, par exemple l'inscription sur les listes électorales
 - Pour le rôle des services de sécurité (PNC, FDC, etc.)
- Rôle de suivi de la POLNU (éventuellement)

Exercice de synthèse 2 (50 minutes) : Police guidée par le renseignement - Crimes contre l'environnement

Activité

Travaillez individuellement. Rédigez un rapport contenant les principales informations pertinentes pour la mission.

Conseil : vous ne pourrez pas inclure tous les détails dans votre rapport. Allez à l'essentiel

Scénario

Vous avez participé à une réunion hebdomadaire sur les opérations au commissariat de police de FARON. Au cours de cette réunion, plusieurs sujets ont été abordés par les agents de la PNC.

1. Mardi, le chef du commissariat de police avait assisté à une conférence sur les conséquences négatives des infractions environnementales, organisée par un consortium d'ONGs sous le nom de « Green Fasia ». Green Fasia a sensibilisé la population sur le fait qu'il n'existait pas de gestion des déchets à Carana et que la population avait l'habitude de brûler les déchets, y compris le plastique et d'autres substances. Green Fasia a également fait mention d'une autre pratique consistant à jeter de grandes quantités d'ordures sur le bord de la route. Une ONG présente à la conférence a remis à la PNC un bref rapport contenant des informations sur une décharge illégale dont les coordonnées UTM sont les suivantes : 71 10 2405. Le site est censé se trouver dans une petite vallée qui a servi de mine et de puits de pierre dans le passé. L'ONG a cessé d'enquêter sur ces informations, car elle a été repoussée par des gardes armés lorsqu'elle a tenté d'entrer dans la vallée. Le vice-président de l'ONG a également fourni ses coordonnées. M. NOUSTAAR, j'épelle

NOVEMBRE - OSCAR - UNIFORME - SIERRA - TANGO - ALPHA - ALPHA - ROMEO,

est joignable au 691 257 4433.

2. Mercredi, un commerçant de FARON a été victime d'un vol. Trois malfaiteurs sont entrés dans le magasin et ont frappé l'homme jusqu'à ce qu'il leur remette les recettes de la semaine. Le premier homme a été décrit comme mesurant entre 180 et 190 cm et étant mince. Il portait une chemise rouge, un pantalon de camouflage et avait un tatouage sur le bras droit. Il était armé d'un couteau de grande taille. Le second homme mesurait environ 170-185 cm, de corpulence athlétique et portait une chemise bleue et un pantalon sombre. Il présentait notamment des troubles de l'élocution. Il a brandi une arme à feu, un revolver noir, et c'est lui qui a exigé l'argent du commerçant. Le troisième homme était à peu près de la même taille que le deuxième, mais d'apparence plus mince. Il portait une chemise sombre à manches longues et un pantalon

cargo sombre, ainsi qu'un gourdin. Le commerçant kori a été battu et souffre d'une plaie à la tête. Les agresseurs auraient pris 15 000 FC (francs caranais) au propriétaire du magasin. L'affaire a été classée sous le numéro 139 FA - 202X.

3. Mercredi et jeudi, des groupes armés inconnus ont établi des points de contrôle dans les rues reliant FARON à SUREEN et à la ville méridionale de XALKSA. Les points de contrôle ont été installés à 1 km de l'entrée nord de FORELLO et à environ 10 minutes de route au sud de TREPPEK. Les patrouilles de la PNC qui sont tombés sur ces points de contrôle ont été retenues pendant une durée indéterminée, puis forcées de faire demi-tour. Les points de contrôle n'étaient pas très bien organisés. Plusieurs membres des groupes armés étaient jeunes, empestaient l'alcool et montraient des signes visibles d'un usage de produits stupéfiants. L'enquête auprès du MPC s'est révélée négative. Le MPC a déclaré ne pas être responsable de ces points de contrôle.
4. Dans la nuit de vendredi à samedi, un groupe d'hommes est venu dans une ferme kori à 7 km à l'ouest de FARON, ils ont brûlé la maison et trois huttes et tué le bétail de la famille qui y vivait. Les coordonnées UTM de la ferme sont 6975 2380. La famille a reçu l'ordre de quitter la ferme et est venue à FARON pour signaler l'incident. Comme il n'y avait plus d'abri dans leur ferme et qu'ils craignaient que les hommes puissent revenir, ils ont décidé de rester à FARON et de construire une cabane à la périphérie de la ville. Le numéro de dossier est 140 SU - 202X

Instructions pour l'animateur

Lisez une fois le texte aux participants. Les participants doivent prendre des notes et rédiger leurs rapports sur la base de ce qu'ils ont retenu des informations fournies dans le texte. Si le temps le permet, les participants peuvent demander aux animateurs de répéter l'un des quatre comptes rendus (paragraphe). L'essentiel pour les participants est de se focaliser sur les détails les plus importants abordés lors de la réunion.

En fonction des compétences des participants quant à la rédaction de rapports, vous pouvez leur proposer de lister les informations dans le rapport par le biais de puces plutôt que par des phrases complètes.

Vous pouvez choisir de ramasser les rapports des participants et de les évaluer après l'exercice de synthèse (Capstone). Il est toutefois recommandé de faire tourner les rapports au sein du groupe de travail et de demander aux membres de chaque groupe d'évaluer les rapports des autres. Référez-vous aux informations sur la rédaction de rapports contenues dans les diapositives 19 à 21 de la leçon 6 de STM – Police guidée par le renseignement.

Résultats attendus

Les participants doivent inclure correctement la plupart des informations suivantes dans leur rapport. Les informations clés sont soulignées.

1. Premier rapport
 - a. Mardi
 - b. Conférence sur les infractions environnementales
 - c. Consortium d'ONGs « Green Fasia » (en anglais)
 - d. Décharge illégale – coordonnées du site UTM 7110 2405
 - e. Vice-président de l'ONG M. NOUSTAAR, NOVEMBRE - OSCAR - UNIFORME - SIERRA - TANGO - ALPHA - ALPHA - ROMEO
 - f. Numéro de téléphone 691 257 4433
2. Deuxième rapport
 - a. Mercredi
 - b. Le propriétaire kori d'un magasin a été cambriolé
 - c. Trois hommes, ont battu l'homme et ont pris de l'argent
 - d. Numéro de dossier 139 FA - 202X
3. Troisième rapport
 - a. Mercredi/jeudi
 - b. Les points de contrôle illégaux mis en place par des groupes armés
 - c. Emplacement 1 : à 1 km de l'entrée nord de FORELLO et à 1 km de l'entrée sud de la ville.
 - d. Emplacement 2 : 10 minutes de route au sud de TREPPEK
 - e. Les membres du groupe armé étaient jeunes et en état d'ébriété
 - f. Le MPC n'est pas responsable
4. Quatrième rapport
 - a. Vendredi soir
 - b. Incendie criminel - La ferme kori incendiée
 - c. Coordonnées UTM 6975 2380
 - d. Le numéro de dossier est 139 SU - 202X

Capstone 3 (50 minutes) : Protection des civils

Scénario

Vous êtes déployé dans une base des NU à SUREEN en tant qu'agent de POC. Lors d'une patrouille conjointe avec vos homologues locaux, vous vous rendez dans un village situé dans les collines au sud-est de la ville. En discutant avec les villageois, vous abordez la question de la sécurité des femmes et des jeunes filles qui ramassent du bois et vont chercher de l'eau. Les villageois vous expliquent que la situation a considérablement changé ces derniers temps. Par le passé, tout comme dans le village voisin de LURCHI à l'est, les filles et les femmes risquaient d'être agressées lorsqu'elles se rendaient au prochain point d'eau ou qu'elles ramassaient des branches et des brindilles dans les collines.

Il y a plusieurs mois, une ONG a creusé un puits au sud du village afin d'assurer l'approvisionnement en eau du village, réduisant ainsi considérablement la distance entre le village et le point d'eau le plus proche. Au début, les villageois étaient très favorables au projet. Cependant, après quelques semaines, les éleveurs qui gardent leur bétail au sud du village ont commencé à amener leurs troupeaux au puits nouvellement creusé et en ont même revendiqué l'appartenance, refusant l'accès à toute personne du village que vous visitez. Les villageois ont tenté de défendre ce qu'ils estimaient être leur droit d'accès au puits et ont chassé les bergers qu'ils ont rencontrés sur place. Les éleveurs ont réagi en agressant deux femmes qui se rendaient au puits et ont menacé d'attaquer le village une fois qu'ils auraient obtenu suffisamment de soutien de la part des autres villages appartenant à leur tribu.

Activité

Vous faites part de vos conclusions à la chaîne de commandement. Le commandant de la base reconnaît la menace qui pèse sur les villageois. Il vous demande de lui faire des suggestions sur la manière d'aborder la situation dans le village que vous avez visité, mais aussi dans le village situé près de la route de LURCHI.

Proposez des suggestions sur la manière dont la mission pourrait aider les deux villages en se basant sur le concept de protection des civils de l'ONU.

Résultats attendus

Les participants doivent reconnaître que les situations dans les deux villages varient considérablement, ce qui nécessite des approches différentes et, par conséquent, des propositions différentes. Voir les propositions présentées ci-dessous :

1. Concernant le village à l'est/la direction de LURCHI
 - Problème : Menace sur les femmes qui ramassent du bois et vont chercher de l'eau
 - Proposition :
 - Recueillir davantage d'informations sur la situation

- Évaluer le risque réel pour les femmes de la région
- Existe-t-il réellement un risque
- En cas de risque réel, lancer des patrouilles (MANUC, PNC, conjointes) le long des pistes empruntées par les femmes et les jeunes filles
- Recueillir les preuves des agressions
- Identifier et poursuivre les agresseurs afin de (re)mettre en place l'état de droit

2. Concernant le village visité

Enjeu : Menace imminente pour les femmes et le village dans son ensemble

Proposition :

- Fournir une protection grâce au déploiement d'une unité de police constituée (UPC)
- Surveiller et recueillir des informations
- Évaluer le risque pour les villageois et en particulier pour les femmes qui vont chercher de l'eau tous les jours
- Mobiliser la police de l'État hôte pour enquêter sur les affaires rapportées et arrêter les auteurs de ces actes
- Soutenir le système judiciaire de l'État hôte afin de poursuivre les auteurs de ces actes
- Favoriser la médiation entre les victimes et les auteurs dans le cadre du processus judiciaire
- S'adresser aux agresseurs potentiels afin de les dissuader d'attaquer à nouveau les femmes et le village
- Atténuer le conflit entre les communautés afin d'éviter une nouvelle escalade du conflit
- Explorer les possibilités de construction d'un autre puits afin de démêler l'intérêt des éleveurs et des villageois pour l'utilisation du puits nouvellement construit

Capstone 4 (50 minutes) : Renforcement des capacités et développement - Violations des droits de l'homme

Scénario

Vous êtes déployé en tant que conseiller en matière de renforcement des capacités et de développement sur base opérationnelle des NU à AKKABAR. Au cours d'une réunion avec un groupe local de défense des droits de l'homme, vous prenez connaissance de plaintes concernant des violations des droits de l'homme commises par la PNC. Rien que la semaine dernière, la PNC aurait maltraité des civils dans trois cas lors de points de contrôle et lors d'une opération de fouille dans une habitation. Après la réunion, vous prenez contact avec un policier local avec lequel vous avez établi de bonnes relations. Il vous fait confiance. Il refuse de donner des détails, mais est prêt à confirmer les allégations de manière générale, à la condition que vous respectiez la plus stricte confidentialité.

Activité

Considérez le niveau individuel, le niveau organisationnel et l'environnement dans lequel la PNC opère à Akkabar. Comment pouvez-vous remédier à la situation afin de réduire le nombre de violations des droits de l'homme à l'avenir ? Que devez-vous prendre en considération ?

Résultats attendus

Les participants doivent soulever les questions suivantes. Ils ne sont pas censés apporter des réponses à ces questions, mais simplement montrer qu'ils sont conscients des aspects pertinents relatifs au RCD dans cette situation.

1. Quelle est la situation juridique ? Quelles lois régissent les situations de violation des droits de l'homme ?
2. Quelles sont les normes en vigueur en matière d'arrestation et de détention ?
3. Les personnels en patrouille connaissent-ils ces normes ?
4. Les personnels en patrouille ont-ils été l'objet de contrôles afin de déterminer s'ils ont été impliqués dans des violations des droits de l'homme ? Existe-t-il un modèle de violations des droits de l'homme dans ce district ?
5. Les agents de la PNC connaissent-ils les normes ?
6. Ont-ils été formés sur ces normes ?
7. Sont-ils tenus de rendre des comptes ? Quels sont les mécanismes de responsabilité existants ?
8. Les cas de violation des droits de l'homme font-ils l'objet d'une enquête ?
9. Existe-t-il un mécanisme de plainte ? Les victimes potentielles de violations des droits de l'homme ont-elles connaissance de ce mécanisme ?
10. La sensibilisation aux violations des droits de l'homme a-t-elle été abordée par la PNC dans le passé ?

Guide du formateur pour l'exercice de synthèse (Capstone) – Débriefing

1. Procéder à un débriefing direct du scénario présenté.
2. Demandez aux participants de justifier **brièvement** leurs décisions.
3. Souligner la complexité des rôles potentiels du PI :
 - Les rôles de première ligne, par exemple les agents de police de proximité sont des généralistes.
 - Nécessité de connaître les différents concepts
 - Servir d'yeux et d'oreilles à la mission
 - Nécessité d'être flexible quant à l'évolution des rôles dans les missions
 - Faire preuve de résilience en cas de revers/d'échec
 - Nécessité d'être une petite pièce dans un grand puzzle, mais toujours conscient des objectifs globaux
 - Les candidats doivent être de bons communicateurs avec leurs homologues, leurs collègues et leurs partenaires.
4. Posez des questions pour guider la réflexion, telles que
 - Quel est le lien avec ce que vous avez appris jusqu'à présent ?
 - Qu'avez-vous appris sur la police guidée par le renseignement ? La police orientée vers la communauté ? PDVDH ? Le renforcement des capacités et le développement ? SMC ? La protection des civils ?
5. Évaluer la performance de chaque participant dans l'exercice de synthèse selon le [grille d'évaluation de l'exercice de synthèse](#) fournie en annexe de ce manuel (annexe A).

Annexe A : Évaluation de l'apprentissage

Recommandation : Faites une copie du modèle d'évaluation de l'apprentissage des pages suivantes pour chaque participant. Notez les performances de chaque participant tout au long de la formation.

| | |
|--------------------|--|
| Nom du participant | |
| Dates du cours | |
| Lieu de formation | |
| Formateurs | |

Évaluation des connaissances

| | | | |
|-------------------------------------------------|---|-----------------------------------------------|---|
| Résultats de l'évaluation du début de formation | % | Résultats de l'évaluation de fin de formation | % |
|-------------------------------------------------|---|-----------------------------------------------|---|

Participation aux cours

Veuillez cocher la case qui décrit le mieux le niveau de participation du participant aux **discussions et aux activités du cours**. La grille d'évaluation ci-dessous n'est qu'un guide et vous pouvez utiliser d'autres critères plus appropriés aux circonstances.

| Pas de participation | Participation minimale | Participation moyenne | Participation supérieure à la moyenne | Participation exemplaire |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> N'a pas participé aux activités et aux discussions N'a fait preuve d'aucune préparation pour le cours | <ul style="list-style-type: none"> Participation à quelques activités et discussions N'a pas posé de questions N'a fait preuve d'aucune préparation pour le cours | <ul style="list-style-type: none"> Participation à certaines activités et discussions Questions posées A fait preuve d'une certaine préparation au cours | <ul style="list-style-type: none"> Participation enthousiaste à presque toutes les activités Contribution à plusieurs discussions A posé plusieurs questions Avoir fait preuve d'une préparation adéquate pour le cours | <ul style="list-style-type: none"> Prendre la direction des activités Obtenir la contribution des membres de l'équipe Avoir fait preuve d'une préparation minutieuse pour le cours Contribution aux discussions Poser des questions qui témoignent |

| | | | | d'un esprit critique |
|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Notes sur la participation :

Évaluation de l'exercice de synthèse (Capstone)

Veuillez cocher la case qui décrit le mieux le niveau de connaissance du participant par rapport au contenu du cours, tel qu'il a été démontré lors de l'**activité de synthèse et de la session de débriefing**. La grille d'évaluation ci-dessous n'est qu'un guide. D'autres critères plus appropriés peuvent être utilisés selon les circonstances.

| | Aucune connaissance | Connaissances minimales | Connaissances moyennes | Connaissances supérieures à la moyenne | Connaissances exemplaires |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> ▪ N'a pas participé ▪ Incapable d'appliquer les concepts appris dans le cours aux scénarios | <ul style="list-style-type: none"> ▪ N'a complété que peu ou pas de pages du cahier d'exercices concerné ▪ Choix inappropriés en ce qui concerne la distribution du matériel | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A complété les pages pertinentes du cahier d'exercices ▪ A fait des choix appropriés en ce qui concerne la distribution de l'équipement ▪ Respect des lignes directrices de l'ONU | <ul style="list-style-type: none"> ▪ A Complété les pages pertinentes du cahier d'exercices ▪ A fait des choix appropriés en ce qui concerne la distribution de l'équipement ▪ A participé aux discussions ▪ Capacité à justifier les décisions en s'appuyant sur les orientations et la politique de l'ONU | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Compléter en détail les pages du cahier d'exercices ▪ A fait des choix appropriés en ce qui concerne la distribution de l'équipement ▪ A contribué aux discussions ▪ Capacité à justifier les décisions en s'appuyant sur les orientations et la politique de l'ONU ▪ A fourni des conseils aux pairs ▪ A fait preuve d'esprit critique |
| Capstone 1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Capstone 2 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Capstone 3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Capstone 4 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Notes sur la performance de la formation initiale (Capstone) :

Enquête sur le niveau de confiance en soi

Additionnez l'ensemble des valeurs entourées suite à vos réponses, puis divisez le résultat par 10 pour obtenir une moyenne. Comparez les moyennes obtenues avant et après la formation.

| | | | |
|------------------------------------------------------------------|-----|------------------------------------------------------------------|-----|
| Niveau de confiance en soi avant le cours Total | /50 | Niveau de confiance en soi après le cours Total | /50 |
| Moyenne avant le cours | | Moyenne après le cours | |

Note : Les enquêtes sur la confiance en soi avant et après la formation se trouvent dans les cahiers d'exercices des participants.

Enquête sur le niveau de confiance en soi

Cochez une case (✓) : ☐ Avant le cours

☐ Après le cours

Entourez le chiffre qui indique votre niveau de confiance actuel dans l'exécution de chacune des actions suivantes dans un environnement de maintien de la paix :

| | | Le plus bas | | | Le plus élevé | |
|----|------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---|---|---------------|---|
| 1 | Appliquer les principes de la police orientée vers la communauté | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 2 | Appliquer les principes de la police guidée par le renseignement | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 3 | Appliquer les principes de protection des civils | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 4 | Appliquer les principes sur l'usage de la force et des armes à feu | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 5 | Appliquer des principes en matière d'arrestation et de détention | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 6 | Appliquer les principes en matière de suivi, de mentorat et de conseil | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 7 | Appliquer les principes relatifs au renforcement des capacités et au développement | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 8 | Appliquer les principes de la Charte des Nations Unies | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 9 | Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 10 | Identifier la structure de commandement de la POLNU | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |

**Modules de formation spécialisée pour la police des Nations Unies
2021**

Cahier d'activités Carana



Version participant

Contenu

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CARANA - Extrait de l'étude pays | 2 |
| Fiche d'information sur Carana | 3 |
| Personnes et culture | 5 |
| Administration | 5 |
| Système économique | 6 |
| Les médias..... | 6 |
| Organisation judiciaire et police | 6 |
| Système juridique..... | 6 |
| Police et sécurité civile..... | 7 |
| Situation humanitaire | 9 |
| Activité 1 Carana : Présentation du Carana | 10 |
| Activité 2 Carana : Perspective de la POC..... | 11 |
| Activité 3 Carana : Police guidée par le renseignement et rapports..... | 15 |
| Activité 4 Carana : Renforcement des capacités et développement et PDVDH | 16 |
| Activité 5 Carana : Police guidée par le renseignement et protection des civils | 22 |
| Exercice de synthèse (Capstone)..... | 25 |
| Capstone 1 (50 minutes) : Police orientée vers la communauté - Sécurité électorale | 27 |
| Capstone 2 (50 minutes) : Police guidée sur le renseignement - Crimes contre l'environnement | 28 |
| Capstone 3 (50 minutes) : Protection des civils | 29 |
| Capstone 4 (50 minutes) : Renforcement des capacités et développement – Violations des droits de l'homme | 31 |
| Débriefing..... | 32 |

La Mission multidimensionnelle d'Assistance des Nations Unies au Carana (MANUC)

Après une longue guerre civile ayant fait des milliers de victimes et entraîné le déplacement de plus de 700 000 citoyens caranais, les factions belligérantes de la guerre civile au Carana, le gouvernement du Carana et deux groupes rebelles, ont finalement accepté d'entamer des négociations de paix. L'accord de paix de Kalari a été signé le 1^{er} août 20XX par les parties au conflit.

Compte tenu du consentement du pays hôte pour une mission de maintien de la paix des Nations Unies sur le territoire du Carana, du plan détaillé sur la manière de s'engager dans une transition pacifique et du consentement des parties au conflit à déposer les armes, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1544 (20XX) et autorisé une mission de maintien de la paix des Nations Unies au Carana.

Le CS des Nations Unies a décidé d'établir la Mission multidimensionnelle d'Assistance des Nations Unies au Carana (MANUC) pour une période initiale de 12 mois. Le mandat fixe l'effectif des unités militaires de la MANUC à 13 135 membres, 182 observateurs militaires, 40 officiers de liaison et 300 officiers d'état-major, et jusqu'à 1 882 membres celui de la police des NU, y compris les unités de police constituées.

La MANUC s'est vue confier le mandat suivant (voir le polycopié de la résolution 1544 du Conseil de sécurité) :

- a) Soutien à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu
- b) Soutien au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion
- c) Protection des civils et du personnel, des installations et des civils des Nations unies
- d) Promotion et protection des droits de l'homme
- e) Soutien à l'aide humanitaire
- f) Soutien à la réforme du secteur de la sécurité
- g) Soutien à la mise en œuvre du processus de paix

Sous f), la composante Police de la MANUC est chargée d'aider le nouveau gouvernement de transition du Carana à surveiller et à restructurer les forces de police du Carana, conformément aux standards internationaux et aux pratiques policières démocratiques, de développer un programme de formation de la police et d'aider à la formation de la police en coopération avec les organisations et les États intéressés.

CARANA - Extrait de l'étude de pays

Fiche d'information sur Carana

| République du Carana | |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom du pays : | République du Carana (appellation conventionnelle) ; Carana (appellation courte) |
| Capital : | Galasi (1,28 million d'habitants enregistrés) |
| Système juridique : | Basé sur la constitution nationale et un code pénal de 2013. Le droit coutumier est également observé sur la base de pratiques traditionnelles non écrites pour le secteur indigène. |
| Climat | La plupart du temps, le climat est doux, sauf dans les régions montagneuses du nord-ouest. Le nord a un climat plus doux. |
| Population | |
| Population : | ~17 millions (recensement de 2015) ; croissance annuelle de 3,6 |
| Handicaps | On estime à 300 000 le nombre de personnes souffrant de handicaps physiques et mentaux, notamment issus de blessures liées aux conflits et aux mines/UXO (munitions explosives non explosées) |
| Langues : | Plus de 20 langues originales ou dialectes tribaux sont parlés. La langue officielle et administrative est le français. |
| Principaux groupes ethniques : | Falin 60 %, Kori 20 %, Tatsi 15 %. |
| Principales religions : | Catholiques romains (40 %), protestants luthériens ou baptistes (35 %), musulmans (20 %), beaucoup d'entre eux ayant des influences indigènes (45%) |
| Alphabétisation : | 40 % de la population adulte sait lire et écrire (77,5 % chez les hommes, 62 % pour les femmes) ; 20 % des jeunes savent lire et écrire (moins de 18 ans). |
| Économie et infrastructures | |
| PIB (en 2015) : | 14,05 milliards d'euros ; 174 ^{ème} rang au classement mondial |
| Communication : | S'appuie sur la télégraphie, le téléphone et de faibles connexions radio (peu fiables). |
| Chemins de fer : | Deux voies ferrées exploitées par Carana Rail (CR), l'une de Galasi à Akkabar et l'autre de Maldosa à Mia. |
| Autoroutes : | Plusieurs routes et autoroutes bitumées sont restées intactes. Il existe un certain nombre de routes et de chemins non bitumés |

| | |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | assez robustes. La voiture et l'autocar sont les moyens de transport prédominants. |
| Télécommunications | Le système de téléphonie fixe couvre moins de 20 % du pays et n'est pas fiable. La couverture de la téléphonie cellulaire se développe et couvre généralement les principales villes et routes du pays. |

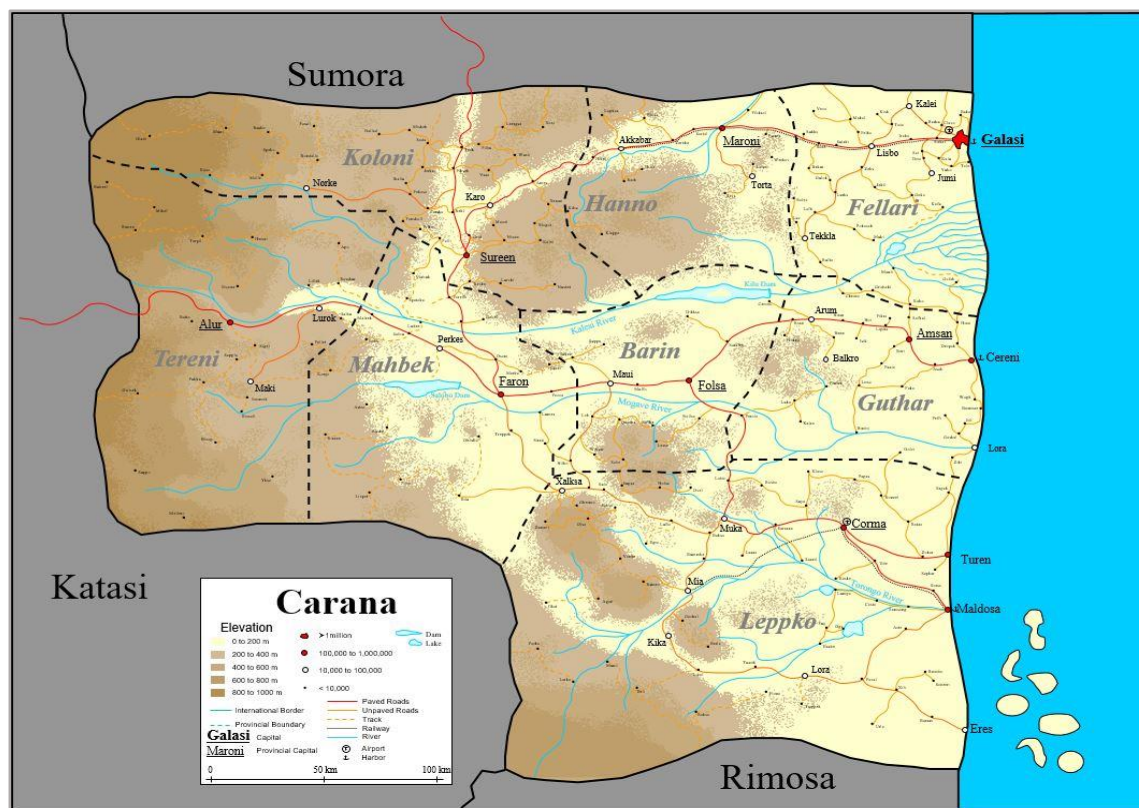
Personnes et culture

Le développement humain au Carana a été façonné par les différences entre les zones climatiques, créant une société divisée avec des structures sociales disparates organisées autour de différents modes de subsistance.

Le clivage le plus marquant se situe entre les éleveurs semi-nomades qui habitent les pâturages du sud-ouest et les agriculteurs et mineurs largement sédentaires de l'est.

Les trois principaux groupes ethniques, les falins, les koris et les tatsis, représentent 95 % de la population.

- Les koris (20%) vivent à l'ouest et constituent le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et Koloni.
- Les falins (60 %) constituent la majorité ethnique du pays et vivent principalement dans l'est et le centre du Carana.
- Les tatsis (15%) vivent dans le sud et sont majoritaires dans la province de Leppko.



Administration

L'État du Carana est divisé, selon le modèle français, en huit provinces (Tereni, Koloni, Mahbek, Hanno, Barin, Fellari, Guthar et Leppko) et une capitale à statut spécial, Galasi.

Le système administratif du Carana est basé sur le schéma d'une administration centralisée. Le gouvernement central est intervenu en particulier dans les provinces de

Hanno, Barin et Leppko pour assurer la sélection des chefs de district locaux, principalement au sein du groupe Falin, qui sont souvent des étrangers.

Système économique

Le Carana est riche en ressources naturelles. L'exploitation du charbon, des diamants et du cuivre contribue de manière importante au PIB. Le district de Hanno possède plusieurs mines de charbon à Akkabar et Maroni. À la fin du siècle dernier, l'industrie minière était contrôlée par des entreprises privées, mais depuis lors, le gouvernement a progressivement pris le contrôle de l'industrie. L'exploitation illégale des ressources naturelles et l'exportation par des entreprises privées vers les pays voisins sont monnaie-courante et les groupes armés ainsi que les éléments malhonnêtes des forces de sécurité sont fortement impliqués.

Les médias

Le pays compte une vingtaine de quotidiens, deux stations de radio et deux chaînes de télévision. Les stations de radio sont exploitées par des coopératives d'État, tandis que la plupart des journaux sont privés.

- En principe, le ministère de l'information contrôle tous les médias.
- La censure est limitée dans le cas des petits médias locaux, mais presque absolue dans le cas des stations de radio officielles et des principaux journaux.
- Une grande partie de la population est très active sur les réseaux sociaux, auxquels elle peut accéder par le biais des téléphones portables. Les réseaux sociaux sont utilisés comme outil de sensibilisation et de mobilisation démocratique, mais aussi pour diffuser des discours de haine et inciter à la violence ethnique.

Organisation judiciaire et police

Système judiciaire

En théorie, la Constitution et l'organisation judiciaire (juridique) du Carana sont basés sur des principes démocratiques modernes comprenant trois niveaux de tribunaux : La Cour suprême, les tribunaux provinciaux et les tribunaux d'arrondissements.

De facto, le secteur judiciaire manque de capacités institutionnelles et de ressources depuis des années et souffre d'une couverture territoriale limitée, sans présence réelle dans certains arrondissements, et d'une corruption endémique.

- Les outils administratifs de base font défaut.
- Les décisions de justice sont extrêmement longues. Cette situation a entraîné une surpopulation des prisons, d'où les condamnés parviennent régulièrement à s'évader.
- Les salaires du personnel judiciaire restent souvent impayés pendant des mois, ce qui favorise l'absentéisme et la corruption.

- La législation reste obsolète et souvent discriminatoire à l'égard des femmes, des minorités ethniques et d'autres groupes vulnérables.
- Les poursuites et autres mesures répressives prises par les acteurs judiciaires et les forces de l'ordre sont fondées sur un code pénal et un code de procédure pénale. Les forces de l'ordre fondent en outre leurs actions préventives sur la réglementation de la police du Carana.

Police et sécurité civile

Avant le conflit, la police caranaise était organisée sous l'égide du ministère de l'Intérieur. En général, et en particulier dans les zones urbaines, la police était suffisamment formée et équipée et fonctionnait selon des principes de maintien de l'ordre relativement modernes. En raison du conflit et de la prédominance des affrontements de nature militaire, toutes les parties au conflit ont négligé les forces de police du Carana.

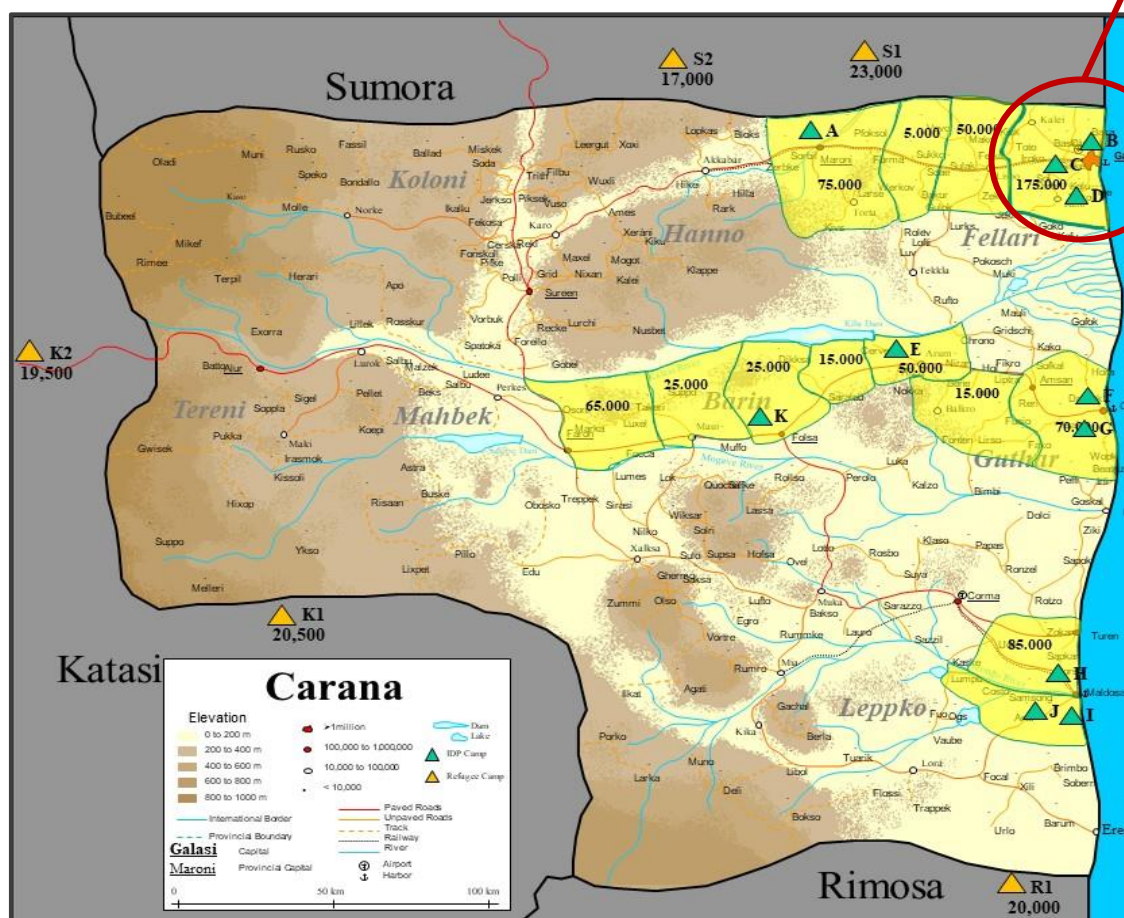
- Les forces de l'ordre du Carana se répartissent entre la police nationale du Carana (PNC) et la gendarmerie. La PNC se trouve dans les centres de population urbains et est contrôlée par le ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de l'administration provinciale. La gendarmerie, qui fait partie du ministère de la défense, assure la présence policière dans les zones rurales et est responsable de la sécurité des frontières.
- Ces dernières années, la PNC et la gendarmerie ont souffert d'une grave pénurie de personnel qualifié, d'une baisse de moral due à des salaires impayés, d'un manque de ressources logistiques et financières et d'un manque de formation.
- La corruption de la police est un problème grave dans la plupart des zones contrôlées par le gouvernement.
- Les postes de police sont peu ou pas équipés.
- Dans les zones contrôlées par le gouvernement, la présence de la police nationale est visible mais n'est pas en mesure de lutter efficacement contre le niveau élevé de criminalité.
- Les locaux de détention de la police sont surpeuplés. En outre, ils sont en proie à une forte politisation, à la corruption et à une mauvaise gestion.
- La présence policière au Carana est très faible. Le nombre estimé d'agents de la PNC et de la gendarmerie s'élève à 10 000 agents, soit un agent pour 1 400 citoyens. Sur ce nombre, seulement 5 % sont des femmes et elles occupent principalement des fonctions administratives.
- La majorité des policiers sont issus de l'ethnie Falin, y compris dans les régions peuplées principalement de minorités.
- La police des frontières terrestres et maritimes, l'immigration, les douanes, les autorités portuaires et d'autres secteurs connexes de la sécurité intérieure ont cessé de fonctionner. Ces derniers mois, les preuves d'activités criminelles organisées, en particulier le trafic de drogue et d'êtres humains, se sont multipliées.

- Les taux de criminalité sont élevés, en particulier dans les centres de population urbains, et de nombreux rapports font état de violations des droits de l'homme et de pillages perpétrés par les forces de l'ordre.
- Seul un petit nombre d'agents signalent les violations des droits de l'homme. Cette inefficacité et l'érosion des normes professionnelles ont entraîné une perte généralisée de leur crédibilité et de leur confiance au sein de la population.

Situation humanitaire

En raison des combats, de nombreux habitants du Carana ont fui leur pays, mais la plupart sont restés dans le pays. On estime que 100 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins du Sumora (environ 40 000 réfugiés), du Katasi (environ 40 000 réfugiés) et du Rimosa (environ 20 000 réfugiés).

700 000 autres personnes se sont installées dans des camps de déplacés autour des villes portuaires, où elles sont maintenant regroupées dans des camps de fortune et des bidonvilles à l'intérieur ou à proximité des zones urbaines. La plupart des personnes déplacées internes (PDI) vivent actuellement dans les camps situés autour de Galasi.



La nouvelle de l'arrivée possible d'une mission des Nations unies a renforcé l'espoir des quelque 900 000 réfugiés et personnes déplacées de rentrer chez eux.

Les conditions sanitaires, d'assainissement et d'hygiène dans ces zones sont dangereusement inadéquates et constituent de plus en plus un terrain propice au mécontentement des extrémistes. La situation dans les camps de personnes déplacées est mauvaise et s'est considérablement détériorée au cours des derniers mois.

Pendant le conflit, les mines terrestres ont été utilisées par toutes les parties comme moyen de terreur et de dissuasion et pour empêcher l'accès à certaines zones.

Activité 1 Carana : Présentation du Carana

Directions :

1. Travaillez en sous-groupes.
2. Complétez l'activité.

Durée : 45 minutes (30 minutes de discussion, 15 minutes de débriefing)

Activité :

Sur la base de votre connaissance du Carana et de la brève introduction, comparez la situation du pays et de la PNC avec les services de police de votre propre pays. Discutez-en et identifiez :

1. Les différences
 2. Les similitudes
 3. Quelle partie de votre expertise en tant que policier pouvez-vous adapter et utiliser au Carana ?
 4. Ce que vous ne pouvez pas apporter dans le cadre de la MANUC ?
 5. Que vous manque-t-il ?
-

Activité 2 Carana : la perspective de la police orientée vers la communauté (POC)

Directions :

1. Travaillez en sous-groupes
2. Prenez connaissance de la situation et de l'introduction sur la région d'Akkabar.
3. Complétez l'activité.

Durée : 90 minutes (60 minutes d'activités, 30 minutes de présentations)

Situation

Vous êtes déployé dans la région de Hanno, à Akkabar, où la MANUC possède une base opérationnelle de la POLNU. Votre poste est celui d'un policier de proximité dans le cadre de la POC. En arrivant sur votre poste, vous rencontrez deux collègues de la POLNU qui travaillent également au sein de la base. Trois postes sont actuellement vacants car deux policiers individuels ont quitté la mission à la fin de leur déploiement et deux autres ont été réaffectés à d'autres postes au sein de la MANUC. Vous êtes le premier à arriver dans un groupe de quatre remplaçants. L'un des collègues qui est déjà déployé à Akkabar a rejoint la MANUC il y a 3 mois et sera bientôt affecté à un autre poste au sein du COC (centre d'opérations conjoint) de la mission. La collègue restante occupe son poste de policière de proximité depuis 6 mois. Elle semble être accessible et disposée à vous soutenir dans votre installation.

Après deux mois passés sur le secteur de la base, vous commencez à comprendre la situation à Akkabar. Vos premières réunions avec vos homologues de la PNC à Akkabar, les discussions avec vos collègues de la MANUC sur site et quelques rares interactions avec les habitants lors de vos visites au marché local ont permis de dresser un tableau incomplet, mais complexe, de la situation dans la ville :

Présentation de la région d'Akkabar

Akkabar se présente comme une communauté minière rude et basée sur l'industrie minière. Pour la plupart, les rues et les bâtiments ont connu des jours meilleurs. Akkabar était et est toujours d'une importance stratégique nationale en raison de ses riches gisements de charbon. Akkabar peut être décrit comme la partie droite du cœur du Carana, car lorsque la production baisse dans les mines de charbon, c'est l'ensemble du Carana qui le ressent. C'est pourquoi le maintien de la productivité au niveau requis a toujours été la priorité absolue des compagnies minières et de l'administration locale. Les conditions de travail semblent très dures, car une grande partie du travail difficile est encore effectuée manuellement et la sécurité au travail ne semble pas avoir beaucoup d'importance. On ne peut qu'imaginer que les violations des droits de l'homme sont courantes dans les mines. Par le passé, l'administration locale et les forces de l'ordre ont

fermé les yeux sur les accidents dans les mines, les violations de la réglementation du travail et les mauvais traitements infligés aux travailleurs, mais ont lourdement sanctionné les activités minières illégales dès qu'elles en ont eu connaissance. En conséquence, Akkabar a connu son lot d'émeutes de travailleurs, avec des incendies criminels, des pillages et parfois même des lynchages.

Le conflit au niveau national a également été très perturbant à Hanno et a gravement affecté l'activité minière à Akkabar. En définitive, il a également eu pour effet de ralentir considérablement la course incessante à la productivité et aux profits. Les entrepreneurs miniers ont perdu leur emprise sur la ville, mais conservent une certaine influence. La fluctuation de la production de charbon a entraîné une pression du gouvernement national sur l'administration locale, qui a vu sa position fortement affaiblie. En contrepartie, la découverte récente de réserves de cobalt et de métaux rares dans la région a ravivé le moral des entreprises et des travailleurs locaux, qui entrevoient de nouvelles possibilités de s'enrichir et de rétablir les anciennes structures de pouvoir.

Akkabar donne l'impression d'une communauté très divisée, et pas seulement sur le plan économique. La population est essentiellement composée de falins. Il y a un fort afflux de koris en provenance de la province occidentale de Koloni, à l'origine, car les gens venaient chercher du travail dans les mines. Récemment, ce flux de personnes est passé de travailleurs à des personnes déplacées qui ont été chassées de leurs villes et villages par le conflit. Les agents de la PNC affirment que la population d'Akkabar est passée de 40 000 à 50 000, voire 60 000 personnes, car les personnes déplacées qui étaient en route vers les camps de déplacés à l'est d'Akkabar ont décidé de rester et de trouver du travail à Akkabar. Près de 70 % des personnes déplacées qui sont restées seraient des femmes et plus de 60 % seraient âgées de moins de 16 ans. Des personnes traversent également la frontière pour se rendre au Sumora et en revenir, car la frontière ne correspond pas aux « frontières » ethniques. Un grand nombre de passages clandestins de la frontière se produisent régulièrement, ce qui entraîne une rotation importante de la population dans la ville.

Aucun des nouveaux arrivants ne s'inscrit auprès des autorités locales, de sorte que les registres officiels de la population d'Akkabar doivent être considérés comme incomplets ou du moins dépassés. Le centre social de la région d'Akkabar est le marché local où des commerçants d'origines diverses proposent de la nourriture, du bétail, des produits provenant des mines et d'autres produits de base. La population souffre d'une situation sanitaire déplorable. Les gens meurent à un âge relativement jeune. La mortalité infantile est élevée. Apparemment, les hommes sont plus touchés que les femmes. Aucune mesure n'a été prise pour gérer ou même contenir la pandémie de COVID-19 en cours (masques, vaccinations, éloignement, restrictions de mouvement).

Des manifestations violentes ont déjà eu lieu, la population exigeant le remplacement des responsables locaux. En réponse, l'administration locale a lancé une campagne

médiatique, indiquant qu'elle menait une enquête et que les responsables seraient tenus de rendre des comptes. Elle a ajouté que les réseaux d'assainissement et de distribution d'eau étaient en mauvais état car le conflit a éclaté il y a plus de dix ans et que les analyses d'eau avaient été négligées. On raconte dans la ville que les sources, qui fournissent l'eau à la communauté, ont été ensorcelées par un homme de l'ethnie kori qui travaillait comme contremaître dans une mine de cobalt locale il y a quelques années, en guise de riposte pour avoir été blâmé par ses supérieurs falins pour un accident minier, qui a coûté la vie à 4 mineurs.

La présence de la PNC à Akkabar est relativement stable depuis avant le conflit, car il s'agissait d'une priorité nationale d'assurer une forte présence des forces de l'ordre dans la ville. Le poste de police local compte 30 à 40 agents de la PNC, qui travaillent 24 heures sur 24. Les pratiques policières se sont légèrement adaptées à la situation actuelle. La PNC maintient une forte présence dans le poste de police. Ses activités régulières se concentrent sur le marché. Depuis que l'administration locale a reçu beaucoup moins de taxes et d'avantages de la part du conseil des entrepreneurs, la taxe de marché est devenue plus importante. Le trésorier a demandé à la PNC de protéger les fonctionnaires locaux lorsqu'ils collectent les taxes, car il souhaite éviter des explosions de violences comme celles qui se sont produites à Arum, une ville voisine. Avec les patrouilles effectuées à la gare locale, les tâches sur le marché et au commissariat de police occupent la majeure partie des capacités en personnel de la PNC.

Le rôle de la PNC a toujours été de faire respecter les intérêts des autorités locales et du conseil des entrepreneurs. La PNC a largement rempli ce rôle de manière solitaire, sans s'appuyer sur la coopération avec des partenaires, et elle continue dans cette voie. Une autre conséquence du conflit a été l'affaiblissement de l'influence des entrepreneurs privés sur la PNC et la gendarmerie. Certains des entrepreneurs les plus importants ont disparu ou ont été tués dans des circonstances indéterminées. La présence de la communauté internationale, des organisations gouvernementales et des ONG, a également affaibli les liens entre les acteurs privés et les fonctionnaires, ces derniers craignant de devenir des exemples à suivre pour d'autres personnes exerçant des fonctions publiques. La PNC locale s'en tient encore pour l'essentiel à ses anciennes pratiques, se contentant d'exécuter les ordres. À mesure que les entrepreneurs perdent de l'influence, il est probable de voir augmenter la corruption et d'autres pratiques criminelles.

Au cours de votre séjour sur le site de la base, la PNC a demandé à plusieurs reprises à la POLNU de l'aider à préparer les prochaines élections. Plus précisément, elle a demandé à recevoir une formation et du matériel, 10 kits électoraux mobiles composés d'un ordinateur portable et d'un téléphone portable chacun, qui sont nécessaires pour gérer les mesures de sécurité de l'élection. Jusqu'à présent, ces demandes n'ont pas été traitées.

Les agriculteurs locaux et les propriétaires de petites entreprises sont inquiets de la situation sécuritaire. Avec la croissance rapide de la ville, l'énorme fluctuation de la population et le manque de contrôle administratif, leur sentiment de sécurité en pâtit. La petite délinquance a connu une évolution en dents de scie. Pendant la saison des pluies, les routes de la région ont tendance à se dégrader rapidement, car le sol n'est pas en mesure d'absorber l'eau. Les travaux routiers prennent généralement beaucoup de temps, rendant les routes inutilisables pour le transport des produits miniers, des matériels et des travailleurs. Dans certaines mines, le processus d'extraction devient également trop dangereux car le sol est instable. Récemment, les compagnies minières ont commencé à réagir à ces conditions et à licencier des travailleurs, qui ont à leur tour perdu leurs revenus et ont dû trouver d'autres moyens de joindre les deux bouts. Outre le vol et les emplois dans les bars tristement célèbres d'Akkabar et dans les quartiers chauds, certains rejoignent également les contrebandiers et les trafiquants qui ont toujours besoin de porteurs pour leurs marchandises, qu'il s'agisse d'équipements techniques et de pièces détachées, de drogues illicites, de produits médicaux, d'armes ou d'êtres humains.

Au cours de vos entretiens avec certains agriculteurs sur le marché local, vous avez également découvert que le sentiment d'insécurité s'étendait au-delà de la ville et à la zone située au nord d'Akkabar. Les éleveurs de bétail évitent la région, car de nombreux garçons qui avaient conduit leur bétail dans cette zone ne sont pas revenus, tandis que les animaux ont été retrouvés dispersés ou n'ont pas été retrouvés du tout.

Activité :

Les nouveaux arrivants sur le site de la base vous demandent de les informer de la situation à Akkabar d'un point de vue police orientée vers la communauté. Ils veulent en savoir plus sur la communauté et sur les problèmes récurrents.

Ils vous demandent de proposer une activité d'engagement communautaire sur laquelle vous pouvez tous travailler ensemble.

1. Identifiez les défis potentiels liés à l'engagement communautaire. Comment pourraient-ils être surmontés ?
2. Utilisez les outils de la POC que vous connaissez et préparez un bref briefing (8-10 minutes) pour vos collègues policiers individuels (PI), qui inclut tous les aspects mentionnés par les nouveaux arrivants.

Activité 3 Carana : La police guidée par le renseignement et rapports

Directions :

1. Travaillez en sous-groupes
2. Complétez l'activité.

Durée : 90 minutes (60 minutes d'activité, 30 minutes de débriefing)

Activité :

1. Les points focaux de la composante police de la MANUC pour (1) la protection de l'enfance (2) le genre et (3) la protection des civils (PDC) ont demandé des rapports d'évaluation à toutes les équipes de terrain dans leur domaine de responsabilité. En vous basant sur ce que vous avez appris sur les normes internationales et sur les concepts de la POLNU en matière de
 - a. Protection de l'enfance,
 - b. VSBG (violences sexuelles et basées sur le genre), VSRC (violences sexuelles relatives au conflit) et
 - c. PDC,

Il vous est demandé d'évaluer la situation spécifique d'Akkabar décrite dans l'exercice de la POC et de préparer un rapport général. Veillez à aborder les points suivants

- la vulnérabilité des enfants,
 - la situation générale des femmes et
 - les vulnérabilités de tous les autres groupes concernés.
-

Activité 4 Carana : Renforcement des capacités et développement et PDVDH

Directions :

1. Travaillez en sous-groupes.
2. Prenez connaissance de l'activité et de la situation.
3. Complétez l'activité à l'aide de la grille d'analyse (matrice).

Conseils pour compléter la grille :

- Concentrez-vous sur les trois domaines :
 1. l'environnement favorable,
 2. le niveau organisationnel et
 3. le niveau individuel
- Remplissez la grille avec les thèmes (utilisez les mots, pas les numéros des paragraphes).
- Notez que la grille a été ramenée de 6 à 4 dimensions pour réduire la complexité.
- Il convient de noter que les paragraphes 1 à 17 contiennent les informations recueillies lors de leurs conversations avec les parties prenantes, dans divers rapports et dans l'enquête décrite au paragraphe 3. Les informations recueillies sur le terrain ne sont jamais présentées aux PI avec une « étiquette mentionnant la meilleure méthode à appliquer ». Ces informations proviennent plutôt d'observations.
- Informez les participants que cet exercice les fera probablement sortir de leur zone de confort.
- Essayez d'abord d'attribuer les thèmes à la protection de l'environnement, à la prévention des conflits et aux droits de l'homme ; si aucune de ces dimensions ne convient, elles doivent être attribuées à la pratique policière.
- Il s'est avéré utile d'utiliser les paragraphes 2 à 4 comme exemples pour la population figurant dans la grille d'analyse. Passez en revue les paragraphes 2 à 4 avec l'ensemble des participants avant de leur demander de débiter l'activité.
- NE PAS diviser l'exercice en plusieurs sections. Tous les participants doivent travailler sur les 17 paragraphes de l'exercice.
- NE PAS montrer le résultat attendu aux participants lors du débriefing de l'exercice !
- Lors du débriefing, envisagez de poser la question suivante aux participants :
« Que nous apporte cet exercice ? » Réponse : Il permet aux participants d'identifier des questions qui pourront être abordées ultérieurement au cours du processus du renforcement des capacités et de développement (RCD). Il offre un aperçu d'un environnement complexe où des problèmes doivent être pris en compte à différents niveaux.

- Si les participants ne se sentent pas à l'aise avec la grille d'analyse, ils peuvent utiliser un simple graphique à la place. Les participants peuvent également choisir d'utiliser d'autres méthodes de représentation telles que les diagrammes à barres, les diagrammes en réseau, les cartes thermographiques, les diagrammes à bandes, etc. s'ils sont plus familiers avec leur utilisation.

Durée : 60 minutes (45 minutes d'activité, 15 minutes de débriefing)

Activité

Effectuez une analyse en matière de RCD des services d'enquêtes criminelles (SEC) de Galasi (services dont vous êtes responsable), sur la base de la situation décrite ci-dessous. Préparez un document structuré qui met en évidence (point par point) les questions pertinentes identifiées au cours de l'analyse.

Lorsque vous utilisez la grille qui vous a été fournie (annexe 1), considérez que chaque problème que vous identifiez est lié à au moins un domaine et une dimension. Ajoutez les problèmes à la grille dans la cellule où se croisent le domaine et la dimension concernés.

Situation

- 1 Vous avez été désigné comme conseiller de la composante police des NU chargé des questions de RCD auprès du service d'enquêtes criminelles (SEC) de Galasi. Vous avez des connaissances de base sur la police nationale du Carana (PNC) et sur la police de la capitale.
- 2 Le SEC est chargé de tâches d'investigations/d'enquêtes. Ces enquêtes concernent les infractions pénales telles que le vol, l'extrémisme violent, les cambriolages, les incendies criminels, les homicides et les cas de violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que d'infractions civiles. Les infractions environnementales sont généralement négligées. Le SEC est également chargé de coopérer avec d'autres organismes nationaux et internationaux chargés de l'application des lois. Les SEC du Carana sont très décentralisés. Il y a peu d'appui spécialisé pour les enquêtes de la part d'une agence centralisée. Il en va de même pour le SEC de Galasi. À l'exception des affaires liées à l'extrémisme violent, il n'existe pas de division structurée en unités spécialisées. L'attribution des affaires se fait en fonction de la disponibilité et des préférences personnelles.
- 3 Au début de votre mission en tant que conseiller en matière de RCD, vous avez l'intention d'améliorer votre base de connaissances sur le SEC de Galasi. Vous vous entretenez avec plusieurs personnes et parties prenantes dont les contacts vous ont été fournis par vos collègues de la MANUC. Vous recevez également divers rapports

sur la police de Galasi ainsi qu'une récente enquête sur la perception de la communauté. Au fur et à mesure que vous consultez vos nouvelles sources et que vous lisez les documents, vous recueillez de nombreuses informations :

- 4 La passation des marchés est centralisée au sein du service du personnel chargé des finances. Le SEC de Galasi n'a aucune influence sur le processus d'acquisition. En règle générale, les achats ne répondent pas aux exigences définies par le SEC.
- 5 Les plaintes relatives aux droits de l'homme, lorsqu'elles parviennent au SEC, ne font pas l'objet d'un suivi systématique, mais seulement lorsqu'il existe une pression extérieure suffisante, notamment de la part de la communauté internationale.
- 6 La PDC (protection des civils, POC en anglais) est considérée comme une prérogative des militaires, la PNC ne dispose pas de ses propres politiques en la matière, mais adapte les concepts et procédures militaires pour faire face aux situations de PDC.
- 7 Le SEC ne fait pas appel aux médias pour s'adresser aux communautés. Le SEC ne dispose pas de son propre service de communication avec les médias.
- 8 La police de Galasi n'a pas de politique concernant les informateurs.
- 9 Les capacités médico-légales du SEC sont très limitées. Il n'y a pas de laboratoire certifié pour les tests sérologiques, pas de personnel spécialisé pour les tâches de surveillance et pas d'équipements de surveillance classique et de surveillance électronique. La surveillance électronique est effectuée de manière irrégulière par d'autres entités gouvernementales pour des raisons inconnues. Il n'existe pas de procédures standardisées pour ce type d'enquête.
- 10 Le SEC a une fonction d'enquête sur l'ensemble de la police de Galasi afin de lutter contre l'impunité. Il n'existe ni de pratiques standards pour cette tâche, ni d'agents spécialisés. Les rapports sur ces enquêtes passent par la chaîne de commandement habituelle.
- 11 Au sein des SEC, les registres existent au sein de chaque unité, indépendamment. Il n'existe pas de base de données centralisée ni d'interface avec des bases de données extérieures à la police de Galasi (par exemple, d'autres bases de données de la police, des informations sur les véhicules, des bases de données internationales telles qu'avec INTERPOL).

- 12 Le SEC est largement déconnecté de la police en uniforme de Galasi, qui est en contact avec les communautés locales au quotidien. Cette pratique ne permet pas d'obtenir un grand nombre d'informations sur le degré d'efficacité des stratégies de prévention de la criminalité et des activités de prévention de la PDC, ni sur les outils disponibles tels que les mécanismes d'alerte précoce, la coopération avec les services sociaux et les entités privées qui offrent un soutien aux groupes/minorités menacés.
- 13 Des émeutes provoquées par la criminalité ont lieu à Galasi et tendent à se transformer en conflits ethniques, ciblant les minorités de Galasi (pillages, passages à tabac, meurtres dans les cas extrêmes). Ces situations sont considérées comme des problèmes de gestion de l'ordre public. Le SEC ne s'engage pas régulièrement dans des opérations de lutte contre les émeutes et n'ouvre pas d'enquêtes sur les crimes commis, estimant qu'il s'agit d'un gaspillage de ressources en raison des chances minimales d'identifier les auteurs sur une base individuelle.
- 14 Le SEC rejette la coopération avec les journalistes, les percevant comme des fouineurs et des perturbateurs dans son travail, tout en redirigeant les demandes et les requêtes vers le chef d'état-major de la police de Galasi.
- 15 La police de Galasi ne dispose pas de capacités de gestion des équipements et des infrastructures ni d'expression des besoins. Il n'y a donc pas de gestion de l'impact de la passation de marchés à court, moyen et long terme. Il est certain que la passation de marchés (fourniture des biens et des services) ne tient pas compte de l'aspect de la sensibilité au genre.
- 16 Les statistiques criminelles ne sont pas produites de manière régulière. Les données sont collectées de manière spécifique, à la demande de la direction de la PNC ou du niveau politique. La collecte des données est effectuée manuellement, à l'aide d'un stylo et de papier. Les données ne sont généralement pas ventilées par sexe, âge, etc. Il n'y a pas de collecte de données sur l'utilisation de la force par la PNC, les arrestations et les actions de police comparables.
- 17 Un groupe d'États membres des Nations unies, sous l'égide d'Interpol, a lancé un projet multilatéral intitulé « Soutien à la Police de Galasi » à l'intention de la police de Galasi, avec de multiples initiatives, notamment une formation aux droits de l'homme, axée sur la prévention des violations des droits de l'homme, des ateliers visant à examiner le cadre juridique et les textes réglementaires, à introduire les meilleures pratiques du monde entier et, enfin, des projets de procédures opérationnelles permanentes concernant l'approche de la police de Galasi en matière d'intégration des droits de l'homme et de la perspective de genre dans ses

pratiques policières. L'accueil réservé à cette initiative par les dirigeants de la police de Galasi a été très variable. La direction du SEC s'est montrée très réceptive, tandis que celle des autres départements s'est montrée très réservée, allant même jusqu'à saper le processus. Les réactions pourraient être liées à l'histoire personnelle et à l'impact potentiel sur les carrières et les aspirations individuelles.

18 [...]

Activité 4 Carana : Grille d'analyse des domaines et dimensions du RCD de la police des NU

| | | | Dimensions | | | |
|----------|---|-----------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------------|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 |
| | | | Pratiques policières | Protection environnementale | Prévention des conflits | Droits de l'homme |
| Domaines | 1 | Professionnalisme et intégrité de la police | Connaissances et compétences | | | |
| | | | Commandement et contrôle | | | |
| | 2 | Systèmes Administratifs (services de soutien) | Ressources humaines | | | |
| | | | Budgétisation | | | |
| | | | Logistique | | | |
| | 3 | Cadre juridique et politique | Loi/acte sur la police | | | |
| | | | Politique de la police | | | |
| | 4 | Mécanismes de responsabilisation | Contrôle interne | | | |
| | | | Contrôle externe | | | |
| | | | Code de conduite et mesures disciplinaires | | | |
| | 5 | Gestion des parties prenantes | Engagement | | | |
| | | | Coordination | | | |
| | | | Gestion des donateurs | | | |

Activité 5 Carana : Police guidée par le renseignement et protection des civils

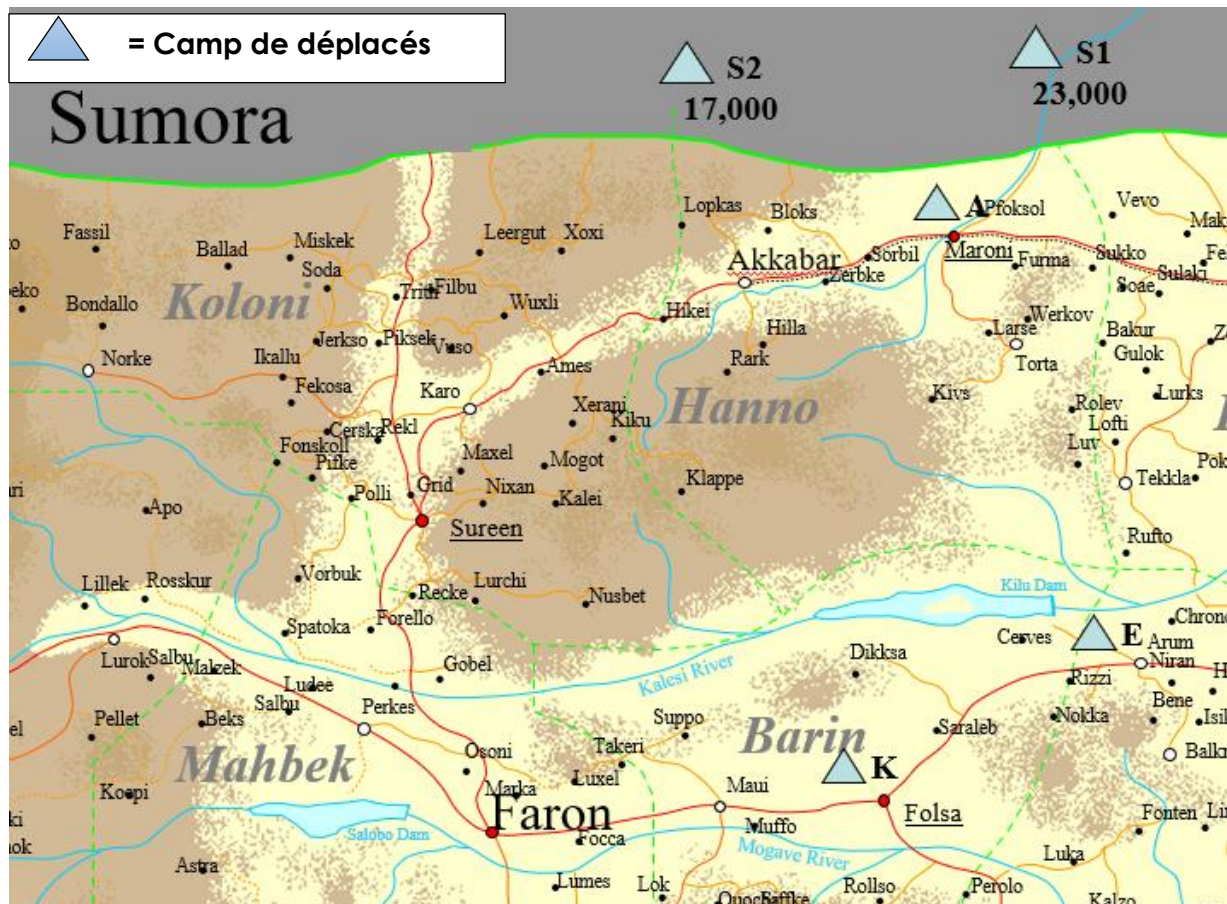
Directions :

1. Travaillez en binôme.
2. Prenez connaissance de la situation.
3. Complétez l'activité.

Durée : 60 minutes (40 minutes d'activité, 20 minutes de débriefing)

Situation

Deux semaines après avoir envoyé vos rapports au QG de la MANUC, vous participez à des patrouilles conjointes dans la région d'Akkabar avec un autre collègue de la POLNU et une équipe de l'UPC (FPU en anglais). Une journée de patrouille s'est particulièrement distinguée.



Arrêt 1

Pour le premier arrêt, vous visitez les principales zones minières au sud-est et au nord-est d'Akkabar. Vous découvrez les grandes mines de charbon qui ont fait d'Akkabar l'un des principaux centres miniers du Carana. Les attentes que vous aviez en vous basant sur les descriptions du marché local se concrétisent. Les conditions de travail semblent extrêmement dures, impitoyables même, sans discrimination de sexe, d'âge ou de handicap physique pour ceux qui tirent leur subsistance du sol. Vous êtes sûrs d'avoir vu de nombreux mineurs, dont certains n'ont probablement pas plus de 8 ou 9 ans, effectuer des travaux pour les hommes et les quelques femmes qui s'occupent de l'extraction proprement dite du charbon. Vous apprenez que les travailleurs koris des mines du sud-est ont l'intention de protester contre les conditions de travail et la rémunération inégale de leur travail. Jusqu'à présent, ils se sont toutefois abstenus d'organiser une grève. Une milice locale Falin, qui fait la navette entre Sumora, Hanno et Koloni, a averti les contremaîtres, qui sont également les porte-parole des travailleurs, qu'elle mettrait fin par la force à toute manifestation visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs koris, qui occupent des emplois de falins. Le soutien affiché de la milice aux travailleurs falins a déjà alimenté les tensions entre les travailleurs falins et koris et a conduit à de violentes confrontations. Les travailleurs koris craignent que si la milice n'est pas rappelée à l'ordre, elle ne se servira d'aucun prétexte pour attaquer les travailleurs et les chasser des mines, en violant et en tuant ceux qui résistent.

Arrêt 2

Le deuxième arrêt vous conduit dans une petite communauté agricole au nord d'Akkabar, car vous aviez l'intention de faire la lumière sur la disparition de jeunes bergers dans les collines. L'une des femmes du village raconte à votre collègue de la POLNU le sort qui a été réservé à ses deux fils aînés. Votre collègue constate que le frère cadet a volontairement rejoint un groupe criminel qui utilise les postes-frontières isolés de la région pour faire passer en contrebande toutes sortes de marchandises, et notamment des stupéfiants, pour le compte de certains criminels et milices locaux. Le frère aîné est devenu la cible d'un acte de vengeance. Un petit troupeau de moutons appartenant à l'un des fermiers de la communauté voisine a été retrouvé mort dans une mare située entre les deux villages. Apparemment, l'homme avait une vieille rancune contre les fermiers à qui vous avez rendu visite et prétendait que le fils aîné avait effrayé le troupeau, l'avait conduit dans l'eau et l'avait laissé se noyer dans le lit boueux du lac. Le jeune homme, craignant la vengeance de la communauté voisine, a été recueilli par un groupe armé qui se livre à diverses activités criminelles, mais qui a également combattu le MPC pendant le conflit.

Retour

De retour à la base, votre collègue entame une discussion animée sur les nouvelles informations que vous avez recueillies. Vous êtes interrompu par les remarques du sous-

officier de l'UPC qui vous accompagne dans la voiture. Il montre du doigt des campements épars, des tentes rudimentaires et quelques huttes montées à la hâte qui bordent la route de terre en direction d'Akkabar. Le sous-officier note que les personnes qui squattent à cet endroit sont pour la plupart des déplacés internes qui ont quitté Koloni lorsque le Mouvement patriotique du Carana (MPC) a mené sa dernière grande offensive pendant le conflit. Les occupants ne bénéficient d'aucune protection et sont victimes de violences, de vols et d'agressions sexuelles de la part de groupes criminels, qui s'en prennent à ceux qui vivent dans les camps. De retour à Akkabar, votre collègue vous demande votre aide pour rendre compte des résultats de la patrouille du jour.

Activité

1. Identifiez toutes les situations qui doivent être signalées.
 2. Déterminez quelles unités de la mission et quels partenaires seraient intéressés par ces informations et pour quelles raisons.
 3. Déterminez le type de rapport qui convient à chaque situation au fur et à mesure que vous et votre collègue rédigez les rapports.
-

Exercice de synthèse (Capstone).

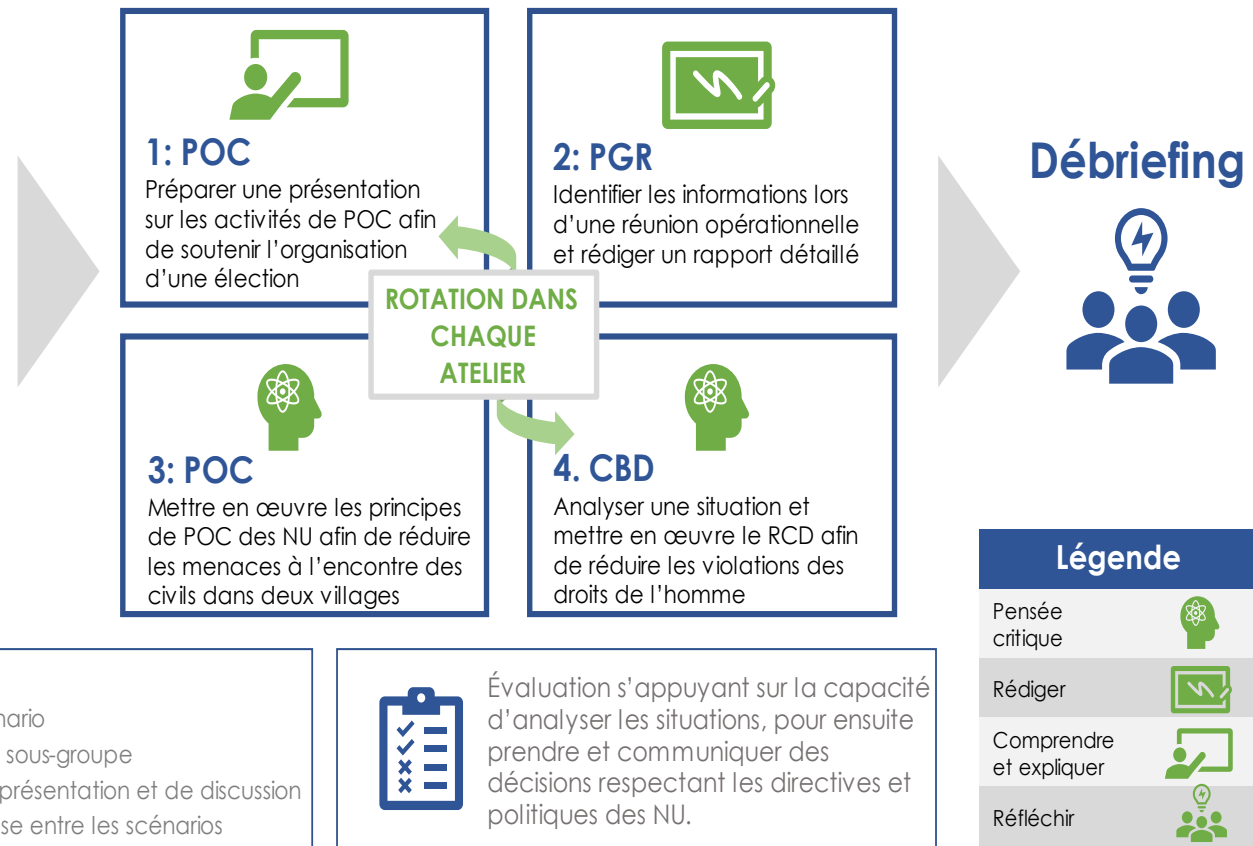
Aperçu des besoins logistiques pour l'exercice de synthèse

Description :

Quatre scénarios, à réaliser par rotation. Les scénarios englobent des éléments de toutes les leçons des MFS (STM), ce qui vous permet de démontrer vos connaissances, vos compétences et vos aptitudes et de refléter ce que vous avez appris.

Objectif :

Cet exercice de synthèse vous permet de vous situer sur votre capacité à exercer votre travail en qualité de PI.



4 heures au total
50 minutes par scénario

- 35 minutes par sous-groupe
- 15 minutes de présentation et de discussion
- 10 minutes de pause entre les scénarios

Évaluation s'appuyant sur la capacité d'analyser les situations, pour ensuite prendre et communiquer des décisions respectant les directives et politiques des NU.

Exercice de synthèse 1 (50 minutes) : Police orientée vers la communauté – Sécurité électorale

Scénario

Des élections nationales sont prévues au Carana dans 9 mois. Vous avez récemment été déployé à FARON en tant que policier de proximité.

Activité

Vous avez été chargé par le chef de votre unité de préparer une courte présentation (8 à 10 minutes), qui couvre les activités potentielles que vous et vos collègues de l'unité POC de FARON pourriez mettre en place afin de soutenir les élections nationales.

Exercice de synthèse 2 (50 minutes) : Police guidée par le renseignement – Crimes contre l'environnement

Activité

Travaillez individuellement. Rédigez un rapport contenant les principales informations pertinentes pour la mission.

Conseil : vous ne pourrez pas inclure tous les détails dans votre rapport.

Capstone 3 (50 minutes) : Protection des civils

Scénario

Vous êtes déployé dans une base des NU à SUREEN en tant que policier de proximité. Lors d'une patrouille conjointe avec vos homologues locaux, vous vous rendez dans un village situé dans les collines au sud-est de la ville. En discutant avec les villageois, vous abordez la question de la sécurité des femmes et des jeunes filles qui ramassent du bois et vont chercher de l'eau. Les villageois vous expliquent que la situation a considérablement changé ces derniers temps. Par le passé, tout comme dans le village voisin de LURCHI à l'est, les filles et les femmes risquaient d'être agressées lorsqu'elles se rendaient sur le point d'eau ou qu'elles ramassaient des branches et des brindilles dans les collines.

Il y a plusieurs mois, une ONG a creusé un puits au sud du village afin d'assurer l'approvisionnement en eau du village, réduisant ainsi considérablement la distance entre le village et le point d'eau le plus proche. Au début, les villageois étaient très favorables au projet. Cependant, après quelques semaines, les éleveurs qui gardent leur bétail au sud du village ont commencé à amener leurs troupeaux au puits nouvellement creusé et en ont même revendiqué l'appartenance, refusant l'accès à toute personne du village que vous visitez. Les villageois ont tenté de défendre ce qu'ils estimaient être leur droit d'accès au puits et ont chassé les bergers qu'ils ont rencontrés sur place. Les éleveurs ont réagi en agressant deux femmes qui se rendaient au puits et ont menacé d'attaquer le village une fois qu'ils auraient obtenu suffisamment de soutien de la part des autres villages appartenant à leur tribu.

Activité

Vous faites part de vos conclusions à la chaîne de commandement. Le commandant de la base reconnaît la menace qui pèse sur les villageois. Il vous demande de lui faire des suggestions sur la manière d'aborder la situation dans le village que vous avez visité, mais aussi dans le village situé près de la route de LURCHI.

Faites des recommandations sur la manière dont la mission pourrait aider les deux villages en se basant sur le concept de protection des civils de l'ONU.

Propositions sur la façon dont la mission pourrait aider les deux villages, basées sur le concept de protection des civils des Nations Unies.

:

Capstone 4 (50 minutes) : Renforcement des capacités et développement – Violations des droits de l'homme

Scénario

Vous êtes déployé en tant que conseiller en matière de renforcement des capacités et de développement dans une base opérationnelle des NU à AKKABAR. Au cours d'une réunion avec un groupe local de défense des droits de l'homme, vous prenez connaissance de plaintes concernant des violations des droits de l'homme commises par la PNC. Rien que la semaine dernière, la PNC aurait maltraité des civils dans trois cas lors de points de contrôle et lors d'une opération de fouille dans une habitation. Après la réunion, vous prenez contact avec un policier local avec lequel vous avez établi de bonnes relations. Il vous fait confiance. Il refuse de donner des détails, mais est prêt à confirmer les allégations de manière générale, à la condition que vous respectiez la plus stricte confidentialité.

Activité

Considérez le niveau individuel, le niveau organisationnel et l'environnement dans lequel la PNC opère à Akkabar. Comment pouvez-vous remédier à la situation afin de réduire le nombre de violations des droits de l'homme à l'avenir ? Que devez-vous prendre en considération ?

Débriefing

Réfléchissez à ce que vous avez appris tout au long de cette formation.

CARANA - ÉTUDE PAYS

L'étude pays fournit un bref aperçu des aspects essentiels du pays et du conflit.

Les informations contenues dans l'étude pays ont été collectées par le biais de :

- Sources publiques (internet, publications)
- Informations fournies par les organisations internationales présentes au Carana
- Informations fournies par les États membres des Nations unies

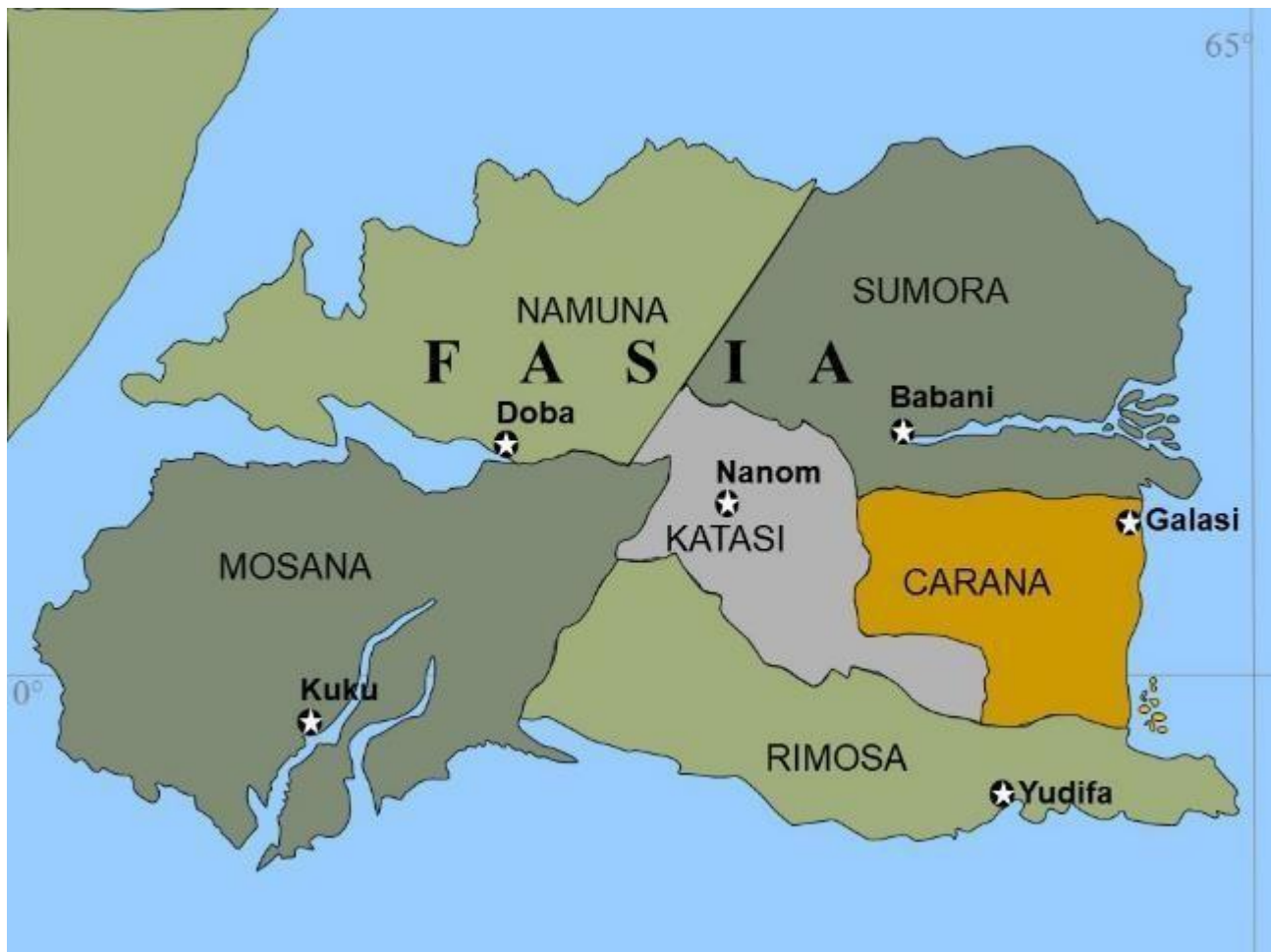


Table des matières

| | | |
|-----|-------------------------------------------------------|----|
| 1. | Fiche pays Carana | 3 |
| 2. | Introduction | 7 |
| 3. | Géographie du Carana..... | 7 |
| 4. | Population et culture | 10 |
| 5. | L'histoire | 11 |
| 6. | Relations internationales | 13 |
| 7. | Système économique | 15 |
| 8. | Système politique | 17 |
| 9. | Organisation judiciaire et police | 17 |
| 10. | Services publics..... | 19 |
| 11. | Infrastructures | 21 |
| 12. | Secteur de la sécurité et de la défense | 23 |
| 13. | Groupes militaires étrangers / Forces militaires..... | 27 |
| 14. | Situation humanitaire..... | 28 |
| 15. | Explosifs | 29 |
| 16. | Organisations de la société civile | 30 |

1. Fiche pays Carana

| République du Carana | |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom du pays : | République du Carana (appellation conventionnelle) ; Carana (appellation courte) |
| Type de gouvernement : | République |
| Capitale : | Galasi (1,28 million d'habitants enregistrés) |
| Districts / Provinces : | Fellari, Guthar, Leppko, Barin, Hanno, Mahbek, Tereni, Koloni |
| Indépendance : | 22 octobre 1968 |
| Pouvoir exécutif : | Chef d'État : Président Jackson Ogavo, |
| Chef du gouvernement : | Premier ministre William Degusa |
| Système juridique : | Basé sur la constitution nationale et un code pénal de 2013. Le droit coutumier est également observé sur la base de pratiques traditionnelles non écrites pour le secteur indigène. |
| Les partis politiques : | Parti Démocratique du Carana (PDC) |
| Description du drapeau : | Vert, bleu et blanc. Une sphère armillaire au centre représente l'héritage portugais (que l'on retrouve également sur le drapeau portugais). L'inscription dans la roue dit : Notre (français = notre), Patria (italien = pays), Carana, ainsi que l'année de l'autonomie (et non de l'indépendance). À l'intérieur de la roue se trouvent trois diamants, qui symbolisent non seulement l'une des ressources naturelles du pays, mais qui représentent également chaque groupe ethnique. La croix rappelle également l'histoire coloniale du Carana et le fait que le pays a toujours été une terre de colonisation et possède des racines chrétiennes. |
| Population | |
| Population : | 17 024 561 (dernier recensement en 2015) |
| Croissance de la population : | 3,6 % (taux de croissance annuel) |
| Répartition par âge | <15 : 44 % 15 à 18 : 13 % 18 à 60 : 39 % >60 : 4 % |
| Taux de fécondité | 5,1 enfants par femme |
| Rapport de masculinité | 1,06 femmes/hommes |
| Mortalité infantile | 9,1 décès pour 100 naissances |
| Espérance de vie | Population totale : 45,3 ans Hommes : 42,1 ans Femme : 47,9 ans |
| Handicaps | On estime que 14% de la population souffre de handicaps physiques et mentaux, notamment en raison de blessures liées au conflit et aux mines/UXO |

| | |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | (munitions explosives non explosées). |
| Langues : | Au Carana, plus de 20 langues originales ou dialectes tribaux sont parlés. La langue officielle et administrative est le français. |
| Groupes ethniques : | Falin 60 %, Kori 20 %, Tatsi 15 %. |
| Religions : | Catholiques romains (40 %), protestants luthériens ou baptistes (35 %), musulmans (20 %), tous avec un mélange de croyances indigènes (45 %). |
| Alphabétisation : | 40% de la population adulte sait lire et écrire (77,5% d'hommes, 62% de femmes) ; 20% des jeunes savent lire et écrire (moins de 18 ans) |

| | |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'économie | Depuis 2015 |
| Le PIB : | 14,05 milliards de dollars |
| PIB par habitant : | 825 dollars US |
| Composition du PIB par secteur | Agriculture : 27% Produits manufacturiers : 16% Exploitations minières : 32% Services : 25% |
| Croissance du PIB | 1919 à 2000 : moyenne de 3 % par an 2015 : -4% 2016 : -2.5% 2017 : -2.8% 2018 : -2.9% |
| Population active : | 10,2 millions |
| Population active par profession : | Agriculture : 50% Industries : 10% Exploitations minières : 10% Services : 30% |
| Comparaison du pays avec le reste du monde (ou dans le monde) | 174 ^{ème} |
| Taux d'inflation | 12,35% |
| Taux de chômage : | Total : N/A. Dans les zones urbaines, plus de 29% |
| Population en dessous du seuil de pauvreté : | 45% |
| Produits agricoles : | Fruits, légumes, céréales, poisson |
| Produits d'exportation : | Fruits, légumes, textiles, produits minéraux, poisson congelé |
| Partenaires à l'exportation : | États-Unis, France, Italie, Allemagne, Portugal, Chine Sumora, Rimoso |
| Importations : | Équipements de production (fabrication), équipements de transport, équipements de communication et électroniques, produits manufacturés, produits alimentaires |
| Partenaires d'importation : | France, Italie, Portugal, Chine |
| Unité monétaire (devise) : | Carana Franc (CF) 100 CF = 1,5 USD |
| Infrastructures | |
| Moyens de communication : | S'appuient sur la télégraphie, le téléphone et de faibles connexions radio (peu fiables). |
| Chemins de fer : | Deux voies de chemin de fer exploitées par Carana Rail (CR), l'une de Galasi à Akkabar et l'autre de Maldosa à Mia. Il existe également des « trains terrestres » tirés par d'énormes tracteurs. |
| Autoroutes : | Un certain nombre de routes et d'autoroutes bitumées sont restées intactes, mais il y a aussi quelques routes et pistes non bitumées qui sont assez robustes. La voiture et l'autocar sont les moyens de transport les |

| | |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | plus courants. |
| Aéroports : | Aéroports internationaux (Galasi, Corma), 4 aéroports locaux (Alur, Folsa, Amsan, Mia). En outre, il existe 25 aérodromes dans le pays. Aucun de ces aérodromes n'a de piste goudronnée. La longueur et la qualité des installations de chaque aérodrome varient considérablement. |
| Ports et installations portuaires : | 3 (Galasi, Cereni, Maldosa) |

2. Introduction

En novembre 20xx, des négociations en vue d'un cessez-le-feu et d'un accord de paix, le traité de paix de Kalari, ont fait naître l'espoir de mettre fin à près de dix ans de guerre civile et à un héritage de discrimination ethnique et de conflit. Facilité par l'Union Fasia, l'accord de cessez-le-feu prévoit qu'une mission mandatée par les Nations unies prenne le relais de la mission consultative de l'Union Fasia au Carana (FUAMC) pour aider à la supervision et à la vérification du cessez-le-feu ainsi qu'à la stabilisation du pays.

Malgré l'arrêt des violences, le Carana reste un pays politiquement instable et le gouvernement de transition dirigé par le président Ogavo n'a guère réussi à rétablir l'ordre et l'État de droit dans le pays. De petits soulèvements et des affrontements violents se produisent encore dans les régions de l'ouest et du sud du Carana contrôlées par les rebelles.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a récemment envisagé la création d'une mission d'assistance des Nations unies au Carana (MANUC/UNAC en anglais) en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies afin d'aider les parties à mettre en œuvre l'accord de paix, de soutenir la transition du pays vers une démocratie sûre et pacifique et de formuler des recommandations en vue de la création de la mission d'ANUC. Le siège de l'ONU planifie la mission à ce jour en utilisant ses capacités internes.

Le document et ses annexes sont fournis à titre de lecture préliminaire pour permettre aux participants de se familiariser avec le scénario qui sera utilisé tout au long de la formation. Ils constituent les premières informations/matériels sur la base desquels le QG de l'ONU prépare les évaluations stratégiques et techniques. À un stade ultérieur, ils peuvent également servir d'introduction à la nouvelle équipe de direction de la mission (EDM/MLT en anglais) par le QG des Nations unies.

3. Géographie de la ville du Carana

Le Carana est située sur la côte est du continent Fasia. La superficie totale du Carana est de 119 480 km² avec 300 km de côtes. Le Carana a des frontières terrestres de 1500 km avec ses pays voisins, le Rimosa (frontière sud), le Katasi (frontière ouest) et le Sumora (frontière nord).

Hydrographie

Les trois principaux fleuves du Carana, le Kalesi, le Mogave et le Torongo, s'écoulent des hauts plateaux de l'ouest en direction de l'est et se jettent dans l'océan. L'énorme rivière Kalesi est très salée, comme la mer Morte, et divise presque le pays en deux moitiés égales. Elle se déverse dans un grand delta entouré de marécages. Bien que tous les grands fleuves soient en principe navigables, seule l'embouchure du Torongo accueille un grand port (Maldosa) et est donc la seule voie navigable utilisée pour le transport de marchandises plus importantes. Deux barrages le long de la Kalesi et de la Mogave sont

utilisés pour produire de l'électricité. Le Carana ne possède pas de grands lacs naturels.

Végétation

À l'origine, le Carana était entièrement recouvert de jungle et de brousse dense. Au cours du siècle dernier, les zones centrales et orientales ont été défrichées et cultivées à des fins agricoles. Bien que le sol du Carana soit fertile, l'utilisation intensive des terres comme pâturages a rendu de vastes zones stériles et inutilisables à des fins agricoles.

Environ 20 % de la superficie totale est actuellement utilisée pour la culture de céréales, de millet, de légumes et de fruits. L'ouest et le sud du pays sont encore couverts de jungle et de brousse dense. De petites zones dans la jungle sont utilisées à des fins agricoles.

Topographie

Le Carana est topographiquement divisé en deux zones principales : les plaines dans les parties orientale et centrale du pays et les hautes terres dans les zones occidentale et sud-ouest. Le terrain du Carana s'élève généralement d'est en ouest, du niveau de la mer jusqu'à une altitude de 1200 mètres.

Le sol est principalement plat et sablonneux, avec des zones insignifiantes de terrain rocheux et escarpé. Le long de la côte, le terrain est plat, sans falaises ni rochers. L'eau est calme, mais il n'y a que quelques zones adaptées pour la navigation des navires en eau profonde.

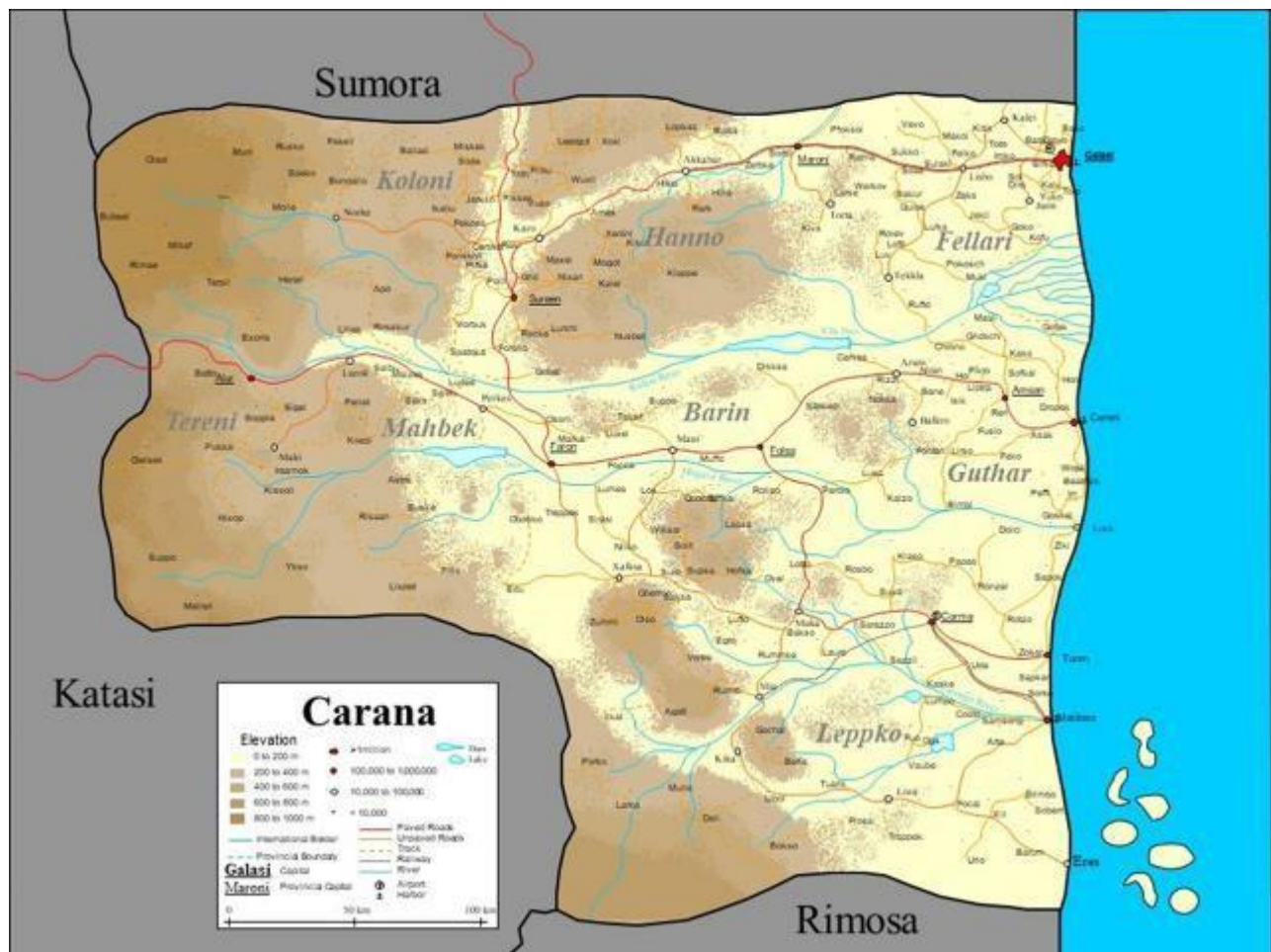


Figure 1 - Carte de base du Carana

Climat et météo

L'ouest du Carana connaît de fortes pluies (moussons) d'août à octobre, avec un taux moyen de précipitations de 250 mm par mois, et des températures douces tout au long de l'année. Pendant la saison hivernale, surtout en altitude, les températures peuvent descendre en dessous de zéro. En été, on observe une végétation colorée et des montagnes karstiques.

Le nord du Carana a un climat plus doux. On y trouve des forêts de pins et de nombreux arbres, mais aussi des déserts rudes et des montagnes. La côte nord du centre du Carana a un climat plus doux.

On y trouve beaucoup de bras de mer, en particulier autour du delta de la rivière Kalesi. La plupart du temps, le climat est doux, sauf dans les régions montagneuses du nord-ouest du Carana.

Dans l'est et le sud du Carana, le climat est principalement chaud et sec, avec une température quotidienne moyenne de 36°C pendant la saison sèche. Les palmiers et les plantes désertiques constituent la végétation typique de la partie méridionale du Carana. Cependant, il y a aussi des hautes terres très vertes et la présence de la rivière Torongo enrichit la région de minéraux comme le diamant et le cuivre.

Ressources naturelles

Le Carana est riche en ressources naturelles, qui ne sont pas réparties de façon homogène sur l'ensemble du territoire. Dans les montagnes de l'ouest, couvertes de jungle, le bois rare et le bois d'œuvre sont les principales ressources naturelles. On trouve des diamants le long de la rivière Kalesi dans les provinces de Mahbek et de Barin. Le cuivre est extrait dans les hautes terres à l'ouest de Mia. Le charbon est extrait dans la province de Hanno. D'autres métaux alcalins (lithium, sodium, potassium, etc.) se trouvent dans le centre du Carana, ainsi que du pétrole au large de la côte sud du Carana.

Le sol du Carana est naturellement fertile. Les rivières et les eaux côtières sont riches en poissons.

4. Population et culture

Géographie humaine

Le développement humain au Carana a été façonné par les différences entre les zones climatiques, créant une société divisée avec des structures sociales disparates organisées autour de différents modes de subsistance. Le clivage le plus marquant se situe entre les éleveurs semi-nomades qui habitent les pâturages du sud-ouest et les agriculteurs et mineurs largement sédentaires de l'est.

Population

Principales villes : Galasi, Maroni, Amsan, Cereni, Turen, Maldosa, Corma, Folsa, Sureen, Alur, Faron (100 000 à 1 million).

Répartition ethnique

La population du Carana se compose de plus de 15 groupes ethniques. La plupart de ces groupes sont peu nombreux et socialement et politiquement marginalisés. Les trois principaux groupes ethniques, à savoir Falin, Kori et Tatsi, représentent 95 % de la population. Les koris (20%) vivent dans l'ouest et sont le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et Koloni. Les falins (65%) constituent la majorité ethnique du pays et vivent principalement dans l'est et le centre du Carana. Les tatsis (15 %) vivent dans le sud et sont majoritaires dans la province de Leppko.

Les frontières nationales datent de l'époque coloniale et ne représentent pas la répartition ethnique de la région. Les falins représentent 54 % de la population de la région voisine de Sumora, les koris 65 % de la population de Katasi et les tatsis 95 % de la population du Rimosu.

Religion

Selon le dernier recensement effectué en 20xx, environ 75 % de la population du Carana est chrétienne. Environ 35 % des habitants sont protestants luthériens et baptistes, tandis que 40 % sont catholiques. L'islam est pratiqué par plus de 20 % de la population, principalement dans le sud-ouest.

La grande majorité des musulmans sont sunnites et vivent principalement dans

l'ouest du Carana. Il existe toutefois des communautés chiites, petites mais actives, dans le sud du Carana et le long des plaines côtières. Plusieurs groupes sunnites sont de nature extrémiste et ont institué la charia dans les régions du sud-ouest de Leppko. D'autre part, le syncrétisme et les croyances indigènes constituent une part essentielle de l'expérience religieuse de nombreux Caranais.

En termes de répartition ethnique, la majorité des falins sont principalement chrétiens, tandis que la majorité des koris et des tatsis sont musulmans sunnites. Certaines parties de la population pratiquent des croyances indigènes, qui ont été intégrées dans les principales religions.

La Constitution de 20xx (suspendue) prévoit la liberté de religion tout en interdisant certaines formes de fondamentalisme religieux. Les fêtes chrétiennes sont célébrées comme fêtes nationales. Les groupes de missionnaires sont tolérés au Carana et comprennent les luthériens, les baptistes, les frères de la grâce et les témoins de Jéhovah. Ils n'opèrent généralement que dans l'ouest et le sud du pays. L'Église catholique est influente dans les territoires occupés par les falins.

5. L'histoire

Historiquement, le Carana a constitué une partie essentielle de la zone commerciale ancienne et moderne de Fasias, comme décrit dans le Briefing 01-Fasias. Le colonialisme portugais et italien a précédé l'impact colonial français, aujourd'hui dominant.

Période coloniale

Les puissances coloniales ont dû faire face à une résistance importante de la part des royaumes locaux, la plus sanglante étant celle du royaume de Galasi. L'armée italienne a finalement conquis le royaume en 1898 et a établi un régime colonial officiel. Après la défaite italienne lors de la Première Guerre mondiale, le gouvernement français a repris le territoire en tant que protectorat français et a développé le pays selon sa politique d'« assimilation », Galasi restant la capitale. L'administration française s'étant concentrée sur l'exploitation des ressources naturelles et ayant accepté la structure tribale du pays, ainsi que le rôle des autorités locales, la période comprise entre 1919 et 1979 a été relativement calme et pacifique.

La période suivante a été caractérisée par des troubles civils évoluant rapidement et reposant sur le mouvement de libération nationale, de plus en plus populaire. À partir de 1979, les troubles et les émeutes ont été et se sont transformés en actions plus organisées et violentes contre la puissance coloniale. Au début de l'année 1982, les Français ont perdu le contrôle de la majeure partie du pays hormis la capitale et des villes importantes côtières. Pour conserver un minimum de contrôle, les Français ont été contraints d'accepter certaines formes de coopération et la création d'un État autonome du Carana. En 1984, le statut juridique du Carana est passé de protectorat français à République de la Communauté française. L'indépendance totale du Carana par rapport à la France a finalement été accordée le 22 octobre 1986.

En raison d'une longue période de domination coloniale française, une forte influence française sur presque tous les aspects culturels, sociaux et économiques du pays est encore visible, et dans certaines régions, elle domine encore. Des parties importantes des infrastructures, en particulier les réseaux ferroviaires et routiers, ont été construites pendant la période coloniale française et n'ont pas été améliorées jusqu'à présent. L'architecture du système politico-administratif du Carana reflète également la forte influence française imposée au cours des dernières décennies.

Période postcoloniale

Après avoir obtenu son indépendance, et bien qu'il ait été confronté à de multiples défis, le Carana a connu environ 10 ans de développement satisfaisant et de stabilité, d'abord sous un système communiste/socialiste dirigé par le président Joseph Uroma, soutenu par les falins, puis après un coup d'État militaire en 1991 par l'ancien chef de l'armée dominée par les falins, Christian Hakutu, qui a rétabli des liens avec la France et d'autres pays occidentaux. Le régime succédant au général falin Tarakoni, au pouvoir jusqu'en 2003, a favorisé les crises humanitaires, économiques et des droits de l'homme, ainsi qu'une forte opposition politique civile. La mort du général Tarakoni en février 2003 a toutefois ouvert la voie aux premières élections démocratiques du pays depuis de nombreuses années, au cours desquelles Jackson Ogavo, un falin du Parti démocratique du Carana (PDC), a été élu président en avril 2003.

Au cours des premières années, certaines réformes économiques et sociales ont été réalisées, mais au fil du temps, l'objectif d'Ogavo a changé et il est devenu préoccupé par l'élimination de tous les groupes d'opposition et par le renforcement de sa propre base de pouvoir. Depuis 2008, il a étendu l'influence du gouvernement central sur toutes les activités économiques et sociales par le biais de lois et de règles administratives. Ogavo a été réélu pour quatre mandats consécutifs (2003, 2008, 2013, 2018), bien que l'opposition à son régime ait commencé à se développer au début de 2010 en raison d'un manque de croissance économique et d'une discrimination croissante à l'encontre des membres des ethnies Kori et Tatsi de la part du parti au pouvoir - à prédominance Falin. Toute opposition au gouvernement a été traitée par la menace ou l'utilisation de la force armée, et la situation a finalement dégénéré en conflit civil en janvier 2014.

Situation actuelle

Depuis 2014, quelques petits mouvements rebelles de la province de Tereni ont rejoint les groupes rebelles plus importants et mieux organisés, connus sous le nom de Mouvement Patriotique du Carana (MPC), et ont formé une opposition militaire bien structurée et efficace. Le MPC a vaincu les Forces de Défense du Carana (FDC) au cours de certaines batailles locales et a obtenu un soutien croissant de la part de la population locale de l'Ouest. En février 2016, les FDC ont perdu le contrôle de certaines régions des hauts plateaux de l'ouest. Bien que les engagements militaires du MPC aient été bien coordonnés et exécutés avec succès, les rebelles n'ont pas réussi à formuler un programme politique

complet et n'ont pas su tirer parti de leur succès. Leur seul objectif clairement affiché était de chasser Ogavo du pouvoir. Début 2018, le MPC a pris le contrôle des trois provinces de l'ouest (Koloni, Tereni et Mahbek).

Les opérations de faible envergure mais fréquentes du MPC dans l'Ouest ont de plus en plus pesé sur les FDC, leur laissant une faible capacité dans le sud du pays, dans la province de Leppko, et donnant l'occasion à des éléments de la minorité Tatsi, majoritairement musulmane, de s'attaquer aux institutions gouvernementales. Au départ, il ne s'agissait guère plus que de quelques incidents localisés, mais la situation s'est rapidement radicalisée, avec notamment des représailles particulièrement brutales contre les civils de l'ethnie Falin. Réalisant que le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose contre eux, un certain nombre de ces petits groupes rebelles se sont unis et se sont appelés Combattants Indépendants du Sud Carana (CISC). Le MPC et les CISC avaient tous deux pour objectif initial de chasser le président Ogavo du pouvoir, bien que la coopération entre les deux groupes ait été minime.

Toutes les parties ont subi de nombreuses défaites. La population civile du Carana a été particulièrement ciblée par toutes les parties, ce qui a entraîné la mort d'environ 150 000 personnes en raison des violences, de la famine ou de la maladie. L'exploitation des ressources dans le sud par les CISC a contribué à alimenter ses efforts, tandis que le MPC a exploité des diamants et a reçu un soutien extérieur du pays voisin de Katasi. Une combinaison de lassitude face à la guerre et de manœuvres stratégiques a conduit les dirigeants du MPC et des CISC, ainsi que le président Ogavo, à commencer à négocier un cessez-le-feu et un traité de paix en novembre 20xx. Le « traité de paix de Kalari » obligera probablement toutes les parties à se désarmer et à établir un accord de partage du pouvoir au sein d'un nouveau gouvernement de transition, y compris l'intégration des combattants dans les nouvelles Forces de défense et de sécurité du Carana (FDSC) et la prise en charge de la Mission consultative de l'Union Fasia au Carana (FUAMC) pour aider à superviser et à vérifier le cessez-le-feu.

6. Relations internationales

Pays voisins

Le Sumora est le principal partenaire commercial du Carana dans la région. Les relations entre le Carana et le Sumora sont traditionnellement bonnes, l'ethnie Falin représentant environ 54 % de la population. Dans un passé récent, le gouvernement de Sumora a eu tendance à soutenir la position du président Ogavo.

Les relations entre le Carana et le **Katasi** sont tendues. Le Carana a accusé à plusieurs reprises le Katasi de soutenir les rebelles du MPC en leur fournissant de l'argent, des armes et des combattants. Ces allégations n'étaient pas dénuées de fondement et ont été corroborées par des rapports émanant d'un certain nombre d'organisations internationales, bien que l'ampleur du soutien reste

difficile à déterminer. Le gouvernement du Carana a donc rejeté la responsabilité de son incapacité à traiter avec le MPC sur le Katasi. En soutenant le MPC, le Katasi espérait que la chute du régime d'Ogavo conduirait à de meilleures relations commerciales avec le Carana. Ces espoirs ont été déçus, à la fois par le maintien du régime et par l'insurrection d'El Hasar, qui a mis à rude épreuve les relations. À la demande du gouvernement du Katasi, les forces françaises mènent des Opérations de Lutte contre l'Insurrection (COIN en anglais) contre El Hasar. Les combattants d'El Hasar s'enfuient maintenant dans l'ouest du Carana, provoquant l'instabilité et l'insécurité en menant des attaques contre la population locale afin de récupérer des fournitures logistiques.

Les relations entre le Carana et le **Rimosa** sont également tendues. Le Rimosa est en proie à une guerre civile entre deux groupes ethniques rivaux, les tatsis, majoritaires, qui détiennent presque tous les postes de pouvoir au sein du gouvernement rimosan, et la minorité musulmane Elassi, des éleveurs qui affirment souffrir de discrimination ethnique et de persécution. La plupart des combats interethniques au Rimosa ont eu lieu dans le nord du Rimosa, près de la frontière avec le Carana. Le groupe rebelle Front de Libération Elassi (ELF) a mené une campagne de type guérilla contre les forces gouvernementales et les milices tatsies pro-gouvernementales et a établi des liens avec les CISC pour obtenir un soutien financier et logistique. Tous les groupes susmentionnés traversent parfois la frontière du Carana et mènent des raids pour obtenir de la nourriture et des matériels, ce qui constitue une menace pour la population locale.

En outre, un différend politique oppose le Rimosa et le Carana au sujet de la propriété de certaines îles situées le long de la côte sud du Carana, ainsi qu'au sujet des droits de pêche sur les territoires nationaux respectifs. Du pétrole a également été découvert dans la mer de Labta, au sud-est du Carana, au large de Maldosa. Toutefois, en raison du différend frontalier actuel et des coûts de démarrage élevés nécessaires à l'exploitation des ressources pétrolières, aucune entreprise ni aucun consortium n'est actuellement disposé à investir.

Les réfugiés caranais (en particulier les falins) au Sumora et au Rimosa ont fait l'objet de discriminations constantes et sont souvent attaqués par la police locale et les forces armées. Les réfugiés rimosans (tatsis) au Carana et au Katasi subissent un traitement similaire, tout comme les réfugiés du Katasi dans une moindre mesure.

Adhésion à des organisations internationales

Le Carana est membre de l'Union Fasia (FU en anglais). Son objectif principal est d'avoir une représentation politique et diplomatique commune pour les six États membres de la Fasia, ainsi que d'améliorer le développement économique du continent. Le Carana est également membre des Nations unies depuis le 9 octobre 1987 et membre de l'Union Fasia depuis le 23 octobre 2005.

Cependant, il est arrivé que l'Union Fasia exerce des pressions politiques et diplomatiques lorsque des tensions sont apparues entre certains États membres

de l'Union. Depuis le milieu de l'année 2013, l'UF a tenté une médiation entre les factions belligérantes du Carana. En février de cette année-là, elle a réussi à amener les principaux groupes à la table des négociations, avant de voir l'occasion de conclure un accord de paix s'éloigner lorsqu'un membre du gouvernement du Sumora, qui occupait la présidence de l'UF, a été accusé d'avoir organisé des livraisons d'armes au président Ogavo. Ces allégations se sont avérées infondées par la suite, mais il était trop tard pour sauver les pourparlers.

L'État du Mosana assumera la présidence tournante de l'Union Fasia à la fin de l'année 2019. Plus éloigné du Carana, le Mosana a l'avantage de ne pas être perçu comme ayant un quelconque intérêt dans le conflit du Carana, et s'est engagé à renouveler les efforts de FU pour reprendre les négociations.

Commerce international

45 entreprises étrangères (d'Europe anglo-saxonne et occidentale, et plus récemment d'Asie) rivalisent dans l'exploitation des minerais et autres ressources naturelles du Carana. La France est l'un des principaux partenaires commerciaux en matière de matériel militaire du Rimosa, qui apporte son soutien aux CISC au Carana. La Chine favorise les factions qui s'opposent au gouvernement du Carana afin d'améliorer les relations commerciales avec ce pays riche en ressources. En général, la balance commerciale du Carana reflète son héritage colonial : avec des capacités industrielles limitées au secteur alimentaire, les exportations comprennent principalement des matières premières (bois, diamants, cuivre, coton et, dans une moindre mesure, poisson, fruits et artisanat du bois) et des aliments transformés destinés à d'autres marchés émergents. En revanche, les biens manufacturés (produits industriels, véhicules, produits alimentaires et pétroliers), les services, l'aide publique au développement (7,3 % du RNB) et les envois de fonds (3,6 % du RNB) constituent le spectre des biens et capitaux importés, principalement de France, des États-Unis et d'autres pays occidentaux.

7. Système économique

L'économie du Carana est basée sur un système de marché libre avec la liberté d'entreprise, mais avec une forte participation et influence du gouvernement. Le gouvernement contrôle le secteur minier et toutes les activités de commerce extérieur ; toutefois, des groupes rebelles contrôlent certaines grandes zones d'extraction de diamants.

Exploitation minière

L'exploitation du charbon, des diamants et du cuivre contribue de manière importante au PIB. Le district de Hanno possède plusieurs mines de charbon à Akkabar et Maroni ; Kika produit des diamants à partir des marais de Gachal et Herla. Le cuivre est également extrait à Lora et exporté via Maldosa. En raison du conflit et de la faiblesse des infrastructures, les exportations ne représentent toutefois que 15 % de la capacité possible.

Avant 1997, l'industrie minière était contrôlée par des entreprises privées, mais depuis lors, le gouvernement a progressivement pris le contrôle de l'industrie. L'exploitation illégale des ressources naturelles et l'exportation par des entreprises privées vers les pays voisins sont monnaie-courante et les groupes armés et les éléments rebelles des forces de sécurité sont fortement impliqués.

Outre les bois rares, le bois d'œuvre et le coton, les diamants et le cuivre sont les principaux produits d'exportation du Carana.

Le charbon est principalement utilisé dans le pays pour la production d'électricité.

Exploration pétrolière

On trouve également du pétrole dans la mer de Labta, au sud-est du Carana, au large de Maldosa. La prospection et l'exportation ont commencé, mais en raison du conflit frontalier non résolu et de la propriété des ressources pétrolières entre le Carana et le Rimosa, les investisseurs internationaux et les entreprises sont réticents à investir. Ni Carana ni Rimosa n'ont la capacité financière de développer des infrastructures pour l'exploration ou le raffinage des ressources pétrolières.

Produits manufacturiers

Les principales activités de ce secteur sont les industries alimentaires et piscicoles, la production de biens pour les marchés locaux et la transformation du bois et des textiles. Le secteur manufacturier souffre d'un manque d'infrastructures, de travailleurs qualifiés, de l'inefficacité de l'administration et de la corruption généralisée. L'industrie manufacturière contribue à hauteur de 16 % au PIB.

- Industrie métallurgique (création d'objets utiles à partir de métaux) : à la fois lourde et légère (par exemple, construction de machines, chantiers navals).
- Industrie textile - Toutes les grandes villes ont une usine de vêtements.
- Industrie alimentaire - Des usines de préparation des aliments sont construites dans tout le pays pour mettre en bouteille et en boîte de nombreux produits. Les installations de stockage de nourriture (silos) sont principalement situées dans la région nord-ouest du Carana.

Agriculture

Avec 27 % du PIB et environ 50 % de la main-d'œuvre employée, l'agriculture est un secteur relativement important de l'économie du Carana. Les régions du nord-est et du centre du Carana produisent de grandes quantités de produits agricoles qui non seulement nourrissent la population du Carana, mais sont également utilisés pour l'exportation. Le sol est fertilisé par la technique du « brûlis » à grande échelle. Les produits sont les fruits, le maïs, le sésame en grain, le cacao, le café, le gingembre, l'arachide, la noix de coco, le riz et le maïs.

La plupart des terres agricoles se présentent sous la forme de petites exploitations appartenant à la population locale. Le coton est la seule denrée produite dans de grandes exploitations utilisant de la main-d'œuvre salariée.

Environ 31 % de la superficie totale du Carana est utilisée à des fins agricoles.

8. Système politique

Gouvernement

Le Carana est une république présidentielle, conformément à la première constitution du Carana adoptée par référendum en 1987. Le président est le chef de l'État, élu pour un mandat de cinq ans. Le chef du gouvernement est le Premier ministre, qui est nommé par le président. Le Premier ministre nomme les ministres et les représentants gouvernementaux au niveau des provinces (gouverneurs).

Un parlement de 256 membres élus dispose d'une large autorité et devait être représentatif de l'équilibre ethnique du pays. Sous le régime d'Ogavo, les fonctions de contrôle du Parlement prévues par la Constitution n'étaient pas mises en œuvre et il n'y avait pas de véritable contrepoids institutionnel au pouvoir personnel d'Ogavo. La Commission de défense et de sécurité du Parlement est faible et n'a qu'un pouvoir limité dans le contrôle démocratique effectif du secteur de la sécurité.

Bien que la constitution soutienne un système politique démocratique, le président Ogavo a progressivement supprimé toute opposition effective et, depuis 2013, le Carana est effectivement un État à parti unique. Aujourd'hui, le seul parti politique légal est le PDC (Parti démocratique du Carana), dominé par les falins. Tous les membres du parlement sont membres du PDC ou ont des liens étroits avec lui.

Administration

L'État du Carana est divisé, selon le modèle français, en huit provinces (Tereni, Koloni, Mahbek, Hanno, Barin, Fellari, Guthar et Leppko) et une capitale à statut spécial, Galasi. Le président nomme les gouverneurs, qui sont les chefs administratifs des provinces et lui rendent directement compte. Le système administratif du Carana est basé sur le schéma d'une administration centralisée. Le gouvernement central contrôle la plupart des questions gouvernementales.

Le gouvernement central est intervenu en particulier dans les provinces de Hanno, Barin et Leppko pour assurer la sélection des chefs de district locaux, principalement au sein de l'ethnie Falin, qui sont souvent des étrangers. Les nominations à la tête des arrondissements de Galasi ont été faites à la demande du président et ont généralement été attribuées à des « copains » (proches associés et amis du gouvernement).

9. Organisation judiciaire et police

Système judiciaire

En théorie, la Constitution et l'organisation judiciaire du Carana sont basés sur des principes démocratiques modernes comprenant trois niveaux de tribunaux : La Cour suprême, les tribunaux provinciaux et les tribunaux de district.

De facto, le secteur judiciaire manque de capacités institutionnelles et de ressources depuis des années et souffre d'une couverture territoriale limitée, sans présence réelle dans certains districts, et d'une corruption endémique. Les outils administratifs de base font défaut et, par conséquent, le flux de gestion des affaires ne fonctionne pas correctement et les délais de réponse sont extrêmement longs. Cette situation a également aggravé la surpopulation dans les prisons d'où les condamnés parviennent régulièrement à s'échapper. Les salaires du personnel judiciaire restent souvent impayés pendant des mois, ce qui favorise l'absentéisme et la corruption. Par ailleurs, la législation reste obsolète et souvent discriminatoire à l'égard des femmes, des minorités ethniques et d'autres groupes vulnérables. Dans certaines régions, les autorités traditionnelles locales exercent une influence considérable sur les tribunaux de district ou agissent en tant qu'autorités judiciaires de facto, parallèlement au système étatique ou en l'absence de celui-ci.

Dans le cadre de l'état d'urgence imposé en mars 2018, un système de tribunaux mixtes civils/militaires avec des droits d'appel très limités a été mis en place pour juger toutes les affaires de trahison, de terrorisme et autres affaires similaires. Les tribunaux du Carana prononcent régulièrement la peine de mort pour des crimes graves.

En 2017, le ministère de l'Intérieur gère également 10 prisons, pouvant accueillir 20 000 détenus,

Seuls trois d'entre elles sont encore en activité, avec une capacité nominale d'environ 2 000 détenus.

Police et sécurité civile

Avant le conflit, la police caranaise était organisée sous l'égide du ministère de l'intérieur, selon les principes occidentaux. En général, surtout dans les zones urbaines, la police était suffisamment formée et équipée et fonctionnait selon ces principes. En raison du conflit et de la prédominance des affrontements de nature militaire, toutes les parties au conflit ont négligé les forces de police du Carana.

Les forces de l'ordre du Carana se répartissent entre la police nationale du Carana (PNC) et la gendarmerie. La PNC est située dans les centres de population urbains et est contrôlée par le ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire de l'administration provinciale. La gendarmerie, qui fait partie du ministère de la défense, assure une présence « policière » dans les zones rurales et est responsable de la sécurité des frontières. Toutefois, ces dernières années, la gendarmerie a été utilisée plus souvent pour réprimer les groupes politiques d'opposition que pour assurer la sécurité dans les zones rurales ou le contrôle des frontières. En outre, les unités de l'armée des FDC assument souvent des tâches de maintien de l'ordre dans le cadre de la sécurité intérieure, souvent sur une base ad hoc.

Ces dernières années, la police nationale et la gendarmerie ont souffert d'une grave pénurie de personnel qualifié, d'un vieillissement du personnel, d'une baisse de moral due à des salaires impayés, d'un manque de ressources logistiques et financières et d'un manque de formation. La corruption de la police est un

problème grave dans la plupart des zones contrôlées par le gouvernement. Les postes de police sont peu ou pas équipés, tandis que le centre de formation de la police n'est qu'un semblant de bâtiments. Dans les zones contrôlées par le gouvernement, la présence de la police nationale est visible, mais elle n'est pas en mesure de lutter efficacement contre le niveau élevé de criminalité. Les locaux de détention de la police sont surpeuplés et dans un état de délabrement avancé. En outre, ils sont en proie à une forte politisation, à la corruption et à une mauvaise gestion.

La présence policière au Carana est très faible. Le nombre estimé d'agents de la PNC et de la gendarmerie s'élève à 10 000 agents, soit un agent pour 1 400 citoyens. Sur ce nombre, les femmes policières ne représentent que 5% et elles occupent essentiellement des fonctions administratives. La majorité des policiers sont de l'ethnie des falins, y compris dans les zones peuplées principalement de minorités.

Dans les zones contrôlées par les rebelles, il n'y a aucune présence policière d'état. Dans l'ouest, le MPC assure les fonctions de base de la police pour maintenir l'ordre civil, tandis que dans la zone des CISC, il n'y a pas de police du tout.

La police des frontières terrestres et maritimes, l'immigration, les douanes, les autorités portuaires et d'autres secteurs connexes de la sécurité intérieure ont cessé de fonctionner. Ces derniers mois, des preuves d'activités criminelles organisées, en particulier de trafic de drogue et d'êtres humains ainsi que de contrebande de diamants, ont été constatées, dans certains cas avec la collusion ou la participation active de responsables chargés de l'application des lois.

Les taux de criminalité, en particulier dans les centres urbains, sont élevés et de nombreux rapports font état de violations des droits de l'homme et de pillages perpétrés par les forces de l'ordre. Un petit groupe de policiers a été impliqué dans des cas de violation des droits de l'homme. Cette inefficacité et l'érosion des normes professionnelles ont entraîné une perte généralisée de crédibilité et de confiance de la part de la population.

10. Services publics

Système scolaire du Carana

Par rapport à d'autres pays de la région, le Carana disposait à l'origine d'un système éducatif bien développé, comprenant un enseignement de premier, deuxième et troisième niveau. Avant le déclenchement de la guerre, le Carana possédait l'un des systèmes éducatifs les mieux développés de la région.

Le système scolaire formel du Carana suit un schéma 7-3-2-2. Ce schéma représente respectivement les niveaux primaire, secondaire inférieur, secondaire supérieur et pré-tertiaire. L'Université du Carana, Institut de Technologie du Carana, dispense un enseignement et une formation au niveau post-secondaire, dans les domaines académiques et professionnels.

L'école d'infirmières du Carana et divers établissements d'apprentissage et

centres de formation techniques et professionnels offrent d'autres possibilités.

Système médical au Carana

Avant le conflit, le système médical du Carana était suffisamment développé et structuré. Des hôpitaux étaient disponibles dans les grandes villes (Galasi, Maroni, Sureen, Alur, Faron, Folsa, Cereni, Corma, Turen et Maldosa) et les villes moyennes disposaient de structures sanitaires décentes (cliniques et/ou postes de santé). En raison de la guerre civile et des développements avortés de la politique économique, la situation médicale de la population s'est considérablement détériorée. Même dans les régions qui ne sont pas touchées par la guerre civile, la variété et la qualité des services médicaux se sont détériorées et l'assistance médicale est insuffisante. En outre, l'approvisionnement en eau potable représente un problème dans certaines régions.

Services postaux

La poste du Carana (PdC) offre des services postaux et de transfert d'argent, ainsi que des comptes d'épargne postaux. Ses 1 580 bureaux de poste et autres installations ont traité plus de 7 millions d'envois chaque jour ouvrable en 2000, distribuant le courrier à quelque 5 millions d'adresses. Au cours de sa première année d'existence, la PdC a ouvert au moins 70 nouveaux bureaux de poste et en a modernisé de nombreux autres dans des zones auparavant mal desservies. Elle a également installé quelque 700 000 nouvelles boîtes aux lettres à des adresses privées et dans des boîtes postales. Le Carana a été admis à l'Union postale universelle en 1992, ce qui lui permet de participer aux programmes internationaux d'assistance technique et de comptabilité au sein de l'Union.

Télécommunications

Le système de téléphonie fixe couvre moins de 20 % du pays et n'est pas fiable. La couverture de la téléphonie cellulaire s'étend et couvre généralement les principales villes et routes du pays. Certaines des zones frontalières les plus éloignées peuvent accéder à des points de connexion dans les pays voisins. Les institutions gouvernementales et les grandes entreprises utilisent également les communications par satellite, en particulier dans les régions les plus reculées.

Les médias

Le pays compte une vingtaine de quotidiens, deux stations de radio et deux chaînes de télévision. Les stations de radio sont exploitées par des coopératives d'État, tandis que la plupart des journaux sont privés. Les deux plus grands journaux appartiennent au gouvernement et l'Église catholique en publie un autre. En outre, il existe quelques stations de radio communautaires de faible puissance et une presse écrite locale dont la distribution est locale et très limitée. Il y a quelques mois, le MPC a commencé à produire un journal régional et à exploiter une station de radio. Les journaux internationaux ne sont disponibles qu'à Galasi. Les journaux nationaux sont disponibles dans les chefs-

lieux provinciaux et dans quelques autres villes.

En principe, le ministère de l'information contrôle tous les médias. La censure est très limitée dans le cas des petits médias locaux, mais presque absolue dans le cas des stations de radio officielles et des principaux journaux. Une partie importante de la population est très active sur les réseaux sociaux, auxquels elle peut accéder par le biais des téléphones portables. Les réseaux sociaux sont utilisés comme outil de sensibilisation et de mobilisation démocratique, mais aussi pour diffuser des discours de haine et inciter à la violence ethnique.

11. Infrastructures

Routes

Le Carana dispose d'un système de routes bitumées performantes, qui relie la plupart des régions du pays et les principaux centres urbains. Dans l'ouest et le nord, ces routes assurent également les déplacements transfrontaliers avec les pays voisins. La plupart des routes goudronnées peuvent résister aux effets de la mousson.

Le Carana dispose également d'un réseau de routes dense et de pistes non revêtues partiellement robustes. Les routes et les pistes non revêtues sont pour la plupart très vulnérables aux fortes pluies et aux inondations et se détériorent rapidement si elles ne sont pas entretenues. Les années de guerre civile, les conditions climatiques difficiles, les investissements et l'entretien minimaux ont considérablement dégradé le réseau routier, qui est souvent impraticable pendant la saison des pluies.

Les ponts situés le long des routes bitumées sont généralement des constructions en acier et en béton, qui peuvent supporter des camions et des véhicules lourds. Les ponts situés le long des routes non revêtues sont généralement en bois et doivent être évalués individuellement.

Chemins de fer

Les deux voies de chemin de fer d'une longueur totale de 280 km entre Galasi – Akkabar et Maldosa – Mia sont toutes deux opérationnelles mais peu fiables. L'ensemble des voies ferrées et les installations de chargement ont été construites pendant la période coloniale française. Bien que la voie entre Maroni et Akkabar soit opérationnelle, la ligne nord se termine à Maroni car le pont ferroviaire à l'ouest de Maroni a été endommagé par des inondations en mars 2020. Les gares de Galasi, Maroni, Akkabar et Maldosa sont suffisamment équipées pour le chargement et le déchargement de conteneurs, de véhicules et de tous types de marchandises. La gare de Mia est spécialisée dans le transport de cuivre et ne dispose pas d'installations pour les conteneurs. Le système ferroviaire est en mauvais état en raison d'un manque d'entretien.

Aéroports

Les aéroports internationaux de Galasi et de Corma sont tous deux opérationnels et répondent aux normes internationales en matière de trafic aérien. Les deux aéroports sont adaptés aux avions de transport lourds, voire extrêmement lourds et sont utilisés par les compagnies aériennes internationales. Toutefois, leur capacité de traitement du fret est actuellement limitée.

Les aéroports d'Alur et de Folsa sont adaptés aux avions de transport moyens, mais ne disposent pas des équipements nécessaires au traitement du fret aérien lourd. Tous les autres aérodromes, sans travaux de construction supplémentaires, ne conviennent qu'aux aéronefs légers à ailes fixes. Ils peuvent être utilisés pour les communications et le transport de personnel de petite taille. Seuls Galasi et Corma disposent d'un approvisionnement régulier en carburant.

Ports

Au Carana, il y a trois ports pour les navires de haute mer et quelques ports plus petits pour les bateaux de pêche. Les petits ports n'ont pas la capacité de supporter le chargement et le déchargement des navires, mais ils conviennent aux navires côtiers. Le port principal de Galasi est bien équipé, avec une capacité suffisante pour les grands navires et une capacité RoRo.

Le port de Cereni n'a pas de capacité RoRo mais dispose de grues et d'équipements de transport suffisants pour manipuler des charges lourdes et des conteneurs. Le port de Maldosa, qui dispose d'un accès ferroviaire, est principalement spécialisé dans le transport de cuivre, mais il est également en mesure d'accueillir des navires de transport ordinaire. Le fait que seuls deux quais soient équipés de grues pour les véhicules et les conteneurs peut entraîner des restrictions en matière de déploiement et de soutien. L'emplacement du port dans la ville entraîne un manque d'espace libre pour stocker les conteneurs ou assembler les véhicules. Il y a beaucoup d'espace disponible à l'extérieur de la ville pour ce type d'activités.

L'électricité

Le Carana pourrait être relativement autosuffisant en matière de production d'électricité ; celle-ci est générée par trois centrales au charbon (le barrage de Kilu, le barrage de Salobo et la centrale de Galasi) et deux centrales hydroélectriques. Les années précédentes, le pays était un exportateur net d'électricité pendant et après la saison des pluies.

Pendant le conflit, la plupart des équipements d'alimentation en électricité autour du barrage de Salobo ont été détruits ou endommagés. Cette situation, associée à la faiblesse du réseau de distribution, fait que seuls Galasi, les capitales provinciales et quelques autres villes bénéficient d'un approvisionnement régulier en électricité. La majeure partie du pays est actuellement privée d'une alimentation électrique régulière. Quelques petites centrales hydrauliques locales et des groupes électrogènes fournissent de l'électricité à une petite partie de la population rurale.

Eau et assainissement

Seule la capitale et quelques grandes villes disposent d'un système d'approvisionnement en eau pour la zone centrale de la ville. Toutes les autres villes et tous les villages dépendent de puits et du commerce de l'eau. L'eau potable est disponible dans la plupart des régions du pays, mais sa qualité varie. Dans les régions sèches au sud-ouest de Maldosa et à l'ouest de Galasi, l'eau potable pendant la saison sèche provient principalement de petits étangs et de ruisseaux à faible débit.

La qualité de cette eau est médiocre et provoque de nombreuses maladies. Les puits de cette région ne sont pas assez profonds pour atteindre une eau propre. La qualité de l'eau fournie par les quelques systèmes d'approvisionnement ne répond pas aux normes d'hygiène internationales, mais ne constitue pas une menace directe pour la santé de la population. La qualité de l'eau dans les zones rurales est généralement satisfaisante. Même la qualité de l'eau dans les banlieues surpeuplées de Galasi et dans les camps de personnes déplacées pose problème.

Il n'existe pas de système d'assainissement et d'enlèvement des ordures au Carana, ce qui entraîne des maladies et des problèmes sanitaires permanents, en particulier dans les zones fortement peuplées.

12. Secteur de la sécurité et de la défense

Aperçu de la sécurité

Au cours des dernières décennies, plusieurs conflits ont éclaté avec les pays voisins, mais aucune menace militaire extérieure n'a pesé sur le Carana. Les principaux problèmes de sécurité intérieure restent le niveau élevé de criminalité dans les zones urbaines (résultant de la mauvaise situation économique), les activités des groupes armés incontrôlés et les conflits entre les forces gouvernementales et les rebelles.

On estime que 12 000 personnes ont été tuées au cours des derniers mois et que près de 700 000 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile en raison des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord et le sud du pays. Le grand nombre de personnes déplacées en raison des combats affecte encore davantage la situation en matière de sécurité.

Avec la formation du groupe terroriste El Hasar au Katasi, de nouvelles menaces extérieures sont apparues, de même qu'avec les groupes fondamentalistes du Rimosa qui remettent en cause les progrès et la stabilité du processus de paix en cours au Carana. Bien que les relations avec le Katasi et le Rimosa restent tendues, la probabilité d'un conflit intra-étatique est actuellement considérée comme faible. Cela pourrait toutefois changer si la situation s'aggrave et que l'intégrité territoriale du Carana est remise en cause par ces groupes.

La sécurité au Carana est affectée négativement / pourrait être affectée :

- Si le processus de paix en cours basé sur l'accord de paix de Kalari est retardé dans le temps et mené sans la pleine participation de toutes les parties au

conflit, en particulier l'impact des groupes dissidents des CISC sur la mise en œuvre.

- Si les perturbateurs du processus de paix (groupes dissidents des CISC) constituent une menace pour la population locale du Carana
- Par des preuves de plus en plus nombreuses de l'activité criminelle liée à l'exploitation des diamants dans le nord et l'ouest, probablement avec la connivence du gouvernement et sous le contrôle de cartels basés au Sumora.
- Si le groupe terroriste El Hasar s'infiltrer à l'ouest du Carana pour éviter les opérations françaises « COIN » au Katasi et spolier les communautés locales pour la logistique et l'approvisionnement.
- Si les milices (chefs rebelles) qui se livrent à l'exploitation et au commerce illégaux de diamants dans le centre de Leppko constituent une menace pour la population locale et entravent le processus de paix.

La mauvaise situation économique a entraîné une augmentation et une radicalisation des activités criminelles, dont certaines sont organisées dans les zones urbaines. Dans le nord et l'ouest, on constate de plus en plus d'activités criminelles liées à l'exploitation des mines de diamants, probablement avec la connivence du gouvernement et sous le contrôle de cartels basés au Sumora. Le Rimosa et le Carana se disputent toujours la propriété de certaines des îles situées le long de la côte sud du Carana, ainsi que les droits de pêche dans les territoires nationaux respectifs. Des groupes armés ont enlevé de nombreux civils, principalement l'œuvre de rebelles extrémistes et de milices. Toutefois, des rapports font également état de violations commises par les parties à l'accord de paix.

Garde présidentielle

La Garde présidentielle a un effectif équivalent à deux bataillons d'infanterie et ne fait pas partie des forces de défense régulières. Les commandants et la plupart des officiers sont issus de la tribu du président Ogavo.

Les membres de la Garde présidentielle ont reçu un entraînement intensif et bénéficient de plusieurs privilèges. Cette unité est une force d'élite loyale qui a pour mission de protéger le président. Elle est également utilisée pour des missions spéciales. Dans un passé récent, la Garde présidentielle a été utilisée à plusieurs reprises, avec des unités de la Gendarmerie, pour lutter contre des groupes rebelles, et a la réputation d'être particulièrement brutale.

Forces de Défense du Carana (FDC)

L'effectif total des FDC est d'environ 20 000 hommes (17 500 dans l'armée de terre, 1 600 dans l'armée de l'air et 900 dans la marine). Les chefs des services rendent compte directement au président. Avec un petit nombre de bateaux pour les patrouilles côtières et fluviales, la marine joue un rôle spécialisé mais insignifiant au sein de la force de défense.

L'armée de l'air est équipée d'un escadron d'hélicoptères armés, d'hélicoptères de transport et de quelques bombardiers légers, qui ont une capacité de frappe

limitée. Bien que limitée, cette capacité permet au gouvernement de projeter son pouvoir sur l'ensemble du pays. Toutefois, elle n'est pas suffisante pour mener des frappes décisives contre les différents groupes rebelles.

Le principal service des FDC est l'armée, dont les membres sont principalement, mais pas exclusivement, recrutés parmi les falins. Son commandement supérieur est presque entièrement composé de falins. Structurée en quatre commandements de zone, elle représente le pouvoir du gouvernement central dans tout le pays. Les zones de responsabilité de ces commandements ne correspondent pas nécessairement aux frontières administratives et provinciales. Elles reflètent plutôt l'emplacement des quartiers généraux et des troupes que la responsabilité réelle d'une zone précise et définie. Les troupes, en particulier celles qui sont employées dans les zones rurales, sont confrontées à des problèmes récurrents de non-paiement des salaires. Un certain nombre d'unités sont composées de membres de groupes armés intégrés, manquent de capacité opérationnelle et ne respectent pas les droits de l'homme, les normes de conduite et de discipline.

La participation des femmes dans les forces armées est faible, les soldats et les officiers féminins de haut rang ne représentant environ que 6 % de l'ensemble des FDC. Sous le régime d'Uroma et à la demande expresse de ce dernier, des femmes ont été recrutées et ont reçu une formation substantielle à l'étranger, ce qui leur a permis d'accéder à des postes d'officiers supérieurs. Le recrutement de soldats féminins, limité mais régulier, s'est poursuivi au cours des décennies suivantes, bien que leur statut n'ait cessé de se détériorer en raison de l'absence de soutien politique à la participation des femmes.

Les gouvernements français et russe ont fourni la plupart des équipements militaires existants au cours des années 1980 et au début des années 1990. Depuis lors, l'entretien des équipements a souvent souffert d'un manque de pièces détachées et de mécaniciens bien formés. Le niveau de disponibilité des équipements est considéré comme faible.

Tous les services disposent du même ensemble d'ALPC (armes légères et de petit calibre), soit environ 3 000 fusils d'assaut modernes (M-16), tous de bonne qualité, et environ 15 000 fusils plus anciens, mais néanmoins fonctionnels (un mélange de FN FAL belges et britanniques et quelques G3 allemands).

Mouvement Patriotique du Carana (MPC)

Le MPC est une organisation qui se proclame comme étant laïque et qui jouit d'une grande popularité et qui compte au total 10 000 combattants et de 10 000 à 20 000 sympathisants. Le niveau du soutien populaire est élevé dans la partie ouest quelle que soit l'appartenance religieuse. Le MPC est structuré en groupes de 700 hommes. Chacun de ces groupes est dirigé par un commandant de terrain et dispose d'un réseau local de partisans. Les groupes n'ont pas de structure militaire interne définie, mais un système de commandants en second avec différents nombres de combattants. La loyauté envers les commandants est élevée et la discipline est très bonne.

Le siège officiel du MPC se trouve à Alur, mais il s'agit plus d'un siège symbolique que d'un siège opérationnel. Dans certaines régions, le MPC assure les missions du gouvernement et les fonctions administratives de base. En raison du large soutien de l'opinion publique aux rebelles et du mécontentement à l'égard du gouvernement, le nouveau rôle du MPC est bien accepté par la population de l'ouest, majoritairement Kori.

Aucune information détaillée sur l'équipement et les normes de formation du MPC n'est actuellement disponible.

Combattants Indépendants du Sud Carana (CISC)

Les CISC constituent une formation non structurée de rebelles aux parcours divergents. Certains membres sont des tatsis déserteurs des FDC, tandis que d'autres ont fui la guerre civile au Rimoso et ont rejoint les CISC par manque d'alternatives. L'effectif total est estimé entre 3 000 et 5 000 combattants. Ils sont organisés en formations de type compagnie (formations au sein de bataillons), dont beaucoup sont en sous-effectif. Le soutien de la population aux CISC provient principalement de la province de Leppko, dominée par les tatsis, en raison des nombreux actes de violence commis par les FDC à l'encontre de cette même population.

Le mouvement a réussi à recruter des jeunes hommes pour sa cause en combinant les excès anti-musulmans du gouvernement, le zèle religieux et la mauvaise situation économique, ainsi qu'en raison des récents succès des rebelles. La discipline et la cohésion interne de ce groupe rebelle sont faibles, tout comme le niveau de formation, même si, ces derniers temps, on constate de plus en plus la présence d'extrémistes étrangers expérimentés qui ont augmenté le rythme et la qualité des opérations des CISC.

Aucune information détaillée sur l'équipement et les normes de formation des CISC n'est actuellement disponible.

Milices, gangs et seigneurs de la guerre

Au cours des années de combat, plusieurs petits groupes armés se sont formés à Leppko. Certains de ces groupes sont des fragmentations des CISC ou des déserteurs des forces gouvernementales. D'autres groupes sont issus de groupes d'autodéfense locaux créés pour protéger leurs villages contre les attaques des soldats et des rebelles.

Ces groupes opèrent principalement dans la province septentrionale de Leppko, essentiellement pour des raisons économiques (vols, exploitation illégale des ressources, demandes de rançon) et sont perçus comme loyaux envers leurs chefs (seigneurs de la guerre). Les premières informations indiquent que ces groupes sont composés de 300 à 1 000 combattants munis d'armes légères.

Les objectifs et la loyauté de ces groupes sont très incertains et la frontière entre les milices locales et les bandits armés est mince. Aucun de ces groupes ne fait partie du processus de paix en cours.

13. Groupes militaires étrangers / Forces militaires

La mission consultative de l'Union Fasia au Carana (FUAMC en anglais) a été créée par l'Union Fasia en octobre 2019 pour soutenir le processus de paix en cours. La FUAMC est composée de 300 conseillers dont le QG se trouve à Galasi et les bureaux de terrain à Alur, Sureen, Faron et Corma.

Groupe islamiste El Hasar

Le groupe islamiste El Hasar a été formé en 2018 dans le pays voisin du Katasi et s'est transformé en « organisation terroriste » demandant son propre État et s'engageant dans des opérations terroristes de type guérilla contre le gouvernement du Katasi. Récemment, à la suite d'opérations antiterroristes menées par le gouvernement du Katasi avec le soutien des forces françaises, des combattants/éléments d'El Hasar ont franchi la frontière du Carana dans les parties occidentales de la région de Koloni et de Tereni. Les communautés locales font état d'attaques armées et de raids sur les villages par ces éléments, ces derniers volant de l'argent, de la nourriture, des fournitures comme des pièces détachées, du gaz et des munitions. Les rapports font également état de violences à l'encontre des civils, telles que des viols, des tortures et autres pertes humaines.

Selon des informations non confirmées, les éléments fondamentalistes des communautés Tatsi et Kori soutiendraient les combattants/éléments d'El Hasar ou sympathiseraient avec eux.

Les FDC et le MPC n'ont pas la capacité de combattre les éléments d'El Hasar. Ils ont cependant tous deux accepté que les forces françaises poursuivent les combattants sur le territoire du Carana.

Front de libération d'Elassi (FLE, ELF en anglais)

Le FLE a été formé en 2018 dans le pays voisin du Rimosa et mène des opérations d'insurrection contre le gouvernement du Rimosa. Ils opèrent principalement au sud de la frontière du Carana au Rimosa, mais ont commencé à défier les CISC dans le sud du Carana et à collaborer avec certains groupes dissidents des CISC. Le recrutement de l'ELF a augmenté à la fois au Carana et au Rimosa au cours de l'année écoulée. Les communautés du Carana situées le long de la frontière font état d'attaques armées et de raids sur les villages par des éléments du FLE. Le FLE prévoit l'établissement d'un califat islamique au Rimosa, qui pourrait s'étendre au Carana. Cette volonté du FLE n'est cependant pas négociable et ne fait pas partie des négociations de paix.

Les communautés du Carana situées le long de la frontière font état d'attaques armées et de raids sur les villages par des éléments de l'ELF, qui voleraient de l'argent, de la nourriture, des fournitures telles que des pièces détachées, du gaz et des munitions. Les rapports font également état de violences à l'encontre des civils, comme des viols, des tortures et autres pertes humaines.

Banditisme / Piraterie

Avec la découverte de pétrole et son exploration initiale au large de la côte sud du Carana, et l'expédition de minerais de cuivre depuis Maldosa, les incidents de

piraterie et de détournement de navires de transport sont de plus en plus fréquents. Les bandits/pirates opèrent principalement en utilisant l'île comme base/couverture et en attaquant les navires pour demander une rançon afin de les laisser poursuivre leur chemin.

Peu d'informations sont disponibles sur ces pirates, qui semblent bénéficier du soutien de la population locale, grâce aux gains économiques et aux investissements locaux qu'ils réalisent dans le cadre de ces opérations illégales. En raison du conflit frontalier entre le Carana et le Rimosa, les deux forces navales sont occupées et ne s'attaquent pas à la menace émergente de la piraterie.

14. Situation humanitaire

En raison des combats, de nombreux habitants du Carana ont fui leur pays, mais la plupart sont restés dans le pays. On estime que 100 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins du Sumora (environ 40 000 réfugiés), du Katasi (environ 40 000 réfugiés) et du Rimosa (environ 20 000 réfugiés). 700 000 autres se sont installés dans des camps de déplacés autour des villes portuaires, où ils sont maintenant regroupés dans des camps de fortune et des bidonvilles à l'intérieur ou à proximité des zones urbaines. La plupart de ces personnes déplacées internes vivent actuellement dans les camps situés autour de Galasi, la majorité d'entre elles étant arrivées au cours des 12 derniers mois.

La nouvelle de l'arrivée possible d'une mission de l'ONU a ravivé les espoirs des quelque 900 000 réfugiés et personnes déplacées de rentrer chez eux. Le HCR s'est toutefois demandé si l'environnement était suffisamment sûr et sécurisé pour leur retour. Toutes les parties au conflit auraient utilisé des mines. Dans de nombreuses régions où des personnes ont été déplacées, les perspectives d'emploi ou d'autres moyens de subsistance sont faibles.

Enfin, le Rimosa, qui partage une frontière d'environ 200 km avec le Carana, a souffert d'un conflit civil entre les deux groupes ethniques rivaux, les tatsis, majoritaires, et les élassis, minoritaires. En conséquence, environ 30 000 élassis se sont réfugiés dans le sud du Carana. La plupart de ces réfugiés élassis sont hébergés dans le camp Lora, près du village de Lora, à environ 50 km de la frontière avec le Rimosa, et constituent une source d'instabilité potentielle dans la province de Leppko, dominée par les tatsis. Le HCR et deux ONG partenaires, Refugees International et Care for the Children, gèrent le camp de Lora.

Les conditions sanitaires, d'assainissement et d'hygiène dans ces zones sont dangereusement inadéquates et constituent un terrain de plus en plus propice aux extrémistes. La situation dans les camps de personnes déplacées est mauvaise et s'est considérablement détériorée au cours des derniers mois.

Nutrition

Bien que tous les aliments de base soient disponibles sur le marché, une grande partie de la population n'a pas les moyens de se procurer les aliments nécessaires à une nutrition suffisante. Dans les zones rurales, la plupart des gens

peuvent compenser l'inflation et le chômage par une agriculture autosuffisante. Cependant, de graves problèmes nutritionnels existent dans les zones urbaines et les camps de personnes déplacées. Le taux de mortalité infantile a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années. Les zones les plus touchées par la malnutrition sont la région de Barin, la zone située entre Faron et Folsa et la zone côtière au sud de Cereni. Ces régions connaissent déjà des situations d'urgence humanitaire.

Cette urgence humanitaire devrait toucher environ 2 millions de personnes l'année prochaine. Les projets récemment lancés par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies et d'autres ONG ne sont pas suffisamment financés et ne peuvent pas empêcher une crise humanitaire généralisée.

Santé

Il n'existe pratiquement aucune infrastructure médicale dans les zones rurales. Le système de santé rudimentaire qui existe dans les villes n'est pas en mesure de fournir une assistance médicale de base. L'une des principales préoccupations humanitaires au Carana est le manque criant d'installations médicales fonctionnelles dans le sud et l'ouest tenus par les rebelles. Dans ces régions, les fournitures d'urgence nécessaires aux populations déplacées et vulnérables, en particulier dans les camps de personnes déplacées, font cruellement défaut.

Si la situation dans les grandes villes continue à se dégrader, la menace d'épidémies augmentera. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a déjà signalé 70 cas de choléra au Carana à ce jour.

15. Explosifs

Pendant le conflit, les mines terrestres ont été largement utilisées par les deux parties. Comme dans d'autres cas, la guerre des mines n'a pas été menée avec des mines répertoriées. Les mines terrestres ont été utilisées par toutes les parties comme moyen de terreur et de dissuasion et pour empêcher l'accès à certaines zones. Par conséquent, l'emplacement précis des mines et des engins explosifs n'est pas documenté et est en grande partie inconnu. Une analyse plus poussée est nécessaire pour identifier les zones à fort risque de mines.

Le Carana s'est engagée pour la première fois en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel en novembre 2009 et a soutenu le processus d'Ottawa qui a conduit à la signature du traité d'interdiction des mines antipersonnel le 2 décembre 2011. Le Carana était l'un des signataires du traité, mais ne l'a jamais ratifié en raison de l'éclatement de la guerre civile. Il n'a pas non plus participé aux réunions liées au traité et s'est abstenu de voter en faveur de toutes les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur de l'interdiction des mines depuis 2011.

Le Carana n'est pas un producteur ou un exportateur identifié de mines antipersonnel. Dans le même temps, il n'a pas adopté de mesures internes pour interdire la production ou l'exportation de mines antipersonnel. La taille et

l'origine du stock de mines du Carana ne sont pas connues. Les mines antipersonnel ont été largement utilisées au cours de la récente guerre civile par toutes les parties au conflit. Le protocole d'accord en interdit toute nouvelle utilisation, mais des rapports non corroborés font état de la poursuite de l'utilisation des mines.

16. Organisations de la société civile

La société civile n'est pas très présente au Carana et il n'y a pas de groupes ayant une influence substantielle en dehors de la structure du parti PDC. Le PDC avait un mouvement social affilié qui organisait des activités sportives et culturelles, mais l'organisation est élitiste (orientée exclusivement vers les cadres du parti de l'ethnie Falin) et n'est pas viable sans le soutien du parti. Les organisations non affiliées ont été harcelées et persécutées sous le régime d'Ogavo. Les éléments restants des anciens partis ont perdu leur structure interne et ne sont représentés que par quelques individus motivés. Quelques petits mouvements politiques ont néanmoins été identifiés, notamment des petits groupes communistes dans la capitale Galasi et à Maldosa, ainsi que des groupes ethniques minoritaires de koris le long de la côte. Ces groupes ne sont pas très bien organisés et souffrent d'un manque d'adhérents/partisans.

Les organisations de la société civile bien établies avant la répression d'Ogavo contre l'opposition en dehors du parlement, l'Ordre national des avocats (ONA) et la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Carana, sont composés de membres connus de l'opposition ainsi que d'alliés proches du PDC. Leurs luttes internes les ont rendus de facto sans importance dans le processus. Certains membres de l'ONA ont joué le rôle de conseillers dans le processus de paix. Néanmoins, leur programme n'est pas clair.

Les syndicats des mineurs de charbon et de cuivre ont une influence politique limitée, mais ne sont actifs qu'en tant qu'organisations à vocation unique qui n'ont pas défié les dirigeants politiques. Le syndicat des enseignants peut également être actuellement considéré comme une organisation à vocation unique, exigeant le paiement de leurs salaires et s'exposant à des réactions violentes.

Des organisations de femmes commencent à se former au niveau local, mais elles sont encore mal organisées. Certaines organisations locales de défense des droits de l'homme deviennent plus actives. Actuellement, l'activité et l'organisation sociales liées aux institutions religieuses augmentent. Il existe des structures traditionnelles sous la forme de chefferies dotées d'une certaine autorité de facto, en particulier dans les zones rurales.

Le Carana

Position géographique : le Carana est situé sur la côte est du 8^{ème} continent, entre les latitudes 8 et 10. Sa superficie totale est de 120 000 km², et son littoral s'étend sur 300 kilomètres.

Géographie et climat : le Carana comprend deux zones géographiques principales, à savoir les plaines situées dans les parties orientale et centrale du pays, et la région montagneuse de l'ouest et du sud-ouest. Les trois principaux cours d'eau du Carana (le Kalesi, la Mogave et le Torongo) prennent leur source dans la partie montagneuse de l'ouest et s'écoulent vers l'est jusqu'à leur embouchure dans l'océan. Le climat est chaud et humide. Situé à proximité de l'équateur, le Carana ne connaît pas de différences importantes entre l'hiver et l'été. À l'origine, son territoire était entièrement couvert par la jungle et des forêts d'arbustes denses, ce qui est toujours le cas de l'ouest et du sud du pays. Environ 20 % de sa superficie totale est actuellement affectée à la production de légumes, de fruits et de céréales, dont le millet. De faibles superficies situées dans la jungle ont été défrichées pour être affectées à des activités agricoles. Le Carana regorge de ressources naturelles, mais leur répartition sur son territoire est inégale.

Histoire :

L'État du Carana était, au moment de sa fondation en 1904, une colonie française. En 1955, son statut juridique a été modifié lorsque le pays est devenu une république de la communauté française. En 1962, il a accédé pleinement à l'indépendance.

Administration :

D'un point de vue du découpage administratif, le Carana comprend huit provinces. La capitale nationale est Galasi. Les chefs-lieux de province sont Galasi, Maroni, Sureen, Alur, Faron, Folsa, Amsan et Corma.

Le Carana est membre de la Coalition régionale du 8^{ème} continent (CRC). Regroupant les 12 pays du continent, cette organisation a pour mission principale d'améliorer la situation économique des populations qui y sont établies.

Groupes ethniques :

La population du Carana comprend plus de 15 groupes ethniques différents. La plupart d'entre eux ne comptent que peu de membres et sont socialement et politiquement marginalisés. Les trois principaux groupes ethniques (Falin, Kori et Tatsi) représentent 90 % de la population. Les koris (32 %) sont établis dans l'ouest et sont le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et Koloni. Les falins (44 %) sont le groupe ethnique majoritaire à l'échelle du pays et sont surtout présents dans les parties orientale et centrale du Carana. Les tatsis (14 %), qui vivent dans le sud, sont le groupe majoritaire dans la province de Leppko.

Religion :

Selon les estimations de la Banque mondiale datant de 2010, environ 75 % de la population du Carana est chrétienne. L'islam est pratiqué par plus de 20 % de la population, principalement dans le sud. Environ 25 % de la population chrétienne est de confession protestante (luthériens ou baptistes), tandis que 40 % sont catholiques. En ce qui concerne la répartition par groupes ethniques, la majorité des falins sont catholiques, tandis que la plupart des koris sont protestants. La plus grande partie des tatsis appartiennent à la branche sunnite de l'islam.

Informations générales

| | |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Population totale | 14 millions d'habitants |
| Croissance démographique | 3,6 % |
| Pyramide des âges | <15 ans : 44 % 15 to 18 : 13 % 18 to 60 : 39 % >60 : 4 % |
| Taux de fécondité | 5,1 enfants par femme |
| Mortalité infantile | 9,1 décès pour 100 naissances |
| Langue | Français |

| | |
|--------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PIB | 9,3 milliards de dollars |
| PIB par habitant | 520 dollars |
| PIB par secteur | Agriculture : 27 % Secteur manufacturier : 16 % Industries extractives : 32 % Services : 25 % |
| Croissance du PIB | De 1919 à 1997 : moyenne de 3 % par an 2006 : -4 % 2007 : -2,5 % 2008 : -2,8 % 2009 : -6,9 % |
| Monnaie | Frc (franc caranaï) 100 Frcs = 1,5 dollar |

Faits marquants survenus pendant la période postcoloniale :

Après son accession à l'indépendance, le Carana a connu une succession de coups et de contre-coups d'État jusqu'en 1994 ; c'est alors que, sous la pression internationale, des élections libres ont été tenues.

Le PDC (Parti démocratique du Carana) a remporté les élections, et c'est son chef, Jackson Ogavo, qui est devenu le premier président élu du pays. Au début, la composition du gouvernement reflétait la répartition de la population entre les différents groupes ethniques du pays, malgré la position dominante que les falins continuent d'occuper, et elle respectait les principes démocratiques qui ont été consacrés par la suite dans la constitution de 1995. Toutefois, suite à l'évolution des objectifs prioritaires d'Ogavo, il s'est de plus en plus attaché à réduire à l'impuissance tous les groupes d'opposition et à consolider les bases de son pouvoir. Depuis 2001, il a renforcé l'influence du gouvernement central sur toutes les activités économiques et sociales en promulguant des lois et des règlements administratifs. Le remplacement de tous les principaux ministres koris et tatsis faisant partie de l'équipe gouvernementale par des membres de la tribu Falin, à laquelle appartient Ogavo, a entraîné la mise en œuvre d'une politique de plus en plus répressive, s'est traduit par une inefficacité administrative et économique croissante, et a favorisé la corruption. Alors que l'économie était en pleine expansion, elle est en déclin depuis 2006, et des crises humanitaires régionales sont survenues de manière régulière.

Gouvernement : Le Carana est gouverné en vertu d'une constitution adoptée par référendum en 1995. Il s'agit d'une république présidentielle, dont le président, élu pour un mandat de 5 ans, est le chef de l'État. Bien que la constitution prévoie le maintien en place d'un système politique démocratique, le Président Ogavo a progressivement anéanti toute opposition digne de ce nom, de sorte que le Carana est, en pratique, un État à parti unique depuis 2001. Aujourd'hui, le seul parti politique autorisé par la loi est le PDC (Parti démocratique du Carana), dont la plupart des membres appartiennent à l'ethnie Falin. Tous les députés siégeant au parlement sont membres du PDC ou ont des liens étroits avec ce parti.

Nutrition et santé : Bien que toutes les denrées alimentaires de base soient en vente sur les marchés, une grande partie de la population n'a pas les moyens de se procurer les aliments nécessaires pour se nourrir correctement. Il n'existe pratiquement aucune infrastructure médicale dans les régions rurales. L'un des principaux problèmes humanitaires à résoudre au Carana est le manque flagrant de services médicaux opérationnels dans les régions du sud et de l'ouest contrôlées par les rebelles.

Infrastructures : Le Carana est doté d'un réseau routier adéquat, qui comprend des routes bitumées (avec revêtement) reliant la plupart des parties du pays entre elles, ainsi que les principaux centres urbains. Dans l'ouest et le nord, ces routes assurent également le raccordement aux réseaux de deux pays voisins, le Katasi et le Sumora. Quelques routes avec revêtement peuvent résister aux effets de la mousson, mais la majorité d'entre elles sont dans un tel état que d'importants travaux d'entretien sont nécessaires. Le Carana dispose également d'un vaste réseau de routes et pistes secondaires (sans revêtement), qui deviennent souvent impraticables pendant la saison des pluies.

Les ponts construits sur les routes avec revêtement sont généralement constitués d'éléments en acier et en béton. Ceux qui se trouvent sur les routes sans revêtement sont habituellement construits en bois, et chacun d'entre eux doit être évalué avant de pouvoir être franchi par des véhicules de l'ONU.

Il existe deux lignes de chemin de fer, la première reliant Galasi à Akkabar, et la deuxième Maldosa à Mia. Toutes deux sont partiellement opérationnelles, mais comme elles sont en mauvais état, il est urgent d'y effectuer les travaux de réparation nécessaires.

Au Carana, on compte trois ports en eau profonde et plusieurs ports de pêche de moindre importance. Ces derniers sont dépourvus des moyens nécessaires pour permettre le chargement et le déchargement des navires, mais ils peuvent accueillir les caboteurs (bateaux qui servent à naviguer le long des côtes).

Les aéroports internationaux de Galasi et Corma sont tous deux opérationnels et conformes aux normes internationales applicables au trafic aérien. Dans un cas comme dans l'autre, les pistes permettent d'accueillir des avions gros porteurs.

Électricité et eau : Le pays compte deux centrales hydroélectriques (barrages de Kilu et de Salobo), et une centrale alimentée au charbon, à Galasi. Au cours des dernières années, le Carana a été un exportateur net d'électricité pendant et après la saison des pluies. À la suite des affrontements, la plus grande partie des installations électriques proches du barrage de Salobo ont été endommagées ou détruites. L'instabilité observée dans la région de Hanno, attribuable aux troubles provoqués par les mineurs, a entraîné une pénurie de charbon, ce qui a limité la production d'électricité.

La plupart des régions du pays ont accès à l'eau potable, mais sa qualité est variable.

Situation actuelle : En raison de la situation économique et de la discrimination pratiquée par le gouvernement à l'égard des koris et des tatsis, des groupes d'opposition politique et des mouvements rebelles se sont formés au milieu de la décennie qui a suivi l'an 2000. Le gouvernement a privé la plupart de ces groupes de leurs moyens d'action en utilisant les forces armées et la gendarmerie pour faire disparaître toute forme d'opposition au régime d'Ogavo. En 2006, quelques mouvements rebelles de faible envergure implantés dans la province de Tereni se sont joints à des groupes plus importants et mieux organisés connus sous le nom de Mouvement Patriotique du Carana (MPC) pour former une opposition militaire efficace et bien structurée. Le MPC a remporté certains succès locaux dans l'ouest à l'occasion d'affrontements avec les Forces de défense du Carana (FDC), composée en majeure partie de falins, ce qui lui a valu d'accroître sa popularité auprès des habitants de l'ouest du pays. En 2009, cette tendance a atteint son apogée lorsque les FDC ont perdu le contrôle de vastes zones des régions montagneuses de l'ouest. S'il est vrai que les opérations militaires menées par le MPC étaient bien coordonnées et exécutées avec succès, les rebelles étaient dépourvus d'une stratégie politique cohérente, ce qui explique qu'ils n'ont pas réussi à tirer parti des gains qu'ils avaient réalisés ; leurs seuls objectifs déclarés étaient d'écarter Ogavo des leviers du pouvoir et d'assurer une représentation plus équitable pour les groupes ethniques autres que les falins.

Les opérations de faible ampleur, mais fréquentes, menées par le MPC dans l'ouest ont, dans un nombre croissant de cas, immobilisé les FDC, de sorte que leur présence dans la province de Leppko (dans le sud du pays) est restée faible, ce qui a donné l'occasion à des éléments de la minorité Tatsi de lancer des attaques contre des entités gouvernementales. Au début, on a considéré qu'il ne s'agissait là que de quelques incidents à caractère local, ou peu s'en faut, mais on a rapidement constaté que ces activités se radicalisaient davantage, notamment lorsqu'elles prenaient la forme de représailles particulièrement brutales à l'encontre de civils de la communauté des falins. Se rendant compte que le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose pour s'opposer à eux, plusieurs de ces petits groupes rebelles ont décidé de s'unir, donnant ainsi naissance à un mouvement connu sous le nom de Combattants Indépendants du Sud- Carana (CISC).

GROUPES REBELLES

MPC : Le MPC est une organisation qui revendique son caractère laïc et exerce une puissante force d'attraction ; on estime qu'il comprend quelque 10 000 combattants se répartissant en groupes de 700, et qu'il jouit probablement de l'appui de 10 000 à 20 000 sympathisants parmi la population civile, en particulier dans l'ouest, toutes les confessions religieuses étant représentées chez ceux qui le soutiennent. En raison du large soutien dont jouissent les rebelles auprès du public, et vu le mécontentement ressenti à l'égard du gouvernement, le nouveau rôle assumé par le MPC est perçu favorablement par la population de l'ouest du pays, où les koris sont majoritaires.

CISC : Les CISC sont un amalgame non structuré de groupes rebelles ayant des antécédents divers. Certains membres sont des déserteurs tatsis provenant des FDC, tandis que d'autres sont des réfugiés qui ont fui la guerre sévissant au Rimoso. On estime que quelque 3 000 combattants font partie de cette formation. C'est surtout dans la province de Leppko, où les tatsis occupent une position dominante, que les CISC peuvent compter sur le soutien de la population. La discipline et la cohésion internes au sein de ce groupe rebelle laissent actuellement à désirer.

FORCES MILITAIRES

Structure des FDC : Les FDC ont un effectif total d'environ 20 000 militaires (17 500 pour l'armée de terre, 1 600 pour l'armée de l'air et 900 pour la marine). Les chefs de ces services sont sous l'autorité directe du Président. La principale composante des FDC est l'armée de terre, dont les membres sont principalement (mais non exclusivement) d'origine caranaise. Son haut commandement est composé presque exclusivement d'officiers supérieurs d'origine caranaise. Sa structure, qui comprend quatre secteurs de commandement, représente le pouvoir du gouvernement central dans toutes les régions du pays.

Garde présidentielle : La Garde présidentielle a un effectif équivalant à deux bataillons d'infanterie (environ 1 500 militaires) et ne fait pas partie des forces de défense régulières. Ses commandants et la plupart de ses officiers sont d'origine caranaise et sont recrutés par le Président Ogavo. Au cours des dernières années, des unités de la Garde présidentielle et de la Gendarmerie ont été déployées à plusieurs reprises pour lutter contre les groupes rebelles. La Garde présidentielle a la réputation d'être particulièrement brutale.

Police et Gendarmerie : Les forces de l'ordre du Carana comprennent deux entités, à savoir la Police nationale du Carana (PNC) et la Gendarmerie. Au cours des dernières années, toutes deux ont pâti d'une grave pénurie de personnel qualifié, du vieillissement de leurs effectifs, d'une faible motivation imputable au non-paiement des salaires, du manque de ressources logistiques et financières, et des lacunes observées en termes de formation. La présence des forces de police au Carana est très faible. La majorité des fonctionnaires de police sont des falins, même dans les régions dont la plus grande partie de la population est constituée par des minorités. Le taux de criminalité est élevé, en particulier dans les agglomérations, et un grand nombre de violations des droits de l'homme et d'actes de pillage commis par des membres des forces de l'ordre ont été signalés.

Sécurité régionale

Il n'existe actuellement aucune menace externe à caractère militaire dirigée contre le Carana, bien que les relations avec ses voisins du sud (le Rimosa) et de l'ouest (le Katasi) soient tendues en raison de la présence de mouvements irrédentistes tatsi et kori.

Sécurité intérieure

Les conditions de sécurité dans le pays sont instables. Les principaux problèmes liés à la sécurité intérieure ont trait au conflit persistant que se livrent les groupes armés et les forces gouvernementales (lesquelles sont en train de perdre du terrain), ainsi qu'au taux de criminalité élevé (dans les villes comme les campagnes) attribuable à la situation économique médiocre. Dans le nord et l'ouest, il apparaît de plus en plus clairement que des groupes criminels sous l'emprise des cartels basés au Sumora contrôlent les mines de diamants, probablement avec la complicité du gouvernement. On estime que 12 000 personnes ont été tuées au cours des six derniers mois, et qu'un grand nombre d'habitants (jusqu'à 200 000) ont été obligés de prendre la fuite suite aux affrontements qui ont eu lieu entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord et le sud.

De nombreux civils ont été enlevés par des groupes armés, principalement par des éléments rebelles extrémistes, mais aussi par des militaires des FDC. Au niveau de l'ensemble du secteur, il n'existe aucune stratégie ou politique nationale de sécurité. Il n'y a actuellement aucun mécanisme national de coordination en place pour lancer le processus de transformation du secteur de la sécurité.

Planification d'une opération de maintien de la paix des Nations unies au Carana

SITUATION : Le conflit qui persiste au Carana a conduit à une impasse, étant donné que le gouvernement n'est plus en mesure de contrôler de vastes zones du pays et que des éléments armés et extrémistes se sont, dans un nombre croissant de cas, mobilisés pour combler le vide qui s'était ainsi créé. Dans l'ouest, une structure de remplacement se met en place dans les zones contrôlées par le MPC, tandis que le sud est de plus en plus fragmenté, est dépourvu de tout type de structure et retombe sous le contrôle de dirigeants locaux agissant de manière autonome et prenant leurs distances par rapport aux CISC. Aucune entité n'est, à elle seule, capable d'aboutir par des moyens militaires à une sortie de conflit satisfaisante, les ressources sont limitées et les tensions ethniques et religieuses sont de plus en plus apparentes. Des atrocités sont commises dans plusieurs régions.

Le CRC a joué un rôle majeur en faisant progresser le processus de paix, notamment grâce aux efforts qu'il a déployés pour promouvoir l'**Accord de paix de Kalari**, qui a été signé par les FDC, le MPC et les CISC ; cet instrument offre la seule option valable pour l'instauration d'une paix durable et constitue une étape préalable essentielle à franchir pour être en mesure de remédier à long terme aux causes fondamentales du conflit. Les dispositions de l'Accord de paix prévoient la constitution d'un **Gouvernement de réconciliation nationale** qui soit pleinement représentatif, sous la direction d'un Premier Ministre de consensus, Lucien Langata. Il est convenu que des élections auront lieu dans un délai d'un an. Les fonctions de la mission d'observation (présence limitée) de la CRC (CRCAC) seront intégrées à celles de l'opération de maintien de la paix des Nations unies, et la plupart des observateurs seront réaffectés. Une force française spécialisée (Opération Intrépide) reste en place dans le sud du Carana, son mandat étant de poursuivre son action antiterroriste contre les extrémistes qui opèrent dans les montagnes situées en bordure de la frontière avec le Rimosa ; les responsables de l'opération de maintien de la paix devront établir des modalités de coopération et de liaison clairement définies avec cette force.

La résolution 1544 du Conseil de Sécurité a exprimé le désir de la communauté internationale de collaborer avec le Carana et de soutenir l'Accord de paix de Kalari, et a porté création de la Mission d'Assistance des Nations unies au Carana (MANUC).

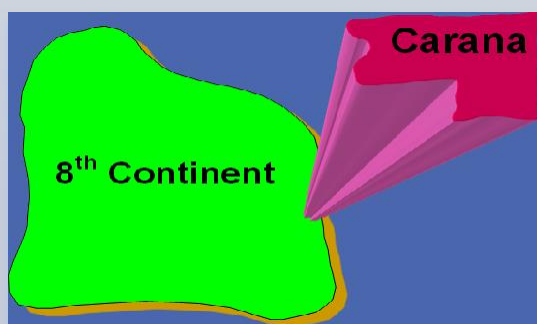
ORIENTATION STRATÉGIQUE : L'orientation stratégique donnée à la MANUC, selon les lignes directrices fournies par le Secrétaire général et le Conseil de Sécurité, est la suivante :
« Chez eux en toute sécurité et dans la dignité. »

« L'objectif poursuivi par l'Organisation des Nations unies doit consister à contribuer à la création d'un environnement propice à la réconciliation nationale et à l'instauration d'une paix durable, avec la participation pleine et effective des femmes au processus de paix. Les efforts de l'Organisation des Nations unies viseront en priorité à instaurer une paix durable, notamment par la prise d'initiatives conçues pour mobiliser la société civile, renforcer la paix et stabiliser la situation. Le résultat final recherché est de permettre à un Carana uni de connaître la paix et la stabilité, et d'être un pays dans lequel règne l'état de droit, où les droits de l'homme sont respectés, où la protection de tous les civils est assurée, et où les déplacés et les réfugiés savent qu'ils peuvent rentrer chez eux en toute sécurité et dans la dignité. »

Tel est l'objectif poursuivi par le système des Nations unies pour le Carana ; sa réalisation dépendra notamment de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- La fourniture de conseils et d'une assistance à un gouvernement de transition, notamment dans le cadre du processus électoral ;
- La mise en place d'une force de maintien de la paix constituée d'environ 8 000 militaires et policiers disposant des moyens nécessaires pour, entre autres, surveiller le respect du cessez-le-feu et assurer la protection des civils et du personnel de l'ONU, ainsi que de ses installations ;
- La fourniture d'une aide humanitaire ;
- Le rétablissement de normes acceptables en matière de droits de l'homme.

INTÉGRATION DE TOUS LES EFFORTS DES NATIONS UNIES au CARANA : Un aspect essentiel du concept de mission consiste à intégrer les activités de toutes les composantes de la mission en fonction de priorités clairement établies pour l'ensemble des opérations afin d'assurer le plus haut degré possible de cohérence et d'unité dans l'effort. On s'attendra à ce que les diverses composantes de la mission (organique, militaire, de police et d'appui) alignent les concepts qui leur sont propres en matière d'opérations en fonction du concept de la mission. L'équipe de coordination des Nations unies participera et contribuera activement au processus de planification afin d'assurer l'alignement correct, la coordination et la cohérence des mesures à prendre pour élaborer la réponse escomptée de la part de l'ensemble du système des Nations unies. Ces mesures s'ajoutent à celles que le Groupe des Nations unies pour le développement s'est engagé à appliquer, ainsi qu'aux capacités de planification du Comité exécutif pour les affaires humanitaires et aux efforts des diverses institutions représentées au sein de l'Équipe spéciale intégrée. Une stratégie de communication globale sera élaborée dès que possible en consultation avec les partenaires des Nations unies. Cette stratégie devrait être mise en œuvre bien avant que la mission des Nations unies ne commence à assumer les responsabilités qui lui seront confiées. Son objectif consistera à aider les communautés locales, les parties au processus de paix et le grand public à comprendre le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations unies au Carana.



MODULES DE FORMATION SPÉCIALISÉE

ÉVALUATION DES CONNAISSANCES

Test de début de formation ☐

Test de fin de formation ☐

Instructions : Entourez la lettre correspondant à la meilleure réponse pour chaque question (il n'y a qu'une seule réponse correcte).

1. La POLNU fonctionne conformément au cadre d'orientation stratégique pour la police dans un contexte international (Strategic Guidance Framework for International Policing – SGF en anglais). Le cadre d'orientation stratégique fournit des approches standardisées pour la :
 - a. **Sécurité publique, réforme de la police et soutien à la police nationale et aux autres services chargés de l'application des lois**
 - b. Formation de l'ensemble du personnel de maintien de la paix
 - c. Remboursement du personnel militaire et de police (UPC)
 - d. Acquisition d'équipements de police
2. Les quatre éléments de la police orientée vers la communauté sont les suivants :
 - 1) Consulter les communautés, 2) Répondre aux communautés,
 - 3) Mobiliser les communautés et :
 - a. Développer la résilience des communautés
 - b. Obtenir un soutien pour l'ordre public
 - c. Prévenir les conflits
 - d. **Résoudre les problèmes récurrents**
3. Laquelle des affirmations suivantes est vraie ?
 - a. **La police guidée par le renseignement est une stratégie policière globale qui fonctionne en tandem avec la police orientée vers la communauté**
 - b. La police guidée par le renseignement fait référence à la collecte clandestine d'informations
 - c. La police guidée par le renseignement passe toujours avant la police orientée vers la communauté
 - d. Les deux concepts de police orientée vers la communauté et de police guidée par le renseignement n'ont pas grand-chose en commun

4. Lequel des énoncés suivants est correct en ce qui concerne le rôle de la POLNU dans le cadre de la protection des civils ?
- a. Les UPC sont les plus susceptibles d'être les principaux interlocuteurs de la police du pays hôte
 - b. Les PI (IPO) sont les plus susceptibles d'être armés et d'être en première ligne de la protection
 - c. Les équipes de police spécialisées se limitent à mener des enquêtes
 - d. **Les PI ont recours au renforcement des capacités et au développement pour mettre en place un environnement protecteur**
5. « La sensibilisation de la police du pays hôte aux normes en matière de droits de l'homme » est un exemple d'activités des PI. Dans laquelle des quatre phases opérationnelles de la réponse pour la protection des civils se retrouve cette activité?
- a) **Prévention**
 - b) Anticipation
 - c) Réponse
 - d) Consolidation
6. Laquelle des affirmations suivantes est correcte en ce qui concerne l'usage des armes à feu par la POLNU ? Les armes à feu peuvent être utilisées pour :
- a. Protéger les biens
 - b. Empêcher l'évasion ou la fuite de toute personne détenue
 - c. **Se défendre contre des menaces graves et imminentes**
 - d. Disperser une foule
7. Le processus de suivi, de mentorat et de conseil (SMC/MMA) comprend quatre étapes. Classez ces étapes en inscrivant le numéro correspondant à la séquence des étapes dans la colonne de gauche.

| Ordre des étapes | Étapes de SMC |
|------------------|--------------------------------|
| 4 | Évaluation et ajustement |
| 2 | Accord sur les objectifs |
| 1 | Identification des besoins |
| 3 | Plan d'action et mise en œuvre |

8. Le manuel en matière de SMC contient une liste de contrôle pour le suivi et l'établissement de rapports que la POLNU doit remplir :
 - a. Rapport sur l'accord sur le statut de la mission (SOMA)
 - b. **Rapport sur les activités de renforcement des capacités et de développement**
 - c. Rapports aux organisations non gouvernementales et autres parties prenantes
 - d. Rapport sur les activités de renseignement en matière de criminalité

9. Un processus réussi de renforcement des capacités et de développement de la POLNU porte sur trois secteurs ciblés, à savoir :
 - a. La police, les services correctionnels et le système judiciaire
 - b. **L'environnement favorable, le niveau organisationnel et le niveau individuel**
 - c. La formation, les ressources humaines et l'administration
 - d. Les opérations, le renseignement et la protection des civils

10. Le renforcement des capacités et le développement...
 - a. Doivent être abordés séparément de la réforme du secteur de la sécurité
 - b. Offrent des solutions à court terme pour les communautés
 - c. S'appuient sur les renseignements sur la criminalité
 - d. **Misent sur la durabilité grâce à l'appropriation locale**

11. La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme des Nations Unies concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes (PDVDH/HRDDP) s'applique aux :
 - a. Opérations de paix des Nations Unies
 - b. Missions politiques spéciales des Nations Unies
 - c. Agences, fonds et programmes des Nations unies
 - d. **Toutes les réponses ci-dessus**

12. La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes exige que la police des Nations unies...:
 - a. Apporte tout le soutien nécessaire aux efforts de la police du pays hôte pour protéger les civils contre les menaces imminentes de violence physique
 - b. **Évalue les risques que les services de police bénéficiant de l'appui de la police des Nations Unies commettent de graves violations des droits de l'homme et définisse dans ce cas des mesures d'atténuation**
 - c. Intervienne en cas de violation des droits de l'homme par la police du pays hôte
 - d. Forme la police de du pays hôte au droit international des droits de l'homme

13. Quel type d'appui apporté par les Nations Unies est exclu de la PDVDH?

- a. Soutien opérationnel et logistique
- b. Soutien financier
- c. **Évacuations médicales**
- d. Opérations conjointes

14. Les responsables hiérarchiques de la police des Nations Unies ...

- a. Coopèrent étroitement avec les autres composantes
- b. Coopèrent étroitement avec le pays hôte et les acteurs internationaux
- c. Doivent s'adapter à des systèmes de justice pénale complexes et inconnus
- d. Tout ce qui précède

15. Les trois niveaux d'autorité des NU sont...

- a. **Tactique, opérationnel et stratégique**
- b. Au niveau du camp (local), au niveau régional, à l'échelle de la mission
- c. Bureau, division, département
- d. Siège régional, siège de la mission, siège des Nations Unies de New York

16. La composante police d'une opération de paix des Nations Unies s'articule généralement autour de trois piliers :

Opérations

Administration

Renforcement des capacités et développement

17. Qui supervise le pilier administratif de la POLNU ?

- a) Le chef de la composante police (CCP/HoPC)
- b) **Le Directeur du personnel de la police**
- c) Le directeur du soutien à la mission (DSM/DMS en anglais)
- d) Aucune de ces réponses

MODULES DE FORMATION SPÉCIALISÉE

ÉVALUATION DES CONNAISSANCES

Test de début de formation ☐

Test de fin de formation ☐

Instructions : Entourez la lettre correspondant à la meilleure réponse pour chaque question (il n'y a qu'une seule réponse correcte).

1. La POLNU fonctionne conformément au cadre d'orientation stratégique pour la police dans un contexte international (Strategic Guidance Framework for International Policing – SGF en anglais). Le cadre d'orientation stratégique fournit des approches standardisées pour la :
 - a. Sécurité publique, réforme de la police et soutien à la police nationale et aux autres services chargés de l'application des lois
 - b. Formation de l'ensemble du personnel de maintien de la paix
 - c. Remboursement du personnel militaire et de police (UPC)
 - d. Acquisition d'équipements de police
2. Les quatre éléments de la police orientée vers la communauté sont les suivants :
 - 1) Consulter les communautés, 2) Répondre aux communautés,
 - 3) Mobiliser les communautés et :
 - a. Développer la résilience des communautés
 - b. Obtenir un soutien pour l'ordre public
 - c. Prévenir les conflits
 - d. Résoudre les problèmes récurrents
3. Laquelle des affirmations suivantes est vraie ?
 - a. La police guidée par le renseignement est une stratégie policière globale qui fonctionne en tandem avec la police orientée vers la communauté
 - b. La police guidée par le renseignement fait référence à la collecte clandestine d'informations
 - c. La police guidée par le renseignement passe toujours avant la police orientée vers la communauté
 - d. Les deux concepts de police orientée vers la communauté et de police guidée par le renseignement n'ont pas grand-chose en commun

4. Lequel des énoncés suivants est correct en ce qui concerne le rôle de la POLNU dans le cadre de la protection des civils ?
- a. Les UPC sont les plus susceptibles d'être les principaux interlocuteurs de la police du pays hôte
 - b. Les PI (IPO) sont les plus susceptibles d'être armés et d'être en première ligne de la protection
 - c. Les équipes de police spécialisées se limitent à mener des enquêtes
 - d. Les PI ont recours au renforcement des capacités et au développement pour mettre en place un environnement protecteur
5. « La sensibilisation de la police du pays hôte aux normes en matière de droits de l'homme » est un exemple d'activités des PI. Dans laquelle des quatre phases opérationnelles de la réponse pour la protection des civils se retrouve cette activité?
- a) Prévention
 - b) Anticipation
 - c) Réponse
 - d) Consolidation
6. Laquelle des affirmations suivantes est correcte en ce qui concerne l'usage des armes à feu par la POLNU ? Les armes à feu peuvent être utilisées pour :
- a. Protéger les biens
 - b. Empêcher l'évasion ou la fuite de toute personne détenue
 - c. Se défendre contre des menaces graves et imminentes
 - d. Disperser une foule
7. Le processus de suivi, de mentorat et de conseil (SMC/MMA) comprend quatre étapes. Classez ces étapes en inscrivant le numéro correspondant à la séquence des étapes dans la colonne de gauche.

| Ordre des étapes | Étapes de SMC |
|------------------|--------------------------------|
| | Évaluation et ajustement |
| | Accord sur les objectifs |
| | Identification des besoins |
| | Plan d'action et mise en œuvre |

8. Le manuel en matière de SMC contient une liste de contrôle pour le suivi et l'établissement de rapports que la POLNU doit remplir :
 - a. Rapport sur l'accord sur le statut de la mission (SOMA)
 - b. Rapport sur les activités de renforcement des capacités et de développement
 - c. Rapports aux organisations non gouvernementales et autres parties prenantes
 - d. Rapport sur les activités de renseignement en matière de criminalité
9. Un processus réussi de renforcement des capacités et de développement de la POLNU porte sur trois secteurs ciblés, à savoir :
 - a. La police, les services correctionnels et le système judiciaire
 - b. L'environnement favorable, le niveau organisationnel et le niveau individuel
 - c. La formation, les ressources humaines et administration
 - d. Les opérations, le renseignement et la protection des civils
10. Le renforcement des capacités et le développement...
 - a. Doivent être abordés séparément de la réforme du secteur de la sécurité
 - b. Offrent des solutions à court terme pour les communautés
 - c. S'appuient sur les renseignements sur la criminalité
 - d. Misent sur la durabilité grâce à l'appropriation locale
11. La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme des Nations Unies concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes (PDVDH/HRDDP) s'applique aux :
 - a. Opérations de paix des Nations Unies
 - b. Missions politiques spéciales des Nations Unies
 - c. Agences, fonds et programmes des Nations unies
 - d. Toutes les réponses ci-dessus
12. La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme concernant l'appui des Nations unies aux forces de sécurité non onusiennes exige que la police des Nations unies...:
 - a. Apporte tout le soutien nécessaire aux efforts de la police du pays hôte pour protéger les civils contre les menaces imminentes de violence physique
 - b. Évalue les risques que les services de police bénéficiant de l'appui de la police des Nations Unies commettent de graves violations des droits de l'homme et définisse dans ce cas des mesures d'atténuation
 - c. Intervienne en cas de violation des droits de l'homme par la police du pays hôte
 - d. Forme la police de du pays hôte au droit international des droits de l'homme

13. Quel type d'appui apporté par les Nations Unies est exclu de la PDVDH?

- a. Soutien opérationnel et logistique
- b. Soutien financier
- c. Évacuations médicales
- d. Opérations conjointes

14. Les responsables hiérarchiques de la police des Nations Unies ...

- a. Coopèrent étroitement avec les autres composantes
- b. Coopèrent étroitement avec le pays hôte et les acteurs internationaux
- c. Doivent s'adapter à des systèmes de justice pénale complexes et inconnus
- d. Tout ce qui précède

15. Les trois niveaux d'autorité des NU sont...

- a. Tactique, opérationnel et stratégique
- b. Au niveau du camp (local), au niveau régional, à l'échelle de la mission
- c. Bureau, division, département
- d. Siège régional, siège de la mission, siège des Nations Unies de New York

16. La composante police d'une opération de paix des Nations Unies s'articule généralement autour de trois piliers :

17. Qui supervise le pilier administratif de la POLNU ?

- a) Le chef de la composante police (CCP/HoPC)
- b) Le Directeur du personnel de la police
- c) Le directeur du soutien à la mission (DSM)
- d) Aucune de ces réponses